

COMPTE-RENDU DU PROCÈS DES ATTENTATS DE JANVIER 2015

2 septembre au 10 novembre 2020

Cour d'assises de Paris

Tribunal judiciaire de Paris 17^{ème}

Salle 2-02

Introduction

A partir de ce mercredi 2 septembre et en théorie jusqu'au 10 novembre prochain, la cour d'assises spécialement composée juge quatorze personnes pour leur soutien logistique aux attentats de Charlie Hebdo, de Montrouge et de l'Hyper Cacher.

Un procès historique :

- 2 représentants du parquet national anti-terroriste
- 5 juges professionnels
- 14 accusés, dont 3 absents
- 14 experts cités
- 17 morts dans les attentats
- 50 jours d'audience prévus
- 70 médias accrédités
- 94 avocats
- 144 témoins cités
- Près de 200 parties civiles

Au programme des premiers jours du procès : lecture du rapport sur les faits, interrogatoires d'identité des accusés et présentation des enquêtes de personnalité réalisées sur ces suspects.

À compter du lundi 7 septembre, la cour d'assises spéciale reviendra en détail sur les événements de janvier 2015. Elle entendra notamment les blessés de Charlie Hebdo le 9 septembre, le directeur et l'employé de l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où s'étaient réfugiés les frères KOUACHI le 16 septembre ainsi que les otages de l'Hyper Cacher les 22 et 23 septembre.

La cinquième semaine sera consacrée au déroulement de l'enquête judiciaire. Plusieurs témoins, enquêteurs et experts (en écriture, en balistique, en génétique...) seront entendus. Les sixième, septième et huitième semaines seront dédiées aux interrogatoires des 11 accusés présents et aux auditions des témoins en lien avec ces suspects.

Aura lieu ensuite la dernière phase du procès. Les avocats des parties civiles plaideront les 27, 28 et 29 octobre. Le lundi 2 novembre sera réservé aux réquisitions des deux représentants du PNAT. Les plaidoiries des avocats de la défense se dérouleront quant à elles du 3 au 6 novembre. Le 9 novembre, les accusés auront la parole en dernier avant que la cour ne se retire pour délibérer.

L'audience sera filmée. En effet, « ce procès présente de toute évidence un intérêt pour la constitution des archives historiques de la justice », souligne la cour, qui estime que cet enregistrement ne porte pas atteinte à la présomption d'innocence et qu'il n'est « pas de nature à perturber la sérénité des débats ».

Ce compte-rendu est élaboré à partir des notes prises par la FENVAC, association de victimes, partie civile au procès. Eu égard au débit de parole et à notre volonté de lisibilité, la prise de note ne saurait refléter l'intégralité des propos. Seul le prononcé fait foi.

JOUR 1 – MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2020

Ouverture de l'audience par le président de la cour d'assises spécialement composée, Régis de Jorna.

«Le port du masque est obligatoire en toutes circonstances, y compris lors des prises de parole», souligne le président.

Le magistrat rappelle également que le procès sera filmé pour la constitution des archives. Un enregistrement réalisé, archivé, et consulté que dans des cas limitativement énumérés par la loi.

Le procès se déroulera dans une salle principale où seront présents les accusés, leurs avocats, une partie des parties civiles et leurs conseils ainsi qu'une partie de la presse.

Dans une deuxième salle, aura lieu une retransmission interactive avec les autres avocats de parties civiles.

Dans une troisième salle l'« Auditorium », seront présents le public et la presse.

La Cour va constater l'identité des personnes présentes.

I. Interrogatoires d'identité

Le président décline l'identité complète des accusés (civilité, profession, résidence) ainsi que celle de leurs avocats.

1- ABBAD Abdellaziz, détenu depuis le 28 avril 2017.

2- CATINO Michel, né en 1952, retraité, domicilié en Belgique, détenu depuis le 2 juin 2017.

3- FARES Mohamed détenu depuis 23 mars 2018.

4- KARASULAR Métin, vit en Belgique, détenu depuis le 2 juin 2017.

5- POLAT Ali Riza né en 1985, détenu depuis le 28 mars 2015.

6- PREVOST Willy né en 1986 détenu depuis 20 janvier 2015.

7- RAMDANI Amar, né 12 mai 1981 en Algérie, détenu depuis le 13 mars 2015.

8- MAKLOUF Said né en 1989, détenu depuis le 13 mars 2015.

9- MARTINEZ Miguel, né en 1982, détenu depuis le 28 avril 2017.

10- PASTOR ALWATIK Nezar né le 11 mars 1985, détenu depuis le 20 janvier 2015.

11- RAUMEL Christophe, né en 1990 à Ris Orangis, a été détenu le 20 janvier 2015, soumis au port du bracelet puis placé sous contrôle judiciaire depuis mai 2018, domicilié à Fleury Mérogis.

Sont renvoyés l'ensemble de ces personnes.

S'agissant d'Hayat BOUMEDDIENE, MEHDI ET MOHAMED BELHOUCINE, un mandat d'arrêt a été délivré à leur encontre. Ces 3 accusés étant absents sans excuse valable, ils seront donc jugés par défaut.

II. Réitération et / ou constitution de parties civiles

La Cour vérifie une par une les constitutions de parties civiles.

De plus, quelques personnes déclarent se constituer partie civile à l'audience. La Cour prend note de ces demandes, et se prononcera plus tard sur leur recevabilité.

III. Appel des témoins et des experts

Après l'appel des accusés et des parties civiles, place à celui des témoins et des experts. 144 témoins et experts sont cités à l'audience, à la demande du parquet ou des parties : enquêteurs, experts en balistique ou en écriture, proches des accusés.

Le président explique aux témoins et experts qui se présentent qu'ils vont être convoqués à une date ultérieure.

Plusieurs ne se présentent pas.

Certains des témoins ayant sollicité leur anonymisation, seul leur numéro est précisé, et leur audition sera réalisée par visioconférence.

IV. Intervention de la défense

Me COUTANT-PEYRE, avocate de la défense de Monsieur Ali Riza POLAT indique vouloir soutenir des conclusions in limine litis.

En introduction de son propos, l'avocate déclare "*compatir*" à la souffrance des victimes. "*Il y a des victimes qui ont souffert, c'est irréparable mais ça aurait pu être évité si les services de renseignement et de surveillance avaient fait sérieusement leur travail, s'ils avaient continué à surveiller ce qu'ils surveillaient avant. Les services de l'Etat ont failli, c'est un échec*".

Me COUTANT-PEYRE se plaint du fait que l'audience se tienne au nouveau palais de justice des dans le 17^{ème} arrondissement de Paris. "*Je demande qu'il soit justifié aux parties les raisons de la tenue de ces débats*" dans le nouveau palais et non au siège de la cour d'appel, sur l'île de la Cité.

Elle demande ensuite un supplément d'information aux fins de mise en examen des "*fournisseurs d'armes*" pour complicité des faits poursuivis par la cour d'assises spécialement composée. Son client, Ali Riza POLAT, est poursuivi pour "complicité de crime terroriste". Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

V. Intervention des parties civiles.

Plusieurs avocats de partie civile réagissent aux demandes de Me Coutant-Peyre, le conseil d'Ali Riza POLAT.

Me Patrick Klugman, avocat de plusieurs parties civiles du volet Hyper Cacher, critique notamment "l'indécence du propos, qui n'a pas sa place avant l'ouverture des débats".

Plusieurs de ses confrères qui lui succèdent à la barre reprennent ce terme « d'indécence. »

"C'est parfaitement odieux ce qu'on vient d'entendre de la part de la défense", s'exprime un avocat, qualifiant les demandes de Me Coutant-Peyre de "saugrenues et dilatoires".

VI. Intervention de l'Avocat général.

Les représentants du parquet national anti-terroriste (PNAT) se lèvent à leur tour pour répondre à l'intervention de Me Coutant-Peyre.

Le déroulement du procès au palais de justice du 17^{ème} au lieu de celui de l'île de la Cité est expliqué. "Pour les accusés, les conditions seront de meilleure qualité ici que si nous avons été dans l'ancien palais de l'île de la Cité. Des questions de sécurité ont aussi justifié ce choix", souligne le magistrat.

« Me Coutant-Peyre commet une erreur juridique. Elle nous dit que la cour d'assises siège à la cour d'appel alors que ce n'est pas ce que dit l'article 234 du code de procédure pénale. Cet article dit que la cour d'assises siège au chef-lieu de la cour d'appel, c'est-à-dire Paris ; nous sommes bien sur la commune de Paris. Il n'y a donc pas lieu de prendre un arrêt particulier pour justifier la tenue de cette audience" dans le 17^{ème}, continue le magistrat.

Par ailleurs, concernant la désignation de la cour d'assises spéciale, Me COUTANT PEYRE prétend que la composition de la cour devait obligatoirement lui être communiquée. Le magistrat répond que cela a été fait et que la loi n'impose aucunement que cette communication soit systématique. Ce n'est prévu que pour les jurés en cour d'assises ordinaire.

VII. Intervention de la défense.

Me Christian Saint-Palais, avocat d'Amar RAMDANI, prend la défense de sa consœur Me Coutant-Peyre : "Je ne m'associe pas aux demandes d'Isabelle Coutant-Peyre, mais je n'accepte pas que l'on qualifie d'"indécence" et d'"odieuse" la prise de parole de la défense en début d'audience."

"Nous défendrons sans répit les hommes qui sont dans le box", insiste l'avocat.

VIII. Rapport introductif du Président

Le Président donne lecture des deux ordonnances de mise en accusation ayant conduit au renvoi des accusés devant la présente audience.

Noms complets des accusés :

- Ali Riza POLAT (ARP)
- Nezar Mickaël PASTOR ALWATIK (NMPA)
- Willy PREVOST (WP)
- Christophe RAUMEL (CR)
- Amar RAMDANI (AR)
- Saïd MAKHLOUF (SM)
- Mohamed-Amine FARES (MAF)
- Metin KARASULAR (MK)
- Michel CATINO (MC)
- Abdelaziz ABBAD (AA)
- Miguel MARTINEZ (MM)
- Mohamed BELHOUCINE (MoB)
- Hayat BOUMEDDIENE (HB)
- Mehdi BELHOUCINE (MeB)

JOUR 2 – JEUDI 3 SEPTEMBRE 2020

Malgré le devoir de respecter les règles sanitaires, les avocats sont autorisés à retirer leur masque à la barre.

Intervention d'un avocat de la défense

Selon cet avocat, dans cette crise sanitaire, les plus vulnérables sont les accusés.

En aucun cas, il ne faut que les accusés ou leur avocat subissent un risque. Si un seul des avocats est contaminé, le procès est déterminé. Cet avocat demande l'avis d'un médecin.

S'agissant des droits de la défense, le procès ne devrait pas se tenir, l'avocat demande au président de prendre un avis éclairé.

En réponse, le président formule la solution suivante : le respect de la distance de sécurité devrait suffire à limiter au maximum les risques de contamination. D'ailleurs, un avis a été demandé aujourd'hui à l'agence régionale de santé.

L'avocat général prend alors la parole pour indiquer que le ministère public n'a pas été associé à cette discussion sur le respect des règles sanitaires. L'avocat général se dit vouloir respecter l'avis de l'agence régionale de santé.

L'avocat de la défense dénonce par ailleurs que, par intermittence, les échanges entre avocats et accusés sont entendus à cause de la retransmission.

Le Président va en aviser les services techniques.

L'avocat général souhaite verser des pièces au débat, un certain nombre de pièces et notamment six procès-verbaux qui ont été transmis postérieurement à la clôture de l'instruction, entre les frères KOUACHI et leur beau-frère.

En outre, il est question d'un jugement belge de condamnation pour escroquerie et usage de fond d'un véhicule ; d'un document sur Abdelaziz Abbad ; un interrogatoire de Sonia MEJRI datant de mars et juillet 2020 où celle-ci rapporte des preuves de vie de Hayat Boumedienne jusqu'en octobre 2020 comme Mohamed Belhoucine, et désigne Ben Youcef comme étant le commanditaire de l'attentat de l'Hyper cacher.

Pour compléter ces interrogatoires, un réquisitoire supplétif a été délivré dans la procédure des attentats de Janvier 2015 à l'encontre de BEN YUCEF pour association de malfaiteurs criminelle.

D'autres éléments également : des PV de contexte concernant le Yémen ainsi que d'autres éléments de contexte.

Dans le cadre de la procédure des attentats de janvier 2015, figurent aussi les auditions de garde à vue de Peter Cherif et ses interrogatoires.

(...)

Il y aura un deuxième versement de pièces au fond concernant des révélations de Monsieur ALI POLAT au cours de l'été dans le cadre de la procédure JIRS.

La défense demande à être informé des suites de ce versement de pièces concernant les révélations de M. ALI POLAT.

Le Président précise que tout sera transparent et explique que Monsieur ALI POLAT a souhaité être entendu dans le cadre d'un homicide et d'escroquerie, la JIRS a été saisi, les investigations sont en cours.

La défense intervient pour la communication des pièces.

Le président indique qu'ont été communiqués les rapports SPIP (...), et que vont être versés les rapports des quartiers d'évaluation de la radicalisation qui seront évoqués lors des interrogatoires ultérieurs de chacun des accusés.

I. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité d'Abdellaziz ABBAD

A. Interrogatoire d'Abdellaziz ABBAD

● Éléments d'identité

Né le 31 mars 1984 dans les Ardennes à Charleville-Mézières, Abdellaziz ABBAD a grandi jusqu'à ses 9 ans dans une petite commune puis a eu un accident domestique, il a dû rester à l'hôpital jusqu'à 13 ans puis la famille a déménagé à Charleville-Mézières. Il a passé ses années à Charleville-Mézières, puis il est allé à l'école jusqu'au BEP qu'il n'a pas eu.

A. ABBAD a 5 frères, 3 sœurs, c'est le 4^{ème} frère, il s'entend bien avec sa famille et ses parents.

Il n'a plus d'amis en raison de sa première affaire dans les Ardennes. Pas beaucoup de monde a pu témoigner pour lui dans ses affaires.

Il a voulu rentrer vite dans la vie active, il a commencé à fréquenter les mauvaises personnes, A. ABBAD a eu cette période d'hospitalisation, puis est rentré par la suite dans la délinquance, les stupéfiants, qui lui ont valu beaucoup de condamnations. Il est célibataire et n'a pas d'enfants.

Aujourd'hui, il se retrouve « embarqué » dans cette histoire en raison de certaines fréquentations. Par rapport à la première affaire où il a été condamné aux assises, cela a engendré de l'émoi dans son quartier. Les gens ne parlent plus avec lui, il a perdu beaucoup d'amis, A. ABBAD est en détention depuis février 2016. Son incarcération s'est passée plutôt correctement jusqu'à ce qu'on l'interpelle pour cette affaire, il a été placé à l'isolement, puis a eu des restrictions à la sortie. A. ABBAD veut répondre aujourd'hui aux questions qu'on va lui poser et se déclare innocent. Il déclare qu'il ne pourrait pas adhérer à ce genre d'idéologie, il a grandi dans une famille musulmane et il n'a jamais été question de tuer les gens au nom d'une religion, il a grandi dans l'idée d'une religion pacifique.

● Questions du Président

Abdellaziz ABBAD indique avoir été hospitalisé pendant 4 ans. Il explique avoir été brûlé sur tout le côté droit, par de l'essence, plusieurs de ses organes ont été touchés. Il indique avoir été mis dans le coma pendant une semaine et avoir eu des séquelles psychologiques et physiques de cet accident.

Sur sa scolarité, il a eu beaucoup de problèmes d'absence en 2^{ème} année mais pas de discipline, violence ou autre.

Abdelaziz indique avoir été en couple mais que cette affaire les a séparé.

Sur ses détentions, elles ont en lien avec les stupéfiants, ivresse, ainsi qu'une histoire de bagarre dans son quartier.

Il n'a pas eu d'autre problème de santé à part son grave accident.

Sur ses débuts dans la délinquance, il avait 15-16 ans, ils s'amusaient avec ses amis jusqu'à qu'il ait besoin de plus d'argent. La vente de stupéfiants est apparue comme une solution.

Sur sa vie professionnelle, il a travaillé dans les travaux publics mais il y a eu une coupure à cause d'une incarcération, il était auto-entrepreneur dans le bâtiment puis a été réincarcéré pour une autre affaire de stupéfiants. Quand il est sorti, il a ouvert un garage puis il a été arrêté à nouveau.

Sur ses relations avec sa famille et « le clan » qu'il forme, ABBAD n'aime pas ce terme de clan, il évoque l'affaire d'assassinat dans laquelle il est impliqué et explique que selon lui, le dossier a été instruit par la famille de la victime, et que par conséquent il n'y a pas de bonnes choses qui ressortent du dossier. Il développe en expliquant que la plupart des éléments ont été ramenés par le frère de la victime. Après avec ses frères, il précise qu'ils n'ont jamais été un clan. Parmi eux, il y a un marié avec enfant, un autre vit à Caen, une autre est dans les études. Il a beaucoup d'affinités avec l'un d'entre eux car il n'a qu'un an de plus que lui. Il dit qu'ils ont toujours été ensemble donc sont plus proches mais cela n'empêche pas de s'entendre bien avec les autres. ABBAD insiste toujours sur le fait qu'ils ne sont cependant pas un clan.

Sur cette affaire d'assassinat, la Cour de cassation a rendu sa décision mais il se pourvoit devant la Cour européenne des droits de l'Homme.

Il donne des précisions sur la procédure de cette affaire, il explique qu'il a été condamné, que l'appel a été formé le 10^{ème} jour à 16h20 mais que ce 10^{ème} jour, il sortait du bureau du juge d'instruction dans ce dossier. Il a presque été mis à la porte quand il a dit qu'il avait été acquitté et en sortant du bureau il a appris pour l'appel ; il a ensuite été condamné à 25 ans. Il a toujours dit qu'il était innocent dans cette affaire, il dit qu'il n'y a jamais eu un élément concret qui ait pu lui être reproché, comme la loi le demande. Ce qui lui a été reproché c'est la déclaration d'un coaccusé 10 minutes avant les réquisitions et que c'était donc compliqué de se défendre.

Le Président précise que son casier était déjà bien rempli avant ça, il lit qu'en 2004, il a été condamné pour conduite en état d'ivresse ; destruction de bien, conduite sans permis, stupéfiants, violence avec usage d'une arme, violation de domicile, dégradation, usage de stupéfiants, en Belgique condamnation pour stupéfiants, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, stupéfiants. Le Président demande pour quelle raison il n'a pas voulu coopérer dans ce dossier.

Abdellaziz ABBAD explique que lors de l'avant dernier rendez-vous chez le juge d'instruction, les 2-3 fois, la magistrate a parlé davantage de Charleville-Mézières que du dossier dans lequel il était mis en examen, il explique avoir été frustré car ce dossier a appuyé sa condamnation dans l'affaire d'assassinat, la juge d'instruction avait alors dit qu'ils allaient se pencher sur son CV lors de cet entretien. Il s'est énervé car selon lui cette affaire est plus évoquée que le nouveau dossier pour lequel il est impliqué et devait être interrogé ce jour là. Il s'est alors emporté et a refusé de faire le CV.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Laure O

• Éléments d'identité

69 ans, enquêtrice de personnalité auprès du TGI de Reims. Quand elle a rencontré Abdellaziz ABBAD, il était à la maison d'arrêt de Charleville-Mézières, dans le cadre d'assassinat et tentative d'assassinat. Était âgé de 32 ans et vivait chez ses parents. Concernant sa famille, pas capable de donner des dates de naissance. Son père serait né en Algérie, aurait 69 ans, est algérien et aurait travaillé comme ouvrier à l'usine dans les Ardennes. Sa mère a 10 ans de moins que son père, de nationalité algérienne. De leur union, sont nés 9 enfants, les premiers sont nés en Algérie, ne sait pas quand ils sont arrivés en France. Sur les 9 enfants, Ilyés, 37 ans, Mourad vit chez les parents, a une fille, Rachida qui est mère au foyer et vit aux US. Ensuite Maddy né 14 mois avant Abdellaziz ABBAD, vit en région parisienne, est incarcéré à Reims dans la même affaire que son frère, Sophia, vit à Paris, travaille dans le marketing, Moustafa qui vit chez ses parents, et Mohamed qui fait du droit à Caen et la dernière 22 ans qui vit chez ses parents. A ce moment là, Abdelaziz vit avec Manon Lemoine. Manon vit chez les parents Abbad, elle travaillait en boulangerie. Il a été à l'école primaire puis au collège de Charleville-Mézières, puis il a eu un accident du fait d'une brûlure qu'il l'a handicapé et donc a du faire de la rééducation. Ensuite, il a été au lycée où il a fait des études mais a raté l'examen puis il est entré dans la vie active.

La vie active : il travaille dans différentes sociétés d'intérim, travaille dans les travaux publics et finalement vend du textile puis a été incarcéré. Il reprend son activité en 2013. N'a jamais eu de suivi psychologique. Ses passions sont le tennis et la course à pied.

Sur le ressenti d'Abdelaziz sur la procédure : il monte en tension, n'a rien à voir dans cette affaire selon ses dires, que c'est uniquement dû à son passé, ne veut pas se laisser faire. « Les stupéfiants oui mais de là à tuer quelqu'un non. » il veut reprendre son travail après la prison.

Sur l'entretien de l'enquêtrice avec son amie Manon : elle a 9 ans de moins que lui, vit chez les parents ABBAD, l'a connu à 15 ans puis il a été incarcéré puis elle l'a retrouvé après et se sont mis ensemble. Elle savait que la famille avait mauvaise réputation, sa personnalité l'attirait, c'était un couple fusionnel, quelqu'un de très attentionné décrit-elle, il n'a jamais été violent avec elle, il était très proche d'elle, depuis qu'il est incarcéré, elle le voit 3 fois par mois. Elle dit l'aimer. Elle ne connaît pas ses amis, il l'a tenait à l'écart.

• Questions des Parties civiles

Une avocate des parties civiles cite une phrase d'Abdelaziz ABBAD : « Ce dossier a foutu ma vie en l'air », elle demande ce qu'il pense alors des victimes.

Abdellaziz ABBAD répond en parlant des victimes que leur vie a changé après les attentats, qu'elles ont perdu des proches, ce qui est très douloureux et qu'il partage leur souffrance au regard de ces faits. Il pense qu'elles souffrent bien plus parce qu'elles ont perdu un membre de leur famille, ami et ça doit leur faire très mal.

Les conseils des parties civiles poursuivent en évoquant le fait qu'Abdellaziz ABBAD aurait fait l'objet de sanctions disciplinaires suite à la découverte de trois téléphones dans sa cellule en 2019 et un téléphone en 2020, la question est la suivante, comment se fait-il qu'il ait accès à des téléphones alors qu'il est incarcéré pour des faits très graves.

Abdellaziz ABBAD répond qu'il n'a pas de parloirs pour sa famille, donc il s'est procuré un téléphone. Il explique que les 3 téléphones qu'il avait et les deux autres étaient des carcasses, des pièces

détachées qui ne marchaient pas. En 2020 aussi, pareil il n'avait pas de parloirs pour parler à ses parents âgés et avait peur de ne pas les revoir avec sa condamnation.

Une avocate des parties civiles reprend une cote du dossier expliquant qu'il est décrit comme quelqu'un de haineux. La défense prend la parole expliquant que c'est du fond et que cela ne rentre pas dans les éléments de personnalité. L'avocate de la partie civile souhaiterait poser des questions sur la religion mais il lui est répondu que cela concerne le fond du dossier qui sera évoqué plus tard.

- **Questions des avocats généraux**

L'avocat général demande à Abdelaziz ABBAD quel est son surnom, il répond « Aziz ». Il lui est ensuite demandé de décrire sa cité, A. ABBAD décrit une vie très normale, sans violence particulière, que c'est un quartier normal. S'agissant de ses frères incarcérés évoqués par l'avocat général, A. ABBAD répond qu'il n'a pas envie de parler d'eux, précise qu'il souhaite répondre à des questions sur lui et non sur ses frères.

L'avocat général pose ensuite des questions sur l'affaire dans laquelle A. ABBAD a été condamné à 20 ans, précisant que son frère a aussi été condamné pour complicité par provocation. A. ABBAD répond que les jurés ont répondu non coupable à la feuille de questions. L'avocat général demande s'il y avait une guerre de territoire entre deux familles dont la sienne. A. ABBAD dit qu'il est là pour une affaire de terrorisme et que les victimes attendent des réponses sur ce sujet et non sur ses autres affaires.

- **Questions de la Défense**

La Défense de A. ABBAD évoque l'accident où ce dernier a passé 4 ans hospitalisé. A.ABBAD explique qu'il a dû faire de la rééducation pour réutiliser ses membres. La défense évoque la grossesse de sa copine de l'époque et qu'A. ABBAD aurait dit qu'il ne pourrait assumer son rôle de père au regard de ce qui se profilait dans le dossier. Il explique qu'il se doutait qu'il allait être incarcéré, qu'il ne voulait pas avoir un enfant sans être présent du début à la fin.

La Défense demande quelles sont les conséquences et différences d'une détention de droit commun de celle pour terrorisme. Abdellaziz ABBAD répond que l'on parle qu'avec des surveillants. Il explique que lorsqu'il a réintégré la détention classique, il n'avait que la promenade commune avec les autres mais que le reste n'est pas pareil. Les déplacements en établissement sont très encadrés, et psychologiquement, c'est compliqué. A. ABBAD explique que des détenus qui marchaient avec lui dans la promenade ont été informés de faire attention à lui car il était soupçonné d'être radicalisé et terroriste.

II. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Michel CATINO

A. Interrogatoire d'identité de Michel CATINO

Michel CATINO est né le 15 septembre 1952, ses parents sont italiens, il s'est marié, a fait des études de mécanique, a travaillé (...). A ouvert un café à son nom pendant 6 mois puis a eu 3 enfants. En 1985, il a eu un autre café, puis il y a eu une descente de police car il y a eu un braquage dans ce café

cette année là. Mais quand les flics sont arrivés, il y avait des gens dans son café qui jouaient. Le café a donc été fermé et CATINO a été condamné à une très grosse somme par la justice belge. Il a été agressé en 1997, ce qui lui a valu un mois d'hôpital ; il ne savait plus marcher, ni parler, il en a toujours des séquelles. (...)

- **Questions du Président**

Michel CATINO explique regretter ce qui est arrivé aux parties civiles car en 2006 la police lui a annoncé le décès de son fils mort en France, il sait ce que ça fait de perdre un proche.

Michel CATINO dit avoir toujours habité en Belgique, que son enfance a été heureuse, il a un diplôme de mécanicien, mais est surtout un joueur de poker. Il pratiquait souvent clandestinement.

Sur son addiction au jeu, il explique que ça fait trois ans qu'il est en détention et qu'il s'est rendu compte que le jeu n'était pas bien.

Sur l'ouverture de son café, il dit que ça lui permettait de gagner de l'argent plus facilement. Il explique que tout allait bien jusqu'en 1987, c'est à dire jusqu'à ce que la police ferme son café et que le fisc belge le condamne.

Le café était en fait plus un habillage, il lui permettait d'organiser des jeux, il fallait qu'il ait une activité pour cela.

Sur son passage en prison en raison de l'implication de son véhicule dans un braquage, il explique qu'il avait prêté sa voiture à un ami qui a fait un braquage avec, il a alors fait un mois de détention mais comme il n'avait rien fait, il a été relâché.

Sur ses liens avec KARASULAR, CATINO explique que lui avait son café, et KARASULAR une boulangerie, il allait chercher le pain la bas et lui venait au café chez lui. Ils sont amis depuis 30-35 ans. Il explique avoir eu un petit travail au noir pour KARASULAR.

Sur le plan familial, il est marié, s'est séparé en 2004-2005 ; il avait trois garçons, un est décédé dans des circonstances particulières, près de Chambéry, il a chuté dans un ravin.

Michel CATINO explique ne pas savoir pourquoi il est mort. Il ne comprend pas pourquoi son fils s'est retrouvé à 1200 km de chez lui et est décédé comme ça sans papier sur lui, papiers qui n'ont d'ailleurs jamais été retrouvés. L'affaire a été classée sans réponse.

Le Président explique que CATINO a été examiné pour le procès par un expert qui a diligenté une expertise qui dit que son état de santé montre des problèmes de diabète et aux jambes. Il a été indiqué que son état est compatible avec sa présence au procès.

Un assesseur évoque ses condamnations en Belgique, il n'a pas de condamnation en France. Il aurait également fait un séjour en prison en Allemagne pendant 18 mois pour trafic de stupéfiants. CATINO explique qu'il avait des problèmes d'argent, et qu'il a fait connaissance de quelqu'un aux Pays Bas qui lui a proposé de transporter 10 kilos de cannabis jusqu'en Allemagne.

B. Audition de Monsieur Gweneway CATINO, fils de Michel CATINO

- **Questions du Président**

Gwenenay CATINO a 31 ans. Il décrit son père comme quelqu'un de serviable, qui a toujours bien assuré son rôle de père, a été un bon père. Il explique avoir perdu un frère. Son père a travaillé avec lui car avant ça il avait été agressé.

Sur le café de son père, il était trop petit. Ses parents se sont séparés en 2001.

Son gros défaut, c'était le jeu. Le président demande si ça a été un problème et si ça a été la cause de la séparation des parents. Il répond que le jeu a posé des problèmes.

Le président demande s'il aurait été capable de se mettre sur la paille pour satisfaire la passion du jeu, le fils répond qu'il savait s'arrêter.

Il explique que c'est surtout son père qui s'est occupé de lui, qu'il a été très présent au moment de la séparation avec sa mère.

Lecture de déclarations par le Président.

Il n'a jamais vraiment connu son père avec une activité professionnelle.

Sur le travail de Gwenenay CATINO, il travaille dans la mécanique de voiture, il a une société. Activité déclarée aujourd'hui. Son père l'aidait dans tout ça.

Sur les ressources de son père, il l'aidait financièrement quand nécessaire mais a toujours eu ce problème de jeu jusqu'au moment de son incarcération.

Sur la nature des jeux, c'était surtout les casinos.

Son ami KARASULAR : il explique que c'était un ami de la région qui avait un garage aussi.

Sur la santé fragile de son père : il parle de l'accident et en plus les problèmes de diabète.

Sur ses loisirs : a part le jeu, rien de particulier.

Sur son incarcération en Allemagne : pour des histoires de stupéfiants mais ce n'est pas un consommateur pour autant. Ne sait pas comment son père s'est retrouvé là dedans.

Par rapport à leur famille, trois ans qu'il est incarcéré, sa fille grandit sans son grand père. Très difficile pour la famille, ce qui lui est reproché ce n'est pas possible, il a 68 ans, il a déjà perdu un fils dit-il.

Il écrit régulièrement à son père.

- **Questions des Parties civiles.**

Pas de question.

- **Questions de la Défense.**

Pas de question.

Le président l'informe que c'est possible qu'il soit recontacté pour revenir témoigner sur les faits reprochés à son père.

Fin de l'audition.

C. Audition de Madame Nadège, belle fille de Michel CATINO.

Vit à Charleroi, compagne de Gweneway, belle fille de CATINO.

Sur sa personnalité, c'est comme un deuxième père pour elle, 8 ans qu'elle est avec son fils, il est le grand père de ses enfants, n'a plus son papa depuis trois ans pour rien selon elle, n'a jamais eu de problème avec lui, il vivait chez eux en permanence.

Michel CATINO a élevé ses deux filles d'un précédent mariage. Les jeux, c'était son seul défaut, ce n'est pas un homme méchant décrit-elle, c'est même quelqu'un de trop gentil poursuit-elle.

Sur le jeu, ça ne posait pas de problème selon la compagne de Gweneway. Le président demande des précisions. Elle répond qu'il n'avait pas d'argent. N'en sait pas plus.

Elle finit en disant que c'est quelqu'un de bien et qu'elle espère qu'il sortira vite.

Pas de question des parties civiles, de la défense et des avocats généraux.

III. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Métin KARASULAR.

A. Interrogatoire d'identité de Métin KARASULAR.

Né en Belgique. Attaché à la Belgique, marié là bas, avec enfants. A des frères et sœurs qui vivent aussi là-bas.

Sur ses études : a été jusqu'en 3^{ème}, a arrêté l'école et a travaillé dans une boulangerie pendant 20 ans, a eu des problèmes de santé, son médecin a dit qu'il fumait trop. Mais il n'a pas compris car il ne fumait pas donc apparemment c'était à cause de la farine. Il allait beaucoup dans les cafés.

Il a toujours voulu travailler que pour lui, sa copine avait un café.

Il a 5 enfants avec sa femme, et a un garçon avec sa copine. Sa fille doit avoir 3 ans aujourd'hui.

Ca fait 4 ans qu'il n'a pas vu ses enfants, ils lui écrivent. Il échange des paquets de cigarettes pour appeler de temps en temps ses enfants.

Il évoque les conditions en prison et explique que les prisons françaises ne sont pas comme en Belgique, « c'est la jungle » dit-il.

Parmi ses enfants : il a une fille qui est infirmière. La troisième est très intelligente dit-il, elle va devenir comptable, le 4^{ème} est en première, et son fils a 14 ans.

La mère de ses 5 enfants, il ne s'en est pas séparé. Quand il a été arrêté, il était chez lui avec ses enfants.

Il a une nouvelle copine qui tient le café. Mais est toujours avec sa famille aussi.

Il a un casier judiciaire en Belgique avec un certain nombre de condamnations.

Sur son parcours en Belgique et ses condamnations (13) : il ne sait pas quoi dire.

L'assesseur demande pour quel type d'affaire, il dit que c'est pour les salles de jeux surtout.

Sur le roulage et la signification de ce terme : c'est relatif à un excès de vitesse etc tout ce qui est lié à la voiture ; défaut d'assurance ; défaut de contrôle technique. 6^{ème} mention : 8 septembre 2004 du Tribunal correctionnel de Charleroi le condamne pour détention de stupéfiants et détention et stockage d'armes de défense. Ce sont des faits de janvier 2001 à janvier 2002, que dire là dessus demande le Président. Il répond qu'il se rappelle de vente de briquet, et d'arme similaire à un briquet.

Il est noté suspension de trois ans et confiscation. Le magistrat ne sait pas ce que cela signifie précisément. Puis affaire n°8, de nouvelles condamnations pour stupéfiants sur les années 2007 à 2008, condamnation à un an d'emprisonnement partiellement assorti de sursis.

Il répond ne pas s'en souvenir.

Chronologiquement, en novembre 2009, il y a une condamnation pour diverses infractions sur des faits qui datent de septembre 2005, notamment de détention et stockage d'armes à feu.

KARASULAR explique avoir acheté une société en 2004 où il y a eu des escroqueries au sein de celle-ci, la police des douanes est venue et lui a présenté des photos avec son nom à lui mais ce n'était pas lui sur les photos, c'était donc des faux papiers d'identité. La police lui a alors dit de trouver ces personnes car sinon tout était à son nom, surtout que c'était l'administrateur de la société. Il a finalement trouvé ces gens qui l'ont menacé, et en a informé la police.

Le magistrat demande s'il a donc été victime de ces gens là ; Il répond que la police lui a demandé de trouver ces gens, ce qu'il a fait, il les a attrapé et les a ligoté, il a appelé la police qui les a ensuite arrêté. Mais l'arme qu'il avait ce jour là, il précise que ce n'était pas la sienne, mais celle qu'il avait prise sur place sur les gens.

Sur son incarcération dans ce dossier, il l'est depuis le 2 juin 2017. Sur le déroulement de cette incarcération, il constate de très bonnes conditions d'incarcération en Belgique par rapport à la France ou c'est beaucoup plus difficile.

Il estime que la mentalité n'est pas pareil qu'en Belgique. Ici, il déclare qu'ils sont pris pour des prisonniers de guerre « comme s'ils avaient été avec Hitler. »

Il n'a cependant pas de problème en prison. Le magistrat relève quand même une détention de téléphone et de possession de cannabis aussi. KARASULAR explique que c'est un détenu qui en a mis dans une de ses cigarettes pour lui faire plaisir mais que lui n'en fume pas.

Sur le service pénitentiaire d'insertion et de probation : KARASULAR ne l'a pas sollicité pour préparer un retour à la vie, il ne fait pas d'activité, donc n'est pas dans une dynamique positive, mais il dit cependant avoir un travail qui consiste au contrôle des gens à l'atelier. Il précise ne rater aucun jour de travail.

Il est dit qu'il est discret dans le rapport et ne sollicite pas le personnel. Il dit n'avoir aucun problème avec personne et respecte tout le monde.

Il dit n'avoir jamais été puni, ni mis au mitard. La seule fois où il y a eu un rapport, c'est quand il a été forcé de prendre un téléphone car 20 détenus l'en ont forcé, mais ce téléphone n'avait pas de batterie, ni puce, ni chargeur etc

Il a été sanctionné par la commission de discipline le 5 septembre 2018 à la prison de Longuenès relève le magistrat : KARASULAR dit ne pas s'en souvenir. C'était lié à la découverte de résine de cannabis sur sa table de nuit, il a en effet eu de la cellule disciplinaire pour cela. Il dit se souvenir de ça mais dit ne pas avoir été sanctionné.

Il a fait des demandes de mise en liberté en janvier et mars 2018 qui ont été rejetées. C'est son avocat qui lui disait de le faire, mais il a changé d'avocat car n'arrivait pas à voir ses enfants, il dit ne pas comprendre pourquoi alors que la France est un pays des Droits de l'homme.

Il termine en disant que la Belgique est son pays.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat de partie civile interroge sur sa situation irrégulière en Belgique. KARASULAR répond que ce n'est pas vrai, mais que son identité a été volée et que c'est dans ce contexte qu'il a suivi les conseils de la police.

Interrogé à nouveau sur sa situation personnelle, il répond avoir une femme et une copine.

Sur le nombre de cafés qu'il a détenus, il en détiendrait 10 selon les informations de l'avocat de la partie civile ce que KARASULAR conteste déclarant qu'il n'en n'a pas autant.

- **Question des avocats généraux**

L'avocat général demande s'il est davantage connu pour les jeux que pour les garages, ce à quoi KARASULAR répond positivement, cependant l'avocat général dit qu'au regard des éléments dont il a eu connaissance, KARASULAR aurait beaucoup travaillé dans les garages.

KARASULAR répond qu'il en a eu un qu'il a géré et qu'il a récupéré mais qu'il ne s'y connaît pas.

Il précise qu'il a eu ce garage mais que ce n'est pas du tout son domaine.

(...)

- **Question de la Défense**

Avocat de la défense :

L'avocat de la défense demande la convocation d'un témoin : Sophia IACOV, celle qui avait un café dans lequel il travaillait.

Avocat de la défense de Métin KARASULAR :

Il demande à son client de préciser un point résidant sur la notion de suspension du prononcé d'une condamnation sur un jugement prononcé en 2004, il lui a été accordé la suspension de la condamnation. Le tribunal a décidé de la mettre en suspend.

Avocat de la défense :

Sur la condamnation qu'il a eu, 2750 euros d'amende, vu le montant peu élevé significatif de l'infraction, c'est que celle n'a pas du être colossale constate l'avocat.

B. Audition d'Ayten KARASULAR, femme de Métin KARASULAR, accompagnée d'un interprète.

L'interprète prête serment. Ce dernier va traduire les propos de la femme de KARASULAR, Madame Ayten KARASULAR.

Madame KARASULAR habite en Belgique.

Elle décrit un bon père de famille et un bon époux, quelqu'un qui s'entend bien avec tout le monde.

Elle évoque la situation professionnelle de Monsieur KARASULAR.

Sur la situation actuelle du couple : le magistrat évoque une séparation. Madame KARASULAR dit qu'ils sont toujours ensemble et le considère comme son époux. Même s'ils ont eu des domiciles différents, elle explique que jusqu'en 2005 ça allait mais qu'elle a découvert qu'il avait un enfant avec une autre. Mais aujourd'hui, ce n'est plus d'actualité.

(...)

- **Questions des Parties civiles :**

Depuis 2014, elle aurait dit que son mari n'avait pas de situation régulière en Belgique. Madame KARASINLUAR répond qu'il devait renouveler sa carte de séjour mais ne l'a pas fait donc est en situation irrégulière.

(...)

- **Questions des avocats généraux**

Sur la consommation de stupéfiants de KARASULAR : sa femme répond que ce n'est pas un consommateur pourtant l'avocat général relève des déclarations qui disent le contraire. Madame KARASULAR n'a jamais vu son mari consommait chez elle surtout qu'il y a les enfants.

- **Questions de la Défense :**

Sur la durée de son séjour à Paris : elle repart ce soir. Mais cependant elle doit être réentendue.

Elle est kurde, née en Turquie où elle était maitresse d'école. Depuis qu'elle est en Belgique, elle a travaillé dans une maison de retraite et un restaurant.

La Cour lui demande de rester à disposition pour être réentendue sur les faits.

(...)

Suspension d'audience

Reprise d'audience 16:05 ➔ Nouvelle constitution de partie civile d'une association antiracisme.

Intervention de l'avocat de Monsieur CATINO sur des nouvelles pièces versées au dossier.

IV. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Mohamed FARES

A. Audition de l'enquêteur de personnalité : Mehdi Z.

31 ANS, vit à Lille, prête serment.

Sur le déroulement de l'entretien réalisé en septembre 2018, le concours de Mohamed FARES a été partiel. En effet, Mohamed FARES s'est montré peu coopératif, il a répondu de manière superficielle et simpliste, et a finalement quitté l'entretien en plein milieu.

Sur l'entourage familiale : sa mère n'a pas donné suite non plus à cet entretien.

Donc les informations viennent de quelques témoignages (de son père et ses sœurs), puis sur d'autres rapports d'avant.

Fares est né en 1989, le couple parental est séparé depuis début 1990. De cette union, il est l'avant dernier d'une fratrie de 9 enfants, sont tous globalement en Ile de France. Puis des demis frères et sœurs.

Au moment de l'entretien, il était célibataire, il a eu une fille d'une relation. Avant il était hébergé chez son frère cadet.

Sur le plan professionnel, il est sans emploi depuis 2015.

Sur son enfance : il est le 8^{ème} enfant sur 9, ils vivent en Seine Saint Denis. Pendant son enfance, il y a eu un éclatement de la cellule familiale avec la mère qui quitte le domicile familial, mais pour FARES ce n'est pas traumatisant. Il ne développe pas sur ce sujet, il dit avoir grandi avec.

Quand sa mère est partie, elle a pris le petit dernier avec elle, ils sont partis à Lille. Il pense qu'elle avait une double personnalité, le père a conservé la garde de ses enfants, et en 1997 sa femme a récupéré la garde. Donc M.FARES a 7-8 ans, il s'installe à Lille chez sa mère dans un appartement F4 avec ses frères et sœurs. FARES conserve des souvenirs plutôt positifs jusqu'à 15 ans où il est tombé dans la délinquance.

Avant, il considère avoir grandi dans des conditions d'existence convenables, son père n'a jamais pu contribuer à l'entretien des enfants car sa femme ne voulait pas qu'il les voit. FARES se décrit comme un enfant qui était plutôt obéissant.

Sur les relations père-fils : FARES n'en parle pas trop, il dit que son père est quelqu'un de droit et bien.

Pas de conflit sur la garde des enfants mais la sœur ne dit pas tout à fait ça, elle explique que la mère aurait rompu des liens à un moment donné et que la fratrie aurait été scindée en deux.

Sur l'éducation qu'il a reçu : il y a un juste milieu entre ses deux parents.

Son père souligne l'éducation permissive de son ex épouse après le divorce qui a conduit à la dérive des deux derniers qui étaient livrés à eux même.

FARES reconnaît avoir commis des actes de délinquance.

Sur l'éducation religieuse : son père est d'origine tunisienne, mais n'a pas reçu d'éducation religieuse, sa mère a laissé le choix des opinions.

Donc enfance plutôt heureuse en dépit de la séparation parentale, rien d'autre de traumatisant.

Concernant son parcours scolaire, il l'a fait dans des établissements publics, en primaire, était un bon élève, puis en secondaire, au collège il reste jusqu'en 3^{ème}, c'était un bon élève qui était cependant très bavard, pas concentré, dont les résultats étaient moyens sur les bulletins et en 4^{ème} il a eu de gros problèmes de discipline.

Il obtient cependant le brevet des collèges. Il tente de préparer ensuite un BEP en vente, mais ne l'intéresse finalement pas. Désintéressé par les études, il quitte le système scolaire en 2007 sans diplôme ni qualification. Il s'installe chez sa mère à Lille, il n'a pas d'activité légale à ce moment là.

Sur le plan professionnel : il n'a pas de débouché ; puis a lieu sa première incarcération, il est ensuite placé sous contrôle judiciaire et travaille chez son père.

Son père dit qu'il a essayé à ce moment là de le réinsérer et de l'éloigner du quartier criminogène dans lequel il était mais cela ne marche pas. Il quitte finalement le domicile maternel avant de se mettre en ménage avec la mère de sa fille.

Sur son parcours professionnel : il a eu trois activités salariées de quelques mois dans la société de son père.

Après il a été inactif sur le plan professionnel. (...)

Depuis 2016, il était hébergé chez son frère. (...)

Sur son rapport à la religion : il a découvert l'islam tardivement car n'a rien reçu dans son enfance, son père confirme qu'ils n'ont pas été élevés dans la religion.

La sœur confirme qu'il n'y a pas eu d'éducation religieuse et dit que son frère n'a jamais manifesté quelque intérêt envers la religion.

Il dit n'être rattaché à aucun courant religieux, son père dit n'avoir observé aucun changement.

Sur sa position sur les derniers attentats et du djihad armé : il a un désintérêt pour cette cause.

Sur le plan financier : il n'a aucune ressource personnelle, ni aucune charge.

Sa situation sentimentale : il n'en parle pas beaucoup, ne parle que de la mère de sa fille. Ils ont partagé une vie commune pendant 2-3 ans puis se sont séparés pour infidélité. Il a beaucoup souffert de ne plus voir sa fille, la seule chose importante dans sa vie.

Sur le plan médicale : il n'y a rien à dire.

Sur le plan judiciaire : sa seule occupation en détention est le sport.

Il a fait l'objet d'un placement sous contrôle judiciaire aussi mais ne respectait pas ses convocations et ses obligations.

Son entourage et son père en particulier le décrivent comme doux, gentil et perdu.

Sa sœur dit de lui qu'il est gentil, pudique, mystérieux et introverti.

(...)

Pas de questions des parties civiles et de la défense.

- **Question de l'avocat général**

L'avocat général demande combien de temps FARES a été sous contrôle judiciaire, l'enquêteur répond 4 ans. (...)

B. Interrogatoire d'identité de Mohamed FARES

Mohamed FARES a 31 ans, il a 9 frères et sœurs, ses parents se sont séparés quand il était jeune puis est parti vivre avec sa mère et son frère, ensuite sa mère s'est remariée avec un homme avec qui elle a eu trois enfants.

L'enquêteur a dit qu'il avait interrompu l'entretien car ça le « soulait », c'était aussi ce qu'il avait dit à la juge d'instruction. Il répond à cela qu'il est timide, qu'il n'aime pas qu'on parle de lui, qu'il était mal à l'aise, il a fait au mieux.

Sur sa vie professionnelle : il n'a pas tellement travaillé, vivait de son trafic de stupéfiants dans le nord et quand il a travaillé, c'était avec son père.

Le trafic de stupéfiants a commencé quand il avait 16-17 ans.

Sa première incarcération date de juin 2011.

(...)

Il avait 25 ans au moment des faits qui lui sont reprochés. Il est incarcéré dans cette procédure depuis le 23 mars 2018.

Sur sa détention : il a été incarcéré en mars 2016 pour des trafics de stupéfiants, deux fois 3 ans pour des faits de 2011 et 2016. Il a fait 7 mois de maison d'arrêt, sans travail, puis il est allé au centre de détention, il a essayé de travailler, a fait une formation en vidéo qui ne lui a pas plu et a ensuite passé son brevet de secourisme, puis a fait une formation en bâtiment mais il y a eu un incident donc n'a pu continuer et depuis la dernière année, il est à l'école.

Dans le rapport de détention, il y a 12 rapports d'enquête au niveau des procédures disciplinaires de 2018 à 2019.

(...)

Il est dit de lui qu'il est discret, qu'il connaît bien la détention, qu'il y a beaucoup de codétenus qui travaillent pour lui en détention.

Il dit ne pas savoir ce que ça veut dire.

Il n'a formulé aucune demande auprès des services pénitentiaires d'insertion et de probation, il a une place centrale auprès de ses codétenus. Le magistrat demande ce que ça signifie, il dit n'en avoir aucune idée.

Sur le « régime respect » : FARES explique que c'est dans toutes les prisons, cela correspond à avoir une bonne hygiène de vie, avoir ce régime veut dire être un détenu modèle, ça apporte la possibilité d'avoir la porte ouverte par exemple.

- **Questions des avocats généraux**

L'avocat général relève peu d'activités professionnelles donc s'interroge si les seuls revenus de FARES sont liés aux trafics de stupéfiants, ou s'il y avait des travaux au noir. FARES répond qu'il n'y avait pas de travail au noir.

Sur la qualité de vie de l'époque avec ces revenus, FARES répond que c'était bien.

Les produits sur lesquels le trafic portait étaient surtout de la cocaïne et de l'héroïne.

Il répond avoir travaillé seul sur ces trafics.

- **Questions de la défense**

Sur l'état d'esprit qu'il avait quand l'enquêteur est intervenu pour son enquête de personnalité, il dit avoir été mal à l'aise et ne pas avoir eu envie de parler avec lui.

Il dit avoir été dans le même état d'esprit lorsqu'il s'est retrouvé devant le juge d'instruction.

Sur les autres enquêtes de personnalité qu'il a déjà pu connaître, ça n'était pas arrivé, il avait eu une enquête où ça s'était très bien passé avant.

L'enquêteur de personnalité n'aurait pas donné de bonnes informations sur son enfance.

Sur la séparation de ses parents et de la manière dont il l'a vécu, il dit ne pas l'avoir mal vécu.

Sur le fait qu'il s'est considéré comme SDF à un moment donné : il n'a cependant jamais dormi dans la rue, il dormait chez les gens. Il a commencé à se fixer dans un domicile précis un an ou deux avant d'avoir sa fille.

La défense évoque les examens obtenus par Monsieur FARES.

V. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Said MAKLOUF

A. Interrogatoire d'identité de Said MAKLOUF.

Né en 1989 à Paris, il est le dernier d'une fratrie, il a connu une bonne entente familiale ainsi qu'une enfance simple et conviviale. Il explique avoir reçu une bonne éducation et qu'il n'a manqué de rien. Les moments dont il se souvient, ce sont des moments heureux en famille.

L'école ce n'était pas pour lui, il devait faire un CAP plomberie mais n'a pas eu d'entreprise pour aller au bout de ce projet. A 17 ans, il a arrêté l'école et a travaillé derrière, il a été animateur en mairie puis a enchaîné plein de petits jobs comme livreur etc il n'avait pas trouvé de stabilité encore dans le travail. A 19 ans, il est donc parti au Canada pour trouver un travail mais il voulait reprendre les études mais n'a pas eu le visa pour, il est alors revenu à Paris, le Canada avait été un échec. Il est finalement devenu ambulancier, ça lui plaisait d'aider les personnes.

Après ambulancier, il a été interpellé dans ce dossier. C'est sa première interpellation, ça a été très compliqué, il supporte mal qu'on veuille lui coller une image de terroriste. Il n'a jamais été radical, il n'a pas cette idéologie, les fouilles l'ont cassé et ont été nombreuses. Il avait refusé de parler à l'enquêtrice de personnalité lorsque celle-ci était venue. Il explique qu'à ce moment là, il perdait pied et ne voulait parler à personne.

En cellule, pour passer le temps, il fait de la cuisine, écoute de la musique ; il faisait des top chef entre détenus, aujourd'hui il cuisine avec le matériel qu'il a en détention, il réfléchit à faire un CAP cuisine.

Ses frères et sœurs ont de bonne situation. Il a un frère qui est ingénieur en informatique et une sœur qui est aussi ingénieure en informatique.

Lui a eu plus de difficultés, il explique cela par des difficultés de compréhension, de lecture de texte, il était suivi par un orthophoniste.

Sur son BEP : il a eu du mal à trouver sa voie. Il est plus manuel donc il a décidé de faire un CAP plomberie mais n'a pas trouvé l'entreprise et après il a du faire un BEP vente mais il n'a pas aimé.

Toute sa famille habitait Gentilly. Il a fait de l'accueil dans des écoles primaires avec la Mairie et pendant les vacances scolaires, il faisait animateur. Puis ensuite il a livré du pain. C'était un travail rémunéré qui a duré deux mois.

Il a ensuite passé sa formation d'ambulancier, les circonstances de cet intérêt à ce domaine professionnel était qu'il lui fallait un travail stable.

(...)

Il était donc ambulancier la journée, il explique que la journée cela correspond davantage à du taxi et peu de dialogue donc c'était assez ennuyant, c'est pour ça qu'il a voulu travailler de nuit, il trouvait cela plus intéressant. Son employeur était un Monsieur FARES, en lien avec le FARES accusé dans ce procès.

(...)

Lors de son interpellation, il exerçait toujours. Il a commencé à 22 ans et a arrêté à 25 ans avec l'interpellation. Son salaire s'élevait à 1800 euros.

Sur le plan personnel : il n'a pas de relation sentimentale importante. Il ne comptait pas à l'époque s'installer avec une femme mais en voyait.

Il habitait seul. Il voyait toujours sa mère. Son père était ouvrier et sa mère femme de ménage.

Il a eu 4 condamnations : en 2009, une condamnation pour violence commise en réunion, puis conduite sans permis.

Sur la condamnation de violence, il explique avoir voulu calmer une bagarre entre amis. Il s'est alors pris un coup.

Sur sa condamnation pour vol : il roulait en moto volée.

Sur le suivi SPIP : il n'allait pas voir les SPIP, il a refusé de voir un conseiller pénitentiaire à partir de 2017.

Sur sa condamnation avec travail d'intérêt général : il ne l'a pas effectué car n'a pas été mise à exécution.

Sur sa détention : il a été incarcéré en mars 2015, les rapports de détention disent que son comportement est correct. Depuis la fin de l'année 2019, il semblait animé par un sentiment de persécution. (...)

Il a mal vécu sa détention car dit avoir été traité comme un terroriste, mais il serait plutôt mis coté grand banditisme. Il ne trouve pas ça tellement plus valorisant.

En promenade, il se mélange à tout le monde, il parle à tout le monde, qu'importe l'infraction. Il n'est pas fasciné par le grand banditisme.

Sur les procédures disciplinaires : en juin 2018, il en a fait l'objet d'une pour insultes à personnel d'administration pénitentiaire (...)

Sur sa consommation pour stupéfiants : c'est un gros fumeur de cannabis. Il dit ne pas avoir fumé quand il conduisait l'ambulance, il ne fumait jamais avant ou pendant le travail. Il a fumé après le décès de son père.

Sur l'enquête de personnalité : il ne coopérait pas.

Il a refusé l'expertise psychiatrique dans un premier temps, il explique cela qu'en 2017, il a psychologiquement craqué car était à l'isolement. Tout s'est accumulé, il en avait marre. Après, ça allait mieux mais quand il a vu qu'on disait qu'il était l'ami de Coulibaly, il dit que c'était faux, à la suite de ça, il y a eu une expertise à charge.

Sur les visites : il a eu 18 permis de visite. Il y a eu cependant une suspension de trois d'entre eux. Il recevait des virements bancaires tous les mois de la part de sa mère.

Sur sa passion pour la cuisine : il veut faire une formation en boulangerie mais n'a pas le droit aux activités en prison. Donc il fait la cuisine tout seul. Les surveillants le connaissent donc acceptent de faire passer des repas, il se les confectionne tout seul et en fait pour les autres.

Un assesseur évoque une procédure où il a déposé plainte contre quelque qu'un, il explique qu'il a voulu un jour revenir pour régler un différent avec une personne et qu'il avait été victime de violence car la personne avait un couteau. Cette personne et sa compagne ont été entendues. Elle présente ça de manière différente, elle dit des choses qui font tache car elle évoque que ce différent serait né de relations compliquées de voisinage du fait de son activité.

Cette femme explique avoir été interpellée par un homme qui l'a averti que son concubin avait mis un coup de couteau à l'un des leurs, ils lui ont alors dit qu'il la planteraient et qu'il fallait qu'elle parte. Le concubin de cette dernière aurait traité MAKLOUF de « fils de pute ». C'est alors parti en bagarre (...) cela serait parti de trafics de stupéfiants qui ont lieu dans le hall dont MAKLOUF serait le responsable.

Sur le trafic de stupéfiants, il ne nie pas, mais il n'est pas venu chargé le conjoint de cette femme, il rentrait chez lui, il était à coté, il lui a demandé pourquoi il l'avait traité de « fils de pute » et l'homme a sorti son couteau et l'a planté dans sa jambe.

- **Questions des avocats généraux**

Un avocat général demande si le beau frère de Mohamed FARES est un bon ami de Saïd, il répond que oui.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat des parties civiles interroge Saïd MAKLOUF sur ses revenus afin de savoir s'il y avait d'autres revenus occultes que les stupéfiants.

MAKFLOUF répond qu'il y avait des escroqueries en matière de voiture aussi.

- **Questions de la Défense**

Pendant la crise sanitaire, Saïd MAKLOUF aurait participé à deux consultations, la question est qu'impliquaient ces consultations ? Il répond que c'est le chef de détention qui lui a dit qu'il était convoqué chez la directrice. On lui a demandé de faire des rapports sur les détenus et vice versa pour que tout se passe bien pendant cette période de covid-19. Ce qui signifie qu'il était une sorte de délégué et un intermédiaire entre l'administration et les détenus. Ça a été important pour lui car il a beaucoup souffert en raison de son statut de terroriste donc il était content qu'on lui fasse confiance.

Sur son travail au sein de la société d'ambulance à paris, c'est le beau frère de Mohamed FARES qui lui a parlé de ce job dans l'entreprise de son père.

Sur les trois permis de visite suspendus : ça peut arriver quand a lieu une commission rogatoire ou quelque chose comme ça car sinon le moindre incident aurait été signalé.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Pamela R

En août 2017, cette enquêtrice est allée à Fleury Mérogis, elle a essayé d'expliquer l'intérêt de l'enquête mais il a refusé de prendre part. Lasse des procédures judiciaires, il n'avait pas envie d'évoquer son parcours avec elle. Donc le rapport est fait des témoignages de sa mère, sa sœur et de ses amis d'enfance.

Il a grandi dans un appartement dans une cité familiale et globalement calme. Comme c'est le dernier, il a eu une attention particulière. Il est sociable. La sœur a expliqué que pour les parents, il est important que les enfants s'intègrent dans la société française ;

Il a eu une petite crise d'adolescence où il a commencé à fumer puis à commettre des actes de petites délinquances avec des amis.

Sur sa scolarité, il s'est désintéressé de ses études, a eu de mauvaises notes, et n'a pas eu le BEPC. Il s'est ensuite orienté vers un BEP vente, ce qui ne l'intéressait pas non plus. Il voulait s'orienter vers la mécanique ; il s'est inscrit dans ce BEP vente mais son manque de motivation a engendré un manque d'implication. Ses notes n'étaient pas bonnes, il a fait également preuve d'absentéisme. Il a abandonné ses études en 2007 sans diplôme et est entré dans la vie professionnelle.

Ses proches soulignent que le fait de travailler dans une société d'ambulance l'a beaucoup intéressé.

Une amie d'enfance explique qu'il s'y intéressait réellement. Il a évoqué la possibilité d'une reconversion professionnelle dans la restauration.

Il fait partie d'une fratrie soudée, sa sœur aînée dit que chacun des frères et sœurs a une relation différente entre eux ; il y a une place particulière pour Saïd.

Il a une relation privilégiée avec son père, le décès l'a beaucoup impacté.

(...)

Saïd a une passion pour les voyages.

La mère dit qu'elle n'a pas vraiment retransmis une éducation religieuse.

Aucune femme dans sa famille n'a porté de voile. Observation peu rigoureuse du ramadan, et fréquentation épisodique de la mosquée.

Le déroulement de la détention provisoire : Difficulté que son fils a rencontrée avec les autres détenus. Son codétenu lui aurait reproché d'être un mécréant. Incompatibilité entre les deux donc ils se sont battus pour être séparé, il est alors placé seul en cellule. Il a du mal à vivre avec les codétenus qui ont des visions religieuses radicales. Il éprouve de la honte, appréhende le regard des gens quand il sortira de détention.

(...)

Le président relève que la famille qui est décrite est soudée et proche de lui.

- **Questions des avocats généraux**

Sur la procédure de plainte de Saïd pour violences avec coup de couteaux, elle a été classée sans suite pour comportement de la victime.

- **Question de la Défense**

Sur le dépôt du rapport le 5 septembre, il n'arrivait plus à parler à ce moment là, il se refermait sur lui même.

VI. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Miguel MARTINEZ

A. Interrogatoire d'identité de Miguel MARTINEZ

Né en 1982, il a grandi dans une famille aimante, il a perdu son père quand il avait 9 ans, son père s'est suicidé. Il a appris la cause de son décès à l'école car sa mère lui avait caché pour le protéger.

Il a donc été confronté à la mort jeune, il a eu un besoin de se tourner vers la religion musulmane. Il était dans un quartier musulman en plus et son grand père était pratiquant. La famille de son père n'aimait pas sa mère en raison de ses origines. Après cette mauvaise expérience, il s'est tourné vers cette religion. Il s'est identifié à la figure masculine de son grand-père, il s'est tourné vers l'islam qui est une religion qu'il a trouvé très chaleureuse. Ensuite, il a prié dans tous les moments où il était en difficulté déclare t-il.

Il était plutôt bon élève à l'école jusqu'en 5^{ème}. Il a fait beaucoup de sports, du basket essentiellement. Il a été repéré et a intégré un équivalent de sport-études. Il a parfois souffert des moqueries de ses camarades qui l'ont fait se retrouver dans des situations où il a été violent. Il a intégré un lycée professionnel par la suite où il a été confronté à des gens qui avaient des a priori sur lui, avec qui il s'est battu. Ces bagarres lui ont valu des sanctions et sa mère a décidé de le retirer de cet établissement qui lui coûtait de l'argent. Il est retourné au collège classique où il est tombé dans la délinquance (a commencé à boire, etc.)

Il a intégré un CAP dans la chaudronnerie vers 16 ans qui ne lui a pas plu. Il a donc commencé à travailler dans l'étanchéité parfois légalement parfois illégalement. Il a ouvert une entreprise dans ce secteur avec des contrats importants. Il a dû arrêter cette profession en raison de problèmes

physiques (hernie discale). Passage à vide qui a été accentué par le décès de sa mère à 25 ans. La religion l'a aidé comme à chaque fois dans sa vie. Il s'est ensuite mis dans le commerce de véhicules qu'il achetait en Belgique, avant de s'associer avec M. ABBAD dans le pneumatique. Il a ensuite géré une entreprise de carrosserie (démarchage, réception clients, etc.) qu'il a été obligé de fermer du fait de son incarcération.

Sur le plan personnel : il a rencontré sa compagne actuelle en 2009, il a deux enfants avec elle (Shaima, 4 ans ½ aujourd'hui et un fils qui aura bientôt deux ans).

Il explique que la religion est devenue un soutien très tôt. Il explique par le fait qu'il avait notamment besoin d'avoir un père de substitution, que c'est peut-être pour cela qu'il dirigé vers l'Islam. Il était dans un quartier à grande proportion musulmane dans lequel il s'identifiait à son père.

Il a deux demi-sœurs issues du 2nd mariage de sa mère avec qui il n'a plus de relation et il a un demi-frère dont il est très proche. A la différence de lui, il est très discipliné et il a su faire les bons choix déclare-t-il.

Il explique que les relations avec sa mère étaient bonnes, et qu'elle l'a élevé avec la valeur du travail.

(...)

Sur la légalité de son travail dans l'entreprise de bâtiment, ça dépendait de ce que voulait l'entrepreneur. Il a travaillé chez Electrolux, c'était déclaré car il était en intérim chez Manpower et Adeco.

Sur son suivi judiciaire lorsqu'il était mineur, il dit qu'il n'a pas eu de suivi, il a eu une condamnation pour un vol d'autoradios dans lequel il était mêlé mais pas de suivi.

Sur le fait qu'à 18 ans, il ait eu 6 mois d'emprisonnement ferme pour abus de confiance, et ensuite d'autres condamnations, il explique que c'est dû à des mauvaises fréquentations et aussi les mauvais choix qu'il a fait.

Sur l'abus de confiance, il a dit à une personne qu'il avait le permis, la personne lui a alors prêté sa voiture qui a fini dans un poteau. Il s'est enfuit après l'accident.

Sur sa vision de la délinquance à l'époque, il explique qu'il gagnait plus d'argent en travaillant. C'est essentiellement dû à son comportement bagarreur. A chaque fois qu'il a pratiqué, il n'avait pas de problème c'est pour ça que c'était vu comme quelque chose de positif.

Le président relève 18 condamnations pour une délinquance multiforme (énumère les condamnations : violence commise en réunion, port d'arme, dégradation, outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, transport de stupéfiants, etc.) avec des condamnations fermes. Il répond que la plupart des peines citées ont été exécutées en une peine.

Le président demande si le trafic de stupéfiants était une ressource, il répond que non, que c'était pour payer sa consommation personnelle et payer ses sorties en discothèque. Ca se limitait à cela.

Beaucoup de passages au tribunal ont eu lieu beaucoup plus tard après les faits, ce qui donne cette impression d'enchaînement.

Pour l'extorsion de fonds, c'est un patron qui a refusé de le payer pour son travail.

Au moment de son interpellation, il avait ouvert la carrosserie ; le garage avec ABBAD, c'était avant son interpellation.

C'était un petit garage qui ne pouvait pas faire autre chose que du montage de pneu.

Sur ses connaissances en mécanique, il explique ne pas avoir besoin de savoir faire de la mécanique pour monter des pneus. Il allait en Allemagne chercher des pneus qui sont meilleur marché et était très compétitif. Ca marchait très bien.

Sa fille est née en 2015 de sa relation avec Emilie VIANA. Il a eu d'autres relations avec d'autres femmes avant.

Sur sa détention, il a fait une grève de la faim car il ne pouvait pas voir sa fille qui venait de naître et a été transféré à Chalon où sa compagne vient le voir fréquemment.

Sa détention se passe bien avec les détenus et les surveillants. Il y a eu quelques incidents, la bagarre évoquée plus haut.

Le président lit les rapports liés à sa détention « bon comportement, peu d'incidents » à l'exception de ceux mentionnés précédemment.

Les visites sont faites par sa compagne, ses enfants et son ancien associé du garage.

Sur ses relations avec les autres accusés, il était associé avec M. ABBAD puis a rencontré ensuite M. CATINO et M. KARASULAR.

- **Questions des avocats généraux**

Sur le pèlerinage à la Mecque, il a été à la Mecque le mois avant celui du HADJ, pendant le ramadan. Il est resté sur place une semaine « rien de surprenant pour un musulman ».

- **Questions de la Défense**

Sur le rythme de la pratique religieuse, dans un premier temps, c'était par besoin, lié au décès de son père. Par la suite, c'était mieux compris grâce à la lecture des textes. Il ne voulait pas commettre d'erreurs comme ceux qui partent dans l'extrémisme. « Personnellement, je suis vacciné contre le terrorisme depuis très longtemps, depuis les années 90, années noires en Algérie. Mes amis me parlaient des horreurs qui se passaient là-bas. J'ai honte de me retrouver dans ce tribunal aujourd'hui, honte d'être devant les familles. Je ne me suis jamais associé à qui que ce soit dans le but de faire du mal à qui que ce soit »

B. Audition de l'enquêteur de personnalité : Marion S.

Le témoin décline son identité et prête serment avant de déposer.

Sur la personnalité de M. MARTINEZ dans le cadre de son enquête réalisée de décembre 2017 à février 2018. Elle l'a rencontré au centre de détention à Chalon en Champagne. L'entretien s'est bien déroulé, attentif aux questions qui étaient posées. Elle a contacté ses proches, certains n'ont pas répondu à ses demandes.

Sur l'enfance de M. MARTINEZ, il a eu une enfance heureuse dans son ensemble. Il a grandi dans les Ardennes. A neuf ans, son père se suicide, sans doute en raison de dettes assez importantes. C'est cette première confrontation à la mort qui le rapproche de la religion musulmane. C'est un de ses amis qui va l'accompagner dans cette démarche. Dans son quartier, la population était majoritairement maghrébine et kurde, ce qui a encouragé son adhésion à l'Islam ainsi que la présence de la mosquée à proximité.

Sa mère l'a accompagné convenablement tout au long de son parcours en lui inculquant des valeurs. C'est un enfant curieux et sociable.

Un an après le décès de son père, il rencontre son beau-père qui lui apporte attention et affection et qu'il considère comme un père qui a adopté ce rôle parfaitement.

Il pratique le karaté pendant un an puis le basket qu'il affectionne particulièrement. Pendant deux ans, avec le Centre d'action sociale il partira en vacances. Il a suivi toute sa scolarité sur sa commune d'origine. Sa mère est très impliquée dans son cursus. Il a de bons résultats malgré des bagarres qui viennent entacher son parcours. A 13 ans, il change d'établissement du fait de la nouvelle relation de sa mère. Il s'éloigne de l'école et se concentre sur le basket. Il va être repéré et intègrera une école spécialisée de laquelle il sera retiré par sa mère un an après du fait de son comportement et rejoint son ancien collège.

A 15 ans, il suit un BEP.

L'accusé se considère bête à cette période. L'arrêt du basket l'a poussé dans la délinquance. Il met un terme à sa scolarité à 17 ans et cherche une activité professionnelle avec le soutien de sa mère et de son beau-père.

Sur ses activités salariées, il travaille dans le bâtiment. Il est condamné par le tribunal après avoir voulu récupérer la rémunération qui lui était due auprès d'un ancien employeur. A 22 ans, il essaie de suivre rigoureusement le ramadan mais il est sous l'influence de l'alcool et de la drogue dont il a conscience des effets négatifs sur son comportement.

A 28 ans, il souffre d'une hernie discale.

En mai 2014, il ouvre son entreprise de pneus avant d'ouvrir un garage.

Sur ses relations amoureuses, il rompt d'une première relation en raison d'infidélités et se met en couple avec Mme Emilie VIVIANA, qu'il décrit comme la plus belle des relations.

En décembre 2015, née sa fille. Il est décrit comme un très bon père par ses proches. Les relations avec le père de sa compagne semblent compliquées.

L'accusé se consacre à la prière pour s'apaiser après un décès dans son entourage.

Pour lui les valeurs de la religion sont le partage, l'amour et la foi. Selon son beau-père, cette pratique a un effet positif.

Au sein du couple, la religion a son importance mais n'est pas une priorité.

Sur les voyages, il est parti à Rabat au Maroc avec des amis pour faire la fête en 2004, il partira à la Mecque seul pendant le ramadan.

Sur le plan sanitaire, il souffre d'une hernie discale depuis 2010. Pas d'autres problèmes. Il a subi des problèmes psychologiques liés à son isolement à son arrivée au centre de détention de Chalon en Champagne.

Sur l'opinion de son entourage, il est décrit comme quelqu'un de souriant, gentil, généreux avec un fort caractère, souvent impulsif.

- **Questions des Parties civiles**

L'avocat revient sur une déclaration du père de sa compagne qui a déclaré avoir vu M. MARTINEZ regarder des vidéos de décapitation de femmes.

L'enquêtrice confirme.

M.MARTINEZ s'énerve et répond qu'il attend d'avoir la preuve de ce qui est avancé.

- **Question de la Défense**

La défense évoque des propos tenus par M. Patrick VIANNA, père de la compagne de M. MARTINEZ, qui parlait de M. MARTINEZ en disant : « Je suis un peu raciste, pour être honnête ».

Sur la perception du couple de M. MARTINEZ par le père de Mme VIANNA, il dit que sa fille est folle de lui et il ne l'a jamais forcé à faire quoi que ce soit.

M. VIANNA a arrêté de parler à sa fille à la naissance de Shaima car il leur en a voulu de l'avoir prévenu tardivement de la naissance de Shaima.

Sur le fait que M.VIANNA arrête de parler à son fils également, l'enquêteur ne sait plus exactement, mais il lui semble que c'est son fils qui refusait de lui parler.

Sur le placement en isolement, une rectification est faite ; il est décidé par l'administration pénitentiaire et non par la juge d'instruction à la suite de publications dans la presse relatives à M. MARTINEZ.

VII. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de M. Nezar PASTOR ALWATIK

A. Interrogatoire d'identité de Nezar PASTOR ALWATIK

Nom de son père : PASTOR

Nom de la mère : ALWATIK

Son père ne l'a pas reconnu dès la naissance mais l'a reconnu à 5-6 ans.

Son casier judiciaire est au nom de ALWATIK.

Difficile pour lui de discuter au sujet de sa vie. Il préfère que le président lui pose des questions.

Sur son enfance et de la manière dont ça s'est déroulé/ce qui a marqué sa vie dès le départ : son enfance s'est très bien passée, n'a pas grandi avec un père à la maison mais sa mère s'est bien occupé de lui, n'a pas eu de manque paternel, n'a manqué de rien pendant son enfance. A eu une enfance des plus communes.

Son père revient en métropole quand il a 13-14 ans, ça a été compliqué car quand il était plus petit ne ressentait pas de manque de son père mais quand il est revenu, a eu du mal à aller vers lui et prendre contact avec lui malgré le fait que son père voulait le voir. Il lui en voulait encore mais le premier jour où il est revenu, il a voulu le rencontrer.

Le père tombe malade plus tard, il est atteint d'un cancer, période qui a été compliquée, puis a été en rémission mais il a eu une rechute et la maladie l'a emportée. Il est décédé en 2003. Ca a été

quelque chose de très difficile pour lui. Finalement, il s'est posé la question de savoir s'il méritait d'avoir un père car la vie lui a redonné et lui a repris aussi tôt. A partir de là, il s'est réfugié dans le cannabis et a fait des bêtises.

Il a été élevé par sa mère seule. Il aurait une relation fusionnelle avec sa mère notamment car il est fils unique. Il parle du côté méditerranéen de sa mère qui fait qu'elle est protectrice et proche de son enfant.

Il a une grande sœur et un petit frère. N'a pas pour habitude de les appeler. Ils sont les enfants de son père de femme différente. Il a des bonnes relations avec sa sœur. Et son petit frère c'est plus compliqué car il n'a pas grandi en métropole mais l'aime quand même malgré qu'il y a peu de contacts ces derniers temps car il fait sa vie.

Il a une relation très forte avec sa mère, le terme de fusionnel est adapté. A de bons souvenirs de son enfance et de sa vie familiale.

Sur sa scolarité, sa formation et le travail : sa scolarité a été normale mais un peu dissipée, il aimait parler et faire rire. Le primaire s'est bien passé, le collège aussi et le lycée c'est là où il a grandi car il était quelqu'un d'amusant, bonne scolarité, il avait des bonnes notes dans certaines matières. Malgré l'échec d'un BEP du à une incarcération, il l'a repassé en prison et l'a eu avec mention.

Dans son parcours scolaire toujours, il a repris des études pendant son incarcération, a passé un diplôme équivalent au BAC qu'il a obtenu, tout en étant à l'isolement, donc sans accès aux cours ou aux livres. Mais la responsable scolaire de l'établissement l'a beaucoup aidé à passer ce diplôme et a fait le nécessaire pour lui envoyer les cours.

Son avocat a versé des pièces qui justifient ces éléments là.

Il a obtenu son diplôme et a enchaîné avec une inscription à l'université de Rouen par correspondance pour faire du droit, il a été accepté. On lui a envoyé une série de cours mais a été interrompu par son transfert au quartier d'évaluation qui sera évoqué plus tard.

Sur le BEP où il a échoué, au moment de son incarcération, il venait d'avoir 19 ans, il était impliqué dans une affaire sur des faits de violences aggravées. Il explique qu'il était parti au ski avec des amis, qu'ils étaient mal vus car étaient plusieurs dans un village où ils se faisaient insulter de racailles, donc la dernière soirée, ça s'est fini en bagarre. Les personnes avec qu'ils se sont battus étaient des gens du village, donc le lendemain, il a été interpellé dans l'appartement qu'il louait, première garde à vue, il était à l'école, il était au sport, et il a été envoyé en détention provisoire pour que trois mois plus tard la victime dise que ce n'est pas lui qu'il l'a frappé, et il est sorti en liberté provisoire.

5 ans plus tard, le dossier est examiné, il est quand même déclaré coupable de violence en dépit des explications de ce témoin. Le Président demande s'il y a eu d'autres éléments. Il dit ne pas s'être présenté au jugement notamment car il avait peur de repartir en prison. Le président ne comprend pas pourquoi sachant que le témoin avait changé sa version sur lui.

Le juge d'instruction qui avait décidé du mandat de dépôt avait reconnu son erreur. Et il était d'ailleurs sorti. Il ne donne pas d'explications. La détention provisoire a été couverte.

A la suite de cette condamnation, il devait avoir un bracelet électronique et le jour où il devait le mettre, il a été interpellé dans le cadre d'un trafic de stupéfiants sur une enquête sur des faits d'un an avant, il a été placé donc en détention, et a fait le reste des huit mois.

(...)

La prison l'a gardé un mois de plus car il y a eu une erreur sur ses remises de peine, il devait être libérable sous bracelet normalement. Finalement, il est sorti le 12 juin 2013.

S'agissant de sa détention actuelle, parmi les coaccusés, il a fait partie de la première vague d'interpellation, il a fait l'objet d'un mandat de dépôt le 20 janvier 2015 donc ça fait plus de 5 ans et demi qu'il est en détention provisoire.

Ça a été très difficile car ce qui s'est passé pendant les attentats, il n'y a pas de mots assez forts dit-il pour qualifier ça, surtout d'être considéré comme un terroriste/djihadiste, quand il a été incarcéré, il a été l'animal qu'on venait voir dans sa cellule avec les surveillants qui venaient pour voir qu'il était, ils le réveillaient à 4h du matin pour voir s'il était vivant. Il a été considéré comme coupable dès le début, déclare t-il. Il a été mis à l'isolement dès son arrivée. Il ne se met pas en position de victime, mais il est accusé, les victimes sont dans la salle et les autres salles mais il dit être accusé d'une chose qu'il n'a pas faite et il y a rien de pire. Il a essayé de démontrer qu'il n'était pas celui là mais finalement il a été envoyé à l'isolement tous les trois mois. L'ont associé au grand banditisme après dans lequel il ne se retrouve pas non plus.

Pendant 33 mois a été gardé à l'isolement par la direction puis au cours d'un débat, ils ont décidé de le sortir de là et à ce moment là, sa détention a changé. Il pensait qu'il allait être bien en bâtiment après avoir été 33 mois à l'isolement seul, mais ils l'ont mis avec un codétenu, c'était difficile de trouver ses marques surtout quand les gens apprennent pourquoi il est là, les fouilles se sont multipliées dit-il, les gens en promenade ne lui parlaient pas ou par curiosité ; on l'a changé de bâtiment et de codétenu. Il avait entamé un travail psychologique avec la psychologue. Cette incarcération a été différente, la psy l'a aidé. En arrivant, il voulait travailler, a été accepté à l'atelier pendant une semaine et à la fin, une commission de déclassement s'est faite en raison des motifs pour lesquels il était incarcéré, que cela n'était pas compatible avec le travail donc cela a été un premier coup. Ensuite ce qu'il a vraiment touché, c'est le transfert au quartier d'évaluation de la radicalisation. A la fin de cette période d'évaluation, l'isolement a été préconisé car ils n'arrivaient pas à savoir s'il était radical ou pas. Il s'est alors mis dans une bulle car avait peur de devenir fou.

Il déclare que quand il est arrivé à la maison d'arrêt de Nanterre, des détenus sont venus le voir, il y en avait trois types : ceux qui pensent que cette affaire est un complot mais ne l'acceptent pas car il y a eu des morts ; d'autres qui sont contents de ce qui s'est passé et c'est lui qui ne l'accepte pas, il ne pouvait pas rester à coté de ces gens là et d'autres qui parlent avec lui par intérêt. Il ne voulait donc plus avoir quelqu'un en cellule. Il est originaire du 92. N'a pas de mots pour décrire la honte que c'est pour lui d'être mêlé à cette affaire. Ne supportait plus les questions des autres sur cette affaire, a demandé à être seul en cellule, ils ont refusé, il a alors demandé un transfert, une demande a été formée pour Caen, mais il n'est pas normand donc ne voulait pas aller là bas, car difficile d'accès. Il a demandé à aller à la Prison de la santé mais ça ne s'est pas fait car des personnes de son affaire y étaient. La meilleure chose qui lui soit arrivée pendant sa détention, c'était à l'isolement, il a eu un diplôme, a fait un travail sur lui même, a préféré être seul que mal accompagné. Depuis le 10 août 2018, il est donc à l'isolement.

Le rapport dit que c'est un détenu calme et facile à prendre en charge.

Sur les procédures disciplinaires, il y a eu un refus de fouille à l'issu d'un parloir. Il avait été sanctionné en 2015. L'accusé précise qu'il y a eu un rapport d'incident concernant un yoyo et des insultes. Quand il est passé en commission, il a expliqué à la directrice qu'il avait fait des yoyos mais que ce jour là ce n'était pas lui et qu'il n'a pas insulté le surveillant. Finalement la décision a été 7

jours de sursis pour le yoyo et le retrait des insultes. Mais il n'acceptait car si ça avait été lui, il l'aurait accepté, déclare t-il.

Juste après il est allé au parloir et l'a expliqué à sa mère. Il a prévenu sa mère qu'il allait refuser la fouille pour aller au mitard car c'est ce qu'ils voulaient selon lui. Les surveillants ont essayé de l'en dissuader mais finalement a du être monté au quartier disciplinaire. Ils ont fait la fouille et lui ont demandé pourquoi il avait fait ça, il en a alors expliqué les raisons. Finalement, il a fait deux jours.

Lecture de document par le Président

Il a une bonne entente avec le personnel de surveillance.

Sur sa situation professionnelle, il a expliqué avoir exercé plusieurs petits boulots, dans un café chez son beau frère à Paris et dans divers secteurs, du porte à porte.

A sa sortie de prison en 2004, après obtention de son BEP, il a voulu poursuivre ses études mais aucune académie ne voulait le reprendre dans leur établissement. Son ex beau frère s'était proposé de le faire travailler dans un bar PMU à Bonne Nouvelle comme serveur. Ensuite, il a enchaîné plusieurs petits jobs, notamment une société de contrat téléphonique, puis manutention, ménage, chauffeur livreur. Un peu de travail au noir.

A sa sortie de prison en 2013, c'était une sortie très compliquée car après trois ans de détention, on est venu le chercher d'un coup et a été jeté dans la rue, tous ses amis s'étaient mariés, avaient des enfants et travaillaient, lui était perdu, donc un de ses amis lui a avancé de l'argent pour acheter une dépanneuse, il s'est inscrit à pôle emploi et au RSA, il a fait du dépannage automobile pendant un an et avant son incarcération avait pour projet de racheter une pizzeria mais n'a pas eu le temps de finaliser ce projet car a été interpellé dans le cadre de cette affaire.

- **Questions des Parties civiles**

Un avocat pose une question sur un mariage très court qui a duré que quelques mois :

Il dit s'être marié religieusement, ça a duré un mois et demi, juste après la cérémonie, il s'est rendu compte que c'était une erreur, il a essayé d'arranger les choses et ce n'était pas possible, il ne s'entendait pas avec elle. C'était un mariage religieux sans connaître la personne car il a été 4 ans avec une femme pendant sa détention avec qui il s'était mis juste avant la détention de 2010. Quand ça s'est fini avec elle, il n'était pas bien mais ce qui lui a vraiment mis un coup, c'est qu'il a appris trois semaines après qu'elle allait se marier, il pense que c'était par vengeance. Il a alors fait passer le message qu'il voulait se marier et être père et ce mariage religieux lui était donc utile car c'était la seule façon d'avoir une femme. Il pensait que ça allait être une bonne chose. Finalement, ça s'est très mal passé.

L'avocat de la partie civile demande qui lui a présenté cette femme. Il répondra le jour de son interrogatoire sur tout cela dit-il.

- **Question de la Défense**

Sur son prénom, il a un double prénom qui s'ajoute à un double nom, la défense l'interroge sur les raisons de cela. Il répond que Nézar est le prénom que sa grand mère lui a donné et Mickael c'est quand son père l'a reconnu, il fallait choisir un nom français et à l'époque il avait 6 ans et il était fan de Mickael Jackson donc quand ses parents lui ont demandé, il a dit vouloir s'appeler Mickael. Finalement ses amis aujourd'hui l'appellent Micki.

Sa mère l'appelle Mickael ou Mimi.

Sur sa relation avec son père, il aurait aimé aller en Outre Mer mais il est allé plutôt au Maroc. N'est jamais allé voir son père. N'avait qu'un souvenir photographique.

Sur le retour de son père et sur sa sœur qui est la fille de son père, elle a été dans sa vie depuis toujours. Elle en a voulu à son père qu'il abandonne son fils, donc s'est sentie responsable de lui. Il l'a toujours eu dans sa vie, ainsi que ses neveux et nièce.

Sur la différence d'âge avec sa sœur : 17 ans. Elle a expliqué à l'enquêtrice qu'avant de mourir son père a dit à son fils de veiller sur elle. Notamment car c'était le premier garçon déclare t-il donc il lui a confié la mission d'être l'homme de la maison même si elle était mariée et a des enfants.

L'avocat demande s'il a réussi cette mission, il répond que si c'était le cas, il ne serait pas là dans cette salle.

Sur le fait qu'il ait été délégué de classe et délégué de lycée : il dit qu'il faut savoir qu'au lycée de par son comportement en classe et avec les gens il était quelqu'un de populaire donc ça allait de soi qu'il devienne délégué. Il a suivi le mood des autres élèves.

Ce qu'il rendait populaire, devait être le fait qu'il soit dissipé, qu'il bavarde et qu'il fasse le clown.

Sur le trafic de stupéfiants dans ces années là, il répond qu'il n'a pas grandi dans une cité à proprement parlé car c'était un endroit résidentiel mais a suivi le mood local, n'avait pas de frère ni de père et les remplaçants ont été les grands du quartier. Il trouvait ça agréable qu'on s'intéresse à lui mais en réalité reconnaît qu'il n'en avait pas besoin. Il suivait les autres.

(...)

Il était déboussolé quand il est sorti de prison pourtant il avait une relation sérieuse à l'extérieure, il dit que le fait que la peine ait duré longtemps et qu'il n'ait pas eu de réinsertion après trois ans de détention, il était désarmé de voir tout le monde qui avait avancé autour de lui, il se sentait en dessous du niveau. Il avait l'impression d'avoir passé toute sa vie en prison.

Sa mère et sa sœur n'ont pas été au mariage car elles ont refusé de s'y rendre car sa mère ne voulait pas qu'il se marie avec une « ninja ». Mais il avait dit à sa mère qu'il allait essayer de la modérer.

Il a aussi été déboussolé technologiquement par rapport à l'avancée du monde, il n'est pas à jour sur internet, il a eu Facebook pendant trois mois mais ne connaît pas bien. A connu l'iPhone en prison, mais n'a jamais été Smartphone.

Il n'avait pas de connexion internet.

Intervention de la défense sur les horaires tardives de fin de journée : 21 :30, il faut encore auditionner l'enquêteur de personnalité.

JOUR 3 – VENDREDI 4 SEPTEMBRE 2020

L'audience commence à 9h 50.

Un avocat des accusés, en accord avec ses confrères, souhaite faire part à titre préliminaire à la Cour que la durée tardive des audiences les deux jours précédents est préjudiciable aux accusés. Ils mettent 4 h pour venir et pour partir, ce qu'il ne leur permet que 4h de sommeil par nuit.

Il considère qu'ils ne pourront tenir toute la durée du procès, d'une telle manière, considérant que ce rythme est insoutenable pour eux.

La Cour en prend note.

I. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité d'Ali Riza POLAT.

A. Interrogatoire d'Ali Riza POLAT (AP).

- **Questions du Président**

Le Président invite AP à se présenter. Il tient à dire qu'il est innocent de tout ce qu'on lui reproche. Il dit être ici à cause « de balances mythomanes », et compte s'expliquer là-dessus lors du débat sur le fond.

Le Président recadre le discours, et l'invite à rester sur sa personnalité, sur qui il est, sur son parcours et sa vie. AP a 35 ans, est en France depuis qu'il a 3 ans. Il a une grande sœur et un petit frère. Il considère avoir eu une enfance normale, même si l'école n'était pas son fort. Il a commencé à entrer dans la délinquance, dans le quartier, « entrer dans le business c'est tout », « ma vie c'est que faire du business ».

Il est célibataire, sans effet. En prison, il ne pouvait parler qu'à sa mère, les rencontres avec son frère ayant été refusées.

Le Président revient sur l'origine kurde de ses parents, de leur divorce, et de leur venu en France. Il a également un frère et une sœur.

Le Président l'interroge sur leur installation en région parisienne, à Grigny. C'était un souhait de leur père. Concernant l'ambiance dans la famille, son père battait sa mère, il buvait de l'alcool ; il le frappait également. Jusqu'à ses 15 ans cela a continué, après AP considère qu'il était assez grand pour s'opposer à lui. Il a arrêté de frapper sa mère, et il est parti pour toujours, il est resté à Paris.

Interrogé sur sa religion et celle de ses parents, il dit que c'est une tradition familiale, qu'ils pratiquent un islam modéré.

Il revient sur ses études, un CAP en automobile, sur ses difficultés pour travailler. Il souhaitait surtout faire de l'argent, pour pouvoir acheter ce qu'il veut.

Il a commencé la délinquance à partir de 13 – 14 ans, par des vols et des petits larcins. Il a débuté le cannabis en 2009, puis il est allé en prison.

En prison, il a vu des personnes de la cité qui étaient millionnaires, et après il voulait faire plus d'argent. « La prison m'a endurci, je me suis dit j'en veux plus ». Son leitmotiv est l'argent, et c'est ce qu'il veut continuer à faire en sortant de prison. Il veut avoir la belle vie, acheter des belles choses. Pour lui, un million d'euros ce n'est rien, il veut plus pour profiter, acheter des villas, des belles voitures « des choses comme ça ». Il ne veut plus du tout travailler.

Interrogé sur son expérience professionnelle, il affirme avoir un peu travaillé dans le bâtiment, à Auchan, dans des kebabs, etc., parfois au noir parfois non.

Il a fait de la prison pour la première fois en 2009, pour 3 mois ; puis à 24 ans pour du cannabis, en 2012. La troisième fois est maintenant.

Avant il vivait « un peu partout » à Grigny. En 2013, il a eu un bracelet électronique, et il a donc été vivre chez sa mère. Il vivait alors d'escroqueries, il a arrêté les stup. Sur ce point, il déclare avoir arrêté les stup avant 2012, à partir du moment où on l'a balancé.

Le Président le questionne sur sa conversion. Il répond s'être converti en 2004.

Sur ses dettes, il a 30 000 euros de prêts, à cause des stupéfiants.

Il revient sur sa vie personnelle et ses relations avec les femmes. Il relève juste une libanaise avec qui il a eu une relation qui l'a marquée. Il souhaitait alors s'y installer avec des amis, il y faisait de l'héroïne. Il n'y a rien eu de plus car il est tombé en prison.

Sur ses loisirs, il s'agit uniquement de faire de l'argent, des sorties, des voyages. Il a déjà été au Liban, en Turquie, pour y faire du business, voir des amis, si possible les 2.

Sur sa pratique religieuse, c'est une tradition. Il est croyant, fait ses 5 prières par jours, et puis « ses conneries à côté aussi. Il ne mélange pas les deux choses. Il trouve ça compatible, il commet juste des pêchés.

Sur sa santé, il ne note rien de particulier.

Interrogé sur ses regrets d'avoir arrêté les stup, il répond que cela lui aurait d'avoir 15 000 euros à payer à l'autre « connard » (*Amedy Coulibaly, ndlr*). Il se désolidarise de ce qu'il fait, et paye pour son amitié.

Il considère que sa détention à Villepinte s'est mal passée. Il a changé d'établissement. Il a eu des problèmes de comportements parce qu'il n'accepte pas la prison.

Il a fait une demande de mise en liberté. La Cour en a pris acte, et le point sera abordé lundi prochain. Il a fait cette demande pour sortir, « parce que je suis innocent ».

Le Président revient sur son casier judiciaire : en 2003 pour un vol de voiture, en 2005 pour un recel de biens, en 2009 pour stupéfiants, en 2012 pour de l'héroïne, et en 2015 une ordonnance pénale. Le président rappelle un incident qui s'est produit en prison avec une personne du service pénitentiaire. Sur ce point, AP ne le lie pas à du sexisme. Il parlait souvent avec la directrice, c'est avec une lieutenant que cela posait problème. Pas parce que c'était une femme. Il y a eu des insultes, pour lesquelles il a été sanctionné.

En prison, il n'a pas fait de formation professionnelle.

Le président revient sur le rapport d'évaluation en prison : AP est considéré comme courtois et respectueux. Il revient sur sa quête de produits financiers, sur le fait qu'il très attaché à sa mère. Il note une évolution positive depuis sa sortie d'isolement, et est d'accord avec ces éléments.

- **Questions des parties civiles**

Avocat 1 :

Il est interrogé sur la question religieuse, même si cela ne fait pas partie de l'enquête de personnalité, elle a été abordée par le Président. L'avocat ne comprend pas sa conversion à l'islam alors qu'il était déjà musulman en 2004. AP considère qu'avant, il n'était pas pratiquant.

AP explique que c'était à cause de la famille avant, mais qu'il n'était pas pratiquant. Il est devenu religieux, alors qu'il était déjà musulman.

L'avocat demande s'il considère donc que les musulmans non pratiquants ne sont pas des musulmans. AP répond qu'il n'a pas dit ça et que ce n'est pas son problème.

L'avocat demande s'il était musulman avant.

AP répond qu'il ne croyait pas et qu'il mangeait du porc.

Avocat 2 :

L'avocat l'interroge sur sa volonté à sa sortie de prison. Il souhaite continuer dans la délinquance « je veux faire plus même, dans le banditisme. *Surprise dans la salle.* Tu veux que je te dise quoi ? ».

Avocat 3 :

L'avocat revient sur un incident en maison d'arrêt, lors duquel il aurait dit à un personnel pénitentiaire : « si tu connais Charlie Hebdo, tu devrais faire attention car je vais faire pareil avec toi et ton administration ». AP nie les faits, il considère qu'il s'agissait d'un incident pour une cantine, sans sanction disciplinaire.

L'avocat revient également sur un autre incident en maison d'arrêt, concernant la détention de codes d'accès internet. AP affirme les avoir prêté à quelqu'un, mais ne pas s'en être servi. Sur l'adresse mail « albaloché », il précise que c'est son surnom, parce qu'il a « des grosses baloches ».

Avocat 4 :

L'avocat l'interroge sur son lien de parenté avec *inintelligible*, qu'il a connu à Grigny. Il répond qu'il n'en a pas. Sur Amedy Coulibaly, il l'a connu à Grigny en 2007 quand il est sorti de prison. A 22 ans.

Questionné sur un rapport mentionnant leurs relations, comme ayant « fait les 400 coups ensemble », il répond qu'il a juste fait des stups avec lui.

Avocat 5 :

Un avocat revient sur l'abandon ou non au stade de l'examen de personnalité de la question religieuse.

L'avocat cite le Code de procédure pénale. Une discussion s'ensuit entre le président, un avocat des parties civiles, et un avocat de la défense, sur le sujet de la question religieuse lors de l'enquête de personnalité. Le président ne souhaite pas aborder le sujet maintenant, mais ne souhaite pas non plus empêcher les avocats de poser des questions s'ils le souhaitent.

Il le questionne sur sa tradition musulmane, et comment il explique le fait qu'il est à la fois religieux et dans la délinquance.

AP répond qu'il fait ses prières comme demandé. Pour lui ce sont juste des pêchés, comme pourrait en commettre des juifs, des chrétiens. Mais il ne fait pas de crimes de sang, de violences.

L'avocat demande si c'est donc conciliable, AP demande ce que l'avocat attend comme réponse à cette question. « Est-ce que c'est conciliable pour un juif ou un chrétien ? tout le monde en fait, c'est un pêché comme tout le monde. Un chrétien qui va à la messe le dimanche peut aussi faire des bêtises. » déclare t-il.

Avocat 6 :

L'avocat l'interroge sur ses dettes de 15 000 euros. Il répond qu'il doit 30 000 euros des suites de ses escroqueries, et 15 000 à Coulibaly. Il n'a pas reçu d'aides d'organisation : « non il n'y a pas d'organisation ».

Avocat 7 :

AP est interrogé sur les personnes qu'il visait lorsqu'il a évoqué des « balances mythomanes » au début de la journée, et s'il s'adressait à des personnes dans la salle. « Oui, cela va être réglé. On attend le fond pour ça, mais on va régler ça ».

Avocat 8 :

AP est à nouveau interrogé sur la compatibilité entre l'Islam et la délinquance. Il demande « à l'Hyper Cacher, ce sont des juifs qui ont été visés parce qu'ils étaient juifs. Je ne crois pas avoir vu de juifs ou de chrétiens ces dernières années avoir incendié des mosquées, ce sont les dangers de la radicalisation de l'Islam qui nous réunissent aujourd'hui. Est-ce que pour vous, dans l'Islam, la haine des juifs et l'occident est inscrite dans le combat religieux » - AP répond que non et qu'il ne s'en est jamais pris à personne. Il évoque les attentats en Norvège, ou en Nouvelle Zélande par des suprématistes blancs. « Pour moi vous stigmatisez, il n'y a pas que l'Islam. » dit-il.

Nouvelle intervention des avocats de la défense, prenant à partie le Président pour savoir si oui ou non la question religieuse est évoquée dans l'enquête de personnalité.

AP désavoue les actes commis, il considère qu'il ne faut pas tuer d'innocent, mais il ne comprend pas la logique des questions.

Troisième discussion sur la question religieuse entre les avocats et le Président. Pour ce dernier, l'enquête de personnalité ne porte pas sur la religion qui fera l'objet d'un débat ultérieur. Mais il n'entend pas museler les interrogatoires.

- **Questions de l'Avocat Général :**

AP est interrogé sur ses surnoms. On l'appelle Chiko, ou Legros.

Sur son lieu de résidence, il a toujours vécu dans l'appartement à Grigny. Sa mère a quitté le logement pendant qu'il était sous bracelet électronique en 2013. C'était compliqué pour lui. A cause de cela, il s'est mis à boire de l'alcool. Il faisait venir des filles, et a essayé quelques escroqueries qui n'ont pas marché.

Sur la femme qu'il a rencontré au Liban, il répond qu'il y est retourné en 2015, mais elle s'était mariée après les attentats.

Fin des questions. Suspension d'audience de 5 min.

B. Audition d'un témoin (anonymisée), enquêteur de personnalité.

Le Président décline son identité sa profession. Elle prête serment.

Le président invite le témoin à ne pas aborder le volet relatif à la question religieuse.

Le témoin revient sur l'enquête de personnalité de Monsieur au mois de septembre de 2017, à la maison d'arrêt depuis mars 2015. Il (AP) a accepté de participer à l'enquête sans difficulté, il a donné contact des membres de sa famille. L'enquête repose sur ses déclarations, sa mère, et son père.

Le témoin reprend son lieu, sa date de naissance etc.

Monsieur POLAT a parlé des violences sur sa mère et sur lui-même par son père. Il se sentait le moins apprécié par son père. Il a un petit frère, un petite sœur, seul l'intéressé subissait les violences. C'était une violence assez gratuite, mais aussi lorsqu'il s'opposait à ce que son père soit violent avec sa mère. Sa mère confirme ses dires, il n'était pas du tout aimé par son père. Selon sa mère, cela l'a aidé, renforcé. Le père a quitté le domicile familial, et n'aura plus aucun contact avec eux.

Sa mère lui inculque l'honnêteté, la franchise, l'importance de la réussite scolaire. Il effectue un CAP, obtient son diplôme en 2003, et échoue dans le cadre d'un BEP automobile.

Son petit frère dit qu'il abandonné l'école à partir de 16 ans, à cause de l'influence de la banlieue Il préfère vendre de la drogue plutôt que de travailler. POLAT disait que très jeune il avait la volonté d'avoir beaucoup d'argent.

Il se décrit comme calme pendant son adolescence, ce que confirme son frère. La mère n'avait pas de règles particulières dans la maison.

AP a une très bonne entente avec ses frères et sœurs.

Après avoir mis un terme à ses études, il se consacre essentiellement à la vente de produits stupéfiants. Il évoque quelques expériences dans le bâtiment, en 2004, 2009. Non déclarées.

Son unique source de revenus est les stupéfiants, notamment avec ses voyages au Liban. En 2012, il est condamné pour une peine de 3 ans. Il ressort en 2014, et dit mettre un terme à la vente de stup du fait de sa conversion. Son petit frère dit qu'il a arrêté car à sa sortie, il était sous bracelet et ne pouvait donc plus sortir.

S'agissant de ses regrets, il évoque une dette de 15 000 euros pour des amendes, et 30 000 liés aux stup.

Vie familiale, il était célibataire. Il évoque une seule relation avec une femme au Liban, mais son incarcération y a mis fin. Il évoque d'autres relations avec des prostituées.

Il a un cercle d'amis d'enfance, qu'il distingue des amis par intérêt.

Il a de bonnes relations avec les membres de sa famille, et entretient une relation privilégiée avec sa mère.

Sa mère considère que ses enfants sont complices, mais que sa conversion à l'islam a rendu les relations tendues entre la mère et la fille du fait de la place de la femme dans la religion .

Son frère ne pouvait aller voir son frère en prison du fait de son activité professionnelle.

Pas de problème de santé, il consomme parfois de l'alcool.

Il se décrit comme franc, tranquille, posé, jovial mais aussi têtu.

Sur ses perspectives d'avenir, il ne compte pas s'insérer professionnellement, et revenir dans la vente de produits stupéfiants.

- **Questions du Président :**

Sur la date à laquelle il dit avoir arrêté les stupéfiants, le témoin indique que c'est en 2014, suite à sa conversion à l'islam.

Le témoin n'a pas eu de retour de ses prises de contact avec sa sœur. Pour l'expliquer, elle pense que les rapports ont changé entre la sœur et la mère du fait de la conversion à l'islam. Cette histoire a altéré leur complicité.

Le Président revient sur l'argent, le but d'AP. Le témoin confirme que cela a été le fil de rouge de l'entretien. Il a été transparent là-dessus.

Interrogée sur une éventuelle comédie de la part AP sur ce point, le témoin ne considère pas cette option comme possible. C'est juste sa façon d'être.

La mère de AP souhaitait qu'il participe aux courses ménagères financièrement. Elle savait que l'argent venait de la délinquance. Elle le considère comme radin, refusant d'acheter des trucs pas chers qui ne servent pas.

Le Président lui demande s'il y a eu un problème dans la conversation car le témoin est une femme. La réponse est négative.

Le témoin considère qu'AP a coopéré facilement à l'enquête de personnalité.

Pas de questions des parties civiles.

Pas de questions de l'Avocat général.

Pas de questions de la défense.

Le témoin quitte la salle.

Le Président précise aux conseils qu'il est nécessaire de verser les pièces au greffe, mais de lui indiquer ce versement. Il faut le mentionner.

Il précise également que la cour autorise les avocats à ne pas se lever pour prendre la parole, et être proche du micro. Il faut juste mentionner son nom.

II. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité de Willy PREVOST (WP)

A. Interrogatoire d'identité de Willy PREVOST.

- **Questions du Président**

Le Président l'invite à se présenter et se décrire.

WP commence par adresser une pensée pour les victimes, les proches, les maris, les femmes et les enfants.

Il décline son lieu de naissance, sa date et le quartier dans lequel il a grandi. Il considère avoir eu une enfance normale, a 5 frères et 1 sœur. Il a été jusqu'au lycée, mais a raté son BEP.

Interrogé sur son parcours professionnel, il répond qu'il a fait du nettoyage en 2004. Son contrat a pris fin car la société ne pouvait pas l'embaucher.

Incident de micro.

En 2007, il était en détention, il travaillait dans une société deux ans. Ils l'ont licencié pour des absences et des problèmes, il a continué à travailler à droite à gauche. Jusqu'en 2015 il travaillait dans le déménagement.

Il y a ensuite eu l'incarcération. La détention s'est assez bien passée, il a fait beaucoup de changements de prison. A chaque fois il arrivait avec l'étiquette d'une personne dangereuse. Après ils voyaient qu'il était quelqu'un de calme. Avec le temps ça allait mieux.

Sur Nantes, en prison, il a eu le droit de travailler. Au début, à chaque fois ils disaient non. Jusqu'à ce qu'il rencontre la juge qui a donné l'autorisation pendant 2 ans, cela s'est bien passé.

A Fresnes ils avaient trouvé une batterie de téléphone, mais il nie son appartenance. Concernant un incident avec un personnel pénitentiaire, il considère que c'est parce qu'à Nantes, un gradé le connaissait de Fresnes, et a voulu le fouiller. Il lui aurait demandé son caleçon, aurait refusé, ce qui lui aurait valu du quartier de détention.

Sur le plan personnel, il est célibataire. Il a plusieurs soucis de santé, une opération pour l'œil, une pour le ventre. A 9 ans, il s'est fait tirer dessus, dans son quartier. Il ne sait pas pourquoi, et n'a jamais su. Il a aussi eu un accident de moto en 2004.

Il ne pratique pas de religion, il est athée.

Sur son passé avec la justice, il dit avoir fait un vol aggravé quand il était mineur, un braquage. Il a aussi été condamné en 2007 pour des violences urbaines, puis relaxé. Il a aussi été arrêté pour des détentions d'armes.

Le Président décline l'identité de ses parents et leur situation. Ils habitaient à Grigny, il en est parti en 2013. Lors de son interpellation, il n'était plus chez ses parents. Il avait des problèmes avec A. Coulibaly, il souhaitait quitter la ville. Il a habité à droite à gauche, avec des personnes également entendues dans ce dossier.

Sur son passé familial, son père voulait taper sa mère. WP intervenait souvent, et prenait les coups à sa place.

Sur son passé professionnel, il revient sur ses différents postes.

Il a eu une relation stable pendant 4 ans avec une femme. Une personne aussi accusée est concernée par cette relation, ce point sera repris au fond.

Le Président revient sur son casier judiciaire : il y a eu un problème de racket au collège. Aussi : vols en réunion, conduite sans permis, vol en réunion, outrage et rébellion, détention d'arme en 2013 et refus d'obtempérer, ordonnance pénale pour conduite sans permis et sous emprise de stupéfiants.

Il a arrêté de consommer des stupéfiants en 2019. C'était un gros consommateur.

Il a fait plusieurs transferts en prison, car sa mère ne souhaitait plus habiter à Grigny. Elle voulait protéger les petits frères de WP. En maison d'arrêt, sa mère et son petit frère venaient le voir.

Le Président revient sur le rapport des établissements pénitentiaires et les nombreux transferts. Peu audible.

- **Questions des parties civiles :**

Avocat 1 :

Un avocat le questionne sur ses relations, notamment avec Monsieur Raumel. Il dit l'avoir connu à Grigny. Il vivait cependant à Fleury Merogis, il est parti de La Grande Borne car la première est une ville plus calme.

Avocat 2 :

Interrogé sur un tract relatif à la Palestine retrouvé chez lui, le Président interrompt la question, considérant que cela relève du fond.

Pas d'autres questions des parties civiles.

- **Questions de l'Avocat Général :**

L'Ag l'interroge sur ses surnoms : « nourou et CRS ».

Il n'est pas titulaire du permis auto ou moto.

Il a confirmé avoir été interpellé chez RAMDANI, ils fumaient de la drogue. Il y dormait depuis plusieurs jours.

- **Questions de la défense :**

L'avocat revient sur sa première condamnation en 2044 ? Il était alors mineur, il avait eu un accident au mois de mai. Il a été condamné à 1 an de prison, dont 11 mois avec sursis. Il est sorti de prison le 21 septembre, et a dû arrêter les études à cause de cela. Il a préféré travailler.

B. Audition du témoin anonymisé, enquêteur de personnalité.

Elle décline son identité, et prête serment. Le Président lui demande de donner lecture de son rapport.

L'enquête a été réalisée au mois d'août 2017. L'entretien s'est déroulé à Nantes. L'intéressé a été respectueux et cordial. Elle revient sur sa famille et les membres qu'elle a pu rencontrer. Il ne peut expliquer pourquoi il possède le patronyme de sa mère. Selon sa mère, elle tenait à ce que ses premiers enfants aient son nom de famille.

Il demeure d'abord à la Grande Borne. Il dépeint une cité sensible, d'habitats sociaux. Concernant les conditions matérielles du foyer, il n'y avait pas de difficultés particulières. Sa mère précise tout de même qu'il y avait des fins de mois difficiles. Il met en exergue la rigueur de son père et la souplesse de son père. Au cours de son enfance, il se passionne pour le sport, à la pratique du football, puis à la boxe. Il se dépeint comme un enfant turbulent, au contraire de son père qui considère qu'il n'a jamais causé de gros problèmes. Pas de changements dans l'adolescence ne sont notés. Sur un éventuel évènement marquant, il évoque le fait d'avoir reçu une balle alors qu'il se baladait à vélo, ainsi qu'en 2004 lorsqu'il s'est encastré dans un bloc de béton à moto.

Elle revient sur ses détentions.

Il quitte le domicile parental, chez un couple d'amis. Il vit chez eux à Fleury Mérogis.

Sur son parcours scolaire, elle n'a pas pu vérifier les éléments communiqués.

En raison de son accident 2004, il se voit dans l'obligation d'arrêter prématurément sa scolarité.

Sur son parcours professionnel, il effectue des missions éparpillées de travail. Entre 2006 et 2007, il connaît une période d'inactivité. Elle revient sur les différentes sociétés dans lesquelles il a été employé. En raison de son accident, il n'avait plus de dents, et évoque une discrimination à l'embauche de la part des employeurs.

Sur sa situation matérielle, il réside chez des amis à Fleury lors de son incarcération. Il perçoit de l'argent licite et illicite, provenant de la revente de produits stupéfiants.

Il précise n'avoir aucun crédit en cours, ni dette personnelle. Il a des amendes à payer, 3 à 4 000 euros. Il fait état d'une situation matérielle délicate.

Sur son rapport à la religion, il ne reçoit aucune instruction religieuse sur ses jeunes années. La religion n'est pas présente dans sa famille, et il répond par la négative quant à sa conversion à l'islam.

Il évoque 2 relations amoureuses, puis se ravise pour la seconde. Il évoque une première relation conflictuelle, à cause de ses bêtises. Ses proches lui parlent d'une autre relation, avec une femme Aminata. Elle a pu la rencontrer. Elle indique avoir formé un couple avec lui dès août 2014, même s'ils se montraient discrets, car elle avait un ancien compagnon, présent dans la procédure relative aux attentats. Elle dit avoir mis un terme à la relation, compte tenu de sa détention, mais elle imagine pouvoir reprendre la relation plus tard.

Elle revient sur sa relation de famille.

Sur ses relations sociales, il admet être devenu solitaire. Il a 5 amis proches.

Sur sa relation avec Coulibaly, il dit qu'il a été tabassé par lui, car il considérerait qu'il lui devait de l'argent. Il rend de nouveau service à Coulibaly en 2014. Son frère considère qu'ils avaient d'abord de bons rapports, puis il considère qu'il en avait finalement peur, et qu'il était sous pression de Coulibaly.

Elle poursuit sur ses centres d'intérêts.

Sur ses antécédents judiciaires, il se montre peu loquace, ne s'en remémorant plus entièrement. Sur sa vie en détention, il se dit victime de stigmatisation de la part des surveillants pénitentiaires. Il ne participe à aucun atelier, et reçoit de la visite régulièrement. Il se présente comme gentil, serviable et respectueux. Son entourage le décrit comme bienveillant et attentionné. Sur ses projets, il se dit enclin à trouver un emploi, fonder une famille et « se fondre dans la masse ».

- **Questions des parties civiles :**

Un avocat l'interroge sur les raisons de son licenciement en 2008. Contrairement WP, son employeur indique qu'il a été licencié en raison de son absentéisme, et non de l'intervention de la police. WP n'en a pas eu connaissance, pour lui c'était à cause de la venue de policiers dans les locaux de la société.

Pas de questions de l'Avocat Général.

- **Questions des avocats de la défense :**

L'avocat revient sur son licenciement. Il cite l'employeur à son propos : c'est un salarié peu assidu, mais pas méchant.

Il cite les paroles du frère de WP : « mon frère est une victime de Coulibaly dans la procédure », que WP confirme.

Il ne dit pas qu'il est une victime, considérant qu'il y a en de plus importantes. Mais sur le fond il verra. Il atteste de la violence d'A. Coulibaly.

L'audience est suspendue et reprend à 14h.

Reprise d'audience.

III. Interrogatoire d'identité et enquête de personnalité d'Amar RAMDANI (AR)

A. Interrogatoire d'identité d'Amar RAMDANI.

- **Questions du Président**

Le Président demande à Amar RAMDANI de se présenter.

Amar RAMDANI est né le 12 mai 1981 en Algérie. Il a vécu là-bas jusqu'à mes 6 ans avec ses frères et sœurs, son papa vivait en France, il travaillait comme ouvrier dans le bâtiment.

Il dit : « ma mère est tombée malade et comme pour les soins ce n'était pas trop ça en Algérie, mon père a décidé de la faire venir en France pour qu'elle se fasse soigner. Je l'ai accompagné en France comme j'étais le plus jeune. Après ses soins, on est rentrés en Algérie. Comme mon père se sentait par la suite seul, il a décidé de nous faire venir. Quand on est arrivés en France, on a habité à Pontoise où j'ai été à l'école maternelle, l'élémentaire jusqu'au collège ensuite on a déménagé à Garges-lès-Gonesse car l'appartement était trop petit. Je n'aimais pas vivre à Garges, le quartier était

difficile par rapport à Pontoise. À la fin du collège, j'ai été orienté en BEP pro Comptabilité dans un collège situé dans une zone difficile de Garges. J'ai retapé ma 1^{ère} année là-bas car je n'aimais pas l'ambiance là-bas. Par la suite, je me suis fait violence et je suis retourné à l'école, j'ai obtenu mon diplôme, j'ai continué jusqu'au bac. Après, je me suis inscrit à la fac de Saint-Denis où je me suis senti perdu et j'ai décroché ».

Il explique avoir fait quelques missions d'intérim, avoir travaillé sur les marchés, et également dans le magasin de vêtements de sports d'un de ses amis. Il dit s'être intéressé à la mode sportswear et avec cet ami, ils ont décidé de lancer notre propre marque de vêtements sportswear (conception, vente). Ils faisaient faire nos vêtements en Chine et on les commercialisait dans de grands magasins comme Intersport. Ensuite, à la suite d'un conflit avec l'entreprise de conception comme elle fabriquait plus de produits qu'ils ne lui commandaient afin de les revendre sur les marchés, ils ont donc cessé la collaboration avec ce fournisseur approximativement en 2006-2007.

Il poursuit sur son activité professionnelle à travers les missions d'intérim essentiellement dans le déménagement. « Une fois j'ai emprunté la voiture de luxe d'un ami et j'ai fait un accident avec. Comme j'e ne travaillais plus je ne pouvais pas le rembourser, donc il m'a proposé de faire un braquage d'une bijouterie avec lui. Ce que j'ai fait, j'ai été arrêté et condamné à 5 ans de prison. J'ai été incarcéré à Villepinte et c'est là que j'ai fait la connaissance d'Amedy Coulibaly ».

A sa sortie de prison, il continue les missions d'intérim dans le déménagement, parfois au noir. Ensuite, il a voulu se lancer dans la création d'entreprise toujours dans le domaine du déménagement, cependant il a voulu faire effacer son casier judiciaire mais cela lui a été refusé, ceci a eu comme conséquence l'abandon de cette idée de création d'entreprise.

En janvier 2015, il a été arrêté après une demande d'extradition d'origine espagnole après la saisie de 1400 kg de cannabis en 2014. En effet, lors de la saisie, des armes ainsi qu'une pièce d'identité avec son nom ont été retrouvées. Il a été incarcéré en mars 2015 à Bois d'Arcy. Ensuite, il sera innocenté dans cette procédure car il avait fait l'objet d'une usurpation d'identité alors même qu'il avait toujours clamé son innocence dans cette affaire mais personne ne l'avait cru à l'époque.

Le Président revient sur la chronologie des faits, et lui demande à quelle date sur sa sortie de prison après sa 1^{ère} condamnation. Il répondra : « le 1^{er} juillet 2013 »

Sur sa famille, Amar R. dit avoir 2 grands-frères, 3 grandes-sœurs qui vivent en Algérie et sont des mères au foyer. L'un de ses frères à un garage et l'un travaille dans une entreprise de pièces auto.

Le Président demande pourquoi il ne parle pas de sa famille, Amar. R. répond qu'il n'en voit pas l'intérêt et qu'il n'a pas envie que leurs noms apparaissent dans la presse.

Le président l'interroge sur le fait qu'il dise qu'il est un détenu primaire, Amar. R explique qu'en 2010, c'était la 1^{ère} fois qu'il était condamné, c'est comme ça que l'on dit dans le milieu, explique t-il.

Sur sa condamnation pour vol avec arme et séquestration, l'accusé explique que lors du braquage, ils étaient armés, ils ont ligoté et frappé des personnes présentes dans la bijouterie.

Sur le fait qu'il soit né en 1981 et que les premiers faits qui lui sont reprochés datent de 2007, il répondra que cela s'est passé à une période où il ne travaillait pas, « je galérais ! », dit-il.

Sur cette délinquance tardive (24 ans), A.R explique que ce n'est pas qu'il n'en avait jamais fait auparavant, c'est juste qu'il n'avait jamais été attrapé.

A la question du Président de savoir pourquoi tout le temps il commettait des vols, il répondra qu'à chaque fois qu'il a volé c'est parce qu'il était en galère, il ne travaillait pas. D'ailleurs il avait sollicité une confusion de peines pour toutes ses condamnations lorsqu'il était incarcéré.

Le président demande si jusqu'au braquage il avait déjà été condamné, il répond que jamais.

A.R est détenu depuis le 13 mars 2015 dans cette affaire, bientôt 5 ans et demi, il a demandé à plusieurs reprises des remises en liberté provisoire, toutes refusées et il a fait l'objet de différentes procédures disciplinaires.

Sur ces procédures, il explique qu'il n'acceptait pas son incarcération alors qu'il avait été établi qu'il y avait eu usurpation d'identité. Au début, les gens savaient qu'il y avait des détenus à cause des attentats mais ils ne savaient pas qui il était. Ensuite, les relations avec les gardiens se sont dégradées jusqu'à l'arrivée du nouveau directeur qui venait de Villepinte et qui le connaissait.

Le directeur de Villepinte est arrivé un an et demi après.

Le président interpelle M. RAMDANI sur sa condamnation, pendant son incarcération, à 14 jours de détention disciplinaire pour insultes et menaces. Il confiera avoir fait plusieurs séjours au quartier disciplinaire, « Bois d'Arcy il n'y a pas de fenêtre, en hiver il fait froid et en été chaud, il n'y a pas de douche dans les cellules, donc j'ai eu souvent des mots avec les surveillants par rapport aux douches, je n'avais pas droit aux douches comme les autres détenus ».

Cependant le Président souhaite plus d'explications sur ce CRI (Compte-Rendu d'Intervention), il lui demande de revenir sur les faits.

Amar R. explique que ce jour -là, il est passé au quartier disciplinaire pour 3 CRI, il était condamné à 10 jours de mitard pour insultes et menaces.

Il s'était expliqué sur les insultes mais pas sur les menaces. Sur la chronologie des faits, c'est 3 mois après les attentats de Magnanville, à tort ou à raison, le surveillant s'était senti menacé. Le président demande si ce qu'il faut retenir, c'est qu'il n'avait pas formulé ces menaces. A.R répond que non, il ne l'a pas fait puisqu'il n'y a pas de notes du directeur de la prison sur ces menaces.

L'avocat d'Amar R. précise qu'elle a sollicité la relaxe pour l'ensemble de ces faits.

Le Président rappelle des faits qui se sont produits en novembre 2017, il revient à la charge en lui disant : « il vous est reproché qu'en mai et juin 2017, vous avez menacé un surveillant ! »

Amar R. déclarera : « J'avais parloir et j'avais de forte chance d'arriver en retard, le surveillant n'a pas voulu appeler le gradé pour accélérer mon accompagnement au parloir. Pour les 2 CRI, nous avons échangé des mots avec le surveillant parce que je devais aller travailler et le surveillant a dit que je n'étais pas sur la liste et comme j'étais énervé ce jour-là, je me suis emporté ».

Le président fait état d'un autre incident du 21 novembre 2017 et dont le CRI a une qualification de violences. Il répondra que cette fiche-incident en novembre 2017 a été classé sans suite, ce dont le Président n'a semble-t-il pas eu connaissance

Son avocat ajoutera être en possession d'un document de l'administration pénitentiaire établissant qu'il y a eu un classement sans suite pour cet incident

Le président demandera pour en terminer avec les CRI, des éclaircissements au sujet d'une communication sollicitée par l'avocat général pour des téléphones en votre possession que vous avez jetés de votre fenêtre, « quel a été le sort de ce cri ? »

Son avocat interviendra en disant qu'une commission est en cours pour examen.

- **Questions des parties civiles**

L'avocat l'interroge sur la marque des vêtements qu'il a commercialisé, A.R. répond qu'elle s'appelle « ANTICS ».

C'était une Sarl, les habits étaient fabriqués en chine et ils étaient Sportswear puis il les importait en France.

Sur les investisseurs, AR répond qu'il y avait lui même ainsi que Jean SEBBAG et un autre investisseur dont il ne se rappelle plus du nom.

Sur la manière dont il a connu COULIBALY, A.R. répond que c'était à Villepinte où ils ont travaillé ensemble et ils sont restés amis. »

- **Questions de l'avocat général**

Sur ses liens avec M. Makhlouf, AR répond que c'est son cousin.

Leurs 2 grands-pères étaient cousins et habités dans le même village. Cependant l'avocat général rebondit sur le fait que dans la procédure, il ressortait que ce sont leurs deux grand-mères qui étaient juste des amies. RAMDANI expliquera qu'il sait juste qu'ils ont des liens de parenté mais que leur nature n'était pas très importante pour lui.

Sue la commission d'infractions ailleurs qu'à Garges, AR répond que c'est parce qu'il n'y a rien à faire la bas, qu'il n'y a que des bâtiments.

L'avocat d'Amar R. prend la parole et demande à Amar R. pourquoi son incarcération s'est mieux déroulée lorsqu'il était à la prison de Meaux. Son client répondra que cela est dû au fait que la prison de Meaux a été construite récemment et qu'elle offre plus de confort.

Son avocat poursuit en mettant en avant la conduite d'Amar qui a été entendu en tant que témoin pour un incident où une surveillante était en difficulté. Il dira s'être interposé entre un détenu et une surveillante qui été en difficulté car le détenu a voulu en venir aux mains avec la surveillante.

Son avocat invite également M. RAMDANI à apporter à la cour des précisions sur mandat d'arrêt de la procédure d'extradition dont il avait fait l'objet. Il affirma qu'il a été extradé pour rien parce qu'ils se sont rendu compte que ce n'était pas lui, son nom était bien sur la pièce d'identité, mais la photo correspondait.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité.

L'enquêteur de personnalité est appelé à la barre, elle se présente et prête serment. Elle fait lecture de son rapport.

« J'ai rencontré A.R. à la prison de Bois d'Arcy, il refuse de répondre à nos questions pour éviter que ces propos ne soient mal retranscrits surtout dans la presse. Il refuse de donner les coordonnées de ses proches. Il a grandi dans une grande maison avec sa famille dans atmosphère agréable. Son père est déjà en France pendant son enfance, sa mère est selon lui une femme exigeante mais aimante ? Il accompagne sa mère qui doit se faire soigner en France. A leur retour en Algérie, son père les faire

revenir car il se sent seul en France il a grandi à pontoise où il a fait toute sa scolarité jusqu'à la fac à Saint-Denis, sur le plan professionnel, il travaille sur les marchés pour se faire de l'argent de poche. Son investissement dans un marque de vêtement lui permet de vivre convenablement entre 1000 et 3000 euros par mois suivant les ventes jusqu'à la fin de leur activité. Ensuite il fait divers travaux en intérim dans le domaine du déménagement, sur le plan sentimental il s'est installé avec une personne qu'il refuse de donner l'identité et il déménage dans le Val de Marne. Il dit avoir des amis proches mais ne donne aucune information les concernant.

Son séjour à Bois d'Arcy est compliqué en raison des informations qui circulent à son sujet, mais reçoit la visite de sa mère la visite de sa mère qui lui envoie des mandats

Il se dit calme et patient, il admet toutefois être parfois impulsif. Il aime le sport, voyager, la musique »

L'avocat de RAMDANI demande à l'enquêtrice son avis, ses impressions quant à M. RAMDANI lors de leur entretien. Elle répond qu'il s'est montré poli et calme, il ne voulait juste pas que ses propos soient retranscrits dans la presse.

- **Question de la défense :**

Avocat de C. Raumel demande si RAMDANI l'a regardé dans les yeux. L'enquêteur répond que c'était un entretien cordial, sans problème, qu'il a été très clair dans ses propos.

IV. Interrogatoire d'identité et de personnalité de Christophe RAUMEL (CR).

A. Interrogatoire de Christophe RAUMEL.

C. Raumel : *« Je suis né le 17 01 1990 à Ris-Orangis, j'ai grandi dans un pavillon avec mes parents et mes 2 grands-frères et 2 grandes-sœurs. J'ai fait ma maternelle et élémentaire à Fleury, collège à Sainte-Geneviève. J'ai préparé un Cap mais je ne l'ai pas terminé. En 2009, j'ai fait des missions d'intérim en 2010 aussi. À ma sortie de prison, j'ai travaillé des fois et parfois pas. »*

Le Président lui pose des questions quant à ses activités professionnelles après votre incarcération comme elles n'ont pas duré, et également sur ses frères et sœurs.

Christophe R. explique être en de bons termes avec sa plus grande sœur, avec qui il est resté à la maison avec sa mère. Il ajoute avoir fait un CAP boulangerie mais n'a pas terminé sa formation, « en fait c'est que je voulais le faire, mais une fois ils m'ont demandé d'aller dans la chambre froide où il y avait déjà quelqu'un et il a fermé la porte derrière lui alors que j'étais encore à l'intérieur, j'ai paniqué j'ai appuyé sur le signal d'alarme, le patron m'a engueulé et j'ai demandé à partir ».

Au sujet de son incarcération, Christophe RAUMEL relate que c'était la première fois qu'il était détenu, *« j'avais un enfant de 2 ans, je n'arrivais pas à y croire, j'ai vu que c'était pas un bon milieu. C'est à mon arrivée lorsqu'ils m'ont fait la prise de sang qu'on fait à tous les nouveaux détenus, ils ont vu que j'avais un problème dans mon sang, tous les 15 jours j'allais faire de la chimio après je rentrais à la prison. A la prison de Fleury, c'est dur on n'a pas de plaque pour faire à manger, on se faisait à manger avec les doigts, on se brûlait les doigts. Mais on m'a soigné en prison »*.

Président constate qu'il n'a jamais été incarcéré auparavant, que son casier a été émaillé. La 1^{ère} condamnation a été prononcée par le juge des enfants, il demande quel est son profil de délinquant.

Il explique que la première fois il était jeune et que c'était en raison de bagarre, de conduite sans permis et de vol.

Depuis qu'il est sorti, il est sous contrôle judiciaire. Le président l'interroge sur sa fille.

CR répond qu'il la voyait beaucoup, mais qu'ensuite ça n'allait pas bien avec la mère de sa fille, elle a eu 8 ans le mois dernier. Un jour il lui a envoyé un message pour lui dire que il ne pouvait pas la prendre parce qu'il était malade, elle ne l'a pas cru, elle a envoyé un message à sa mère en disant qu'il avait bu (...)

La dernière fois qu'il a vu la mère de sa fille, c'était il y a 2 semaines, ils habitent dans la même ville, donc il la voit dans la rue de temps en temps, quand elle sort de l'école... il marche un peu avec elle quand il la croise.

Sur le fait qu'il ne réponde pas toujours présent aux convocations de son contrôle judiciaire, il explique que les 5 fois il était au travail et qu'il a rappelé le lendemain.

Le président constate que globalement, il respecte plutôt les convocations.

Sur son obligation de soin, Christophe R. dit : *« Ce sont des soins pour la radicalisation, les soins obligatoires c'était de trouver du travail et il y a les soins pour la radicalisation. Quand vous avez vécu dans la prison, je ne vois pas pourquoi on dit que je suis radicalisé. »*

Le président fait une lecture d'un paragraphe du rapport sur son enquête de personnalité et l'interpelle quant à ses mots sur son avenir, « vous comprenez cette phrase d'être confiant pour l'avenir et en même temps dans le doute ? »

Christophe R. répond que c'est normal d'avoir des doutes sur l'avenir.

Le président l'interroge sur l'obligation de soins pour radicalisation, il lui demande s'il sait comment ça fonctionne. Le président constate que c'est difficile de lui faire faire des heures de soins. Il lui indique que ce n'est pas à lui de décider de la nécessité de cette décision. Ce n'est pas à lui d'apporter cette réponse, c'est une décision judiciaire et il doit se plier à cette décision, il lui rappelle qu'il y a des décisions.

Christophe R. répond qu'il y est allé effectivement une fois mais pour les autres il s'est trompé de jour, ce n'est pas pour braver la loi ou quoi que ce soit dit-il, à chaque fois c'est parce qu'il travaillait.

L'avocat de CR intervient en disant que son client s'est effectivement trompé sur la date de ses soins, mais il ne faut pas oublier que son client suit des soins pour son addiction au cannabis.

- **Questions des parties civiles**

Sur son lieu de vie pendant son enfance, CR a grandi dans un pavillon à Fleury, sa grand-mère qui habitait à Grigny.

Un avocat de la partie civile questionne Christophe R au sujet de la façon dont il a fait connaissance avec Willy PREVOST, celui-ci répondra que la famille de ce dernier habitait à Grigny en face de chez sa grand-mère.

L'avocat rebondit sur la différence d'âge entre Willy PREVOST ET M. RAUMEL, et interroge sur les raisons de leur relation alors qu'ils ont une grande différence d'âge.

CR répond qu'il y a un bâtiment entre celui de sa grand-mère et celui de Willy.

L'avocat de la partie civile continue dans cette lancée et lui demande comment ils ont engagé le dialogue.

Christophe R. répliquera : « On se dit bonjour, ensuite on se demande l'heure puis une cigarette et après ça a créé des liens d'amitié... »

À la question d'un avocat de la partie civile de savoir s'il y a un centre commercial à Grigny, il répond qu'il ne sait pas.

- **Questions de l'avocat général :**

L'avocate générale : « On se connaît depuis le début de l'instruction et je ne me suis pas opposée à votre mise en liberté provisoire. Vous avez parlé de votre fille que vous ne voyez plus souvent, quel est votre devenir, votre perspective ? »

Christophe R. : « Je suis allé en prison pendant (*inaudible*) ans pour ma première détention, j'aurais voulu avoir ma fille à mes côtés, cette affaire elle me pourrit la vie, je ne veux pas obliger la mère de ma fille à la voir tout le temps, si elle porte plainte, je vais tomber ! Quand cette affaire sera finie je pourrai y voir plus clair ».

- **Questions de la défense :**

Avocat de C. Raumel l'interroge sur sa différence d'âge avec W. PREVOST.

CR : « On a *inaudible* ans de différence. »

Il répond qu'il n'a pas fréquenté Willy pendant son enfance.

L'avocat continue au sujet de la période où Willy PRÉVOST et son client se sont fréquentés et fait remarquer que cela correspondait au moment où Willy est à Bois d'Arcy. Ce que Christophe R. confirme.

Avocat : « *Quand avez-vous su que Willy était en relation avec Aminata Seydi la mère de votre fille ?* »

Christophe R. : « *Je l'ai su en GAV (garde à vue) !* »

Avocat Christophe R. : « *Comment vous êtes-vous senti à ce moment ?* »

Christophe R. : « *J'étais mal !* »

Il ajoute qu'il n'a plus de relation avec la mère de sa fille et s'agissant de sa fille, il affirme qu'elle l'appelle souvent, au moins deux fois par semaine.

Son avocat lui demande de revenir sur son incarcération, M. Christophe R. confie sur ce point que : « *pour faire à manger il faut se brûler les doigts, il n'y a pas de frigo, un coup de vent, la fenêtre elle s'ouvre quand il pleut ! il y a de l'humidité sur le toit, quand il pleut, ça fuit et ça mouille la couverture ! Dans la cellule ils viennent toutes les 30 min de 8h à midi, les détenus vous regardent bizarrement* ».

Le conseil de M. RAUMEL soulève la difficulté à laquelle il a dû faire face pendant son incarcération en raison de sa maladie, en effet son placement à l'extérieur aurait permis, à l'époque, une meilleure prise en charge et lui aurait offert plus de chance de guérison ; le juge d'instruction avait même ordonné une expertise médicale, cependant elle n'a jamais été faite.

Sur ce qu'il souhaite faire après cette affaire, CR dit qu'il va travailler directement, chercher un appartement et faire sa vie comme tout le monde.

L'avocat termine ses questions en demandant à M. RAUMEL s'il souhaite dire quelques mots aux victimes.

Christophe R. : « *J'ai perdu mon cousin à l'âge de 11 ans d'une balle perdue, je suis désolé pour les victimes, moi je ne fonctionne pas comme ça* ».

Lorsque l'avocat de Willy PREVOST interroge M. RAUMEL en reprenant sa déposition prise pendant sa GAV et dans laquelle il confirme connaître W. PREVOST depuis deux ans, alors qu'il le réfute maintenant, Christophe R. estime qu'il y a une différence entre connaître quelqu'un de vue et être amis.

L'avocat de Christophe RAUMEL précise que son client avec eu des contacts avec Willy en 2009 mais ils ne se fréquentaient pas.

Fin des questions.

B. Audition de l'enquêteur de personnalité.

L'enquêtrice prête serment et commence la lecture de son rapport.

Elle a rencontré CR à la maison Bois d'Arcy, il était âgé de 27 ans.

Avant son incarcération, il vivait chez sa mère. Son père est décédé en 2013. Il était claviste. C'était un enfant sage. La mère est très dévouée à ses enfants. Pendant l'entretien avec sa mère, celle-ci évoque les problèmes d'alcool du père. La sœur, elle évoque des changements après le décès par balle de son cousin. Il se durcit par la suite. Il est très atteint par ce décès et sa mère pour l'aider au lieu de l'envoyer voir un psychologue, elle l'envoie chez le médecin de famille. Il connaît une adolescence difficile à partir de 16 ans, il a de mauvaises fréquentations. En 2013, le décès du père crée un mal-être surtout avec la conversion de Christophe.

Sa scolarité se passe assez facilement, mais il met un terme à son CAP en 2007. En 2011, il fait 2 missions d'intérim, puis il reste inactif jusqu'à son incarcération en 2015.

Sur sa vie personnelle, il parle d'une unique relation avec Aminata Seydi qu'il a connue en maternelle. Ils se sont mis en couple à 19 ans. Le couple est assez conflictuel mais continue ensemble quand même. En 2011, c'est la grossesse de Mlle Seydi ; les témoignages montrent une implication de M. Raumel pendant la grossesse. Pendant son témoignage, Mme Seydi fait état de violences de M. Raumel et dit avoir porté plainte à ce sujet ».

M. Raumel, sur le plan social, a des activités de loisirs. Il dit faire trop confiance en amitié.

Sur son incarcération : il la supporte mal ; s'agissant de sa santé, il a eu un cancer du système lymphatique, il a dû faire de la chimio. Il a indiqué consommer du cannabis. Je confirme que c'est un garçon calme, qui fait beaucoup confiance en amitié et vouloir passer un diplôme en électrotechnique.

Le président précise que les questions religieuses ne doivent pas être abordées.

- **Questions des parties civiles :**

Un avocat de PC interroge l'enquêtrice en demandant des précisions sur les prénoms de la maman et de la sœur de M. RAUMEL. Il demande si l'enquêtrice n'a pas fait d'erreur dans son rapport au sujet du lieu de vie de la famille RAUMEL. Celle-ci répond par la négative estimant avoir correctement retranscrit ce qui lui a été dit.

L'avocat général tente replacer les débats dans le contexte géographie en ces termes : « Je crois qu'il y a une incompréhension sur la réalité rurale : à Grigny il y a 2 quartiers Grigny 2 et La Grande-borne coupés par l'autoroute 6, ce qui fait que les 2 sont étanches et depuis 2011 il y a une passerelle pour permettre aux bus de relier les 2, malgré tout on peut se croiser puisqu'on est dans la même commune. C'était juste pour préciser la topologie des lieux ».

- **Questions de la défense :**

Sur la position de M. Raumel dans sa fratrie, il est le 5^{ème} enfant.

Avocat C. Raumel demande si c'est donc possible que C. Raumel n'ait pas vécu à Grigny pendant la période où la famille Raumel a vécu chez la grand-mère Raumel.

L'enquêteur répond que oui puisque c'est le dernier de la fratrie.

L'avocat de Christophe R. interroge donc sur le fait que CR a pu ne pas avoir fréquenté Willy Prévost.

L'enquêteur répond que oui.

Suspension d'audience pendant 15 min.

V. Examen de la personnalité d'Hayat BOUMEDIENNE (HB).

A. Audition de la sœur d'Hayat BOUMEDIENNE, Keltoum, premier témoin anonymisé relativement à l'examen de personnalité.

Les propos suivants seront retranscrits sous la forme questions/réponses pour une meilleure compréhension des échanges.

- **Questions du Président**

P : « Vous êtes la sœur de Hayat vous êtes citée en tant que témoin, votre sœur est renvoyée devant la présente cour d'assises, il y a un mandat d'arrêt contre elle, même si ; elle n'est pas présente elle doit répondre. Quel est le parcours de vie de votre sœur, sur ce que vous savez sur sa fuite puisque la famille a eu quelques contacts ? ».

K : « Vous voulez que je vous raconte son histoire ? ».

P : « Oui, elle a décidé de partir en connaissance de cause ».

K : « C'est très émouvant pour moi, l'histoire familiale est une histoire classique jusqu'à la mort de notre mère, cela a été un choc pour tout le monde, ma mère est décédée en 1 mois à 36 ans. Ensuite

il y a eu l'arrivée de notre belle-mère, c'était difficile, même pour elle avec une famille de 6 enfants, puis ensuite on s'est retrouvé tous éclaté, ma sœur placée en famille d'accueil chez ce couple que j'appelle mon oncle et ma tante, ensuite il y a eu la rencontre d'Amedy jusqu'à son incarcération, ensuite un mariage qui s'est poursuivi et la fragilité de ma sœur ».

P : « La religion est-elle présente dans votre famille ? ».

K : « C'était une pratique classique, on priait les 5 prières, on faisait le ramadan, on ne mangeait pas de porc... »

P : « Dans votre famille quelle est la position d'Hayat ? »

K : « Je suis la première et Hayat la 4^{ème} »

P : « Après son placement, elle vivait dans cette famille d'accueil tout le temps ? »

K : « Oui »

P : « Est-ce que votre père était toujours présent ? »

K : « Oui »

P : « A-t-elle suivi une scolarité normale ? Une scolarité sans difficulté ? »

K : « Oui jusqu'en 2^{nde} elle voulait devenir professeur d'histoire »

P : « Pouvez-vous parler de son caractère ? Vous avez dit qu'elle s'entendait avec tout le monde, elle discutait avec calme avec ses frères et sœurs »

K : « Je maintiens ce que j'ai dit »

P : « Est-ce que jeune elle avait des convictions différentes de vos parents ou frères et sœur ? »

K : « À ma connaissance non »

P : « Vous parlez de sa connaissance avec Amedy ? Dans quelles circonstances ? A-t-elle été acceptée tout de suite ? »

K : « Elle l'avait rencontré par le biais d'une autre relation, lors d'une rencontre banale. L'acceptation par les 2 familles s'est passée à contrecœur ! »

P : « Est-ce que vous avez beaucoup fréquenté Amedy Coulibaly quand il était avec votre sœur ou cela a coupé la relation ? »

K : « Je n'ai pas le sentiment que ça ait coupé la relation et je l'ai rencontré 7 ou 8 fois quand j'allais voir ma sœur »

P : « Quand vous l'avez rencontré le couple semblait épanoui ? »

K : « Je l'ai rencontré, le couple semblait heureux et Amedy était taiseux, surtout par rapport aux faits de la vie. Jusqu'à ce qu'il soit hyper pratiquant on allait souvent faire du vélo »

P : « Il s'est passé combien de temps entre le moment où votre sœur l'a connu et où il est devenu hyper pratiquant ? »

K : « 7 ans »

P : « Est-ce que vous avez perçu le fait qu'il était devenu hyper pratiquant ? »

K : « Avant, quand ils allaient en vacances, elle était sur la plage en bikini et lui ne voulait pas trop que les hommes se mélangent avec les femmes, ma sœur a commencé le hijab »

P : « Est-ce que vous parlez à votre sœur de leur évolution de leur pratique religieuse ? »

K : « On n'en parlait pas vraiment, elle disait que ça lui correspondait, que la prière l'apaisait, par contre elle se sentait mal par rapport au regard des gens dans la rue qui ne la comprenait pas »

P : « Est-ce que vous voyez les mêmes changement (habillements, comportements) chez Amedy, alors qu'auparavant la question ne se posait pas, vous dites que vous ne savez pas comment elle s'est extrémisée ? Est-ce que pour vous c'était par adhérence ou par amour ? est-ce que vous lui parliez de la radicalisation ? »

K : « Avec le recul, je n'ai pas cerné cette radicalisation, et par rapport à Amedy, hormis le fait qu'il voulait une séparation homme femme et ne voulait plus les activités sportives mixtes, je n'ai pas vu qu'elle se radicalisait »

P : « Vous dites que le regard des autres pouvait la geler, a-t-elle exprimé elle-même le fait de quitter la France et aller dans un pays musulman ? »

K : « Elle a exprimé le désir d'aller dans un pays musulman »

P : « Est ce qu'elle a exprimé le désir d'aller dans des pays musulmans extrémistes ? »

K : « non, elle ne me l'a pas exprimé »

P : « Ses convictions paraissaient exagérées mais pas au point de nuire à quelqu'un, vous l'avez vu le 29 décembre seule ou avec Amedy ? »

K : « Avec Amedy »

P : « votre sœur est parti le 29 décembre, le saviez vous ? »

K : « non »

P : « entre le 29 décembre et le 9 janvier, vous n'avez pas eu de nouvelles ? »

K : « non »

P : « vous vous appeliez tout le temps auparavant ? »

K : « non de temps et temps et j'ai essayé en début janvier sans succès »

P : « quel est votre réaction lorsque vous apprenez la mort d'Amedy dans les circonstances que l'on connaît et la fuite de votre sœur ? Comment le vivez-vous ? Et le reste de la famille ? »

K : « ça a été un choc de le savoir, entre le crime sur cette policière jusqu'à Charlie Hebdo, ça a vraiment été abominable, on ne s'y attendait pas du tout, c'était l'incompréhension totale, cette barbarie, c'était vraiment insoutenable »

P : « Vous avez essayé de savoir où elle était, de retrouver sa trace, dans votre déposition du 27 avril, vous vous êtes posée la question de savoir si elle était vivante ou morte »

K : « On pensait qu'elle était morte, même si les médias disaient qu'elle était en fuite, pour moi elle était morte »

P : « Le 27 avril, vous recevez un coup de fil de votre sœur »

K : « J'étais en train de dîner et il y a eu ce coup de fil, je perds l'équilibre, ensuite il y a toute cette émotion, j'essaie de lui parler de tout ce qui s'est passé »

P : « Finalement, ça coupe ! On verra que finalement c'est un numéro étranger, vous essayez de rappeler mais ça ne passe pas ? Elle appelait pour donner, prendre des nouvelles ? Quel est la teneur de la conversation ? »

K : « On parle de ce qui s'est passé, elle ne pensait pas que tout ceci allait arriver »

P : « Elle va donner plus tard des interviews sur les actions d'Amedy, on l'a vu. Mais quelle est vraiment la teneur de votre conversation ? »

K : « Elle donne des nouvelles et en prend »

P : « Est-ce qu'elle a conscience de ce qui s'est passé à ce moment là ? »

K : « Je ne sais pas si à ce moment-là elle en a conscience ! »

P : « C'est vous-même qui êtes allée voir la police après son appel ? »

K : « Oui »

P : « Vous dites « je suis restée 8 min 19 avec ma sœur une première fois, puis 2 min 14, la 2ème fois... lorsque je l'ai rappelé c'est elle qui avait décroché. »

Le président fait une lecture du procès-verbal d'audition de Keltoum BOUMEDIENNE du 27 avril 2015, l'audition s'étant faite juste après l'appel d'Hayat.

P : « Est-ce que depuis ce mois d'avril, des membres de votre famille ont eu d'autres contacts avec elle ? »

K : « Oui, les deux premières années elle m'a appelé 2 fois, puis les années suivantes une fois par an. »

P : « Quand elle appelle c'est pour prendre des nouvelles ou donner des nouvelles, vous a-t-elle dit qu'elle était en Syrie ? »

K : « Elle prend des nouvelles et donne des nouvelles, elle parle de sa situation, c'est une discussion cordiale, de lien. Elle ne me l'a pas dit ! »

P : « Est-ce qu'elle se livre sur sa vie ? »

K : « Elle ne s'est pas remariée, elle vit avec des familles et des enfants, après même quand elle vivait en France on ne parlait pas de choses intimes »

P : « Est-ce que vous avez abordé dans la conversation ce qu'Amedy a fait ? »

K : « Non »

P : « Est-ce que vous avez senti qu'elle s'est encore plus radicalisée ? Est-ce que vous l'avez senti différente ? »

K : « Disons que des fois je l'ai senti triste, moins épanouie que le début, quand elle me parlait des camps où des fois il n'y avait plus à manger, elle n'a jamais parlé de religion »

P : « Est-ce qu'elle a évoqué un retour en France avec toutes les conséquences que cela a ? »

K : « Non ! »

P : « Pensez-vous qu'elle avait l'air d'être influencée ? »

K : « Je ne peux pas dire que c'était quelqu'un qui pouvait être influencée dans ses choix, elle avait l'air sûre d'elle »

Le Président évoque la question de l'article paru sur le site *Daralislam*, avec une interview en février d'Hayat BOUMEDIENNE. Il constate que dans cette interview elle cautionne le djihad, elle insiste elle-même les femmes musulmanes à rejoindre les Etats, les groupes qui revendiquent cela.

P : « Avez-vous une explication par rapport à cela ? »

K : « Non »

P : « Votre père est-il revenu d'Algérie ? »

K : « Il est revenu juste après les attentats et on est allé ensemble à Nanterre pour être entendus »

P : « Votre père dit que vous aviez une pratique tout à fait courante de la religion ? »

K : « Oui »

P : « Avez-vous des choses à rajouter sur la personnalité de votre sœur ? »

K : « Là je crois qu'on a dit beaucoup de choses ? »

P : « Est-ce que vous savez où est votre sœur depuis ? »

K : « Non »

P : « Connaissez-vous Stéphane H ? »

- **Intervention d'un avocat de la partie civile (APC) :**

« Certains médias ont relayé que certains directeurs de foyer que votre sœur avait fréquenté qu'elle était bagarreuse »

K : « Je ne la connaissais pas bagarreuse, je la connaissais comme quelqu'un qui cherchait des solutions aux problèmes »

APC : « est-ce qu'elle a eu une adolescence calme ? »

K : « Oui »

APC : « Votre sœur avait-elle un ascendant sur son mari d'un point de vue religieux ? »

K : « Je ne saurai vous répondre ! »

APC : « Vous dites que votre dernier contact avec votre sœur remonte à octobre 2019, en avez-vous fait état à la police ? »

K : Non !

APC : « Lors de vos conversations avec votre sœur, lui avez-vous fait état de votre désaccord concernant ce qui s'est passé ? »

K : « Je lui en ai parlé mais elle m'a répondu qu'elle n'était pas au courant des faits »

APC : « si on vous écoute bien avec votre sœur vous ne discutez que de banalités, avez-vous quelque chose à nous dire pour aider les parties civiles à comprendre pourquoi elle est partie quelques jours avant les attentats ? »

K : « Je pense avoir répondu à toutes les questions et je ne saurai vous dire plus ! »

APC : « Vous avez dit que vous aviez compris qu'elle était dans un camp et que c'était difficile, savez-vous de quelle période il s'agit ? Le lieu ? »

K : « C'était à l'époque où il y avait des bombardements dans des camps mai je ne saurais vous dire où »

- **Intervention de l'Avocate Générale**

AG : « Vous parlez d'une impression de mal-être de votre sœur dans votre conversation »

K : « Le mal-être c'est depuis le moment où elle a quitté la maison et qu'elle est allée en famille d'accueil, ça a changé avec sa rencontre avec Amedy, elle allait mieux »

AG : « Vous pensez que cette rencontre a tout changé ? »

K : « En tout cas ça avait l'air d'aller mieux ! »

AG : « Pensez-vous que sa radicalisation s'est faite avec Amedy ? »

K : « Le mot radicalisation ne faisait pas partie de mon vocabulaire avant, sa radicalisation s'est fait lorsqu'Amedy a été incarcéré ».

AG : « Vous avez dit être allée voir votre sœur chez elle, est-ce que c'était habituel de rester en présence d'Amedy seule ? Vous, une femme ? »

K : « C'était la première fois ! »

AG : « Vous dites qu'elle n'en savait rien, puis ensuite vous dites que vous n'êtes pas arrivée à savoir si elle savait ce qui s'était passé », ensuite, vous dites « elle m'a dit qu'elle n'était pas au courant ». Je vais vous lire la cote D 9743 qui est une écoute téléphonique d'une conversation entre vous et votre sœur pour vous remémorer.

K : « Pour moi quand elle est partie elle ne savait pas, mais pendant cette conversation j'ai eu un doute »

AG : « Je vous sens un peu limitée dans vos déclarations, est-ce que c'est une volonté de maintenir les liens familiaux au point que vous cherchez à ne pas noircir le tableau ? »

K : « J'ai espoir qu'un jour ma sœur me dise un jour qu'elle veuille revenir en France »

AG : « Donc c'est une volonté de maintenir les liens familiaux qui fait que vous vous reteniez dans vos déclarations ? »

K : « Non il n'y a pas de volonté de noircir ou non le tableau, je pense avoir répondu à toutes les questions »

P : « Avez-vous dit ne pas connaître Stéphane H ? »

K : « Oui »

P : « Vous connaissez Abderrahmane ? »

K : « Oui »

P : « Mais vous ne saviez pas que son nom francisé c'est Stéphane H ? »

K : « Non, je le connais comme Abderrahmane ».

- **Intervention de la défense, Me Coutant-Peyre (AD)**

AD : « Vous avez dit avoir rencontré Abderrahmane dans des circonstances normales et ils ne vous a pas fait penser qu'il pourrait commettre ces actes ? »

K : Il avait l'air normal !

AD : Est-ce qu'Amedy cherche à imposer son point de vue à votre sœur ?

K : Je ne pense pas.

AD : Votre sœur est rentrée dans la religion après sa rencontre avec Amedy et elle était heureuse ?

K : Elle était heureuse de sa rencontre !

AD : « dans cette amour qui l'a rend heureuse, ce n'est pas une influence tout de même.

K : C'est votre analyse.

AD : Elle s'est mariée à quel âge ?

K : (...)

AD : Elle vous a appelé plusieurs fois ?

K : Oui.

AD : Avez-vous noté les numéros de téléphone ?

K : Non je n'y ai pas pensé !

AD : Pourquoi ?

K : Je ne sais pas.

AD : Elle vous a appelé combien de fois ?

K : 7 fois.

AD : Vous a-t-elle parlé de la mort d'Amedy ?

K : Oui, elle était peinée de la mort de son mari et de la distanciation avec sa famille, mais je ne me souviens pas des termes dans lesquels elle me l'a dit.

AD : Pensez-vous qu'elle était vraiment peinée ?

K : Je pense que oui, puisque lors le 1^{er} coupe fil elle pleurait.

AD : Vous a-t-elle donné des explications sur son départ ?

K : Non vous avez quand votre sœur vous appel après 4 moi je n'ai pas eu le réflexe de poser la question de savoir si elle est allée en Turquie ou en Syrie.

AD : Aujourd'hui, quel est votre sentiment ?

P : C'est une question qui a déjà été posé !

K : C'était une situation très douloureuse parce que les attentats de janvier ont été très dures avec des pertes humaines, c'était très dur parce qu'il y avait le nom de ma sœur qui était cité par les médias, je n'ai pas d'explication sur comment tout ça est arrivé, psychologiquement qu'est ce qui s'est passé

AD : Si votre sœur revient et frappe à votre porte que faites-vous ?

K : Je lui ouvre.

AD : C'est tout ?

K : Ensuite nous ferons toutes les démarches judiciaires nécessaires

AD : vous êtes sûre ?

K : Certaine !

AD : Votre sœur vous a dit qu'elle se trouvait dans un camp en Syrie ?

K : Non, lors de l'appel d'octobre 2019 elle n'en a pas parlé.

AD : Depuis votre appel d'octobre 2019, la DGSI vous a elle convoqué ?

K : non

AD : La DGSI n'est pas au courant ?

K : Si ! Parce qu'après j'ai été en voyage dans un pays anglophone et je me suis fait arrêter à la douane, j'ai été interrogée pendant 6 heures et je leur ai dit avoir été en contact avec ma sœur. A mon retour en France, j'ai été interpellé par la DGSI, et je le leur ai confirmé.

P : Plus d'autre questions ?

K : Je voudrai dire quelque chose si vous le permettez. Pour moi pour ma famille, les attentats ont été des actes barbares douloureux et que ce procès permettra d'éclairer, que ce procès permettra pour les familles qui ont perdu un être de faire la lumière sur tout ceci et que cela permettra d'éviter de tels évènements à l'avenir ».

B. Audition de la 2^e témoin anonymisée relativement à l'examen de la personnalité d'Hayat BOUMEDIENNE :

- Questions du Président :**

Elle décline son identité, sa profession, etc et prête serment. Le président lui explique la procédure.

Elle revient sur les circonstances dans lesquelles elle a connu HB. Elles se sont toujours connues. Leurs parents étaient très proches. HB a perdu sa mère ; après un passage en foyer qui s'est mal passé, le père du témoin a décidé de l'élever pour qu'elle puisse retourner au collège.

HB a perdu sa mère. Le témoin a 2 ans de différence avec HB. Ce sont presque des sœurs.

HB a vécu dans leur famille jusqu'en 2008. Elle avait rencontré A. Coulibaly avant.

Sur sa personnalité, elle ne montrait que très peu ses sentiments. Elle était très discrète. Mais il y avait beaucoup de colère en elle.

Pour elle, la religion était très importante depuis tout jeune. Elle s'est voilée, a arrêté, puis l'a reporté en 2009. Elle s'est toujours cherchée spirituellement. Elle avait dû retirer le voile pour aller à l'école, son père adoptif a voulu qu'elle travaille. Une fois qu'elle a pris son envol en 2008, elle s'est replongée dedans. Son père était catégoriquement contre sa relation avec A. Coulibaly, car même s'il était musulman, il était africain.

Moralement, il revenait à son père adoptif de décider pour son mariage selon le témoin, mais d'un point de vue de science religieuse, c'était à son père génétique de décider.

Le témoin considère qu'A. Coulibaly n'était pas très religieux. C'est après leur mariage qu'ils ont approfondis leur quête spirituelle.

Le témoin a conservé d'étroits contacts avec eux. Elle allait les voir régulièrement chez eux. Ils ne pratiquaient pas les règles d'absence de mixité.

Le changement dans la conception de la religion d'HB a eu lieu lorsque A. Coulibaly s'est retrouvé en prison. Elle est devenue plus rigide dans sa pratique, à cause de sa solitude. Elle pratiquait sa religion plus radicalement, avec les gens, dans les règles de base, etc.

Lorsque Coulibaly est sorti de prison, le témoin ne le voyait presque plus.

Le témoin les a vus pour la dernière fois fin décembre. HB est venue la voir.

Le Président revient sur l'amitié entre le mari du témoin, et A. Coulibaly. Son mari le considérait comme « son meilleur ami ». Ils se connaissaient tous les deux avant le mariage du témoin.

Le Président reprend la lecture de la déposition. Il interroge le témoin sur le souhait d'HB de partir dans un pays musulman. Elle souhaitait surtout aller en Malaisie. Elle voulait être libre d'être voilée publiquement, de faire ses prières, et elle y avait déjà fait un mariage qui l'avait émerveillé.

Sur sa vision de ceux qui ne pratiquaient pas la religion, il est répondu qu'elle n'en parlait pas.

Le Président lui demande si son mari parlait souvent avec A. Coulibaly de Charlie Hebdo, ou s'il y avait une adhésion dans son discours aux critiques à l'encontre du Journal. Pour le témoin, le sujet n'a jamais été abordé. HB ne cachait pas sa colère contre le regard qui est porté par les autres quand elle mettait le voile, mais elle n'a jamais abordé Charlie Hebdo.

Le Président lui demande si son mari a aussi une pratique religieuse assez stricte. Il pratique, il fait les prières, mais le témoin ne voit rien d'extrême dans ce qu'il fait ou dit.

Le témoin n'avait pas de doute sur le fait qu'ils allaient commettre un attentat. La dernière fois qu'ils ont vu HB, c'était deux semaines avant les événements. Elle était « resplendissante et souriante ». C'était fréquent qu'elle n'ait pas de nouvelles pendant 2 semaines.

Lorsqu'elle a appris les faits, elle était bouleversée, elle n'arrive pas à décrire ce qu'elle ressentait. C'était horrible pour elle, elle était chez elle avec ses enfants. Elle a appelé sa belle famille, ses sœurs, pour en discuter.

Le Président lui demande si la HB qu'elle connaissait aurait réagi comme elle l'a fait, cad serait partie, aurait cautionner ses actes, disant de lui qu'il s'agissait d'un héros, et incitant les femmes musulmanes à venir en Syrie. Le témoin ne la connaissait pas ainsi, elle a toujours été sensible sur la guerre en Syrie.

Interrogée sur les actes de A. Coulibaly tuant des juifs et des officiers de police judiciaire, elle ne s'attendait pas ça de lui. Pour elle, c'était quelqu'un de gentil et de respectueux. Il était selon elle trop sensible, et c'est ce qui l'a perdu.

Concernant les frères Kouachi, elle les a rencontrés une fois au début de son mariage, mais c'est tout.

Le Président lui demande si HB a pu être influencée par AC, ou l'inverse. Elle considère que c'est AC qui a pu l'influencer.

Elle a reçu un appel d'AC au mois d'avril 2015. HB était heureuse. Le témoin n'était pas étonné qu'elle l'appelle, car elles étaient comme des sœurs. Sur la mort de Coulibaly, HB n'en pas parlé, elle faisait l'éloge de l'islam, elle était fière de ce qui était arrivé. Elle disait que tout le monde était fier de ce que HB avait fait autour d'elle. Elle se voyait comme le bijoux de l'Etat islamique, c'est le témoin qui a parlé d'AC, pas HB.

Elle a rappelé une deuxième fois au mois d'avril, l'incitant à venir. Elle a appelé d'autres fois ultérieurement. HB changeait toujours de téléphone. Le témoin entendait parfois des personnes parler derrière elle.

Son dernier contact avec HB remonte à fin octobre 2019, elles ont discuté des rumeurs qui la disaient morte.

Le président lui demande si l'a signalé à quelqu'un. Elle répond qu'au début elle avait été convoquée, et a fait une GAV de 3 jours. Elle n'a pas caché qu'HB l'avait appelé. Elle a conservé le même numéro de téléphone car elle se pensait écouter, et se disait ainsi que les forces de l'ordre le saurait sans qu'elle n'ait à les alerter.

Le Vice-Président lui dit qu'elle est relativement à l'aise à la barre. Il en profite pour demander des précisions. Il demande en quoi HB était ingérable lorsqu'elle était jeune. Elle était en colère, cela s'est mal passé en foyer. Le témoin rappelle quelques dates : en 2009, elle a commencé à porter un petit voile. Lorsque AC s'est fait incarcéré, elle a porté le Niqab. Cela n'a duré que quelques mois car elle s'est fait agresser dans la rue. Elle s'est retrouvée seule et livrée à elle-même.

Le Vice Président interroge sur la pratique de la religion par le témoin. Elle n'allait pas bien, elle a eu envie de se rapprocher de Dieu.

Elle a fait la connaissance de son mari par l'intermédiaire d'A. Coulibaly. Elle s'est mariée plutôt rapidement avec lui, le Vice Président insiste sur le fait que ce n'est pas une critique. Elle avait commencé la religion avant cette rencontre.

Sur les frères Kouachi, elle répète qu'elle ne les a rencontrés qu'une fois.

Elle est questionnée sur ses réponses pendant sa GAV. Lorsque les enquêteurs ont abordé l'affaire Merah, elle a considéré que c'était une manipulation pour faire du mal à l'islam, que cela ne pouvait être vrai. Elle trouvait ça trop gros qu'on assassine des enfants. Aujourd'hui, elle reconnaît que les faits sont avérés, mais elle trouve toujours que cette affaire est bizarre.

Elle a été la première à être appelée par HB. Sa réaction a été de la laisser s'exprimer, elle parlait beaucoup et était heureuse de l'entendre. Leur conversation est très longue, mais elle n'a pas vu le temps passer. HB voulait qu'elle vienne en Syrie. Le témoin a culpabilisé d'avoir mis trop de distance avec elle.

Lorsque HB évoque la fête dans son entourage lorsqu'elle a appris les événements de Janvier, le témoin aurait répondu « louange à Dieu ». Pour elle, c'était juste une réaction sans importance, elle était euphorique d'entendre la voix d'HB. C'était simplement spontané, mais cela ne voulait rien dire.

Pendant la conversation avec HB, l'enterrement d'A. Coulibaly est évoqué. Le témoin et ses proches ont essayé de l'enterrer au plus vite. HB n'a eu aucune réaction sur ce sujet.

- **Questions des parties civiles :**

Avocat 1 :

Le témoin est interrogé sur l'appel du 28 avril 2015 avec HB. Elle n'a pas fait part de cet appel à la police, avant d'être convoquée par la police.

Pour le Vice-Président, la GAV est intervenue en mars, l'appel en avril, la chronologie de l'avocat ne tient pas.

L'avocat revient sur les autres appels, elle n'a pas eu le réflexe d'aller voir la police. Il lui demande si HB lui faisait part de faits délictuels. Elle répond négativement, l'islam condamnant l'escroquerie.

S'agissant de l'un des accusés qui a évoqué l'extrême violence d'A. Coulibaly, elle considère qu'elle le connaissait dans la sphère privée, et que c'était seulement quelqu'un de doux, gentil et sensible.

L'avocat revient sur les déclarations du témoin concernant les attentats de Merah, qui dataient de 4 années après les attentats, et qu'elle doutait toujours de leur véracité.

Avocat 2 :

Elle est questionnée sur les sujets abordés chez elle avec les autres, notamment l'islam. Ils ne parlaient pas de religion ou de politique. Elle a dit que HB était affecté par la question palestinienne, elle et A. Coulibaly voulaient adopter un enfant palestinien, parce qu'ils avaient du mal à avoir un enfant.

L'avocat doute de cette histoire d'adoption. Le témoin abordait le sujet palestinien lorsque l'actualité en parlait.

L'une des raisons du passage à l'acte d'A. Coulibaly était de vouloir venger les enfants palestiniens. Le témoin ne sait pas quoi répondre, ni sur Charlie Hebdo puisqu'ils n'en parlaient pas. Elle ne connaît pas les liens qu'A. Coulibaly avait avec les frères Kouachi.

Sur la motivation concernant Charlie Hebdo, elle pense que c'était à cause des caricatures, sur la moquerie envers le prophète.

Sur son éducation et son chemin spirituel, le témoin considère qu'on lui a donné les valeurs d'une confession musulmane de base. Son père était centré sur la réussite à l'école. La recherche spirituelle s'est faite bien après.

Interrogée sur ce qu'est un mécréant, elle considère que c'est quelqu'un qui ne croit pas.

Intervention du Président car le sujet est en dehors des questions sur la personnalité d'Hayat.

Le Président invite à la concision, pour éviter les heures tardives, d'autant que 3 témoins ont déjà été priés de repartir.

Avocat 3 :

Sur le parcours professionnel d'HB. Elle a rapidement arrêté ses études en terminal, pour travailler comme hôtesse d'accueil, etc.

Elle considère qu'HB était une femme convaincue d'être comblée.

Avocat 4 :

Elle est interrogée sur le fait que A. Coulibaly lui ait présenté son époux. La salle ne comprend pas les questions et leur rapport.

A. Coulibaly n'a jamais abordé le passage à l'acte selon elle.

Pas de questions de l'avocat général.

- **Questions de la défense :**

L'avocat l'interroge sur la dernière fois qu'elle a vu HB. Elle est interrogée sur les relations qu'il pouvait y avoir dans le couple d'A Coulibaly et HB.

Intervention des avocats de la défense, pour dire que la durée des débats est trop longue, que les accusés ne pourront pas tenir le rythme.

Pause d'audience de 5 min.

C. Audition du 3^e témoin anonymisé, ami d'A. Coulibaly

Il décline son identité et prête serment. Le président précise que les questions seront brèves et rapides.

Il est interrogé sur un numéro qui a appelé le 19 novembre 2014 5 fois le Journal de Charlie Hebdo. La ligne est au nom de son fils. Le témoin sera mis en GAV, et il reconnaîtra avoir appelé le journal. Finalement, c'est l'épouse de son fils qui a appelé le journal, les menaçant. Une pièce de la procédure est citée.

La belle fille du témoin aurait appelé Charlie Hebdo, et aurait dit qu'ils allaient payer dans l'au-delà. Elle affirme que c'était juste pour les embêter. Sur ce sujet, le témoin ne répond pas vraiment à la question, il est peu audible et ne se rapproche pas du micro. Sa réponse est très courte.

Sur sa relation avec A. Coulibaly, le témoin ne se considère « pas si proche » que de lui.

Il refuse de répondre à la question relative au rôle d'intermédiaire qu'a joué A. Coulibaly avec lui et sa future épouse.

Il prend une posture défensive, et s'éloigne du micro. Il n'a pas d'observations à faire.

- **Questions des parties civiles :**

Il est interrogé sur la dernière fois qu'il a vu A. Coulibaly. Il « n'a rien à dire ». Idem sur son point de vue sur les actes commis.

- **Questions de l'Avocat Général :**

L'avocat général l'interroge sur sa connaissance du fait que sa femme a dit en GAV qu'elle était d'accord avec la proclamation du califat. Il hoche non de la tête.

Il ne répond pas non plus à une question sur A. Coulibaly.

Pas de questions de la défense.

Les auditions des trois témoins concernant l'examen de personnalités des BELHOUCINE sont reportées.

La séance se termine à 20h55.

JOUR 4 – LUNDI 7 SEPTEMBRE 2020

Le président de la Cour, M. Régis de Jorna, lit l'email adressé ce matin à l'ensemble des avocats intervenants dans ce procès et mentionne la circulaire du premier ministre datant du 1er septembre 2020 et confirme que le port du masque est redevenu obligatoire en toute circonstance, y compris pour les prises de parole. La dérogation présente dans cette circulaire a donc été abandonnée sur ordre du premier président de la Cour d'Appel.

Me Coutant-Peyre, avocate de la défense, déclare que les avocats de la défense ont très peu de moyens, et demande à ce que le Parquet mentionne clairement le motif de l'email, ce qui leur permettrait de gagner du temps, au vu du flot d'emails qu'ils reçoivent quotidiennement. Le président répond que l'objet de l'email concernant le masque était très clair.

Le président confirme que cette semaine 2 sera relative à l'audition des parties civiles et confirme que toute partie civile qui souhaite s'exprimer le pourra, même si son nom n'apparaît pas sur le calendrier prévisionnel.

Il prévient également que certaines scènes vont être visionnées, qui ont fait l'objet de scellés qui peuvent heurter la sensibilité compte tenu du contexte des faits. Ce sera indiqué avant chaque visionnage, pour que les personnes qui le souhaitent puissent sortir de la salle.

Le président précise que les 3 prochaines semaines vont consister à étudier dans le détail les faits, avec audition des enquêteurs, des parties civiles et des témoins.

Monsieur D, témoin cité, a dirigé l'enquête au niveau de la brigade criminelle.

Le président déclare : « *J'entends rappeler que l'ensemble des faits criminels [...] a causé la mort de 17 personnes. J'entends rappeler les noms de ces 17 personnes qui ont perdu la vie au cours de ces 3 journées* ». M. de Jorna en profite pour renouveler ses excuses suite à l'erreur dans le prénom qui a été faite concernant Stéphane Charbonnier la semaine dernière, en soulignant que cette erreur ne se reproduira plus.

Le président admet également de nouvelles constitutions de partie civiles, en l'occurrence, de certains membres de la famille d'Ahmed M.

I. Audition de Monsieur C. D.

Il s'agit de M. CHRISTIAN D, COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE à la DRPJ au moment des faits.

De 2014 à 2017, M. D a été enquêteur et chef de la section anti-terroriste de la brigade criminelle. Il a donc procédé aux enquêtes relatives à ces faits.

Son témoignage, pour l'instant sous scellé, va être visionné, ce qui facilitera la compréhension des plans de ses exposés. L'huissier est interpellé pour briser les scellés.

Le Président souhaite que M. D revienne sur la chronologie des faits, et souhaite qu'il parle des services intervenus sur les faits, ainsi que la coordination de ces différents services et comment l'enquête s'est déroulée.

L'audition de M. D s'attachera plus particulièrement aux attentats du 7 janvier et la fuite dans Paris des frères Kouachi car après, c'est un autre service qui est intervenu pour l'enquête (assassinat de Clarissa Jean-Philippe).

M. D sera ré-auditionné pour la tuerie de l'Hyper cacher.

A. Propos liminaires de M. D.

L'enquête a été difficile et sortait du commun dans la mesure où ça faisait 20 ans dans la petite couronne qu'on n'avait pas connu d'attentats terroristes.

La première priorité, c'est la neutralisation de l'auteur, avec interpellation lorsqu'elle est possible. Neutralisation pour empêcher qu'ils commettent de nouveaux attentats.

Ils se sont retrouvés à devoir poursuivre deux équipes de tueurs : Amedy Coulibaly et les frères Kouachi.

Il y a eu l'enquête de flagrance, ensuite plusieurs années d'instruction. Pendant ces années d'instruction, le service a dû faire face à une importante volumétrie de saisines. De 2014 à 2017, le traitement des filières djihadistes a été exponentiel : il y avait 1 filière en 2013, 14 en 2015 et 30 en 2017.

Plus de 50 % des attentats commis en France en cette période l'ont été sur la petite couronne.

Il continue en déclarant que les enquêtes se sont cumulées, ce qui a rendu les investigations de plus en plus difficiles à mener.

Il déclare que le traitement procédural d'un attentat nécessite plusieurs services et précise que rien que pour l'enquête de flagrance, il y avait 20000 feuillets.

Le PNAT décide alors de la co-saisine de 3 services : la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, la sous-direction de la police judiciaire de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et la sous-direction anti-terroriste (SDAT) de la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).

Pour les attentats de janvier, la brigade criminelle a été choisie comme service coordinateur (section antiterroriste).

Le principe de la coordination : le service coordinateur a pour mission de diriger et d'orienter les missions d'investigations, en fonction des points forts de chaque service. Il va aussi s'assurer de la remontée fiable des informations et de la diffusion de ces informations au niveau du service enquêteurs ainsi que d'établir un « plan de procédure » unifié des 3 différents services au service judiciaire.

Ces 3 services travaillent par thématique : il y a le renseignement au sens large, celui venant du public (avec mise à disposition d'une ligne d'appel à témoins, ouverte 24h24). Pour les attentats de janvier, cette ligne a recensé 5122 appels et 1600 ont fait l'objet d'un traitement. Ces appels peuvent se diviser en 3 catégories : des messages d'encouragement ou d'insultes ; les messages fantaisistes et ceux importants à l'enquête, qui ont donc été au nombre de 1600, dont un des plus importants qui a permis de trouver la cache d'Amedy Coulibaly à Gentilly.

Il confirme que le pôle enquête a eu 20 000 feuillets à compartimenter, ce qui requiert 8 personnes à temps plein pour travailler dessus. Le pôle enquête est également en charge de gérer la police

scientifique et les témoignages ainsi que la téléphonie et la vidéo. Il y a eu 1800 réquisitions judiciaires concernant la téléphonie rien que pour l'enquête de flagrance.

Le pôle enquête gère aussi l'audition des victimes, les investigations de cybercriminalité, ainsi que les axes d'enquêtes à prioriser.

Chaque service judiciaire travaille sur ces pôles avec des officiers de liaisons entre ces 3 services, et qui se fait en concertation avec le PNAT.

M. D précise davantage la répartition des missions de chaque service :

- La brigade criminelle est en charge de la gestion des scènes de crimes et ainsi que des enquêtes sur les accusés et les suspects et se concentrait sur la région parisienne
- La SDAT se concentrait plus sur la province, et enquêtait notamment sur la famille Kouachi à Reims et Charleville-Mézières. Ce service s'occupait également de la traçabilité des armes.
- La DGSJ travaille sur l'environnement des personnes mises en cause, notamment les frères Kouachi, Belhoucine, ainsi que sur cybercriminalité.

B. L'explication du déroulement des faits minute par minute.

Le 7 janvier 2015 :

Le 11/01/2015 vers 11h21, signalement des premiers coups de feu,

11h25 : les premiers appels à la police.

11h33 : attaque dans les locaux de Charlie Hebdo, qui dure moins de deux minutes.

11h38 : Premières unités de police sur place, un équipage de la BAC du 11e et des fonctionnaires en VTT, fusillade.

11h39 : assassinat d'Ahmed Merabet sur boulevard Richard-Lenoir.

11h43 : le véhicule utilisé par les assaillants sera abandonné, et ils prendront un autre véhicule pour prendre la fuite (11h47)

11h48 : le plan rouge des pompiers est déclenché : ce type de plan permet de distinguer et de catégoriser les victimes entre urgence absolue, relative et pronostic vital non engagé

Dans les locaux de Charlie Hebdo, 4 personnes étaient en urgence absolue.

12h30 : le Plan Epervier est déclenché par la gendarmerie nationale pour la recherche d'un criminel en fuite, et sera étendu sur le 93 et la région Champagne

A 13h : est découverte la voiture prise par les frères Kouachi, ainsi que leurs pièces d'identité

A 14h30, est décidée la recherche des frères Kouachi, M. D les reconnaît (personne que les frères Kouachi ont braqué pour prendre son véhicule).

Les premières diligences sont d'enquêter « les points de chute » que les suspects peuvent avoir : fouille de Gennevilliers : 16h30.

L'épouse de Cherif Kouachi sera placée en garde à vue.

17h30 : un mandat de recherche concernant Cherif Kouachi est émis.

Ensuite, enquêtes à Charleville-Mézières et Reims.

Le 8 janvier 2015 :

L'assassinat de Clarissa Jean-Philippe à Montrouge a lieu peu après 8h du matin.

Premiers résultats d'ADN sont faits avant 9h : des empreintes digitales de Cherif Kouachi sont retrouvées sur le véhicule abandonné.

Le 8 janvier, entre 9h22 et 9h25, braquage de la station-service à Villers-Cotterêts où les frères Kouachi sont clairement identifiés, c'est la SDAT qui sera chargée de l'investigation. Les frères Kouachi vont faire l'objet d'une traque le jeudi après midi

9 janvier 2015 :

Les frères Kouachi ayant embourbé leur véhicule, braquent Mme S et prennent son véhicule.

Arrivée des frères Kouachi dans l'imprimerie de Dammartin-en-Goële vers 8h30, qui sollicitent que la gendarmerie soit prévenue de leur présence, un véhicule de gendarmerie se présente, avant 9h. Echange de tirs.

Négociation avec les malfaiteurs ; contactera les médias audiovisuels, puis les frères Kouachi seront neutralisés par des gendarmes du GIGN.

Le 14 janvier, sera publiée une revendication d'Al-Qaida, revendiquant l'action des frères Kouachi.

Entre 9h20 et 10h25 : des mandats de recherche contre Coulibaly et Hayat Boumedienne sont lancés.

En parallèle le 9 janvier : prise d'otages du magasin Hypercacher : se déroule après 13h avec l'assassinat de 3 clients d'abord puis d'un 4ème ensuite. Coulibaly appelle le 18 et déclare qu'il tuera des otages si on s'en prend aux frères Kouachi.

Neutralisation d'Amedy Coulibaly.

Rapport de la section balistique de la police scientifique mettra en avant un élément connexe entre la tentative d'assassinat de Romain D et les attentats de janvier. Cette tentative d'assassinat sera donc rattachée à la procédure.

Concernant Hayat Boumedienne, la DGSI apprend qu'elle a atterri à Istanbul.

Le 11 janvier :

Revendication de 7 minutes de Coulibaly qui confirme avoir participé à l'aide des frères Kouachi.

Le Président annonce qu'avant l'attaque des locaux de Charlie Hebdo, il y a eu un parcours effectué par les frères Kouachi.

Le Président demande à M. D s'il peut indiquer comment les frères Kouachi vont entrer dans cet ensemble d'immeubles et leur cheminement ainsi que les faits qu'ils vont commettre dans ces locaux. Il relève qu'avant même qu'ils pénètrent dans les locaux, aucune information n'est signalée sur l'interpellation du journal Charlie Hebdo. Des tirs vont être occasionnés par les frères Kouachi

avant les locaux. M. Frédéric B se trouve dans l'immeuble qui abrite les locaux de Charlie. Il est responsable de la maintenance, et effectuait son travail dans l'immeuble.

M. D explique que les frères Kouachi vont se tromper à plusieurs reprises d'adresse. Ils vont garer leur voiture avant d'arriver au 6 rue Nicolas-Appert. Dans un premier temps, ils vont aller dans les locaux de la société Sagam, et ils demandent s'ils sont à Charlie Hebdo, et tirent une balle au plafond, les salariés leur répondent que ce n'est pas là.

Ensuite, ils vont monter au 3eme étage et vont arriver dans des locaux partagés entre deux sociétés. Un tir est effectué à hauteur d'homme, et ils comprennent que Charlie Hebdo n'est pas là non plus.

Ils repartent et finissent par se retrouver au 10 Nicolas-Appert : c'est là qu'ils se retrouvent avec M. B : ils lui tirent dessus et il décèdera par la suite.

Ensuite, ils vont tomber sur deux personnes de Charlie et vont prendre en otage Mme R, « Coco » et vont l'amener dans les locaux de Charlie et la forcer à taper le code de la porte d'entrée.

Le Président demande s'il y a eu un défaut de repérage ou de préparation. On a l'impression qu'ils « errent » et que ce n'est pas un procédé rigoureux. D'un autre côté quand ils voient Mme R, ils la repèrent et savent que c'est elle et l'appellent Coco.

M. D répond qu'il est très difficile de répondre avec certitude à ces questions, mais il est clair que le nom de Charlie Hebdo n'apparaît pas et il n'est indiqué nulle part.

Sur le fait qu'ils auraient pu faire du repérage : il a été constaté que le dimanche avant les faits, via « Blablacar », un des frères Kouachi a fait un trajet sur Paris, et permet de penser qu'il va approcher plusieurs bornes sur le 11^{ème} arrondissement. Un repérage précis n'est pour autant pas possible puisque Charlie n'apparaît pas. Aussi, ce qu'on peut constater sur la vidéo-surveillance, c'est qu'on ne les voit passer qu'une fois par l'allée verte. Il n'y a qu'un seul trajet à possible emprunter mais il était possible de se tromper avant de trouver ce trajet vu la configuration des lieux, or ils ne se sont pas trompés.

Le Président note que les frères Kouachi ne paraissent pas rationnels, qu'ils semblent énervés et désappointés avec des personnes qui n'ont rien à voir avec leur objectif.

M. D explique qu'il y a une part de stress oui, cela reste une opération militaire de leur point de vue, ainsi qu'une part de menace également et une frustration (de ne pas trouver les locaux de Charlie).

Le Président demande la description physique des frères Kouachi.

M. D explique que les deux seront pris par beaucoup de témoins et de victimes comme étant un personnel de service d'intervention, puisqu'ils étaient habillés en noir avec une cagoule et des gilets tactiques avec Kalachnikov.

Président : après ces coups de feu de M. Boisseau, ils continuent et arrivent dans les locaux et entrent par l'intermédiaire d'une salariée de Charlie qu'ils vont menacer pour entrer dans les locaux.

C. Visionnage de la vidéosurveillance de l'intérieur de Charlie Hebdo.

- Suspension d'audience
- Reprise à 11h15

M. D demande à présenter deux slides présentant un Schéma de formation qui reprend le procédé lors de la survenance d'un attentat

M. D explique que la priorité revient aux secours. Les personnes décédées et les personnes en urgence absolue se voient apposées un bracelet SINUS, qui permet de comptabiliser les personnes décédées et blessées et permet de savoir vers quel hôpital sont orientés les blessés, ceux qui ne peuvent pas être pris en charge ailleurs que sur les lieux du crime.

3 zones sont dans ce cas matérialisées :

- Une zone d'exclusion, qui est la scène de crime
- Une zone contrôlée, qui permet d'extraire et de regrouper les victimes
- Une zone de soutien : le Centre d'Accueil des Impliqués, où les associations de soutien interviennent notamment. Pour les attentats de janvier, elle sera mise dans le théâtre à côté.

Ce jour-là, il va y avoir un va et vient d'informations entre le centre où sont recueillis les premiers témoignages et la gestion de la scène de crime avec les enquêteurs.

La scène de crime sera au niveau de la loge où se trouvait M. B, donc juste à côté des locaux. Ensuite, prise d'otage de Mme R, qui va devoir faire le code d'entrée des locaux de Charlie Hebdo au 2^{ème} étage.

D. Reconstitution de la scène de la tuerie dans les locaux de Charlie Hebdo.

- **Visionnage en photos panoramiques des locaux de Charlie Hebdo après l'attaque, avec présence des corps.**

21 douilles seront retrouvées dans les locaux de Charlie Hebdo. Certaines pièces n'ont pas été visitées par les terroristes.

Salle de réunion principale :

M. D précise qu'un cavalier avec des chiffres représente des éléments, à savoir des ogives ou des douilles alors qu'un cavalier avec une lettre représente une victime.

1^{er} corps : corps de M. Verlhac : il a subi des tirs au niveau de la boîte crânienne, reçus à une distance de tir inférieure à 8cm.

2^{ème} corps : cavalier F : corps de M. Maris : présente un tir arrière et ne présente pas de lésion de défense non plus.

3^{ème} corps : cavalier D : corps de Mme Cayat : victime d'un tir dans l'œil droit.

4^{ème} corps : cavalier H : corps de Cabu : 2 tirs d'avant en arrière, destruction du cœur.

5^{ème} corps : cavalier C : corps de M. Wolinski : 3 passages de projectiles, main et thorax, qui peut suggérer un mouvement de défense et un passage d'avant en arrière au niveau de l'abdomen.

6^{ème} corps : Cavalier E : corps de M. Honoré, sera touché au niveau du crâne, thorax, avant-bras et cheville

7^{ème} corps : Cavalier B : corps de M. Charbonnier : présente le plus d'impacts (7 au total) ; 3 au crâne, 2 au thorax, 1 au niveau de l'épaule et du pied, distance de tir inférieure à 8cm.

Cavalier A : corps de M. Renaud, présent ce jour à la conférence de rédaction.

Le temps a été très bref : entre l'entrée et la sortie des locaux de Charlie Hebdo, la tuerie a eu lieu en moins de 1 minutes 49.

D'autres personnes se trouvaient dans les locaux, soient blessées ou sorties indemnes.

4 personnes partent en urgence absolue des locaux : M. Laurent S, atteint par un projectile au niveau de l'épaule, M. F : atteint au niveau de la moelle épinière, certains ont fait semblant d'être morts, sera rapporté que les tirs n'ont pas été en rafale mais au coup par coup.

- **Visionnage des deux vidéos d'entrée dans les lieux**

Pour précision : la tuerie n'a pas été filmée, mais des caméras de vidéosurveillance placées dans la rédaction ont pu montrer une première vidéo où les frères Kouachi entrent après avoir forcé la dessinatrice Coco à taper le code, puis tirer sur le webmaster Simon F., qui sera gravement blessé. Sur une deuxième vidéo, un des assaillants invective Sigolène V, la chroniqueuse judiciaire de l'hebdomadaire.

Dès la sortie de Charlie Hebdo, il y aura plusieurs échanges de tirs.

Les premiers équipages intervenants ont été alertés par les tous premiers tirs.

Les Fonctionnaires intervenants ont tiré 34 coups suite à la sortie des frères Kouachi.

Ahmed Merabet faisait partie d'un équipage voiture qui est intervenu après.

- **Visionnage de la scène de l'assassinat de Ahmed Merabet :**

La personne qui a filmé cette vidéo est un habitant pas loin, qui avait mis en ligne la vidéo et qui la retirera rapidement.

C'est la fusillade qui a eu lieu au moment de l'assassinat d'Ahmed Merabet qui fera que la voiture sera abandonnée : elle était beaucoup trop repérable en raison de deux vitres ont été détruites.

Concernant l'équipage intervenant dans lequel était Ahmed Merabet, on peut distinguer 3 tirs de kalachnikov, ensuite 5 tirs de Sig-Sauer, tiré par l'équipage de Ahmed Merabet.

M. D précise que le plus actif des frères est Cherif Kouachi : Said Kouachi a d'importants problèmes de vue, « a la limite de la cécité », et fait beaucoup de choses en mimétisme par apport à son frère.

Le Président note que les frères Kouachi reviennent pour achever Ahmed Merabet et qu'ils veulent assurer leur fuite, et on voit le geste de défense d'Ahmed Merabet dire « *c'est bon chef* ».

M. D répond que c'est clairement la volonté d'achever, mais on peut constater que Said Kouachi dit à Ahmed Merabet pensant, qu'il leur a tiré dessus « tu as essayé de nous tuer », ce qui confirme les défauts de vue de Said Kouachi, puisque Ahmed Merabet n'a pas tiré.

Cherif Kouachi tient des propos en arabe : « je suis Abou » et certains arabophones auraient distingué le mot de « Yemen ».

- **Autre visionnage : échange de tirs avec le véhicule de police secours, 5 échanges de balles de la part des Kouachi et 4 de Police secours.**

M. D: la puissance de tirs d'une kalachnikov n'a rien avoir avec la puissance de tir d'un pistolet Sig-Sauer. Il dit qu'en revanche maintenant, les balles de la Police Nationale sont faites pour traverser en une fois.

Dans un cas comme montré sur la vidéo, c'est encore plus difficile pour les policiers car ils doivent se tenir à la notion légale de légitime défense.

Ce véhicule noir sera abandonné plus tard, ce sera l'ultime zone de constatation extérieure.

La pièce d'identité retrouvée sera essentielle à l'enquête : M. D ne pense pas à l'abandon volontaire de la carte d'identité. Ils pensent qu'ils l'ont oublié en raison du stress.

Il précise qu'ils n'avaient pas de téléphone, mais ils ont quand même pris avec eux leur pièce d'identité.

M. D précise que dans la voiture, il y a un certain nombre de constatations : la voiture est volée entre le 2 et 4 juin, les plaques d'immatriculation avaient été changées et il y a un faux certificat d'assurance. On trouvera une partie de l'armement, chargeur de kalachnikov etc., ainsi que du matériel type police avec un gyrophare et un parasoleil police ; du nécessaire pour faire des cocktails Molotov ; un drapeau de ISIS ; matériel de lance-roquette ; vêtements, couverture de survie etc. Laisse penser qu'ils pouvaient commettre d'autres attentats.

Il y a une empreinte toujours inconnue à ce jour sur la plaque d'immatriculation ainsi que sur une des deux kalachnikovs ainsi que sur une lanière de mousqueton sur ce qui sera interprété comme leur bivoûac.

Ils vont voler la voiture de M. D, vont le braquer et lui permettre de récupérer son chien : ce qui leur permettra de quitter Paris, l'autre voiture, celle utilisée par les frères Kouachi initialement, étant beaucoup trop visible en raison des vitres détruites.

M. D précise que quand Amedy Coulibaly sort de prison au printemps 2014, il reprend contact avec Kouachi. Entre septembre et octobre, visite du couple Coulibaly-Boumediene avec Kouachi.

Cherif Kouachi, dans les jours précédant les faits, est sorti en pleine nuit, ce qui a été dit par sa femme et confirmé par une vidéosurveillance montrant qu'Amedy Coulibaly rencontrant Chérif Kouachi à côté de son domicile.

Suspension d'audience jusqu'à 14h20.

Christian D. revient à la barre.

II. Interventions des avocats des parties civiles.

- **L'avocat de la veuve de Frédéric B commence**

Il veut savoir le minutage exact de la présence des frères Kouachi dans la loge du gardien, et dans l'immeuble lorsque ces derniers demandent où se trouve Charlie Hebdo ?

Christian D (CD) répond que l'action se passe très rapidement dans la loge du gardien car la loge est directement accessible. Il explique que dans les témoignages recueillis par la suite, cela a été confirmé. L'action a été très courte.

CD explique néanmoins qu'il est très difficile de restituer avec précision ce qu'il s'est passé.

- **L'avocate de Mme WOLINSKI, veuve de Georges WOLINSKI**

Elle évoque le fait que lorsque Monsieur B est abattu, Monsieur B, également présent dans la loge, appelle très vite le 17. Elle demande à CD s'il pourrait expliquer comment cet appel a été pris en compte.

CD répond qu'il y a un dispositif particulier lorsqu'il y a des blessés par balles. Dans ce cas, il y a forcément un avis fait à un service spécialisé. Il rappelle qu'à ce moment-là ils avaient eu d'autres appels faits au 17 puisque les frères Kouachi avaient également pénétré dans d'autres bureaux où ils avaient simplement tiré en l'air et dans une porte sans faire de victimes ou de blessés.

L'avocate demande comment se passe réellement l'intervention.

CD répond qu'il s'agit d'une intervention logique par rapport au besoin mais ce qu'il faut savoir c'est qu'à ce moment-là ils n'ont que des informations parcellaires et malheureusement c'est une situation qui arrive souvent dans ce genre de contexte.

L'avocate demande sous quel délai la bac 11 est intervenue. CD répond qu'ils sont sur place, à proximité de l'immeuble, vers 11h33.

L'avocate revient sur la côte D429. Il est fait mention de vidéos à caractère pornographique dans une procédure avec des faits commis en 2010 où Coulibaly et Chérif Kouachi sont visés, elle demande à DC s'il peut en dire un peu plus.

CD confirme que A. Coulibaly et C. Kouachi vont apparaître dans cette procédure. Leurs ordinateurs ont été saisis, s'en est suivie la découverte d'images pornographiques. 5 fichiers images seront trouvés sur l'ordinateur d'A Coulibaly et 27 pour C Kouachi. Cette affaire a fait l'objet d'un classement sans suite car l'infraction ne peut être caractérisée. Pour qu'elle le soit il faut que ces images soient diffusées. CD précise que ces photos n'étaient pas assez nombreuses.

Une avocate demande ensuite à partir de quel moment CD été avisé de ce qu'il se passait dans les locaux de Charlie Hebdo.

CD explique que l'information se fait très vite car il y a les témoins, les secours et les policiers qui arrivent sur place. Ils ont l'information des sapeurs-pompiers à 11h35.

Elle s'interroge : « *Vous n'êtes informé que par les personnes sur place donc ?* » CD répond qu'il est informé quand sa section se trouve saisie car c'est un service d'investigation et non d'intervention.

- **Autre avocat d'une partie civile :**

Il demande des éclaircissements sur l'identification de Coulibaly. Il se demande pourquoi la photo de Coulibaly n'a pas été immédiatement diffusée après l'assassinat de Clarissa Jean-Philippe.

CD répond que quand l'identité d'un terroriste apparaît, la question se pose toujours de savoir comment on diffuse l'information. Avant de diffuser, il faut déjà prendre en compte ce qu'on sait sur lui. Dans d'autres pays, la diffusion a entraîné des attentats dans la foulée, car le terroriste s'est senti dévoilé. Autre élément, Amedy Coulibaly a un signalement lambda. La diffusion est intéressante s'il

existe un signe caractéristique précis comme une cicatrice ou un bouton...Aussi, si on diffuse, on risque d'avoir des appels de n'importe qui, pensant voir le terroriste partout. Et pour finir, il y a un risque qu'une personne s'en prenne à quelqu'un qu'il prend pour le terroriste. C'est très périlleux et ça peut déborder les enquêteurs ainsi que les services.

L'avocat explique qu'il a eu connaissance d'un procès-verbal de la police qui dit que la diffusion devait être faite à midi et qu'elle ne l'a pas été. Comment expliquer cela ?

CD répond qu'il n'y a pas que le PV, et que la décision passe par de nombreux états-majors etc... Il affirme que l'ordre qu'on leur donne c'est une chose, la mise en place organisationnelle en est une autre.

Question de l'avocat sur le fait que des policiers ont montré la photo d'Amedy Coulibaly lorsque ses clients sont sortis de l'hyper casher. Il veut savoir comment ça se fait ? Est-ce que tout le monde avait la photo ?

Christian D répond qu'il faut bien comprendre que c'était une diffusion d'identité nationale mais qui se passait en interne, pour les services polices seulement.

L'avocat demande qui prend la décision de la diffusion ? La DPJ, le ministre ? Bernard Cazeneuve qui était au courant ? Il répond que la décision est prise par le Parquet.

- **Avocat de la partie civile, fils de Bernard Maris :**

L'avocat évoque le fait que CD ait parlé ce matin de la découverte d'étuis (des armes), il lui demande s'il a tiré des conclusions de cette découverte ?

CD répond que le but était plutôt de trouver un impact de balle dans le parquet, c'est en cela que c'était surtout intéressant. Il continue en disant qu'on ne peut pas donner concrètement la chronologie des personnes tuées dans les locaux de Charlie Hebdo mais que l'impact des balles et les étuis retrouvés prouve qu'ils ont voulu les exécuter et non pas tirer au hasard, en rafale. Pour CD, cela prouve des exécutions.

- **Avocat des policiers intervenus après la tuerie :**

L'avocat demande, sur l'usage de l'arme par les policiers, s'il est vrai qu'il est rare d'utiliser son arme de service et d'avoir fait front aux Frères Kouachi comme ils l'ont fait.

Christian D : « *Oui c'est rare sauf bien sûr pour le RAID, le GIGN etc... pour les autres c'est rare* ».

L'avocat évoque le fait qu'avec les informations qu'avait les services, les policiers savaient qu'il y avait des coups de feu. Au final, les policiers pensent intervenir sur une scène de droit commun et ils interviennent sur une scène de guerre.

CD répond que c'est tout à fait ça. Il confirme que l'on était en présence de deux typologies d'armes différentes entre les policiers et les frères Kouachi. Les policiers n'étaient pas armés de façon adéquate. Lorsqu'on s'en rend compte, on essaye alors de boucler le périmètre et empêcher la fuite des terroristes mais cela n'était pas possible en l'espèce. En résumé le premier équipage intervenant n'avait pas les moyens d'intervenir efficacement.

- **Autre avocat de la partie civile :**

L'avocat demande s'il y a eu des informations sur la commission d'un autre attentat au moment des faits ?

CD répond que d'autres projets d'attentat auraient pu se déduire de ce qu'on a trouvé dans la voiture des Frères Kouachi, mais qu'il est impossible d'en savoir plus.

- **Autre avocat de la partie civile :**

L'avocat demande s'il est compétent pour évoquer les prémices de cet attentat ? Ou alors si c'est quelqu'un d'autre de son service qui serait plus compétent pour y répondre.

CD répond que plusieurs services seraient compétents, qu'il ne peut pas vraiment lui répondre car il travaillait dans un service judiciaire et non pas dans un service de renseignements.

L'avocat demande si quelqu'un d'autre pourra répondre à ces questions. Le Président répond alors qu'il pense que la DGSJ le pourrait, et qu'une audition aura lieu, c'est ce qui est prévu dans le planning du procès.

Christian D répond qu'en effet on mélange plusieurs thématiques alors qu'il y a plusieurs services concernés et impliqués.

L'avocat demande au président, au vu de son pouvoir discrétionnaire, s'il pourrait envisager d'auditionner une personne compétente pour répondre à ces questions.

Le Président répond que plusieurs personnes vont être auditionnées mais que l'audition d'un autre service peut être envisagée si cela ne convient pas.

Le Président demande ensuite qui avait décidé la protection de Stéphane Charbonnier.

CD répond que les personnes compétentes pour répondre à cette question sont celles du service de protection des personnalités.

- **Autre Avocat partie civile :**

Il demande à CD s'il a été surpris quand il a été au courant de ce qu'il se passait. « *Dans votre for intérieur ? En connaissant les menaces qui pesaient sur le pays ? Etiez-vous surpris ?* ». Christian D

« *Oui on est toujours surpris même si on se dit que ça peut arriver* ».

III. Intervention de l'Avocat Général

L'avocat Général souhaite apporter des précisions sur ce qui a été dit par Monsieur Christian D.

Elle rappelle que pour comprendre la confusion faite par les Frères Kouachi sur l'endroit où se trouvait les locaux, il faut savoir que ces locaux se trouvaient dans un hôtel d'entreprises où il y a plusieurs bureaux, et où aucun élément ne laissait entrevoir où se trouvait réellement les locaux de Charlie Hebdo. Le nom n'était pas mentionné sur le digicode, ni sur la boîte aux lettres... Si on regarde sur internet il n'y a pas de précision sur les locaux à proprement parlé mais simplement dans quel bâtiment ils se trouvent.

Les frères Kouachi savaient en tout cas que la réunion de rédaction se faisait chaque mercredi car l'attentat s'est produit un mercredi.

Elle fait une précision également sur le fait qu'il y a eu peu d'impact sur les murs et que les victimes ont été atteintes presque directement. Elles étaient visées directement sans tirs en rafale.

L'avocate Générale demande à CD quel a été le premier temps de l'attaque, la salle de réunion ou le bureau n°3 ?

CD dit que pour lui, c'est la salle de réunion.

L'avocate Générale mentionne également le fait que d'après des témoins, Said Kouachi était très décontracté au moment des faits et que son rôle était avant tout une sécurisation des lieux. Son frère est plus sur l'opérationnel. CD confirme ces propos.

L'AG demande à CD d'expliquer le geste des frères à la fin de la vidéo ? (Pointé le doigt au ciel).

CD répond que c'est souvent ce qui est fait après un tel acte par des terroristes.

L'avocate générale mentionne le fait que plusieurs patrouilles se trouvaient sur place après avoir été prévenues, elle demande de confirmer qu'il y avait :

- La Bac 11,
- La VTT,
- Un Véhicule Megan avec des agents qui se sont confrontés aux tirs dans l'allée verte,
- Un Véhicule berlingot du 11^{ème},
- Une autre patrouille VTT du 11ème arrondissement également,

CD confirme.

L'avocate générale mentionne que CD n'a pas évoqué tous les éléments trouvés dans la voiture : a notamment été trouvé un inhalateur et de la ventoline car un des frères faisait de l'asthme, des talkie-walkie... il paraît d'ailleurs que c'est Chérif Kouachi qui les a achetés la veille de l'attentat ?

CD répond que oui effectivement, Chérif Kouachi avait acheté plusieurs choses dans un centre commercial de Gennevilliers.

L'avocat général poursuit en disant qu'on trouve en plus dans la voiture, des menottes, matraques, couvertures de survie...

CD confirme, et précise qu'il y avait aussi de la littérature religieuse dans le domicile de Kouachi lors de la perquisition.

L'avocate générale demande si concernant l'exploitation de l'ordinateur au domicile de CK, on découvre un mode de communication utilisés par les deux frères.

CD répond que oui, la DGSI a découvert une communication par Skype.

IV. Incident au cours de l'audience concernant le port du masque :

Un avocat de la défense interroge le témoin mais ne cesse de baisser son masque. Le président le rappelle à l'ordre à plusieurs reprises. Il dit ne pas arriver à parler avec et continue. Le président lui coupe la parole et lui indique que la règle est la même pour tout le monde et qu'il ne peut pas continuer à s'exprimer de la sorte. L'avocat de la défense s'agace et répond : « *Demain, je viendrai en burka* ».

La salle d'audience s'indigne.

V. Intervention des avocats de la défense

- **Avocat de la défense**

Un avocat évoque le fait que les Frères Kouachi ont tiré deux coups de feu avant de rentrer dans les locaux de Charlie Hebdo, et que ça fait du bruit, et que ça aurait pu s'entendre dans les locaux de Charlie Hebdo.

CD répond qu'ils pensaient que c'était des pétards ou que c'était pour l'anniversaire d'un d'eux puisque c'était l'anniversaire de Luz ce jour-là.

- **Avocat de la défense de Mr POLAT, Me Coutant-Peyre :**

L'avocate s'adresse à CD en mentionnant le fait qu'ils aient trouvé une carte SD dans la voiture des frères Kouachi où on les voit s'entraîner avec des armes. Elle demande si on a pu dater le moment de cet enregistrement.

CD répond que cette vidéo ne comprenait pas de métadonnées donc cela n'a pas été possible.

L'avocat mentionne le fait qu'on a trouvé une trace ADN autre que celles des frères Kouachi dans la voiture, et qu'il y a eu des comparaisons avec les personnes poursuivies. Elle demande ce qu'il en est.

CD répond qu'aujourd'hui elle est inscrite au registre national mais elle n'est toujours pas identifiée.

L'avocate demande : « *Et on est d'accord que ça ne concerne personne qui est accusé ici ?* »

CD confirme.

Monsieur POLAT s'écrie aussitôt « *Alors qu'est-ce qu'on fait là ?* ».

Me Coutant-Peyre pose ensuite beaucoup de questions à CD mais ce dernier lui répond que pour ces éléments, les services de la DGSJ seraient plus compétents. L'avocate de la défense demande si on aura la chance d'avoir une audition d'un témoin de la DGSJ. Le président répond que oui et demande à ce que ces questions soient posées directement à la DGSJ.

Me Coutant-Peyre demande si la rencontre entre Amedy Coulibaly et Chérif Kouachi a bien eu lieu le 6 janvier au soir, et demande si c'est bien localisé à Gennevilliers et demande ce qu'on voit sur la vidéo surveillance.

CD répond que l'on voit deux personnes qui marchent de loin, que leurs deux téléphones ont été bornés au même endroit, et que leurs tenues vestimentaires ainsi que leurs façons de marcher correspondent au signalement. De plus, sa femme l'a identifié par la suite.

Suspension d'audience à 15h 42.

VI. Sur la demande de mise en liberté de Ali Rizat POLAT

Le président demande à Mr POLAT ses motivations pour cette demande effectuée le 3 septembre.

L'accusé déclare : « *Je ne comprends pas pourquoi je suis là, on me reproche d'avoir fourni des armes, et on voit bien que ce n'est pas moi donc je suis innocent, je veux sortir c'est tout* ».

A. Intervention de l'Avocate Générale

Elle reporte un incident qui s'est passé vendredi soir. Un incident a eu lieu entre deux accusés, POLAT et MARTINEZ lors de leur réintégration en prison. Il y a eu des insultes réciproques et ils ont failli en venir aux mains. POLAT aurait appris des choses lors des jours de procès qui l'aurait poussé à insulter MARTINEZ.

L'avocate générale demande le rejet de cette demande. Elle évoque le fait qu'il y a une absence de garantie de représentation, un risque de récidive, un risque de fuite, et qu'au vu de la gravité de la peine encourue, il y aurait un trouble exceptionnel à l'ordre public.

B. Intervention de Maître Coutant-Peyre

Maître Isabelle Coutant-Peyre, avocate de la défense de Ali Riza POLAT, plaide en faveur de la remise en liberté de son client. Elle dit que la présomption d'innocence existe en France, que la détention est une exception et que pourtant, Ali Riza POLAT est emprisonné depuis 5 ans et demi. Pour elle, la demande est justifiée et normale. Elle espère que les débats mettront en avant la vérité et pas celles de ceux qui sont dans les box. Elle dit que le fait de rapporter des incidents de personnes qui ne devraient pas être en prison ne se fait pas.

Le Président suspend l'audience et précise que la décision sur la demande de mise en liberté de Monsieur POLAT sera donnée demain.

JOUR 5 – MARDI 8 SEPTEMBRE 2020

Décision sur la demande de mise en liberté d'Ali Riza Polat : rejetée.

Le débat va se concentrer sur la recherche des locaux de Charlie Hebdo et les auditions de parties civiles en ce sens.

I. Auditions des parties civiles, témoins des faits dans la recherche des locaux de Charlie Hebdo par les frères Kouachi

A. Audition de Mme Patricia G.

Mme G. était employée à la SAGAM, basée rue Nicolas-Appert.

Mme G. était assise à son bureau et la photocopieuse était en mode « eco ». Ne pouvant pas faire de photocopies, plutôt que de revenir à son bureau, elle est allée vers la porte vitrée.

Elle voit alors deux individus en noir avec des armes, qui essaient d'ouvrir deux portes vitrées. Elle essaye de retenir la porte par instinct, mais il n'y avait plus de verrou : quelques jours avant, il avait été cassé.

Les frères Kouachi finissent par ouvrir la porte. L'un des frères l'a poussé et elle fait quelques pas en arrière. Ils lui demandent si c'est ici que se trouve Charlie Hebdo. Elle répond non. Ils lui demandent une deuxième fois, elle redit non. Juste après, il tire. Elle décrit un « pop » et une odeur très désagréable.

Il demande une troisième fois, elle ne répond pas. C'est alors que les frères Kouachi sortent.

Aussitôt, elle demande à ce qu'on ferme le rideau de la porte car elle pense vraiment qu'ils vont revenir. Elle et ses collègues éteignent les lumières et s'assoient par terre.

Ils entendent beaucoup de bruit, quelqu'un appelle la police. Ils souhaitent prévenir Charlie Hebdo mais ils n'ont pas leur numéro de téléphone.

Ils entendent distinctement un bruit de balle, à chaque fois, coup sur coup. Elle dit aux autres qu'ils sont en train de tuer (CHARLIE).

Ensuite, ils entendent des échanges de coups de feu dans la rue.

Ils attendent que tout devienne calme. A ce moment, ils voient les policiers, ça courait partout. Et là, ils relèvent le rideau.

Elle mentionne ensuite que quelqu'un (police) a demandé qui voulait rester et s'ils souhaitaient rentrer chez eux.

On leur a demandé de sortir des locaux et on les a conduits au théâtre. Elle ne voulait pas voir ce qu'il y avait autour, mais elle a vu les bancs pleins de sang, elle décrit des personnes en train de crier. On leur demande finalement de monter dans une ambulance, pour aller à l'Hôtel-Dieu, où ils ont été reçus par des psychologues.

Elle a rencontré quelqu'un de Charlie Hebdo avec qui elle a parlé, notamment du laps de temps écoulé entre les balles : elle comprend que le tueur demandait à chaque fois leur nom avant de les tuer.

On lui a dit que les terroristes pourraient revenir finir le travail, elle est allée porter plainte.

- **Intervention de l'assesseur**

L'assesseur demande si elle peut distinguer les individus ce jour-là .

Elle raconte alors qu'elle regardait leurs yeux. Elle essaie de comprendre et elle ne comprenait pas pourquoi ils étaient là. Elle remarque leurs gants, leur cagoule et leurs armes. L'assesseur reprend alors les mots de la plainte de Mme G. : *« il était déterminé », « le plus grand des deux semblait plus pressé et nerveux que le petit »*.

Il mentionne l'Hôtel-Dieu et le certificat médical délivré à cette occasion. Elle sera vue le 27 novembre 2015 par le docteur D. Il lui demande quelles sont les conséquences pour elle aujourd'hui.

Mme G. mentionne qu'il y en a plusieurs : ça a été très compliqué avec son employeur, ses arrêts de travail ont empiré les choses et le 14 octobre 2015, elle est licenciée. A 58 ans, elle explique que c'est difficile de retrouver un travail. Elle dit essayer de se reconstruire.

L'assesseur mentionne que le rapport du Dr. D de novembre 2015 indique qu'à chaque tentative de reprise professionnelle, c'est difficile en raison de troubles cognitifs de l'attention et de concentration. L'assesseur souligne qu'elle bénéficie d'un suivi à l'époque.

Il mentionne que le rapport indique que : elle se plaint de phénomènes d'intrusion et elle a senti sa vie basculer ; elle ne se sent bien nulle part et ses proches la trouvent hyperactive ; cet événement a changé sa vie ; et elle a des symptômes d'évitement. Le docteur concluant alors à l'existence d'un stress post-traumatique.

5 ans et 8 mois après les faits, l'assesseur lui demande où en est son évolution.

Mme G. explique qu'elle est toujours hypervigilante, qu'elle évite d'être dans la foule. Elle regarde toujours autour d'elle, *« c'est plus fort que moi, je suis obligée de regarder ce qu'il y a autour de moi »*. Elle ajoute qu'il y a des choses qu'on ne peut pas exprimer par les mots. Elle est inquiète, *« ça n'a pas tellement évolué »*.

L'assesseur lui demande si elle veut ajouter quelque chose. Mme G. : *« Oui, après ces années, j'en conclus qu'ils nous ont tous tués, c'est mon ressenti »*.

- **Intervention de l'avocate de la défense :**

L'avocate de Ali Riza Polat (le seul accusé présent à être accusé de complicité, risquant la perpétuité), Me Coutant – Peyre, explique que Mme G. décrit les faits tels qu'ils se sont déroulés et l'instinct qu'elle a eu de refermer la porte et d'essayer de les empêcher de rentrer, et le fait qu'elle se soit mis les mains sur la tête en guise de protection une fois les tueurs entrés. Elle lui demande si elle peut décrire ce qu'elle ressent à ce moment-là.

Mme G. : *« Je me suis dit que quand il va redescendre il va peut-être me tuer, il va peut-être tous nous tuer, je ne savais pas ce qu'ils allaient faire »*.

L'Avocate demande si elle a vraiment ressenti qu'ils pouvaient la tuer. Elle répond que oui.

L'Avocate de Mme G demande : « *Aujourd'hui vous nous avez expliqué qu'après ces faits, vous avez une hypervigilance, une peur au quotidien. Malgré tout, vous teniez à être là aujourd'hui, pouvez-vous nous dire pourquoi ?* »

Mme G. répond que c'est parce qu'on lui a donné la possibilité de s'exprimer, qui permet de dire ce qu'elle ressent de cet évènement.

Avocate de Mme G. : « *avez-vous un mot pour les personnes qui se trouvent dans le box aujourd'hui ?* »

Mme G. : « *Pour moi ce sont des terroristes* »

Ali Riza Polat intervient. « *On a quoi à voir avec Chérif et Saïd Kouachi ? Vous êtes qui vous sans indiscrétion ?* »

L'avocat général intervient : « *On ne peut pas laisser des témoins se faire malmené comme ça. On ne peut pas parler sur ce ton quand on s'adresse à des parties civiles* ».

L'avocat General s'adresse à Mme G qui a décrit la scène où le plus grand des deux, Cherif Kouachi, a demandé où sont les locaux de Charlie et a fait l'usage de son arme. Il lui demande si elle se souvient dans quelle direction il a tiré.

Mme G : « *Il a tiré par terre mais la balle a ricoché sur une poutre métallique, qui s'est logée dans une autre poutre métallique* ».

Ali Riza Pola, accusé, invective de nouveau Mme G : « *Vous-êtes qui pour dire qu'on est des terroristes ?* »

Avocate de la défense, Me Coutant-Peyre : « *Vous devez comprendre que dans le box, il y a des gens qui sont en prison depuis 5 ans et demi. Mon client l'a dit à sa manière, mais effectivement, avez-vous vu quelqu'un d'autre ?* ».

Madame G. répond « *Moi je suis emprisonnée depuis 100 ans dans ma tête* », « *ce que j'ai dit je le pense* »

L'avocate de la défense demande si elle a des éléments. Un Brouhaha d'indignation surgit dans la salle et le président coupe court à la conversation.

B. Audition de Mme C.

Elle était également employée à la SAGAM et présente avec Mme G.

Elle raconte qu'elle a vu Patricia se jeter contre la porte, et qu'avec le recul elle sait que c'est Cherif Kouachi qui était devant elle.

Cherif Kouachi s'est énervé et a dit « *est-ce que c'est Charlie ? est-ce que c'est Charlie ?* », Patricia et elle ont répondu que ce n'était pas là. Sur la gauche, il y avait une porte qui donnait directement dans l'immeuble.

Il a tiré, et elle explique être partie sous la table avec Patricia. Elle a entendu l'un des frères Kouachi monter sur la mezzanine, et elle s'est dit qu'ils allaient tous les tuer.

Il est redescendu, elle lui a demandé de sortir, ils sont sortis en criant « *Allah Akbar* ». Elles se sont mises sous le bureau au fond et ont appelé la police.

Ils (elle ainsi que ses collègues) ont commencé à entendre un premier tir, elle a demandé à Maxime de reprendre le téléphone et d'appeler la police, ils avaient peu d'espoir de les sauver, et ils les ont entendus les uns après les autres se faire tuer.

Et après ça a été la fusillade devant leur porte à l'allée verte.

Elle avait le sentiment qu'ils allaient mourir, et elle s'est dit que s'ils ne trouvaient pas Charlie, ils allaient les tuer. Après la fusillade, elle est sortie et elle a vu des policiers. Ils ont fait sortir une de leurs collègues qui était enceinte. Ensuite les policiers leur ont demandé de témoigner.

L'assesseur lui dit, pour reprendre ses mots, qu'elle a distingué un individu resté au seuil de la porte qui lui apparaissait plus calme

Mme C. déclare : « *Oui il ne bougeait pas, j'avais l'impression de voir des enfants qui s'étaient trompés de bureau* ».

L'assesseur décrit les conséquences, malgré l'absence de certificat médical dans la procédure, ce à quoi l'avocate de Mme C dit que le rapport du Dr D sera bientôt versé au dossier.

L'assesseur reprend son témoignage en disant que sa collègue, Mme Patricia G., avait été licenciée.

Mme C. confirme qu'elle a également été licenciée pour incapacité médicale. Elle confirme avoir un syndrome de stress post-traumatique, de l'hypervigilance, la peur qu'on la tue. Elle dit que sa vie est compliquée.

Elle dit avoir été en hôpital de jour pendant plus de deux ans et qu'elle a beaucoup de mal, qu'elle culpabilise de ne pas avoir essayé de monter là-haut.

Elle précise avoir eu un bon suivi médical, et qu'elle a fait de l'EMDR deux fois.

L'avocate de Mme C lui demande au moment où ils sont entrés et repartis, combien de temps s'est écoulé entre le moment où ils sont repartis et les coups de fou. Elle demande si plus globalement, elle souhaite décrire la perception du temps qui passe pour quelqu'un qui subit une scène d'une telle violence.

Mme C. mentionne que le temps est long, qu'elle a l'impression d'y avoir passé des heures.

L'assesseur précise que Mme C. a indiqué avoir retravaillé, au bout de combien de temps ? Elle précise qu'elle est retournée travailler le lendemain après-midi mais avec des horaires aménagés et qu'elle travaillait aussi de chez elle.

L'Avocate demande si Mme C avait hésité à porter sa parole devant cette cour, et si oui, pour quelle raison ? Mme C. répond « *Je ne voulais pas parler parce que j'avais peur qu'on me tue* ».

L'Avocate de Mme C. demande comment elle se situe par rapport aux autres victimes de cet attentat ?

Mme C. répond que c'est compliqué, qu'elle n'a pas été tuée, que c'est une « *souffrance minime* » par rapport à d'autres personnes, mais estime que les gens comme elles sont la « *partie méconnue* », qu'ils ont tous eu très peur et que c'est une violence qui ne devrait pas avoir lieu dans un bureau. Elle exprime se sentir honteuse d'être malade et mal par rapport aux « *vraies victimes* ».

C. Audition de Mme S.

Elle avait un rendez-vous commercial dans les locaux de la SAGAM ce jour-là qui réunit plusieurs personnes.

Le 7 janvier 2015, elle et un autre collègue qui l'accompagnait avaient rendez-vous au 10 rue Nicolas-Appert à 11h avec des personnes de la SAGAM. Ils ont tous deux sonné au 10, mais personne n'est venu. On les a finalement fait entrer au 6, ils sont montés dans une salle de réunion. Très peu de temps après, ils ont entendu des cris en bas et des coups de feu, des personnes qui hurlaient et la personne qui devait les recevoir est redescendue tout de suite. Elle est restée tétanisée sur sa chaise. Elle voyait son collègue en face d'elle qui était terrorisé, elle se retourne et voit un individu lui braquer une kalachnikov sur sa tête. Ils lui disent « *Charlie hebdo c'est qui ?* ». Elle explique qu'elle ne savait même pas qu'ils étaient à côté des locaux de Charlie. Elle décrit que le tueur a ensuite regardé la salle de réunion et a vu des articles pour bébé et a compris qu'ils faisaient erreur.

Il est reparti.

Elle est redescendue (de la Mezzanine) avec son collègue pour rejoindre ceux de la SAGAM.

Une personne de la SAGAM a tiré le rideau de fer ajouré. Plusieurs minutes après, ils entendent les tueurs crier « *nous avons vengé le prophète* ». Ils sont ensuite restés longtemps dans les bureaux jusqu'à ce que des OPJ viennent, leur demandant de décrire les terroristes : leurs masques étaient relevés donc on voyait le bas du visage et les yeux à travers le masque. Les policiers leur ont demandé leurs coordonnées et dit de repartir chez eux.

L'agitation dans la rue était terrifiante. Elle se souvient avoir vu des civières, des vélos des policiers écrasés, un homme avec les jambes en sang.

Elle raconte avoir continué sa journée de travail avec son collègue.

Elle est partie le jeudi matin en déplacement, elle décrit être comme un zombie, elle ne pouvait pas effacer (ce qui était arrivé).

Elle avait BFM en boucle et a fait sa première crise d'angoisse et n'a pas pu dormir de la nuit.

Sa crise d'angoisse s'est déclenchée lorsqu'un joggeur habillé tout en noir est passé devant elle, elle s'est écroulée sur le trottoir et s'est mise à pleurer.

Le vendredi soir, elle a posé une semaine de vacances car elle sentait bien qu'elle était incapable de travailler après ce qu'elle venait de vivre.

L'assesseur lui demande si elle allait régulièrement à la SAGAM et si elle était cadre dirigeante.

Mme S. raconte qu'elle était effectivement cadre dirigeante. Après les attentats, elle précise avoir eu beaucoup de symptômes de stress post-traumatique, et dû annuler 3 rendez-vous internationaux. Elle n'arrivait vraiment pas à reprendre le cours de sa vie, de voyager, d'aller dans les hôtels, etc. Son employeur lui a proposé un licenciement et elle a accepté.

Le 20 novembre 2015, un certificat médical est établi par le Dr. W : humeur triste, perte d'initiation des projets, perte de motivation, douleurs morales importantes, nombreux moments d'angoisse avec attaques de panique régulières.

Pendant sa semaine de vacances, elle raconte que sa fille est venue la rejoindre, elle a trouvé les coordonnées de la cellule psy, ensuite elle est allée au quai des orfèvres, et on lui a répondu que

maintenant que les frères Kouachi sont morts « pas besoin de votre témoignage », et c'est le médecin qui a appelé le 36 pour exiger qu'elle soit entendue.

L'assesseur mentionne le fait qu'elle s'est constituée partie civile pour ses enfants, Maxime et Natacha.

Elle pense que ses enfants ont très mal vécu les faits et ont réalisé qu'ils auraient pu perdre leur mère. Son fils qui faisait ses études en Belgique est rentré et sa fille est venue la rejoindre pour la soutenir. Elle explique que ce sont eux « qui ont assuré » pendant ce moment où elle n'avait pas de suivi psy.

D. Audition de M. T.

Il s'agit du collègue de Mme S, avec qui il était en déplacement pour la réunion dans les locaux de la SAGAM.

M. T. raconte qu'il était avec Mme S. lors de son rendez-vous commercial sans savoir qu'ils étaient près des locaux de Charlie.

Ils sont montés au niveau de la mezzanine dans une grande salle de réunion. La réunion avait à peine commencé qu'il a entendu un tir avec une odeur de poudre. Il a alors vu un individu monter dans la mezzanine et faire irruption dans la salle, et dire « où est Charlie Hebdo ? ». Il répond alors ne pas avoir fait la connexion, et avoir fait un signe d'étonnement en levant les bras.

Une fois le tueur reparti, il a vu tout le monde essayer de se cacher sous les bureaux.

Le rideau de fer était baissé et il y a eu un moment de silence. Puis a commencé la fusillade, les locaux étaient juste au-dessus. Il s'est demandé ce qu'il se passait, l'idée de Charlie Hebdo lui revenait alors. Il a l'impression que ça a duré tellement longtemps. Alors qu'il pensait au début que ces deux hommes venaient dans une intention de faire peur, il comprend que ce n'est plus une intention de faire peur mais de tuer. Il a eu un sentiment de calme puis a entendu la fusillade dans la rue et des gens se cognés dans le rideau de fer (des locaux de la SAGAM).

L'assesseur reprend sa déposition du début du mois de février 2015, qui décrit Cherif Kouachi comme excité « *mais devant mon incapacité de répondre, il ne s'est pas énervé* ». Tout en précisant, qu'« *on ne sort pas indemne de ces faits-là* ».

Il répond qu'aujourd'hui en effet il en ressent les difficultés.

L'assesseur revient sur le fait que le témoin, le 25 mars 2015, a vu le Docteur A indiquer les choses suivantes : troubles du sommeil avec des cauchemars, épuisement physique, asthénie, perte d'appétit et perte de poids en 2 mois, tendance au repli, rapporte avoir initié un suivi psychiatrique depuis le 3 février, le retentissement psychologique est important.

M. T. confirme que sa déposition a été tardive ainsi que son suivi chez le psy. Il avait le sentiment d'être assez fort pour s'en sortir tout seul.

L'impact psychologique, il n'y croyait pas trop au début et puis ça s'est dégradé, « *doucement mais sûrement* » : le fait de vouloir éviter les autres, la foule, les transports en commun.

Le 9 janvier, il est retourné travailler, et sur le parking, il voit une petite voiture sombre qui ressemblait à celle des frères Kouachi. Il connaît alors sa première crise de parano. Il n'a pas pu sortir de sa voiture ; c'est seulement après qu'il a compris que c'était quelqu'un qui venait rendre du matériel dans son entreprise.

Il décrit également un soulagement à la nouvelle de la mort des frères Kouachi.

Il explique que ce qui l'a maintenu à flots, c'était la garde alternée de ses enfants. C'est ce qui lui a permis de remonter la pente. Beaucoup de choses ont changé : il a été licencié, il a eu un arrêt de travail pendant deux ans avec des hauts et des bas ; des périodes où il n'avait envie de rien, un manque d'enthousiasme, où il se retrouve complètement décalé par rapport à la société, ainsi qu'un manque de reconnaissance de la part de l'État.

E. Audition de M. Y

M. Y a créé et était le gérant à cette époque de la société Bayoo Productions qui se trouvait au 3^{ème} étage, dans le même immeuble qui abritait les locaux de Charlie.

Vers 11h du matin, quelqu'un sonne à la porte, c'est la factrice habituellement qui vient apporter un courrier. Ils se souhaitent la bonne année. Il prend un stylo, se retourne et voit deux kalachnikovs braquées sur lui. Les frères Kouachi rentrent alors dans son bureau.

L'un deux ressorts immédiatement, alors que l'autre reste et bouge son fusil dans sa direction en criant « *assis, assis* ». Il raconte être terrifié par ces images. Il ne voyait que leurs yeux.

Il avait l'air calme, il n'a pas vu d'énervement dans son comportement. Il a parlé avec la factrice, et de nouveau il porte son fusil sur lui et dit : « *n'ayez pas peur on vous fera pas de mal* ».

A ce moment il tire un coup de feu dans l'air, ça sentait la poudre. A ce moment, l'un crie sur le pallier, celui qui était devant lui ressort immédiatement en courant. M. Y ferme la porte derrière eux. Il manque de tomber car ses jambes n'avancent plus. Il appelle la police.

La dernière vue qu'il a sur ces deux hommes c'est qu'ils vont dans le couloir intérieur.

Peu de temps après l'appel à la police, même pendant, il entend des coups de feu. Pour lui, ça a duré une éternité.

Il précise qu'il était le président de cette société de production qui faisait des tournages de production chinoise en France.

Il demande quelles conséquences ont ces faits sur lui aujourd'hui.

M. Y répond que ça laisse des traces mais qu'il essaye de prendre du recul, d'avoir un regard objectif sur ce qu'il s'est passé le concernant.

Il a fait des cauchemars avec un fort sentiment de culpabilité, avec une imagination débordante, où il s' imagine en super-héros qui change la situation. Il dit qu'avec le temps, on peut surpasser tout ça.

Il confirme avoir bénéficié d'un suivi psy. Il a fermé sa société et travaille aujourd'hui comme intermittent du spectacle, « *Une société demande beaucoup d'énergie et un esprit compétitif* ».

• Intervention de l'avocate de M.Y

Elle parle du fait que ce dernier a eu beaucoup de problèmes de cœur par la suite.

M. Y confirme qu'en 2017, il a eu un malaise cardiaque assez grave, il a donc été opéré du cœur, qui est aussi une des raisons qui l'ont amené à fermer sa société.

L'avocate de M. Y lui demande comment les frères Kouachi sont partis : si c'est par le bas ou le couloir d'intérieur. « *Vous aviez dit que l'ascenseur était en panne, ils sont donc montés jusqu'au 3^{ème} à pied ?* ».

Il répond : « *Oui l'ascenseur était en panne, donc oui* ». Il précise que quand les frères Kouachi sont repartis ils se sont engouffrés dans le couloir intérieur, communiquant avec Charlie Hebdo, j'ai su après que les locaux de Charlie étaient au 2^{ème} étage.

L'Avocat de Sylvie G. lui demande s'il peut préciser où le coup de feu a été tiré.

M. Y précise qu'il a tiré vers sa gauche dans la direction de tir. Il y a une porte fermée, derrière la porte, un petit bureau où travaillait Mme Sylvie G.

L'avocate lui demande s'il se souvient si elle se serait rendue dans le couloir et si elle a aperçu les terroristes.

M. Y confirme qu'au moment du tir, la porte était fermée. Il confirme qu'elle lui a dit qu'elle les a vus car elle a entendu le bruit, donc elle a ouvert la porte pour voir et c'est à ce moment-là qu'elle a vu les tueurs partir.

Il confirme que le tir était fait à hauteur d'homme.

F. Audition de M. Jérémy G.

Cette audition est en lien avec l'assassinat de Frédéric B, dans la loge du gardien de l'immeuble.

C'était un mercredi, l'entreprise où il travaillait, Sodexo, venait de rapporter un appel d'offres et ils allaient ce jour-là, sur ce site qu'ils appelaient « allée verte ». Ils partent tous les 3 (Frédéric, Jérémy et Claude B.) de leur bureau du 13^{ème} arrondissement. Ils sont une équipe itinérante.

Ils sont arrivés à proximité du site en entrant par la porte du parking, ils ont accédé par le sous-sol pour faire du repérage technique dans les locaux. Ils ont donc commencé par les sous-sols. Ils avaient un jeu de 3 clés. Ils ont essayé d'ouvrir les locaux techniques mais en vain. Ils remontent alors vers le RDC Allée Verte, tout en précisant qu'il est possible de traverser l'immeuble de part en part. Fredo (Frédéric B) disait qu'ils ne pouvaient pas avoir que ces clés, qu'elles devaient ouvrir un boîtier de clés. Ils arrivent sur le porche de l'entrée principale du bâtiment, donnant à l'intérieur sur une porte à gauche et une porte à droite. Ils ouvrent la porte et tombent sur une loge de gardien. Ils voient alors les locaux techniques. Ils ont commencé à regarder la documentation technique et se rendent vite compte qu'il y a des badges qu'ils vont paramétrer pour avoir constamment accès à cet immeuble. Il précise qu'ils sont en effet susceptibles d'intervenir à tout moment de la nuit. Dans cette loge, il y avait un ordinateur pour paramétrer le contrôle d'accès. Fredo s'assied dans ce petit bureau. Jérémy se met à ses côtés. Il leur manque un code administrateur, ils essaient alors de renseigner le mot Paris avec l'arrondissement.

Tout à coup, la porte s'ouvre, ça fait comme un puits de lumière. La porte initialement était juste entrouverte. Un homme entre en disant « *Charlie* » et il tire un seul coup dans leur direction, à environ un mètre.

Au début, il ne voit pas que Fredo est touché, car il regardait le tueur. Le coup est parti, le canon fume encore, son oreille sonne. Le tueur se rapproche de lui en disant « *c'est ou Charlie ?* » avec un regard noir et déterminé. Et là, il met ses bras en croix, il se sent comme une proie. Il pense qu'il va l'abattre car il est déterminé.

Il pense que ce qui l'a sauvé c'est qu'il ait crié « *on est de la maintenance c'est notre premier jour* ». Le tueur abaisse alors son arme. Derrière lui, il voit Said Kouachi qui balaie la rue avec son fusil. Dès que Jeremy dit ça, le frère Kouachi remet son arme un peu plus bas. Les frères Kouachi sortent alors de son champ de vision. Là, tout bascule car il entend Fredo crier « *Jeremy je suis touché, appelle Catherine* ». Jeremy n'avait pas pris conscience qu'il s'était pris la balle. L'odeur du sang a remplacé l'odeur de la poudre. Fredo, était costaud, environ 120 kg. La balle l'a propulsé hors de la chaise. Quand Fredo a crié, Jeremy se tourne et voit la chaise renversée. Le temps qu'il arrive à Fredo, une flaque de sang phénoménale.

Il a essayé de lui faire des points de compression. Dans un premier temps, il pensait qu'il s'était fait perforer le poumon et explique qu'il lui surélève alors la tête pour qu'il ne s'étouffe pas avec son sang. Suite à ça, il relâche Fredo et prend son téléphone. Il dit être en état de choc et que ses mains sont pleines de sang.

Il avait oublié Claude avec tout ça, qui n'était pas loin de la porte. Son regard croise le sien, il lui dit d'appeler les flics au lieu des pompiers, il ne sait pas pourquoi. Claude sort immédiatement de la loge côté rue. Il croit que Claude est passé dans le dos des frères Kouachi, qu'il a eu beaucoup de chance.

Il pensait que le pire était passé, il continue d'apporter de l'aide à Fredo, de faire un point de compression. Ça saignait énormément, il commence à crier « *Claude les pompiers ! les pompiers !* ».

Il était dos à la porte et là quand il se retourne, il croyait que c'était les secours. En fait, c'était les frères Kouachi qu'il revoit passer dans son dos, mais cette fois il y a une personne en plus. C'est après qu'il a compris qu'ils avaient pris une personne fumant sa cigarette. Ils ont rebalayé la loge avec leur kalachnikov, et ensuite il voit qu'ils réussissent à entrer via cette fameuse porte principale qui les amènes là-bas (locaux de Charlie). Il parle à Fredo, ça le rassure, ça exorcise le choc. Jeremy dit à Fredo qu'ils vont les finir et qu'ils doivent se cacher. Jeremy constate que dès que Fredo s'est pris la balle, on pouvait plus le transporter. Il commence à attraper Fredo ; mais il a eu du mal car c'est un poids mort, il le tire tant bien que mal et faiblit devant cette fameuse porte ouverte. Jeremy commence à avoir une hypoglycémie car il est diabétique. Il est à genoux. La montée d'adrénaline le fait se ressaisir et il passe un bras sous le bras de Fredo et il attrape sa boucle de ceinture. Il le met dans des toutes petites toilettes, et la place à côté du siège des toilettes, tellement petites qu'il doit lui plier les jambes pour se précipiter sur la porte et la verrouiller. Fredo commence à dire qu'il a chaud et froid et qu'il va crever. Jeremy est à genoux sur lui en train de lui maintenir la tête surélevée. Il y a tellement de sang que le sang caille, une odeur de la chair et du sang règne dans la pièce. Il essaie ensuite de joindre la police et là le cauchemar : il n'arrive à joindre personne. Il laisse tomber le téléphone, ça ne sert à rien. Il entend ensuite tous les coups de feu, du coup par coup. Il se souvient ensuite d'un silence total angoissant, d'autant plus qu'il ne savait pas ce qu'il se passait dehors, il était dans cette salle sans fenêtre etc.

Et là Fredo le regarde et lui dit : « *Dis à mes enfants que je les aime* ». Son regard se fige en l'air. Il comprendra plus tard que c'est à ce moment-là qu'il est mort. Pour Jeremy, le temps est décuplé. Il a l'impression d'être resté un peu moins d'une heure dans cette situation alors que pas du tout. Quelques secondes plus tard, la poignée de la porte bouge violemment. Là, il se dit que c'est foutu, qu'ils vont rafaler la porte. Jeremy explique qu'à ce moment, il craint que les forces de l'ordre le prennent pour le forcené. Il prend Fredo dans ses bras et le serre fort. Il se rend compte à ce moment qu'un de ses doigts rentre par inadvertance dans le trou de la balle. Et là il entend « *Jeremy ?* », et dit « *c'est Claude ?* » qui lui répond par l'affirmative.

Ensuite, il demande s'ils sont partis. Claude lui dit oui. Il se précipite sur le verrou de la porte. La porte s'ouvre. Ils mettent Fredo dans la loge du gardien et là, trois premiers pompiers arrivent et commencent à le déshabiller. Ils font le maximum : massage cardiaque etc. Il perçoit dans le regard des pompiers qu'il s'agit d'une scène pas habituelle pour eux. Jeremy voit que les pompiers sont tendus car il manque un sac. Jeremy leur demande où est l'ambulance. Ils lui disent qu'elle est dans la rue. Jeremy croise alors un autre véhicule de pompiers : 3 autres viennent alors dans la loge.

Ils entendent la porte de l'entrée principale s'ouvrir et quelqu'un dire « *c'est un carnage* ». La moitié des pompiers se lèvent. Jeremy leur dit « *Faut pas le laisser* ». Les pompiers lui disent qu'ils ne peuvent plus rien faire, qu'il est mort. Ils se précipitent ensuite pour se rendre dans les locaux de Charlie. Jeremy se souvient qu'un pompier assez âgé a essayé de détourner l'attention et lui a dit : « *Tu vas rester à côté de ton pote et tu ne laisses personne rentrer dans la loge* ».

Jeremy se met à surveiller la loge. Et là, il ne sait pas pourquoi, il vide un sac de pompier et commence à mettre tous les effets personnels de Fredo : son jean, sa carte bancaire, etc. Il prend le pull de Fredo et le met sur ses jambes et ses parties, ainsi que son blouson, par pudeur. Il avait les yeux ouverts, Jeremy les lui ferme.

Il voit les gens de Charlie Hebdo dans des états pitoyables. Il ne voit plus le sang comme rouge mais comme étant grisé. Ensuite, ils sont emmenés au théâtre. C'est dur, il n'en peut plus. Il voit des personnes perdre connaissance. Il demande à partir, les policiers sont très bienveillants.

Ils les mettent ensuite dans un bus de la RATP et sont emmenés à l'hôtel-Dieu. Quand il sort du bus, il demande à un agent de police s'ils les ont eus. Il lui répond que non, qu'ils courent toujours. Il pense que les médias peuvent desservir lorsque l'information est mal gérée. Il entend les médias dire qu'ils ont été transférés à l'Hôtel-Dieu, pensant alors que les frères Kouachi viendraient finir le travail.

Les premières cellules psychologiques sont mises en place là-bas.

Le Président lui demande si c'était la première fois qu'il venait sur ces lieux.

Il répond que oui, ils découvriraient le bâtiment et ignoraient complètement que les locaux de Charlie étaient là. « *Nous on s'occupait de la production de chauffage* ».

Frédéric était son responsable de maintenance et aussi son supérieur hiérarchique.

Jeremy est entré chez Altis, avant d'être renommé Sodexo, en 2006. C'est Fredo qui l'a embauché. Au début, leurs rapports étaient professionnels essentiellement mais il souligne que c'était quelqu'un de très protecteur et axé sur l'humain. C'est lui qui lui a permis d'évoluer. Ils ont commencé à développer une amitié, Jeremy a vu les enfants de Fredo grandir. Il a connu les parents de Fredo, il était invité aux anniversaires. Ils ont très vite lié des liens d'amitié. De son côté, il dit avoir eu la chance d'avoir un entourage soudé. Fredo, il avait ce côté grand frère. C'était un frère pour lui.

Ils partageaient toujours le même bureau. Ce jour-là c'était le jour de leurs retrouvailles après un petit moment qu'ils ne s'étaient pas vus (en raison de congés).

Jeremy explique alors qu'il en a beaucoup voulu aux médias. Il comprend certes que Charlie Hebdo avait une envergure mondiale de liberté d'expression etc. mais d'avoir minimisé Fredo, ça l'a mis en colère...ils l'ont assimilé à une personne du ménage « ce n'est pas grave en soi, il n'y a pas de sous-métier » mais il déplore surtout le manque d'informations de Fredo. « *C'est un être humain* », « *Ça*

été le premier tué et le dernier enterré. La vie n'a pas de prix. Je considère que c'est le peuple qu'on a oublié. C'est le bon père de famille qui se levait pour aller bosser et on l'a oublié ».

Il exprime aussi la haine profonde qu'il a eu pour ces personnes qui tuent au nom de Dieu : *« Il faut aussi savoir que dans la maintenance, il y a beaucoup de personnes issues de l'immigration. On avait des juifs, des musulmans, des chrétiens. Fredo n'a jamais fait de distinction, il faisait en sorte que tout le monde pouvait poser les congés pour les fêtes religieuses. Et je me suis dit les salopards lui ont enlevé la vie, je n'ai pas de termes pour les qualifier. Je pense qu'ils iront bien profonds en enfer. Et on laisse des enfants une épouse, c'était quelqu'un de très aimé, sa porte était grande ouverte ».*

- **Intervention du Président**

Le Président mentionne que plusieurs personnes entendues à la barre avaient des problèmes avec leur employeur. Il lui demande ce qu'il en a été pour lui et comment il a vécu ça sur un plan personnel.

Jeremy raconte que sur l'emploi, il a eu de la chance car Sodexo est resté très humain. Ils ont été bienveillants. On lui a laissé le temps, mais il n'est plus jamais retourné sur cet immeuble. Ils ont trouvé quelqu'un d'autre.

Jeremy explique que le plus difficile pour lui, c'est l'insomnie : il a une pression au niveau du thorax qui fait qu'il n'arrive pas à s'endormir. Il s'endort souvent au petit matin. Il explique qu'il a toujours été *« de nature impulsive et speed »*, mais qu'il s'est surpris à voir qu'il était devenu *« beaucoup plus explosif et à partir au quart de tour »*. Il sait aussi que l'hyperglycémie peut jouer mais ça peut lui arriver d'exploser.

Il explique aussi être beaucoup plus vigilant qu'avant. *« Sinon, je ne m'en sors pas si mal. J'ai essayé de relativiser. Je n'ai pas le droit de me plaindre, je suis en vie. C'est quelque chose qui nous change et qu'on garde à vie. Il y a l'avant et l'après. J'aime la vie, elle est belle et elle continue ».*

Le président relève que M. Claude B. a aussi été témoin et qu'il ne s'est pas constitué partie civile, ce qui est son droit le plus strict. Il lui demande la raison pour laquelle il s'est constitué partie civile et ce qu'il attend de cette audience.

Il explique qu'au début, il ne savait pas ce que ça voulait dire (de se constituer partie civile). On lui a alors expliqué et ce qu'il a retenu, c'est qu'il aurait des éléments de l'enquête : *« Pour mon ami, je me devais de le faire ».*

Concernant Claude, il pense qu'il a voulu effacer tout ça très vite, et il n'avait pas les rapports que Jérémy avait avec Fredo.

Suspension d'audience jusqu'à 14h08.

G. Audition de Madame Catherine G

Il s'agit de la femme de Frédéric B (FB).

Le Président demande dans quelles conditions la femme de FB a appris la nouvelle. Il lui demande d'expliquer sa journée du 7 janvier.

Elle raconte qu'elle était à la maison pour s'occuper des enfants et qu'elle était avec une amie pour les récupérer au car scolaire car ils habitent à la campagne. Elle reçoit un appel de Jeremy G qui lui dit qu'ils se sont fait tirer dessus et que son compagnon est blessé.

Elle pense à une blague puis elle regarde les infos et se rend compte de ce qu'il se passe. Elle prend le train pour aller très vite à Paris. Elle rejoint un ami pour se diriger vers les locaux de Charlie Hebdo.

Elle se retrouve sur les lieux où il y a des familles, des proches. Tout le monde lui dit de s'asseoir et d'attendre mais elle ne le peut pas. Elle décide d'aller à l'institut médicaux légal mais ils n'ont aucune information sur le moment. Elle retourne rue Nicolas Appert, toujours aucune nouvelle.

Elle fera de nombreux allers-retours entre la rue Nicolas Appert et l'institut médico-légal pour tenter de retrouver son compagnon, savoir où il est.

Revenue sur les lieux, elle décide de ne pas partir sans savoir où se trouve FB.

Un policier l'a conduit dans le théâtre de Bastille, en face, où de nombreuses familles sont déjà présentes. Le policier lui apprend que FB fait partie des victimes. Cinq heures se sont écoulées entre temps.

Elle parle ensuite du fait que ce jour-là elle a perdu un tout, un compagnon, un meilleur ami. FB était quelqu'un de gai, gentil.

Son plus jeune fils allait avoir 11 ans une semaine plus tard, son plus grand en avait 13 au moment des faits.

Elle évoque des souvenirs heureux avec FB, le fait qu'il était un père formidable, très présents pour sa famille. Elle conclut en disant que ses enfants n'ont pas eu leur papa longtemps mais qu'ils ont fait beaucoup de choses avec lui. Elle dit que ses enfants sont aujourd'hui équilibrés et qu'ils vont mieux même si pas un jour ne se passe sans qu'ils parlent de FB.

- **Questions du Président**

Le président demande pourquoi il n'y a eu aucune déposition de Mme G jusqu'à lors. Il dit avoir compris qu'elle n'était apparemment pas en état à cette époque et qu'elle n'a pas été entendu depuis. C'est donc la première fois qu'elle témoigne. Madame G répond qu'en effet elle n'était pas prête et qu'elle le fait aujourd'hui en hommage à FB.

Il interroge ensuite sur le suivi psychologique d'elle et ses enfants.

CG dit avoir été très soutenue par sa famille, par les habitants de son village et également par la société dans laquelle travaillait FB. Ils ont été très présents et le sont encore aujourd'hui.

Elle raconte avoir été en arrêt maladie pendant 2 ans et demi. Elle n'arrivait plus à prendre le train pour se rendre au travail, elle avait peur qu'il lui arrive quelque chose et que ses enfants se retrouvent orphelin.

La société de son mari lui a trouvé un travail près de chez elle ce qui a été très bénéfique pour se réintégrer dans le milieu professionnel. Elle dit vivre aujourd'hui pour ses enfants.

Le président l'interroge pour savoir si elle a été meurtrie du fait que son compagnon ne fasse pas partie de CH et qu'il ait été tué.

Elle répond qu'elle a été meurtrie et que les choses ont été très compliquées. Elle a par exemple récupéré le corps de FB très tardivement. De plus, au début, on lui a interdit de le voir. Elle a insisté même si cela a été très dur.

Le président mentionne le fait que FB a été décoré à titre posthume.

Madame G répond que cette décoration est légitime, normale même si cela ne change rien. Elle dit que l'on pense quand même à lui par cet acte. Elle tient également à dire qu'il était responsable d'opération de maintenance et qu'il a monté tous les échelons un par un, tout seul.

Mr le Président demande si c'est important pour elle de témoigner aujourd'hui. Elle répond qu'elle le fait pour FB et que c'est important, qu'il ne mérite pas d'être passé sous silence. Il demande si elle attend autre chose de ce procès. Elle veut que chacun soit jugé en fonction de ce qu'il a fait mais que le manque de son compagnon se fera tout de même ressentir jusqu'au bout.

Le P demande si ce procès est important pour ses enfants. Elle répond en avoir beaucoup parlé, avec eux, que c'est important mais qu'ils ont préféré ne pas venir.

Elle finit par dire quelle veut qu'on sache que Frédéric B était quelqu'un de bien et que toutes les victimes ce jour-là ne méritaient pas ça.

- **Intervention de son avocat**

Son avocat lui demande ensuite de dire comment ils se sont rencontrés. Elle raconte qu'ils se sont rencontrés dans le train, il s'est assis à côté d'elle et ont parlé pendant 40 minutes. En oubliant d'échanger leur numéro. Ils se sont ensuite cherchés pendant des mois pour se retrouver dans le même train et ne se sont alors plus quittés. Trois semaines après ils achetaient une maison.

Elle a ensuite eu ses enfants et il était un très bon papa, très présents dès qu'il sortait du travail.

L'avocat demande si le 7 janvier elle a su garder ses nerfs. Elle répond que tant qu'elle ne savait pas où se trouvait FB elle a gardé ses nerfs mais c'était très compliqué surtout qu'elle n'arrivait pas à joindre Jeremy G.

Elle dit que sa douleur est toujours aussi vive. Son avocat s'exprime en faisant en quelque sorte son portrait. Il dit que c'est une « *mère courage* », qui a repris les rênes de sa famille, qui a passé le permis alors qu'elle avait peur de conduire et qu'elle se faisait toujours conduire par FB avant. Elle l'a passé pour ses enfants et a dû se dépasser pour eux.

II. Auditions des parties civiles – témoins des faits dans les locaux de Charlie Hebdo

Il s'agit des personnes présentes et non blessées physiquement

A. Audition de Corinne R (CR)

Le président demande sa version des faits, ce qu'elle a vécu. Il demande aussi de rappeler son rôle au sein de CH à l'époque, son parcours...

CR raconte qu'elle est dessinatrice au sein de ce journal. Elle y est arrivée en stage de dessin en novembre 2007 pour un mois. Elle dit que sa rencontre avec Charlie Hebdo a été comme une révélation. Elle a été immédiatement bien dans cette rédaction. Elle est revenue après ses études et s'est accrochée pour travailler chez Charlie Hebdo (CH). Elle raconte qu'ils lui ont énormément apporté.

D'année en année elle a publié beaucoup plus de dessins en tant que pigiste et elle s'est vite rendue compte du danger de faire des dessins au sein de CH. Elle raconte avoir été là pendant l'incendie par exemple.

En 2014, Charb lui a proposé un petit espace de reportage. Sa carrière de dessinatrice prenait forme, elle déclare que fin 2014, elle était vraiment heureuse.

Le 5 janvier elle a assisté au bouclage, mais il n'y a jamais l'équipe au complet à ce moment-là.

Le mercredi pour la réunion de rédaction, elle raconte que tout le monde est toujours là. L'équipe est au complet.

Elle raconte sa journée du 7 janvier : elle dépose sa fille à la crèche, elle achète ensuite des galettes chez Franprix pour la réunion, elle prend le métro et arrive dans les locaux.

Plusieurs personnes sont déjà présentes. Il y a aussi deux invités ce jour-là. L'ambiance est très bonne, ce sont des retrouvailles. Ils s'installent dans la salle de réunion. CR cite les noms suivant leur place dans cette salle.

La réunion commence et ils parlent du livre de Houellebecq, la montée des extrêmes, des jeunes qui partent en Syrie faire le jihad.

Elle raconte qu'elle part normalement de la réunion vers 11h50 pour aller chercher sa fille à la crèche mais que ce jour-là, elle décide de partir plus tôt, pour prendre son temps. Elle s'éclipse de la réunion sans vraiment dire au revoir car celle-ci n'est pas encore finie. Elle propose à Angélique de descendre fumer une cigarette avec elle.

Elles descendent et elles entendent quelqu'un crier « *Coco, Coco !* ». Elle voit alors deux hommes cagoulés en tenue de guerre, ils l'attrapent par le bras et poussent Angélique. Elle sent une force et une détermination. Elle dit qu'ils étaient préparés et qu'ils la bloquent de façon à ce qu'elle n'est aucune capacité de mouvement. Un des hommes se met derrière avec sa kalachnikov et un autre à côté.

Ils ont commencé l'ascension des escaliers, un seul avait une arme sur elle et l'autre fermait la marche. Ils ont dit : « *on veut Charlie Hebdo, on veut Charb* ».

À ce moment-là, elle est dans une détresse absolue, et elle se rend compte qu'elle n'est pas au bon étage de la rédaction. Elle se baisse devant eux et dit « *pardon, pardon, je me suis trompée d'étage* ». Ils lui répondent « *Pas de blague, sinon on te descend* ».

C'était l'effroi en elle. Ils lui disent alors « *vous avez insulté le Prophète, nous sommes al Qaida Yemen* ». Elle raconte avoir pensé qu'ils avaient dit « *al Qaida Rennes* ».

Ils continuent en disant « *on veut charb, on veut charb* ». Elle dit être dévastée et avoir une pensée fulgurante pour sa fille, elle dit avoir été dépossédée d'elle à ce moment-là. Elle avance et fait le code. Elle sent une excitation de leur part. Ils la pousse dans les locaux et avancent tout droit. Elle voit Simon tomber de son siège après qu'ils lui aient tiré dessus. Elle a ensuite couru vers le bureau de Riss pour se cacher dessous, elle a entendu des tirs saccadés.

Elle a vu les deux correcteurs arriver dans le bureau, qui se sont cachés derrière une armoire. Elle a entendu les terroristes parler à Sigolène et leur dire « *Je ne te tue pas car tu es une femme* ».

Ensuite, un silence de mort, puis des tirs beaucoup plus lointains. Puis elle est allée dans la salle de rédaction voir si elle pouvait aider. Elle est sortie de sa cachette et a vu un homme à terre dans beaucoup de sang. Elle ne l'a même pas reconnu sur le moment. Il ne bougeait plus. Le sang était déjà comme une pâte, marron. Elle a vu l'étendu du massacre.

Il y avait Riss qui était blessé, elle lui a dit qu'elle ne savait pas comment l'aider elle était tellement en détresse. Il l'a rassuré. Sigolène est ensuite venue.

Elle est allée vers Philippe L, il avait une blessure très choquante mais il n'était pas mort. Il lui a demandé d'appeler sa mère et son frère. Elle a appelé et se souvient avoir dit à la mère de Philippe « *votre fils est vivant mais il est défiguré* ».

C'est après que les pompiers sont arrivés. Elle a ensuite dû prévenir son compagnon et la crèche. Ensuite elle est allée au théâtre.

- **Intervention du président**

Le président reprend la parole. Il dit qu'en composant le code, elle savait que la mort était au bout. Elle répond que oui.

Le Président parle des menaces depuis un certain temps qui pesaient sur CH. Il demande comment elle vivait toutes ces menaces. Est-ce que fin 2014 il y avait cette pression, ce danger qui existait ?

Elle dit que les dessinateurs étaient dans leur droit et elle n'a jamais senti les menaces à proprement parlé. Elle dit que quand on est dedans, on ne sent jamais vraiment les menaces. Personne ne se laissait impressionner. Elle dit que c'était des gens courageux. Pour elle, c'est le talent qu'on a assassiné ce jour-là, et qu'ils étaient des modèles pour elle.

Le P demande quelles ont été les conséquences psychologiques et les conséquences d'après sur sa vie.

Il demande d'expliquer comment on peut être dévaster et trouver la ressource pour continuer. Elle raconte qu'après l'attaque, elle voulait dessiner et se changer l'esprit le plus possible. Les images tournaient dans sa tête s'en s'arrêter ; elle n'a pas hésité à dessiner ou refaire le journal. Elle ne pouvait concevoir que le journal s'arrête. Elle s'est rendue compte que ce journal était le moteur de beaucoup de gens. C'était un hommage et une manière de résister. Elle a voulu continuer car elle dit que nous sommes libres dans ce pays. Mais cela a été une période très dure pour elle.

Le P demande si elle a eu besoin de suivi psychologique, physique... Elle répond qu'elle n'a pas été suivi tout de suite, car les ressources manquaient et elle s'est remise dans le travail rapidement. Elle a eu du mal à se rendre compte qu'elle était traumatisée. Elle n'a pas pris de somnifères, pas d'antidépresseurs car elle voulait être elle-même le plus possible. Elle est toujours suivie psychologiquement.

Elle dit que sa vie privée a été très difficile, au début elle ne voulait plus voir sa fille. Elle avait l'impression de faire rentrer un monstre à la maison. Son conjoint l'a beaucoup aidé.

Elle veut que la voix des hommes soit entendue et non la voix de dieu. Elle fait confiance à la justice.

Son avocate prend la parole pour lui demander pourquoi elle ne veut pas parler de choses personnelles. Elle dit que c'est dur de parler de soi, de sa vie, quand d'autres ont perdu un père, un frère... elle a eu beaucoup de mal car elle n'a pas été blessée, elle n'a rien eu physiquement. Elle vivra avec jusqu'à la fin de ces jours. Elle s'est sentie impuissante et c'est ça le plus lourd à porter. Elle s'est sentie coupable.

- **Intervention de son avocat**

L'avocate demande si elle a pu en parler avec des proches de CH mais elle dit que c'est difficile car elle était dans une solitude extrême et personne ne peut comprendre. Après deux ans elle a pu se rendre compte qu'elle n'était pas coupable et que ce sont les frères Kouachi, les complices, ceux qui aident et que c'est également un problème de société.

- **Intervention de l'Avocat Général**

Il parle du PV d'audition de CR. Elle raconte dans ce PV que les Frères Kouachi ont pu identifier CR. Elle demande comment expliquer cela.

CR répond que depuis 2012, elle participait à des festivals, elle prenait du gallon. Charb avait participé à une émission sur ARTE et lui avait proposé de dessiner aussi pour cette émission. Pour elle, les Frères Kouachi étaient préparés et avaient un trombinoscope de l'équipe.

- **Intervention de la défense**

Une avocate se pose la question de savoir pourquoi les Frères Kouachi voulaient Charb ? CR répond qu'il avait une fatwa sur sa tête depuis 2013 et qu'ils ont demandé Charlie Hebdo et Charb.

Suspension d'audience.

B. Audition d'Angélique LC (ALC)

Le président lui demande de raconter sa version des faits, sa place au sein de Charlie Hebdo.

ALC était responsable du service abonnement. Elle n'assiste pas à la réunion de rédaction. Elle a accepté de descendre fumer une cigarette avec Coco ce jour-là. Elle est descendue avec Coco par les escaliers. Pour elle, elles étaient presque au rez-de-chaussée quand elles ont entendu quelqu'un appelé « Coco » du premier étage.

Elle a vu deux hommes armés, cagoulés. Elle a crié. Elle s'est reculée et l'un des deux hommes était devant elle. Elle a voulu suivre Coco mais ils lui ont dit « *Toi, tu ne bouges pas* ».

Elle a cherché d'autres hommes armés, elle a d'abord pensé à une blague. Elle ne comprenait pas. Elle a ensuite croisé Luz et des gens des immeubles voisins leur ont dit de ne pas rester là. Les gens d'une entreprise en face sont venus les chercher. Ils sont restés dans ce magasin. Ils ont ensuite entendu des rafales de balles dehors. Elle voulait savoir ce qu'il se passait. Ils ont ensuite été amené dans une salle du 1^{er} étage rue Nicolas Appert et c'est là qu'elle a su ce qu'il s'était passé.

Elle raconte qu'elle n'arrive pas à expliquer pourquoi elle ne s'est pas rendue compte de ce qu'il se passait. Elle dit qu'elle ne comprenait rien et se disait même qu'il s'agissait peut-être des forces spéciales de la police.

Elle a ensuite rencontré Luz dans la rue, qui arrivait au travail, et c'est lui qui lui fait réaliser ce qu'elle a vécu.

Le président parle de son PV d'audition. Il dit que dans son PV, ALC disait qu'elle était à l'accueil de CH et qu'elle recevait souvent des appels insultants ou des menaces. Dans son PV d'audition elle dit aussi que pour elle, ils ont tué sa famille ce jour-là.

Elle répond en disant qu'elle s'est rendue compte de cela après. Elle travaille encore aujourd'hui à CH. Elle a pris ça comme un tsunami émotionnel. Elle dit que ça a impacté beaucoup de pans de sa vie ; elle a souffert de la perte de ses collègues et aussi de son travail car il n'a plus été le même. Elle explique que c'est une personne qui normalement cloisonne beaucoup sa vie, entre sa vie personnelle et professionnelle et que là, elle a fait entrer le professionnel dans le personnel, ce qui a perturbé beaucoup de choses.

- **Intervention du Président**

Il lui demande qu'est-ce qu'elle pense du procès ? Qu'est-ce qu'elle attend de ce procès ?

Elle répond qu'elle redoutait ce procès autant qu'elle l'attendait. C'est une remontée de tous les souvenirs. Elle dit qu'elle a longtemps hésité à parler mais qu'il le fallait car cette histoire fait partie d'elle et qu'elle fait aussi partie de cette histoire.

Aujourd'hui elle n'est plus la personne qu'elle était mais que paradoxalement elle se sent plus forte et n'a plus peur.

- **Intervention de son avocat**

Son avocate lui demande si elle a quelque chose à dire sur elle et sur ce qu'elle attend de ce procès. Elle répond qu'elle veut juste que justice soit faite et qu'elle voudrait qu'on sache qu'elle n'est pas terrorisée.

- **Intervention de la défense**

Question de l'avocat de la défense : elle évoque les menaces reçues au téléphone. Elle veut savoir qui les a reçues ? Est-ce que ça a été signalé au service de protection ?

ALC dit que oui, elle a informé la direction mais qu'elle ne sait pas quelles répercussions cela a eu.

C. Audition de Sigolène V (SV)

Le président demande son rôle au sein de CH, son parcours au sein du journal, ce qu'elle a vécu le 7 janvier 2015.

Elle raconte qu'elle tenait une chronique judiciaire car elle est avocate. Elle raconte qu'en 2011 elle travaillait dans un camping en Corse et habitait dans une caravane et que Patrick P et Charb sont allés la chercher là-bas pour lui demander de venir travailler à CH.

Elle raconte que le matin du 7 janvier 2015, elle est arrivée en vélo du 19^{ème} avec son compagnon qui devait à la réunion de rédaction. Il n'est finalement pas venu. Elle est allée chercher un marbré car c'était l'anniversaire de Luz. Elle explique comment s'est passé le début de la réunion, elle était très joyeuse. Ils ont parlé de Michel Houellebecq et son nouveau livre. Seulement deux l'avaient lu. Bernard Maris lui a ensuite donné un livre à lire.

Ils ont également parlé de la montée du fascisme en Allemagne, puis ont eu une discussion sur les banlieues. Ensuite ils ont parlé des jeunes qui partent en Syrie.

Ensuite, ils ont entendu les coups de feu. Elle dit avoir regardé Cabu dans les yeux et qu'elle s'est dit qu'il avait sûrement compris ce qu'il se passait.

Elle parle de bruits d'arme à feu sourds, secs. Elle a pensé être touchée, elle est tombée et a rampé pour se protéger. Elle a vu le tueur la suivre et en la suivant il est tombé sur Moustapha O et il a tiré sur lui. Ensuite il l'a attrapé. Elle attendait d'être tué. Il avait le regard lourd, elle voyait son regard. Il lui a demandé de se calmer. Elle s'excuse devant la cour de dire qu'elle s'est dit qu'il avait l'air doux.

Le terroriste lui dit qu'il l'épargnait car c'était une femme. Il lui a ensuite dit de lire le coran.

Ensuite, elle essaye de reprendre ses esprits, elle voit l'étendue du carnage. Elle va vers Philippe qui est blessé au visage. Elle a identifié des bouts d'os, des bouts de cervelles partout.

Elle a ensuite appelé les pompiers pour dire « *Ils sont tous morts* », et à ce moment-là elle a vu Riss lever la main et dire « *non, pas moi* ».

Ensuite, elle s'est occupée de Fabrice. Elle voyait la chair et l'os de ses jambes. Elle a demandé à Coco de s'occuper de Philippe pendant ce temps.

Patrick P est ensuite arrivé et est allé vers Charb en criant, en pleurant.

Ensuite, elle est amenée au théâtre et se remémore deux moments choquants : les cris de Chloé Verlhac la femme de Tignious, et Jeremy G qui parle de Frédéric B.

- **Intervention du Président**

Le P lui demande si, lorsqu'elle retourne dans la salle de rédaction, elle pense que le danger est loin ? Elle dit qu'elle n'en n'était pas sûre mais qu'elle avait besoin d'aller voir.

Elle pense que tout le monde a compris ce qu'il se passait mais qu'ils n'ont surement pas souffert.

Elle dit surtout que quand le terroriste l'a vu, il a semblé hésité. Elle s'est accrochée à ses yeux puis il l'a épargné en lui disant de lire le coran.

Elle explique que son père a déjà été rescapé d'un attentat et qu'elle a déjà vécu avec ça. Elle habitait avec sa famille à Djibouti.

Le président lit des passages de son PV d'audition et lui demande l'impact psychologique aujourd'hui. Le président apprend à la cour qu'un ami de SV est mort au Bataclan et que cela a aussi eu une répercussion psychologique sur son état.

Il lit une expertise psychologique très complète. Elle a eu un déficit fonctionnel de 50% de janvier à juillet 2015 et pourtant elle a continué à travailler. Pour les souffrances endurées, cela a été calculé à 4,5/7.

Elle finit par dire qu'elle a mis du temps à se constituer partie civile à cause de son statut d'avocate car elle n'arrivait pas à se dire avocate, victime et partie civile.

- **Intervention de son avocate et d'avocats de partie civile**

Elle remet dans son contexte le jour du 7 janvier en disant que c'était très joyeux. SV répond que oui, que même si chacun disait ce qu'il pensait c'était toujours une ambiance très bonne. Elle venait toujours le mercredi pour écouter l'intelligence des autres.

L'avocate rappelle aussi que tous les témoins ont dit que le temps était très long. Elle demande si cela a été pareil pour SV. Elle dit que oui, que le temps était très long. Elle avait peur que Fabrice meure dans ses bras.

Elle a écrit dans le numéro des survivants, en parlant du chien qui était dans la rédaction le 7 janvier, afin de montrer toute l'incohérence de ce jour-là.

SV évoque le tatouage qu'elle s'est fait. Il s'agit du bateau de Moby Dick avec 12 personnes dessus. Ce sont les 12 victimes de CH, avec Frédéric B et Ahmed M.

Elle parle ensuite de la répercussion sur son travail, elle n'a pas pu écrire pendant un an. Elle habite maintenant dans le sud de la France et a tout quitté de sa vie de Paris. Elle écrit de manière épisodique dans CH sur des sujets écologistes.

L'avocat d'Elsa Cayat demande si elle sait comment Elsa est morte et pourquoi elle est morte. SV dit que c'est peut-être sa gestuelle, sa simple présence ou peut être une balle perdue. Elle ne sait pas mais quand elle est venue dans la rédaction, elle a vu Elsa et cela a ajouté à sa culpabilité.

D. Audition de Laurent L. (LL)

LL est arrivé à CH en 2009. Il est journaliste d'enquêtes et d'investigations. Il a été engagé pour apporter de l'information un peu différente, de l'information sur les grandes affaires. Il a eu un parcours classique au démarrage puisqu'il a travaillé à Paris Match, au Point, au Parisien puis il a rejoint un site d'information satirique et ensuite la direction de CH.

Il raconte qu'il a rejoint une rédaction passionnante, composite, jeune et moins jeune, qu'il exerçait un travail passionnant. Il produisait de l'information et il était très libre dans ce qu'il écrivait. Il n'a jamais connu une telle liberté de rédaction.

Il dit avoir une mémoire fragmentée sur la journée du 7 janvier, il ne se souvient pas de tout.

Pour lui, ce 7 janvier était comme un retour de vacances, une rentrée.

A la fin de la réunion, ils entendent comme des pétards. Tout le monde s'est regardé en se demandant ce que c'était. Ça s'est rapproché et la porte derrière LL s'est ouverte sur deux personnes criant Allahu akbar. Au tout début il se dit que ce sont peut-être des forces de l'ordre, puis il comprend qu'ils sont attaqués et se retrouve sous une table, recroquevillé.

Il voit encore le dessus du crane de Georges Wolinski qui git devant lui. Toute sa vie a défilé devant ses yeux.

Il dit avoir entendu des coups de feu secs, pas en rafale. Il s'est préparé à être tué. Puis il a entendu un terroriste dire : « *on les a tous tué* ». Et une autre phrase « *on ne tue pas les femmes* » alors qu'il a vu Elsa Cayat tombée.

Il entend ensuite une détonation lointaine et ce dit qu'ils sont partis, qu'ils sont loin. Il raconte une scène d'horreur.

Il se rue vers son bureau pour téléphoner à son compagnon et lui demande d'appeler la police. Il a une crise de larmes. Il va ensuite vers Simon, lui parle, essaye de l'aider mais ne sait pas quoi faire.

La porte s'ouvre d'un coup et des journalistes de « Premières lignes » interviennent. Ils demandent une ceinture pour un garrot. Patrick P arrive, puis les secours et là tout se mélange.

Il raconte qu'il est resté sous une table où on ne pouvait pas le voir et que c'est cela qui l'a sauvé. Il se souvient que tout le monde s'est levé par surprise lorsque les terroristes sont entrés et en comprenant ce qu'il se passait ont essayé de fuir mais il était déjà trop tard. Il a vu les corps tombés. Il a entendu les cris quand les survivants ont compris que les terroristes étaient loin.

- **Intervention du Président**

Le président demande comment il a vécu l'après. LL a vu un psychologue pendant deux ans. Il a eu beaucoup d'insomnies mais a vite retravaillé la semaine d'après. Ils ont été hébergés par Libération puis dans des nouveaux locaux très protégés. Mais il dit n'avait pas pu continuer à travailler à CH. Il a quitté le journal et a travaillé ailleurs.

Il a eu des flashs de l'attaque pendant longtemps et il avait par exemple des problèmes sur le fait de se retrouver autour d'une table. Il va mieux aujourd'hui, il vit avec. Il a appris à dompter ses troubles et pense toujours à ceux qui ne sont plus là.

Ce procès est particulier pour lui car il a souvent été dans les procès en tant que journaliste et aujourd'hui il y est en tant que PC.

Pour lui ce procès est très éprouvant. Il veut la lumière sur la chaîne de responsabilité. Il se demande aussi pourquoi Peter Chérif n'est pas là. Il est déçu qu'il ne soit pas là et le dit au Président.

LL dit que personne n'a anticipé ce qu'il s'est passé quand des cocktails Molotov avaient été lancés sur CH. Il dit que les services de l'état n'ont pas anticipé et qu'on pouvait rentrer comme dans un moulin dans ce bâtiment.

Il décrit la table sous laquelle il était et c'était une table normale, il n'y avait pas de barre en dessous. Il voyait tout dont les jambes du terroriste.

Il parle aussi de son téléphone, qu'il a retrouvé sur la table de réunion, plein de sang. Il se rend compte en le reprenant plus tard qu'il n'y avait pas de sang et que c'était lui qui s'était fait cette image.

Il a identifié les corps car les enquêteurs ont demandé à ce que quelqu'un le fasse et qu'il a voulu aider. Il se rappelle ces corps, réunis dans cette salle de rédaction, réunis comme la famille qu'ils étaient.

Il dit qu'il a voulu suivre l'enquête par la suite comme le journaliste qu'il était. Il a donc suivi l'instruction et pour lui, des mystères ne sont pas levés.

Nous apprenons par un des avocats des parties civiles que Peter Chérif sera auditionné le 24 septembre en visio-conférence.

E. Audition de Cécile T

Elle est arrivée à CH en 2013 en tant qu'éditrice. Elle explique que c'est dur pour elle de témoigner car elle a l'habitude de travailler dans l'ombre.

Elle dit être là pour plusieurs raisons : d'abord pour témoigner en tant que témoins sans blessures physiques, pour ces anciens collègues et également pour relater la joie qui existait au sein de cette rédaction. Elle se rappelle de ce 7 janvier comme une journée très joyeuse, ils se retrouvaient tous et elle en était ravie.

Elle se rappelle avoir croiser Sigolène V puis Fabrice B. Ils se font la bise et ils ont filé à la rédaction.

Elle raconte qu'elle se mettait toujours au deuxième rang de la table lorsqu'elle assistait aux réunions de rédaction car elle est éditrice et a l'habitude de se mettre toujours en retrait.

Elle raconte que ce jour-là, elle a changé de place au début de la réunion car elle était coincée contre le mur, au deuxième rang, juste derrière Elsa Cayat. Elle est allée s'installer un peu plus loin, à l'extrémité de la salle de rédaction.

Elle parle des mêmes sujets évoqués par les autres au début de la réunion : Michel Houellebecq, les jeunes qui partent en Syrie...

Elle dit être de nature froussarde et c'est pour cela qu'en entendant des bruits, elle s'est tout de suite levée car elle a eu peur. Elle s'est dirigée vers le bureau des correcteurs. Elle a entendu Fabrice B dire à un moment que ce n'était pas normal.

Elle s'est dirigée vers le bureau des correcteurs avec Luce L, elles sont tombées toutes les deux puis se sont cachées derrière une armoire, très étroite. Coco était sous le bureau. Elle tenait Luce fermement dans ses bras. Elle n'a pas osé appeler la police. Elle ne voulait pas attirer l'attention.

Elle a entendu « *on ne tue pas les femmes* » puis une deuxième phrase : « *on peut y aller ils sont tous morts* ».

Elle a appelé le 17 puis son conjoint. Elle dit n'avoir rien vu mais a vu toutes les douilles par terre. Pour elle, c'était la preuve de tout cela.

Elle a ensuite été incapable de regarder la salle de réunion puis incapable d'aider quelqu'un.

Elle se souvient de tous les téléphones qui se sont mis à sonner. Les secours sont arrivés. Puis ils sont allés dans les bureaux du journal Premières lignes et enfin dans le théâtre en face.

Elle dit avoir été confronté à la foule quand elle est sortie des locaux et qu'elle a trouvé ça très dur.

Elle a ensuite passé une journée d'attente, avec des nouvelles parcellaires.

Le cauchemar a continué les jours d'après. Elle suivait les informations, terrifiée.

Elle dit être intimement persuadé que si elle était restée derrière Elsa, elle serait morte. Elle n'a pas été vu par Chérif Kouachi.

Elle déclare également que pour elle, le terroriste a vu le regard de Sigolène V et qu'il l'a, d'une certaine manière, émue.

Dans son PV d'audition, elle ne s'était exprimée, elle n'était pas prête. Aujourd'hui elle le fait. Elle voulait préserver une bulle de protection.

F. Audition de Gérard G

Monsieur Gérard G n'appartient pas à la direction de CH, mais il en était l'invité ce jour-là avec Michel R (décédé).

Il est membre d'une association qui organise tous les ans un festival de carnet de voyage. Cabu en était invité d'honneur en novembre 2014.

Cabu a proposé à Gérard G et Michel R d'assister à une réunion de rédaction. Ils se sont alors présentés ce lundi matin dans une ambiance joyeuse. Ils rapportaient les dessins mais également un cadeau à Cabu (un jambon). Puis la réunion a commencé. Ils se trouvaient dans une salle étroite, lui à gauche de l'entrée dans le coin du fond. Vers 10h30, il a entendu des bruits secs puis des détonations, des cris, et il a vu en face de lui un homme cagoulé avec une kalachnikov. Dans un dixième de seconde, il a réussi à se jeter sur le côté, sous la table. Il était parfaitement conscient de ce qu'il se passait.

Il pense avoir perdu connaissance un bon moment. A son réveil, il a vu Fabrice qui était blessé puis il a demandé d'appeler les secours. C'est à ce moment-là qu'il a vu son ami Michel R, blessé mortellement. Il avait 40 ans. Ça a été très dur pour lui, surtout qu'il laissait une fille d'une dizaine d'année.

Il a également été amené au théâtre où il a assisté à de vraies scènes de détresse et où il a ressenti une profonde solitude car il ne connaissait personne. Il était l'inconnu.

GG a ensuite présenté un état psychiatre très fragilisé, avec un syndrome de mort imminente et une répercussion psychologique très importante.

- **Intervention du Président**

Le Président lui a demandé comment s'est passé sa « vie d'après » : il raconte être reparti à Clermont Ferrand et qu'il a vécu des moments très difficiles car il ne pouvait pas partager ce qu'il avait vécu. Il avait également l'impression d'être en danger et de ne pas être protégé. Il avait peur quand il était chez lui, il lui était impossible de sortir le soir. Il se trouvait toujours en état d'alerte.

Gérard G raconte une anecdote particulière : quelque temps après les attentats, une personne appelait toujours chez lui en disant qu'il cherchait à joindre un certain Charlie.

Gérard G a eu peur et a alerté la police. Une enquête a alors été ouverte. Il a su par la suite qu'il y avait bel et bien une personne dénommée Charlie que l'on cherchait à joindre et que cette personne n'avait seulement qu'un chiffre de différence avec son propre numéro de téléphone. Cette coïncidence l'a beaucoup perturbé.

Il évoque ensuite la culpabilité du survivant qu'il a ressenti, surtout du fait de son âge. En effet, il était beaucoup plus vieux que son ami et collègue Michel R à l'époque des faits et cela a été très dur à accepter, à assumer.

Le Président lui demande s'il se considère comme une victime oubliée. Gérard G répond que non, mais qu'il est vrai que l'on a peu parlé de lui.

Suspension d'audience à 20h06.

JOUR 6 - MERCREDI 9 SEPTEMBRE 2020

L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo

Les avocats de la défense et des parties civiles font état des difficultés quant aux horaires de retour des accusés, par ailleurs ils précisent d'un commun accord qu'il n'est pas question de synthétiser les débats.

Le président confirme avoir demandé à chacune des maisons d'arrêt de lui communiquer les heures de départ et d'arrivée des détenus.

Après cette mise au point concernant la durée des séances, il annonce qu'il va être procédé aux auditions de Simon F., Philippe L., Fabrice N.

I. Audition des parties civiles blessées lors de l'attentat.

A. Audition de Simon FIESCHI.

Le président lui propose qu'une chaise lui soit apportée afin qu'il puisse témoigner sans difficulté relativement à son handicap. Il lui pose donc la question de savoir s'il est en mesure de rester debout. Celui-ci répond qu'il tient à rester à debout. Néanmoins, le président demande à ce qu'une chaise soit placée à proximité de la barre.

Le président débute l'audition de M. Simon F en lui demandant son âge et ses fonctions à Charlie hebdo et de relater ce qu'il a vécu ce jour-là.

M. Simon F, 36 ans, explique avoir intégré en 2012 à Charlie en tant que webmaster et qu'il était en charge de la gestion du site internet ainsi que de la relation avec les lecteurs. Toutefois, il souligne qu'il sera beaucoup plus bref dans son témoignage que ses camarades de la veille, car comme vous vu dans la vidéo diffusée, tout s'est passé de façon très rapide, « c'était bref pour moi, je me souviens d'une déflagration, j'entends Allahou Akbar, et plus tard on ne tue pas les femmes, ensuite je me suis évanoui et je pense que c'est ce qui m'a sauvé, j'entends plus tard LEGER dire oh merde (...). On a attendu l'arrivée des secours, j'étais en état de choc je ne comprenais pas ce qui se passait ; à leur arrivée ils ont du mal à m'extraire de la chaise sur laquelle j'étais assis, ils m'ont allongé par terre, ils m'ont demandé si je savais ce qui s'était passé, mais je ne pouvais pas leur répondre, j'étais en état de choc. Ce dont je me souviens c'est que mon bureau est le lieu de passage pour accéder à la rédaction, il y avait une trainée de sang, je ne savais si c'était mon sang ou bien ».

Ensuite il raconte avoir été transporté à l'hôpital. Sur le chemin, il se rappelle qu'il était conscient puisqu'il cherchait le numéro de ma mère afin de le communiquer au secours. À son arrivée à l'hôpital, il a été mis sous coma artificielle, il n'a eu connaissance exacte des faits que plusieurs semaines plus tard.

Il revient sur ces blessures : « On a tiré 2 balles sur moi ce jour-là dont une est ressortie de mon omoplate gauche et en sortant elle a touché ma colonne vertébrale. J'ai passé 5 semaines en réanimation et à ma sortie de réanimation, j'avais des côtes brisées, l'omoplate explosée, une paralysie

complète du haut, j'étais sous respirateur pendant plusieurs semaines, je suis resté un peu plus de 8 mois en rééducation complète et jusqu'à maintenant en rééducation pour toute la vie pour ne pas perdre ce que j'ai pu récupérer ».

Il évoque également les séquelles que peut laisser un tir à l'armes de guerre. Selon lui, elles sont de deux ordres : physiques et psychologiques.

Physiques : car il était atteint d'une tétraplégie complète qui par la suite s'est transformée en tétraplégie partielle, « les os du bassin, des jambes sont extrêmement atteints, donc la marche est très difficile, ma colonne vertébrale a diminué de 7 cm, les nerfs même au repos continuent à envoyer des signaux de douleur, les douleurs sont à vie on ne peut pas les traiter. J'ai perdu en sensibilité sur les mains, les jambes, mais la perte du sens du toucher n'empêche pas la douleur. Les 2 mains ont perdu en motricité, tous les gestes fins sont devenus difficiles. Il met en exergue l'impossibilité pour lui de faire certains actes du quotidien comme faire les courses ou faire la vaisselle, certaines douleurs seraient devenues chroniques, il est possible de les atténuer, mais sont à vie.

Sur son préjudice psychologique, « pendant longtemps j'ai cru que j'en étais épargné mais c'est venu après, quand mon état physique c'est stabilisé ». Il décrit également un stress post-traumatique. « Aujourd'hui, je souffre ou je suis protégé par une forme de dissociation, tous mes souvenirs sont là mais avec une forme de voile ». Il considère que c'est un effort psychique de tous les jours. Des fois il va bien, des fois non. Cela empiète sur sa vie sociale et professionnelle, essaye de ne pas penser à avant car cela génère une fatigue « abyssale ».

Il n'a pas le sentiment d'être un rescapé, ceux qui étaient présents ce jour-là ne sont pas des rescapés pour lui. Le terme de victime est pour lui techniquement exact, mais il lui déplaît, car il indique quelque chose de passif. La victime a des droits, lui considère devoir témoigner des conséquences des armes de guerre. C'est important de témoigner pour lui, car « une fois que la justice aura fait son travail, nous on restera ».

- **Questions des parties civiles**

Un avocat tient juste à la remercier pour son témoignage.

Pas de questions de l'Avocat général et de la défense.

B. Audition de Fabrice N. (F.N.).

Le Président décline son identité, et l'invite à aborder ses fonctions au journal, la journée du 7 janvier et ses conséquences sur sa vie.

Journaliste, le 7 janvier il fait face à la porte de la salle lorsqu'il entend une déflagration. Il s'agissait des frères Kouachi qui tiraient sur Simon. Le policier en charge de la protection de CHARB s'est précipité vers eux, et ils ont vu entrer un « ninja ». Il a pris une table en boulier, même s'il savait que ce n'était pas suffisant. Il a été touché par 3 balles, et a entendu Allahou Akbar.

Il se sent beaucoup moins touché que Simon, mais il est quand même diminué. Il préfère ne pas parler des conséquences. Il évoque toujours la crainte qu'un « imbécile » ressente le droit de venir les attaquer. Il se sent un peu en avantage par rapport à Simon, et Philippe LANCON. Il s'en sort mieux qu'eux et ses amis décédés.

Le Président l'interroge sur une expertise médicale récente, qui indique qu'il a déjà été victime d'un attentat en 1985. Il répond que le 29 mars 1985, rue de Rivoli, au cinéma juif, un « type derrière » eux dont il a entrevu l'ombre a déposé une bombe. La salle a été complètement détruite. Ils ont eu de la chance que le toit en ciment s'ouvre en 2 ce qui les a sauvés. Il a eu les tympons explosés, des pièces de l'engin ont été coincées dans son pied. Elle n'ont jamais pu être extraites. Les investigations ont laissé que l'attentat avait été commandité pour faire payer à la France une dette qu'elle devait.

Le Président le questionne sur son amitié avec une victime décédée après l'attentat, des suites de ses blessures. Il a été hospitalisé pendant presque un an.

Le changement de prénom et nom est abordé.

Concernant des automatismes évoqués dans les expertises, il indique ne plus pouvoir habiter en région parisienne. Lui et sa famille ont souhaité déménager dans un plus tranquille. Il éprouve aussi une peur injustifiée des femmes voilées et des barbus.

Il a écrit des livres, il travaille toujours pour Charlie, et a repris des activités professionnelles.

Le Président lui demande comment il aborde le procès. Il ne sait pas quoi répondre.

Il est aussi interrogé sur ce qu'il porte à la boutonnière. Il a eu l'idée de lancer un mouvement pour mettre fin aux pesticides qui tuent les insectes. Il réfléchit beaucoup depuis le 7 janvier. Il a recueilli 1,6 millions de signatures pour acheter des coquelicots, le 1^{er} vendredi de chaque mois. Des personnes se sont regroupées devant les mairies pour réclamer la fin des pesticides.

- **Questions des parties civiles :**

Un avocat lui demande dans quelles conditions il travaille depuis les attentats. C'est pour lui une vie à part entière. Lorsqu'il va dans les locaux de Charlie, il y a une porte métallique, un sas, des rayons X, des policiers, puis encore des portes de sécurité, puis enfin un agent de sécurité payé par le journal. Une salle est à l'épreuve des balles et même des lance-roquettes.

Il veut souligner aux journalistes que même en France, en 2020, il est possible qu'une équipe de journaliste travaille en état de siège. Aucun journal, aucune télévision n'est venue aborder le sujet de comment les journalistes travaillent à Charlie Hebdo.

Des valeurs lui permettent toutefois de continuer de travailler à Charlie. La défense de la liberté, la défense de la vie. La liberté c'est la vie, elle se défend avec les armes s'il le faut.

Pas des questions de l'avocat général.

- **Questions de la défense :**

Un avocat de la défense souhaite connaître son point de vue sur l'islam et l'islamisme, compte tenu de son regard particulier après avoir subi 2 attentats.

Son père était ouvrier communiste en banlieue parisienne. Il a été élevé dans le culte de la résistance anti fasciste. Il ne supporte pas la présence d'un fasciste ou d'un raciste. Il considère que le totalitarisme, c'est l'abnégation de la vue humaine. Le terrorisme est une nouvelle forme de totalitarisme, et le totalitarisme militaire islamiste mérite d'être combattu.

En 2013, sur le livre d'Eric Zemmour relatif à la révolution française, il propose d'aller le voir avec Philippe, qui est décédé. Il a refusé, répondant qu'il ne parle pas aux racistes. A cette période, il était souvent dit que Charlie était devenu raciste et islamophobe, alors que Charlie s'attaquait à toutes les religions sans distinctions. Une tribune est parue dans le Journal pour expliquer que le journal n'est pas raciste. Il considère qu'il y a un réseau dense de personnes qui ont refusé de mener le combat pour la liberté, qui ont préféré éviter le danger si présent du totalitarisme islamique.

L'avocat : « est-ce que les attentats ont fait évoluer ce mutisme intellectuel face à ce totalitarisme islamique militaire ? »

FN : l'esprit du stalinisme n'a pas été effacé

Comment CHARB vivait ces accusations d'islamophobes ?

FN : CHARB était un soutien fervent de la Palestine occupée... il souffrait énormément de ces accusations, c'était comme si quelqu'un le brûlait au fer rouge. »

Sur comment il fait pour vivre après 2 attentats, il répond qu'il n'a jamais réfléchi à la question. Il ne peut laisser des personnes faire ce qu'elles veulent parce qu'elles ne sont pas contents de dessins.

Il lui est demandé si les journalistes encouragent ou s'abaissent face à ce totalitarisme. Il considère qu'ils n'y adhèrent pas, mais que bon nombre d'intellectuels refusent leur rôle dans la propagation de ces idées.

Sur sa réaction après avoir appris les attentats, il a lu énormément sur la Shoah et le nazisme.

Suspension d'audience.

C. Audition de Philippe LANCON.

Il est absent aujourd'hui mais son avocat est présent.

Son avocat informe la Cour que son psychiatre s'est opposé à son audition.

Lecture est faite par la Cour de sa première déposition, puis de la seconde. Il a été blessé aux mains et au visage, alors qu'il était chroniqueur dans le journal. Il est arrivé un peu retard lors de la conférence le 7 janvier, et s'est installé au fond de la salle.

Il ne viendra pas.

D. Audition d'Eric PORTEAU.

Il est également absent ce jour, mais son avocat est présent.

Lecture est faite de sa déposition. Il est directeur administratif et financier de Charlie Hebdo. Il est arrivé à 8h, son bureau est au fond du couloir. Il s'est réfugié en dessous de son bureau, il a juste entendu les voix. Il est suivi par un psychiatre depuis janvier 2016.

Aucune observation supplémentaire.

Suspension d'audience.

E. Audition de Monsieur Laurent SOURISSEAU, Directeur de la rédaction de CHARLIE HEBDO depuis 2012.

« Dès sa création en 1992, CHARLIE HEBDO s'est très fortement opposé au FRONT NATIONAL. La rédaction a lancé une pétition appelant à dissoudre le FN, considéré comme contraire aux valeurs de la République.

Dans les années 1990, les caricatures étaient centrées sur la religion catholique. Déjà à cette époque, des personnes se sont opposées à CHARLIE HEBDO en essayant de le faire condamner pour racisme antichrétien. Le journal a été cité à comparaître devant les tribunaux, de nombreux procès se sont tenus. Pourtant, les juges n'ont jamais qualifié le journal de CHARLIE HEBDO comme raciste.

Au même moment, on assistait à l'émergence de l'islamisme mais cela paraissait tellement lointain.

En 2006, les caricatures de Mahomet sont publiées par différents journaux en France. Des directeurs de rédaction sont congédiés à la suite de ces publications. En réaction, pour résister, CHARLIE HEBDO décide de les publier.

La réaction de la « société des complices » de l'islamisme fut immédiate et très violente. CHARLIE HEBDO fut taxé de racisme antimusulmans et un procès fut intenté contre la rédaction.

Une nouvelle fois, la décision des juges a confirmé la jurisprudence constante sur la liberté d'expression.

En 2011, le printemps arabe nous donne l'idée de réaliser un dessin représentant « un Mahomet sympa ».

CHARLIE HEBDO voulait juste dessiner librement, sans être inquiété de quoi que ce soit.

Avant même la parution du dessin, le journal fut incendié par des individus dont on ignore encore aujourd'hui l'identité.

Après ça, CHARB et LUZ ont été mis sous protection policière et le journal fut relogé dans de nouveaux locaux.

La rédaction a dû s'adapter aux contraintes de la protection policière. Il nous a fallu imaginer tous les scénarios d'attentat possibles.

C'était dramatique d'en arriver là.

Un journal ne doit pas être renfermé sur lui-même, un journal se doit être ouvert sur le monde, sur les autres, recevoir des gens, organiser des enquêtes sur le terrain.

Cet incendie de 2011 fut révélateur de la fracture qui s'était creusée dans la société française, d'une dégradation de la tolérance et de l'ouverture d'esprit.

En 2012, CHARB et Zineb EL RHAZOUÏ ont publié la vie de Mahomet en bandes dessinées.

Contre toute idée, il ne s'est rien passé, aucune protestation, rien du tout. L'idée de supprimer la protection policière est apparue dans les esprits de la rédaction.

La protection policière de LUZ a alors cessé.

Seul CHARB a conservé sa protection puisqu'il a été visé par des dignitaires islamiques comme cible à abattre.

En conséquence, CHARB a fait une demande de port d'arme. Il voulait surtout pouvoir se protéger s'il était attaqué chez lui.

Par mesure de sécurité, les locaux de CHARLIE HEBDO ont été déplacé au 10 rue Nicolas APPERT dans le 11ème arrondissement de Paris en 2014.

En ce début d'année 2015, le climat était calme, la rédaction n'avait pas été menacée depuis plus de 2 ans. Il était même question de supprimer la protection de CHARB.

Pourtant, ce 7 janvier 2015, ils sont venus tous nous tuer.

Ce jour-là, après une conférence de rédaction classique, on entend deux claquements et puis on voit protection policière de CHARB sortir son arme et la pointer en direction d'une porte.

Tout le monde s'est levé et d'une deuxième porte a surgit un homme cagoulé entièrement habillé en noir et armé d'un fusil d'assaut noir.

Une fraction de seconde, je croise son regard, il semblait surpris de voir autant de monde dans la pièce.

Je me jette au sol, la tête sous le bureau de CHARB, les mains sur le visage, face contre sol, les tirs ont ensuite commencé, des bruits étaient démesurés, une première série de tirs qui s'estompe, une voix proche qui dit « pas les femmes, pas les femmes », les tirs reprennent, coup par coup, j'ai la vision de la mort, j'attends mon tour pour être exécuter, je me demande où ce qu'on va me tirer déçu, chaque seconde devient précieuse, je reçois un coup dans le dos, dans l'épaule, comme un coup de fourche, de la ferraille qui rentre dans votre corps, je reste alors en apnée à partir de ce moment pour faire le mort, des tirs, encore et encore, des phrases de proclamation en langue arabe, la recherche de CHARB, « il est où CHARB ? Il est où ? », les derniers coups de feu, puis le silence, que du silence, rien que du silence, un silence total.

Un certain temps s'écoule et soudain des coups de fusils retentissent et semblent être tirés depuis l'extérieur, la fusillade est intense mais elle semble s'éloigner.

Moi, je ne bouge pas d'un centimètre, j'entends des murmures, je me décide de pivoter, je me retrouve sur le dos, je ne voyais que le plafond, j'ai mis mes pieds sur une chaise pour faire refluer le sang.

Gérard G. s'est redressé, COCO a essayé de me soigner l'épaule, Fabrice N. gémissait, les autres ne disaient rien, plus rien du tout, que du silence.

Un pompier est arrivé, il m'a soulevé, debout face au bureau de CHARB, même si je ne voulais pas regarder la salle, j'ai dû enjambé CHARB, LUZ pleurait, le pompier m'a assis sur la chaise du rédacteur en chef, je me rallonge et j'ai mis mes jambes en l'air, j'ai ensuite donné le numéro de ma femme pour la prévenir, des secouristes sont venus, m'ont soigné, m'ont enfourné dans une ambulance, j'étais même pas sûr d'être vivant, j'ai subi des examens, un coma, le transport dans une chambre au sein d'un hôpital inconnu.

Tout s'enchaîne tellement vite. Au détour d'un couloir, je vois ma femme, mon frère et ma sœur. Là, j'ai compris que j'étais vivant. Mon certificat médical fait état d'une fracture complexe de l'épaule

gauche, très fortement touchée. Je suis resté à l'hôpital 15 jours, j'avais des fractures multiples, mes os étaient brisés. Il m'a fallu 6 semaines d'attente pour que les os se ressoudent. J'ai subi une longue rééducation du matin au soir tous les jours de la semaine mais j'ai perdu l'usage normal de mon bras, je ne plus totalement le lever.

Pour revenir sur ce carnage, entre l'entrée et la sortie des frères KOUACHI, il s'est écoulé 1m47 secondes. En 1m45, ils ont assassiné toute la rédaction.

Ces gens étaient venus pour tuer tout le monde, c'étaient des robots que rien ne pouvait arrêter, c'était une exécution. Ce drame est un drame collectif, que faire ce journal, que va-t-il devenir ?

Il fallait continuer le journal non seulement pour la mémoire des victimes mais également pour des raisons politiques car c'était la première fois qu'un journal était attaqué en France.

Et puis, c'est terrible de ne plus avoir quelque chose à faire, tous les survivants voulaient retrouver leur place, se prouver qu'ils étaient encore capables de faire quelque chose, des dessins, des articles, retrouver une utilité.

Je n'aime pas le statut de victime. Ce statut, c'est un peu un piège dont il est difficile de sortir. « Je préfère me décrire comme un innocent, je rejette la culpabilité pour les caricatures, je rejette le statut de victime, je préfère le mot innocent, je suis innocent, on l'était tous. »

L'interdit de ne pas dessiner Mohamed, la rédaction de CHARLIE HEBDO ne l'a pas suivi par liberté, non parce qu'on ne respecte pas la religion musulmane, mais parce qu'on a décidé de ne pas se plier à l'interdit.

On croyait qu'en France on pouvait dessiner librement. Cependant, autour de nous l'environnement changeait, des nouvelles formes de totalitarisme apparaissait, une forme de totalitarisme religieux, on voulait imposer en France une forme de terreur.

Le mobile de ce crime était de « venger le prophète ».

Un numéro spécial fut consacré à la publication des caricatures avec un Mahomet éploré qui s'exclame « C'est dur d'être aimé par des cons ». Qui sont les cons ? Ce sont les intégristes. Pourquoi préciser sur la Une qu'il s'agissait des intégristes ? La mention « Mahomet débordé par les intégristes » a été intégré au dessin pour éviter qu'il soit détourné.

La rédaction de CHARLIE HEBDO ne voulait pas faire d'amalgame entre musulman et intégristes. L'objectif de la reproduction des caricatures ? Il faut donner tous les éléments pour que chacun puisse se forger sa propre opinion. Il faut laisser le lecteur comme unique juge, le laisser déterminer lui-même si les caricatures étaient vraiment offensantes ou pas.

A mon sens, il n'y avait vraiment de méchant dans ces dessins. En réalité, l'objectif de les publier était juste de les publier, pour la liberté de le faire. Pourtant, il y avait un vrai climat d'intolérance en France après l'incendie du journal.

Car non, c'est inacceptable qu'un journal soit brûlé sous prétexte que soit publié quelque chose qui dérange.

Quatre jours après l'incendie du journal, une pétition fut portée par ROCADIA DIALLO pour l'interdiction de CHARLIE HEBDO.

Au cours de cette manifestation, la rédaction fut accusée d'islamophobie.

Plus qu'une histoire de caricatures, il s'agit d'une véritable offensive de l'islam politique, une volonté de modifier la démocratie française, c'est un problème de fond très grave. C'est au politique de le résoudre.

En 2011, une partie de la gauche n'a pas défendu CHARLIE HEBDO et a trouvé des excuses politiques à ce genre d'accusation d'islamophobie et à la censure.

Selon moi, ces intellectuels voient dans l'islam politique un moyen de déstabiliser la sociale démocratie qu'ils détestent.

Pourquoi vivre ? Vivre pour être libre ou pour être soumis à l'arbitraire démentiel du fanatisme ?

Je ne regrette pas d'avoir publié ces caricatures, ce que je regrette c'est à quel point les gens acceptent d'être soumis. Il n'y a pas à regretter de se battre pour sa liberté.

S'agissant de la republication des caricatures : l'Iran, Turquie ont exprimé des menaces contre la France.

On oublie ce qu'on vécu les générations précédentes, des déportations, des combats pour la liberté, notre génération a bénéficié des libertés acquises au prix du sang.

Notre génération se doit de se battre.

CHARLIE HEBDO s'est toujours interrogé sur comment être le plus libre possible. Voilà la seule et unique question qui fonde CHARLIE HEBDO.

CHARLIE avant 2015 était une sorte de carrefour de rencontre entre des gens très différents, avec des opinions différentes mais traversé par les mêmes émotions, les mêmes doutes mais avec les mêmes exigences.

C'était naturel entre nous, on était dans une communauté de sensibilité, pas de différence entre les âges, les mêmes sens d'intérêts, les mêmes questions.

CHARLIE c'était intemporel, l'humour était un dénominateur commun, quelque chose qui traverse les âges.

Après l'attentat, c'était comme si j'ai été coupé en deux, tronçonné en deux.

Je l'ai vécu comme une mutilation, j'ai ressenti une déchirure, la perte de mes amis, de leur esprit, de leur âme, de leur intelligence.

J'ai ressenti une gêne à me dire que les autres ne peuvent plus vivre et que moi je peux continuer ma vie. Aujourd'hui, je vis un peu pour eux. Parfois, je les imagine encore vivants, j'imagine des conversations avec eux.

A titre personnel, je voulais adopter un enfant avec ma femme, mais on m'a fait comprendre que jamais, jamais, on ne va confier un enfant à des gens placés sous protection policière. Je vis constamment sous protection.

Les émotions ressentis au bord de la mort, c'est indescriptible, j'essaye de le retranscrire à mes lecteurs, à ceux que je rencontre.

C'était assez facile de savoir que le mercredi matin était le jour de la conférence de rédaction.

Pourtant, ce sont des individus qui ne savaient pas ce que c'était un journal, leur cible était CHARB, ne s'attendaient pas à ce que la salle de rédaction soit à ce point remplie.

Le terrorisme est une nébuleuse, mais ce procès a pour fonction de comprendre comment s'organise un attentat, comment on le planifie, comment on le pense, comment on passe à l'acte.

II. Audition de parties civiles.

A. Audition de Patrick PELLOUX.

Il l'un des premiers arrivés sur les lieux. Ami de CHARB, il est médecin urgentiste.

« Je suis rentré à CHARLIE HEBDO en 2004. Je faisais des reportages sur la canicule de 2003.

Je discutais beaucoup avec CHARB sur tous les sujets : laïcité, la non-violence, l'écologie, l'antifasciste.

Après la reproduction des caricatures danoises, il y a eu les premières menaces, l'incendie de 2011. Comme toute religion, il fallait pouvoir rire de l'islam, la blasphémer.

Ce 7 janvier, vers 9h, CHARB m'a appelé pour que je vienne participer à la première conférence de rédaction de l'année. J'avais déjà un rendez-vous important de prévu donc je n'ai pas venir.

Vers 11h30, le graphiste de CHARLIE m'a appelé pour me prévenir qu'un attentat avait été commis.

Je préviens le SAMU, je fais tout pour déclencher les secours.

J'arrive très vite sur les lieux, je vois un homme à l'entrée sur le sol, des gens lui font un massage cardiaque, je monte vers la rédaction, plus je monte, plus il y a de sang.

On m'ouvre, la vision est très difficile, un odeur de poudre, je vois Simon F. gravement blessé, je vois plein d'étuis de balles par terre.

Je vois CHARB. Il était au-delà de toute ressource thérapeutique. On a dirigé les secours par rapport à ce qu'on voyait, comme on était sur place, j'ai appelé toutes les salles de réveils que j'ai pu. Ces salles sont des salles où arrivent des blessés les plus graves. Les blessures par arme de guerre empirent avec le temps. La mortalité s'aggrave de minute en minute. Il faut aller le plus vite possible.

Les autres collègues sont arrivés, chacun a pris une victime, les 4 survivants, de manière à les faire sortir le plus rapidement possible.

Je me suis ensuite occupé du regroupement des victimes entre ceux qui ont une atteinte somatique et ceux qui ont une atteinte psychologique.

La décision est prise d'emmener ceux qui n'étaient pas blessés au théâtre voisin des locaux pour les prendre en charge psychologiquement.

J'ai dû annoncer des décès à des amis, à des familles, à des proches. Ce fut terrible, terrible.

J'ai ensuite été dirigé à l'Hôtel Dieu pour faire un débriefing. C'est là où j'ai annoncé à la fille HAYAT que sa mère était morte.

Aujourd'hui en France, il y a un débat entre 2 protocoles :

- La pratique israélienne : sortir le plus vite possible les victimes de la zone d'attaque.
- La pratique nord-américaine : sécuriser la zone avant d'aller chercher les victimes (police d'élite et de déminage, c'est très long).

C'était un carnage.

Depuis, j'ai une fracture à l'intérieur de moi, les blessés à aider, la désespérance de voir CHARB dans cet état, les autres, les premiers soins, les garrots, un automatisme, cet automatisme je le vis tous les jours, c'est très difficile, faire médecine, c'est aider les gens, je n'ai pas pu les aider.

Ils se sont tellement acharnés sur CHARB.

CHARLIE c'était un paradis de culture, des débats d'idée extraordinaires, des gens de paix, qui prônaient des idées altruistes, d'une bonté bienveillance.

L'art du dessin de presse est une exception française. C'était merveilleux CHARLIE HEBDO avant. On ne sait jamais quand le bonheur est là, on sait quand lorsqu'il n'est plus là. La veille j'étais avec CHARB et sa compagne à un concert de Jazz.

C'est un désespoir quotidien.

Ce fascisme islamique est abject, je regrette que les politiques ne comprennent pas que la défense laïcité est absolument capital, personne n'empêche de croire, mais qu'on nous empêche pas de penser, d'écrire, de dessiner.

Le mentor islamiste des frères KOUACHI, urgentiste, était présent à la salpêtrière au-dessus des salles de réveil pile le jour de l'attentat, il se présente aujourd'hui comme repent. C'est une coïncidence qui soulève beaucoup de questions. Les fichés S ne sont pas signalés aux hôpitaux.

Dès qu'on fait une critique de l'islamisme, c'est insultes, menaces, intimidations, taxé d'islamophobes, or l'islamisme est un fanatisme armé.

B. Audition de Zhineb EL RHAZOU

Le Président rappelle aux personnes qui sont dans les salles 2.03 et 2.04 que ces salles sont des prolongements de la salle 2.02 et que les règlements de la salle principe sont exactement les mêmes qu'en salle 2.02.

Il indique que l'audience va se poursuivre avec l'audition de Madame Zineb EL RHAZOU.

Celle-ci est dirigée vers la barre par l'huissier.

Le Président présente à la salle Madame EL RHAZOU dans ces termes « bonjour Mme vous êtes Mme Zineb EL RHAZOU, vous êtes partie civile dans ce dossier et également citée par les parties civiles, qu'avez-vous à nous dire, surtout que dans votre déposition vous étiez à l'étranger au moment des faits, qu'entendez-vous sous dire par rapport aux faits ? »

Mme Zineb EL RHAZOU répond qu'en sa qualité de partie civile, elle souhaite faire part de son humilité vis-vis des autres parties civiles qui ont perdu un être. Elle confirme à la cour qu'elle était à Casablanca, non pas pour des vacances mais pour le travail et ne pas avoir vu la scène chaotique.

Elle revient sur son parcours professionnel, comment elle a intégré Charlie Hebdo : « J'ai commencé comme journaliste au Maroc dans un journal qui avait une fait publication sur les caricatures danoises en 2006 ». Elle souligne qu'on ne voyait pas les caricatures car cela aurait été bloqué dès l'impression. Elle a donc rejoint le journal en 2007 soit un an plus tard car c'était le seul journal qui permettait de contester l'islam.

Elle est née d'une mère française et d'un père marocain. Elle a grandi au Maroc ou elle a fait toute sa scolarité.

Elle rappelle qu'elle se serait fait connaître lorsqu'elle a organisé, avec des jeunes, un pique-nique pendant le mois de ramadan, alors même qu'il est interdit de manger ou boire en public pendant le ramadan. Ce mouvement de contestation dont elle a été à l'origine a eu comme conséquences la fermeture du journal et un soulèvement national qui a abouti au *Printemps marocain* dont elle a été la porte-parole en février 2011.

« J'ai connu le 1^{er} attentat de Charlie avec Charb, j'étais déjà pigiste et on avait prévu de publier une bande dessinée sur la vie du prophète Mahomet avec des dessins de Charb et des dialogues par moi. De là où je viens, je sais que c'était un combat que de rejoindre Charlie, j'ai vu en Charlie une survie, j'avais été arrêté plusieurs fois au Maroc [...] ». Lorsque Charlie l'a accueilli c'était comme lui « donner la dignité, (lui) permettre d'exercer (son) métier ».

« Lorsqu'on a publié la bande dessinée, il s'en est suivi des menaces, j'ai été repéré par les médias arabes comme *l'arabe*, la vendue, ils ont oublié que j'étais française de par ma mère et de par mes convictions ».

Avant la date du 7 janvier 2015, elle pouvait travailler à distance, « Charb me permettait de lui envoyer mon papier même si je n'étais pas présente, j'avais ma rubrique où je devais parler chaque semaine de quelqu'un qui avait subi des foudres d'une religion. [...] Charlie était une famille professionnelle formidable. »

Le 7 janvier, elle se trouvait encore à Casablanca, elle n'avait pas pu rentrer plus en France car, l'époque elle connaissait des difficultés pour trouver un logement, ce qui l'a incité à rester à Casablanca le temps de trouver une solution. Le jour du drame, elle avait envoyé un courriel à Charb, comme elle le faisait souvent, lui expliquant que son souhait de faire « un papier » au sujet la vente des esclaves femmes par l'Etat Islamique. Selon elle, « c'était une matière pour un article de Charlie, j'ai envoyé ce mail et je me suis rendormie. J'ai été réveillée par un collègue marocain qui criait au téléphone qu'il y avait eu une fusillade dans mon journal. Je ne le croyais pas. J'appelle Charb qui ne répond pas évidemment, ensuite j'appelle au secrétariat, c'est Luce qui répond et qui me dit qu'il y a au moins une dizaine de morts, je lui demande où est Charb elle me répond qu'il est mort ».

Mme EL RHAZOUÏ évoque s'être installée devant sa télévision pour suivre les informations. « Mon téléphone n'arrêtait pas de sonner, ma famille mes amis tout le monde m'appelait, je n'arrêtais pas de faire le décompte des morts, on dirait qu'il fallait atteindre le chiffre 12, mais ça s'est arrêté à 5 ». Elle était sous le choc, au journal, son lieu de travail, il y avait des personnes qu'elle côtoyait, avec qui elle allait prendre un verre souvent.

« Jusqu'à aujourd'hui, je ne me considère pas comme victime, j'ai vécu ma culpabilité de survivant, la mort de Moustapha m'a beaucoup marqué car il ne venait jamais le lundi. Avec le temps, on se dit que les seuls coupables se sont ceux qui ont, par cette idéologie, tué. Je ne veux pas dire que ceux qui sont pour ce combat, sont morts pour rien, donc je continue à me battre pour cette cause, j'avais déjà eu une fatwa en 2011 par les oulémas du Maroc. J'ai vécu la descente du journal, j'ai vu le

désarroi de Charb qui a vu l'isolement du journal. On n'avait pas imaginé ça, il y a ceux qui ont vécu là le pire, mais pour ma part je vais réaliser que mon cauchemar ne faisait que commencer parce qu'avec la médiatisation, moi qui suis identifiée comme une grande gueule, j'ai parlé de mes collègues, de la laïcité, j'ai parlé du droit à la liberté d'expression, donc je parle de tout ça à des médias arabes, dès février 2015, je vais me retrouver sous un niveau de protection qu'un civil ne pouvait avoir en France, parce qu'ils ont mis une fatwa avec hashtag obligation de tuer Zineb EL RHAZOUÏ [...]. »

Le Président coupe la parole à Zineb EL RHAZOUÏ (ZE) car il voudrait recentrer les débats sur les faits et qu'elle synthétise les débats comme dit précédemment.

- **Questions des parties civiles**

L'avocat de Zineb EL RHAZOUÏ (ZE) prend la parole.

« A votre retour de Casablanca, vous êtes arrivés à l'aéroport de paris et vous avez été immédiatement mise sous protection policière dès votre descente de l'avion jusqu'à aujourd'hui, comment vivez-vous cela ?

ZE : Ma petite personne, mon parcours n'ont aucune importance, mes collègues ont été tués par des personnes qui ont accompli l'acte par idéologie, mon sentiment c'est qu'aujourd'hui, l'assassin continue de courir sinon je ne serai pas sous protection policière avec toutes les conséquences que ça a sur nos vies personnelles. Personnellement, j'ai vécu tous les coups durs de Charlie, mais je veux dire que les gens qui vivent ma situation, vivent une vie de condamné à mort, une vie en sursis. Charb parlait parfois de son assassinat, on en riait, c'était une menace omniprésente, et mon désarroi vient du fait que ceux qui ont permis à ces personnes d'agir en France, qu'ils ont une responsabilité, comment faire notre deuil dans un pays où il y a un conseil contre l'islamophobie, on a tous à Charlie était d'abord, comment dire, on nous a trainé dans la boue, on nous a fait passer pour des racistes, on nous a déshumanisés. Même le conseil du culte musulman a condamné la représentation du prophète sans parler de la caricature. [...] Comment vivre l'obligation de se projeter à chaque fois qu'on est avec nos familles en se disant que si quelque chose arrive, je devrai fuir dans le sens opposé pour épargner ma famille alors que je suis la seule concernée. Fabrice NICOLINO a parlé de totalitarisme et je pense que c'est le cas, c'est un fascisme. Tous les fascismes, on un chef vénéré, ici c'est le prophète, on voit le sort réservé aux homosexuels dans l'islam, aux femmes, tous les fascismes sèment la terreur, mon inquiétude c'est que cela continue, on a peur en permanence, c'est ce que vivent mes collègues de Charlie et moi-même ».

Président : vous avez été entendu en tant que partie civile mais il se peut que votre CPC soit considérée comme irrecevable car vous n'êtes pas directement concerné par les faits, nous allons peut-être la réexaminer »

Un avocat de partie civile prend la parole et met en avant le fait qu'une personne s'est présentée le jour de l'audience pour se constituer partie civile, ce qui lui a été refusée. Le président rétorque qu'il souhaite juste préciser qu'à un moment donné que la cour se prononcera sur la recevabilité de certaines constitutions à partie civile.

Le conseil de ZE reprend ses questions. Pensez-vous que sur le combat contre le totalitarisme a évolué ?

Zineb EL RHAZOUÏ : « L'évolution, c'est la publication une 2^{nde} fois des caricatures alors même que des personnes y ont payé de leur vie, Charlie a été le seul journal a osé sortir ces caricatures, il y a

une tétanie dans tous les pays (USA, Belgique, partout) tous les jours je continue ce combat et de jour en jour je vois le niveau d'infiltration de cette idéologie, c'est ça qui me réconforte et qui me donne le courage de continuer. On est nombreux mais pas encore assez dans ce combat car beaucoup sont muselés par cette idéologie, je ne blâme pas ceux qui ont peur de la mort mais je blâme les hypocrites qui demandent la même chose que les frères KOUACHI, moi je ne pourrai pas ! Je ne peux pas me résoudre à dire que les KOUACHI ont gagné parce qu'il faut vivre digne et libre et malheureusement la France est hostile et le monde est de plus en plus hostile à ceux qui critiquent l'islam. »

Un autre avocat de partie civile prend la parole. « Vous avez déclaré avoir étudié le fait religieux, que pensez-vous de la phrase des assaillants « on ne tue pas les femmes » ?

ZE : je ne suis pas experte du fait religieux, mais cette phrase mal a été utilisée, [...] c'est un mensonge puisqu'ils ont tué 2 femmes Clarissa Jean-Philippe et Frédérique, [...] je cherche toujours un texte qui interdit la caricature mais je ne l'ai pas trouvé jusqu'à maintenant.

Pourquoi avez-vous abandonné l'islam ?

ZE : La question de la foi ne se pose pas on ne peut pas la traiter avec rationalité, les croyants mettent Dieu ou Allah à la place de ce point d'interrogation. Pour moi c'est une question de dignité, de probité, j'ai étudié la religion et j'ai continué ; et en tant que femme c'est très difficile de rester dans cette religion

A quel moment de votre enfance ou de votre adolescence, vous avez ressenti cette rupture avec l'islam, avec l'islamisme ?

ZE : personnellement, j'ai constaté cette rupture dans les années 30 dans les pays arabes, donc pour moi c'est un totalitarisme, une idéologie fasciste. »

Suspension d'audience.

JOUR 7 - JEUDI 10 SEPTEMBRE 2020

I. Auditions des parties civiles, ayant droit des personnes décédées lors de l'attentat

A. Audition de Mme Véronique C. (VC).

Il s'agit de la femme de Jean CABU.

Le président demande de parler de Jean CABU, d'exposer qui était Jean CABU.

VC se met à parler de lui. Elle dit d'abord qu'il était un formidable dessinateur judiciaire, qu'il a couvert de nombreux procès. Ce dernier a même couvert le procès Barbie.

Elle dit que les hommes et les femmes de Charlie Hebdo étaient des personnes libres, et emplies de liberté. Pour elle, les terroristes ont voulu détruire cette liberté. Elle déclare « *je suis là pour témoigner de la vie de CABU qui était un homme complètement libre* ».

Elle raconte qu'il a commencé à dessiner à l'âge de 15 ans et qu'il a dessiné pendant 60 ans.

Elle raconte qu'il n'a pas que fait CH mais a aussi dessiné dans toutes sortes de journal télévisuel : *Télé Matin, Soir 3, Droit de Réponse*.

Quand il était sur le plateau de Michel Polac, dans l'émission *Droit de réponse*, il a reçu un dessin d'un jeune dessinateur qu'il a ensuite invité dans cette émission. Ce jeune dessinateur, c'était Charb.

Elle déclare que son mari est mort pour ses idées. Elle évoque ensuite le film sur Cabu « *Cabu, politiquement incorrecte* » qui se déroule quand ils décident de publier les caricatures danoises. Dans ce film, on voit des images de la rédaction, où ils discutent tout, ils argumentent, sur l'idée de publier les caricatures.

Elle repense à la fameuse couverture de Cabu. Elle trouve cela triste de rabaisser un dessin à des propos tel que « *c'est dur d'être aimé par des cons* ».

Elle dit que perdre l'homme de sa vie dans ces conditions, on ne peut jamais s'en remettre. On lui a dit qu'une balle de kalachnikov peut aller jusqu'à 850 km/h.

Mme CABU est très émue à la barre et a quelque fois du mal de s'exprimer.

Le 7 janvier, quand elle apprend que quelque chose se passe chez CH, elle sait que le pire est arrivé.

Elle a monté les escaliers de la rue Nicolas Appert puis un policier lui a dit « *vous ne pouvez pas monter c'est une scène de crime* ». Elle est ensuite allée au théâtre et elle s'est battue pour savoir ce qu'il s'était passé.

C'est un jeune en blouse blanche qui lui a dit que son mari avait été assassiné.

Elle a ensuite croisé JP TOURTIER qui lui a dit « *Madame, notre métier c'est de sauver des vies et pour votre mari ce n'était pas possible* ». Il lui dit avoir été sur des opérations de guerre et qu'il n'avait jamais vu un carnage pareil.

Elle parle d'une phrase fétiche que CABU lui disait toujours « *Véronique ne t'inquiète pas* » et elle dit que ce jour-là elle avait eu raison de s'inquiéter. Il disait toujours : « *Les armes se retournent toujours contre ceux qui les fabriquent* ». Elle déclare que la France est le 3^{ème} pays producteur d'arme.

Elle souhaite également rendre un hommage aux membres de CH, qui ont toujours été là pour elle, qui l'ont préservé même s'ils sont eux-mêmes psychologiquement atteints.

Elle cite une phrase de Robert Badinter sur la déportation de son père : « *On cicatrise de l'extérieur mais à l'intérieur jamais* ».

Elle prononce le numéro de carte de presse de CABU qu'elle connaît par coeur.

Elle finit par dire que CABU était un fan de gâteaux, un fan de jazz, un amateur de Charles Trenet, de musique baroque et qu'il en écoutait toujours avant de s'endormir. Elle dit ne plus pouvoir écouter de musique depuis 5 ans.

Elle clôt son témoignage en disant qu'elle n'entendra plus jamais son rire.

- **Intervention de son avocate**

Intervention de son avocate qui parle de l'âge à laquelle il est mort et de sa ville d'origine.

VC dit qu'il avait 74 ans et qu'il était originaire de Châlons-en-Champagne.

Elle raconte d'ailleurs qu'à Châlons en Champagne, il y a eu une grande manifestation en 2014 pour protester contre la fermeture d'une caserne. Il y avait environ 800 personnes.

L'avocate demande si c'est vrai que CABU commençait toujours par les yeux quand il dessinait ?

VC répond que c'est exact car les yeux donnent la vie. Il était amateur de peinture, notamment de Rembrandt.

Elle raconte ensuite son expérience au sein du canard enchaîné où il y a inventé des personnages : beauf n°1, beauf n°2... Puis un autre beauf qui travaillait dans l'événementiel. Elle disait qu'il pensait qu'on était tous un peu beauf au fond de nous.

Elle veut que CH continue, qu'il y ait de nouveaux dessinateurs. Elle ne veut pas que les complices gagnent.

B. Audition de Mme Valérie M. (VM)

Il s'agit de la dernière compagne de Charb.

Elle commence par dire qu'elle ne se qualifie pas vraiment comme la compagne de Charb car il revendiquait haut et fort le célibat, qu'elle respectait ses combats. Il disait être marié à CH.

Elle raconte qu'ils se sont d'abord connus en 2001 dans un festival. Puis se sont vraiment rapprochés en 2011 et ont commencé leur histoire à ce moment-là.

Elle habitait dans le sud et se voyaient régulièrement. Ils s'appelaient beaucoup, échangeaient par email.

Le 7 janvier, elle était chez lui. Elle était venue dès le 5 janvier. Elle dit être arrivée heureuse et amoureuse.

Le 7 janvier, il était assez inquiet et parlait de sa protection. Il est ensuite parti à 9H15 et pour des histoires de clé, il lui a dit de claquer la porte derrière elle et qu'il reviendrait après sa réunion.

Elle est ensuite redescendue dans le Sud et s'est assoupie dans le TGV. Elle a été réveillée par son téléphone qui ne faisait que de sonner. Elle a su que Charb était décédé par l'intermédiaire du fils de Patrick P. Sa fille lui a ensuite confirmé car elle ne voulait pas y croire.

Elle déclare que Patrick a perdu un frère et elle, son amoureux.

Elle raconte qu'elle a ensuite fait la levée du corps avec sa fille pour l'enterrement de Charb. Son cercueil était couvert d'un voile bleu. Son fils lui avait fait un dessin.

Elle déclare : « *Depuis, 69 mois ont passé, les jours n'ont plus la même saveur, la même douceur, la même fluidité. Charb est entré dans l'histoire* ».

Elle finit par dire : « *Il me manque terriblement. Je continue à l'aimer chaque jour* ».

C. Audition de Mme H. (HH)

Il s'agit de la fille unique de Philippe Honoré.

Elle commence par dire que c'est émouvant et éprouvant d'être à la barre. Elle ne pensait d'ailleurs pas que ça serait aussi dur. Elle revit le 7 janvier tous les jours avec les témoignages des autres victimes ou proches.

Elle a peur de ne pas être à la hauteur de l'enjeu car il faut qu'elle redonne vie à son père et c'est une tâche très compliquée. Elle a un gros poids sur ses épaules.

Le 7 janvier 2015, les FK avaient dit à leur famille « *je vais faire les soldes* ». HH raconte que ce jour-là elle faisait les soldes pour son père car il détestait faire les magasins.

Sa mère l'appelle pour savoir si elle a des nouvelles, elle appelle ensuite son père qui ne répond pas. Elle décide de se rendre sur place.

Elle se dit que ça ne peut pas arriver donc elle garde espoir. Elle arrive sur les lieux à 12h30 et apprend le décès de son père. Elle n'arrive pas à réaliser.

Elle continue ensuite sur qui était son père : elle parle de sa douceur, qu'il était aimant et extrêmement joyeux, proche, intéressé par le monde de l'enfance. Elle dit que ce qui s'est passé était à l'opposé de ce qu'il était. Elle raconte qu'il a toujours dessiné, qu'il dessinait toujours pour elle quand elle était petite.

PH a dû arrêter ses études à 17 ans, sans diplômes car sa mère avait fait faillite et qu'il devait travailler. Il a trouvé un emploi mais a continué à dessiner. Il a trouvé un poste en tant que dessinateur industriel. Il a ensuite fait son service militaire, mais n'a pas fait la guerre d'Algérie, car il n'était pas d'accord. C'est là qu'il s'est forgé sa pensée politique. Il est ensuite parti à Paris, pour faire du dessin économique et littéraire.

En 91-92, il se met au dessin politique en mettant en avant ses valeurs : l'antiracisme, l'antisémitisme et l'anticolonialisme.

Elle dit de lui qu'il était très érudit, qu'il connaissait tout. Il adorait partager son travail, rencontrer la jeunesse, il connaissait toute la culture populaire. C'était quelqu'un de très accessible.

Sa valeur fondamentale était le droit pour tous à une vie digne avec tout ce que cela implique.

Elle rêve encore beaucoup de lui, qu'il revient et qu'elle s'en étonne.

Elle se demande toujours ce que son père aurait dit aux FK. Elle pense qu'il aurait souri, il aurait posé des questions, il aurait montré des dessins, ils auraient discuté.

Elle sait que ce n'est pas la réalité et que c'est ce qu'elle imagine. La réalité, c'est la violence extrême et injustifiable. Personne ne pourra lui dire pourquoi son père est mort mais en tout cas elle témoigne qu'il n'a pas vécu pour rien.

- **Intervention de son avocat`**

Il montre des dessins à la Cour. Il donne un exemplaire à la défense et aux PC.

HH explique le dessin. Il date de juin 2005 suite au propos de NS sur le fait de nettoyer les cités. Il représente et explique le mot « nettoyer ». Elle présente un scan d'un original pour rendre hommage à son père.

Sur ce qu'elle attend du procès, HH répond qu'elle veut prendre conscience des faits, ne plus être dans le déni et faire reconnaître la responsabilité de chacun.

Une remarque de la défense sur le principe du contradictoire. Elle rappelle que les pièces doivent être produites avant qu'elles ne soient montrées.

D. Audition de Mme R

Il s'agit de la femme de Michel R.

Elle commence par dire que Michel aimait la vie, les gens et qu'il vivait pleinement. Il était heureux. Elle déclare : « *il était tout pour moi, mon amour, mon mari, papa de notre fille, un homme avec qui je pouvais aller au bout du monde, en qui j'avais une confiance absolue* ». Elle dit que le monde était d'une beauté indescriptible avec lui, qu'il s'intéressait au monde, aux autres, qu'il avait des connaissances énormes, vastes, concernant les hommes, les pays, les civilisations.

Elle dit : « *Il était profondément amoureux de moi, il était ma France, grâce à lui j'ai pu aimer la France* » (ndlr : sa femme est originaire de Biélorussie).

Elle raconte qu'il est parti jeune voyager en Roumanie, puis en Albanie pour voir les régimes en place. Il voulait voir le totalitarisme. Il allait par curiosité mais aussi parce qu'il se préparait à être journaliste. Il a été attrapé par la police suite aux événements de 68. Il était toujours là au moment où les événements importants se passaient.

Elle le rencontre lorsqu'elle est jeune enseignante en Biélorussie. En 1986, il lui a écrit en disant qu'il veut partager sa vie. En 1987, elle arrive en France. En 2000, ils se marient et en 2004 ils accueillent leur fille.

Il a créé plusieurs associations de voyage. Il a toujours été attiré par la culture, la création, le voyage.

En tant que journaliste il savait qu'on s'oubliait soi-même et pour écrire quelque chose de bien il disait qu'il fallait être comme ça.

Il voulait offrir à ses voyageurs quelque chose de particulier, ce qu'il a essayé de faire avec le festival *Carnet de Voyages*. Il voulait créer un lieu de culture et d'échanges. Il voyageait d'ailleurs toujours avec un carnet de voyage dans son sac.

Elle déclare : « *Voir le monde ça permet au monde d'aller mieux et ça permet de partager des valeurs humaines* ».

Elle dit que Michel est né dans une famille magnifique. Ils étaient originaires de Paris mais il a vécu jusqu'à ces 6 ans à Nantes. Il était fils unique.

Elle lit ensuite un extrait d'un carnet de voyage qui est un hommage à Michel R.

Il était invité le 7 janvier par CABU dans les locaux de CH. Il était venu au rendez-vous du carnet de voyage car il était l'invité d'honneur en 2014.

Lorsque Michel et Gérard se sont rendus à CH le 7 janvier, Michel avait aussi une autre idée à proposer. Il voulait rencontrer Georges Wolinski pour proposer quelque chose. Il voulait que GW présente ses dessins aussi dans le cadre de Carnet de voyages.

Elle dit que Gérard et lui sont partis le 6 janvier à Paris.

Dans l'agenda de Michel R qu'elle a reçu après était écrit : « *mercredi 7 janvier 19h retour à Clermont Ferrand* ».

Elle a appris ce qu'il se passait peu après 14h car le mercredi c'était elle qui s'occupait de sa fille. Elle était pressée car elle s'occupait de sa fille. Donc elle n'a rien vu, elle n'avait pas eu le temps d'allumer la télé.

Elle devait passer des radios ce jour-là pour des examens médicaux. Elle était avec sa collègue qui n'allait pas bien à cause des examens qu'elle venait de passer. Ensuite, elle a reçu un coup de téléphone du maire de Clermont qui a voulu lui parler. Elle était étonnée.

Elle n'a pas pu répondre. C'est ensuite le Président de l'association Carnet de voyage qui l'a appelé. Il lui a dit « *Gala courage, Gala courage* ». Elle a demandé pourquoi il disait ça. Il a répondu : « *Michel a été assassiné dans un attentat* ». Sur le moment, elle lui a répondu « *Jean-Pierre tu mens, il ne peut pas mourir* ».

Ensuite elle a crié, crié. Elle dit qu'elle a su par la suite que tout le quartier l'a entendu. Elle s'est effondrée sur le sol. Elle a ensuite trouvé du courage pour apprendre la nouvelle à sa fille.

Elle explique qu'ensuite elle et sa fille ne voulaient plus vivre. La nuit et le jour se confondait. Elle a pris des médicaments. Elle est devenue « *comme une droguée* ». Elle raconte qu'elle a écrit un livre sur Michel. Elle s'est arrêtée de travailler pendant un an. Mais elle s'est rendue compte qu'elle devait continuer sa vie, se reprendre car elle ne voulait pas gâcher l'enfance de sa fille. Grâce aux traitements, à sa famille, à ses amis, et au temps, elle a commencé à se battre et aller mieux.

Mais elle s'est ensuite oubliée pour sa fille. Elle raconte que sa fille garde son papa dans son cœur et qu'elle disait après l'attentat que c'était le meilleur papa du monde.

Michel disait toujours que pour être exigeant avec les autres il fallait d'abord être exigeant avec soi.

Elle parle ensuite de la liberté, que pour elle, la liberté est un bien commun. Elle veut qu'elle appartienne à tout le monde, à tous les citoyens de la France. Mais elle dit également que la liberté implique des responsabilités à chacun.

Elle raconte que Michel est chevalier de la légion d'honneur et que Michel était également franc-maçon, mais avant tout humaniste. Pour lui l'essentiel était ce que représente l'homme.

Elle veut rendre hommage aux familles aussi. Elle s'adresse ensuite aux accusés, en les regardant et en disant qu'elle espère qu'ils ne sont pas trop impliqués. Pour elle, les familles sont unies dans quelque chose qui les dépasse. Unis pour le combat de vivre ensemble.

Question de l'avocat qui demande si c'était la première fois que Michel se rendait dans les locaux de CH.

Elle répond que oui.

Il demande ensuite si elle savait si MR avait connaissance des menaces qui pesaient sur CH ?

Elle répond qu'il ne savait pas et que s'il l'avait su, il n'aurait pas été présent. Il n'aurait pas pris ce risque. Il était habitué au voyage, il ne prenait jamais de risque et il avait un enfant.

L'avocat demande ensuite si dans les jours qui ont suivis le décès, elle avait été contactée par CH, si elle avait été épaulée ?

Elle répond que non. Elle a eu un très beau message de Cécile T peu après l'attentat, de Patrick P et de deux ou trois autres personnes qui sont aussi venues la voir. Elle dit que Patrick P était présent à l'enterrement de Michel.

Elle raconte qu'il y a eu de nombreuses manifestations en l'honneur de MR à Clermont et que c'était très fort. Elle n'a en revanche eu aucun mot de soutien ou coup de téléphone de la part de la nouvelle rédaction de CH.

L'avocat demande si elle a l'impression d'être mise de côté du fait que MR ne faisait pas à proprement parlé de CH ?

Pour elle, il n'y a pas de victime plus précieuse que d'autre mais elle trouve que la nouvelle rédaction ne lui a pas porté beaucoup de fraternité.

L'avocat évoque le fait que le Ministre a déclaré qu'il était toujours Charlie, il lui demande si elle l'est ?

Elle répond qu'elle lisait d'autres journaux mais qu'elle ne lisait pas CH. Elle remercie le métier de journalisme mais qu'elle n'est pas Charlie. En revanche, elle est Cabu, elle est Wolinski, Honoré ... elle est les familles qui ont vécu ce qu'elle a vécu.

Suspension de l'audience jusqu'à 14h.

E. Audition de Madame Denise CHARBONNIER, mère de CHARB.

« CHARB a toujours dessiné, c'était son rêve, pendant les vacances, en famille, à l'école, il dessinait tout le temps, partout.

Il avait la joie de vivre en lui.

Il était très proche de son père, de son frère.

CHARB était un homme généreux, humain, toujours prêt à aider, ses copains, plaisanter.

C'est un chagrin énorme, une plaie qui ne se refermera jamais.

CHARB avait une admiration pour CABU, il voulait dessiner comme lui.

Un jour, il était à une émission de POLAK, il a rencontré CABU, il a fait un dessin pour lui, on lui a remis.

A son arrivé à CHARLIE HEBDO, CABU lui a dit « alors le dessin, c'était toi ? ».

CHARB est un surnom que lui a donné la documentaliste du collège où il était parce que CHARBONNIER, « c'était trop long à prononcer ».

Son combat c'était la liberté, l'antiraciste.

CHARB était quelqu'un de très drôle, toujours à raconter des histoires, un être exceptionnel, toujours dans la gentillesse.

La voiture de police devant CHARLIE HEBDO a été retirée selon les instructions du ministre de l'intérieur de l'époque.

On m'a dit qu'une voiture devant les locaux n'aurait pas changé grand-chose. Je ne suis pas d'accord.

Les tueurs étaient des monstres.

Pourquoi ces êtres ont pu aider des assassins, des tueurs ?

Mon fils ne me quitte pas, il me manque tous les jours.

Son papa a fait tatouer sur son avant-bras le prénom de son fils, Stéphane.

C'est une plaie ouverte qui ne se refermera jamais.

C'était notre raison de vivre. Toute la famille nous soutient, CHARB était aimé. Les dessins de notre fils ont été projeté. »

F. Audition de Madame Marie-Caroline BRET, DRH de Charlie Hebdo.

« J'ai rencontré CHARB en 1991, c'est l'aventure de la grosse bertha, journal crée par CABUS.

Ce journal était un journal satirique.

L'aventure de la grosse BERTHA s'arrête en 1992, celle de CHALIE hebdo commence après.

J'en serais la première gérante.

Il y avait une relation intime et personnelle entre CHARB et moi.

Nous avions l'un comme l'autre décidé que la vie publique est une chose, la vie personnelle en est une autre.

CHARB dessinait tout le temps, il dessinait sur ses cahiers d'écolier, CHARB c'est la génération du club DOROTHEE.

CHARB était passionné par l'histoire, et très jeune, très vite il se passionne pour l'actualité.

Il lit beaucoup, fréquente la bibliothèque du lycée, dévore les livres de ses parents.

Un livre à retenir selon lui : « A bas toutes les armées ».

Il veut devenir dessinateur de presse.

Il a deux rêves : rencontrer CABUS et travailler à CHARLIE HEBDO.

A l'occasion de sa rencontre avec CABU, il se présente pour travailler à CHARLIE HEBDO.

Il n'a pas fait d'école de dessin, ni d'école de journaliste, il est autodidacte.

Si je suis là, c'est pour vous raconter l'homme engagé qu'il était.

CHARB et moi-même avons défilé je ne sais pas combien de fois le poing levé au côté des démunis, des sans-papiers, des sans dents.

Toute sa vie, CHARB aura cessé de dénoncer les idées nauséabondes du FN, combattre contre le racisme, l'antisémitisme.

CHARB était également un féministe, un féministe qui n'a aucune couleur, ce féminisme de l'émancipation, celui qui dit qu'une femme n'est pas soit victime soit coupable.

Dans son carnet d'adresse, le numéro de Caroline FOUREST et celui de la leadeuse des FEMEN.

CHARB était proche du communisme, pour le partage des richesses, pour l'élévation de l'esprit.

CHARB s'est mis à défendre la liberté d'expression simplement parce qu'il s'en servait.

Un autre combat venu de l'actualité : la laïcité.

CHARB était un érudit, un intellectuel.

Il adorait la lecture, le cinéma d'auteur, privilégié les salles indépendantes, s'intéressé à la consistance du monde.

CHARB s'est rendu en Palestine, s'est rendu dans toute l'Europe, à La HAVANE.

Nous avons rencontré un jeune homosexuel qui ne pouvait le dire, nous avons été invités chez lui, il nous a reçu dans une maison faite en terre.

Ils ont tué des hommes mais ils n'ont pas tué leurs idées.

L'aventure du café culturel à BELLEVILLE en 2005, lieu de concert, d'expo de dessins, les livres sur des étagères donnés par CHARB.

Dans ce quartier, hélas, certain décide que ce n'est pas un quartier de la République.

Un certain nombre avait décidé que les consommations ne se payait pas, il fallait leur répondre immédiatement, ils sortaient des cutteurs pour nous intimider.

En 2006, expo de dessins anticléricales, Ni DIEUX, NI DIEUX, 15 jours après le vernissage des jeunes sont arrivés avec des barres de fer, des battes de baseball.

Ils ont exigé que tous les dessins relatifs à l'islam soient détachés.

Les Frères musulmans sont arrivés dans le café pour nous dire qu'on n'était pas chez nous : « on vous le dit gentiment, il va falloir décrocher les dessins, si vous ne le faites pas, on va revenir bruler le café ».

Je décide d'appeler la mairie, l'hôtel de ville, la mission locale, et je dis qu'il faut organiser un débat public.

Le lendemain, l'entrée du café est fracassée.

CHARB, LUZ viennent quand même au débat, des associations viennent, des jeunes viennent aussi pour nous dire que ces dessins sont insupportables, que ces dessins choquent leurs pères.

L'exposition a continué mais des feuilles ont été placées sur les dessins, ils suffisaient aux personnes de soulever la feuille pour voir le dessin.

Cette bande était la bande des buttes chaumonts, la bande des frères musulmans. Au fil des mois, j'ai vu cette bande embrigader des jeunes dans la rue.

Aujourd'hui, l'adresse des locaux est tue, elle ne figure pas sur le site internet. Au quotidien, cela bouleverse toutes nos méthodes de travail, inviter quelqu'un dans les locaux, c'est très compliqué.

Depuis 5 ans, les menaces contre CHARLIE HEBDO n'ont jamais cessé.

Par exemple, depuis 5 ans, certains ont un objectif, une phrase revient tout le temps : « il faut finir le travail des frères KOUACHI ».

Les gens de CHARLIE HEBDO sont décrits comme des criminels, comme en guerre contre les musulmans, les menaces sont : meurtre, incendie, viols, apologie du terrorisme.

Pourquoi CHARB est devenu le symbole à abattre des islamistes ? CHARB était passionné par cette idée de transmettre, aller dans les écoles pour expliquer la liberté d'expression, la satire, il aimait l'idée de l'école de la République. Il aimait partager avec les enseignants pour faire le passage des valeurs. CHARB n'a jamais regretté ni un dessin, ni un texte. C'est un travail dingue, il défendait son travail et après l'incendie en 2011, le rapport au média, l'aura médiatique n'était pas pour eux.

Mais avec le piratage du site internet de CHARLIE HEBDO, il faut répondre, il faut riposter, CHARB s'expose médiatiquement.

Quand on s'expose dans les médias, on devient un symbole, on devient un symbole à abattre.

Il décrivait l'islamisme comme un nouveau totalitarisme. Il était hors de question que CHARLIE s'arrête, que les colonnes ne soient plus remplies. Il était combatif parce qu'en 23 ans, il a vu l'évolution des choses, quand il a vu son visage sur l'affiche « mort ou vif pour crime contre l'islam », il a été profondément choqué, mais il est resté déterminé, CHARLIE HEBDO devait continuer.

CHARB était désespéré par les attaques contre sa personne le taxant de raciste ou d'islamophobe.

CHARB ne s'attaquait jamais contre une personne en raison de son appartenance, de sa religion, de sa couleur de peau.

L'islamophobie est un mot valise, un mot qui ne veut rien dire.

Dans un livre, CHARB nomme des responsables politiques, associatifs, pointe leurs contradictions.

Je suis en colère parce qu'il y a des amis de CHARB, de gauche, qui ont été au côté de CHARB, contre le FN, ces gens-là ont participé à la marche contre l'islamophobie, la marche de la honte, ces gens qui se prétendent de gauche, cette trahison est immense, impardonnable, il y avait tous les représentants de la France insoumise, Monsieur MELENCHON.

Après les attentats, on entend que CHARB aurait emmené son équipe à la mort, on entend Yan MOIX que CHARB s'était radicalisé.

En réaction un metteur en scène veut adapter le livre de CHARB pour les collèges et les lycées, avec une lecture, une expo de dessins et des débats sur la liberté d'expression.

Après ça, le metteur en scène trouve porte close dans les théâtres. Un président d'une université déprogramme la pièce pour « risques de débordement », ensuite un adjoint à la culture qui, après avoir consulté l'imam de la ville, refuse la pièce.

Dernier exemple : des étudiants de SUD SOLIDAIRE et l'UNEF demandent la censure de cette pièce et nous explique que CHARB n'a pas le droit de cité à l'université Paris Diderot.

Depuis 2015, on tue CHARB une deuxième fois à chaque censure, à chaque tentative de censure.

Aujourd'hui en France 75% des musulmans de moins de 25% disent que l'islam doit primer sur la République. »

JOUR 8 – VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2020

Reprise de l'audience à 9h30.

I. Audition de Mme Hélène F.

Il s'agit de la dernière compagne de Bernard Maris.

Elle raconte qu'en 2012, il avait perdu sa femme puis était tombé malade et que lorsqu'il est mort, il était convalescent.

Elle a eu un appel de lui le 7 janvier, il avait hâte de retrouver la rédaction. Ils ont eu donc un dernier appel le 7 janvier au matin.

Elle était dans son journal quand elle a su, elle est allée sur place après 12h. C'est Patrick P qui lui a annoncé la mort de Bernard.

Elle remercie tous ceux qui parlent ici quel que soit leurs actes, leurs violences et que les accusés ont, grâce à cela, compris ce qu'il s'était passé.

Elle décrit qui était Bernard Maris à la demande du Président. Bernard Maris était professeur de fac, écrivain, journaliste... Le président parle pour Hélène F, en donnant des indications sur son parcours. Il dit qu'on le connaissait si on écoutait France Inter etc. Hélène F dit qu'il était très libre et qu'il passait d'une sphère à l'autre.

On comprend que peut-être le Président appréciait Bernard Maris car il parle beaucoup de son parcours.

Le Président lui demande ce qu'il s'est passé après son décès. Elle confesse être devenue un peu folle après sa mort. Elle a été sauvée par ses enfants, par la psychologue de la police qui l'a suivi.

• Interventions des avocats des parties civiles

Question de l'avocate de Julien, demi-frère de R Maris (fils de Bernard Maris) : il parle du fait qu'apparemment BM était très tendre et présent pour les enfants des femmes qu'il a aimés.

Elle répond qu'il était en effet très présent, qu'ils passaient de beaux moments tous ensemble.

II. Audition de Gabrielle M.

Il s'agit de la fille de Bernard Maris

Elle commence en disant qu'il a été un père merveilleux. Elle n'était pas sûre de parler aujourd'hui, elle ne pensait pas se sentir capable mais elle le fait pour son père.

Quand elle était petite, elle a passé beaucoup de temps avec lui jusqu'à ces 20 ans. Il lui a appris que la vie est belle.

C'était un être profondément vivant, généreux, protecteur. Il était profond.

Elle déclare : « *Ensuite on est tout seul, c'est un cauchemar. On ne peut pas perdre quelqu'un comme ça* », « *Imaginez ! Je pense qu'il a eu peur, ça fait tellement mal, une des personnes les plus importantes de ma vie, imaginez cette terreur* », « *J'avais la sensation que j'aurais voulu être avec lui-même si je sais qu'il n'aurait pas fallu* ». Elle est très émue et nous sentons une lourde émotion dans sa voix.

Elle lit ensuite un passage écrit par BM dans le numéro de CH, dans le numéro des « survivants » en hommage à son père.

Il n'y a pas de questions de la part des autres parties.

III. Audition de Monsieur B. Maris

Il s'agit du fils de Bernard Maris

Il parle de la pire journée de sa vie. Il raconte qu'il était ce jour-là au lycée à Montauban dans le sud. Il se trouvait au restaurant et a su ce qu'il s'était passé par la copine de son frère.

Hélène F a ensuite appelé sa mère et il a eu la confirmation qu'il était mort. Ils sont sortis, il était complètement perdu. Il était à Toulouse et se sentait loin. Ils ont regardé les médias car ils n'étaient pas sûrs à 100%, ils avaient encore un espoir. Et ils ont su ensuite que c'était fini.

Ils sont allés à Paris dès le lendemain. Il n'a pas voulu aller voir le corps de son père car il voulait garder une image de lui vivant.

Ils sont ensuite allés chez lui et c'était très dur car tout était figé dans le temps. C'était affreux, ça l'a marqué durement.

Il parle de sa vie avec lui, il évoque son enfance et ses moments de vie partagé avec lui. Il parle du fait qu'après sa mort, il s'est plongé dans les études pour que son père soit fier de lui. Mais qu'il ne pensait qu'aux études, un moyen pour lui d'avancer.

La chose la plus dure pour lui c'est qu'il raconte s'être beaucoup rapproché de son père entre ses 15 et 18 ans et que c'était donc une relation en construction et qu'elle a été arrachée. Il a l'impression qu'il n'a pas profité de lui assez longtemps. Il a l'impression qu'il manque un bout. Il était en admiration de ce qu'il faisait.

Il raconte que trois semaines avant les attentats, il avait amené son fils dans les locaux de CH. RM commençait alors tout juste à s'intéresser à ce que faisait son père. Il a rencontré cette équipe où il y avait vraiment une liberté de s'exprimer. Il a adoré ce moment. C'était comme une famille, il le sentait bien. Il retient qu'ils parlaient de tout et il commençait seulement à découvrir ce milieu.

Il pense que son père ne se doutait pas que CH pouvait être attaqué car il n'aurait jamais été dans les locaux avec son fils.

Il remercie les gens qui l'ont soutenu, ceux qui étaient là pour lui après ce drame.

- **Intervention de son avocat**

Question de son avocat qui demande ce que ça lui fait de raconter tout ça aujourd'hui.

Il répond que les mots sortent mais qu'il ne sait pas comment l'exprimer plus en détails.

L'avocate rappelle que préparer ce moment a été très difficile. RM se met à pleurer, il y a beaucoup d'émotion.

Il dit que les journalistes doivent continuer à se battre et que lui se battra toujours, à sa manière c'est à dire qu'il continuera à vivre, à rire. Il dit qu'il faut vivre libre.

L'avocate de R.Maris montre des photos de famille à la Cour, en hommage.

A la suite de l'audition de R.Maris, A L POLAT intervient. Il dit qu'il attend que l'enquêteur vienne mardi et qu'il va « *tout déballer* ».

Suspension d'audience jusqu'à 10h05.

IV. Audition de Chloé V

Il s'agit de la femme de Tignous.

Elle commence par dire que c'est extrêmement étrange d'être ici et quelle ne devrait pas être là.

Elle dit que Tignous était d'habitude toujours en retard mais que ce matin-là, il ne l'était pas car il avait emmené ses enfants à l'école.

Le 7 janvier, elle raconte qu'elle commandait des jeans pour lui car c'était les soldes et qu'il détestait faire les magasins. Ensuite, elle est allée chercher ses enfants à l'école. A 11h45 son téléphone a sonné, c'était le cousin de Tignous.

Il lui a dit qu'il y avait une fusillade à CH et il demandait des nouvelles. Elle a appelé Tignous et il n'a pas répondu. Elle a essayé de joindre beaucoup de personnes et aucune ne répondaient.

Elle a appelé ensuite Coco qui a répondu. Elle lui a dit « *Viens vite, je ne sais pas s'il est encore vivant* ». Elle s'est accrochée à cette phrase. Elle a passé tous les cordons de sécurité en disant qui elle était. On ne l'a pas laissé passer. Elle voulait savoir ce qu'il se passait mais personne ne voulait lui répondre.

Elle est enfin passée, elle est entrée dans le hall du théâtre. Tout le monde continuait à lui dire « *On ne peut pas vous répondre* ».

Une infirmière de la Croix Rouge a hurlé et a dit : « *Répondez-lui, je vous en supplie, c'est insupportable* ». C'est elle qui a verbalisé la chose en disant « *mais il est mort ?* ». Personne n'a répondu mais elle a vu Patrick P hoché la tête. Elle finit par déclarer que ça a été une journée monstrueuse.

Elle a voulu rentrer urgemment pour voir ses enfants. Elle est allée à l'hôtel Dieu puis elle est ensuite rentrée chez elle. Il y avait environ 100 personnes dans sa maison. Elle raconte que pendant un mois c'était un radeau où tout le monde venait.

Quand elle a voulu annoncé la nouvelle à sa fille, cette dernière lui a dit que ce n'était pas la peine, qu'elle avait compris mais qu'il fallait s'occuper d'aller parler à son petit frère.

Elle dit être là pour comprendre comment tout ça a pu arriver et qu'elle a besoin de comprendre les complicités, les responsabilités de chacun. Elle a besoin de savoir pour pouvoir expliquer à ses enfants.

Elle dit que Tignous était tellement vivant, humaniste.

Elle raconte une anecdote à propos des procédures administratives qu'elle a effectué. Elle dit que ses enfants sont aujourd'hui pupille de la nation après avoir déposé un dossier à l'ONACVG. Elle raconte les horreurs du montage du dossier auprès l'ONACVG et qu'un tel système ne devrait pas exister. Elle a dû envoyer une photo d'identité de ses enfants pour monter le dossier. Ce dernier lui a été retourné un mois après car la photo était trop grande et dépassait le format. Elle a renvoyé le dossier tel quel avec un mot « *prière de prendre des ciseaux et de découper ce qui dépasse* ».

Il était papa de 4 enfants. Ce sont de bons enfants, qui n'ont développé aucune haine. Elle raconte que Tignous était de la banlieue, il venait d'un milieu humble. Il a travaillé dur et est devenu le grand dessinateur que l'on connaît. Elle dit aussi qu'il faut choisir dans la vie et que l'on devient ce que l'on veut être. Il n'y a pas de fatalité.

Elle rapporte une phrase de Tignous sur les jeunes qui partent faire le djihad. Notre société est violente et la violence engendre la violence. Elle a besoin d'entendre dans cette cour les mots de laïcité, fraternité, car pour elle « *Comment fait-on pour que ce cercle s'arrête* ». Elle a toujours pensé que c'était un assassinat politique mais qui a-t-on assassiné ce jour-là ?

Elle parle du fait qu'il avait une carte de journaliste judiciaire et qu'il en était fier. Il avait comme projet de faire les procès prudhommaux.

Elle parle également du fait que Tignous s'intéressait beaucoup aux dessins des jeunes dessinateurs car il disait qu'on avait fait ça pour lui et qu'il devait faire pareil.

Elle déclare : « *On a assassiné un dessinateur, mais surtout un homme, mon amoureux, un papa, mon ami* ». C'était quelqu'un d'humble. « *C'était un bon gars* ».

Elle raconte que ce qui le rendait heureux c'était l'hospitalité des gens, leur générosité. Chez eux, y avait toujours pleins de gens. Que c'était toujours vivant. Tignous c'était le genre d'homme qui était le seul au cours d'aquagym, et qui parlait à tout le monde, à l'école, dans les magasins. Pleins de gens l'ont connu et se sont rendu compte de qui il était vraiment après.

Elle se demande comment elle peut prononcer la phrase « *mon mari a été assassiné* ». Elle dit, qu'en tant que victimes, ils n'ont jamais de répit par rapport à leur chagrin. Il n'y a pas une minute où il est possible de mettre son chagrin de côté.

En parlant des victimes de Charlie, elle dit qu'elle pense qu'on doit les continuer, qu'on leur doit bien ça. Ils sont morts pour rien mais au moins d'autres personnes continuent le terrain.

Elle déclare : « *si on a peur ils ont gagné, alors on est là, on va leur opposer notre humanisme, on est libre* ».

Elle dit qu'ils essayent tous les jours d'opposer à l'obscurantisme, de l'humour.

Elle finit par dire qu'elle croit qu'il lui manquera toute sa vie mais qu'il manquera aussi à toute les personnes même celles qui ne l'ont croisé qu'une seule fois.

- **Intervention de son avocate**

Elle demande de raconter d'où elle vient.

Elle dit être petite fille de déportés, que ses grands-parents étaient des juifs polonais. Sa grand-mère lui a transmis le goût de la vie, le goût de la résilience, et elle n'a jamais connu quelqu'un de plus

généreux et vivant que sa grand-mère. Sans elle, sans son enseignement, elle ne sait pas si elle aurait survécu. Car elle dit s'être déjà posé la question de vivre ou non.

Elle diffuse ensuite un dessin qu'elle explique. Chloé V a choisi un dessin que son « amoureux » lui a fait, un dessin qui n'est pas connu, pas publié. Elle raconte qu'ils se disputaient tout le temps et qu'il disait toujours : « *je vais aller au paradis moi avec tout ce que j'endure* », sur un ton ironique.

Elle montre ce dessin, fait après une dispute. Il lui avait envoyé sur son portable et ils se sont réconciliés directement. C'était une caricature de lui allant au paradis avec des cœurs en rapport avec la phrase d'avant.

Elle montre ensuite une photo de lui et dit « *Regardez comme il est beau* ». Puis elle montre d'autres clichés d'eux, à leur mariage, avec des amis... L'émotion est à son comble.

Elle explique d'où vient le surnom Tignous : « *Cela veut dire petite teigne mais une petite teigne gentille* ».

Suspension de l'audience.

V. Audition de Marie T., fille de TIGNOUS

Les moments forts :

« Tout d'abord, merci de nous permettre de nous exprimer à deux, c'est important pour nous de s'exprimer et de venir vous parler de TIGNOUS, parler de notre père. « Papa » est un mot que l'on ne dit plus depuis 5 ans. Il était très beau, très gentil, très généreux, il nous aimait très fort. Il nous a tellement appris, par exemple, comment ranger le lave vaisselles, très fière parce que c'était quelqu'un de bien, il venait souvent à l'école parler de son métier, c'était très impressionnant, nous étions entouré d'amour, quand ça n'allait pas, il nous disait qu'il n'y avait pas de chagrin, pas de tristesse dans cette maison. »

VI. Audition de Jeanne T., fille de TIGNOUS

Les moments forts :

« Tous les jours on se disait « je t'aime », le matin, le soir. Impossible de s'énervé contre lui, toujours un sourire en coin, à attendre de rire. Un petit carnet pour écrire les mots d'amour, tous les moments doux. »

VII. Louisa, fille de Moustapha OURAD

« Mon père est né dans un petit village en Algérie.

Il est nommé au collège responsable de la bibliothèque, il tombe amoureux de la littérature.

Il rêvait de Paris. Il est arrivé en France à 25 ans.

La première chose qu'il a fait en arrivant à Paris, c'est déposer deux gitanes sur la tombe de Baudelaire.

Il suit une formation pour devenir correcteur, il a été pigiste.

Le 7 janvier il était là pour corriger un hors-série. Normalement, il n'était jamais là le mercredi.

En 2015, on avait diagnostiqué à ma mère une tumeur au cerveau, elle est morte en octobre 2018. A la suite de son décès, je me suis constituée partie civile.

Papa était très discret, il ne se mettait jamais en avant, il ne voulait jamais se mettre en avant. Il était très aimant, très cultivé, adorait partir dans des conversations qui allaient dans tous les sens, échanger sur la culture, son rire était chaleureux, il adorait la littérature, connaissait par cœur des poèmes. Mon père se sentait tellement à l'aise en Ardèche qu'il ne portait de la couleur alors que d'habitude il ne portait que du noir.

Le français n'était pas sa langue maternelle, il l'a appris jusqu'à en devenir correcteur, c'est exceptionnel. Le paradis de Moustapha OURAD se trouvait dans le dictionnaire, découvrir un nouveau mot c'était comme découvrir de l'or.

Au moment de son assassinat, il venait d'acquérir la nationalité française. »

VIII. Jean-François K., retraité, cité pour parler de TIGNOUS

« J'avais créé un journal, l'Évènement du jeudi, j'ai engagé TIGNOUS, quand j'ai créé Marianne, je l'ai de nouveau engagé.

J'étais jaloux de son talent, une facilité, une supériorité sur l'écrit, un deux ou trois couts de crayons, toujours talentueux.

C'était un fils de la banlieue, un homme de gauche, de la vraie gauche. Toute discrimination, tout racisme lui était étranger. Que ce soit le racisme classique que le racisme inversé qu'est l'indigéniste.

Les décrire comme barbare c'est les décrire comme innocents finalement, ces tueurs ne sont pas des barbares, ils étaient conscients, ce sont des semblables, des êtres humains, ce sont simplement des gens qui ont été pris dans le filet du fanatisme, le fanatisme a tué Gandhi, Jaurès, les juifs. L'enfermement dans une certitude débouche toujours sur un massacre.

Combat contre une certaine tolérance vis-à-vis de l'islamisme naissant mais il ne faut pas chercher des responsabilités subjectives, des procès d'intention. On peut avoir dénoncé le capitalisme sans se rendre coupable des crimes du communisme.

Il y a eu des dérives dans l'extrême gauche concernant Charlie HEBDO, il y a des positions profondément choquantes, mais ça n'en fait pas des complices du crime.

Le terrorisme a but pour de substituer à toute argumentation, à toute discussion, la terreur. Utilisation systématique de la terreur à tout rapport à l'autre.

SOUSSION DE WELBECK, une responsabilité intellectuelle de certains intellectuelle. Il y a une différence entre une responsabilité intellectuelle et la complicité.

Pour vous le dire brutalement, je suis extrêmement opposé au PLENELL mais il n'est pas complice de loin ou de prêt. »

IX. Audition d'Anne I., maitre de conférences à l'université de TOULOUSE

« J'ai rencontré BERNARD MARIS en thèse d'économie à l'Université de TOULOUSE, on a partagé des recherches, des cours, des colloques, on est devenu des amis.

BERNARD MARIS voulait passer des idées, il fallait éduquer, transmettre notre savoir, il avait une exigence extrêmement importante.

BERNARD MARIS travaillait dans la joie, il fallait travailler dans le bonheur. Il voulait transmettre dans la société civile, il acceptait toutes les propositions pour vulgariser nos connaissances. Il acceptait toute les invitations télévisées, radio, journalistiques.

L'économie ce n'est pas ce qui est important, c'est un outil pour le bien commun mais ce n'est qu'un outil, elle ne doit pas devenir un instrument d'assouvissement des êtres humains.

Une société civilisée c'est une société cultivée avec un ascenseur sociale, une société doit rester tolérante. Il aimait étudier tous les mouvements de résistances.

Il aimait se retrouver entre amis, chaque année, en vacances, il organisé avec ses amis des joutes oratoires.

Rires partagés, beaucoup d'autodérision, faire de la provocation.

Perdre un ami assassiné, c'est un deuil très difficile, très différent à faire. Sa mort c'est avant tout un puits de savoir qui a disparu.

Il est extrêmement heureux de travailler de CHARLIE HEBDO, il écrivait sous le pseudonyme parce que le monde universitaire est un monde très rigide, il fallait respecter une certaine image. »

X. Audition d'ANTONIO S., entendu pour Madame ELZA CAYAT

« Je suis journaliste à Charlie HEBDO depuis 1997, j'ai connu ELZA CAYAT en 1999.

A cette époque, j'ai voulu faire un film sur une prostituée. Je cherchais une psychanalyste, Elsa CAYAT avait écrit un « homme + une femme = quoi ? »

Elsa CAYAT a accepté de participer à cette aventure. J'ai passé des heures avec elle. Elsa CAYAT était exubérante, cigarette sur cigarette, son rire était très fort, elle se mettait au niveau de tout le monde. On a écrit un livre ensemble.

Elle avait un cabinet rue Mozart. Pour elle, c'était important d'avoir un discours public. Elle avait sa persuasion du pouvoir des mots, elle pensait qu'on peut soigner le psychotique le plus profond avec des mots.

On ne sortait pas indemne d'une discussion avec Elsa CAYAT.

CHARLIE HEBDO était pour elle le seul journal qui lui offrait une liberté d'expression pour sa spécialité, la psychanalyse.

Elle était contre l'intolérance car elle-même était d'une tolérance pure, elle était prête à parler avec un djihadiste. Le pouvoir de mots, elle était très intéressée par la liberté interne, la liberté personnelle, il faut tout dire, elle était pétillante, ne jamais être gênée.

J'ai appris la judaïté d'ELSA CAYAT le jour de son enterrement. »

Suspension de l'audience.

JOUR 9 – LUNDI 14 SEPTEMBRE 2020

Reprise de l'audience 9h42

Prise de parole de Maitre COUTANT-PEYRE, avocate de Ali RIZA POLAT

L'avocate évoque les déclarations de Kaytoun BOUMEDIENNE qui a indiqué que quelques jours avant les attentats, il n'avait rien senti d'anormal.

Maitre COUTANT-PEYRE évoque aussi la fin de l'audience de vendredi dernier : sur le principe de la liberté d'expression qui a été rappelé, elle remarquent que les parties civiles considèrent que les accusés n'ont pas le droit de s'exprimer, s'apparentant selon elle à des procès soviétiques ou les accusés sont condamnés d'avance, « c'est effroyable » dit-elle de considérer qu'un procès ne sert à rien et que les accusés sont coupables, elle espère que dans le montage du film du procès tout sera gardé et souhaite que ce qui a été dit vendredi soit enregistré.

Maitre COUTANT-PEYRE voudrait savoir comment seront choisis les séquences de ce procès. Le premier président de la Cour d'appel de Paris n'a pas donné d'explication sur les conditions et les choix des passages. Le président répond que ce n'est pas un film mais un enregistrement, que tout est enregistré et rien n'est supprimé. L'intégral est enregistré, seules les suspensions ne le sont pas. C'est le président qui a signé la charte à ce niveau là précise t-il.

L'avocate indique vouloir un document complémentaire garantissant ce qui restera après sa « mort ».

Le président espère que sa parole lui suffit, lui qui est même enregistrée.

Prise de parole du président sur l'audience d'aujourd'hui :

Cela portera sur l'assassinat d'A. MERABET en sa qualité de fonctionnaire de police commis par les KOUACHI. Seront abordées les circonstances relatives aux tentatives d'assassinat des policiers.

L'ensemble de ces faits a été commis juste après le départ des frères KOUACHI des locaux de Charlie Hebdo. Cela a été relaté par le responsable de la brigade criminelle la semaine dernière.

Seront examinés dans l'ordre chronologique des faits : les tirs volontaires en direction des policiers, de plusieurs patrouilles qui intervenaient suite aux appels des stations directrices qui demandaient à ce que les forces de police se présentent dans l'entourage de ces lieux.

Puis sera évoqué tout de suite même si dans la chronologie des faits c'est le dernier, l'assassinat d'A. MERABET.

Pour resituer les circonstances, le président rappelle que la chronologie des faits ressort telle l'ordonnance de mise en accusation devant la Cour d'assises.

Lecture du président :

Les frères KOUACHI sortaient de l'immeuble et se retrouvaient face à un premier policier, brigade du 11^{ème} (...) un premier échange de coups de feu intervenait (...)

Les frères KOUACHI ouvraient le feu sur la police, les policiers ont fait marche arrière, les passagers du véhicule ouvraient le feu sur les terroristes puis échange de coups de feu qui continuaient sur le boulevard Richard Lenoir;

A.MERABET qui avait traversé le terre plein central du boulevard Richard Lenoir était touché et se retrouvait au sol, les frères descendaient et tiraient à nouveau sur lui, une vidéo a été tournée par un riverain et mise en ligne, A.MERABET décédait des suites de ses blessures. Concernant cet assassinat : les constatations faites sur place (auditions et vidéos filmées) permettaient d'établir les circonstances de la mort en service du gardien de la paix né en 1974. Il avait 40 ans au moment des faits.

L'exploitation de cette vidéo confirmait le témoignage ; un policier en uniforme au sol était allongé sur le flan gauche, son pistolet était au sol, des gémissements étaient audibles, les frères KOUACHI couraient dans sa direction, l'un des frères KOUACHI montait sur le trottoir, s'approchait d'A. MERABET et lui disait : « tu voulais me tuer » et A.MERABET répond : « Non, c'est bon chef » en levant les mains, Chérif KOUACHAI pointe son canon sur la tête du policier et tire.

Il y avait environ 30 centimètres entre la distance de l'arme et la tête du policier. Les frères KOUACHI regagnaient la voiture et disaient « Wesh, Frérot, on a vengé le prophète. »

Un autre témoin qui avait filmé la scène a indiqué avoir entendu les KOUACHI dire « c'est pour la vengeance de notre prophète ».

Sur l'arme de service d'A. MERABET, il n'a pas fait usage de son arme, son décès est dû à deux projectiles d'armes à feu. (...)

Compte tenu des éléments d'enquête, A.MERABET a été atteint une première fois, et tombait au sol, il était ensuite atteint au sol par un projectile au moment où ils ont visé la tête.

Sur les constitutions de parties civiles s'agissant de l'assassinat d'A. MERABET : Plusieurs membres de la famille de A.MERABET se sont constitués.

Avant cela, l'homme qui a filmé l'assassinat de A.MERABET, vidéo projetée la semaine dernière et projetée sur internet, la famille nous dira les conséquences que ça a eu sur leur famille.

Le président lit la déposition de ce témoin, Monsieur HERNANDEZ, entendu le 8 janvier 2015.

Il se trouvait seul à son appartement du boulevard Richard Lenoir, vers 11 heures, il a entendu du bruit dans la rue, mais il pensait que c'était des travaux finalement cela ressemblait à des coups de feu. Il est revenu à la fenêtre en mettant son téléphone en caméra, il a vu un homme comme étant un policier qui courait sur le terre plein central, il venait de la bastille, il courait sur le trottoir et semblait s'enfuir. Il ne cherchait pas à se protéger, il était pressé de fuir quelque chose, puis il est tombé, et il était évident qu'il venait d'être blessé par balle. Là, deux hommes en voiture noire, se sont avancés vers le policier à terre, le plus grand des deux est monté sur le trottoir et tenait une arme longue à la main, le policier a dit « c'est bon chef », l'homme s'est approché, a pointé l'arme et a tiré vers le niveau de la tête, un seul coup de feu, il y avait moins d'un mètre entre les deux, ils ont ensuite continué à avancer puis ont fait demi tour. Lentement, ils étaient sur d'eux, juste avant le conducteur a crié quelque chose, le témoin n'a pas saisi les termes, il a juste entendu « vengé ». Celui qui a tiré avait une tenue noire, une cagoule noire, faisait 1m80, il était mince, il avait une arme longue à la main droite.

Le deuxième homme, tenue identique, arme du même type, les deux marchaient et n'avaient aucune crainte, ils avaient l'air de professionnels déterminés.

Le tueur a semblé avoir davantage un rôle de meneur, c'est lui qui a tiré et a crié avant de reprendre le volant. M. HERNANDEZ a allumé la télévision pour savoir ce qu'il se passait et a entendu parler de Charlie Hebdo ;

Sur la séquence vidéo qu'il venait de prendre, il l'a mise sur une clef USB puis il est descendu voir les policiers dans la rue, mais avant il voulait transférer ses vidéos personnelles sur une autre clef.

Il est donc monté avec les policiers, ils ont visionné la séquence tous les trois, a transféré la vidéo sur une clef USB qu'il a remis au flic et après leur départ, il a posté la vidéo sur sa page facebook, les policiers ne l'avaient pas averti sur la confidentialité, lui dit qu'il était choqué et qu'il voulait partager. Il a ensuite eu des appels de son entourage pour savoir comment il allait. Il a finalement décidé de retirer la vidéo qui a du rester en ligne une dizaine de minutes, mais il est confus sur le temps. Il a ensuite vu que sa vidéo passait sur BFM, il était surpris car l'a communiqué à personne d'autre qu'aux policiers.

Cependant la vidéo a eu le temps d'être relayée et diffusée par des chaînes, la vidéo a tourné en boucle pendant très longtemps.

Cette vidéo illustre ce tire sur le policier qui tombe au sol et sur cette exécution.

I. Audition de Nadia MERABET, sœur de Ahmed MERABET.

Nadia MERABET est la sœur aînée de Ahmed MERABET. Ahmed était le 4^{ème} des 6 enfants, c'était une fratrie heureuse.

Au décès de leur père, il est devenu le pilier de la maison, il s'occupait de tout. Il adorait ses nièces et neveux. La journée du 7 janvier, elle était chez elle et avait allumé la télévision en bruit de fond, elle est passée dans son séjour et a vu à la télé ce qui se passait. Elle explique avoir vu cette vidéo sans savoir que c'était son frère, elle a éteint. Elle s'est préparée pour partir à son rendez-vous, elle est arrivée à 13h quand son frère Malek l'a appelé alors qu'il ne le fait jamais habituellement. Il lui a dit « Hossine est mort, je te rappelle je te confirme. » Il l'a rappelé pour lui confirmer. Et elle a alors compris que sur la vidéo, c'était son frère. Elle est partie pour l'annoncer à sa sœur. Elle a pris le chemin pour aller chez sa mère. En arrivant avec sa sœur chez leur mère, elles l'ont appelé en criant, leur mère est arrivée, elle lui a fait un geste pour lui dire et sa mère s'est écroulée en hurlant.

Son frère l'a quant à lui appris quand il était au commissariat, et a entendu le nom de Ahmed MERABET dans les locaux, ça a été une longue attente. Cette tragédie a brisé leur famille, ils ne se remettent pas de cette mort brutale, c'est une plaie ouverte dont ils ne se remettront jamais. Ça a resserré les liens dans leur famille. Sa mère n'a plus goût à rien, elle s'inquiète constamment pour eux. Leur mère dort encore avec le t-shirt d'Ahmed sous l'oreiller. Au départ c'était la seule qui disait qu'elle irait assister au procès. (...)

A propos de la vidéo, elle en veut énormément à l'auteur de l'avoir diffusée, comment peut-on partager une scène d'horreur comme celle-ci, il y a des chaînes qui continuent à diffuser ces vidéos tous les ans.

Sa mère est tombée sur cette vidéo et a vu son fils se faire assassiner.

Nadia est toujours suivie par un psy, elle est traitée par hypnose ce qui fonctionne bien sur elle, elle a des pertes de mémoire, des problèmes de concentration, elle a été arrêtée 18 mois, a refusé les antidépresseurs, elle est cadre de santé ; elle a voulu reprendre son travail 3 mois après et à la direction on lui a dit « on pense qu'il est préférable pour vous de changer de service ». Cela fait 27 ans qu'elle travaillait dans cet hôpital, ça l'a anéantie. Elle a repris le travail en juin 2016 et a quitté le milieu hospitalier.

Le président prend la parole et évoque l'infarctus du père de A. MERABET.

Nadia explique qu'après la mort de son père, Ahmed a pris le rôle de chef de famille, il était très fusionnel avec sa mère. Au moment des faits, il habitait avec sa mère, il avait acheté une maison à coté, il était en train d'achever les travaux. Ils habitent tous autour de leur mère. Aujourd'hui, c'est un des frères qui a repris la maison, Malek, il vit dedans. Malek a refusé tout suivi, elle ne sait pas si c'est une bonne idée qu'il se soit installé là bas, elle pense qu'il est en dépression. Son autre frère qui habitait en Savoie au moment des faits, est revenu autour de sa mère.

Cet assassinat a eu un impact très important sur le plan psychologique et matériel puisque il y en a qui ont quitté leur emploi constate le Président.

L'annonce du décès, le choc de la vidéo et la publicité a été un choc supplémentaire. Nadia explique avoir fait des cauchemars pendant des mois et à l'ouverture du procès aussi. Elle n'a pas pu revoir la vidéo la semaine dernière dans la salle. On le revoit, on l'entend. C'est pour ça qu'elle en veut aux médias de la diffuser, tous les ans c'est pareil à la même période, elle comprend pas que les médias continuent. « Qu'il repose en paix », elle ne veut plus le voir se faire assassiner.

Ahmed était en couple. Sa compagne est là. Les conséquences psychologiques sont très importantes. Une fois qu'elle a repris le travail, la « notoriété » macabre a été un choc. Quand ils ont voulu la changer de service au travail, on lui a dit « vous n'avez pas le choix, c'est avec effet immédiat ». A la fin du rendez-vous, on lui a demandé si elle avait vu la médecine du travail. Elle avait rendez-vous dans la matinée. Devant sa direction, elle ne voulait pas s'effondrer et elle s'est écroulée à la médecine du travail. Elle a alors été mise inapte à la reprise. Nadia a été arrêtée pendant 18 mois.

- **Questions de l'assesseur**

Le magistrat évoque la demande du conseil de la famille MERABET qui a demandé à ce qu'il y ait une photographie en fond d'Ahmed pendant que Nadia parle. Demande des précisions sur cette photo.

Nadia répond que c'est une photo à sa sortie de promotion, on voit sa fierté sur cette photo d'être gardien de la paix dit-elle. Il ne voulait pas s'arrêter là ; il venait d'être nommé OPJ explique t-elle. C'était ses derniers jours sur le terrain. Il avait mis ses études entre parenthèses pour s'occuper de sa mère, il a investi tôt dans l'immobilier.

- **Questions des parties civiles**

Sur les attentes de la famille MERABET par rapport à ce procès, Nadia répond « que la justice soit faite », elle a confiance en la justice des hommes.

Sur l'avenir sans son frère, il n'y a pas un jour où ils ne pensent pas à lui, dès qu'ils sont en famille ils l'évoquent.

Son frère était français, musulman pratiquant, défendait les valeurs de la République et a été assassiné lâchement en faisant son devoir.

II. Audition de la deuxième sœur de Ahmed MERABET.

Elle ne pensait pas venir et finalement a eu un déclic pour apporter soutien à sa sœur, et en la mémoire de son frère.

Son frère et elle étaient très proches. C'était quelqu'un de très ambitieux, il s'occupait toujours des autres. Pour parler de la journée du 7 janvier, elle était en route avec sa fille pour aller faire les

soldes, sa sœur l'a appelée pour lui dire que Hocine était mort. Elle en veut à sa sœur d'avoir employé le terme de « mort », elle en veut au jeune homme qui a diffusé la vidéo qui ne s'effacera jamais de sa mémoire. L'enterrement a été mal vécu, il y avait trop de monde, elle n'arrivait presque pas à accéder à la tombe de son frère.

Sur la relation de son frère avec sa fille : ils étaient très proche. Elle culpabilise envers ses filles car elle pense que ses filles n'ont pas pu extérioriser car elles se sont occupées d'elle. Elle a été licenciée juste avant le décès d'Ahmed, ça a été difficile de trouver du travail après. Elle a été bien aidée par son médecin généraliste, mais elle a quand même du avoir recours aux médicaments. La douleur est toujours présente, elle arrive à vivre avec quelques fois puis d'un coup elle a l'impression que c'est arrivé la veille.

La famille MERABET fait l'objet d'une expertise médicale, le médecin viendra témoigner des conséquences.

Il lui arrive d'avoir des moments de panique dans la rue ou autre, même dans la salle, de voir des policiers cagoulés ça lui rappelle l'image des frères KOUACHI sur la vidéo pourtant ils sont là pour faire leur travail.

- **Questions des Parties civiles :**

Sur le parcours dans la police d'Ahmed, les fonctions qu'il a eues avant.

Il a passé le concours avec succès d'OPJ. Ce concours a été très important pour lui.

III. Audition de la troisième sœur d'Ahmed MERABET.

Elle ne voulait pas assister au procès ; c'est la dernière de la fratrie. Ahmed a toujours été là pour elle, il a financé son permis et ses études. En rentrant du travail, il allait voir sa mère pour savoir si tout allait bien, s'assurer que tout allait bien.

Elle était enceinte de 4 mois, elle a vu les vidéos. Le jour de la mort d'Ahmed, ses sœurs sont arrivées et ont crié « maman » et elle a compris. Elle est descendue, elle a vu sa mère crier, elle a vu son enfant de 14 mois qui hurlait parce qu'il a pris peur, elle a du s'isoler ce jour là pour calmer son fils. Aujourd'hui son fils a bientôt 7 ans et elle lui parle souvent de son oncle.

En 2015, elle n'arrivait pas à s'occuper de son bébé.

Elle explique ne plus pouvoir entendre le mot « chef ».

Professionnellement, elle n'a pas pu reprendre, toutes ses émotions sont remontées après et a sombré en dépression, elle ne sortait plus de chez elle, elle n'a plus les mots pour dire ce qu'elle a ressenti, elle est là pour honorer sa mémoire.

Quand son frère est mort elle était enceinte, elle habitait chez sa mère temporairement, car elle a eu des soucis d'appartement. Sa fille n'a jamais connu son oncle ; c'était un oncle aimant.

Sur ses parents, elle ne se souvient pas du métier de son père en raison de ses émotions.

- **Questions des parties civiles**

Concernant la vidéo de l'assassinat d'Ahmed, elle serait rediffusée sur les chaînes d'informations en ce moment selon ses sœurs, l'avocat voudrait avoir confirmation ?

Elle ne sait pas car elle ne regarde plus les informations pour se protéger.

L'avocat interroge sur les démarches faites pour demander aux chaînes d'informations d'arrêter de diffuser. Elle répond que ses sœurs ont essayé mais que cela n'est apparemment pas possible. Elle, elle était en dépression, elle ne s'est pas occupée de ça, elle avait ses deux bébés et a essayé de s'en sortir comme elle pouvait.

Maitre MOUHOU dit que pour l'attentat de Mohamed MERAH, le Procureur MOLINS avait fait un référé pour éviter la diffusion par Aljazeera et le Président de la république aussi était intervenu, finalement Aljazeera ne l'a pas fait.

Une personne diffuse cette vidéo, cela est repris par BFMTV entre temps, 5 ans après c'est encore rediffusé donc il y a une question d'ordre public, cette question s'adresse aussi au parquet dit l'avocat des parties civiles, c'est préserver la dignité des familles, est-ce que du côté de l'Ordre Public, il n'y aurait pas la possibilité d'écrire direct aux chaînes et même saisir le Conseil supérieur de l'audiovisuel pour que cet assassinat ne repasse plus sur les chaînes.

IV. Audition de Morgane - Compagne de Ahmed MERABET.

Morgane a appris son décès comme beaucoup de français en regardant une vidéo. Elle l'a appelé, lui a laissé des messages, son téléphone a sonné, puis elle a reçu un appel, elle avait compris avant de décrocher.

« Au nom de quoi ? De qui ? » Elle n'a pas de mots assez forts pour retranscrire ses émotions.

Comment enlever de sa tête cette vidéo. Il vouait à sa famille un amour inconditionnel ; il était un homme ambitieux. Pas seulement dans sa vie professionnelle, mais dans sa vie personnelle également décrit-elle.

Elle ne veut pas parler de son histoire avec Ahmed car c'est la seule chose qui lui reste, il était pudique dans ses sentiments, ils avaient ensemble la volonté de réussir, il avait un caractère fort, ils avaient des valeurs communes, c'est la seule chose qu'elle partagera à ce procès.

Elle ressent un vide en elle, elle ne sera jamais plus la même. Elle est passée par des moments de doute, toute épreuve était insurmontable. Mais elle est debout et elle se dit qu'ils ont détruits tellement de personnes. Morgane dit qu'ils n'auront ni sa haine ni son pardon. (...)

- **Questions des parties civiles**

Sur les ambitions communes, Ahmed était très ambitieux, il a entrepris en 2014 de passer l'examen pour être OPJ, c'est un bourreau de travail, il avait des valeurs, c'était un homme droit, il avait un immense respect pour le droit et la République.

V. Audition de Vincent B, policier présent sur les lieux le 7 janvier 2015.

Vincent faisait partie de l'équipage d'Ahmed MERABET.

C'était une journée calme qui commençait bien, puis il y a eu un message à l'autoradio, ils se sont rendus sur place en entendant que du renfort a été demandé, sur le boulevard les voitures étaient arrêtées, les gens ont quitté leur voiture en courant. Ahmed a couru, Vincent l'a suivi et a vu des taches de sang, (...). Ce jour là, il ne savait pas qu'y avait les locaux de Charlie Hebdo dans cette rue, il a suivi Ahmed et il entendait des coups de feu ; ils se sont mis à couvert derrière un buisson, Ahmed s'est levé, puis il est parti jusqu'au moment où il a entendu une détonation, Vincent s'est couché, et

n'a pas bougé, arme à la main. Il savait que quelqu'un lui tirait dessus, il était près à faire usage de son arme, (...)

Sur ces instants, il n'a plus la notion de temps, il a entendu que les terroristes allaient vers la place de la République, il s'est précipité vers son véhicule, il a mis son gilet, et il y a une personne qui lui a dit qu'il avait un collègue à terre. Il a vu Ahmed à terre, dans une marre de sang. Il a ramassé son arme, il le regardait il bougeait les lèvres mais il n'y avait pas de son, Vincent ne savait plus où il était il s'est retourné vers Cécile, il ne savait plus donner l'information de la localisation, il a donné l'alerte à la radio, il est resté avec Ahmed, il lui donnait des claques, le regardait, il a essayé de le maintenir conscient, il attendait les pompiers, il ne savait pas ce qui se passait à Charlie Hebdo. Quelqu'un a fait un garrot. Puis Vincent s'est rendu compte qu'il avait du sang sur les mains et quand les pompiers sont arrivés, il ne comprenait pas pourquoi il avait du sang sur les mains alors que pour lui la blessure était à la jambe. Il a alors vu l'impact dans la nuque d'Ahmed, il s'est écarté et a vu deux collègues pleurer. Il a alors compris que c'était fini.

- **Question du Président**

Sur son statut d'adjoint de sécurité, c'était un contrat de deux fois trois ans dans la police nationale, cela permet d'avoir une approche du métier de policier.

Vincent répond que ça faisait trois ans qu'il était dans ce service.

Ahmed MERABET était le conducteur, Cécile le chef de bord, le responsable de la patrouille et lui était adjoint de sécurité.

Il formait un équipage, ils n'avaient pas de mission particulière, ils sécurisaient les écoles, ils n'avaient pas de mission d'intervention ce jour là. Mais s'ils sont dans le secteur et que du renfort est nécessaire, ils y vont. Ils n'étaient pas à côté au moment de la tuerie, ils y sont allés.

Sur leur connaissance de la nature des faits qui faisaient que les renforts étaient sollicités : au début c'était des bruits de pétard sur le Boulevard Richard Lenoir et ils ont su que la BAC se faisait tirer dessus donc, ils ont compris sur quel genre de mission ils allaient.

Sur le fait que Ahmed MERABET est conducteur mais qu'il descend de la voiture, il ne sait pas, il l'a vu partir en courant, il n'a pas cherché à comprendre et l'a suivi.

(...)

Il revient vers la voiture et c'est à ce moment que le gérant du bar l'a prévenu qu'un collègue était blessé, il est alors allé vers Ahmed. Il s'est précipité sur lui, il a ramassé son arme ; il y avait quelqu'un qui était en train de lui prodiguer les premiers soins. A. MERABET n'avait pas tiré car son chargeur était plein. Vincent lisait sur ses lèvres, il répondait oui mais aucun son ne sortait de sa bouche.

Le président demande la réaction qu'il a eu quand il a vu son collègue à terre et comment a-t-il vécu après cela. Vincent B répond que quand il l'a vu, il ne savait pas quoi faire à part le tenir éveillé et le rassurer. Il était complètement perdu, il a eu un soutien d'un collègue qui l'a rassuré, et par la suite il s'est posé la question de savoir s'il allait continuer dans la police.

Il avait 22 ans ; il se sentait fort et a compris avec ce qui s'est passé que la vie dans ce métier ne tenait à pas grand chose. Il a pris du temps avant de venir au procès, même si cela fait 5 ans, il y pense régulièrement.

Actuellement, il est gardien de la paix. Il a essayé de continuer. Il a fait l'objet d'une expertise médicale. L'expert témoignera plus tard dans le procès.

Sur les difficultés et autres pour continuer à exercer, la nuit du 7 janvier, il n'a pas dormi ni pendant les jours de repos, il a repris le samedi en se disant qu'il allait être fort. Une personne est venue à

l'accueil et a demandé pourquoi il était tout seul ce jour là. « Vous ne faites pas votre boulot, vous le faites mal » avait-elle dit. Cette femme l'a touché. Et un collègue lui a dit de ne pas essayer de faire le dur qui ne ressent rien. Après ça, il s'est arrêté un mois. Et a ensuite, il a repris dans le secteur.

- **Questions parties civiles**

Sur son âge, il avait une petite expérience mais pas excessivement grande non plus, en rentrant de la police, l'avocat général l'interroge sur le fait qu'il ait pu imaginer un jour se retrouvait dans une telle situation, celle d'avoir un collègue qui meurt dans ses bras.

Il dit que non, mais dit vouloir continuer à servir dans la police.

Sur l'équipage qu'il formait, ils se connaissait bien sans pour autant être toujours avec eux.

Ils font fasse à des missions pas évidentes, Ahmed, c'était un peu son modèle et mentor avec qu'il s'entendait bien déclare Vincent B. C'était un modèle de travail.

C'était ses derniers jours chez eux, Ahmed n'aimait pas travailler les matins, il aimait bien poser ses matinées, ça devait être la dernière matinée avec eux.

VI. Lecture du témoignage de Cécile V, Chef de bord de la voiture d'Ahmed MERABET.

Le président lit une partie du témoignage de madame Cécile V., chef de bord, dans la voiture d'Ahmed, fonctionnaire de police.

C'était la dernière matinée de travail avant deux jours de repos. Le début de la vacation s'était bien passé. Ils devaient patrouiller sur les lieux sensibles.

La station directrice a signalé des coups de feu dans un local, il leur a été demandé de se déplacer.

Puis il y a eu un appel radio qui a demandé du renfort immédiat au 10 rue Nicolas Appert, qui disait notamment que c'était urgent, il y avait notamment un besoin de véhicule, et ont dit s'approcher des lieux.

Ils sont arrivés à proximité, par le Boulevard Richard Lenoir, direction bastille. Ils ont arrêté leur véhicule car une voiture bloquait en face. Ils sont alors sortis tous les trois. Ahmed a donné les clefs et est parti direction du boulevard, Cécile V s'apprêtait à les suivre quand elle a entendu des coups de feu, elle n'a pas vu les auteurs ni d'où ils venaient, elle s'est abritée et a perdu de vue Ahmed et Vincent, elle a mis son gilet, elle voulait partir en progression mais les gens qui étaient sur les balcons lui ont dit que les tirs venaient de plus haut sur le boulevard, les gens disaient qu'ils étaient deux en cagoules avec des kalachnikovs; elle était confuse, les gens lui ont également dit que les deux hommes avaient pris une voiture, les gens décrivaient ce qu'ils avaient vu.

Vincent a rejoint le véhicule mais Ahmed n'était plus là mais ils pensaient qu'Ahmed allait les rejoindre, puis quelqu'un a dit qu'un policier était à terre. Elle a vu Ahmed allongé au sol, un homme lui portait secours, Vincent lui tenait la tête, il essayait de la maintenir élevée, il a annoncé que son collègue était blessé, qu'il était allongé au 66 boulevard Richard Lenoir, Vincent lui posait des questions mais il ne répondait pas. Il n'a pas vu ses blessures.

Ils l'ont déshabillé pour voir ses blessures, lui ont fait un garrot, les pompiers sont arrivés. Il a été emmené dans l'ambulance. (...) On lui a annoncé que Ahmed était décédé.

Elle n'a pas fait usage de son arme.

Suspension de 15 minutes.

Reprise des auditions des policiers. Sont au nombre de trois à devoir être entendus par la cour, la BAC 11. (...)

Une fonctionnaire de police souhaite être entendue également.

VII. Audition de Géraldine B, de la BAC 11.

Gardien de la paix à l'époque des faits, elle faisait partie de la BAC 11.

A 11h20, ils ont eu une mission, puis ils ont entendu sur la station directrice des coups de feu rue Nicolas Appert, son collègue a dit qu'ils allaient se rapprocher avec la BAC.

Elle était sur son vélo, toujours porteuse de son sifflet. Ils ont pris la route tout en sifflant, ils ont pu arriver vite, ils sont arrivés boulevard Richard Lenoir et quand ils sont arrivés, la rue était calme, ils n'ont rien constaté.

Sur son vélo, elle a réfléchi et elle s'est dit rue Nicolas Appert, il n'y a pas de banque, pas d'école.

Finalement, ils arrivent et elle voit son collègue Jean Sébastien à un angle, il leur a fait signe arme à la main en position, elle était sur son vélo, elle demande à son collègue ce qui se passe, il n'en savait pas plus à part les coups de feu, elle se souvient de gens en haut d'une terrasse qui faisait des signes.

Elle était dans la continuité de la rue Nicolas Appert lorsqu'elle se retourne et voit deux hommes armés cagoulés qui tirent sur eux, des tirs précis coups par coups, son collègue Cyril n'avance pas, elle entend Laurent qui lui dit de courir, elle jette son vélo et court elle entend les sifflements des balles elle tourne à droite et prend son arme de police, elle se souvient d'une personne âgée qui rentrait tranquille, elle a couru derrière un véhicule, elle voulait passer un message mais n'y parvenait pas. Elle a constaté qu'elle allait bien. Elle n'a pas de notion du temps. Elle voit son collègue qui lui dit qu'il est blessé qui a couru vers elle et se sont mis à couvert dans le garage Volvo.

Ils ont perdu Cyril. Elle se souvient avoir dit au garage qu'ils s'étaient fait tirer dessus. Son collègue lui dit qu'il est blessé mais ça allait après qu'elle ait vérifié. Elle a continué à entendre des détonations. Dans sa tête elle pensait qu'elle allait mourir. Les tirs continuaient, elle essayait de se rassurer. Elle a demandé au garage Volvo d'appeler le 17. Puis il y a eu un arrêt des tirs, elle a vu Cyril qui marchait et qui était tout blanc, il était à couvert. Il a trouvé un abri où il a laissé son vélo, il allait bien, ils sortent et voient le véhicule impacté.

Il y a le chauffeur du véhicule qui dit que ça va, il ne sait pas ce qui s'est passé non plus, tout le monde allait bien de leur côté aussi. Il y en a un qui dit qu'un collègue est blessé à terre et là elle voit A.MERABET au sol et a vu Cécile le tenir à terre ; il était blanc. Elle est partie chercher les pompiers en courant, il y a un effectif qui est descendu avec elle qui a pris le nécessaire pour prodiguer les premiers soins à A. MERABET et elle lui a dit « bon courage, accroche toi ».

Elle était robotisée, elle est restée sur les lieux, elle était à proximité de la rue Nicolas Appert, elle était en état de choc et là un homme est arrivé les mains en sang, il lui dit la c'est Charlie hebdo, il lui a dit que c'était une boucherie dans Charlie hebdo. Elle a pris son téléphone pour dire qu'elle allait bien. Elle n'a pas de notion du temps.

Au bout d'une demie heure, à l'époque c'est Hollande qui est intervenu, elle était en train de garder une douille, et le président marchait sur les douilles au sol. Elle a vu Philippe Lançon sortir avec la mâchoire déboîtée, puis Riss qui est sorti, et elle a fait signe à la presse de s'éloigner, pour pas que des photos soient prises. Elle est restée sur les lieux longtemps.

Ils sont allés à l'hôpital parce que son collègue était légèrement blessé. Puis elle a été auditionnée par la police judiciaire. Sur les lieux de Charlie hebdo, elle a appris que A. MERABET était décédé, elle s'est éloignée pour pleurer puis les jours suivants ont été compliqués. Elle ne dormait plus la nuit,

elle entend les balles, elle voit toujours un psychologue, un psychiatre. Elle a pris des traitements même si elle était contre. Il y a un avant et un après dit-elle.

Elle apprend à vivre avec. Une chose qui est dure pour elle, elle est rentrée à la police en 2004. Elle peut plus porter la tenue depuis, elle a été affectée à différents services. Elle a été mutée à la direction des services hygiènes de paris. Le 20 avril 2017, quand son collègue est décédé sur les champs Elysées, elle n'a plus voulu rester, elle a alors été mutée en province chez elle, elle fait parti du service communication de l'état major, sa tenue elle l'a porte de temps en temps pour des opérations mais avec le préfet.

Aujourd'hui, elle vit avec ça et a appris à vivre avec ça.

L'assesseur évoque le retentissement psychologique, un médecin a détaillé tout ce qu'elle décrivait, ITT de 45 jours, deux mois et demi après les faits. Il y avait un certain nombre de blessés physiques parmi eux, Cyril a des hématomes au genou ; (...) La sortie des individus, elle les revoit assez souvent. Le juge d'instruction lui a demandé si elle avait vu un ou deux individus, au départ elle avait le souvenir que d'un et finalement aujourd'hui elle a bien l'image des deux hommes.

Sur les blessés dans son équipe : elle constate qu'il est blessé, il est atteint de trois fragments de balle. Son vélo avait été atteint aussi. (...)

Elle se demandait pourquoi c'était Ahmed qui avait tué plutôt qu'elle.

- **Questions des parties civiles :**

Sur le fait que l'on puisse dire que la brigade était comme une petite famille, elle confirme que c'était bien le cas, brigade de petits groupes, elle a cherché son collègue plusieurs fois en l'appelant, pensant qu'il était mort. On voit sur les images, les trois policiers arriver et les frères KOUACHI se trouvent très proche, ils leur tirent dessus, elles courent et eux aussi, elle a eu peur pour son collègue.

Pour elle, la tenue de son uniforme c'est une cible. C'est toujours le cas aujourd'hui, elle ne peut plus le porter, ne peut plus être en brigade pourtant elle aime mais n'arrive plus.

- **Questions avocats généraux :**

Elle revient sur une phrase qu'elle a déclarée devant le juge d'instruction, elle a vu une arme longue, elle n'a rien pu faire face à ça, elle ne pouvait que fuir, donc sur le caractère asymétrique de leurs armes de guerre face à leur arme de service : il y avait en effet un décalage, il faut être entraîné dans des services spécialisés face à des individus comme ça.

Reprise de l'audience

VIII. Audition de la policière, Madame S.

Elle voit les kouachi qui tiraient, elle fait feu à trois reprises sans les atteindre, elle est rentrée dans un état de paranoïa, elle était persuadée qu'ils l'a voyaient et pendant qu'ils rechargeaient leur arme, elle est partie en courant dans la rue. Elle dit avoir fait le tour et avoir aperçu au loin son collègue, Jean Sébastien, qu'elle rejoint. Ils arrivent tant bien que mal à signaler la Citroën qui part en direction de bastille.

Ahmed est arrivé à cet instant en pensant que le véhicule était devant lui alors qu'en fait ils sont arrivés derrière lui. La voiture prend la fuite, ils se cachent tous au niveau des voitures en

stationnement, elle entend la voix d'Ahmed et elle pense que les individus sont en train d'être interpellés, elle rejoint son chef de bord.

La décision vient de lui : il a percuté tout de suite et a dit « on va voir ce qu'il s'est passé dans les locaux », du coup ils voient Ahmed par terre, elle a très vite compris qu'il partait donc elle n'a pas voulu rester. Elle ne pouvait rien faire, il y avait déjà des collègues sur place, en arrivant dans les locaux elle a croisé une femme brune et a dit qu'il y avait au moins 20 personnes mortes à l'intérieur, elle pensait qu'elle en rajoutait, ils sont montés à trois, Jean Sébastien, Laurent, et en montant ils ont vu la scène macabre.

Il y avait une personne qui lui est resté en tête en arrivant, elle a fuit son regard, il y avait du monde qui commençait à être sur les lieux, elle a quitté le bureau parce qu'elle ne servait à rien, tous les gens encore en vie dans la salle étaient calmes et posés, en état de choc et c'est ça qui était choquant, on a compris que ce qu'ils venaient de vivre, resterait à jamais.

Ils ont attendu une ou deux heures sur place, ils se sont inquiétés car n'avaient pas de nouvelles des VTT ; elle se demandait où ils étaient donc était en état de stress. Ensuite, ils ont attendu la police judiciaire. Ils ne se sont pas montrés à ce moment là, chacun divaguait, dans des états seconds. Ils ont été entendus par la police judiciaire en fin de journée.

- **Questions de l'assesseur**

A l'époque, le magistrat rappelle l'âge de la policière, qui avait 25 ans. Ils étaient 4 dans la BAC. Il y a le conducteur, le chef de bord, et elle qui est gardien de la paix. Ils se sont retrouvés à une distance de 10 à 15 mètres avec les KOUACHI.

Si on met de côté pour chacun d'entre eux les blessures physiques, le retentissement psychologique la concernant, est très important quand elle est vue par un médecin en mars 2015. Il est conclu qu'elle bénéficierait de soins et d'accompagnement psychologiques utilement.

Sur les suites, l'erreur qu'elle a fait dit elle c'est de retravailler tout de suite après, avec le même équipage. Elle se sentait mieux au travail plutôt que chez elle mais les semaines qui ont suivi ont été compliquées, elle dormait toujours mal ; elle n'était pas satisfaite d'elle même, elle pensait que si elle en avait tué un peut être que Ahmed serait vivant. Elle a eu un travail à faire la dessus.

Elle a consulté un psychiatre dans le privé qu'il l'a beaucoup aidée. Encore aujourd'hui elle a des regrets, elle se dit que si elle avait peut être essayé de faire quelque chose, elle serait plus là. Elle était gênée vis à vis d'Ahmed, car ne le connaissait pas plus que ça, elle pensait à quelqu'un qui ne connaissait que son prénom tous les jours, elle avait du mal à montrer sa peine alors qu'elle était en vie. Elle au final elle dit avoir eu un retentissement psychologique.

C'est une pique de rappel sur ce qu'elle fait, qu'un simple appel peut déboucher sur quelque chose de plus grave. Elle est plus vigilante.

Sur sa collègue qui ne porte plus la tenue, elle ce n'est pas le cas, mais elle est en civil donc elle a moins la sensation d'être ciblée. Elle a continué sur cette voix mais a demandé à changer d'arrondissement car ne veut plus passer tous les jours dans les rues où ça a eu lieu. Elle se sentait un peu trop vaillante, le lendemain en retravaillant, en contrôlant des personnes, elle se sentait invincible, ce qui pouvait aussi être dangereux.

- **Question des Parties civiles**

Quand elle arrive la rue paraît très calme et en quelque seconde elle a eu une multiplication d'informations dont un blessé à gérer et tout s'est enchaîné très vite, elle ne s'attendait pas à tomber nez à nez avec les terroristes. C'était la première fois qu'elle faisait usage de son arme, depuis elle

n'a pas eu l'occasion de refaire usage de son arme. Dans la vie d'une policière, c'est assez exceptionnel de faire usage de son arme, normalement c'est plus sur la criminalité de droit commun mais pas de ce style.

Si il y avait eu un échange de tirs direct avec les frères KOUACHI, la puissance des tirs de leurs armes par rapport à elle, elle n'aurait pas eu de chance, observe l'avocat. Elle dit cependant qu'ils ne devaient pas l'avoir vu.

IX. Audition du policier : chef de bord, Monsieur M.

Ils ont pris leur service à 10h30, ils étaient un équipage de 4 personnes. Ils ont commencé leur patrouille à 10h45 sur l'arrondissement, il est descendu au métro république pour un voleur à la tire. Ils sont remontés dans le véhicule et là ils entendent sur les ondes, par la station directrice pour les diriger sur la rue Appert pour des tirs. Ils n'avaient donc pas entendu l'appel général d'avant, ils se dirigent alors vers la rue et en empruntant le boulevard richard Lenoir, il prend l'initiative de les faire descendre, ils sont en civils se fondent plus facilement, sont moins visibles. Ils se séparent, il ne se passe rien. Ils sont étonnés de l'appel, elle progresse quand même avec précaution et la voit un homme en train de décharger un camion, il se dit que c'est une palette qui a du tomber. Ils se rapprochent et la ils arrivent dans la rue Nicolas Appert et sur la droite ils remarquent un homme en retrait qui était seul, par précaution ils se rapprochent de lui et procèdent à son contrôle. Le monsieur dit « vous devriez aller voir l'homme la bas, je pense que c'est lui qui a fait appel à vous » donc ils se dirigent vers cet homme, qui était un agent de maintenance, il dit que son collègue est derrière la porte, qu'on lui a tiré dessus et qu'il est blessé. Ils demandent alors qu'est ce qu'il y a dans l'immeuble, car lui ne savait pas. (...) Il comprend que des hommes armés seraient rentrés dans la rédaction du journal. Il passe le message et dans la foulée, il entend des déflagrations juste derrière la porte donc a le reflex de s'écarter et de pousser l'agent de maintenance, les collègues étaient plus écartés et ont le reflexe tous les trois de prendre des directions opposées.

Il part en face sur un angle de mur et en s'écarter, il entend du bruit derrière, se retourne et voit trois hommes, il pense en voir trois, lourdement armés, cagoulés, en noir, son premier reflexe est de se retourner, il a pensé à des forces spéciales de police et là il entend des tirs, des balles ricochets sur les murs, et il n'a pas vu les vélos arriver dans sa course, il demande à l'agent de s'abriter dans le premier hall d'immeuble qu'il trouverait. Il fallait qu'il voit ce qu'il se passait, il s'est collé contre le mur, pensant être à l'abri, il a tourné sa tête à droite. Dans le même temps, il a eu le reflexe de sortir son 2^{ème} chargeur, il tremblait, le fait tomber et la voit trois individus autour de la Citroën C3, il a toujours l'impression d'en voir trois, ils étaient à 15-20 mètres, et il les voit tirer en direction de la gauche. Il ne sait pas sur quoi ils tirent, pensent que c'est sur ses collègues. Il essaie de transmettre des messages. En même temps ils criaient, il ne comprenait pas, ils parlaient un peu arabe, il pensait que c'était un règlement de compte, il n'a pas fait le rapprochement avec le journal. Ca lui a paru long, il se demandait pourquoi ils ne montaient pas dans leur voiture, il suffisait que lui bouge pour qu'ils se retournent, il savait n'avoir aucune chance donc n'a pas tiré sur eux.

Il lui semblait avoir perdu ses deux collègues finalement, ils partent en direction du boulevard richard Lenoir, il essaie de passer (...)

Il voit deux véhicules qui s'arrêtent, les deux assaillants sortent avec leurs armes, il se dit qu'ils vont tirer sur les véhicules de flic, donc il tire deux fois pour essayer de les dissuader et ils ont continué leur action et la il assiste impuissant à l'exécution d'un collègue, car il tire en plein dans le pare brise à hauteur d'homme. Quelques instants après il voit la voiture reculer et suivie par la C3, et là il perd la C3 de vue, il court vers la voiture de collègues impactée, et voit sa collègue Elodie juste derrière lui donc il est soulagé et à droit arrive Laurent. Les deux collègues sont là et en bonne santé, c'est un

premier soulagement, ils se dirigent vers le véhicule impacté et voit qu'il est vide, deuxième soulagement.

Puis il entend une double déflagration vers la bastille mais aucune visibilité sur les assaillants, ils se dissimulent derrière les véhicules mais ne savaient pas où ils étaient. Ils se font signe de se baisser, d'être prudents, ils ne se découvrent pas. Il pense que les assaillants ont abandonné leur véhicule et qu'ils sont en train de déambuler.

A un moment, il entend une double déflagration et il entend « c'est bon chef c'est bon » et donc ils ont pensé que les assaillants se rendaient, donc ils se relèvent et commence à traverser et là il entend une double déflagration, et se dit que c'est un échange de tirs, ce n'est pas bon.

Ensuite il entend sur les ondes, la voiture qui prend la direction de la république, donc ils traversent la petite passerelle et là il voit Ahmed allongé au sol, il est rejoint par ses collègues de brigade, il croise son regard mais par pudeur comme ses collègues sont là, il a dit on le laisse. Et en même temps les radios demandent ce qu'il se passe, il annonce alors qu'il se dirige vers le 10 Nicolas Appert et sur le passage croise les effectifs VTT complètement hagards, ils ne savaient pas ce qui s'était passé, il y en avait un qui saignait à la jambe, ils continuent leur chemin, voient un camion de pompier, rentrent dans l'immeuble et voit les pompiers autour d'un homme ensanglanté au sol. Le premier message c'est qu'il n'y a plus rien à faire pour lui.

Il y avait un homme et une femme, qui viennent les voir disant qu'ils ont tué tout le monde et qu'il y a vingt victimes. Il ne croit pas à autant mais finalement monte et là plus il monte plus il y a la pression et là sur la droite il voit une porte battante ouverte avec du sang, il se dégage une odeur de poudre, il se rapproche de la porte et rentre dans les locaux, sur la gauche, quelqu'un est blessé dans une mare de sang, il bouge mais il s'occupe pas de lui car a le souvenir d'un open space dans le brouillard, il voit des ombres sur la droite, des personnes debout, un silence de mort, de gens qui avaient peur de tout, tétanisés, prostrés, sa collègue reste à l'entrée du bureau pour sécuriser l'entrée, il voulait s'assurer qu'il n'y avait pas d'autres assaillants sur place ou pas d'objets explosifs laissés sur place par les tireurs donc il fait le tour du bureau pour voir si il n'y a rien d'abandonné.

Il rentre progresse et en même temps, deux personnes qu'il retient, il voit des ombres, et ceux qu'il voit, un avec des lunettes rondes habillait en pompier et une jeune femme habillée en vert kaki militaire, ils disent qu'ils sont pompiers, il fait appeler au secours, il a assisté à des scènes de guerre mais pas des comme ça, il dit qu'il faut faire un tri. Il a senti en lui un professionnalisme, a laissé s'occuper de la prise en charge des blessés, lui a sécurisé les lieux, il y avait du sang partout, une odeur de métal, c'était effroyable et sur les ondes on entendait les demandes de ce qui se passait.

Ils demandaient à la radio qui étaient les victimes, quel type de blessure ; quelqu'un dit que c'est une véritable boucherie, puis silence sur les ondes, il voit un homme sur le sol à plat ventre avec un étui de pistolet mais vide. Il voit que c'est le même étui, et comprend que c'était l'agent de protection, il cherche son arme mais ne la voit pas. Il passe au dessus de lui et arrive dans une pièce, par réflexe ne regarde pas les visages des personnes décédées, il passe sans regarder, il voit que c'est un carnage, il voit une personne assise défigurée mais qui paraissait serein, indescriptible, il continue à faire le tour, 3-4 personnes en urgence absolue, il était dans sa bulle, il finit de sécuriser les lieux, il n'a rien trouvé de particulier, le temps qu'il finisse le tour, les secours sont arrivés, il est sorti, une marée humaine de pompiers, de gens en civils etc il s'est retrouvé dehors et le premier réflexe qu'il a eu c'est de se diriger vers le boulevard Richard Lenoir là où il avait laissé des collègues et a vu son commandant, il lui a demandé comment allait Ahmed MERABET, le commandant lui a fait signe pour lui dire que c'était fini. Un choc de plus.

- **Questions de l'assesseur**

Sur le fait qu'il dise qu'il en ait vu trois des assaillants mais qu'il se corrige la dessus, l'assesseur voudrait compléter que au sein de la bac 11, Laurent C, décrit la même scène que lui, mais voit deux individus sortir. Quand il dit qu'ils étaient que deux, il y a bien aucun élément qui dise qu'ils étaient trois.

C'est aussi parce que des gens leur ont dit que trois individus étaient rentrés. Quand il les observe autour du véhicule, il en voit un puis deux puis regarde à nouveau et à l'impression d'en voir un autre, il avait l'impression qu'ils étaient trois.

La personne qui se présente à lui comme ayant fait appel aux services de police c'est le collègue de Monsieur Boisseau, un antillais, né à For de France, il lui fait part de ce contact et des indications qu'il a donné au policier.

Sur le retentissement psychologique, l'après midi il a été auditionné par la police criminelle. Le soir même en rentrant, il s'est rendu compte du retentissement médiatique et mondial et a vu le président des US parlait de cet évènement. Il n'avait pas saisi la dimension que ça avait pris. Il n'a pas dormi de la nuit, il est tombé sur la vidéo qui l'a éclairé, il a compris que le « c'est bon chef », c'était Ahmed qui parlait, ça l'a éclairé sur le déroulement des faits. Le lendemain, ils ont été reçu à la préfecture pour expliquer ce qui s'était passé. (...)

Sa femme l'avise par la suite qu'il se passe quelque chose porte de Vincennes. Il s'est senti investi d'une nouvelle mission dans son travail, il avait besoin d'être avec ses collègues intervenants, ils avaient besoin d'être ensemble pour chasser le terroriste, ça a pris une plus grande dimension.

Après les scènes auxquelles il a assisté, il n'a pas eu besoin de s'arrêter mais dans le métro il se sentait différent.

(...)

Sa femme a su le comprendre et l'épauler mais a voulu qu'il en parle au bout de deux trois ans. Et il a pensé que ça serait bien de partir de la région parisienne. Il est parti en province où il commence à retrouver une sérénité.

- **Questions des Parties civiles**

Au sujet d'A. MERABET, il ne le voyait pas en dehors des services, il était très discret et très droit. Dès l'instant où on avait besoin de renfort, il arrivait. Pas le genre à se mettre en avant.

Il a un regret de ne pas avoir pu stopper la progression des frères KOUACHI. S'ils avaient pu détourner leur attention, il est désolé pour la famille d'Ahmed.

Sur ses attentes du procès, il ne l'attendait pas spécialement, il veut être éclairé sur le déroulement des faits, sur la progression des assaillants. (...) Il a des regrets car se dit que s'ils étaient arrivés juste avant, ils auraient pu rentrer avant peut être, il a des regrets.

Il n'a pas eu l'occasion de prendre contact avec les victimes de la rédaction, sans les connaître il se sent proche d'eux, il a fait ce qu'il pouvait, il est désolé pour tout ce qui s'est passé. Il se rend compte que tout ça c'est pour rien. Il a les mêmes principes, il prône la liberté, CH font des dessins humoristiques, ils sont là pour pouvoir assurer cette liberté, ils ont les mêmes valeurs. (...)

Il est toujours sur la voie publique dans le cadre professionnelle.

Sur une catégorie de la population qui adhérerait aux actes des KOUACHI, a plusieurs reprises, il a entendu des gens qui cautionnent et prennent comme référence les actes des frères KOUACHI, qui disent qu'ils n'ont pas fini leur boulot, qu'ils auraient du flinguer plus. Faire référence à deux individus comme cela, c'est impensable termine t-il.

X. Audition de David K.

Il ne voulait pas parler.

Beaucoup de choses qui resurgissent, le 7 janvier, ils étaient une patrouille de 4. Il a décidé de conduire.

Ils ont été appelés pour un coup de feu donc se rendent sur place rapidement, ils n'ont pas beaucoup d'informations, ils n'ont pas connaissance de Charlie Hebdo à cet endroit. Lui reste en retrait car il est chauffeur. Ses collègues cherchent le 10 rue Nicolas Appert et il voit les gens qui indiquent les locaux au balcon. Il observe la progression de ses collègues et assure aussi ses arrières, ça fait 20 ans qu'il fait ce métier, a vécu beaucoup de choses, il est passé par différentes missions, a travaillé de nuit, à la BAC, sont préparés à plein de choses mais pas à ce qui va arriver. Ses collègues finalement arrivent autour du 10. Il se met à une vingtaine de mètres d'eux en voiture et commence à descendre, communique par moyen radio.

Ils se rapprochent d'eux, assiste à des coups de feu très retentissants et là l'image qu'il a c'est qu'il est à pied, et qu'il assiste à la course de sa collègue madame S et la voit saisir son arme, c'est la seule de son équipage qu'il voit, quand il entend les coups de feu il est prostré et se plaque contre sa voiture, il a deux radios en main et prend le relais avec sa radio, il demande ce qui se passe, personne ne répond, chacun prend position, il n'a vu que sa collègue S.

Il saisit son arme, retire son brassard, et repasse des messages pour avoir des informations mais n'en obtient pas. Il retourne dans la voiture mais les ondes sont bloquées, il assiste à une nouvelle fusillade, au moment où les coups retentissent ça fait un bruit particulier. Il est habitué à ce genre de bruit, mais prend conscience de l'ampleur et que c'est quelque chose de très grave. Il n'a plus de vue sur aucun collègue, plus aucune information sur transmission radio, il s'engage dans la rue pour comprendre ce qui se passe. Il ne voit plus personne, il ne les a pas vu ni croisé, ne saurait pas dire s'ils étaient deux ou trois. Il essayait de déceler la position et de comprendre. Puis une nouvelle rafale a lieu, il était rue Nicolas Appert et a entendu une rafale vers l'allée verte, il a compris que les assaillants se déplaçaient sur la droite, il est remonté en courant et a croisé la deuxième patrouille de VTT.

Il a un échange ou il dit « fais attention ça tire », lui était en civil, son collègue en uniforme.

Il n'avait rien sur les ondes, pas d'informations de ses collègues, impossible de faire passer un message. Sur les ondes personnelles, personne ne répondait non plus.

Sur le boulevard richard Lenoir, aucun visu, le calme total et là il entend un bruit de voiture qui part il revient sur Nicolas Appert puis retourne sur richard Lenoir, il croise son collègue de la BAC et court, le voit partir et essaye de récupérer un visu, il entend de nombreux coups de feu. Il cherche à se cacher. (...) Il entend un ou deux coups de feu ; il se rue dans l'hôtel.

Il ressort de l'hôtel, croise un collègue qui dit qu'ils sont partis rue du chemin vert, ils traversent alors le parc pour récupérer le visu sur une voiture en fuite.

Il n'a pas entendu les coups de feu concernant Ahmed mais était focus sur le fait de retrouver ses collègues, il était omenibulé par ça. Finalement il est tombé sur Monsieur B, le gilet par balle branlant, il a fait un signe de la tête sans parler, puis a retrouvé Madame S qui était pareille et sa 4^{ème} collègue. Puis on lui a dit pour Ahmed et il est arrivé quand on lui prodiguait les soins. Il s'est arrêté au 2^{ème} étage de Charlie et a vu qu'il y avait du monde. Il est descendu et a vu tout le monde arriver.

• Questions des Parties civiles

Le jour des faits, il avait 36 ans, il n'a pas vu directement les KOUACHI.

Sur le retentissement psychologique que ces faits ont eu sur lui, il a un sentiment de culpabilité (...) il fait des crises de colère ; hyper vigilance, retentissement professionnel important, il ne veut plus travailler sur la voie publique. Retentissement psychologique très important.

Sur sa nouvelle orientation professionnelle, il a repris le service, a rassuré ses proches. Il a mis du temps à rassurer tout le monde. Grande détresse quotidienne. Sans le vouloir, il s'est mis en retrait, s'est coupé de tout le monde, s'est séparé de sa compagne, les jours qui suivent, il a passé son temps à rassurer les gens.

Le surlendemain, il s'apprêtait à repartir au commissariat, et voit aux informations qu'il y a des otages à l'hyper caché alors qu'il y habite à 50 mètres et que les enfants sont scolarisés pas loin. Sa compagne était affolée. Tout ce qui va se produire par la suite, il anticipe sur ce qui s'est passé avant et sur l'élément de la veille avec Clarisse qui s'est fait abattre à Montrouge.

Il a son enfant au primaire, le grand au collège, il est rejoint par deux collègues ou il court à l'école et retrouve du personnel scolaire désemparé. Ça frictionne avec l'école car il voulait rentrer.

Il récupère son enfant et l'autre, puis retourne à l'école pour aider le personnel scolaire.

Il assiste aux malheureux événements de l'hyper caché. Les murs tremblent, les enfants pleurent et se cachent. Après il faut se relever de tout ça explique-t-il (...)

C'est un enchaînement d'événements tragiques après ça, tout le monde essaie de reprendre sa vie après tout ça. Il essaie de remettre un pied sur la voie publique et se souvient d'un détail, place de la république, il surveillait en ayant la tête ailleurs, et sur un coup de vent l'échafaudage bouge, ça le fige et le replonge dans tout ça. Là, il s'est dit qu'il allait falloir se mettre en retrait donc il a formulé le souhait de quitter la BAC. Sa hiérarchie a bien compris, il a intégré un service d'investigations qui traite des flagrants délits au quotidien, parallèle avec Ahmed qui devait intégrer ce service le mercredi suivant. Il ne le connaissait pas personnellement, mais le voyait tous les jours depuis 7 ans. C'est quelqu'un qui était rentré dans la police tard, qui avait une expérience professionnelle et humaine, qui était droit, rigoureux, ils discutaient de beaucoup de choses, de voitures, et il a été dit beaucoup de choses sur Ahmed, il travaillait à la police secours, c'est le tronc commun, c'est savoir tout faire, le service royal de la police, c'est la confrontation à tout sans être au courant de rien. Avec tous ses aléas, il avait beaucoup d'honneur Ahmed et grande surprise d'apprendre qu'il ait eu le concours d'OPJ, fierté de quelqu'un qui est issu de l'immigration et qui portait haut les couleurs de ce métier.

Sur le retentissement, son combat c'est le sourire de ses enfants, il s'est reconstruit comme ça, de les assister. Il faut les rassurer tout le temps, le petit qui ne dort pas, qui a un suivi psy, un grand qui décline toute prise en charge, qui ne veut voir personne, parler à personne. Il réfute toute intervention médicale, il les emmène en vacances le plus souvent possible. Il essaie de rassurer tout le monde. Pour sa part, il se reconstruit comme ça. Aujourd'hui ça fait 5 ans, sa réorientation professionnelle se passe bien. Il s'occupe d'enquête diverse de droit commun sur le 11^{ème} et ça se passe bien.

Pas de questions

XI. Audition de Matthieu B, policier

Il est entendu en qualité de partie civile. Sa voiture va se retrouver dans la même rue que les frères KOUACHI.

A bord du véhicule ils étaient trois.

(...)

Ils ont pris la décision de se rapprocher, ils sont partis du commissariat en direction de la rue Nicolas Appert.

Tout en se rapprochant, comme ils savaient qu'il y avait eu des tirs, quand ils arrivent boulevard Richard Lenoir, il avait déjà sorti son arme.

Vu la difficulté de pouvoir émettre, ne peut pas s'annoncer sur place ou à proximité. Il ne savait pas la position exacte.

Le véhicule arrive plutôt à vive allure, et là il s'arrête à une quinzaine de mètre face à face avec une autre voiture, il pensait que c'était la voiture de la BAC. Il y a eu une hésitation, il a fait des appels de phares, et rapidement, ils ouvrent les portières, les KOUACHI sortent ils comprennent alors que c'est eux, les reflexes qu'ils ont c'est de s'abaisser le plus possible au niveau du frein à main et tout le corps allongé. La voiture commence à essuyer deux balles. Pas des rafales mais beaucoup de tirs.

Alban a engagé la marche arrière mais avec sa position il a du mal à débrayer et la seule solution c'est de trouver un moyen de riposter mais dans sa position c'est difficile car en plus il est gaucher. Il ne peut pas tirer par la fenêtre car ça le faisait trop remonter donc tire avec sa main droite au dessus de sa tête où il voyait le haut du capot de la C3, il a focus son tire sur le capot en passant directement par le pare prise de la voiture, il a réduit leur canal de tire, puis Alban a réussi à faire la marche arrière à l'aveugle. Ils savaient qu'ils avaient beaucoup reculé mais avaient beaucoup tapé, voit qu'ils sont alors sur le boulevard, et que les deux KOUACHI regagnent leur véhicule. Ca leur a donc permis de pouvoir s'engager. Et les voir baisser les armes, il fallait réagir vite. Pas de riposte possible dans la voiture donc ils voulaient descendre et ils y arrivent. Ils se mettent en protection. Il a beaucoup tiré. Il sait qu'ils vont revenir, il recharge son arme. Il voulait une capacité de tir au maximum. Il a entendu que la voiture arrivait, il était placé à droite, il n'a pas revu la C3, juste quand il a tourné et qu'il a pris le boulevard Richard Lenoir, il y a eu un échange de coups de feu qu'il a entendu encore notamment avec les VTT puis il perd le véhicule de vue. Il voit la BAC arriver, il sait qu'il a des collègues de la BAC, les VTT aussi et il entend ces coups de feu, il sent que le véhicule est sur l'autre partie de Richard Lenoir. Il se rapproche comme beaucoup de l'autre partie du boulevard mais de façon beaucoup plus lente (...)

Une fois que le véhicule a pris la fuite, une vieille dame a dit qu'ils avaient tué un policier. Il a rangé son arme. Il a essayé de se rapprocher de là où était Ahmed, ne l'a pas reconnu tout de suite. Des secours avaient été demandés. Le véhicule a pu prendre la fuite rapidement, il y avait des embouteillages pas possibles, il voulait faire arriver les secours vite. Il a été rejoint rapidement par des équipages qui l'ont relayé au niveau de la circulation. Par la suite, ne se rappelle plus ce qu'il a fait, il se rappelle être avec Alban, Ludovic, au niveau du petit parc, ils ont été mis là en attendant d'être pris en charge par le secours, n'entendait plus d'une oreille, avait mal à la tête et ne savait rien encore pour Charlie Hebdo. Il a découvert quand il est rentré. A partir de ce moment là, il ne se rappelle plus grand chose.

- **Questions de l'assesseur**

Sur la scène de la vidéo, on voit les scènes qu'il décrit et on entend le son, car il y a beaucoup de tirs sur l'enregistrement.

Sur le retentissement psychologique, le fait que le véhicule ait été la cible de tirs nourris. Il s'est dit dans les jours qui ont suivi en voyant le véhicule criblé, qu'ils ont eu des impacts de balles au niveau des appuis tête, Alban a eu une réaction hyper rapide et lui même à son échelle pour lui faciliter le travail. Il s'est dit que c'était un miracle. Et il y a ce sentiment que sur ce moment là on ne peut que

subir. A aucun moment, ils n'ont eu les moyens de pouvoir riposter. Dans le thème de riposter, c'était pour pouvoir se dégager, ils auraient pas pu faire plus. (...)

Sur le certificat médical qui relève le sentiment de peur persistant qu'il évoque, intensité maximale dans le mois suivant, insécurité persistante qui affecte sa vie professionnelle et sa vie privée. Réaction de sursaut, d'anxiété, d'irritabilité. Le retentissement psychologique est sévère.

Traumatisme auditif également.

Comme certain collègue, c'était son dernier jour de travail avant le repos ; énormément d'acouphènes se sont déclenchés par la suite.

Il avait du mal à se déplacer, il avait du mal à sortir. Le fait d'avoir mal aux oreilles, le moindre bruit dans la rue l'insupportait.

Quand il a repris son service le 10, ils l'ont appelé tous les jours, deux fois matin et soir pour savoir comment il allait, et il s'était dit que le 10 il reviendrait d'un commun accord car il avait peur de savoir s'il allait être capable de retravailler bloqué par d'autre peur ou de l'appréhension donc il a repris son service ;

Il a retravaillé, quasi normalement. Jusqu'au point de non retour où début 2016, il a fallu qu'il s'arrête pendant trois mois pour refaire le point sur lui même et sa vie personnelle et professionnelle. Cela lui a fait du bien. Ça lui a permis de pouvoir repartir sereinement dans son travail et sa vie personnelle.

Aujourd'hui, il est toujours dans le service de la voie publique, avec un groupe rajeuni, il se sent bien avec eux, ça le rassure aussi.

- **Question des Parties civiles**

Sur la vidéo qui a tourné en boucle, quand il l'a vu, c'est par rapport à la perception qu'il avait, c'est que quand il s'est retrouvé en face, il est à une vingtaine de mètres. Avec le recul, il n'a pas vu l'intérieur de la voiture, il a pris connaissance de la chance de la longueur de la marche arrière.

Sur les termes de scène de guerre, il confirme, par la violence des impacts, ça sifflait dans l'habitacle, ça tapait fort.

Il pense que c'est un petit miracle.

XII. Audition de Monsieur L, policier.

Conducteur de la voiture qui s'est retrouvée en face de celle des KOUACHI.

Va revenir sur ce que disait Matthieu. Mais ont été témoin de la même chose ; ça parlait énormément sur les ondes, n'ont pas pu suivre ce qui se passait. Sur l'acte qui est en train de se dérouler, il ne connaissait pas la nature de l'acte.

Il ne connaissait pas cette rue. N'était pas là depuis très longtemps. Matthieu le guidait avec le GPS, il s'engage dans l'allée verte, et se retrouve en face de la voiture qui fait des appels de phares dans tous les sens, les deux KOUACHI sortent, Matthieu réagit en disant que c'est eux, ils commencent à faire feu, les impactent à plusieurs reprises. Il essaie de faire une marche arrière, Matthieu pendant ce temps là riposte, il y a un impacte qu'il traverse la voiture, ils sont comme une pluie dans le véhicule, ils finissent par sortir de la rue en marche arrière. Puis n'a pas pu la redémarrer. Ils savent qu'eux vont revenir car ils sont vivants, donc faut se préparer à un deuxième assaut donc décide de sortir du véhicule et après s'est rendu compte qu'ils sont tous vivants, blessés légèrement (audition...)

Ils se mettent à couvert, attendent la remontée du véhicule, il a failli aller à gauche et finalement tourne à droite direction bastille, ils les impactent deux fois, et ils les tracent jusqu'à un nouvel échange de tirs avec les VTT. Les KOUACHI partent sur Bastille donc ne pensait pas qu'ils allaient

revenir. C'est particulier car n'identifie pas le son de l'endroit où ça peut provenir, n'anticipe pas le fait qu'ils fassent demi tour. Derrière ça, il y a eu Ahmed. Après ces tirs, ils ont voulu franchir le pas car ça continuait encore et ne sait même plus avec qui il était. Quand il arrive, il voit un collègue. Des amis policiers, il voit des collègues en train de secourir Ahmed, il était démuni, ne savait pas quoi faire. Cécile était en panique et essayait de joindre les radios. Puis le commandant arrive, des collègues. La temporalité, il ne la mesure plus vraiment à ce moment là, ça va vite et en même temps c'est lent.

Il finit par s'asseoir à la terrasse du bistrot en fumant et regardant les secours, il ne maîtrisait plus le temps, plus l'action, il était victime de ce qui venait de se passer. Les jours d'après : il a eu une succession d'images et de sons, il s'est rendu à 5H30 sur le lieu de travail sans savoir quoi y faire, car ne devait pas travailler. Il a suivi ensuite la tragédie avec Clarissa et le lendemain avec l'hyper cacher. Ce sont des semaines et des mois de difficultés de vivre avec. Il faisait de l'auto médication dans les bars. Il a eu la chance d'être suivi par un médecin de la province dans laquelle il travaille aujourd'hui, qu'il l'a redirigé vers une psychologue pour une nouvelle méthode. Son épouse, sa famille, et amis ont été formidables dit-il, ils l'ont beaucoup aidé.

- **Questions de l'assesseur**

Sur son retentissement psychologique, il a quitté la région parisienne suite aux attentats, il est en province et exerce une activité de police.

- **Questions des Parties civiles**

Sur sa marche arrière, il ne trouve pas que le terme d'héroïsme convienne, tous les fonctionnaires de police en ont fait preuve ce jour là.

On a plus ou moins réussi cette intervention dit-il, ce n'était pas gagné, deux individus armés de fusils d'assaut, revenir avec autant de fonctionnaires de police vivant après avoir affronté les KOUACHI ce jour là, il y a eu une forme d'héroïsme.

Sur les attaques de police aujourd'hui, il y a des policiers sûrement racistes, ce n'est pas la majorité, c'est même une minorité, ils interpellent le méchant c'est tout dit-il, pas pour sa couleur. Ça c'est ce que n'ont pas compris certaines personnes, et c'est une forme de dégoût pour lui vis à vis de ces personnes qui font du mal à la société et qui fait monter le sentiment de haine anti flic.

On est tous flics quand c'est Charlie hebdo et on les déteste avec les gilets jaunes.

- **Questions avocat de la défense.**

Maitre COUTANT PEYRE, évoque lorsque la mère du dessinateur Charb a raconté qu'ils ont été reçus par le Président Hollande, elle a demandé comment ces assassins sont rentrés aussi facilement. Hollande lui aurait dit que s'il y avait eu une voiture de police devant les locaux, ça n'aurait rien changé tellement les tueurs étaient déterminés.

L'avocate demande au policier si en tant que policier de terrain, il pense que les KOUACHI auraient pu rentrer avec leur kalachnikovs malgré une voiture de police devant les locaux ?

Il pense qu'il y aurait eu jute quelques morts de plus. Comme Hollande n'était pas un professionnel de la sécurité, il ne pense pas que ça aurait changé, il aurait eu deux collègues morts en plus.

L'avocate pose une autre question (...)

L'avocate dit avoir le droit de poser des questions mais n'a pas de réponse sur la réussite d'une opération de police, et s'interroge sur le fait que si deux fonctionnaires de police avaient été devant

ce bâtiment, est-ce que cela aurait fait deux victimes de plus ou pas. Le policier répond que l'on peut imaginer beaucoup de choses.

Le président lit des dépositions de la brigade de VTT.

Le président demande aux accusés de se lever et s'ils entendent réagir à ce qu'ils ont entendu aujourd'hui sur l'assassinat de A. MERABET.

- **Parole donnée aux accusés en fin de journée pour faire part de leur ressenti**

Prise de parole de M. ABBAD

M. ABBAD dit beaucoup de courage pour les frères et sœurs qui sont venus pour le policier, et dans la continuité de ce qu'ils ont commis, c'est aussi violent que Charlie. Quand il entend, c'est violent, et ça le touche. Il leur souhaite du courage en espérant qu'ils aient des réponses dans le procès.

Prise de parole de W. PREVOST

Des témoignages forts dit-il.

Prise de parole de M. MARTINEZ

Adresse ses condoléances à la famille MERABET, salue les policiers et leur courage. Ne comprend pas cette idéologie qui pousse à commettre ces actes. Il n'a pas les mots. Ce sont des gens qui commettent des crimes au nom d'une religion, ce sont des assassins, rien d'autre.

Prise de parole de M. KARASULAR

Espère qu'ils sont en enfer pour s'en être pris à la police. Pour lui, on ne s'attaque pas à la police. Il sait qu'elle est là pour sa famille quand elle en a besoin aussi.

Prise de parole de M. POLA

Ne les connaît pas, il a hâte d'être demain, il ne faut tuer personne, dans aucune religion il est dit d'enlever la vie. A hâte d'être demain pour s'expliquer avec l'enquêteur, il est désolé encore pour ça, il est désolé encore.

Prise de parole de l'accusé assis à la droite de POLA

A de la compassion et de la tristesse, pas évident ce qu'il a vu aujourd'hui. Faut de la dignité et du courage. Exprime sa compassion. Rejoint PASTOR, exprime sa compassion à la famille MERABET et aux policiers.

Prise de parole du troisième accusé sur la droite

A de l'incompréhension de ces personnes qui se disent musulmans et qui se permettent de tuer, c'est illogique de tuer pour un culte ou un uniforme, il ne comprendra jamais.

Prise de parole de M. RAUMEL

Adresse ses condoléances à la famille MERABET et à tous ceux qui ont perdu des proches, c'est des morts tragiques, souhaitent beaucoup de courage.

Le président appelle Monsieur P, à titre personnel, il a déposé un courrier pour se constituer partie civile dans la procédure des attentats. Mais il y a un problème de recevabilité, la cour devra se pencher dessus, il a été entendu à deux reprises. Il lit la deuxième audition de ce monsieur, il était dans les locaux de « première ligne ». Ils ont prodigué les premiers soins, il a eu plus d'impact finalement sur lui qu'il ne le pensait.

Il n'a jamais été menacé directement par les KOUACHI, certaines parties civiles devront faire l'objet d'un examen. Toute personne a pu être choquée mais ça ne suffit pas juridiquement pour intervenir juridiquement dans le dossier. Cette constitution est aux pièces, et mise au débat mais vont faire l'objet d'une étude en temps voulu en ce qui concerne leur recevabilité informe le Président.

Suspension d'audience : 17h13 reprise demain à 9h30.

JOUR 10 - MARDI 15 SEPTEMBRE 2020

L'audience commence à 9h40.

I. La fuite des frères KOUACHI hors de Paris.

A. Audition d'un enquêteur de la SDAT (sous-direction anti-terroriste).

- **Questions du Président :**

Le président invite le commissaire de police auditionné à se présenter et décliner son identité. Il prête serment.

Il est le responsable de la SDAT, sous-direction antiterroriste. Le service est intervenu dans l'enquête relative à l'ensemble des faits avec d'autres services.

Le président l'invite à aborder la fuite des frères KOUACHI hors de Paris, après la tuerie de Charlie Hebdo, et l'assassinat d'A. MERABET, le 7 janvier 2019. Le reste fera l'objet d'auditions ultérieures.

Après la tuerie qui a frappé l'hebdomadaire, la section C1 du TGI de Paris s'est saisie des faits peu avant midi, confiant cette enquête à la DRPG, DGSI, et la DCPJ. L'une des composantes de cette dernière, la SDAT, peut être schématisée en 3 volets : l'organisation des moyens dans la conduite des investigations, la recherche des assaillants, l'identification des complices. Son témoignage porte essentiellement sur la fuite des frères KOUACHI, son intervention ne porte donc que sur les 2 premiers volets.

Cette enquête a fait l'objet d'une médiatisation importante, d'une omniprésence des réseaux sociaux, et les attentats de janvier ont été le point de départ d'une période éprouvante pour les services en charge de la lutte anti-terroriste. Avant 2015, la SDAT avait été saisie de 52 faits relatifs à des attentats.

Sur l'organisation des moyens et la méthodologie dans la conduite des investigations. Le plan a été élaboré en 2005, suite aux attentats de Madrid, puis complété après les attentats de Londres. Son objectif est de faire face à des crises terroristes majeures, multiples, et massives en mobilisant les effectifs, et en les projetant sur le territoire national. Ce dispositif attentat a été déclenché à 2 reprises, pour la première fois en janvier 2015 (la 2^e fois interviendra le 13 novembre). Ce plan sert de guide à la PJ (police judiciaire) sur la conduite des investigations.

Il présente l'organisation de son service face à la saisine de son service. Le déclenchement du plan attentat consiste au niveau national à mettre en place un poste de commandement à la sous-direction antiterroriste. L'ensemble des enquêteurs de la PJ doivent faire retour immédiatement au service quel que soit leur situation. Ce poste de commandement est représenté par plusieurs services qui vont apporter leur soutien : la sous-direction de la lutte contre la cyber criminalité, la direction des relations internationales, un représentant de la PTS (police technique et scientifique), les services co-saisis DRPJ et DCSI pour pouvoir échanger les informations et les centraliser, 3 chefs de pôles : enquête, renseignement, coopération internationale. L'objectif de ces 3 pôles est de pouvoir récupérer les informations, les trier, les classer et les confier aux enquêteurs compétents.

Le pôle enquête assure le partage des missions judiciaires, et oriente les investigations. Il est constitué de 5 ateliers : auteur – complice, témoin, victimes, PTS, technique. En 14 jours de flagrant délit, l'enquête a constitué plus de 19 000 cellules, 1 400 PV, 40 géolocalisations, 400 témoignages. C'est une enquête hors norme. Sur le pôle de renseignement, il centralise l'ensemble des informations remontées, assure leur traitement et les priorise. Avec le déclenchement du plan, 2 outils ont été mis en place :

- la ligne verte, cad que dès le 7 janvier a été mis en place cette ligne permettant à tout témoin de se faire connaître des services de police. 35 postes de téléphone sont mis en place, avec un enquêteur derrière chacun. 5 122 appels ont été reçus par cette ligne verte, dont 1700 le premier jour.
- Un site internet dédié, qui permet aux internautes de déposer leur témoignage. 244 signalements sur cette plateforme. Ce site a été rapidement piraté, cessant son fonctionnement dès le 9 janvier.

Ce pôle renseignement a permis de rassembler des nombreuses informations, principalement sur la localisation des fugitifs. Beaucoup de témoins vont voir les frères KOUACHI un peu partout sur l'ensemble du territoire national : dans le train Bordeaux Strasbourg, dans un appartement à Paris, même sur une colline dans les Pyrénées-Orientales ... Chaque service de PJ territorialement compétent est là pour vérifier la pertinence des informations. Il y a également eu des renseignements sur la localisation d'Hayat BOUMEDIENE, sur l'achat de véhicules par un système d'escroquerie, d'informations spontanées sur les personnes qui ont côtoyé les 2 frères KOUACHI. Le 10 janvier, une audition permet de les informer de la location par A. Coulibaly d'un appartement.

Le pôle coopération internationale centralise l'ensemble des demandes de la France vers l'étranger, c'est un système de guichet unique. 400 messages ont été assurés par ce pôle. Cela a été un élément important dans le cadre de la traçabilité des armes. Cela permet de profiter du maillage international, des attachés de sécurité intérieure, en France et à l'étranger. C'est une course contre la montre.

Un autre poste de commandement est mis en place à la PTS pour pouvoir répondre à toutes les sollicitations des enquêteurs, pour répondre aux sollicitations des enquêteurs en police technique et scientifique.

Un dernier poste de commandement est mis en place au niveau de la sous-direction de la lutte contre la cybercriminalité. Cette plateforme PHAROS a été destinataire de plus de 23 000 signalements, qu'il a fallu trier. Parmi eux, beaucoup concernent les vidéos de l'assassinat d'A. MERABET.

Au niveau territorial, la DRPJ est désigné service coordonnateur.

Dans chaque structure territoriale de la PJ, un poste a été ouvert permettant au pôle renseignement ou au pôle enquête de pouvoir remonter des informations, etc. D'autres services seront directement sollicités pour pouvoir appuyer les enquêteurs.

Fin sur la méthodologie de travail.

Sur les investigations relatives à la fuite des frères KOUACHI :

La SDAT s'est organisée sur 2 axes ;

- Le retour des témoignages, dont il ressortait que les 2 terroristes avait évoqué un prénom (*Mourad HAMYD*) l'abandon du véhicule Citroën, et de la présence éventuelle d'un troisième individu ; Un travail d'environnement est fait, permettant d'identifier *inaudible*. Il s'oriente donc vers un volet familial. Le lieu de repos familial est identifié à Charleville-Mézières et à Reims.
- L'exploitation de l'ensemble des renseignements remontés au pôle ad hoc évoqué du renseignement. Ces renseignements sont aussi communiqués par d'autres services de police, dans l'Oise, et l'Aisne.

S'agissant des recherches sur Mourad HAMYD et les lieux de repli en Champagne-Ardenne, une équipe d'enquêteur s'y rend. Des précautions sont prises pour pouvoir procéder à des vérifications dans les lieux investis. Il y aura 8 GAV sur les membres de la famille des frères KOUACHI, en parallèle la femme d'un des frères et son beau-frère a été mis en GAV.

Sur la Champagne Ardennes, Mourad HAMYD a fait l'objet d'un mandat de recherche, son nom est paru dans la presse, et il s'est présenté le 7 janvier au commissariat de Charleville. Une perquisition est faite à son domicile, permettant la saisine de ses équipements informatiques, et une enveloppe contenant des éléments concernant sa sœur, Isana, et les frères KOUACHI. C'est un jeune homme majeur, en terminal, qui vit chez ses parents à Charleville chez les beaux-parents de Chérif KOUACHI. Il pratique la religion, et tient des propos modérés sur la Charia, le jihad, la Syrie. Il reconnaît avoir visionné des vidéos de propagande, mais ne se déclarera pas adepte. Il ne reconnaît pas non plus le Kalifat autoproclamé. Il aborde les caricatures de Charlie Hebdo qui ne l'ont pas choqué outre mesure, en considérant que les dessinateurs raillaient l'ensemble des religions.

Sur son emploi du temps, Mourad HAMYD avait badgé au lycée sur le 7 janvier. Des témoignages ont été recueillis de professeurs dispensant un cours. Ils étaient peu précis sur une présence effective au départ ; ils seront complétés, et les professeurs seront ensuite beaucoup plus affirmatifs. Il est allé en cours, il a suivi ses cours, il a eu une leçon de conduite ; il a appris par des échanges avec des amis qu'il était impliqué dans les faits commis par un de ses beaux-frères, et a donc été au commissariat.

Il explique également son avis sur ces attaques : il parle d'ignominie, il explique ses relations avec son beau-frère, il n'était pas capable de donner des éléments sur leur localisation. Il expliquait que Chérif KOUACHI avait une pratique modérée, mais était extrêmement impliqué dans la religion. L'exploitation des scellés permet de savoir que son ordinateur était utilisé par ses sœurs, une fois par son beau-frère. Un téléphone a été évacué, puisqu'il s'agissait de celui de sa sœur. Sur un autre, il y avait eu un message d'une amie, qui l'interrogeait sur sa mise en cause dans les attentats. L'ensemble des numéros de téléphone qui y apparaissaient étaient démunis de nom correspondant. Le téléphone était récent selon lui, ce qui a été vérifié.

Sa GAV (garde à vue) a été levée le 9 janvier. Son comportement a toutefois interrogé les enquêteurs. L'exploitation de l'ordinateur alimente ces doutes : il y avait des échanges Skype en novembre 2014 où il mentionnait de ne pas utiliser de téléphone, un autre échange où il évoque un ami commun où il conteste la « position » de cet ami commun, considérant qu'il critiquait les guerriers du djihad. Cela renforçait les interrogations. Mourad HAMYD était aussi administrateur d'un compte Facebook qui prônait un islam radical. Il a fait l'objet d'une surveillance technique. Il avait rejoint la Moselle pour la rentrée, il était discret dans l'usage de son téléphone. Sa sœur faisait une déclaration de disparition inquiétante, avec la crainte qu'il soit parti rejoindre l'Etat islamique. L'enquête matérialisait qu'il avait été contrôlé en Serbie, et se rendait vraisemblablement en Syrie.

Les autorités turques le refoulaient donc suite au signalement. Une nouvelle perquisition était effectuée, relevant un poignard et des vidéos de l'Etat islamique. Il a été condamné pour ces faits.

Deuxième GAV, le frère de (*inaudible*), la femme de Said KOUACHI. Il était interpellé à deux pas de l'adresse de Mourad HAMYD. Il n'avait pas d'activité professionnelle, mais tenait un taxi phone à Charleville. La perquisition de son domicile permettait la saisine de son téléphone, d'un ordinateur, et d'une somme de 1 750 euros. Il reconnaissait une pratique de l'islam depuis un an, tenait des propos modérés, il portait son action sur le jihad individuel, et condamnait les départs en Syrie, et ne reconnaissait par le Kalifat. Sur l'attaque, il indiquait qu'il était choqué par les dessins, considérant que ces caricatures stigmatisaient l'ensemble des musulmans. Sur son emploi du temps, le mercredi matin il s'est levé tard, il est parti chercher ses enfants, faire des courses en Belgique, puis a été interpellé le soir à son domicile. Il évoquait ensuite ses relations avec son beau-frère Said KOUACHI, indiquait entretenir des bonnes relations avec lui, partageait les mêmes passions, mais il le voyait de manière épisodique. Il indiquait qu'il l'avait la dernière fois le 2 janvier 2015 lors d'une rencontre pour un achat. Il devait se revoir le 11 janvier. Son comportement était habituel. Il indiquait que Said souffrait de gros problèmes de vues et qu'il était asthmatique. Avec Chérif KOUACHI, ses relations étaient plus tendues, suite à une panne de véhicule, et n'avait pas apprécié que les 2 frères soient venus le rechercher à l'aéroport alors qu'il revenait d'Algérie. Il était équipé du logiciel Tor, comme M. Mourad HAMYD, et son ordinateur était équipé d'un système d'effacement des fichiers. Peu d'exploitations ont eu lieu sur l'ordinateur. Sur son téléphone, il ne l'avait pas rallumé depuis son retour d'Algérie le 29 décembre. Des échanges ont toutefois eu lieu avec sa sœur Soumia, avec le téléphone de Said qui avait laissé son téléphone au domicile. Il a été suivi sur plusieurs mois. Tarek BOUARFA fera l'objet d'une reprise de GAV pour expliquer ses liens avec Miguel MARTINEZ et Abdelaziz ABAL: il indiquait qu'il avait en février 2014 rencontré par hasard Miguel MARTINEZ, pour connaître les modalités du rachat du garage. Tout 3 étaient présents avec S. KOUACHI. Il a aussi précisé le temps sur le taxi phone : il reconnaissait qu'il l'avait créé en 2003, laissé à sa sœur, repris par son père, et à partir de 2004 jusqu'en 2013, il avait donné une aide à son père pour la tenue de ce taxi. Il avait aussi présenté à Isana HAMYD, Laurent Lefebvre, impliqué dans la filière djihadiste toulousaine.

D'autres GAV ont été menées. Celle de la sœur des frères KOUACHI et de son époux. La perquisition n'a pas donné grand-chose. En revanche sa sœur expliquait qu'elle était pratiquante, qu'elle ne pouvait pas travailler en France car elle devait être voilée, et envisageait de retourner au Qatar. Elle avait vécu chez S. KOUACHI, ils avaient vu une émission ensemble, et S. KOUACHI avait évoqué à cette occasion le dessinateur CABU. Ils avaient été sur Youtube pour revoir ses éléments. Il n'y avait pas d'agressivité sur ce sujet. Elle expliquait aussi que son frère était atteint d'une maladie génétique des yeux, et qu'il n'était pas capable de lire au-delà d'un mètre. Sur la localisation des frères, elle expliquait que Said avait peu de relations, seulement son frère et son beau-frère Tareq BOUARFA, un autre beau-frère plus âgé, *inaudible* KOUACHI. Sur les relations amicales, elle faisait part de liens forts de Said avec *inaudible* ; son frère était proche d'un Mohammed qui avait perdu un bras et un œil en Irak, qu'il considérait comme un héros. La relation la plus forte était avec son frère Chérif. Ce dernier selon elle était tombé dans une vision sectaire de l'islam. Sur l'attaque, elle indiquait qu'elle ne pensait pas que Said ait pu commettre ces faits, mais elle avait moins de doute sur Chérif. Lorsqu'elle est informée de l'attaque, elle fait tout de suite le rapprochement avec ses propres frères, essaye de les joindre en vain. Ses relations avec Chérif son difficile, il n'accepte pas son mariage.

Autre mesure en GAV, la sœur de Soumia BOUARFA, et son époux. La santé de Said KOUACHI est confirmée, il souffrait aussi depuis quelques jours d'une gastro. Elle connaissait Said depuis quelques

années, et qu'il pratiquait la religion de manière plus modérée que Chérif. Son mari n'avait pas beaucoup d'estime pour Said, mais ils fréquentaient la même mosquée à Reims.

Sur la perquisition au domicile de Said KOUACHI à minuit 30 : personne n'habitait dans l'appartement, des scellés sont réalisés. 3 téléphones sont relevés, des consoles de jeux, des téléphones. L'objectif est de retrouver les fugitifs, la voiture notamment. Le véhicule est retrouvé à 2h du matin, la fouille n'apporte pas d'éléments à l'enquête.

Soumia BOUARFA prend contact avec le commissariat le 9 janvier pour savoir si elle peut récupérer des effets personnels et des médicaments. Elle a été placée en GAV, en même temps que la personne qui l'accompagnait. Elle est venue sans son téléphone. Elle se montrait peu coopérative. Elle disait avoir rencontré S. KOUACHI en 2007 dans le cadre d'une formation commune. Elle s'est mariée religieusement en 2007, civilement en 2012. Elle expliquait les problèmes de santé de son mari, S. KOUACHI. Son état de santé a elle-même été fragile. Interrogé sur les faits, elle considérait qu'elle n'avait pas de réponses à donner sur son mari. Elle explique que Said est parti vers 7h30 le 7 janvier, il était toujours malade, avait pris un anti-vomitif, n'avait jamais vu d'effets militaires. Il devait rentrer le lendemain, car il était parti voir son frère à Gennevilliers. Elle constatait qu'il avait laissé son téléphone dans l'appartement, et s'était présentée au commissariat le lendemain. Elle disait n'avoir jamais entendu son mari évoquer Charlie Hebdo. Son téléphone a été rapporté le 10 janvier, sans apporter d'éléments intéressants. Elle confirmait les déclarations de *inaudible* KOUACHI sur les relations de Said. Les téléphones n'ont apporté aucun élément. L'ensemble des SMS était effacé.

L'accompagnant de S. BOUARFA, Brahim *inaudible* était également entendu. Il indiquait fréquenter de manière épisodique son beau-frère Said. Il relevait ses problèmes de santé. Il ne comprenait pas comment il pouvait être impliqué dans les faits. Il ne pouvait pas rester trop longtemps avec Said car Brahim était un gros fumeur.

Fin de la première séquence. La piste concernant Mourad HAMYD a ainsi d'abord été écartée. Les problèmes de vue de Said ont interrogé, il a certainement tiré au jugé. Ces GAV ont permis d'établir les profits de Mourad, qui conduira à son départ, et Tareq BOUARFA, pour le lien qui sera fait entre Said et Martinez.

Le président revient sur l'intervention du témoin. Il relève que l'on détermine une présence familiale qui montre la radicalisation des frères KOUACHI, notamment de Chérif, les problèmes de santé et la vulnérabilité de Said. Le témoin confirme. Le Président revient sur A. Coulibaly, et sur les éléments exploités chez lui ; par rapport aux frères KOUACHI où il n'y avait rien d'exploitable. Il revient aussi sur les noms évoqués, notamment Miguel MARTINEZ. Il l'invite à relater les événements qui permettent de sortir ces noms. Il y a eu peu d'éléments sur les moyens de récupération des frères KOUACHI. Les frères KOUACHI étaient en possession d'un lance-roquette, de chargeurs de kalachnikov. Un enquêteur devrait revenir dessus ultérieurement.

Le président l'interroge sur le moment où l'on aperçoit qu'il y a un lance-roquette dans l'enquête. Dans les vidéos, il apparaît assez rapidement, sous forme de tube, et se sera confirmé à l'imprimerie.

Le président revient sur la chronologie des faits, notamment sur le moment où le 7 janvier l'on perd la trace des frères KOUACHI. Le véhicule abandonné, comment s'est passé leur périple ? Sait-on ce qui s'est passé entre temps, le 7 et le 8 ? Ce sera la suite du témoignage. L'agenda avait permis de retracer l'ensemble de l'itinéraire. A partir de la porte de Pantin, une fois qu'ils ont quitté Paris, il n'y

a pas de moyens de savoir où ils sont partis. Il faudra attendre le 8 janvier pour localiser les frères à l'imprimerie.

Suspension d'audience de 15 min.

Un avocat de la défense intervient pour solliciter un débit moins rapide de parole du témoin.

Le Président en prend note, et l'invite à poursuivre ses déclarations sur le périple des frères KOUACHI après l'assassinat d'A. MERABET.

Après la fuite des frères KOUACHI, un travail d'environnement a été initié pour savoir s'ils avaient pu avoir de l'aide dans leur fuite. Le 8 janvier, la SDAT est informée d'un braquage armé dans une station-service, dans l'Aisne, N2. 2 individus lourdement armés ont commis un vol à mains armées, ont pris des victuailles et sont repartis immédiatement. Un des témoins reconnaît formellement les 2 fugitifs. Une équipe de la PJ se rend sur place. La brigade de gendarmerie primo-intervenante confirme les éléments : un véhicule Clio gris est arrivé, deux personnes se sont présentées dans la boutique avec des fusils d'assauts, ont menacé l'employé et un client dans la boutique, ont vidé quelques présentoirs, et ils sont repartis sur la N2 en direction de Paris. L'exploitation de la vidéo donne des éléments supplémentaires. Le véhicule est arrivé seul, il a le pare-choc avant déboité, l'arrière est enfoncé. La caméra de la boutique permet revoir la scène, l'un des individus se dirige vers la caisse, l'autre les présentoirs. Les 2 témoins victimes sont aussi entendus, un touriste allemand, et l'employé de la boutique, qui explique les faits : il s'est caché derrière sa caisse, un individu est allé vers lui, lui a dit de ne pas s'inquiéter et lui demandé des sacs poubelles, ce qu'il a fait. Pendant un moment, il rapporte que cet individu lui demande s'il les a reconnus, et ils partent en demandant de déclencher l'alarme dans 5 min. Il l'a déclenchera immédiatement. On observe aussi que l'individu qui se présente à l'employé est porteur d'un tube cylindrique, ressemblant au lance-roquettes qui sera retrouvé. La gendarmerie établit plusieurs points de contrôle.

D'autres renseignements sont remontés. Le véhicule Clio aura été remis dans une des 2 casses situées sur une commune à proximité. Une opération est faite le lendemain sur ces 2 casses, sans trace de la Clio. Autre information, le 2 fugitifs auraient trouvé refuge dans un bâtiment abandonné près de la station-service ; les lieux sont investis, sans trace.

Le 9 janvier, un car-jacking a été commis à 30 km de la station-service, entre Baron et Montagny, sur la D100. La conductrice a vu une forme sur sa gauche, elle a ralenti, deux individus sur la route, elle pense à un contrôle de gendarmerie, puis fait le lien avec les 2 terroristes en fuite. Ils lui intiment l'ordre de lui remettre le véhicule, elle s'exécute, souhaite juste récupérer ses effets personnels. Ils sont calmes et courtois. Said, le plus petit, dit en partant « On a vengé le prophète ». Elle passe un coup de téléphone à une collègue, pour l'informer des faits, à charge pour cette dernière de prévenir la gendarmerie. Un automobiliste la récupère et la conduit à la gendarmerie. La conductrice est choquée mais indique ne pas avoir eu peur. A un moment, elle a été dépassée par un véhicule qui a été témoin des faits ; ce dernier sera identifié, elle a vu un véhicule arrêté par un individu armé, qui lui a dit de poursuivre sa route ; elle se rendra ensuite à la gendarmerie.

Une enquête est faite, la conductrice explique que les individus sortent du bois. Un sentier donne sur une descente, difficilement praticable avec la météo. Au bout, se trouve le véhicule Clio mis dans le sens du départ. On y trouve des éléments de la station braquée la veille. Après le véhicule, il y a un chemin pédestre, et observent que 2 sacs poubelles se trouvent à proximité, laissant penser qu'ils se sont reposés à cet endroit.

Parmi les scellés, 2 cagoules sont retrouvées, un chargeur de fusil d'assaut, une sangle avec des mousquetons. Le tapis de sol du véhicule Renault est absent. Est également relevé un ADN inconnu sur la sangle.

(...)

Le véhicule est arrivé près de l'imprimerie à Dammartin-en-Goële. Le 14 janvier, un garde-chasse déposera à la gendarmerie un bivouac qu'il a découvert sur une commue, près de la station-service. Des lingettes ont été trouvées, un tapis de sol pouvant correspondre à celui de la Renault, un contrôle technique au nom du propriétaire du véhicule. Des enquêteurs se sont rendus sur place. Il est établi que les frères se sont mis sur un point haut, donnant visibilité sur les gens pouvant venir sur ce bivouac. Le garde-chasse considère qu'un véhicule ne peut atteindre cet endroit, sauf que la caméra de la station-service montre le véhicule avec de la carrosserie abîmée. L'itinéraire est donc établi : dans la nuit du 7, ils bivouaquent, puis ils braquent la station-service, font 30 km dans une forêt, braquent une voiture, puis se rendent à l'imprimerie.

Le président l'interroge sur la chronologie des faits, sur la possession de la Clio, cad de la voiture de Monsieur *anonymisé*. La C3 a été abandonnée suite à un accident matériel. Ils ont alors pris la Clio retrouvée à l'imprimerie. La DRPJ a tracé l'ensemble de l'itinéraire parisien. Ils ont un accident place du colonel Fabien, ils volent alors la Clio sous la menace de leurs armes.

Le Président revient sur le fait que le conducteur va faire lien avec la fusillade. Il l'interroge sur leur éventuelle volonté d'attirer l'attention sur eux, et sur les moyens mis en œuvre seulement pour de la nourriture. Il est difficile d'expliquer ce comportement, seules des hypothèses peuvent être émises. Les enquêteurs se sont demandés ce qui était prévu après : il y avait des moyens pour tenir longtemps dans le véhicule. Ils auraient pu rester dans les locaux de Charlie, et tenir le siège en plein Paris. Dans les échanges qu'ils auront à l'imprimerie, il ressort qu'ils attendaient certainement les forces de l'ordre dans les bois, lieu plus difficile d'accès, pour faire plus de victimes. « *La seule chose sûre, est qu'ils savaient qu'ils allaient mourir* ».

Le Président revient sur l'imprimerie, et sur les raisons qui les ont poussés à y aller. Le témoin revient sur la plan épervier déployé. Le choix local s'imposait certainement par le maillage imposé par les forces de l'ordre. Mais pour l'imprimerie, il n'y a pas de réponse. Peut-être parce qu'il y avait 2 véhicules à cet endroit, contrairement aux autres lieux.

- **Question d'un assesseur :**

Sur les bivouacs avérés, elle revient sur la nuit du 7 au 8 et 8 au 9. Un bivouac a été découvert le 14 janvier pour la nuit du 7 au 8 ; mais du 8 au 9, c'est celui où la Clio est retrouvée.

Le témoin est interrogé sur le kilométrage du véhicule. Lorsque le véhicule quitte Paris, la N2 doit être prise, ou les routes secondaires cela fait un peu plus d'une centaine de kilomètres jusqu'à la station-service, puis une trentaine de kilomètres, puis une autre quinzaine entre leurs déplacements. Soit 170 km approximativement.

- **Questions des Parties civiles :**

Une avocate l'interroge sur la filière familiale, notamment M. HAMYD. Le service a-t-il procédé à une véritable enquête pour détecter le caractère radicalisé dans cette mouvance islamiste ?

Il est difficile de se prononcer sur une dissimulation. A été observé un comportement discret, manipulateur. C'est surtout à travers l'exploitation de son ordinateur et de son compte facebook que

les investigations ont été poursuivies. Pendant un an, rien n'a pu être établi sur un éventuel passage à l'acte jusqu'à son départ.

Il est aussi interrogé sur la 2^e perquisition, qui a permis de trouver et visionner des vidéos de propagande. Pourquoi la 1^{ère} n'a pas suffi ?

La 1^{ère} date du 7 au 8 janvier, l'autre date d'après son départ, en juillet 2016. Les éléments étaient donc différents. Aussi, lors de la première exploitation, il avait utilisé un logiciel d'exploitation qui avait supprimé les données.

Un autre avocat l'interroge sur le plan Epervier, sa mise en place à partir de la station-service le 8. Pourquoi le 8 au soir des gendarmes sont vus partout près de Dammartin, alors que le lendemain matin il n'y a plus personne ?

La gendarmerie fixe ses propres points de contrôles. Dès le 7 janvier, toutes les forces de l'ordre sont sensibilisées sur la fuite des frères KOUACHI.

Autre question, des barrages ont été mis en place. Peut-on imaginer qu'un barrage a été mis de telle façon que les frères KOUACHI comptaient allaient ailleurs ?

Pas de réponse certaine.

Les frères KOUACHI connaissaient-ils cette zone industrielle à Dammartin ?

Apparemment non.

Autre intervention d'un avocat, Mourad est-il le surnom d'A. COULIBALY ? C'est ce qui est apparu dans l'enquête.

A partir de quand la connexion est-elle faite entre les frères KOUACHI et COULIBALY ? Le 7 janvier, les enquêteurs se concentrent sur la fuite des frères KOUACHI. La SDAT n'est pas saisie immédiatement des faits d'A. COULIBALY. Sa mise en cause formelle tombe dans la nuit du 8 au 9, la DRPJ procède à des perquisitions de nuit dans les différents domiciles susceptibles d'être occupés. Mais des PV du 8 janvier évoquent la fiche de renseignement de COULIBALY sans le moindre témoin. Un travail d'environnement a été fait, A. COULIBALY apparaissait dans les recherches avec d'autres individus mis en cause avec lui dans l'affaire de la filière du XIX^e arrondissement. Le travail d'environnement s'explique par la volonté de trouver un point d'accroche. Les premiers témoignages, par rapport au lieu de fuite orientent plutôt sur M. HAMYD.

Sur la filière des Buttes Chaumont, des PV sont révélateurs de l'état d'esprit de Chérif KOUACHI. Pourquoi ces éléments ne remontent pas à la surface ce jour-là ? La SDAT n'a pas été saisie de la filière du XIX^e ; ensuite, on travaille sur l'environnement dès lors que des individus sont identifiés. Sur les Buttes Chaumont, la condamnation a eu lieu. Lorsque les frères quittent Charlie Hebdo, les recherches se font d'abord avec les témoignages.

Autre avocat, « vous posez à chaque fois la question de la radicalisation. Est-ce que les complices amenés à aider les terroristes sont-ils forcément radicalisés selon vous ? » Il répond qu'il a vu tous les profils, lorsque l'on parle des pratiques religieuses, il arrive que les personnes n'aient pas de pratiques radicales, pour fournir des moyens. L'idéologie n'a pas à être partagée.

Autre avocat, « que pensez-vous de l'oubli de cette carte d'identité dans le véhicule C3, qui a alimenté les théories complotistes ? ». En se basant sur les faits, il est observé qu'ils quittent précipitamment les lieux, car ils ont eu un accident ; la priorité est de récupérer l'armement. Ils

abandonnent la C3, ils viennent de commettre une tuerie, cela s'explique peut-être par la précipitation.

« Est-ce que tout cela vous semble désordonné ? ». Pas sur l'attaque, mais sur la fuite il y a des échanges avec les policiers, Chérif KOUACHI n'a son permis que depuis 2012, ils sont sous pression, ils sont certainement dans la précipitation.

Autre avocat, sur F. BENYETTOU, « quel est votre sentiment sur son impunité dans ce dossier ? sur les éléments matériels ? » En se basant sur les éléments de l'enquête, il a été mis en cause dans une filière d'acheminement dans la zone syrienne, il a été entendu, mais aucun élément n'a permis d'établir sa responsabilité pénale.

Mais dans la filière des Buttes Chaumont, il y a un lien entre Chérif KOUACHI et BENYETTOU, qui est le mentor qui n'a pas donné son autorisation pour brûler des synagogues. Le témoin considère que F. F. BENYETTOU a pris ses distances avec les frères KOUACHI ; il y a eu un appel en octobre 2014 sur une ligne de Said KOUACHI.

Un autre avocat revient sur cet appel des KOUACHI vers F. BENYETTOU, qui est leur mentor. Il aide à la formation au fusil d'assaut, or il aurait été entendu, mais rien dans l'enquête ne justifie sa mise en cause pénale ? quid de Monsieur *inaudible* ? Qui sera condamné à 15 jours de Charlie Hebdo, a-t-il un lien de causalité ?

Le témoin considère que Farid était écouté par la DGSi, mais aucun élément ne permettait de le mettre en cause. En ce qui concerne le second, des recherches ont été faites, sa cellule a été fouillée, un téléphone trouvé, mais rien n'a été établi comme lien. Il a été placé en GAV, a fait valoir son droit au silence, et aucun élément n'a permis d'établir sa responsabilité.

Mais sur le degré de paternité, BEGHAL est le père spirituel de COULIBALY ; « ces éléments ne le permettent pas ? » La réponse est négative.

Autre avocat, c'est la première fois sur le territoire français qu'Al-Qaida et DAECH se sont ralliés pour commettre un attentat en France. Cette coalition a-t-elle eu un impact sur le déroulement de l'enquête ?

La DGSi est mieux placée pour y répondre, mais DAECH a peut-être revendiqué opportunément l'attentat, contrairement à AQPA (*Al-Qaida dans la péninsule arabique*).

Le Président revient sur l'opération de Dammartin-en-Goële, et interroge le témoin sur son éventuel témoignage relativement à l'opération.

Un avocat de la défense souhaiterait poursuivre les débats avant la pause, ce qui est refusé par le Président.

L'audience est levée à 12h30.

JOUR 11 - MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2020

L'audience commence à 9h40.

Un avocat de la défense aborde le nouveau planning professionnel présenté hier par le Président. Il y est prévu l'audition d'Anne HIDALGO, le 21 septembre à 16h, sur demande de l'association SOS Racisme. Les avocats s'interrogent sur une éventuelle récupération politique. Le Président répond qu'il l'a fait pour de nombreuses parties civiles constituées partie civile, et que la décision lui appartient. Une avocate de la défense considère qu'un débat aura dû avoir lieu avant même que ce témoin soit inscrit dans le planning, ce que les avocats des parties civiles considèrent également. Le Président considère qu'il s'agit de l'un de ses pouvoirs discrétionnaires, toute décision en relevant ne sera pas l'objet d'un débat systématique ; autrement toute demande de décision discrétionnaire devra faire l'objet d'un débat.

L'intérêt de ce témoin est discuté, sur quels points sera-t-elle interrogée. Le conseil de SOS Racisme a indiqué qu'il communiquerait les questions, le Président étudiera si elles sont relatives au procès. Il donnera connaissance du courrier lorsqu'il lui sera transmis. Le Président considère les débats sont clos sur ce sujet.

Une avocate des prévenus demande alors à ce que M. François Hollande soit entendu, puisqu'ayant déclaré qu'il n'était pas utile qu'une voiture de police stationne devant Charlie Hebdo.

Un avocat de partie civile fait aussi remarquer que le planning a été alourdi le jour du 28 septembre (le jour de l'*Yom Kippour*), alors qu'il avait demandé au contraire d'alléger le programme. Le Président indique qu'effectivement il y a eu des discussions en amont sur la neutralisation de certains jours en raison de fêtes religieuses, la réponse a été non, en vertu du principe de laïcité. La réorganisation du planning était nécessaire, y compris un samedi. Le débat se poursuit plusieurs minutes. L'un des avocats des parties civiles fait remarquer que de nombreuses victimes l'ont été parce qu'elles sont juives, ce qui fait que beaucoup de victimes ne pourront se rendre à l'audience.

Le Président a noté que des demandes lui ont été faites, que le contradictoire doit être respecté. Il signale qu'une partie civile a demandé que LICRA, partie civile, qu'un préfet puisse être en charge lors des attentats de la lutte contre la radicalisation et une sociologique du CNRS. Aucune décision n'a été prise pour le moment.

Une autre avocate des parties civiles souhaite compléter les éléments évoqués. Il comprend que le 28 septembre ne puisse être neutralisé. Mais il est gênant que les auditions prévues et rajoutées ce jour soient importantes. Il aurait préféré que ces nouvelles auditions puissent être reportées à une date ultérieure. Le Président entend ses observations, et étudiera la demande, compte tenu exclusivement des éléments pertinents du dossier.

Ce matin, seront examinés les faits relatifs au braquage de la station-service par les frères KOUACHI, puis l'intervention des gendarmes à l'imprimerie. L'après-midi, seront examinés les faits relatifs à la séquestration d'otages dans l'imprimerie, jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre.

A. Audition du premier témoin anonymisé, employé de la station-service braquée

Le Vice-Président note que l'employé de cette station-service cité comme témoin ce matin ne sera pas présent ce matin, même s'il est partie civile.

Le conseil de cet employé intervient pour expliquer les raisons de cette absence. Il n'a pas la force de venir aujourd'hui, notamment en raison de la republication des caricatures par Charlie Hebdo. Il regrette aussi que le juge d'instruction n'ait pas procédé à une mesure d'expertise psychiatrique sur cette personne, le conseil ayant été saisi trop tard.

Le Vice-Président le remercie, et note le changement d'avocat enregistré au mois de novembre 2018. Le juge d'instruction avait refusé cette expertise au vu de l'évolution du dossier. Cet employé a été entendu, et le Vice-Président rappelle sa déposition :

Cote D 1385. Selon le témoin, il est arrivé le matin à la station service Avia, il a relayé sa collègue. Vers 9h20, 2 individus entrent dans la boutique, armés. Il s'est mis à genoux les mains sur la tête. Un client s'apprêtait à sortir, l'un des hommes lui a demandé de rester au fond. L'autre s'est approché vers lui et lui dit de ne pas s'inquiéter, qu'ils ne lui feraient rien. Il est allé chercher des sacs plastiques, il lui a demandé de mettre des bouteilles d'eau dedans. Il n'arrêtait pas de dire « j'ai peur ». Ils ont juste rempli des sacs de nourriture. Ils lui ont demandé d'attendre 5 min avant d'alerter la police. Dès qu'ils sont partis, il a averti la société.

Il décrit le premier individu, un homme d'1m80, grand et costaud et sans cagoule. Le deuxième a la peau plus mate, il est plus petit et trapu, barbu, cheveux courts. Il indique qu'au départ il pensait qu'il s'agissait de personnes en tenue d'intervention, des forces de l'ordre. Sur l'armement, il indique qu'un avait un fusil d'assaut, à aucun moment il n'a été dirigé vers lui. Il a aussi remarqué une sorte de bazooka, dans le dos, du moins un tube d'une couleur verte. L'autre tenait aussi une arme en bandoulière.

Les vidéosurveillances confirment l'ensemble de ces éléments. S'agissant de la suite, quand il est revenu avec les sacs, l'un des individus lui a demandé s'il les a reconnus. Il lui a dit « *faut pas écouter ce qu'on dit avec les ...* » et il ne souvient plus de la fin.

S'agissant du client présent, c'est un allemand, qui décrit la scène sans complément. Il indique qu'il y avait un meneur, l'un d'eux se distinguait.

Autre constat, les policiers relèvent que les deux individus se montrent calmes et même rassurant. Il y a plusieurs caméras : la scène dure moins de 2 min.

Le Vice-Président interroge son conseil sur d'éventuels compléments. Ce dernier précise que son client ne comprend pourquoi il n'a pas été tué, et pourquoi ils lui ont dit qu'ils ne le tueraient pas. Son client lui a expliqué que les frères KOUACHI se considéraient comme des soldats, et qu'il n'y avait aucun intérêt à ce qu'il soit tué. Mais il ne comprend toujours pas.

Aucun complément n'est formulé par les parties au procès.

B. Audition du 2^e témoin anonymisé, gendarme primo intervenant à l'imprimerie de Dammartin.

Le Vice-président invite alors un autre témoin à se présenter, gendarme primo intervenante à l'imprimerie de Dammartin, CPD.

Elle revient sur son parcours en gendarmerie, puis sur la mise en place du plan épervier suite à la fusillade, le 9 janvier. Il était en service de prévention de proximité, avec son collègue ; il n'était pas mobilisé pour le plan épervier. Il a reçu un appel, une Peugeot 206 ayant été dérobée dans l'Oise, limitrophe à Dammartin. Il est parti en patrouille avec son collègue, et sont partis rejoindre les postes fixes du plan épervier. Ils sont arrivés à un premier poste pour vérifier que l'alerte avait bien été transmise. Ils ont reçu un appel leur demandant de revenir à la brigade, pour transporter une arme automatique pour une patrouille qui n'en avait pas.

A la radio, ils sont avertis que les terroristes sont à l'imprimerie. Ils ont allumé le gyrophare. *Soupir de difficulté à s'exprimer.* Ils sont arrivés à proximité des lieux, il conduisait le véhicule. Ils ont coupé le son pour une arrivée discret, et se sont garés devant le portail. Ils ont vu la Peugeot 206, ils ont alerté les services, sont sortis du véhicule. Son collègue s'est mis sur le côté gauche du bâtiment. Le témoin a perçu deux silhouettes armées. Il a averti par radio, et a rejoint rapidement son collègue pour ne pas rester à découvert. Il a sorti son arme, ne voyait pas l'entrée du bâtiment. Il a entendu 3 coups de feu, « Allahou Akbar », une deuxième rafale, puis plus un bruit. Son collègue lui dit qu'il faut surveiller l'arrière du bâtiment. Le témoin se met en position pour surveiller l'arrière. Il a pris son téléphone pour alerter ses collègues qu'il y a eu des coups de feu à 8 h 47. Une voiture de la brigade est arrivée, leur intimant de sortir de leur position.

Ils sont passés au-dessus d'un grillage et d'un buisson. Les renforts leur ont demandé de reculer la voiture. Son collègue l'a fait, le témoin s'est mis à l'abri. En montant dans la voiture, le témoin a vu les impacts de balle du côté passager avant. Ils ont reculé la voiture d'au moins 50m. Beaucoup de véhicules commençaient à arriver dans la zone industrielle. Des gens filmaient avec leur téléphone. Un bus vide est arrivé, ils sont positionnés à son arrière pour surveiller. D'autres patrouilles sont arrivées ; ils ont encore reculé.

Vers 9h15, une personne est sortie de l'imprimerie en courant, les mains en l'air. Vers 10h, le GIGN est arrivé, et le témoin est sorti en premier du dispositif.

Le Vice-président constate l'émotion dans la voix du témoin, aussi relevé dans un certificat médical de 2016. Il avait souligné l'importance du traumatisme. Il a régulièrement été suivi en psychothérapie. Persistaient une vigilance accrue, des sursauts plus marqués, mais cela n'invalidait pas son action.

Le 9 janvier, le Vice-Président l'interroge sur son degré de protection. Chacun avait un gilet pare balles, le sien n'était pas à sa taille. Ils avaient un pistolet Sig Sauer. Le témoin n'a pas utilisé son arme. Il n'a appris qu'après coup que son collègue a tiré.

Le Vice-Président l'interroge sur le fait de retirer le véhicule et sur les raisons de cette demande, qu'il trouve dangereuse. Le témoin ne sait pas pourquoi il leur a été demandé de reculer la voiture, alors qu'ils sont repassés devant les fenêtres et se sont exposés au danger. L'adjudant-chef qui leur a demandé ne leur a jamais expliqué pourquoi, et ne s'est jamais excusé. Le Vice-Président souhaite que l'on projette les photos de la scène ; indisponibles, elles seront vues ultérieurement. Il l'interroge sur la façon dont la voiture était garée, et décrit l'environnement extérieur de l'imprimerie.

Il revient sur les tirs, sur ce qu'elle a compris de la situation à cet instant. Le témoin pensait qu'il était mort. *Forte émotion dans la voix.* Les tirs étaient dirigés contre la voiture, mais ils ne le savaient pas. Il pense que les terroristes ne les ont pas vus sortir du véhicule.

Il l'interroge sur la sortie de la zone de danger après que le GIGN soit arrivé. Ils ont attendu à l'extérieure de la zone industrielle. Ils sont ensuite venus dans un bâtiment où avait lieu une réunion

entre les responsables de l'époque. On leur a demandé d'expliquer ce qui s'est passé. Son collègue a alors dit qu'il avait tiré sur l'un des terroristes, et tirer sur le pneu de la Peugeot. Ils ont ensuite été entendus par la section anti-terroriste. Ils ont alors appris la prise d'otages à Vincennes. Ils entendent de leur brigade les coups de feu de l'assaut du GIGN de l'imprimerie.

Le Vice-président revient sur ce que le témoin a fait après juste après l'imprimerie. Ils ont fait la circulation des véhicules qui arrivaient, pour assurer la sécurité des personnes présentes.

- **Questions de son avocat :**

Il l'interroge sur sa préparation à la confrontation avec un terroriste. Il considère qu'aujourd'hui les forces de l'ordre sont préparées, mais autrefois ce n'était pas le cas. Il n'y avait pas de formation particulière, et l'usage de l'arme était différemment réglementé.

Il lui demande son rôle ce jour-là lorsqu'ils sont sortis du véhicule. Ils ont quitté le véhicule pour se mettre à l'abri, et ont sorti leurs armes pour se défendre dans le cadre de la légitime défense puisqu'ils étaient armés. Ils n'avaient pas les mêmes armes, les terroristes ayant des fusils d'assauts, dont les cartouches traversent les gilets pare-balle.

Sur ce qu'il lui est venu à l'esprit à la radio qu'il s'agissait de terroriste, il y avait « l'effet tunnel », ils n'ont pas réfléchi. Ils savaient qu'ils pouvaient mourir aux vus des faits les jours précédents.

Le lendemain, ils ont travaillé à la brigade pour recevoir les plaintes. Elle a reçu deux personnes qui étaient à proximité des lieux et qui se sont frappés, il n'a pas souhaité à continuer à travailler sur ce sujet-là. Il est parti en vacances ensuite, qui étaient prévues de longue date. Il a revécu l'action très souvent. Il n'a pas eu d'arrêt maladie, ne souhaitant pas que sa hiérarchie le considère comme faible.

L'avocat l'interroge sur son accompagnement par sa hiérarchie. Le témoin n'a pas le sentiment d'avoir été accompagné. Un colonel lui a dit que ce serait bien de consulter, ce que le témoin a accepté mais pas avec un psychologue de la gendarmerie. Il a vu un psychologue des pompiers, qui l'a redirigé vers un psychologue de la gendarmerie, ce qui l'a fortement agacé. Le rendez-vous s'est en plus mal placé, la psychologue ne l'a pas écouté. Il n'a pas souhaité poursuivre à raconter l'histoire. Il craignait aussi que les consultations n'apparaissent dans le dossier.

Il a reçu des courriers des associations de victimes, dont un courrier sur le suivi médical des victimes d'attentats. Un entretien avec un psychologue était proposé à la fin du questionnaire. Le rendez-vous a eu lieu en septembre 2015 ; en remplissant les réponses, il s'est rendu compte qu'il répondait majoritairement par le fait qu'il n'allait pas bien. Il a refusé plusieurs fois des consultations, puis a accepté à l'hôpital. Au bout de plusieurs mois, il a fini par raconter l'histoire.

Il est allé mieux quand sa demande de mutation, refusée initialement en 2015, a été acceptée en août 2016. Il a créé des liens avec le gérant de l'imprimerie. Il a toutefois eu du mal à remonter dans la nouvelle imprimerie.

Le témoin tient à préciser qu'une fois derrière le bus, il a appelé le commandement de brigade, pour dire qu'il était nécessaire de bloquer la route derrière l'imprimerie, et il l'a « envoyé chier ».

L'avocat revient sur son traumatisme, sur ce qu'il anime encore aujourd'hui pour être gendarme. Il souhaitait à l'origine arrêter les voleurs. Le témoin revient sur les accusés, il souhaite qu'ils continuent de rester en prison même pour les petits actes qu'ils ont faits.

Un avocat de partie civile le questionne sur le fait de ne pas avoir voulu être entendu par une psychologue de la gendarmerie, s'il craignait d'être étiqueté pour la suite. Le témoin confirme.

Sur le par la hiérarchie, qu'est-ce que le témoin aurait souhaité ? Il ne sait pas trop quoi répondre, il est surtout reconnaissant d'avoir réussi à partir au bout d'un an et demi. Il aurait peut-être voulu qu'on lui propose de l'aide.

Une autre avocate lui demande si un débriefing a été fait à la suite des faits. Le témoin répond par la négative, il y a juste eu l'audition et la reconstitution des photos. Une réunion de brigade a eu lieu. Il n'en a donc jamais parlé avec sa hiérarchie. Certains collègues lui ont dit qu'elle a eu de la chance, qu'ils auraient voulu être à sa place. A aucun moment sa hiérarchie ne lui a proposé de demander l'ouverture d'une PMI.

Pas de questions de l'avocat général et de de la défense.

Pause d'audience à 11h15.

Le Vice-Président reprend l'audience en présentant les photographies et le plan de l'imprimerie réalisés par les enquêteurs.

C. Témoignage du second gendarme primo-intervenant à l'imprimerie de Dammartin.

Il commence par décrire son parcours professionnel. Il disposait d'une préparation militaire.

Il reprend les faits. Le 7 janvier, il apprend à la télé qu'un policier a été tué. Cette image l'a marqué, et l'a fait revenir en arrière, lors de sa préparation militaire. Il est rentré en gendarmerie parce qu'il était contre l'injustice, voulait défendre les plus faibles.

Ce matin, il était très tendu. Le mercredi soir, il a déclaré à sa compagne, que demain il enverrait un message pour dire que tout va bien, c'est que tout va bien. Il était tendu et peu communicatif.

Le soir, il a changé de holster, décalé, qui est plus accessible. Le 9 janvier, il prend son service. Son programme est « normal », il apporte juste le café sur les différents points de filtrage mis en place. Il demande s'il peut se doter d'une arme longue, ce qui lui est refusé, sous prétexte que ses habilitations ne sont plus à jour. Il s'en avec sa collègue, qui ne pouvait pas non plus prendre l'arme.

Ils reçoivent le message du centre opérationnel que 2 individus ont dérobé une 206 à proximité. Ils rencontrent une patrouille et vérifie qu'ils ont pris connaissance de l'annonce. Ils reçoivent un appel qui leur demande d'aller chercher une arme longue pour la remettre à l'un des postes de contrôle. Ils reçoivent ensuite un appel qui leur déclare que les auteurs du vol de la 206 ont été aperçus. Ils se transportent sur place.

En arrivant, il voit un individu par la baie vitrée, en civil, qui fait des signes. Il se rend compte qu'ils sont à découverts, et n'ont pas de possibilité de fuite. Le seul abri visible est sur la gauche de la société. Sa collègue envoie les messages. Le témoin sort son arme. Il ordonnance à sa collègue de le suivre.

Un individu sort à 3 mètres de lui, un petit buisson le voile un peu. Il comprend qu'il a gilet. Il tire en criant Allahou Akbar. Le témoin ne sait pas où le terroriste tire. Silence, puis il tire à nouveau, et l'élan le fait se tourner vers le témoin. Il le voit alors, et le témoin anticipe son tir, et riposte une fois. Il prend une balle au niveau de la gorge, et s'effondre dans l'allée. La moitié du thorax dépasse de la porte. Il se demande ce qu'il fait : il peut blesser mortellement, mais il se dit qu'il y a des otages à l'intérieur. Il craint que le deuxième assaillant ne décide par colère d'abattre tous les otages. Il ne connaît pas non plus l'intérieur de la société, il ne se sent donc pas techniquement en mesure de rentrer. Le terroriste rampe à l'intérieur.

La mission était de fixer l'ennemi sur place, il souhaitait faire croire qu'ils sont cernés. Après, ce n'est plus de son domaine techniquement parlant. Il décide de s'extraire avec sa collègue. Pour prévenir leur fuite, il décide de crever leur pneu. Ils prennent la fuite vers le grillage. Un adjudant-chef arrive et lui dit de dégager de là. Il n'a pas le temps de la prévenir qu'il était dans le champ de tir.

Sa collègue l'appelle, elle n'arrive pas à passer le grillage. Il l'aide. L'adjudant lui demande de retirer le véhicule. Le témoin a alors craint pour sa vie. L'adjudant était debout à découvert. Il a fait marche une arrière une fois, puis une seconde fois.

Avec sa collègue, il a invité les passants à partir, dévié les transporteurs routiers. Ils ont été rejoints par la brigade de recherche de Meaux. L'un des adjudants lui a demandé s'il a tiré, il a dit oui, et lui a donc dit d'aller à l'arrière. Il a refusé.

Il a attendu 47 min l'arrivée du GIGN. A quelques centaines de mètres, il y avait une entreprise avec pleins de salariés à l'intérieur.

Il a vu ses collègues démunis.

Le GIGN est arrivé en hélicoptère. Il a pensé que les hélicoptères ne les ont pas vu. Il les a donc alertés avec la lampe tactique. Ils les ont relevés, puis le GIGN les a relayés.

Ils ont été placés dans différents établissements, jusqu'au poste de crise. Il a établi son premier rapport. A l'issue, le colonel du GIGN a établi son plan d'action avec le général. Il a été entendu à la brigade de Dammartin par la SDAT. Le soir, le général lui a demandé s'il avait une expérience, ce qu'il lui a expliqué.

Il considère que c'est un élément qui a dépassé toutes les limites, imprévisible. Son expérience au combat l'a aidé.

Ses collègues l'ont félicité d'avoir ramené sa collègue. Il a été touché non pas parce qu'il a fait, mais par la tristesse de sa collègue, de ses parents, de leur peur. Le 9 janvier c'était l'anniversaire de son père...

Il a demandé sa mutation, car la population le reconnaissait. Sa compagne craignait des représailles. Un avis hiérarchique est émis : son commandant de brigade a évoqué ses états de services, et non par rapports aux faits. Il cite : *retard dans ses procédures, a du mal dans son travail, sa compagne semble avoir été éprouvée par cet évènement. Sa voix devient plus fébrile*. Il s'est enfermé dans un bureau, car il était en colère.

Il a appris le lundi suivant sa collègue était resté au travail (lui était en repos). Il n'a pas compris pourquoi.

Dans la semaine, on lui a aussi demandé de surveiller l'établissement, cad l'imprimerie... Il n'a pas compris la logique. Le témoin a accepté, mais ça lui faisait quand même quelque chose.

Ils ont eu une reconnaissance de la gendarmerie par le biais de médailles. Il s'est retrouvé à Melun. Une élève officier lui a demandé s'il estimait avoir été décoré à la hauteur de ce qu'il a fait. Il a répondu « *je prends ce qu'on me donne* ». Quelques mois plus tard, il a reçu la légion d'honneur avec sa collègue. Pour la mémoire de la gendarmerie, il a dû faire un mémoire ; il a appris que sa collègue n'était pas citée pour obtenir la médaille. Il a précisé qu'il refuserait la médaille si sa collègue ne l'avait pas. Elle l'a obtenue. Concernant l'avancement, il a appris qu'aucun dossier n'a été fait.

On lui a demandé s'il voulait les tuer. Il a répondu qu'il était agent des forces de l'ordre, il applique la loi.

Le Vice-Président le remercie pour sa clarté. Il l'interroge sur la fonction de l'adjudant-chef qui lui a demandé de retirer le véhicule. Il ne connaît pas la fiche de service de cet adjudant. Sur le niveau hiérarchique il était numéro 3 dans la brigade.

Il lui demande aussi sur son entretien avec le général : était-il positivement ou négativement surpris de ses actions ? Il répond positivement.

- **Questions de son avocat :**

Il l'interroge sur la raison de l'absence de tirs par les terroristes lors du recul du véhicule. Le terroriste a été soigné à l'intérieur, pendant un laps de temps, ce qui a donné du temps pour agir. Mais son frère aurait pu sortir et arroser.

Sur sa formation militaire, en tant que gendarme avait-il déjà utilisé son arme ? Non, c'est la seule fois qu'il a fait feu sur quelqu'un de toute sa carrière.

« *Qu'est-ce que ça fait ?* » Pour un gendarme qui n'est pas préparé mentalement, cela bouleverse sa vie propre. Si on n'a pas le mental, on est détruit. Le maintien de l'ordre n'est pas du combat.

Psychologiquement, il aborde l'absence de soutien de sa hiérarchie. Il aurait simplement souhaité entendre une question comme « tu vas bien ? ». Sur le suivi, il considère avoir été abandonné. Ce n'est qu'en juillet 2015 qu'il a été contacté par la protection juridique.

Il considère qu'il y a un avant et un après 9 janvier. Ce jour-là il découvre qu'il y a des risques un peu plus élevés.

Il souhaite rendre hommage par son action aux victimes. Il adresse toutes ses condoléances aux familles des victimes touchées, et leur souhaite bon courage.

- **Questions des parties civiles :**

Un avocat de partie civile lui demande si Cherif KOUACHI a dit qu'ils étaient les KOUACHI ou les auteurs des attentats. La réponse est négative.

Il est interrogé sur l'utilité du port de la cagoule par les frères KOUACHI. Sert-elle à protéger leur identité ? Le témoin n'y a pas prêté attention, et n'a pas accordé d'importance à sa tenue.

Sur l'expression « fixer sur place » employée par le témoin : était-ce une notion de gendarme ou de militaire ? Cela venait de sa formation militaire. Cela fait dorénavant parti des protocoles mis en place pour gérer les attaques terroristes sur le territoire.

Sur l'entretien avec Bernard CAZENEUVE, qui lui a dit que « *vous m'avez retiré une épine du pied* ». Les échanges ont-ils été plus nourris ? Il considère que les comptes rendus qui lui ont été remontés étaient très certainement suffisants, et qu'il était bien avisé de la situation.

- **Questions de l'Avocat général :**

Il revient sur la cagoule. Dans son audition, le témoin a évoqué un cache-nez qui remontait jusqu'au nez. Les cagoules ont été retrouvées dans la Clio dans la forêt. Dans son audition, il précise un cache nez, le témoin est en position de tirer : il voit surtout le canon.

Sur la connaissance de la zone, il est interrogé sur les raisons qui ont poussé les terroristes à choisir l'imprimerie. Si l'on vient de la zone artisanale, c'est le premier bâtiment. Si l'on vient de Nanteuil, et que l'on sort de Dammartin, la première à droite on est dans la zone. Il est difficile de dire par où ils sont arrivés ce jour-là.

Etait-ce un coin visible de loin ? Oui pour le témoin, de la RN2. Pour lui, l'imprimerie est le pur hasard.

Pas de questions de la défense.

Pause d'audience.

Reprise d'audience à 14h15

Le débat se porte sur les faits qui se sont produits dans les locaux de l'imprimerie à Dammartin-en-Goële, société appartenant à Monsieur Michel C.

Pour rappel, les Frères Kouachi se sont retranchés dans ces locaux où deux personnes étaient présentes également : Monsieur Michel C, patron de l'entreprise et Monsieur Lilian L, son employé. Monsieur C a été pris en otage alors que Lilian L a réussi à se cacher dans un meuble sous l'évier de la cuisine du réfectoire pendant plus de 8h.

I. Audition de Monsieur Michel C, propriétaire de l'imprimerie (MC)

Le président demande à MC de parler de l'imprimerie, de sa composition, de sa fondation...de ce qu'elle représentait pour lui.

MC raconte qu'il a monté cette société avec sa femme comme associé. Ils ont tout construit seuls, du début à la fin. Il dit que c'était le but de toute une vie, « *la société de sa vie* ».

Au bout de sept ans d'activité, l'entreprise a commencé à monter, à prendre de l'ampleur.

Il parle de lui à ce moment-là en disant qu'à cette époque il était hyperactif, faisait beaucoup de sport, il était d'ailleurs président d'une association de hockey sur gazon. Il avait passé son permis bateau, il faisait du quad. Il avait beaucoup d'énergie et était très intéressé et impliqué dans le sport.

C'est en 2007 qu'il achète le local à Dammartin-en-Goële. Il raconte qu'il a tout refait lui-même, qu'ils ont effectué les travaux de leurs mains. Il a été complètement fini et « *décoré* » en 2014. Puis ils embauchent 7 personnes, la crise des subprimes a pour conséquence de se séparer de deux employés et ils se retrouvent donc à 5 dont sa femme, Lilian et son fils qui y effectue son alternance.

En 2014, la société fonctionnait donc très bien, ils avaient presque fini de payer l'ensemble des prêts des machines. Il évoque également un milieu familial d'entreprise, très serein.

Avec sa femme, ils avaient d'ailleurs prévu, fin 2014, de calmer un peu leur activité, de s'acheter une maison de campagne, de profiter de leurs enfants. Il se préparait aussi à une année compliquée car le 9 janvier 2015 son père reprenait de la chimiothérapie dans le cadre d'un cancer déclaré. Mais ils souhaitaient une année plus calme.

Michel C s'apprête à raconter les faits du 9 janvier. Il dit qu'à chaque fois qu'il raconte, il est ensuite vidé émotionnellement et que c'est très dur pour lui mais qu'il est nécessaire de le faire.

Le 7 janvier c'était son anniversaire et il avait été, comme tout le monde, très choqué par les attentats. Il avait ensuite été particulièrement touché par la vidéo de l'exécution d'Ahmed M. cette

image l'avait hanté toute la journée du 8 janvier. Il en avait été si choqué qu'il n'avait d'ailleurs presque pas dormi la nuit du 8 au 9 janvier mais ne pensait pas que quelque chose en lien avec les attentats pouvait lui arriver, pouvait arriver chez lui.

Le 9 janvier il arrive en retard au travail car il a mal dormi. Il s'était d'ailleurs tellement dépêché qu'il avait oublié son portable. Il était dans ses pensées en arrivant dans son entreprise.

Il explique que comme tous les jours, il monte à son bureau, il allume la radio, puis Lilian arrive et ils commencent à discuter vers la machine à café. Ils prennent un café ensemble et MC explique le programme de la journée. Didier R, un commercial et proche de Michel C devait venir pour lui proposer une opération commerciale, puis avec Stéphane, le chef d'atelier, ils devaient aller installer une enseigne à l'entrée de la ville. L'ambiance était joyeuse et devait l'être ce jour-là car ils avaient prévu d'aller fêter son anniversaire au restaurant le midi.

L'interphone sonne et ils pensent tous les deux qu'il s'agit de Didier, le commercial. MC dit qu'habituellement Lilian demande qui c'est mais ce jour-là ils attendaient Didier et ils n'ont pas réfléchi.

MC s'est dirigé vers la baie vitrée située à l'étage qui permet de voir ce qu'il se passe dehors.

Il voit une personne en noire, armé. Il comprend très vite que ce n'est pas les gendarmes et se dirige vers Lilian en lui disant « *Ce sont eux, ils sont ici* ». Lilian le regarde étonné et il comprend à ce moment que c'est vrai et il lui dit « cache toi, coupe ton portable » et il s'est tourné vers eux en espérant les ralentir. Il a cru qu'il allait mourir à ce moment, pour lui c'était la fin. Il a encore des cauchemars par rapport à ça. Ils surgissent de l'escalier « *vous me reconnaissez ? allumez la radio, allumez la télé* ».

Il appelle ensuite le 17 en disant qu'il est pris en otage. La dame au téléphone demande combien ils sont, il répond : « *ils sont plusieurs* » car les Frères Kouachi lui avait demandé de dire cela.

Il leur propose sa machine à café car il voulait les éloigner du fond de l'imprimerie pour ne pas qu'ils trouvent Lilian L qu'il pensait seulement cacher sous une table.

Il leur montre comment se faire un café, il indique qu'il a toujours regardé les frères Kouachi dans les yeux et a essayé d'être toujours le plus calme possible. Il dit avoir appris à rester calme grâce à la pratique du sport, il a su garder son sang-froid.

Il leur a dit : « *je vous montre comment on fait un café pour après* », car il pensait qu'ils allaient ensuite le tuer. Il s'est assis et le plus grand (Chérif Kouachi) s'est mis à côté de lui et lui a expliqué de nombreuses choses. Il lui a notamment dit « *qu'il ne tuait pas les femmes et les enfants* » mais Michel C ne s'est pas senti concerné en tant qu'homme.

Son frère a posé la kalachnikov sur la table, Michel C a regardé l'arme une fraction de seconde, ils se sont regardés avec Chérif Kouachi. Il s'est dit qu'il aurait pu prendre la kalachnikov mais savait que ce n'était pas possible.

Ensuite, Chérif Kouachi a pris la kalachnikov et est allé vers le fond. Il redemande à Michel C s'il est sûr qu'il est tout seul. Il lui dit « *non, je suis tout seul* » avec la peur au ventre sachant qu'il ne savait pas exactement où Lilian s'était caché.

A ce moment, Didier R, le commercial qui devait venir à l'imprimerie est arrivé sur le parking. Michel C a demandé à Chérif Kouachi de le laisser partir, ce qu'il a accepté.

Ils sont descendus ensemble en direction de Didier R. Didier était de dos, il s'est retourné, il a serré la main de Michel C et de Chérif Kouachi.

Michel l'a regardé et lui a dit : « *Didier, il faut que tu partes* ». Il se sont regardés, se sont compris et Didier R est parti.

Il a fermé le portail derrière Didier et il l'a regardé. A ce moment, il se dit qu'il va mourir et que c'est la dernière personne qu'il voit.

Ils sont revenus à l'endroit où était le café, ils ont continué à parler. Chérif Kouachi a continué à expliquer ce qu'ils avaient fait.

Il lui a demandé s'il était juif. Michel C a répondu « *Non, je suis français d'origine italienne* ». Pour lui, s'il avait été juif il aurait été tué. CK lui aurait répondu « *On ne tue pas les chrétiens* ».

A ce moment-là, sont arrivés les deux gendarmes entendus ce matin. Il a vu descendre les deux gendarmes, sortir leurs petites armes. Il était persuadé qu'ils allaient mourir. Les frères Kouachi les ont vu par la fenêtre et ont dit « *On y va, on y va* ».

Pendant ce temps, Michel C est allé se réfugier dans son bureau. Il s'est mis dans la douche de son bureau qui ferme avec une porte coulissante et a entendu des coups de feu. Il a entendu les rafales et s'est rendu compte de la réalité et la violence des armes de feu. Il a entendu quelqu'un tombé mais ne savait pas qui c'était.

Il a entendu un pas lourd dans l'escalier. Saïd Kouachi s'est écrié « *Monsieur, vous êtes où ?* ». Il hésite à sortir de sa cachette et se dit qu'il n'a pas le choix. Il répond : « *je suis là ne vous inquiétez pas* ». Saïd est entré dans le bureau avec son frère, blessé. Ils sont entrés dans le bureau de Michel C avec l'arme pointée sur lui. Saïd Kouachi avait les yeux noirs, effrayants.

Michel C propose de le soigner. Il doit pour cela aller chercher la trousse de secours avec quelques sparadraps. Il a nettoyé la plaie, il n'a pas vu si la balle était sortie. Il a ensuite mis un pansement. Chérif Kouachi a dit à son frère : « *Je vais mourir* ».

Michel C, après avoir soigné Chérif demande s'il peut s'en aller. Saïd lui répond que non et lui dit que le pansement ne tient pas. Il a refait le pansement, puis un autre. Il redemande s'il peut s'en aller. On lui répond que oui.

Saïd l'a accompagné avec son arme, Michel C a descendu le plus calmement possible les escaliers. Il est arrivé en bas en levant les mains et en disant « *je suis un otage* ».

Il s'est dirigé vers le véhicule de la gendarmerie et a été emmené dans l'entreprise d'en face où un sas de sécurité avait été installé.

- **Intervention du Président**

Le Président reprend la parole en parlant du sentiment de mort imminente que Michel C a ressenti. Il demande s'il a eu ce sentiment depuis le début de la prise d'otage. Il répond que oui, qu'il s'est toujours dit qu'il allait mourir, il s'y était préparé. Il savait que s'il n'avait plus besoin de lui, il allait le tuer.

Il a été ensuite en état de stress post traumatique.

Michel C raconte que devant la machine à café, Chérif Kouachi a dit « *On ne tue pas les civils et les femmes, lisez le coran, de toute façon c'est la faute des juifs* ».

Le président relit le PV d'audition de Michel C. il est indiqué que les frères Kouachi lui ont dit qu'il ne faisait pas de mal au chrétien mais voulaient en découdre avec la police.

Le président parle de la conversation ensuite entre lui et les Frères Kouachi. Chérif Kouachi lui a parlé de Michel Onfray, il avait l'impression qu'il voulait le convaincre, il essayait de dire que c'était eux les victimes, il essayait de se justifier de ces actes. Michel C essayait de répondre de manière neutre. Il s'est souvent demandé ce qu'ils attendaient réellement. Il se pose souvent la question et ne peut pas apporter de réponses précises.

Le président demande s'il y avait une sorte de jeu pervers de la part des Frères Kouachi ? Est-ce que son sort aurait été différent s'il avait répondu de manière inappropriée ?

Il répond que oui car il faisait très attention à ses réponses. Ils ne voulaient pas les énerver. Pour lui s'il ne disait pas la bonne chose, ils le tuaient. Surtout qu'il savait qu'il avait menti en disant qu'il était seul. Il voulait toujours préserver Lilian.

Il raconte que dans son bureau il y avait un dessin de pin-up et d'une jeep américaine. Chérif K lui a dit « *C'est une insulte à Dieu* ». À ce moment-là, il pensait être exécuté.

Il déclare qu'il ne sait pas s'il aurait pu tenir plus longtemps s'il n'y avait pas eu l'arrivée des deux gendarmes.

Pour le président, c'est assez surprenant de se dire que les frères Kouachi lui demande de l'aide, qu'ils lui demandent d'être soignés. Le président lui demande comment il a perçu cette scène.

Michel C répond qu'il a toujours essayé de s'accrocher à des images positives. Il a dû se sur concentrer. Pour lui, à ce moment-là il voit du positif dans l'appel à l'aide. Mais il s'agissait d'une scène surréaliste car c'était un otage et pourtant c'est lui qui leur a dit qu'il va le soigner, il leur demande de s'asseoir, il demande de laisser partir Didier etc. Pour lui ce qu'il a fait et comment il l'a fait vient de son expérience de vie. Il ne peut pas vraiment l'expliquer.

Il raconte que celui qui parlait le plus, c'était le plus grand des deux, c'est-à-dire Chérif Kouachi. Saïd ne parlait que très peu mais c'est pourtant celui qui pousse son frère à aller vers les gendarmes et qui lui dit quand ce dernier est blessé « *tu ne vas pas mourir, c'est pas le moment, on n'a pas fini* ».

Michel C raconte que lorsqu'il soignait Chérif Kouachi, ce dernier était très affaibli. Il transpirait, il avait froid puis chaud. Il va néanmoins vite rebondir et reprendre la situation en main.

Il parle aussi du fait que c'est Saïd Kouachi qui a convaincu son frère de laisser partir Michel C après avoir fini de soigner son frère.

Quand Michel C arrive enfin à être libéré, il ressent un immense soulagement mais également une immense inquiétude pour Lilian. Il explique que ce qui était le plus dur c'est qu'il était tout seul ce jour-là, avec eux, tout en sachant que Lilian était caché dans les locaux. Il voulait tout faire pour que Lilian sorte du bâtiment sain et sauf. C'était son seul objectif. Quand il a été libéré, il a eu le sentiment d'abandonner Lilian. C'était l'horreur pour lui. C'était la deuxième phase la plus dure de sa journée. Il était en apnée tout le long.

Pour Michel C, les frères Kouachi formaient un vrai binôme, du type binôme militaire et il avait l'impression d'être en face de personnes entraînées, qui savaient ce qu'ils faisaient. Pour lui, ils sont déterminés sur ce qu'ils vont faire, ce qui est une angoisse supplémentaire.

Il avait l'impression que leurs vies n'avaient pas de valeur si ce n'est pour la cause qu'ils défendaient. Ils disaient être d'Al Qaida, et parlaient comme des militaires déterminés.

Il indique qu'ils n'ont pas parlé de Charlie Hebdo avec lui. « *Ils se présentaient plutôt comme des combattants que des assassins* », peut-on lire dans la déposition de Michel C. La revendication a été faite par Chérif Kouachi seulement et il n'y a rien eu de la part de son frère Said.

Le président demande s'ils ont parlé du fait de mourir, s'ils avaient évoqué ce sujet. Michel C raconte qu'ils n'en ont jamais parlé mais ont affirmé que tout ceci allait se terminer aujourd'hui, chez lui.

Michel C se demande encore pourquoi ils sont venus chez lui, pourquoi tout ceci s'est passé chez lui. Ils ouvrent tôt le matin et sont presque les seuls mais il ne sait pas si c'est vraiment la raison.

Dans son audition devant le juge d'instruction, Michel C a déclaré : « *il voulait tuer un maximum de personnes et de policiers* ».

Le président demande ce qu'il peut dire sur les répercussions importantes sur son imprimerie de l'intervention du GIGN, sur les répercussions professionnelles, personnelles et comment il a vécu cela. Il raconte que l'entreprise a été placée sous scellé pendant 3 semaines.

Sur son état psychologique, sa journée du 9 janvier se finit vers 17h. À ce moment-là, il a enfin pu appeler sa femme mais il n'a pu la revoir qu'à 2H du matin et c'est là qu'a commencé son état de stress post traumatique.

Il était très touché, il avait tellement donné ce jour-là. Sa sœur a appelé le préfet pour qu'il voit quelqu'un. Le dimanche il est allé à la cellule de crise pour voir un psychiatre qui lui a dit de prendre des médicaments et de dormir pendant 1 mois. Ce n'est pas ce qu'il a fait car il ne voulait pas.

Il a dû gérer en même temps l'entreprise.

Il raconte que sa femme, en arrivant dans les lieux le lendemain, pour aller chercher des papiers, s'est évanouie. C'était pour elle 14 ans de travail détruit. Ils ont dû vider toute l'entreprise seuls et c'était très dur pour elle et ses enfants. Ils ont été très perturbés par les journalistes, par tout ça. Il était pendant ce temps dans un état très dur psychologiquement. Pour lui, c'était très dur de montrer sa faiblesse à sa famille. Il ne pouvait pas aligner deux mots sans pleurer. Donner l'image de sa faiblesse alors qu'il a passé sa vie à se construire c'était très dur. Il a dû se reconstruire, se battre, envers les assurances, contre tout. Mais il a tout reconstruit seul, avec sa famille. Ils sont revenus au même endroit. Il a été très soutenu par les gens de son village. Ça lui a donné la force de continuer.

Fin 2019, il n'était pas encore à l'équilibre financièrement et il a aujourd'hui beaucoup de crédits mais veut continuer à se battre. Michel C est très ému à la barre, son discours est saccadé par des pleurs.

Michel C était très vivant, dynamique. Aujourd'hui, il se bat tous les jours pour aller travailler. Sa famille est pareille. « *Ses instants brefs voilà ce que ça cause* » déclare-t-il.

« *C'est très difficile pour moi de faire ce que je suis en train de faire, je n'ai plus de honte de quoi que ce soit, je crois que je tiens la force de mes parents et j'essaie de la transmettre à mes enfants et malgré tout on continuera à vivre et le plus important c'est de vivre, j'espère encore avoir des instants de bonheur* ».

Il dit qu'il finira par s'en sortir mais il dit que ce qu'il a le plus apprécier c'est le témoignage de toutes les victimes et il espère qu'ils vivront des moments de bonheur de nouveau également.

- **Questions du Président**

Sur l'appartenance à al qaida Yemen, mot prononcé par les Kouachi. IL demande ce qu'il en a pensé.

Pour lui c'était plutôt une revendication d'appartenir et d'être financé par cette personne. Il a compris que C Kouachi était allé sur place et qu'il était payé pour agir.

- **Intervention de son avocat**

Il lui demande de parler de sa vie d'aujourd'hui.

Il répond qu'il était hyperactif et aujourd'hui ne fait plus de sport, il se force à faire tout ce qu'il aimait faire avant.

Il dit qu'il a été beaucoup aidé par l'AFVT grâce à qui il a fait des interventions dans les écoles, dans les prisons... pour lui c'est nécessaire d'en parler.

Il parle ensuite de Lilian L avec émotion, il dit qu'il est désolé qu'il ait eu, si jeune, à subir cela.

L'avocat demande ce qu'il attend de ce procès. Il attend des réponses simples à des questions simples et techniques : comment au 21^{ème} siècle on peut se procurer des armes aussi facilement par exemple ? Pourquoi le 8 janvier il n'y avait plus de policiers sur le rond-point alors que la veille il y en avait partout à Dammartin ?

- **Questions des Avocats des Parties civiles**

On lui demande s'il est informé qu'au moment des faits il y a une autre prise d'otage à l'hyper casher ? Il dit que le GIGN l'informe directement qu'il y a « *quelque chose d'autre qui se passe ailleurs* ».

On lui demande ensuite s'il pense que les Kouachi se sont préparés à l'assaut à l'intérieur de son imprimerie ? Il dit que non mais quand il est revenu dans son entreprise il a trouvé des boissons, de la nourriture, ce qui veut dire qu'ils ont circulé dans le bâtiment, dans l'entreprise mais il ne peut pas en dire plus car tout était détruit.

- **Questions de la Défense**

Elle pose une question sur la prise en charge des travaux après leur destruction par le GIGN.

Il répond que l'état a pris 1/3 avec une commission spéciale car normalement ce n'est pas possible de faire comme ça. Il fallait que Michel C investisse 30% dans sa propre entreprise, c'était la convention prévue avec l'état. Il en était conscient et il a voulu le faire.

L'avocate lui demande s'il n'a pas trouvé cela étonnant. Si ce n'était pas légitime qu'il ne paye rien.

Il dit qu'il faut comprendre quelque chose quand on est chef d'entreprise. Il dit qu'il savait qu'à un moment donné, des gens seraient venus chez lui et auraient dit « *ah c'est super, vous avez un magasin tout neuf, ils auraient mieux fait de venir chez moi* ». Il ne voulait rien devoir à personne. C'est sa mentalité, il a été élevé comme ça. L'avocate finit par dire : « *c'est très honorable Monsieur* ».

II. Audition de Monsieur Lilian L.

Il a été victime de séquestration, c'est le terme juridique des faits vécus. Le président souhaite montrer une photographie de l'endroit où il était.

Le président demande de relater leur arrivée et ce qui fait qu'à un certain moment il va se cacher.

Lilian raconte : l'interphone sonne et Monsieur Rousseau devait venir donc il a ouvert. Michel C est revenu vers lui et a dit : « *c'est eux ils sont ici. Va te cacher, j'y vais* ». Il se dirige vers le réfectoire et vers l'évier et se recroqueville dans le placard du mieux qu'il peut.

Quand il va se cacher, les Kouachi sont avec Stéphane et ne sont pas encore montés. A ce moment il ne voit plus Michel mais il entend les marches en métal. Il a entendu « *tu sais qui on est ?* » adressé à Michel.

Comment il choisit sa cachette ? il dit ne pas avoir hésité car il y avait pensé la veille à cause des informations à la télévision. Il avait anticipé cela par hasard, car c'est son caractère.

Nous voyons ensuite la photo de l'endroit où il restera 8h30. C'est un meuble extrêmement petit. Il dit s'être réfugié dans la partie gauche de l'évier. Il n'a pas pu sortir tous les produits du meuble car il a dû faire très vite.

Le bâtiment résonne bien et donc c'est facile de visualiser les déplacements à l'oreille. Il n'a entendu que des brides de conversation. Il a entendu des sermons sans connaître les mots exacts. Il a entendu la machine à café, des pas qui se dirigeaient vers lui. Il pensait qu'ils inspectaient les autres pièces. Il a pensé à son manteau, sa sacoche, il s'est dit qu'ils allaient comprendre que quelqu'un d'autre était là. Il y a eu des pas jusqu'au réfectoire et à ce moment-là son cœur s'est arrêté de battre. Il a arrêté de respirer, de bouger. Il a entendu la porte se fermer et les pas repartir. Un soulagement à ce moment. Il ne pense pas qu'ils vont revenir.

Il dit ensuite avec beaucoup d'émotion que Michel s'est sacrifié pour lui, c'est ce qu'il sait et ce qu'il pense à ce moment-là.

Il revient au déroulé des faits. Il raconte qu'il n'a pas de notion d'heure, aucune montre, aucun portable.

Il a entendu les Kouachi dire à un moment « *Monsieur vous êtes ou, monsieur vous êtes où ?* », il a entendu la porte coulissante et savait que Michel sortait de sa cachette.

Il a compris qu'un des frères avaient été touché. Il a entendu les refus pour laisser partir Michel. Il raconte aussi que Son portable a beaucoup vibré car sa famille s'inquiétait mais qu'il ne pouvait pas le prendre de sa poche. Il pleure en disant que toutes ces vibrations auraient pu le mettre en danger mais il ne peut pas blâmer les gens qui voulaient des nouvelles.

Il a entendu des hélicoptères, et pour lui c'était un soulagement. Il savait que quelqu'un allait faire quelque chose pour eux. Mais il savait que ça allait être dangereux et il avait peur car il savait les dégâts que ça pouvait causer.

Les téléphones se sont tous mis à sonner dans la société. Les téléphones ont sonné en boucle toute l'après-midi. C'était un bruit assourdissant, il n'avait plus de repère à part ce bruit.

Les hélicoptères sont partis et il s'est retrouvé seul. Le temps a été très long. il pensait à ses parents, à sa femme, ses cousines, cousins, sa sœur. Il dit être très proche de sa famille. Qu'ils se voient tout le temps. Il tenait le coup en se demandant ce qu'il allait faire s'il sortait vivant de tout ça.

Il a été réveillé par la faim ensuite. Il a profité des sonneries des téléphones pour accéder à son téléphone. Il avait des centaines de messages qu'il n'a pas lu. Il a envoyé un message à sa mère, à sa sœur et sa femme et à son beau-frère, ancien militaire. Peu de temps après, il a reçu un message de

son beau-frère qui disait « *t'inquiète pas on est avec la police* ». Il a craqué à ce moment-là. Il a pleuré, il avait faim. Il n'en pouvait plus. Il a été en contact avec des personnes du GIGN par message. Il demandait des informations. Il a pris le temps de décrire où il était. Précisément. L'escalier, le couloir... tout. Il a envoyé « *par pitié, vite* ». Il avait mal partout, il avait des objets qui lui rentraient dans les côtes, il ne pouvait rien faire.

Le moment le plus marquant, juste après qu'un des deux frères soit touché, c'est lorsqu'un des deux a commencé à chercher dans les placards de la nourriture. Il a ouvert le placard du fond, il a ouvert le frigo puis un autre meuble à 30 cm de lui, de sa cachette. Il s'est mis au-dessus de lui ensuite car il s'est lavé les mains et l'eau ruisselait dans son dos. il a eu peur qu'il ouvre la porte car il aurait vu de l'eau coulé. C'était une scène irréelle.

Il ne s'est pas séché les mains et ça lui a sûrement sauvé la vie. Car sinon ça ouvrait la porte du meuble en même temps. Il est très ému en évoquant cette scène.

Une personne du GIGN a demandé par message s'il était capable de sauter par la fenêtre du bureau mais ce n'était pas possible. Il n'avait plus de circulation sanguine, plus rien. Il avait peur et se disait que Stéphane et Michel avaient été tués.

Ensuite il y a eu l'intervention. Il s'est recroquevillé encore plus. Il a entendu des détonations, des coups de feu.

Il a reçu un message disant qu'ils étaient neutralisés. On lui dit de ne pas bouger. Mais il a bougé car il avait peur d'une bombe. Il s'est caché derrière un carton. Ils l'ont fait sortir par la fenêtre du bureau de Michel C. Il a été amené dans le sas de sécurité. Il a vu son père, Michel. Il était soulagé car il pensait qu'il était mort. Ils ont fait un débriefing, il s'est restauré.

A ce moment, il dit ne pas savoir ce qui l'attendait. Il a dû faire sa déposition. Il a enfin vu sa femme qui a dû être escorté par la police pour sortir car elle était assaillie par les journalistes.

Il dit avoir été choqué de voir des journalistes à sa sortie même avant de voir ses proches.

Il n'a pas pu sortir de chez ses parents pendant 2 jours. Y avait son visage partout à la télé. Il s'est senti violé car tout le monde connaissait sa vie, tout le monde pouvait avoir des détails sur la plus grosse épreuve de sa vie. Il ne savait pas s'il devait donner des interviews ou non. Il avait une grosse pression. Il était reconnu dans la rue tout le temps ce qui est dur quand on craint pour sa sécurité.

Il a vu une psychologue de la police puis plusieurs autres personnes pour un suivi (*moment difficilement inaudible*).

Il dit que quand il rentrait chez lui tout ce qu'il voulait c'était fermé sa porte à clé. Il ne peut plus prendre les transports en commun. Il a peur tout le temps. Il doit faire sa vie avec mais après 5 ans c'est toujours là. Il va devoir vivre avec ça. Il dit que c'est dur car c'est devenu un sujet tabou dans sa famille, ils n'en parlent jamais. Mais il sait que sa famille a eu peur pour sa vie et aujourd'hui encore ils ont peur pour son état psychologique.

Il a dû quitté la société de Michel C. Ils ont vraiment essayé. Ils ont essayé d'adapter son bureau. Il a abandonné Michel mais s'il ne le faisait pas il se perdait lui-même. Il a essayé d'aller où personne ne le connaissait, ne le reconnaissait.

Le président lui demande à quelle heure il a pu commencer à communiquer avec des personnes avec son téléphone. Il répond que c'était vers 14h.

Le président lit ensuite les PV de son père lorsqu'il a été auditionné.

Il demande des questions sur la vie d'après de Lilian L. Ce dernier répond qu'il a passé 4 mois enfermé chez lui. Au mois d'avril 2015, il a commencé à rechercher et à trouver un nouvel emploi car il n'a pas pu retourner dans l'entreprise de Michel. Il dit qu'ils ont dû déménager avec sa femme.

Il raconte qu'il était préparé à l'éventualité d'un procès. Mais il avait dit qu'il voulait être présent le moins possible. Juste les informations le concernant. Le procès a été attendu et redouté. Redouté plutôt à cause de l'effet médiatique qu'il y a derrière qui pour lui est sûrement son plus gros traumatisme.

- **Intervention de son avocat**

Il souhaite revenir sur un détail. Il a dit qu'il avait la sensation que Michel s'était sacrifié pour lui. Qu'est-ce qu'il a vraiment pensé et quand ?

Lilian répond que quand il va se cacher, il a vraiment eu cette impression de sacrifice. Michel C est allé au-devant de deux personnes armées. Pour lui c'est donc un sacrifice et aujourd'hui il le considère comme son héros.

Il parle de l'attente de la mort car à ce moment-là c'est possible, cette mort est possible.

Il parle d'une analogie avec victime par ricochet car par ricochet pour lui c'est aussi une victime.

Il parle d'un anonymat brisé.

Il dit que les journalistes lui ont demandé à la pause si les images de France 2 utilisées avant pouvaient être encore utilisées aujourd'hui. Il a refusé. Il ne souhaite pas être reconnu et veut rester dans sa carapace. Il a demandé à ce qu'on ne le montre pas. Il aurait voulu qu'on lui donne son autorisation avant car « *la vie des gens c'est la vie, ce n'est pas les médias, c'est pas les scoop* ». Il rappelle le fait que la télé a diffusé l'information comme quoi il y avait encore un otage dans le bâtiment ce qui aurait pu être fatal pour lui.

III. Audition de Monsieur Didier R

Il est commercial et fournisseur de l'entreprise de Michel C.

Il raconte qu'il s'est garé en marche avant ce jour-là car l'entreprise était dans son dos. Il venait pour faire une proposition commerciale à Michel. Il a vu Michel avec une autre personne tenant une kalachnikov. Il a mis quelques secondes à réaliser et il a compris avec le regard de Michel. Il a vu la mort dans ses yeux et un profond sentiment d'abandon car il savait qu'il ne pouvait rien faire.

Il raconte une scène inhabituelle car Michel ne vient jamais sur le parking. Il raconte quand même qu'il était habitué à la présence policière depuis quelques jours mais sans penser à tout cela. Au début il pense que c'est peut-être un policier.

Il a d'ailleurs serré la main de Michel et de Chérif Kouachi naturellement, sans vraiment se rendre compte. Il a vraiment d'abord pensé à quelqu'un du GIGN.

L'homme s'adresse à lui en disant « *on ne tue pas les civils* ». La phrase le réveille et il se rend compte qu'il y a un problème.

Sans poser plus de questions, il part et il voit Michel fermé le portail. Il remarque le visage fermé de Michel. Il voit la peur dans ses yeux. Il pensait ne jamais le revoir.

Il compose le 17. Mais la personne semble surprise, ne pas être au courant. Le rapprochement ne s'est pas fait tout de suite.

Il raconte avoir très mal vécu l'attente. Puis ensuite, une période de deux semaines compliquées avec insomnies, cauchemars...

Il a dû changé de travail deux fois et est maintenant retourné dans l'entreprise dans laquelle il était au moment des faits. Il dit avoir tout pour être heureux mais ne plus vraiment l'être. Il a beaucoup de mal au quotidien.

- **Intervention de l'avocat**

L'avocat a tenu à ce que Monsieur R témoigne car c'est une victime par ricochet et que c'est important car il garde encore des séquelles aujourd'hui.

Il y a un avant et un après dans la vie de Monsieur R. il était moteur, dynamique et maintenant il peine à être heureux. Il s'est construit une carapace.

IV. Lecture du PV d'audition de Stéphane, chef d'atelier

Le président lit le témoignage de Stéphane, chef d'atelier. Il explique qu'il était en retard à cause du dispositif des forces de l'ordre. Il a été en contact avec un des frères Kouachi. Il dit avoir été choqué. Chérif Kouachi lui a dit qu'il ne voulait pas tuer les civils et lui a fait un prêche. Il ne voulait pas le contredire et l'a écouté tout le long. Il précise qu'il était à bord de sa voiture, toujours allumée. Il a demandé à Chérif Kouachi « *Qu'est-ce qu'on fait monsieur ?* ».

Il lui a dit qu'il allait le laisser partir mais qu'il fallait qu'il appelle les gendarmes. Il est parti très vite et il est arrivé à la gendarmerie.

Suspension d'audience à 19h

JOUR 12 - JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020

L'audience débute à 10h19 en l'absence des avocats des parties civiles qui ont quitté la salle pour se réunir à l'extérieur avant l'arrivée de la cour.

Le Président indique que l'audience va se poursuivre avec l'audition de Michel FAURY qui est annoncé par l'huissier.

Un avocat de la défense interpelle le président quant à l'absence des avocats des parties civiles. Cependant, celui-ci n'en prend pas compte et demande à ce que les auditions se poursuivent.

I. Audition de Monsieur Michel FAURY, chef du SDPJ des Hauts-de-Seine

Le Président demande donc à M. FAURY de se présenter.

Il se présenter comme étant à l'époque des faits, chef du service départemental de la police judiciaire des Hauts-de-Seine.

Le Président rappelle qu'il est entendu aujourd'hui dans le cadre de la tentative d'assassinat sur Romain DERSOIR et sur l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE.

M. FAURY précise que dans le cadre de l'Hypercacher, c'est un autre service qui sera saisi même si tous les services vont y collaborer. Le Président demande au témoin de prêter serment d'abord.

Celui-ci explique qu'il témoigne aujourd'hui en tant que chef car ayant changé de service entre temps. Il déclare qu'il fera un témoignage chronologique des faits depuis la tentative d'assassinat de Romain DERSOIR jusqu'à l'assassinat de Clarissa.

Nous sommes saisis en fin de soirée pour des coups de feu sur un individu qui n'a pas vraiment de lien apparent avec un méfait. Un groupe d'enquêteur sera dépêché sur les lieux. Il se souvient qu'à l'époque, tout le monde avait les attentats de Charlie Hebdo en tête, mais le contexte de l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE est un contexte différent car cela touche un agent de l'Etat.

D'après le récit de M. FAURY, à 14h30 le parquet est saisi, la brigade criminelle assure la coordination avec la DGSJ, SDAT.

Selon le chef de service, le 10 janvier 2015, la procédure de Montrouge et de Charlie Hebdo ont été jointes. Par la suite, l'activité sera concentrée sur l'homicide volontaire de Clarissa JEAN-PHILIPPE.

S'agissant de Romain DERSOIR, les services de M. FAURY ont été avisés par les services locaux, ils sont informés qu'un homme a été blessé par balles, il a pu fuir et se réfugier chez des habitants qui ont appelé les secours.

(Les avocats des parties civiles reviennent dans la salle d'audience, il est 10h30)

L'ancien chef du SDPJ poursuit son témoignage, il décrit que les faits se sont déroulés sur « la coulée verte » un axe très fréquenté par les joggers, selon les 1ers témoignages, Romain DERSOIR qui est un grand sportif, avait pris cet axe pour faire son footing et à un moment donné, il est passé devant un banc pour faire du renforcement musculaire. Il rappelle encore une fois que le lieu de l'agression est un axe sombre, sans issue et que M. DERSOIR doit repasser par ce chemin. C'est sur son trajet de retour, qu'il va remarquer un individu assis sur le banc, en passant devant lui, il entend 2

déflagrations, tombe mais il arrive à se relever mais cette personne se rapproche de lui et lui tire à nouveau dessus, il est dans une zone peu éclairée, il est choqué et grièvement blessé. Plus tard, R. DERSOIR décrira son agresseur comme un homme de race blanche ou afro- maghrébine portant une doudoune noire avec une fourrure, élément qui permettra par la suite de faire le lien avec COULIBALY.

COULIBALY sera identifié par la suite. Toutefois, M. FAURY reviendra par la suite sur cette agression. Pour les enquêteurs cela a tout fait l'air d'un règlement de compte. Ils vont s'intéresser à sa vie, à sa famille car son père est un policier à la retraite à l'époque des faits.

Concernant, l'arme utilisée lors de cette agression, le chef de police décrit une arme de type automatique, déduction faite sur la base des douilles retrouvées sur place et sachant qu'il n'y avait aucun témoin visuel.

Sur le témoignage de Romain DERSOIR, il évoque que celui-ci va reconnaître formellement Amar RAMDANI, qui sera entendu et qui ne reconnaîtra pas avoir été sur place. Dans le cadre de l'enquête, il sera fait état par les enquêteurs qu'il était peu probable que RAMDANI ait pu être sur place en raison d'un rapprochement entre les conversations entre Amar RAMDANI et sa petite amie de l'époque démontrant qu'il était peu probable qu'il puisse avoir été sur les lieux, ce que sa copine confirmera dans son témoignage. Il ajoute que sur les éléments qu'ils reconnaîtront plus tard, notamment l'arme qui a tiré sur M. DERSOIR, celle-ci sera retrouvée parmi les armes collectées après l'assaut de l'Hypercacher.

Le jour de l'agression de M. DERSOIR, M. FAURY relate que COULIBALY a commandé à 21h30 une pizza et que selon l'enquête, on peut supposer qu'il a pu faire le déplacement entre « la coulée verte » et son domicile en une heure. Cependant, selon le chef de police, la question était plutôt de savoir est-ce que l'auteur du tir sur M. DERSOIR avait l'intention de tuer ou de tester l'arme car les armes automatiques sont des types d'armes peu fiables.

Sur l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE, le 8 janvier 2015, il rappelle que son service a été saisi pour une agression par balle et la personne auteure des faits a pu prendre la fuite à bord d'un véhicule volé. Concernant la configuration des lieux, il parle d'un axe très fréquenté. En effet, ce matin-là, sur l'axe Pierre Brossolette, il y a un banal accident de la route et la police municipale est dépêchée sur les lieux afin de réguler dans un premier temps la circulation, aider dans le constat.

Le chef de la SDPJ déclare qu'à 8h04, ils sont arrivés sur place, ils sont environ une trentaine d'enquêteurs sur l'affaire, mettant l'accent sur le fait que c'était au lendemain des attentats de Charlie hebdo. Il fait remarquer que sur les photos faites par la police scientifique, il y a 2 scènes : la première avec l'agression des policiers et une 2^{ème} scène avec l'agression de 2 personnes pour tenter de leur dérober leur véhicule. Sur cette 2^{ème} scène, l'agresseur n'aurait pas réussi lors de sa première tentative car l'automobiliste arrêté a pu s'enfuir, c'est lors de la seconde tentative qu'il y parviendra.

M. FAURY explique qu'à proximité des lieux de la dispute entre l'agent de police et l'agresseur, une cagoule a été retrouvée et que la vidéo protection des lieux ne permettra pas d'apporter des éléments essentiels. Selon ses propos, Clarissa JEAN-PHILIPPE traversait Montrouge en direction de Malakoff lorsqu'elle est atteinte par un projectile, un homme d'origine africaine est sur les lieux et est lourdement armé. Dans un premier temps, alors que la foule est présente, l'auteur des faits va longer le groupe et reprendre la direction de la porte de Chatillon, il s'éloigne avant de faire demi-tour, et puis il revient. Les témoins vont remarquer son attitude et ils entendent un bruit comme une pierre sur une carrosserie, deux tirs, Clarissa est blessée, un autre policier présent sur les lieux, son

collègue se jette sur l'agresseur et arrive à prendre son arme, mais l'agresseur ressort une arme mais arrive à prendre la fuite, à l'angle, il y a deux personnes en voiture qui sont menacées avec une arme le 1^{er} arrive à s'enfuir mais le 2^{ème} est contraint de laisser son véhicule à l'agresseur.

D'après les éléments d'enquête de la SDPJ, une moto aurait servi aux déplacements de l'agresseur, « on peut considérer que s'il avait pris la fuite à pied, il avait le temps de rentrer facilement chez lui car la distance entre Arcueil et Gentilly est d'environ 1.5km soit environ 15 mn à pied ».

Il fait remarquer que l'autopsie fera apparaître qu'elle était sur la droite de son agresseur.

M. FAURY également état d'un appel d'un témoin qui le soir avait trouvé suspect le comportement d'une personne qui était à proximité de la synagogue. En effet, il trouvait important de préciser qu'il y avait une synagogue sur le trajet, un témoin dira avoir vu un homme de type africain non loin de la synagogue le soir de la veille de l'Hypercacher. Il souligne qu'Amedy COULIBALY sera formellement identifié, grâce aux témoins, en fin de matinée et qui ont permis de faire un portrait-robot de celui-ci. Cette information, selon lui, est d'autant plus importante car COULIBALY apparaît la veille comme identifié alors que les frères KOUACHI sont déjà identifiés et ils sont à la recherche de personnes de type africain qui seraient dans leur entourage.

« 4 témoins vont l'identifier formellement vers 20h et à minuit le même jour, on a isolé l'Adn de COULIBALY ».

« COULIBALY ne sait pas qu'il est identifié. 4 adresses seront visitées par la suite dont son adresse familiale, ce n'est que le samedi 10 que nous saurons qu'il avait loué un logement à Gentilly ».

Il indique qu'« une diffusion urgente des photos de A. COULIBALY et Hayat avait été faite mais malheureusement la prise d'otage se produit à 13h à l'Hypercacher, notre enquête se termine à ce moment, les services antiterroristes récupèrent la délégation que nous avons sur les faits de COULIBALY.

- **Questions du Président**

P : « seul l'élément balistique a permis le rapprochement avec COULIBALY sinon ce ne serait pas élucidé ?

F : « absolument ! »

P : Romain DERSOIR identifiera son agresseur dans des conditions particulières car il n'y avait pas de lumières, la rue était sombre ?

C : « Exactement ! »

P : c'est par la suite que cette identification évoluera, car Romain DERSOIR exclut que ce soit une personne noire ou c'est dans les possibilités ?

F : il dit que c'est possible, il dit juste qu'il est plus clair que la couleur de son bonnet (...), cette doudoune col avec fourrure dont il parle sera retrouvé chez COULIBALY.

P : il parle de 5 coups de feu, qui correspondent à ces blessures. Les 5 coups se sont fait successivement ou en 2 séries ?

F : « La 1^{ère} fois, il tourne le dos, il tire, il s'effondre, on peut dire qu'il y a même 3 séquences »

P : « prends ça enculé » ca fait penser à quelqu'un lui en veut, il y a 5 coups successifs avec une invective pour la personne, pas de mobile, vous avez indiqué que le lieu de l'agression se situe non loin du domicile de COULIBALY, quelle distance ?

F : « 300 mètres »

P : « Mais vous n'avez trouvé aucun lieu entre DERSOIR et COULIBALY ? »

F : « Non aucun ! En tout cas, pour tester une arme, le lieu était un choix judicieux parce que c'est un lieu isolé, calme, sombre »

Le président revient sur l'invective à DERSOIR, il demande au chef de lui confirmer que l'arme de l'agression de DERSOIR a été retrouvé à l'Hypercacher. Celui-ci répond par l'affirmative. Il lui parle également de la veste en fourrure retrouvé plus tard chez COULIBALY, ce qui est également confirmé par M. FAURY.

Au sujet des tirs sur la joggeuse, M. FAURY rappelle qu'elle a des écouteurs lorsque le tir retentit mais elle parvient à se réfugier chez des riverains, « on est dans un contexte de peur », une personne va appeler la police pour les en informer.

Le 8 janvier, un banal accident de circulation et la police municipale arrive pour aider au constat et fluidifier le trafic, la policière municipale n'est pas armée, ensuite il y a cet assassinat, on y voit un mobile plus apparent : la tenue de Clarissa JEAN-PHILIPPE qui est de la police. Il va y avoir des personnes qui vont vouloir s'interposer, 4 coups de feux sont tirés, l'agent du SDAT, LAURENT, va se battre avec l'agresseur saisit le fusil d'assaut de l'agresseur mais l'agresseur a du mal à se saisir de sa seconde arme, l'auteur des fait parvient à se dégager. M. LAURENT est blessé, c'est difficile de dire comment malgré les témoignages, l'auteur prend la fuite et on retrouve une cagoule sur l'itinéraire de la fuite »

M. FAURY dit qu'il faut noter qu'il y avait 2 types d'armes mais que personne ne parle du fait que l'agresseur avait sa cagoule sur lui lors de l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE, le policier pense qu'on peut imaginer qu'il l'avait à sa taille. Ils sauront plus tard que l'agresseur est venu à moto sur les lieux de l'agression.

Le Président rappelle que la police a fait le lien entre une synagogue à proximité et l'accident de voiture et que COULIBALY attaquait le lendemain un établissement où des personnes de confession juive viennent.

Le président demande alors à quel moment la police a su que le meurtrier de Clarissa JEAN-PHILIPPE c'était Amedy COULIBALY ?

Il répond que la question est complexe car au niveau de l'enquête de terrain, il s'agit d'un homme noir de type africain, et que lorsque cette information remonte il est déjà 12h30, un portrait-robot est dès lors établi. Vers 15h30, la SDAT va percuter sur un appel téléphonique avec les frères KOUACHI, il est 20h passées entre le moment où on a un portrait-robot et que l'information est vérifiée. C'est à minuit qu'on a l'ADN de COULIBALY.

Le Président constate qu'il y a des affaires dans lesquelles COULIBLAY et les frères KOUACHI sont liées, et demande à quel moment on fait le lien entre les deux. L'ancien chef du SDPJ répond ne pas pouvoir dire formellement si la SDAT fait un rapprochement, car ce n'est qu'en début d'après-midi que la brigade criminelle envoie la photo de COULIBALY au SDAT.

- **Questions des avocats des parties civiles**

L'avocat du père de Clarissa l'interroge sur la distance entre l'école juive et le lieu des faits. FAURY répond qu'il y a quelques centaines de mètres.

Avocat du père de Clarissa : « connaissez-vous l'heure d'ouverture de cette école-crèche ? »

FAURY : « Je sais qu'ils ferment à 18h mais l'ouverture non »

Avocat du père de Clarissa : « A quelle heure ont eu lieu les faits ? »

FAURY : « 8h02 »

L'avocat du père de Clarissa lit une pièce du dossier comportant le témoignage d'une personne qui fait état d'un individu à côté de l'école avec un portable, il mentionne que le témoin a reconnu COULIBALY. L'avocat revient sur le téléphone de COULIBALY pour savoir si un lien a été fait sur la présence de COULIBALY à l'heure où la police a reçu le signalement d'un individu suspect à proximité de l'école. M.FAURY rétorque qu'aucun rapprochement n'avait pu être fait. L'avocat rappelle que selon l'enquête, le téléphone de COULIBALY ce jour-là était éteint de 14h au lendemain à 1h. Le policier répond que rien, en tout cas, n'avait permis de faire le rapprochement à ce moment-là.

Avocat PC : Lorsque COULIBALY tire sur Clarissa, est-ce que son insigne est bien visible ?

FAURY : « Oui il est bien visible que c'est un agent en fonction ».

L'avocat demande au chef de la police s'il s'agissait d'un tir ciblé. Le chef répond qu'il ne peut pas le dire avec certitude.

Avocat PC (famille SAADA) : « précisez la particularité du tracker de la moto Suzuki ? »

FAURY : « le tracker a été enlevé »

Avocat PC : « je reviens sur le mode opératoire de COULIBALY, est-ce que cela vous rappelle un précédent judiciaire ? »

FAURY : « cela rappelle l'affaire Merah »

- **Questions de l'avocat général**

L'Avocat général prend la parole précisant que COULIBALY avait vécu à Fontenay- aux-Roses à proximité de la coulée verte. Elle questionne le policier sur la date à laquelle il a quitté ce logement. Il dira que c'est le 4 janvier puisqu'ils sauront qu'il a conduit plus tard Hayat vers l'Espagne.

L'avocat général rebondit en mettant en avant que cela s'est produit 3 jours avant les attentats et précise aussi que ce lieu de « la coulée verte » remonte devant l'avenue Max Dormoy et passe devant le logement de Coulibaly. Elle demande à M. FAURY s'il savait si COULIBALY utilisait cette « coulée verte ». Le policier répond qu'un témoin avait affirmé que COULIBALY utilisait régulièrement cette « coulée verte » pour faire du sport ; une chose est sûre, c'est qu'il va retourner 1 heure après à son appartement puisqu'il va commander 2 pizzas, on retrouvera le ticket de caisse et le gérant va faire une description parfaite de COULIBALY

COULIBALY est décrit par le gérant de la pizzeria portant un gilet tactique comme une tenue d'intervention des policiers, avec un sac à dos très chargé ainsi qu'à la main un sac assez lourd qui déforme son bras. Le gérant précisera également que Coulibaly portait un bonnet. On est donc le 7 janvier en fin de matinée et les faits à Charlie ont eu lieu le matin. Coulibaly va se connecter sur son

ordinateur à 13h53 sur une boîte mail avec qui il communique et qui serait le commanditaire potentiel de son acte.

Dans ce mail on peut lire fais ce que tu as à faire aujourd'hui ensuite rentre et tu te planques. Le chef répond que cela correspond bien à quelqu'un qui doit passer à l'action

L'avocat général évoque la cote d4852-5 qui est le plan de situation des lieux de l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE et revient également au sujet de la moto qui était garée en direction de Paris. Il pose la question en ces termes : « lorsqu'on calcule la distance entre cette rue et la synagogue et l'école, elles sont à 200 m du lieu de l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE, on sait que lorsque COULIBALY tire, il est en train de remonter le passage piéton c'est-à-dire il remonte l'avenue Pierre Brossolette en direction de Paris, peut-on imaginer qu'il aurait pu se tromper de sens en cherchant la synagogue ? ».

Le chef répond que c'est impossible de l'exclure totalement, (...) « on n'a pas tellement de points de reconnaissance ».

Avocat Général : « Des témoins diront avoir vu la moto avec un casque dessus, prête au départ, peut-on penser qu'il s'agit d'un passage à l'acte planifié ? »

Le chef de police répond qu'en part de l'hypothèse d'une confusion totale, le passage à l'acte était planifié même si COULIBALY n'a pas pu reprendre sa moto.

APC : votre service est le 1^{er} à recevoir les informations sur COULIBALY, notamment sur fiche pénale, COULIBALY est sorti de sa peine de 4 ans de prison en mai 2014, sa famille a été interrogée sur les relations amicales de COULIBALY, pouvez-vous nous dire ce dont vous vous rappelez ?

Le policier réplique alors que COULIBALY était le seul garçon de la famille et qu'il n'avait pas de souvenir de ce que disait la maman, qu'il s'était éloigné de sa famille de par sa pratique de la religion.

- **Questions avocats de la défense**

Avocat de la défense demande si la mère et la sœur de COULIBALY avaient des propos antisémites.

FAURY déclare ne pas pouvoir le dire, qu'il ne s'en souvient pas

Avocat de la défense : « Nady COULIBALY est en garde à vue quand elle apprend la mort de Coulibaly »

Le policier précise que les familles ont du mal à comprendre leur présence en GAV pour de tels faits

Avocat de la défense : « A-t-il été demandé à la mère de COULIBALY si elle sait pourquoi il a fait 4 ans de prison ? », Monsieur FAURY répond par la négative

Selon l'avocat de la défense, elle disait que lorsqu'elle lui demandait il répondait ne pas en connaître la raison.

Avocat de RAMDANI pose la question de savoir comment RAMDANI apparaît dans cette enquête, il pose l'hypothèse d'une impossibilité de sa présence sur les lieux

FAURY réplique qu'« il est possible de dire qu'il n'était sur les lieux en raison du bornage de son téléphonage, le bornage n'est pas discutable mais il a également des communications réelles avec des membres de sa famille et qui le confirmeront dans leurs témoignages ».

L'avocat de RAMDANI demande s'il est possible d'exclure que RAMDANI ait pu être à Garges-Lès-Gonesse et aller sur les lieux des tirs sur DERSOIR ?

Sa réponse est qu'il faut être prudent sur la téléphonie, c'est juste un élément mais pas une preuve certaine.

Le second avocat de RAMDANI l'interroge : « vous avez dit que l'agresseur portait un manteau à col à fourrure. (Dans le dossier d'instruction) On voit une photo de RAMDANI 3 jours auparavant avec une doudoune à fourrure mais l'enquête confirmera que ce n'était pas la sienne »

Monsieur FAURY répond par l'affirmative.

L'avocat de M. POLAT, à son tour interpelle M. FAURY sur le moment où son service a été saisi de l'enquête. Celui-ci explique qu'ils ont été dessaisis au fil du temps dès lors que de nouveaux éléments étaient connus et qu'ils faisant intervenir d'autres services.

L'avocat d'Ali POLAT pose également la question de savoir sur quelle base il y a eu un rapprochement entre Charlie et Hypercacher. M. FAURY répond que c'est une enquête sur le terrain qui permet de faire des rapprochements.

Fin des questions

La séance est suspendue à 12h18

II. Audition de M. Romain D.

• Questions du Président

Le Président revient sur les enquêtes évoquées ce matin. Sur le déroulement des faits également. Il demande à Romain D. ce qu'il peut dire de particulier sur les faits.

Romain D. répond qu'il faisait son jogging. Quand il est parti, il y avait un homme, assis, avec une doudoune et une capuche sur la tête « il me semble ». Il continue à courir. Dès qu'il passe devant lui, il sent un tir qui l'atteint, il ne sait pas ce qu'il se passe. Il entend une voix qui court vers lui, il sent la poudre car la balle a traversé son bras et ressort par son biceps. Il sent les éclats de balles à côté de son visage.

Il se retrouve au sol, il se retourne, il ne peut presque pas se relever, son bus est en avant, il le braque. Ensuite, il regarde ses yeux, ils se regardent. Cet instant se fige. Romain D. sent une hésitation et en même temps qu'il devait terminer le travail. Romain se dit « c'est maintenant ou jamais ». Il se sauve, il se relève, il ne sait pas s'il a pris une balle dans le ventre. Il court. Et ensuite, l'homme le poursuit, il l'entend derrière lui, il lui retire dessus. Romain ressent une douleur aux fesses, il continue sa course. Il dit « après vous connaissez le détail de tout ça ».

Le Président demande si entre le premier coup, au niveau du bras, et les autres balles reçues, s'il y a eu un laps de temps.

Romain D. répond que les autres balles, après la première, n'ont pas été immédiates.

Le président lui dit donc qu'il a le temps et la possibilité de voir le visage du tueur

Romain D : « *Oui en effet entre une et 3 secondes* »

Le Président évoque que Romain D. voit cet homme sur le banc, et que ça ne paraissait pas anormal. Romain D. acquiesce.

Le Président revient sur le fait que Romain D. a remarqué son habillement

Romain D. : « *oui j'ai vu une parka avec ensuite une capuche il me semble* ».

Le président lui demande si le tueur s'est adressé à lui.

Romain D. dit que c'est possible qu'il ait entendu « espèce d'enculé » mais il n'en n'est pas sûr. Son casque qu'il portait sur les oreilles a volé en éclat. Il ne peut pas l'affirmer.

Le président mentionne le fait que cette phrase est pourtant « caractéristique », et que donc soit Romain D. l'entend et ça l'a marqué. Pourtant il dit qu'il n'est pas sûr. Le président lui demande s'il s'est trompé ou s'il pense avoir intégré ça comme une certitude.

Romain D. explique qu'il a un casque sur les oreilles, il se fait tirer dessus, il a peut-être entendu ça alors qu'il tombait.

Le Président revient sur les éléments : Romain D. fait une course à pied, il un casque sur les oreilles, un jogging etc., il dit que c'est son parcours habituel. Il lui demande s'il pense qu'à force de passer par là on l'a repéré ; si c'est toujours à la même heure.

Il dit que les horaires varient, entre 17h et 21h, il ne pense donc pas avoir été repéré, et précise qu'il n'avait pas de signe distinctif particulier.

Le Président dit qu'il a été entendu sur ces éléments-là le 14 janvier. Il mentionne qu'il a été transporté à l'hôpital car pendant un moment son pronostic vital a été engagé. Romain D. est entendu le 14, après être sorti du coma artificiel.

Le président revient sur le fait que Romain D. ait dit dans son audition du 14 janvier qu'il n'est pas sûr qu'il était debout lorsqu'il est passé devant lui, qu'il a ensuite entendu un premier bruit et qu'il ressent une douleur au genou alors que pourtant la première balle a été tirée au bras.

Romain D. : « *je suis tombé sur les genoux, je n'avais pas toute ma tête à ce moment-là. J'ai cru entendre « prends ça enculé »* ».

Le Président dit que Romain D. mentionne en tout cas une insulte. Il reprend sa déposition, et mentionne que Romain D. s'est pris en tout 5 balles. Dans la déposition, il dit avoir vu une ombre s'enfuir vers la coulée verte. Il dit que concernant la description : il était « *peut-être black ou antillais* ». Le président lui demande : « *Quand vous dites black, que voulez-vous dire* » ?

Romain D. souhaite avant tout revenir sur les conditions du déroulement de l'audition par les enquêteurs le 14 : il est 10h du matin, c'est le policier qui mène l'interrogatoire. Il n'a pas arrêté de lui demander si ce n'était pas Coulibaly, en insistant si ce n'était pas un noir qui lui a tiré dessus. Il a insisté comme ça pendant 2 heures.

Le président mentionne que le 7 au soir, il est amené à l'hôpital, qu'il reste dans le coma pendant une certaine période. Il ne connaissait pas vraiment Coulibaly, d'autant plus à son réveil.

Romain D. confirme que le policier lui a montré des photos de Coulibaly.

Le président : « il vous présente donc des photos et dites : non ce n'est pas lui avant de mentionner le fait qu' « effectivement Coulibaly est noir d'un noir « profond », il n'est pas « mat » de peau ».

Le président mentionne que quand Romain D. sera réentendu par le juge d'instruction, il déclare que non son « agresseur n'était pas noir » et qu'il était formel là-dessus.

Le président revient sur sa déposition devant le juge d'instruction : « *il était porteur d'un bouc inferieur, mesurait environ 1m70* ».

Le président demande à Romain D., concernant sa déposition devant le policier du 14 janvier, s'il veut dire en fait qu'il vient de se réveiller, qu'il n'était pas encore en forme et qu'il n'avait pas sa lucidité pour ramener ses souvenirs ou si « on » a voulu lui faire dire des choses ? Il lui demande d'être clair par rapport à cette déposition.

Romain D. pense que les policiers étaient persuadés que c'était Coulibaly, ce qu'il peut comprendre. Il explique qu'à la fin il craque et dit au policier « *oui c'est peut-être un noir qui m'a tiré dessus, vous avez peut-être raison* ».

Le président explique que l'élément dont on est sûr, c'est que l'arme qui a été utilisée, c'est l'arme qui ensuite a été utilisée par Coulibaly.

Romain D. dit oui qu'il sait.

Le président précise que les douilles qui ont été trouvées sur place correspondent à l'arme trouvée à l'Hypercacher. Le président continue : « *une arme peut passer entre diverses mains mais il y a clairement un lien entre cette arme et Coulibaly. C'est de la balistique, c'est l'arme qui parle* ».

Romain D. précise qu'il lui semble que la capuche est relevée quand il passe devant l'homme assis sur le banc mais qu'il ne se souvient pas s'il l'avait rabattue sur sa tête ou pas.

Le Président dit alors qu'il y a certaines choses sur lesquelles Romain D. n'est pas formel, mais qu'il est formel sur le fait que la personne n'était pas noire.

Romain D. acquiesce.

Le président revient sur la déposition de Romain D., qui déclarait alors que la peau du tueur était plus claire que la couleur du bonnet.

Le président revient encore sur sa déposition, où les policiers lui demandent s'il est juif, il répond que non. Également s'il était policier, etc.

Le Président revient sur les deux dépositions devant le juge d'instruction où Romain D. explique tous les problèmes médicaux qu'il a eus, qu'il indique avoir été touché à la jambe, aux bras, aux intestins, que son artère fémorale a également été touchée.

Il a trouvé l'énergie pour se relever et trouver une maison qui a appelé les secours.

Il a été opéré tous les deux jours pendant un mois et demi. Romain Dersoir précise alors que cette partie ne concernait que les jambes.

Le président mentionne sa déposition, où Romain D. dit qu'il a senti que le tueur voulait le tuer, à la fois dans le geste et le regard.

Romain D. « *Oui il m'a tiré dessus et il s'approche vers moi, je ne vois pas pourquoi il changerait d'avis* ».

Le président continue sur la déposition où Romain D. dit qu'il faisait sombre. Les enquêteurs venus sur place le soir même ont également indiqué que l'éclairage était en effet très sombre.

Il mentionne ce que Romain D. dit devant le juge d'instruction : « *ce qui est sûr, c'est qu'il n'était pas noir* ».

Romain D. pense que les policiers « *lui ont retourné le cerveau, mais qu'il a toujours été sûr qu'il n'était pas noir* ».

Lors de sa déposition, sur la photo 15, lui est présentée Amely Coulibaly : il ne pense pas que ce soit lui, il ne le reconnaît pas.

Le juge d'instruction lui demande s'il ne portait pas de vêtement avec des signes particuliers : il dit en effet qu'il ne portait rien de particulier et qu'il ne sait pas pourquoi il lui a tiré dessus.

Il est réentendu une 2^{ème} fois par le juge d'instruction où il dit que pour lui, il avait la peau claire, il n'était pas noir.

Le Président mentionne que la question lui a donc été posée plusieurs fois.

Il a été indiqué qu'on lui a présenté d'autres photos de personnes pouvant être dans l'entourage de Coulibaly : le juge d'instruction lui a présenté des photos. Romain D. a alors dit qu'il pouvait y avoir une ressemblance avec Amar Ramdani.

Le juge d'instruction lui a présenté un album photographique qui contient notamment des photos de Polat, Ramdani, Belkacem, et d'autres personnes.

Il dit dans sa déposition devant le juge d'instruction que sur la photo 14 « c'est flou mais ça ressemble » ; que concernant la numéro 22, le bas du visage ressemble beaucoup à son agresseur (menton et mâchoire) ; que la photo 23, « c'est le regard » ; etc. Pour Romain D., les photos les plus ressemblantes, ce sont deux photos : la 30 et la 22, qui correspondent toutes deux à Amar Ramdani.

L'avocate d'Amar Ramdani s'énerve en disant que Romain D. a reconnu 4 personnes différentes, toutes accusées dans cette affaire (dont Ali Riza Polat et Belkacem).

Le Président présente une liste des noms correspondant aux numéros des clichés, la même qui a été présentée à Romain D. devant le juge d'instruction.

Pour informations sur les clichés :

Photo numéro 14 : Amar Ramdani (photo est floue)

Photo numéro 22 : Amar Ramdani

Photo numéro 23 : Ali Riza Polat

Photo numéro 30 : Amar Ramdani

Le président explique que sur les photos demandées pour une quelconque ressemblance, Romain D. a déclaré que c'était la photo 22, qui est une photo nette de Amar Ramdani.

Le président dit qu'on ne peut en effet pas confondre avec une personne noire sur cette photo 22.

L'autre photo indiquée où Romain D. qu'il y avait une ressemblance est avec la photo 30 : Amar Ramdani.

L'avocate de Amar Ramdani demande de revenir sur les autres photos où Romain D. avait pointé des photos où il y a 4 personnes différentes.

Le président revient sur sa déposition devant le juge d'instruction, concernant Amar Ramdani, où Romain Dersoir disait qu'il est pratiquement sûr que c'est lui, et qu'il ne peut pas affirmer à 100%. Il y a une ressemblance mais il n'y a pas de certitude. Il exclue les personnes noires. Le président lui demande si cela est bien sa position.

Romain D. déclare qu'il ne peut pas dire qu'il soit sûr à 100%, mais qu'il est sûr à 80% que c'est lui. Et il exclut à 100% que ce soit quelqu'un de noir.

L'avocate de Romain D. demande à voir la photo montrant les conditions dans lesquelles son client a été interrogé par les enquêteurs, le 14 janvier 2015, et entendu de 10h à 12h20.

Une photo de Romain D. est montrée, en portrait, avec des pansements sur le torse.

Le président revient sur le certificat médical initial du 8 janvier qui décrit les blessures physiques.

Romain D. précise qu'il a été hospitalisé pendant un an.

Le président demande sa date de consolidation.

Romain D. dit être consolidé depuis un an et demi.

Le président lui demande s'il a pu reprendre le sport, et ce côté sportif qu'il avait.

Romain D. dit qu'il peut courir des petites distances mais qu'il a mal à sa jambe ainsi qu'au pied à cause de son orteil en crochet.

Il précise qu'on lui a retiré 2 mètres d'intestins et qu'il a aussi des problèmes aux mains.

Le président lui demande si cela a eu un impact sur sa vie personnelle, professionnelle etc.

Romain D. explique qu'il travaillait en intérim avant les faits, qu'il travaillait à UPS pour charger les cartons dans les camions. Les travaux physiques comme ça, il ne peut plus en faire. « *Après c'est le niveau psychologique* ».

Le président lui demande s'il habite chez ses parents.

Romain D. a récupéré l'appartement de son frère.

Il dit aussi qu'« *au début, socialement, c'était difficile* ».

Il a découvert le domaine de la photographie depuis 2 ans et demi. Il fait actuellement une formation dans la photo, qu'il espère finir dans un an.

Le président explique que dans le cadre de l'enquête, ont été entendus ses parents le décrivant comme agité en sortant de l'hôpital ; que c'est quelqu'un d'assez jovial et sportif ; qu'il sait se défendre si on l'embête. Son père décrit qu'il court au moins 3 ou 4 fois par semaine, qu'il part assez tard le soir et qu'il court pendant une heure trente, 2 heures. Il dit qu'il semblait être normal et bien dans sa peau.

Il dit qu'il ne voit aucune raison pour laquelle il serait ciblé par des terroristes, tout en précisant avoir entendu que parfois des terroristes veulent essayer leurs armes sur des joggeurs.

Le président lui demande s'il a d'autres choses à ajouter.

Romain D. dit qu'il n'a rien à ajouter.

L'avocate de Romain D. revient sur le déroulé des événements et des séquelles physiques et psychologiques de son client.

Les faits ont lieu le 7, il est admis à l'hôpital. Romain D. ne souhaite pas donner le nom de l'hôpital lors de l'audience. Il est placé en réanimation jusqu'au 16 janvier 2015. Donc l'audition du 14 s'est déroulée avec des policiers l'interrogeant pendant 2 heures. Son avocate l'a vu juste après. Ce premier interrogatoire s'est donc fait sans avocat.

Sur le plan vasculaire : il présentait une plaie de l'artère fémorale, car une balle a traversé la cuisse droite. Ils lui ont fait une greffe de l'artère fémorale. Son client a été opéré tous les deux jours pendant un mois et demi, afin de refermer la plaie. L'avocate indique qu'il a eu beaucoup d'infections. Il a aussi eu beaucoup de plaies de l'intestin (avec une réduction de l'intestin considérable), et une qui a atteint son fessier. Au niveau des membres, il a été atteint aux bras. Il est hospitalisé jusqu'en juin 2015, en hôpital de jour. Il sort des interventions en janvier 2016, à savoir un an après.

L'avocate revient sur le plan psy et demande comment on s'en sort avec ce type de faits.

Romain D. répond qu'on ne se sort pas de ça, qu'il est tout seul dans cette histoire : *« soit on se laisse crever ou on garde la tête haute »* et de continuer *« Ce procès il me fait mal, j'ai mal à la tête »*. Il dit que ça ne lui fait pas plaisir du tout d'être là.

Son avocate revient sur ce qui lui a dit la première fois et qu'il avait peur de mourir. Il dit qu'il avait peur que le terroriste vienne le tuer, surtout qu'à côté de sa chambre d'hôpital, il y avait un détenu, donc ça lui rappelait des souvenirs quand il s'est fait tirer dessus. Il dit avoir encore peur de ça, que ça lui arrive.

Son avocate lui demande dans quel état psychologique il sera en sortant de cette salle.

Il répond que oui, il va y penser beaucoup c'est sûr *« mais c'est la vie »*.

A l'époque des attentats de novembre, il est de retour à l'hôpital pour les mains et les orteils, son avocate lui demande comment il les a vécus.

Romain D. répond que ça l'a replongé dans l'horreur.

Son avocate lui demande si ses crises d'angoisse ont été réactivées à chaque fois qu'il a dû reparler de ce dossier.

Il répond avoir toujours des crises d'angoisse, être en hypervigilance, *« je me fais des films dans ma tête »*

Ce parcours de la coulée verte, il le connaissait par cœur. Son avocate lui demande si c'est grâce à ça qu'il pu survivre.

Il répond que oui, c'est grâce à ça car il savait qu'il y avait cette maison.

Il courait en zigzagant pour éviter qu'il ne le touche.

Son avocate revient sur le fait qu'il voit une ombre une fois qu'il a atteint la maison.

Romain D. répond que oui, il voit une ombre et il avait peur que le tueur ne le retrouve et qu'il le voit. Il a vu une silhouette courir dans la coulée verte mais elle ne courrait pas normalement, c'est comme si elle fuyait. Elle montait un talus. Et il s'est dit que c'était son agresseur.

Elle demande si c'est quelqu'un qui pouvait ressembler à Coulibaly, il dit que non.

Elle lui demande s'il a dit tout ce qu'il avait à dire : il répond que oui.

- **Questions de la défense**

L'avocate d'Amar RAMDANI

L'avocate demande à Romain D. dans quel contexte il pense avoir reconnu Amar Ramdani.

Romain D. répond que c'était dans un reportage de « 7 à 8 ».

Elle présente une photo du visage d'Amar Ramdani, qui est floutée, qui est celle qui a été diffusée dans le reportage.

Romain D. explique que dans le reportage, il y a cette photo floue et une autre qui n'est pas floue. Ce n'est pas la photo floue qu'il l'a interpellé mais une autre.

L'avocate de Amar Ramdani indique que Romain D. est resté convalescence pendant une année. Elle explique que auand ce reportage passe, c'est aux environs de février.

Elle remarque que quand on lui présente les albums photos, il a déjà vu le visage de Amar Ramdani

Romain D. dit que oui, mais les photos ne se ressemblent pas

Elle lui dit que son témoignage a été pris en considération par les policiers et qu'il a reconnu 3 autres personnes.

Romain D : « *Non je n'ai pas reconnu, j'ai juste dit qu'elles ressemblaient* »

Avocate d'Amar Ramdani évoque le fait que les services de police ont fait des recherches, que son client était, de manière certaine, en communication pendant de longues minutes avec une très bonne amie, qui a confirmé ceci. Il se trouve que M. Ramdani était à Garches-les-Gonnesses.

Romain D. « *c'est son portable qui est à Garche-les-Gonnesses, pas lui* »

L'avocate d'Amar Ramdani réplique que c'est une communication qui se passe à Garches-les-Gonnesses, le téléphone est borné là-bas.

Le président demande à Amar Ramdani s'il souhaite prendre la parole, au vu du sujet discuté :

Amar Ramdani se lève. Il répond qu'il ne sait pas comment réagir à ça. Il dit qu'il a de la compassion pour Romain D., et que s'il est sûr à 80% que c'est lui son agresseur, lui, Amar Ramdani, sait à 100% qu'il n'a « *jamaï tiré sur un être humain* ». Amar Ramdani mentionne que la juge d'instruction voulait faire une reconstitution pour faire un tapissage. Il explique qu'il était ok pour le faire si ça pouvait aider Romain D. Il précise que ses avocats ne voulaient pas. Il explique que dans ce reportage, la deuxième photo, avec la casquette bleue, ce n'était pas lui. Il dit que ce reportage télévisé a été fait à son insu.

Il s'adresse à Romain D. en mentionnant une interview qu'il a faite au Parisien.

Il aimerait pouvoir savoir comment cette interview a eu lieu entre Romain D. et les journalistes.

Romain D. répond qu'il n'a jamais d'interview au Parisien.

Amar Ramdani précise que *« c'était des questions réponses »*

Romain D. : *« je n'ai jamais fait ça »*

Le président intervient en disant que la *« presse peut venir brouiller »*, mais que *« la justice s'en tient aux éléments du dossier et ne tient pas compte des éléments extérieurs »*.

L'avocate intervient en disant que la deuxième photo avec la casquette bleue (celle qui a interpellé Romain D, qui est nette) dans le reportage a été tirée d'un profil Facebook d'un homonyme.

Amar Ramdani précise que *« humainement, c'est difficile »* pour lui. Il est incarcéré *« pour cette extradition envers l'Espagne, ensuite histoire avec les attentats »*, et ensuite c'est là qu'on lui ramène le Parisien (où il est mentionné comme l'agresseur potentiel de Romain D.).

Romain Dersoir : *« je n'ai pas dit que c'est vous, j'ai dit que c'est vous qui ressemblez le plus »*

Amar Ramdani : *« c'était écrit que je lui avais tiré dessus. Je ne suis pas d'accord avec ce reportage, ça m'a causé beaucoup de dégâts »*, *« J'ai demandé à ce que cette personne puisse être apaisée s'il veut faire un tapissage, j'ai dit oui. »*

Romain D. dit qu'il a dit oui aussi pour ce tapissage, et qu'il ne sait pas pourquoi ce tapissage n'a pas été fait.

Amar Ramdani : *« moi non plus »*.

Suspension d'audience

Reprise d'audience – 16h

La Cour annonce l'audition de témoins relatifs aux frères Belhoucine.

Le président déclare que normalement il devrait y avoir 3 témoins cet après-midi mais que l'un d'eux a pris l'initiative de repartir de sorte que dans la salle des témoins, il n'en reste plus que deux.

Pour précision (cet encadré est rajouté afin de faciliter la compréhension du lecteur, et vient de source journalistique),

Les frères Mohamed et Mehdi Belhoucine sont présumés morts en Syrie mais sont toujours visés par un mandat de recherche.

Les deux frères ont déjà été condamnés en janvier 2020 : condamnation à perpétuité pour Mohamed Belhoucine, et 30 ans de réclusion pour Mehdi Belhoucine, jugés pour leur départ en Syrie. Mais selon les services de renseignement, les frères Belhoucine seraient morts depuis 2016. Mohamed Belhoucine, en combattant, à l'âge de 28 ans. Mehdi Belhoucine aurait succombé à 24 ans, à une blessure de guerre mal soignée. Leur mort restant incertaine aux yeux de la justice française, ils seront donc jugés, par défaut, pour la deuxième fois en un an.

L'exfiltration de France d'Hayat Boumeddiene, cinq jours avant que son mari ne commette son premier attentat à Montrouge, semble bel et bien avoir été confiée à Mehdi Belhoucine

Source : Franceinter

III. Audition de A. Belhoucine

A. Belhoucine, témoin. Il est le frère des deux accusés Mohamed et Mehdi Belhoucine.

A. Belhoucine est né en 1992, et est étudiant en médecine.

Le président précise qu'il est le frère de deux accusés, Mohamed et Mehdi Belhoucine. Il est entendu sans avoir à prêter serment en raison du lien avec les accusés. Le président souligne toutefois, qu'en l'absence de serment, la Cour attend qu'il dise la vérité afin d'en savoir plus sur la personnalité et le parcours de ces 2 accusés.

A. Belhoucine dit que c'était ses grands frères, qu'il était assez proche d'eux. Il les qualifie de « *personnes normales* ».

Il demande à la Cour si elle souhaite l'entendre sur le « *caractère* » de ses frères.

La cour répond que oui, ainsi que les souvenirs qu'il a pu avoir avec eux.

A. Belhoucine répond qu'ils ont toujours été là pour lui, qu'il leur demandait conseil. Il dit qu'il voyait surtout Mohamed, qu'il était là dès qu'il avait besoin de quelque chose.

A. Belhoucine qu'il ne les reconnaît pas vraiment dans leurs actions et précise que ce sont eux qui l'ont conseillé de faire des études de médecine. Mohamed lui disait souvent qu'il ne fallait pas penser qu'à lui etc. Il parlait plus souvent avec Mohamed qu'avec Mehdi.

Il raconte rapidement le parcours de Mohamed : Il a fait des études (inaudible), il est rentré dans une école d'ingénieurs à Albi, à l'école des Mines. Il a fait 2 ans, il a arrêté, car ce n'était pas ce qu'il aimait faire. Après il s'est marié, il a eu un enfant.

L'assesseur lui demande les raisons pour lesquelles ils sont partis.

Il a compris qu'ils sont partis en Syrie. Ont reçu un appel quelques jours après leur départ.

A. Belhoucine répond que ça a été une grosse surprise, qu'il avait la tête dans les livres et qu'avant cela, il ne voyait Mohamed qu'occasionnellement. Il a tout laissé en plan quand il reçoit l'appel après son départ, c'était via un téléphone que Mohamed avait laissé dans la chambre de A. Pendant la conversation, Mohamed lui a juste dit qu'il était allé là-bas et qu'il voulait juste aller vivre dans un autre pays.

L'assesseur demande son état d'esprit.

A. Belhoucine répond que son appel n'a pas duré longtemps, et que Mohamed voulait surtout s'excuser.

L'assesseur demande plus de précision : la question qu'il se pose, c'est son état d'esprit, et ce qu'il est allé faire. Il précise que la Syrie est une zone de guerre depuis de nombreuses années à l'époque.

A. Belhoucine dit qu'ils n'ont pas eu plus d'explications. Il a demandé et il lui a dit qu'il n'a pas eu le temps de discuter.

Il pense que la Cour a plus d'informations que lui

L'assesseur lui dit qu'il a rappelé qu'il était allé à l'école et que dans sa déposition au juge d'instruction, il faisait un lien entre l'arrêt de ses études et son interpellation, Mohamed.

A. Belhoucine ne comprend pas la question.

L'assesseur demande à savoir l'état d'esprit et les préoccupations de Mohamed Belhoucine

Devant le fait que le témoin ne soit pas loquace, l'assesseur reprend la déposition, où A. Belhoucine pense que la cessation de ses études était liée à sa mise en examen pour association de malfaiteurs. Il a été condamné à deux ans de prison, dont un avec sursis. Cette information, A. Belhoucine la donne dans sa déposition au juge d'instruction. L'assesseur lui demande de revenir là-dessus. Il était reproché à Mohamed d'avoir été sur des sites internet et vu des textes et des vidéos islamistes, et d'avoir fait des sous-titres français de ces vidéos incitant au djihad.

A. Belhoucine dit que ce sont des choses que sur le moment, il ne comprend pas.

L'assesseur revient sur cette interruption des études pour Mohamed Belhoucine avec un passage en détention, où on lui reprochait d'avoir fait des traductions de vidéos appelant au Djihad et il repart en Syrie. Dans ce contexte, bien souvent, on s'intéresse à la manière dont les personnes ont de vivre leur religion.

Il demande à A. Belhoucine ce qu'il peut dire sur la façon dont ils pratiquaient leur religion.

A. Belhoucine répond que c'était des personnes qui étaient « assidues » dans leur pratique religieuse, ce qui prenait une grande partie de leur vie. Ils allaient souvent à la Mosquée, ils avaient intégré la religion pleinement.

L'assesseur demande ce qu'en pensaient les parents

A. Belhoucine répond que *« ça se passe plutôt bien, en tant que parents, ils sont fiers que leurs enfants sont sur le droit chemin, ne font pas de bêtises »* etc.

L'assesseur revient sur l'audition de A. Belhoucine devant le juge d'instruction, où il déclarait que la famille, son père et ses frères lui ont enseigné la religion et qu'il y avait un accord entre eux sur les principes de bases. Et que le désaccord se situe sur le terrain du djihad.

L'assesseur demande si leur père cherchait à les dissuader de ça.

A. Belhoucine : *« Ce que je sais, c'est qu'ils n'en n'ont pas parlé, je n'ai pas en tête de discussion là-dessus. Ce n'était pas un sujet qu'on abordait à la maison »*.

A. Belhoucine précise qu'il n'a pas d'exigences sur l'application de la charia en France et que ses frères voulaient aller dans un pays qui applique la Charia.

(Inaudible)

Il répète qu'il n'a pas d'exigences sur l'application de la Charia en France mais qu'il se situe sur la ligne de conduite de son père.

Assesseur revient sur l'audition de A. Belhoucine concernant Mehdi, qu'il évoquait dans son audition. Il disait qu'il se sentait vraiment bien dans ces pays, particulièrement en Égypte, où il se sentait le mieux. L'assesseur lui demande s'il y a une raison à cela, pourquoi par exemple plus l'Égypte que le Maroc.

(Inaudible)

Assesseur : Mehdi était très pratiquant depuis la fin de ses études secondaires.

(Inaudible)

L'assesseur mentionne que Mehdi a fait ses deux années de licence. Il était de plus en plus imprégné par la religion. C'est après l'arrêt de ses études qu'il est parti en Syrie. Il était très critique sur la manière dont les musulmans pratiquent en Occident.

Réponse de A. Belhoucine : (inaudible)

L'assesseur revient sur la déposition de A. Belhoucine devant le juge d'instruction, où il avait dit que Mehdi ne s'intéressait pas à la vie en France car il n'était pas d'accord avec les lois de la République. Il précisait aussi qu'il lui faisait des rappels religieux en s'appuyant sur des passages du Coran, et il le faisait aussi à l'égard de vos parents.

A. Belhoucine : « *ils le faisaient à un peu tout le monde* ». (Inaudible)

L'assesseur revient encore sur la déposition de A. Belhoucine, décrivant son frère Mehdi comme convaincant, que ses parents n'ont jamais eu à se plaindre de son comportement. Il déclarait aussi que sa mère porte le hijab depuis un an environ, essentiellement sous l'influence de ses deux frères.

A. Belhoucine (inaudible). « *C'est possible qu'ils lui en aient parlé, ma mère m'a dit que c'était plus dû à son retour de la Mecque* ». A. Belhoucine précise que « *c'était juste des rappels, pas des obligations* »

L'assesseur souhaite préciser la situation de son frère Mohamed. Il rappelle que A. Belhoucine avait indiqué qu'il avait pris un appartement, qu'il s'était installé avec sa femme, Hymen, qu'il a épousé religieusement en 2008. C'est une cousine d'Algérie. Il a exercé diverses professions : animateur à la mairie d'Aulnay, de Bandy, Mehdi faisait très souvent des rappels religieux. Mohamed a été le premier à exercer ses rappels. Mehdi a été plus loin dans sa pratique religieuse.

A. Belhoucine répond que Mohamed avait moins de temps, alors que Mehdi avait tout son temps à consacrer à la religion.

Assesseur : « *Mehdi était encore domicilié chez vos parents avant de partir en Syrie ?* »

A. Belhoucine : « *Oui* »

A. Belhoucine précise que la veille, Mehdi était normal avec lui, mais qu'en revanche il avait l'air triste avec son père. Il précise que Mehdi ne lui a pas dit qu'il partait la veille de son départ.

L'assesseur revient sur Mohamed Belhoucine, qui est parti avec femmes et enfants. Il revient sur la condamnation du 17 juillet 2014 dont il avait fait l'objet ainsi que la décision janvier 2020 où Mohamed a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour des faits poursuivis

d'association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme, pour rejoindre le groupe État islamique en zone irako syrienne.

S'agissant de Mehdi, 30 ans de réclusion criminelle, même qualification pénale, pour rejoindre le groupe ISIS.

Ces condamnations ont été prononcées par défaut.

L'assesseur s'adresse à A. Belhoucine en disant que les nouvelles qu'il a eu après le départ de ses frères, il y en a eu de temps en temps mais très vite il a été informé de leur décès.

(Inaudible)

L'assesseur précise que concernant Mohamed Belhoucine : ce décès est reporté en avril 2015. Il est blessé dans des combats à Tikrim, il sort de l'hôpital, va retomber dans le coma et décèdera de ces blessures. En juillet 2018, la veuve de Mohamed Belhoucine dit qu'elle a eu un deuxième enfant mais qu'il n'a jamais connu son père.

Les deux frères sont poursuivis devant cette Cour en raison du déplacement et de l'acheminement en zone irako syrienne d'Hayat Boumediene.

A. Belhoucine ne souhaite rien ajouter.

- **Questions avocats de Partie civile**

Me Maktouf, s'adressant à A. Belhoucine déclare qu'elle n'a pas l'impression qu'il est choqué sur le fait qu'il rappelle qu'il n'est pas d'accord dont les musulmans pratiquent leur confession, pas d'accord sur les lois de la république etc. A l'entendre, c'est une personne normale, et qu'il ne s'agit pas d'une pratique exagérée. Elle ne ressent pas que pour lui, ce n'est pas choquant. Elle trouve que selon A. Belhoucine, son frère pratique normalement sa religion au sein de la République.

A. Belhoucine : « *Je suis choqué par la situation, je suis toujours choqué. Je préférerais ne pas être là. On me répète des choses des centaines de fois. Mais je ne vais pas être rechoqué à chaque fois. Le fait que mon frère est parti : oui ça me choque. Mais à l'époque pour moi il voulait juste pratiquer sa religion de manière plus assidue. Je n'allais pas m'insurger devant mon frère qui faisait ses prières 5 fois par jour.* »

Me Maktouf : « *Donc votre frère, pour vous, pratiquait sa religion de manière assidue ?* »

A. Belhoucine : « *Avant qu'il parte oui.* »

Concernant l'entourage de vos frères, connaissiez-vous des personnes de son entourage, notamment des accusés ici présents ?

A. Belhoucine : « *je crois qu'il a parlé de Sofiane (?) qui a vécu chez moi.* » Le reste des accusés ne lui évoque pas quoi que ce soit.

Questions de l'avocat du journal de Charlie Hebdo, Me Richard Malka

Me Malka mentionne le fait que A. Belhoucine a, avec ses frères, un bon niveau d'études et à l'entendre, on entend un « discours désincarné ». Il lui dit que ses frères sont peut-être morts

aujourd'hui, et qu'ils sont condamnés à perpétuité. *« Vous ne pouvez pas ne pas avoir analysé ce parcours familial. Où est la faute ? Où est-ce que ça a dérapé ? »*

A. Belhoucine : *« c'est désincarné et j'en suis conscient. Je comprends que c'est des événements difficiles mais pour nous aussi. J'ai eu beaucoup de problèmes à cause de ça. Quand j'en parle oui c'est de manière monotone. Ça me rend triste »*

Me Malka lui dit que ce n'est pas ce qu'il lui demande. Il lui demande comment ça a pu déraiper.

A. Belhoucine répond qu'il n'analyse pas, que ça a déjà dérapé parce que c'est déjà passé, et qu'il a déjà perdu mes frères. Il ne veut pas y penser, il veut juste passer à autre chose.

Autre avocat partie civile : *« M. Belhoucine, avez-vous souvenir de la dernière discussion avec vos frères ? »*

A. Belhoucine : *« la dernière discussion avec Mehdi, c'était juste avant qu'il parte, le jour du départ. »*

Il dit qu'il l'a aidé à mettre ses valises dans la voiture, de le prendre dans ses bras etc.

Avocat : *« Vous connaissiez Hayat Boumeddiene ? »*

A. Belhoucine : *« Non, il m'a dit qu'il partait avec des amis. J'ai connu Hayat à travers les médias »*

(Inaudible)

Question avocat : *« Vous avez connu Coulibaly ? »*

A. Belhoucine *« Non »*

Question avocat : *« Jamais vos frères ne vous ont parlé de ces personnages ? »*

A. Belhoucine : *« Non »*

Questions d'un avocat de la partie civile : *« vous avez indiqué ne pas avoir eu de discussion là-dessus avec votre famille mais vous étiez au courant que vos frères voulaient aller dans un pays où il voulait pratiquer la charia ».*

A. Belhoucine : (Inaudible)

L'avocat parle d'un sms reçu : *« Sallam, on a rejoint le califat. On va bien »* et qu'il y a eu un appel le 5 janvier, et que A. Belhoucine était à Bondy chez sa tante.

A. Belhoucine répond qu'il se souvient de l'avoir eu au téléphone chez ses parents et aussi au téléphone chez sa tante.

Avocat : *« Mehdi vous a demandé de garder le téléphone pour rester en contact ? »*

A. Belhoucine : *« oui »*

Avocat : *« Pourquoi votre mère casse ce téléphone après leur départ et la commission des attentats ? »*

A. Belhoucine : *« Ma mère casse le téléphone sûrement par colère ou par inquiétude du fait qu'elle n'avait pas de nouvelles »*

Avocat : *« ce téléphone, c'est le seul lien qu'elle peut avoir avec ses enfants et elle le casse ? »*

A. Belhoucine : « *c'est la réaction d'une mère qui perd ses enfants* »

L'avocat revient sur le fait que Mehdi lui ait demandé de vider l'appartement de Mohamed, et si A. Belhoucine n'a pas trouvé ça bizarre.

A. Belhoucine : « *non, vu qu'ils étaient partis* »

Avocat : « *tout ça vous paraît logique ?* »

A. Belhoucine répond que le fait de vider l'appartement, avec tout ce qu'il se passait autour, n'est pas ce sur quoi il s'est attardé.

Avocate Me Melki, avocate partie civile lui demande de préciser en quelle année de médecine A. Belhoucine se trouve.

Il dit être suis en 6^{ème} année de médecine

Elle indique que Mohamed a intégré l'école des Mines.

A. Belhoucine répond que c'était à Albi, et qu'il ne le voyait pas. Il précise qu'il rentrait rarement à la maison le week-end.

Me Melki évoque que pendant la prépa, avant l'école des Mines, il était au domicile des parents. Elle lui demande s'il était déjà dans une pratique de l'islam assidue.

Elle demande comment il trouvait le temps pour avoir cette pratique quotidienne.

A. Belhoucine répond qu'il a fait ça pendant sa première année de médecine, ça l'a permis de l'avoir.

Il précise que son frère n'allait pas à la mosquée etc., il pratiquait juste les choses de base, telles que les prières quotidiennes qui prennent 5 minutes à chaque fois.

Me Melki lui demande si dans le cas de ces deux années, il recevait des amis avec qui il travaillait pour préparer les examens pour les grandes écoles.

A. Belhoucine répond qu'il croit qu'il travaillait dans sa chambre mais qu'il n'est pas très sûr.

L'avocate évoque le fait qu'on a envie de comprendre le regard que vous posez et comment passer d'un si haut niveau d'étude pour arriver à de tels passages à l'acte. Elle rappelle qu'il a indiqué que sa sœur avait été influencée pour porter le foulard mais qu'à l'époque elle ne l'a pas fait. Pourquoi depuis que ces faits sont révélés, elle porte le foulard ?

A. Belhoucine répond qu'il faudrait demander à sa sœur. Il pense que c'est quelque chose de personnel. Ça n'a rien à voir.

Me Melki lui répond que « *c'est juste que ça interpelle* »

A. Belhoucine lui rétorque qu'elle un lien entre le fait de porter le foulard et la radicalisation.

Me Melki lui répond que pas du tout, qu'elle essaie simplement de comprendre. Elle trouve que c'est surprenant : une jeune fille qui s'oppose à la volonté de deux frères, et finalement après les actes commis, elle décide de porter le foulard après.

A. Belhoucine répond qu'il ne voit pas le rapport.

Me Melki : *« vous n'avez pas envie de livrer votre analyse ? Vous êtes en 6ème année de médecine, vous n'allez pas nous dire que vous n'avez pas réfléchi à ça. Ça pose question que vous n'ayez pas de raisonnement. »*

A. Belhoucine : *« Je n'ai pas de réponse à vous apporter, je ne vais pas passer toute ma vie à en chercher ; des erreurs ont été commises, ce ne sont pas les miennes ni celles de ma sœur ».*

- **Questions Avocate Générale**

L'Avocate générale revient sur la condamnation d'association de malfaiteurs de Mohamed. Certains témoignages ont été mis en avant, notamment de M. A, qui déclarait devant le juge d'instruction : *« il est bien dans la mouvance djihadiste, et passionné par ça. Il prend des vidéos en arabe et les traduit en français »*. Un autre ami est entendu : *« Mohamed m'a toujours confié que la meilleure mort pour un musulman (?) Son but, c'était le djihad. S'il ne pouvait pas finir, il aiderait financièrement les terroristes. Mohamed, il ne fallait pas le contredire quand il parlait Djihad »*.

Autre témoignage d'un ami : *« il ne publiait que des vidéos de Djihad »*

Ces témoignages suscitent-ils des choses ?

L'avocate générale précise que ces faits sont entre 2008 et 2010.

A. Belhoucine répond que tous ces témoignages évoqués par l'Avocate Générale, il l'apprend maintenant. Ça l'étonne car ses relations avec son frère à cette époque, c'étaient des sujets comme les vidéos, la musique. La première fois qu'il était allé en prison, Mohamed lui disait que ce n'était rien, qu'ils se sont trompés, que c'est une erreur judiciaire.

L'avocate générale revient sur l'école des mines, sur une autre activité professionnelle, notamment dans un restaurant.

A. Belhoucine confirme qu'il avait l'idée d'ouvrir un restaurant.

Avocate Générale : *« avez-vous connaissance qu'il ait arrêté cette activité en 2014 ? »*

A. Belhoucine : *« Je crois que c'est après 2014 qu'il a ouvert le ce restaurant »*

Avocat Générale : *« il a commencé cette activité en 2014. »*

A. Belhoucine : *« pour moi, il avait son resto et sa petite fille etc., jusqu'à ce qu'il parte »*

Avocate Générale *« Concernant Mohamed, vous ne saviez pas qu'il voulait partir quelque part ? »*

A. Belhoucine : *« Non »*

L'avocate générale revient sur l'audition de A. Belhoucine devant le juge d'instruction, où il avait évoqué que Mohamed voulait partir à Alger, dès un mois avant son départ, qu'il en avait parlé.

A. Belhoucine : *« oui, mais il ne voulait pas s'y installer, c'était juste pour rendre visite »*

Avocate Générale : *« vous avez dit ne pas connaître Hayat personnellement. Avez-vous entendu son nom avant les attentats ? »*

A. Belhoucine : *« je ne pense pas »*

Questions avocat d'A. Belhoucine lui demande quel âge son client avait en 2014. A. Belhoucine répond qu'il avait 19 ans.

Avocat d'A. Belhoucine revient sur le fait que Mohamed lui donnait des conseils. Il lui demande quels types de conseils.

A. Belhoucine répond que c'était plus par rapport aux études de médecine, et qu'il lui donnait aussi des conseils pour ne pas oublier de faire ses prières (inaudible)

- **Questions de la Défense**

Me Coutant-Peyre, avocate de Ali Riza Polat s'adresse à A. Belhoucine en lui disant que sa famille est décimée et qu'il a malheureusement eu des leçons de certaines parties civiles, pensant qu'il ne peut pas être un musulman pratiquant et avoir un haut niveau d'études. Elle lui demande si quand ses frères partent, s'il n'a pas d'intuition qu'ils allaient dans une zone de guerre civile.

A. Belhoucine « *Non pas du tout* »

Questions d'un autre avocat de la défense : revient sur un échange de sms entre A. Belhoucine et un de ses amis, dans lequel A. Belhoucine dit : « *je suppose que tu as vu les infos* », « *tout est dans les infos, on apprend en même temps que tout le monde* »

Son ami répond : « *ta mère elle ne doit pas être très bien* », et A. Belhoucine répond : « *c'est chaud à la maison c'est un truc de ouf, on doit faire avec on a pas le choix* »

Son ami lui dit « *oui mais ton frère c'est un ouf* »,

L'avocat revient sur son audition devant le juge d'instruction, où A. Belhoucine déclare : « *je me considère comme un musulman sunnite avec une pratique modérée, avec un respect des lois de la république* »

L'avocat lui demande ce qui peut expliquer que dans un parcours intellectuel, son frère Mehdi, lui aussi versé dans la lecture du coran, qu'est-ce qu'il fait qu'à un moment donné, sur le territoire de la République, la hiérarchie est inversée et on fait passer les lois de l'islam avant celles de la République. Il lui demande quelle réponse il a à cette question.

A. Belhoucine : « *Je pense qu'il y a différentes manières de le faire et de manipuler des personnes. Ça peut être la culpabilité, la manipulation tel que « tu n'en fais pas assez pour la religion ». Il y a des personnes qui savent bien manipuler.* »

Le président revient sur le fait que K., l'oncle de A. Belhoucine, Kouider, devait être appelé à la barre, et puis on a été informé qu'il est parti.

A. Belhoucine : « *Oui, je n'ai pas de nouvelles, je n'ai pas son numéro* »

L'assesseur confirme qu'il ne lui sera pas demandé de revenir.

L'assesseur revient la déposition de son oncle devant le juge d'instruction qui déclarait : « *Mehdi me semblait discret en revanche, Mohamed affichait des convictions politiques très fortes, et reconnaissait le titre de Califat à Bagdadi* ».

Il revient donc sur une situation antérieure aux faits (des attentats).

A. Belhoucine : « *moi je n'avais pas cette impression-là. Je ne sais pas, je suis désolé* »

IV. Audition de M. Chirad B.

Il prête serment et est invité par le président à se présenter.

Il déclare avoir 29 ans et qu'il ne travaille pas.

Il dit avoir connu Mehdi Belhoucine à l'université en licence mécanique. En 2011, il y a eu la guerre en Syrie et c'est là qu'il a commencé à avoir des discours en faveur des peuples syriens, il est parti étudier au Maroc. Chirad B. déclare qu'il savait qu'il voulait partir mais il ne pensait pas qu'ils allaient le faire. A l'époque, il travaillait dans un snack et quelqu'un lui a ramené des adresses mails et lui a dit que si il voulait avoir de leur nouvelles il devait le faire par ces adresses mails. Ensuite, il est allé en Algérie avec sa mère et c'est là qu'un ami lui a annoncé la mort de Mehdi. A son retour d'Algérie, il a été arrêté et placé en garde à vue puis relâché par la suite.

- **Questions du président**

Le président lui demande s'il a envisagé ce genre de destination.

Chirad B. dit que oui, que lorsque le califat a été proclamé, il s'est posé des questions, mais après il dit qu'il ne comprenait plus, des mêmes peuples qui s'entretenant.

Chirad B. précise que les personnes qui lui ont le plus parlé du califat c'était Mehdi Belhoucine et Hatem Jouhani.

Le Président lit une pièce du dossier sur le témoignage de b sur le volet du départ des frères.

Chirad B. a rencontré Amedy Coulibaly au domicile de Mohamed Belhoucine. Il dit que auand on allait chez Mohamed, il faisait des rappels.

Le président lui demande de préciser.

Chirad B. répond qu'il s'agissait de livres en arabe qu'il expliquait.

Le président lui demande s'il venait pour les rappels qu'il faisait.

Chirad B répond que pas forcément, il était avec des gens proches, tels que Hatem et Mehdi.

L'assesseur lui demande si en quelque sorte, Chirad B. subissait ces rappels ou s'il venait exprès pour ça ?

Chirad B. répond qu'il n'y allait pas pour ça, mais qu'il ne les subissait pas non plus.

L'assesseur lui demande donc s'il a vu Amedy Coulibaly chez Mohamed Belhoucine.

Chirad B. répond que, qu'il a fait connaissance mais sans plus.

L'assesseur revient sur le restaurant-snack, le « Sugar and Spice », le fait que Mohamed Belhoucine est le co-gérant, et il mentionne qu'après son départ, Chirad B. prend sa place.

Chirad B. répond qu'il travaillait en tant que simple employé et qu'il n'a pas pris plus de part dans la gestion.

L'assesseur lui demande quel type de relation avait Coulibaly avec Mohamed Belhoucine. Il revient ainsi que la déposition de Chirad B., où il déclarait que Coulibaly lui a été présenté comme un frère, qu'il le connaissait sous le nom de Dolly, et que par la suite il l'a revu à plusieurs reprises au restaurant.

L'assesseur redemande le type de relation qu'ils avaient.

Chirad B. répond qu'il ne sait pas.

L'assesseur revient sur le fait qu'il a longuement été discuté des frères Belhoucine et de leurs pratiques religieuses. Il demande à Chirad B. ce qu'il peut dire là-dessus, et si c'était important dans leurs relations.

Chirad B. répond que concernant Mehdi, dès le début, lorsqu'il l'a connu, il avait un rapport à la religion, il faisait toutes ces prières à l'heure. Il accordait de l'importance à ça. Il précise que son frère, Mohamed, à l'époque, il ne le connaissait pas encore. Il précise que concernant Coulibaly, il ne l'a jamais vu faire des rappels.

L'assesseur revient sur l'audition de Chirad B. devant le juge d'instruction où il déclarait sur Coulibaly : *« j'ai bien compris qu'il faisait partie de la mouvance salafiste »*

L'assesseur lui demande ce qu'il entend par *« mouvance salafiste »*.

Chirad B. répond qu'il ne se rappelle pas avoir dit ça. Il précise qu'il ne se définissait pas comme salafiste non plus mais que toutes les personnes dans l'entourage de Mohamed Belhoucine étaient plus ou moins dans l'adhérence à ces propos, notamment ceux qui cogéraient le snack avec lui.

L'assesseur demande donc s'ils sont sur une communauté de point de vue, ce à quoi Chirad B. acquiesce.

Chirad B. précise qu'ils parlaient de se rendre en Syrie ou en Irak mais sans dire qu'ils iraient vraiment

L'assesseur demande si, concernant Amedy Coulibaly, il ne l'a pas entendu faire part de ce type de projet (de se rendre en Syrie ou en Irak).

Chirad B. répond qu'il ne pas fréquenté assez pour qu'il puisse dire ça devant lui.

L'assesseur revient sur l'audition de Chirad B. qui déclarait devant le juge d'instruction : *« j'ai ressenti que la personne ayant la plus forte influence était Mohamed Belhoucine, c'est lui qu'on interrogeait »*.

Chirad B. confirme.

L'assesseur lui demande ce qu'il pense d'Hayat Boumedienne.

Chirad B. répond qu'il ne peut rien dire sur elle, qu'il ne l'a jamais vu. L'assesseur reprend l'audition de Chirad B. devant le juge d'instruction à ce sujet, où il disait qu'il n'en n'avait jamais entendu parler.

L'assesseur explique que la Cour essaie d'établir un contexte. Il aimerait que Chirad B. revienne dans le temps, ces premiers séjours du mois de janvier 2015. Ces premiers jours, Chirad B. est comme tout informé de la commission d'une attaque terroriste à Charlie Hebdo, suivie le lendemain d'autres attaques qui ont lieu, le 8 et 9 janvier, et puis les noms qui sont portés à la connaissance de tout le monde, que Chirad B. connaît. Coulibaly est mentionné assez rapidement, ainsi que le fait que sa femme est partie quelques jours avant avec Mehdi Belhoucine etc.

L'assesseur lui demande comment il réagit à ça en apprenant ces nouvelles à l'époque.

Chirad B. répond que les personnes qui ont commis les faits de Charlie, il n'a pas du tout fait le lien car il ne connaissait pas les noms. Il était J'étais à la prière du vendredi, et l'imam leur avait dit de faire attention, de ne pas aller porte de Vincennes car il y avait des attentats.

C'est à ce moment-là qu'il a entendu pour la première fois, comme tout le monde, le nom de Coulibaly.

Il précise qu'il fréquentait la mosquée de Bagnolet.

Il dit avoir été surpris, mais même à ce moment-là, il n'avait pas fait le rapprochement avec les frères Belhoucine.

Il dit avoir été surpris, que ce n'est pas des choses qu'on peut cautionner, qu'il se souvient avoir été très choqué et que les personnes qui géraient le snack avaient peur d'être impliquées dedans.

- **Questions des parties civiles,**

Avocate représentant la famille Hattab et Saada :

L'avocate lui demande de préciser combien de fois il a vu Coulibaly

Chirad B. répond qu'il l'a vu environ 5 fois, entre 5 et 10 fois maximum.

Elle lui demande combien de temps Coulibaly restait au snack-restaurant

Chirad B. répond que Coulibaly restait une demi-heure environ, le temps de manger au snack et de repartir.

L'avocate lui demande s'il a perçu un trait de caractère chez lui, s'il était agressif ou énervé.

Chirad B. répond qu'il était toujours calme, qu'il avait l'air d'être quelqu'un de normal. Il parlait peu.

L'avocate note que Chirad B. a eu 5 occasions de voir, Coulibaly, à chaque fois moins d'une demi-heure. Elle lui demande s'il a remarqué sa sympathie pour l'État Islamique à ces occasions.

Chirad B. répond qu'il l'a remarqué lorsqu'il était chez Mohamed Belhoucine.

L'avocate lui demande si pour lui, Coulibaly, était un musulman « très pratiquant ».

Chirad B. répond qu'il ne le connaissait pas assez pour dire ça.

L'avocate note que Chirad B. fréquentait des personnes très pratiquantes, mais qu'il ne savait pas la pratique de Coulibaly.

L'avocate lui demande comment il explique le rapprochement entre Mohamed et Coulibaly.

Chirad B. répond que c'est peut-être idéologique.

L'avocate dit qu'il a donc pu percevoir une idéologie. Elle lui demande quelle est cette idéologie.

Chirad B. répond que les sujets évoqués étaient le Djihad, de défendre les personnes opprimées. Ils parlaient d'un Djihad défensif, et affirme que jamais ils n'ont parlé d'autre chose.

L'avocate revient sur le fait que Chirad B. apparaît dans la boucle de mails où on évoque un donneur d'ordres.

Chirad B. répond que oui, et que c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a été interpellé.

L'avocate lui demande ce qu'il a lu de ces emails.

Chirad B. répond qu'il n'a jamais réussi à se connecter à ces adresses, et qu'il n'a pas utilisé le Skype.

Questions de l'avocat de Charlie Hebdo, Me Malka : il souhaite comprendre la personnalité de Coulibaly que Chirad B. décrit comme calme. Il avait l'air très pieu. Il lui demande s'il avait-il l'air d'un délinquant et ce qu'il peut en dire.

Chirad B. répond qu'il avait le sentiment d'une personne normale, pas d'un délinquant mais qu'il remarqué qu'il adhéraient à l'idéologie.

Me Malka : *« Vous dites qu'il y avait des rappels. Les entendiez-vous parler de sujet de politique française ? »*

Chirad B. : *« Non pas du tout, je n'ai pas assez fréquenté Coulibaly »*. Chirad B. précise qu'ils parlaient que les lois faites en France étaient de plus en plus faites contre le voile, telle que la loi contre le voile, le niqab etc.

Me Malka : *« Parlaient-ils des caricatures du prophète et du droit d'en faire en France ? »*

Chirad B. : *« Non »*

Me Malka : *« Le sionisme était-il évoqué ? »*

Chirad B. : *« Oui c'était évoqué mais jamais il a été question d'attaquer des personnes juives »*

Questions de Me Makhtouf, avocate de partie civile : un mot est revenu à plusieurs reprises de votre part, aussi par Monsieur le témoin, avant vous le frère de Belhoucine.

Le terme de « rappel » selon le dictionnaire français, désigne une interprétation littérale d'un verset du Coran. Me Makhtouf lui dit que c'est repris très fréquemment par lui et le frère de Belhoucine, entendu à la barre avant lui.

Chirad B. répond que ça n'évoque pas forcément un rappel au niveau d'un verset, ça peut être un hadith, qui fait référence à la Charia.

Il précise que ce n'est pas forcément, la Charia, qui est la loi islamique, alors que dans le Coran et Hadith, ce n'est pas tout le temps la loi islamique. Un rappel peut aussi être sur notre spiritualité, un rapport à Dieu.

Me Makhtouf demande alors si le mot rappel réfère donc à une pratique de l'Islam mais pas forcément islamiste.

Chirad B. répond que oui.

Me Maktouf lui dit qu'il a parlé d'une « pratique assidue » et que ça a aussi été utilisé par le frère de Belhoucine, entendu à la barre avant lui.

Chirad B. répond qu'il n'a pas parlé de pratique assidue par rapport à Coulibaly, qu'il n'était pas assez proche de lui (pour dire ça). En revanche Mehdi et Mohamed oui.

Me Maktouf demande alors si Mehdi Belhoucine avait donc une pratique « assidue de la religion » ?

Chirad B. : « oui »

Questions d'une autre avocate de partie civile :

L'avocate demande à Chirad B. s'il connaît l'adresse du 8 rue Max Dormoy, à Fontenay-aux-Roses et s'il y est déjà allé.

Pour précision, cette adresse fait référence au lieu où habitait Amedy Coulibaly et sa femme Hayat Boumeddiene à Fontenay-aux-Roses.

Chirad B. répond que non.

L'avocate indique que pourtant, Chirad B. avait un GPS et que cette adresse figure dans ce GPS. Elle lui demande s'il peut expliquer.

Chirad B. répond qu'il ne comprend pas pourquoi cette adresse figure dans le GPS.

Questions d'un autre avocat de partie civile :

Cet avocat note une contradiction majeure dans le fait que Chirad B. évoque avoir été dans la boucle d'emails du donneur d'ordre et qu'en même temps vous étiez lointain en termes de relations.

Il lui demande pourquoi ils l'ont mis dans cette boucle d'emails.

Pour précision (cet encadré est ajouté dans le cadre du compte-rendu, afin de faciliter la compréhension des lecteurs)

Les enquêteurs sont certains que c'est Mohamed Belhoucine qui a créé les adresses net.courrier qui ont été utilisées par Amedy Coulibaly pour échanger avec un individu qui a donné des ordres avant les attaques. Ce donneur d'ordres était-il Mohamed Belhoucine, lui-même, le créateur des adresses ? Les juges d'instruction estiment que c'est une hypothèse "vraisemblable" mais n'ont pas réussi à le prouver durant les quatre ans d'enquête. Le donneur d'ordre avait écrit : "4/ écrire lettre, dire moi charger de ta "gadji" et demander ce que tu veux (maison voiture cours) comme ça reste avec nous sans problème". De son côté, Amedy Coulibaly écrivait dans un message non crypté : "je voudrais que le frère s'occupe de ma femme dans les règles de l'islam".*

Source : France Inter

Chirad B répond qu'il ne sait pas pourquoi.

L'avocat s'énervé : « Ils vous mettent dans la boucle d'emails à votre insu, ils vous mettent l'adresse de Coulibaly dans le GPS à votre insu... »

Chirad B répond être catégorique sur le fait qu'il n'est jamais allé au domicile de Coulibaly, qu'il a juste vu ce dernier au snack et chez Mohamed Belhoucine.

Un autre avocat de partie civile s'énervé : ça suffit les « *je ne me souviens pas* » !

Chirad B. répond que ça fait 5 ans, que peut-être il a prêté sa voiture, mais qu'il ne se souvient pas. Il dit avoir été surpris quand il a été impliqué.

Un autre avocat partie civile note que sur un des emails de donneur d'ordre, le mot « zigoto » apparaît. Il demande à Chirad B. si ça lui dit quelque chose.

Chirad B : « non pas du tout »

Questions d'une autre avocate de partie civile : « *qu'est-ce qu'il se dit sur la communauté juive au snack ou chez Mohamed Belhoucine ?* »

Chirad B : « *Rien, Je ne comprends pas le rapport de s'attaquer à quelqu'un en raison de sa religion* »

L'avocate demande à Chirad B. s'il connaît la notion de Taqyia.

Chirad B répond que oui, que c'est le fait de cacher son idéologie.

L'avocate explique qu'il s'agit d'utiliser des mots de langage pour cacher le fonds de sa pensée. Elle remarque que Chirad B. a évoqué de la tristesse en parlant des attentats, et s'il n'a pas l'impression de minimiser ?

Chirad B répond qu'il ne comprend pas ce qui a poussé à attaquer.

L'avocate demande ce qui le rend triste.

Chirad B répond que c'est le fait que des personnes aient été tuées

- **Questions Avocat Général :**

L'avocat général revient sur les questions que Chirad B. a apporté lors de son audition, où il avait notamment dit qu'il a commencé au snack en remplaçant le frère de Mehdi. Chirad B. affirmait avoir presque été convaincu par Mehdi d'aller en zone irako-syrienne.

Chirad B. confirme que oui, mais finalement il a réfléchi aux conséquences et il pense que ça ferait plus de mal que de bien, et que même mes parents n'auraient pas supporté ça.

Il leur a dit « ok je vous rejoins » pour qu'ils arrêtent d'insister

- **Questions de la défense :**

Concernant la rencontre de Chirad B. avec Coulibaly, l'avocat revient sur les dépositions de Chirad B. devant le juge d'instruction, qui déclarait que Coulibaly lui avait été « présenté comme un frère », qu'est-ce que ça signifie ?

Chirad B. répond que c'est pour parler d'une personne qui a la même confession (que lui).

L'avocat de la défense exprime alors le fait qu'il s'agit d'une présentation importante, qui est réservé à ceux dont on sait qu'ils partagent les mêmes idées.

Chirad B. : « *sûrement* »

L'avocat de la défense revient sur le fait que Chirad B. ait évoqué avoir rencontré Coulibaly une première fois chez Belhoucine puis ensuite au snack, où il est venu une fois avec Mohamed puis il est venu seul les autres fois.

Chirad B. confirme.

L'avocat demande si les conversations qu'ils ont eues autour de la religion avaient lieu plutôt chez Mohamed ou au snack ou les deux ?

Chirad B : « *Je dirais les deux. Au snack, j'avais moins de temps de discuter avec eux* ».

L'avocat de la défense lui demande si, à propos de Coulibaly, il savait qu'il avait été en détention ?

Chirad B : « *Non j'ai pas le souvenir* »

Avocat : « *Avez-vous su que Coulibaly voyageait ?* »

Chirad B : « *Non* »

Avocat : « *Vous nous dites c'est un garçon qui était calme. Quelle impression donne-t-il à quelqu'un lambda ? Pourrait-on devenir ce qui se cachait derrière ?* »

Chirad B : « *Non pas du tout* »

Me Coutant-Peyre, avocate de Ali Riza Polat lui demande de confirmer si Coulibaly n'est jamais venu avec d'autres gens au snack.

Chirad B : « *Non* »

Suspension d'audience jusqu'au lendemain.

JOUR 13 - VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020

I. Audition de la mère de Clarissa JEAN PHILIPPE

Clarissa est née en Martinique. Elle était l'aînée de la famille. A 19 ans, elle a décidé de venir à Paris avec l'ambition de devenir policière. Elle a réussi le concours de police municipale. Malgré son départ de la Martinique, elle est restée très proche de sa famille en Martinique.

Au moment de sa mort, Clarissa vivait avec un compagnon. Ensemble, ils venaient rendre visite à la famille de Clarissa pour les vacances. Depuis sa mort, cet homme n'a plus du tout donné de nouvelles.

Clarissa avait beaucoup d'ambition. Elle voulait passer le concours de police nationale mais elle n'en a pas eu le temps.

La mère de Clarissa a appris la mort de sa fille alors qu'elle se trouvait en Martinique. Elle s'est rendue à Paris le plus vite possible. Les obsèques ont eu lieu en Martinique.

Clarissa était connue en Martinique comme une sportive très douée pour l'athlétisme. Les gens l'ont surnommé la « petite gazelle ».

Depuis la mort de sa fille, la mère de Clarissa ne peut plus travailler.

Aujourd'hui, à l'heure du procès, elle cherche la vérité, elle veut comprendre les raisons, savoir qui sont les complices.

Clarissa était plus grande que sa mère, elle lui disait souvent qu'elles étaient comme des sœurs, tellement proches.

Pour sa mère, celui qui a fourni les armes à Amedy COULIBALY est encore plus coupable que lui.

Sans armes, Amedy COULIBALY n'aurait pas pu tuer sa fille.

Très émue, la mère de Clarissa conclue son propos par ces mots : « avec ma fille, on était comme deux sœurs, je ne peux pas vivre sans elle, j'ai consacré une pièce complète à la mémoire de ma fille ».

II. Audition de la cousine germaine de Clarissa JEAN PHILIPPE

Clarissa a grandi avec sa cousine. Elles ont passé leur enfance, leur adolescence, leur jeune vie d'adulte ensemble. Elles étaient très proches. Sa cousine était présente pour tous les premiers moments de Clarissa, sa première fête entre amis, son premier baiser avec un garçon, ses premiers secrets.

Clarissa est décrite par sa cousine comme une personne très sportive, aimant sortir et rire, ouverte aux autres.

Elle aimait aussi beaucoup son métier. Porter l'uniforme, protéger et servir, Clarissa était très fière d'être policière municipale.

Elle voulait passer le concours de police nationale. Au jour de son assassinat, Clarissa était heureuse, elle était épanouie professionnellement et personnellement.

En sanglots, la cousine conclue son propos par ces mots : « Clarissa, c'était quelqu'un de tellement exceptionnelle, elle ne méritait pas ça ».

III. Audition du policier municipal, binôme de Clarissa JEAN PHILIPPE, présent à ses côtés au moment de sa mort.

Le binôme a pris son service à 6h avec comme mission la surveillance générale de la commune de Montrouge.

Vers 7h30, ils sont appelés pour accident matériel entre deux véhicules sur l'avenue Pierre Brossolette.

Le binôme contacte la dépanneuse pour évacuer les véhicules et fait appel aux services de propreté pour dégager la voie des détritux.

Ils portent chacun un gilet par balle, un gilet fluorescent et les gyrophares de la voiture sont allumés. Ce 8 janvier, l'hiver était froid et le jour n'était pas encore levé. Les gilets fluorescents rendaient Clarissa et son collègue très visibles.

Alors qu'ils regardent que la dépanneuse fasse son travail, Clarissa et son collègue discutent avec les employés du service propreté de la voirie. Soudain, ils entendent comme des claquements, ils se retournent et voient une masse noire, une personne, une silhouette habillée de noir, un homme qui les vise avec un arme.

L'individu était déterminé. Il tire très vite. Tout le monde se disperse. C'est la panique. L'agent de la voirie se jette sur et commence à se battre avec lui. Le collègue de Clarissa sort sa matraque, s'avance sur le tireur mais ce dernier s'enfuit. L'agent de police se lance alors à sa poursuite sur plus de 300 mètres. Le tireur lui échappe. Il retourne alors sur les lieux et voit Clarissa au sol, gisant. Elle est pris en charge par les secours. Son collègue doit sécuriser les lieux. Il apprend sa mort au cours de cette mission.

Il était très proche de Clarissa, ils étaient un vrai binôme, ils partageaient une amitié sincère.

Aujourd'hui, il travaille toujours sur la commune de Montrouge en tant que policier municipal, mais désormais la police municipale de Montrouge est armée.

« On ne tue pas les femmes » : une phrase prononcée par Amedy COULIBALY dans l'Hyper-cacher. Pourtant, le collègue de Clarissa est formel, malgré l'uniforme de police et le chasuble, il ne faisait aucun doute que Clarissa était une femme.

Le lieu de l'accident matériel était juste à côté d'une école juive. Selon le policier municipal, la présence du binôme a sûrement arrêté Amedy COULIBALY dans son action de se rendre dans l'école. Ils ont sûrement évité un carnage. Aujourd'hui la photo de Clarissa est affichée sur le devant de cette école juive.

Le collègue de Clarissa conclue son propos par ces mots : « je n'ai pas perdu une collègue, j'ai perdu une amie. Dans notre salle de travail au commissariat de Montrouge, il y a une photo de Clarissa. Je pense à elle tous les jours. »

IV. Audition de l'agent du service propreté à la mairie de Montrouge.

Il s'agit d'un homme doté d'une intelligence rare, s'exprimant parfaitement, ayant poussé l'analyse des faits à son paroxysme.

Le service propreté de la mairie est souvent appelé par la police municipale ou nationale sur les lieux d'accidents pour nettoyer la chaussée, mettre de l'absorbant sur le bitume pour éviter les sur-accidents.

Ce 8 janvier au matin, le service propreté est missionné sur un accident classique de la circulation.

Diabétique, l'agent de mairie est en hypoglycémie. Il doit donc se sustenter. Il décide de se rendre à une boulangerie située en face du lieu de l'accident survenu avenue Pierre Brossolette.

Après, comme à l'accoutumée, il est revenu pour discuter avec ses collègues. Ils formaient un cercle.

A ce moment, un individu est passé dans son dos et ne le voyant pas ressortir de l'autre côté, par réflexe, il s'est retourné.

C'est alors qu'il a vu Amedy COULIBALY - sans rien dire - monter le canon d'une arme de guerre qu'il tenait au cou avec une bandoulière et avant qu'il ne réalise quoique ce soit, COULIBALY a tiré plusieurs fois. Des étincelles sortaient du canon. L'agent de la mairie a cru à une plaisanterie à tel point qu'il a dit à Amedy COULIBALY que ce n'était pas marrant de faire ça au vu des événements de la veille à CHARLIE HEBDO.

L'agent de la mairie a réalisé la gravité de la situation lorsqu'il a vu le visage de son collègue complètement déchiqueté, taché de sang. La situation était surréaliste.

Après, pris de rage, L'agent de la mairie a agrippé le fusil de COULIBALY pour l'arrêter et l'empêcher de tirer à nouveau. COULIBALY voulait trouver un angle de tir et ainsi recommencer à tirer.

Pendant de longues minutes, l'agent de la mairie a tenu la crosse et le canon à genoux comme il le pouvait. COULIBALY essayait de se dégager pour armer son arme.

COULIBALY était fort, déterminé et nerveux.

L'agent de la mairie, en hypoglycémie, avait du mal à lui résister.

C'est alors qu'énervé, COULIBALY a dit à l'agent de la mairie : « tu veux jouer, tu vas crever... ».

Dans les mêmes temps, avec sa main droite, COULIBALY a sorti d'une poche une arme automatique qu'il a pointée sur l'agent. Instinctivement, l'agent de la mairie a tenu d'une main le fusil et de l'autre la manche du blouson de COULIBALY pour essayer de le désarmer mais il résistait. L'agent de la mairie secouait de toutes ses forces, en vain, jusqu'à ce que COULIBALY parvienne à dégager son bras droit puis à armer pour lui asséner un coup sur la tête avec son arme de poing. L'agent été projeté au sol et fut sonné pendant plusieurs secondes. Malgré tout et à moitié assommé, il a regardé COULIBALY, attendant son exécution. Bizarrement, COULIBALY lui a tourné le dos, a remonté son blouson sûrement en y cachant son arme longue et comme s'il avait un timing, il est parti en petite foulée avenue Pierre Brossette, en direction du métro, vers Chatillon.

L'enquête a révélé que COULIBALY a bel et bien voulu achever l'agent mais que son arme s'est enrayée.

Clarissa était au sol. L'agent de la mairie a vu son collègue au visage déchiqueté qui perdait beaucoup de sang. Ils se sont alors réfugiés tous les deux dans un garage MIDAS situé en face.

Au bout de 30 secondes, réfugié à l'arrière du garage, ils se sont retrouvés dans une marre de sang tellement son collègue était gravement blessé. Les secours sont arrivés et là tout s'est enchaîné.

Arrivé à l'hôpital Georges Pompidou, il fallait intensifier le plus vite possible l'agresseur. L'agent de la mairie a alors beaucoup réfléchi à ce qu'il venait de vivre. Il connaissait très bien ce quartier de Montrouge. Selon lui, la seule cible dans le secteur était l'école juive. L'horaire correspondait, la direction d'arrivée de COULIBALY correspondait, la cible du lendemain à l'hyper cacher correspondait.

Selon l'agent, COULIBALY est arrivé trop tôt en face de l'école. Il n'y avait personne dans cette petite rue isolée. Il ne pouvait pas rester statique devant une école juive. Il a donc fait le tour du quartier et là, il est tombé par hasard sur le petit groupe qu'ils formaient avec les policiers municipaux.

Pour l'agent de la mairie, les attentats de janvier 2015, c'était tout une logistique militaire, ce n'était pas du terrorisme opportuniste. COULIBALY n'est pas venu surarmé à Montrouge pour rien. L'accident de la circulation, il n'a pas pu le prévoir, les policiers municipaux étaient donc une cible de dernière minute pour éviter de se faire repérer avant d'avoir réussi à tuer.

L'agent de la mairie conclue son propos par ces mots : « je m'en veux pour Clarissa, peut être que si j'avais fait un geste sur elle, elle serait encore vivante. J'aimerais à l'avenir que les médias prennent soin des victimes, surtout dans les premiers temps, il ne faut pas révéler notre identité, on a peur que les terroristes reviennent, on des enfants, des familles, on se sent comme des cibles. Depuis le 9 janvier 2015, je me sens cible parce que j'ai fait foirer l'opération de COULIBALY contre l'école juive. Aujourd'hui, je n'ai plus vraiment de vie, je faisais beaucoup de choses avant, maintenant, je suis obsédé par le terrorisme, sur internet, vous savez, il y beaucoup de matière, je passe des heures et des heures à étudier le phénomène terroriste, je subi une hypervigilance chronique. J'ai été obligé de quitter ma campagne, j'ai dû la laisser partir, je suis devenu un cailloux, je pouvais plus la voir souffrir, ça a bousillé 25 ans de vie commune. Aujourd'hui, on respecte plus un assassin qu'une

victime, on vit une époque bizarre en France, certain adule les terroristes. Moi, j'ai aucune crainte vers ces gens-là, quelqu'un qui vient avec une arme de guerre tuer des gens avec les mains vides, tuer des gens non armés, je n'ai pas peur de ces gens-là, ce sont des lâches ».

On demande à l'agent de la mairie de décrire COULIBALY. Il répond que COULIBALY avait un sourire dans le regard, aucune expression sur son visage mais son regard était celui de quelqu'un qui jubilait.

Une question sur la véritable de cible de COULIBALY est posée à l'agent qui répond en ces termes : « à chaque fois que j'ai essayé d'émettre la thèse de l'école juive, on me disait que je me trompais sur toute la ligne. J'en ai même discuté avec l'ancien maire de Montrouge. Il m'a répondu que je me faisais des films, que c'était des policiers qui étaient visés ce jour-là et non des juifs ».

Suspension d'audience

V. Audition de l'ancienne cheffe de la police municipale de Montrouge (témoin).

A l'époque des faits, la police municipale de Montrouge était composée de 15 effectifs dont Madame CLARISSA JEAN PHILIPPE.

Ce matin du 8 janvier 2015, Madame s'est levée plus tôt que d'habitude pour vivre les événements de la veille.

Elle vivait avenue Pierre Brossolette et décide de sortir faire un tour. Elle a entendu un gros bruit sourd et aperçoit un véhicule de la police municipal. Un passant lui dit que ça vient de tirer. Elle se met à courir, elle voit le collègue de Clarissa en pleurs. Ce dernier lui apprend que Clarissa vient de prendre une balle.

Avec d'autres, elle enlève le gilet par balle de Clarissa, procède au massage cardiaque, essaye de réguler la circulation qui est très dense. Elle reste dans l'inquiétude que quelqu'un revient tirer. Une autre personne est blessée, complètement défigurée. Les secours arrivent et tout s'enchaîne très vite jusqu'à ce que le décès de Clarissa soit annoncé.

Cette femme était la cheffe de la police municipale depuis 8 ans. Clarissa était sous ses ordres depuis une année. Elle avait une relation privilégiée avec Clarissa puisqu'elle était sa tutrice au centre de formation de Pantin. Elles se croisent souvent. Clarissa est très motivée, a de très bonnes notes, une bonne mention, un profil très prometteur.

Clarissa avait toute la vie devant elle, pleine de vie, heureuse d'être à Montrouge, dans toutes ses missions. C'était un formidable gardien, un soleil. C'était Clarissa qui offrait la galette des rois à ses collègues, voilà qui était Clarissa.

La mission de Clarissa ce jour-là, intervenir sur un accident matériel, c'est une mission quotidienne, ça relève l'ordre républicain. Elle est venue porter assistance et se retrouve confronté à un individu surarmé. Elle n'avait aucune chance. « Le pire c'était de voir partir Clarissa. J'aurais préféré que ce soit moi qui parte, c'était dans l'ordre des choses ».

L'ancienne cheffe de la police municipale conclut son propos ainsi : « aujourd'hui, si je témoigne devant vous c'est pour ne pas oublier la mort de Clarissa. On a tué des journalistes, des policiers, des juifs. Je suis extrêmement émue, témoigner c'est ne pas oublier, pour ne pas oublier la peine énorme des familles. Pour moi, le pire c'était de voir partir Clarissa. J'aurais préféré que ce soit moi qui parte, c'était dans l'ordre des choses ».

VI. La parole est donnée aux accusés au sujet de leur relation avec Amedy COULIBALY.

PREVOST : « je connaissais COULIBALY, je le fréquentais, je suis choqué, j'ai su le vendredi 9 janvier 2015 que c'était lui. C'est un monstre, avec les autres, ils ont détruit des vies. Je n'ai jamais imaginé qu'il était capable de faire ça. Le vendredi je n'y ai pas cru, je pensais à une erreur, je suis choqué, c'est monstrueux ce qu'il a fait, il a détruit des vies, après 5 ans, ils sont toujours dévastés. Je n'arrivais pas à croire que c'était lui. Je l'avais vu très peu de temps avant les faits, le 6 janvier 2015. Cette personne je la connaissais en tant que braqueur. Je me suis trompé sur lui. »

ABBAD : « je n'ai jamais vu COULIBALY. Je ne l'ai jamais vu, c'est sûr. »

MARTINEZ : « je ne l'ai jamais vu, j'en suis bien content d'ailleurs. A aucun moment, à part SAID KOUACHI que j'ai vu dans mon garage, je n'ai jamais vu COULIBALY ».

KARASULAR : « je l'ai vu, il est venu dans mon garage pour chercher une personne qui lui devait de l'argent, je ne le connaissais pas pour autant. Je l'ai vu que quelque fois. Franchement la vérité, j'étais choqué. C'était pas écrit sur son front que c'était un terroriste, je l'ai vu peut être 5 fois, c'est tout. »

CATINO : « je le connais, je l'ai vu qu'une fois, au garage de KARASULAR pour trouver un grec qui lui devait de l'argent ».

POLAT : « moi, je pensais le connaître mais c'était un pédophile. C'était un ami, on a fait du business ensemble, on a couché avec des meufs. Etre un criminel, il n'y a pas de problème, j'en suis un, mais tueur, terroriste, je ne peux pas accepter. Il venait chez moi, je l'ai vu pour des trafics de voitures, que du droit commun. La vérité, c'était un criminel depuis longtemps, on l'était tous les deux, on faisait des magouilles ensemble. Il avait une double personnalité. Il ne m'a jamais paru être un tueur potentiel, mais c'était un violent, il donnait le coup de poing facile ».

RAMDANI : « je le connaissais bien, je l'ai vu quelque jour avant, ça fait 5 ans que je me pose la question de savoir comment il a basculé. Je connaissais DOLLY (surnom d'Amedy COULIBALY) mais pas le tueur, le terroriste. J'étais choqué, je l'ai vécu comme de la trahison. Je m'en veux d'un certain côté. Je m'en veux, mon cousin est dans le box avec moi, je m'en veux pour cette soirée du 6 janvier 2015. COULIBALY était plus tactile que d'habitude, il m'a fait une poignée de main particulière. Je n'ai rien compris. Pourtant je le connaissais. Je l'ai connu en détention. Il a été condamné pour association de malfaiteurs. Je n'ai aucun lien avec sa fourniture d'armes. Je ne me remets pas en cause par rapport aux armes. Concernant son amitié, je n'ai pas été un bon pote ».

MAKLOUF : « je l'ai vu à deux reprises, il était froid avec moi, c'était quelqu'un de taiseux. Je me suis jamais dit que c'était un terroriste ou un radicalisé ».

FARES : « je ne connais pas, je ne l'ai jamais vu, je ne lui ai jamais parlé ».

PASTOR ALWATIK : « je connaissais COULIBALY, je l'ai connu en détention, c'était quelqu'un de normal. Il ne montrait rien, je n'ai rien vu, j'aurais aimé voir, faire quelque chose, j'ai rien vu, ça va me poursuivre toute ma vie. Jamais je n'aurais pu penser qu'il puisse commettre de telle monstruosité. Ça va me poursuivre toute ma vie ».

RAUMEL : « je l'ai aperçu qu'une seule fois, je ne lui ai jamais parlé ».

JOUR 14 - LUNDI 21 SEPTEMBRE 2020

Reprise de l'audience 9h40

La journée sera consacrée aux faits commis par Amedy COULIBALY à l'Hypercashier

I. Audition de Monsieur Christian D. (Section Antiterroriste de la Brigade Criminelle)

Chef de section à la Brigade anti-terroriste de Paris de 2014 à 2017. Il a déjà prêté serment la semaine dernière.

Il est entendu ce matin dans le cadre des faits de l'Hypercashier qui ont fait 4 morts. Un certain nombre de personnes avaient été séquestrés aussi.

Christian DEAU va relater les faits et parler de l'enquête. Le président demande le plan général qui avait été mis en place par les services, de même au cours de l'enquête. La caméra de surveillance fonctionnait et des images ont été filmées. Coulibaly était porteur d'une caméra gopro et a filmé une partie des actes qu'il accomplissait lui même. Ces images ne seront pas visionnées, celles prises par A. COULIBALY, les procès verbaux eux pourront être étudiés.

Concernant les caméras de l'Hypercashier, elles ont enregistré des images que la brigade a exploitées une par une. Ce qui est intéressant est le séquençage au ralenti permettant de voir la position des lieux et des personnes. Pour certaines de ces images, le Président vérifiera qu'il n'y a pas de gros plan car certaines images sont sensibles et pour les parties civiles, il souhaite que des dispositions soient prises.

Sur le déroulement de l'enquête et l'exposé des faits commis par A. COULIBALY expliqué par Christian. D,

Pour les faits qui vont survenir dans le magasin, préalablement, il voulait revenir sur le contexte suite aux faits commis à Montrouge et à l'assassinat de Mme JEAN-PHILIPPE.

Plusieurs perquisitions ont eu lieu dans la nuit entre 4 et 6 heures du matin. Ces recherches se sont révélées vaines ; des mandats de recherche ont été délivrés ensuite contre H. BOUMEDIENNE et A. COULIBALY.

C'est également le même jour que le 9 au matin, il y a eu la prise d'otage par les KOUACHI dans l'imprimerie et où les services vont se rendre.

Cette prise d'otage à l'hyper casher, Christian.D va la raconter à partir de ce qu'ont raconté les otages, et selon les images de la go pro et les vidéos surveillances.

Cette attaque, on peut la dater vers 13h05 le 9 Janvier. A.COULIBALY arrive par la rue avec une kalachnikov, il rentre dans le magasin et tire à plusieurs reprises sur le jeune homme à l'entrée du magasin. Plusieurs personnes prennent la fuite à l'extérieur dont le gérant qui se rend vers une patrouille pour aviser des faits. Un homme, monsieur Z. déjeune avec un ami à proximité et voit les faits se produire et en avise le 17. Plusieurs équipages vont être rapidement avisés. A partir de 13h15 va se mettre en place un dispositif policier aux abords de l'hyper casher. Après les tirs sur M.COHEN, COULIBALY connaît un premier incident de tirs, il déambule dans le magasin puis il a un problème de chargeur, il perd là une minute 30 pendant laquelle toutes les personnes à l'intérieur du magasin vont se réfugier.

COULIBALY va déambuler dans le magasin (...) il tue 2 personne.

Il retourne à l'entrée du magasin et tire à nouveau sur une personne qui sera blessée au sol. (...)

Alors que la dame du magasin s'apprêtait à fermer le rideau de fer sous les ordres de COULIBALY, Monsieur S rentre dans le magasin et se dirige vers Coulibaly, lorsqu'il comprend qu'il est face à un tueur et qu'il tente de faire demi tour, COULIBALY tire sur lui et le tue. C'est la séquence qui est filmée.

A partir de là, il y a 4 types de personnes dans le magasin : ceux réfugiés dans la réserve et qui sortent à l'extérieur du magasin, il y a 3 personnes qui réussissent à sortir.

Puis il y a 6 personnes qui vont rester à l'étage de la prise d'otage. Les 2 caissières, et des clients.

Pour ceux réfugiés au sous-sol, Monsieur B et les autres personnes vont rester tout le temps de la prise d'otage au sous sol.

A 13h18, un homme s'enfuit et sur la vidéo surveillance ont voit un homme remonter avec les otages et a une discussion avec COULIBALY a lieu. Il tente de s'emparer d'une kalachnikov mais COULIBALY le tue.

Pendant l'attaque, 4 personnes sont assassinées. Pendant les tirs, on entend COULIBALY dire « Allah ou Akbar ».

A partir de ce moment là, COULIBALY va consolider sa position, il demande où sont les caméras et demande à un otage de monter les détruire. Il demande de barricader la porte arrière. La destruction des caméras va s'échelonner sur 15 minutes et à 13h43, la porte arrière est barricadée. A partir de là, les otages vont continuer d'être rassemblés. A chacun d'entre eux, COULIBALY demande leur nom-

prénom-métier et confession et demande de déposer les téléphones dans un carton. A partir de 14h30, il va tenter d'obtenir une connexion internet. Une fois qu'il a sécurisé les lieux, il va se faire assister par un otage, à qui il demande de l'aide pour l'accès à internet. (...)

En tout il y a 17 otages, 9 femmes, 7 hommes et un enfant.

COULIBALY va être assisté par un homme pour les problèmes de connexion internet et va demander à deux autres de répondre au téléphone fixe de l'hyper casher, le téléphone va recevoir beaucoup d'appels, car entre 13h13 et 13h45, il y a trois cent appels qui arrivent sur le fixe, en une heure plus de 600 appels. Cela pose une difficulté dans la négociation. Le premier appel d'un média aura lieu à 13h21. COULIBALY a des difficultés pour joindre l'extérieur. Il va essayer de suivre par les chaînes d'informations en continue ce qui se passe, il se sert de son ordinateur pour regarder BFM TV, Itélé et France inter. Un fois que la caméra est arrachée, et que la connexion internet est établie, il a une plus grande liberté de mouvement pour circuler dans le magasin, notamment pour se nourrir. Ont alors lieu les négociations avec la police. Il laisse les otages aller et venir pour se restaurer. Il dit aux otages qu'il a des explosifs et que si les KOUACHI sont abattus il les tuera.

Ses revendications, il les évoque : l'état islamique, il explique qu'il connaît les KOUACHI, qu'il lutte contre les oppressions des musulmans en France et dans le monde. A partir de 16 heures, il ira faire sa prière. Des otages auront plus de liberté. Vers 17h10, l'assaut est donné, COULIBALY est neutralisé, c'est ce qu'on voit au niveau des caméras.

Du point de vue de l'enquête, C. DEAU va être appelé à 13h20 dans son état major. Il se rend sur place avec plusieurs fonctionnaires. Il avise le parquet anti-terroriste qui se saisit des faits.

A partir de là, leur travail d'enquêteur va être de faciliter le plus possible la mission de négociation, le négociateur de la BRI et un psychologue arrivent à 13h45 mais le téléphone continue d'être engorgé. Avant que le négociateur commence son travail, il essaie d'avoir un maximum d'informations. Le négociateur est très important au niveau des services de police, car cela permet dans un cas sur deux de résoudre le conflit sans avoir recours à la force. Une fois sur deux, ça se solde par des blessés ou des morts. Quand ils arrivent, l'assaut pour eux est le dernier recours, il faut d'abord essayer d'avoir la libération des otages, sans usage de la force.

La difficulté est la personnalité d'A.COULIBALY, le nombre d'otages, les explosifs. Il a aussi indiqué que s'il arrive quelque chose aux KOUACHY, il tuerait les otages donc à l'époque c'est le summum des difficultés qu'a pu rencontrer un service d'intervention.

Le contact par le fixe n'est pas possible, le négociateur ne veut pas appeler sur un téléphone pour mettre un otage en danger, donc le contact se fait tardivement sachant que COULIBALY a lui même contacté BFM car il souhaite joindre la brigade et pour dire la réalité du bilan car ce qu'il voit sur bfm n'est pas la bonne information.

Le négociateur va ensuite parler à COULIBALY. Lors du premier contact, le négociateur va dire que COULIBALY paraît calme et serein, qu'il n'a pas d'empathie pour ceux qu'il a tué, il décrit les armes qu'il a. Ce qui n'est pas bon signe. L'idée est encore de maintenir la négociation, d'obtenir la libération au moins des femmes et enfant. Mais il ne libérera personne. Plusieurs repérages vont avoir lieu dans le magasin notamment pour voir la quantité d'explosif. Ce qui va déclencher l'assaut, c'est la neutralisation des KOUACHI à Dammartin. C'est une décision rapide entre les chefs de la DRI

etc. Ils décident de l'assaut qui est donné à partir de 17h09, simultanément des deux cotés. Les négociateurs détournent son intention des otages pendant ce temps là. Ils essaient de l'orienter vers les policiers et non vers les otages. L'assaut a lieu par l'arrière du magasin et par devant. Coulibaly est neutralisé et les otages sont libérés sans blessures supplémentaires.

- **Questions du Président :**

Dès son entrée dans l'hyper casher, COULIBALY fait feu, il y a un premier coup de feu. Concernant Monsieur COHEN, première séquence et après l'avoir abattu, il tue Monsieur ABRAM. (Vérifier les noms)

Le directeur du magasin qui est présent va être touché par des tirs quand COULIBALY le voit prendre la fuite.

Cette irruption et ces coups de feu et cette vision d'une personne abattue crée un mouvement de panique général. Ils vont refluer vers l'arrière du magasin. Il y a un escalier qui amène à une réserve et une chambre froide. Des gens vont être choqués, et ne vont pas bouger, d'autres ont le réflexe de fuite vers l'arrière du magasin. Beaucoup d'otages pensaient qu'il y aurait une porte de sortie au sous-sol.

Monsieur Braham est vers l'arrière.

Au niveau de la temporalité, COULIBALY a un problème avec son chargeur et son arme et lorsqu'il déambule, il y a un peu plus d'une minute 30 entre les deux assassinats. C'est le moment où les personnes se sont réfugiées. L'ordre est donné à la caissière de fermer le rideau du magasin. Et alors qu'elle le faisait et elle même étant menacée si elle ne le faisait pas, tout ce que font les otages est fait sous la menace et sous le stress. COULIBALY lui demande de fermer les portes et baisser le rideau, elle a baissé le rideau avant de fermer les portes et à ce moment là, est arrivé monsieur SAALA qui pense que le magasin va fermer, surtout que c'est vendredi et normalement le magasin ferme pas loin de cette heure là, il se dépêche de rentrer pour faire sa course et se retrouve face à A. COULIBALY armé, il fait demi tour et c'est alors qu'il cherche à s'enfuir qu'il est abattu. Il est tué à la porte du magasin, COULIBALY le tire à l'intérieur du magasin. C'est la 3^{ème} personne décédée, la 4^{ème} l'est un peu plus tard, cette personne était au départ dans la réserve. A plusieurs reprise à la demande de COULIBALY, il va demander aux personnes de remonter en menaçant de tuer ceux d'en haut, donc celui d'en bas remonte. Coulibaly a deux fusils d'assaut etc. A un certain moment alors même qu'il a les armes en main, une autre a été posée sur les cartons, Monsieur ATTAM voit cette arme, il va s'en emparer, il va avoir un incident de tirs et c'est à ce moment là que COULIBALY va l'abattre, et dit « t'as voulu jouer, voilà ce qui t'arrive ». Ca fait 4 personnes abattues par COULIBALY en 20 min. A 13h21, le 4^{ème} est tué.

Le premier abattu n'est pas mort sur le coup, il y avait des gémissements entendus par les otages et c'est COULIBALY qui a vu que c'était gênant donc il l'a exécuté alors même qu'il était a priori vivant. Plusieurs otages parlent de ce moment, qui dure plus de 30 minutes où la victime gémit. COULIBALY

l'achèvera. Cruauté dans cet acte. Ces scènes, les otages voient tout cela sous leurs yeux avec cette terreur qui fait que la menace est ressentie. (...)

Le négociateur parle d'une personne froide et déterminée, qui n'a aucune empathie et les personnes à l'intérieur l'ont senti.

Il va leur demander leur pièce d'identité, leur nom et leur confession.

L'essentiel des personnes présentes va dire qu'elles sont de confession juive mais il y a aussi des catholiques, une autre était intéressée au bouddhisme et une au catholicisme. Donc tous ne sont pas juifs. Ce qui en résulte un questionnement de COULIBALY.

A un certain moment, il demandera l'arrachage des caméras vidéos dans le magasin mais ne le fait pas tout de suite, (...)

Ce magasin comporte un grand nombre de caméras, elles sont visibles. (...)

Sur les photos de la caméra de surveillance, on voit COULIBALY avec une caméra au niveau du torse. Le but de ce film en direct est de filmer ce qui va se passer et les exécutions. A un moment donné la caméra ne filme plus, au niveau des enquêteurs, la go pro a des vertus de propagande, COULIBALY montre l'assassinat des trois premières personnes.

COULIBALY a un ordinateur portable, c'est un ordinateur qui est le sien, qui a fait l'objet d'une analyse après. La session est ouverte au 31 décembre 2014, il s'y trouvera peu de choses.

Il va y avoir de la communication avec l'extérieur, COULIBALY a demandé que les otages mettent leur téléphone dans le carton, il va faire un partage de connexion pour communiquer avec l'extérieur. Il veut communiquer tant avec les services de police qu'avec les médias. S'agissant des chaînes d'informations, on peut deviner qu'il veut donner une publicité à ses actions. Mais avec les services de police, il va essayer de maîtriser la communication. Cette maîtrise passe par le fait dans un premier temps de mettre les téléphones dans le carton puis il leur permettra d'utiliser leur téléphone mais leur permet que de parler à la police et pas aux journalistes, il veut maîtriser sa communication en terme de propagande. Il a réussi au début de son intervention à joindre le 17 mais la liaison va être interrompue par la remontée des otages dont Monsieur ATTAM. Il y a donc eu une première tentative qui a fonctionné avec la police mais qui n'a pas été réitérée. Puis le standard de l'hyper casher est engorgé d'appels. COULIBALY décidera d'appeler BFM pour corriger qu'il y a bien des morts et qu'il n'y a pas que des otages. Puis pour rentrer en communication avec la police où il demande à être joint sur un numéro.

(...)

Par personne interposée, le négociateur entre en communication sur le portable d'un des otages. Il y a des revendications de la part de COULIBALY, il les adresse au niveau des communications, que l'Etat français se retire des pays, il demande que E.VALS et F. HOLLANDE fassent des déclarations, il demande la libération des personnes condamnées pour terrorisme.

Lors des appels à la police, il a sous entendu que des otages seraient libérés, mais finalement personne ne l'a été.

Cela fait parti de son cadre de référence de parler à un policier de ce qui se passe.

Sur l'affrontement avec la police, il est difficile de dire quand il est prêt à mourir. Rien indique cependant que ça va se passer à un instant T.

Sur la stratégie de communication, l'idée est d'être dans la négociation, d'obtenir la libération des otages sans assaut mais les KOUACHI font que les choses vont devoir changer.

Les services d'enquête et d'intervention sont sur place alors que les otages sont pris.

Le gérant qui s'est enfuit va fournir des informations. Quand le négociateur arrive, il faut du temps pour tout organiser car les familles et les proches ont été contactés par les personnes dans les chambres froides, il y a donc beaucoup d'informations et de gens qui arrivent sur place. Plusieurs centres d'accueil sont sur place, ceux qui sont en contact avec les otages et un autre : les gens qui étaient à proximité. Surtout qu'il y a une difficulté de savoir si Coulibaly est seul. Sachant que les informations qui reviennent de l'intérieur, il est dit qu'il y a deux preneurs d'otage. Donc il y a une difficulté pour comprendre et canaliser l'information.

Au départ, les services de sécurité devait mettre un périmètre de sécurité le temps que les services d'intervention arrivent avec des armements différents et des dispositifs conséquents.

Pour toutes ces raisons, cela prend du temps et ce n'est pas parce qu'un négociateur arrive à 13h45 qu'il appelle direct le terroriste en arrivant, il faut d'abord connecter l'information avant d'établir un contact.

Sur les téléphones des clients, c'est eux qui communiquaient avec l'extérieur. Un contact était maintenu avec eux pour les rassurer, c'est aussi une problématique, ceux qui sont au sous sol. Le plus pertinent était les appels des otages à l'extérieur, c'est comme ça qu'on a su qu'il y avait des explosifs et de l'état d'esprit de COULIBALY.

COULIBALY n'a jamais eu aucune empathie pour les victimes. Il savait qu'il y avait un enfant de deux ans et donc même sur cela, il n'y a jamais eu de négociations sur les enfants, ça a été suggéré par le négociateur, mais le négociateur ne pose pas de questions. C'est une discussion et au cours de cette discussion le but c'est d'amener à faire sortir les otages. Le bébé restera finalement au sous sol avec son père. L'enfant de trois ans sera à l'étage avec son père, donc ils ont été témoins de ce qui s'est passé ; des assassinats. Les personnes qui sont réfugiés au sous sol, elles ne voient pas ce qui se passe mais entendent les détonations.

Dans le cadre de la narration des faits, a lieu un visionnage des séquences. Certaines Parties civiles sortent de la salle.

Constatation en trois phases : le terroriste/ les victimes pour permettre d'être emmenées à l'institut médico légal/ puis les objets sur place.

Dans les images sélectionnées, c'est surtout le terroriste et les objets.

Explication de la disposition des corps.

Les photos :

- Photo 1 : L'important est le rayon 1, y apparaît des caddies renversés et l'endroit où les otages ont mangé. Il y a aussi la chaise de bureau où s'installe COULIBALY quand il mange.

- Photo 2 : avec les téléphones portables.

- Photo suivante : avec un chargeur de kalachnikov, go pro. Sur la go pro : deux de ce type ont été achetées, la deuxième a été retrouvée à sa planque. Pas possible de déterminer qui les a achetées, elles ont été achetées chez Darty.

Dans le sac autre caméra CANON.

- Photo suivante : caméra go pro en gros plan.

- Photo suivante : local de réception de marchandise : sacs de farine qui servaient à bloquer l'entrée du magasin, sachant que l'assaut a été donné entre autre par cette porte où c'était donc compliqué de rentrer. Palettes de farine qui bloquent, il y avait aussi le sac de sport avec les explosifs.

- Photo suivante : sac de sport avec explosifs et caméra CANON.

- Photo suivante : 20 bâtons de dynamites qui aurait pu entraîner l'effondrement d'un immeuble.

- Photo suivante : détonateurs et mèches, pas d'emprunte génétique ni connaissance sur la provenance.

- Photo suivante du rayon 2, beaucoup de nourritures.

- Photo suivante : ordinateur de COULIBALY.

- Photo suivante : bureau où la connexion a été faite. L'ouverture de session de l'ordinateur est à partir du 31 décembre 2014. Il y a peu d'éléments sur ces ordinateurs en tant que tel, toutefois la

caméra go pro relayée à cette ordinateur et à partir de cet enregistrement, COULIBALY a fait 5 fichiers, il a séparé la séquence en 5 parties, il a téléchargé sur un hébergeur dont le principe est que pour les fichiers trop lourds à envoyer par mail, le serveur envoi un lien internet et la personne peut l'envoyer aux personnes qui devront cliquer sur le lien pour récupérer les vidéos trop lourdes.

En terme de propagande, le film de la go pro on ne l'a jamais vu. Donc on peut penser que la vidéo n'a pas été rediffusée.

Ce qu'on va comprendre c'est que sur cet ordinateur, 4 adresses mails ont été créées le 1 janvier.

Il n'est pas possible de déterminer où ont été créées les adresses. Elles ont été mises en place en même temps sur cet ordinateur.

Il y a eu un contact avec chacune de ces adresses mails. A chaque fois, les échanges sont cryptés.

Toutefois sur le logiciel, il y a 32 messages cryptés et un non, qui parlait de type d'armes et de fournitures « 1 aka 47 (...) 3 gilets par balles, 2 bombes à gel, 2 gros couteaux... ». Inventaire retrouvé à l'hyper casher ou à son appartement.

Deux autres messages ont été découverts : un 1^{er} message du 7 janvier à 14h retranscrit : « Ok, fais ce que tu as à faire aujourd'hui mais simple comme ça tu rentres dormir après (...) débarrasse toi, passe sur l'adresse 1 (...) » Message très opérationnel à la lecture de celui-ci. Reçu le 7 janvier à 14h.

Le 8 janvier, un autre message à 17h21 puis il est mis à la corbeil. Autre message : « Pas possible, ami travaillé tout seul, préférence au premier truc prévu, plus nombre, (inaudible) recommencé plusieurs fois... si possible expliquer dans vidéo que toi au nom de B précisez lesquels, écrire lettre, demander ce que tu veux comme ça reste avec nous, si possible parler de ce qui se passe ici, attention choisis plus facile pour esquiver ».

Autre texte retrouvé sur l'ordinateur, non crypté : « Je voudrais que le frère s'occupe de ma femme dans les règles de l'islam, qu'elle soit pas seule, bonne situation financière qu'elle apprenne l'arabe, le coran, je fais ça pour la satisfaction de Allah... »

Autre trace sur l'ordinateur : trace de recherches sur plusieurs restaurants casher dans paris, 3 dans le 16^{ème} arrondissement un dans le 17^{ème} arrondissement.

- Photo du rayon 4 : intéressant en terme d'éléments d'enquête, la doudoune que porte AC au départ de l'attaque mais aussi le taser qu'il portait avec lui. Permet d'établir qu'il a été acheté par RAUMEL, PREVOST, et s'y trouvent des emprunts de Saïd MAKLOUF.

- Photo : gants, à l'intérieur de ce gant : il y a l'ADN de Coulibaly et de Pastor ALWATIK.

- Photo : schéma du magasin hyper casher.

- Photo : vue globale de l'hyper casher au niveau de l'extérieur une fois que l'assaut a été donné.

- Photo du terroriste mort : 20 balles qui l'ont traversée.

Il y a une différence entre un gilet par éclat qui est une protection et un gilet tactique qui ne protège rien mais porte des choses, là il a un gilet tactique, avec trois chargeurs et de l'autre côté un chargeur de kalachnikov.

Le gilet a été acheté par Christophe RAUMEL et Willy PREVOST.

Dans la poche arrière, il y a une clef de véhicule et la clef de la moto Suzuki avec laquelle il a fait son déplacement pour arriver à Montrouge.

Dans ses poches 2650 euros, sur ses billets : il y a les empreintes génétiques de deux personnes intervenues pour une vente auprès de KARASULAR.

- Photo des armes : de droite à gauche : Le premier pistolet a été commandé le 13 novembre 2014, commandé par la société AFG Security corporation, qui est une société slovaque qui s'occupe de la revente d'armes démilitarisées, une expertise révèle des incidents de tirs à l'extraction dans 10% des cas, arme qui a été utilisée pour les tirs sur un otage.

Sur la commande du 13 novembre 2014, il y a aussi deux autres pistolets, des empreintes de COULIBALY et d'un inconnu qui ont été retrouvées dessus. L'arme suivante est un fusil d'assaut type kalachnikov garni, commandé le 10 janvier 2014 à la même société slovaque et acheté par un citoyen belge. L'ADN de COULIBALY a été retrouvé dessus et aussi 5 ADN d'inconnus retrouvés sur cette même arme.

L'arme d'à côté a été commandée le 5 septembre 2014, l'expertise balistique de l'arme révèle que c'est elle qui a servi à tuer Clarissa Jean Philippe. Sur cette arme, il n'y a que l'empreinte génétique de COULIBALY.

Le dernier pistolet a aussi été commandé aux mêmes dates, auprès de la société.

Il y a également des couteaux : deux ont été retrouvés, un à l'hyper casher, d'autres dans les effets de COULIBALY. Il a été acheté par PREVOST et RAUMEL. Une empreinte de COULIBALY a été retrouvée dessus.

Le Président demande pourquoi un armement aussi conséquent pour une seule personne. Il répond que selon les messages d'A. COULIBALY, il y a beaucoup des armes qui vont à trois. On peut se demander s'il n'avait pas prévu d'avoir des complices. Sur les fusils mitrailleurs, il le pose sur les palettes, celui là même dont un otage a essayé de s'emparer. Ce surarmement fait que les armes, il est obligé de les poser. Ça a finit par l'encombrer.

Au départ, il va avoir des problèmes de manipulation, le président s'interroge sur le fait que ça soit lié à lui qui n'a pas une utilisation des armes très poussée. Le balisticien reviendra sur ces questions là. Sur la manipulation, au niveau de la go pro on voit qu'il met 25 secondes à retirer un chargeur de kalachnikov, ça peut être le stress mais normalement pas il ne faut pas autant de temps.

La crainte qui a été celle des services d'intervention, c'est de savoir ce qu'il allait faire avec les bâtons de dynamite. Pour ce qui a été de ce qui s'est passé à l'hyper casher, il n'a pas été fait usage de ces bâtons.

Le nettoyage du magasin a permis de trouver une grenade offensive des forces d'intervention et un certain nombre de munitions.

Sur les explosifs, la provenance n'a pas été déterminée.

Sur les communications avec l'extérieur, en procédure, figurent deux scellées dont la conversation avec BFM TV et un autre enregistrement avec RTL.

Le service d'enquête sera contacté vers 14h45 par RTL qui dira qu'ils ont réussi à joindre sur le fixe Coulibaly, cela a duré une quinzaine de minutes. Pas de discussion, c'est un monologue où on entend COULIBALY parler aux otages sur ses revendications.

Le négociateur a tenté son premier appel à 14h52 juste après RTL. Quand on regarde la facture, 1300 appels sont arrivés sur le fixe du magasin hyper Casher donc il y avait une saturation.

Sur le séquençage de la vidéo de l'hyper casher, il y avait 12 minutes de décalages.

Cote D1633 – la caméra 1 :

Relative à l'entrée du magasin. Images en mouvement, arrivée du forcenée, on le voit avec son sac, sur la deuxième image on le voit arriver avec son arme et son sac.

Il y a des personnes aux alentours qui s'enfuient.

Puis, on voit la victime qui se dépêche de rentrer pensant que ça allait fermer.

Caméra 2 : vue de l'intérieur du magasin, on voit M. Yoann COHEN qui est à l'entrée du magasin. Il est sur la droite et son regard est attiré par ce qui se passe à l'extérieur. Coulibaly s'affère sur son sac. Et tire sur M.COHEN qui s'écroule contre les cadis.

Coulibaly entre dans le magasin.

On voit ensuite M.SADDA qui rentre précipitamment alors que la dame du magasin lui dit de s'enfuir, il s'apprête à ressortir dos à Coulibaly lorsqu'il est abattu dans le dos alors même qu'il s'apprêtait à quitter le magasin, Coulibaly le tire à l'intérieur du magasin et le met au niveau des caisses.

Photo où on voit le rideau baissé.

Sur la caméra 3 : allées 2 et 3. On voit M. COHEN aux caisses.

Certaines caméras vont filmer l'arrachage d'autres. Celui qui va arracher, est monsieur C. qui le fait sous la contrainte. La question qu'on peut se demander est pourquoi il demande à un otage plutôt qu'à quelqu'un du magasin, on peut penser que COULIBALY n'y réfléchit pas.

Caméra qui filme l'arrachage de la caméra par un otage.

Visualisation des photos de l'hyper casher pendant l'attaque.

17H09, les KOUACHI ont été abattu à l'imprimerie donc l'assaut est décidé pour COULIBALY.

La porte est ouverte mais les sacs de farine bloquent. On voit les forces de l'ordre devant le magasin quand l'assaut est donné.

Le Président lit les discussions au moment de l'assaut car il est indiqué concernant la vidéo de la mauvaise qualité de l'enregistrement (D1627). Voir les cotes.

« Levez-vous, qui a la clef ? » s'adresse-t-il à une caissière, il demande où est le directeur, il lance des menaces « Viens, on y va ensemble » « on peut sortir par là, appelle le directeur » « je tue les femmes » ; (...) inaudible. COULIBALY donne l'ordre à la caissière d'aller chercher les personnes descendues. Il s'adresse à une femme qui a un long manteau. « Personne d'autre n'a les clefs » demande t-il. « Dis leur qu'ils montent, je veux personne en bas » conversation entre COULIBALY et la femme au long manteau.

« Vous n'avez pas entendu parler ces derniers jours, vous avez pas compris, vous êtes de quelle origine » demande t-il. « Juif » « vous savez pourquoi je suis là alors » « ferme la vitre », « j'ai mon bébé dans la voiture » dit une femme dans le magasin. « La police va le prendre » « fermez les portes, ferme le rideau à moitié » répond -il.

Deux détonations retentissent, un homme est allongé à l'entrée du magasin. Il y a des cris et des pleures, « vas-y pleure », conversation où la femme dit que son bébé est seule. « Votre fille elle est toute seule, Allah hou Akbar, j'ai tué une femme ? J'ai pas tué de femme pour le moment, je laisse pas partir, vous tuez des femmes et des enfants partout, vous savez ou pas (...) vous faites rien ? Vous ne financez pas ? »

Les otages ont dit qu'il y a eu des périodes d'excitation et des moment où COULIBALY expose ses thèmes et ses vues et notamment lorsqu'il y a l'enregistrement d'RTL, ce n'est pas une conversation mais un enregistrement car RTL appelle, deux ou trois mots sont échangés entre COULIBALY et le journaliste puis ça enregistre le discours que COULIBALY tient aux otages.

Lecture du président de cet appel :

« Allo » il n'y a pas plus de dialogue que ça, « moi ce que je vous dis c'est qu'ils essaient de vous faire croire ... » « ils viennent nous attaquer » « s'ils auraient pas attaqué ailleurs j'aurais pas fait ça, pourquoi Bassar Al Assad en Syrie » « ... pourquoi ils font ça » « quand il y avait le nord du Mali et en Syrie, les militaires ont tué 100 ou 200 personnes »

« Ils vont revenir » (...) « ... » « Qu'ils arrêtent d'attaquer l'EI, qu'ils arrêtent de dévoiler nos femmes » « vous dites que vous êtes des civils, si dans ton pays y a des non combattants, c'est la même chose que les autres. »...

On entend une voix d'un autre homme qui dit : « Si tu décroches de l'iPhone, ça va couper ta connexion. »

COULIBALY plus loin dit : « C'est vous qui avez élu votre gouvernement, il ne vous a jamais caché qu'il allait faire la guerre au malade, vous payez des taxes des trucs vous financez, la femme dit qu'ils sont obligés, Coulibaly répond que lui ne les paie pas..

« Toi t'as le choix où tu vas vivre, tu peux aller en Israël, en Algérie... »

(...)

... Oussama Ben Laden, vous connaissez, vous allez jamais vous salaper, on fera la paix en Palestine... c'est pas normal » « après ils vont oublier tout ça... si une bombe tombe sur votre famille, soit on croit en dieu soit on croit qu'il y a une vie après la mort, tu considères...

Intervention des avocats des parties civiles qui souhaitent arrêter la lecture.

Fin de la lecture.

Reprise de parole de M. DEAU.

Reprise d'audience à 14h20

Christian D., enquêteur de la section antiterroriste de la brigade criminelle est de retour à la barre.

Le président revient sur les moyens de communication qu'A.Coulibaly a eu avec l'extérieur.

Il demande à Christian D de revenir sur ceux-ci. CD répond qu'il a eu des contacts avec la police et avec des journalistes, il a notamment donné une interview à bfm.

C'est lui qui est d'ailleurs entré directement en contact avec bfmtv. Il avait demandé à un otage de trouver le numéro.

Il souhaite donner la vraie raison de ses actes et sa vraie ampleur également. Il souhaite aussi donner un numéro où la police peut le joindre.

Le président évoque ensuite les policiers blessés lors de l'assaut. Il demande des informations sur cette question. Christian D répond que lorsque le rideau du magasin Hyper Casher a été levé, il y a eu un échange de tirs et trois policiers ont été blessés (deux du Raid et un de la BRI).

Nous écoutons ensuite l'entretien entre Coulibaly et un journaliste de Bfm. Il dit être là car l'état français a attaqué l'état islamique, le Califat et qu'il est donc envoyé par le Califat. Il dit s'être synchronisé avec les Frères Kouachi. Il dit être seul, sans sa femme. Il annonce qu'il y a 4 morts et qu'il y a 16 personnes en tout dans le magasin. Il demande à ce que la France se retire de tout l'état islamique et souhaite adresser ce message à toute autorité compétente en ce sens. Il dit appartenir à l'EI mais ne jamais être allé sur place.

Il a visé ce magasin car les personnes sont juives. Il fait cela en réponse à toute l'oppression contre les musulmans, avec tout ce qu'il se passe en Palestine compris.

Le journaliste demande s'il est lié avec d'autres personnes. Il répond de manière agacée « *vous croyez que je vais vous dire ça ?* ». Il demande à transmettre un numéro à la police. Il paraît très calme et déterminé au téléphone.

Après l'écoute de l'enregistrement, Christian D déclare qu'un négociateur n'aurait jamais posé les questions que le journaliste a posé. Il n'aurait jamais tenté d'agacer le terroriste. Le négociateur est plutôt là pour savoir qu'est ce qui peut vraiment être négocié dans le but de gérer la situation au mieux.

- **Intervention des avocats des Parties civiles**

- Intervention d'un avocat d'un otage survivant de l'Hyper Casher

Il demande si les forces de l'ordre connaissent l'existence de personnes qui étaient cachées à l'intérieur à l'insu du terroriste.

Christian D répond que oui, qu'il y avait une communication établie.

Il demande ensuite s'il y a eu des difficultés avec les chaînes de télé et les forces de l'ordre. CD dit qu'il y en a eu par rapport d'une part, à l'encombrement des lignes de téléphone et d'autre part par le fait que les journalistes étaient sur place et filmaient en direct. Ce qui était très compliqué pour les policiers sur place.

L'avocat parle du lourd armement de Coulibaly. Il demande si on peut en déduire qu'il était là pour tuer. CD répond que Coulibaly a fait directement usage de ses armes et qu'on peut donc le déduire. Il vient dans l'Hyper Casher avec l'intention de tuer.

L'avocat fait un parallèle avec l'armement des Frères Kouachi. L'armement de Coulibaly était beaucoup plus important. Christian D pense qu'il a peut-être envisagé une autre tuerie que l'hyper casher. Tout peut être envisagé. Il dit aussi que les explosifs n'étaient pas à proprement parlé en fonctionnement. Mais que tout le matériel pour faire exploser les lieux était sur place.

- Intervention de l'Avocat de la famille Saada, PC

L'avocate demande si Michel Saada, victime décédée, a eu le temps de savoir ce qu'il se passait. Christian D répond que oui mais que sa mort a été très rapide et qu'il n'a pas souffert.

Question également sur les substances explosives retrouvées. On souhaite savoir si elles ont été identifiées ? Il s'agit en effet de nitrate d'ammonium. L'avocat se demande aussi pourquoi elles se trouvent dans une bassine ? Christian D répond que c'est sûrement pour stabiliser les bâtons de dynamite.

L'avocate parle également de la garde à vue de la mère et de la sœur de Coulibaly qui se passe au même moment que la prise d'otage de l'Hyper Casher. Ils ont trouvé un ordinateur lors de la perquisition avec un GPS mappy où figure une adresse, le 121 rue de l'Ouest qui est un lieu de culte juif. Elle se demande si c'est possible d'imaginer qu'il avait pour but de s'en prendre au 121 rue de l'ouest ? Christian D dit qu'on est que dans les possibles mais qu'on ne peut pas apporter de réponses précises.

- Autre intervention d'un avocat PC

Il dit que pour Charlie hebdo et pour l'hyper casher, il y aurait un point commun car Coulibaly et les Frères Kouachi ont le même caractère, la même attitude déterminée. Il se demande donc si les assassinats dans l'Hyper peuvent être assimilés à des exécutions comme à Charlie Hebdo. Christian D confirme.

- Intervention de l'avocat de la LICRA

Il se demande pourquoi les faits à l'hyper casher ont été filmés et pas la tuerie de Charlie Hebdo.

Christian D dit que l'on a quand même retrouvé une caméra dans le véhicule C3 des Kouachi. La philosophie est la même c'est à dire que c'est une philosophie de propagande. Mais aucune réponse précise pour savoir pourquoi il porte une caméra dans l'hyper casher et le fait qu'il n'y en ai pas à Charlie Hebdo.

- Intervention de Maître Metzker, PC

Sur diffusion de la photo de Coulibaly. Il revient sur ce qu'avait dit Christian D concernant Charlie Hebdo. Il avait dit qu'il s'agissait d'une diffusion interne. Mais l'avocat reparle d'un PV à ce propos.

L'avocat se demande pourquoi on tarde autant à diffuser ? CD rappelle que c'est à 11h que c'est diffusé de manière interne et qu'encore une fois il faut toujours se méfier quand on publie une photo. Pour lui ce n'était pas tarder mais une stratégie indispensable.

L'Avocat se demande, sachant qu'on avait la photo 24h avant les faits de l'hyper casher, si ça n'aurait pas été suffisant pour trouver Coulibaly et l'empêcher. Il fait un rapprochement avec l'attentat de Strasbourg où la photo a été diffusé directement.

Christian D dit que c'était très compliqué car ils ne savaient pas si Coulibaly était seul.

- Intervention de l'avocat de Mme Valérie B, PC

Il s'agit de la famille Braham dont Philippe Braham a été tué.

Elle demande si l'hyper rapidité de l'assassinat de Monsieur Braham peut s'expliquer. Christian D dit que Amedy Coulibaly a abattu tous les hommes qui étaient "en surface". De plus, c'est à l'énoncé de son nom "Philippe Braham" qu'il le tue. Il pense que Coulibaly s'est dit que s'il y avait une résistance dans son action, elle viendrait probablement des hommes.

Elle demande si Philippe Braham aurait pu être sauvé s'il avait donné un autre patronyme. L'enquêteur répond qu'il est très difficile de répondre à cette question. Mais qu'avec le visionnage de la Go Pro on peut en déduire que c'est après l'énoncé de son nom que monsieur Braham est tué.

- Intervention de l'avocat de la famille de Yohan Cohen, PC

Il demande plus de précision sur les balles sur le corps de Yohan C. Christian D répond qu'il présentait 3 trajectoires de tirs : une au visage et 2 thorax. Il n'est pas mort tout de suite mais il a fait une hémorragie importante et plusieurs témoignages disent que Yohan a agonisé entre 30 minutes et une heure avant de mourir. Coulibaly aurait proposé de l'achever pour qu'il arrête de gémir.

- **Intervention de l'Avocat Général**

Elle dit que sur la vidéo on voit les différentes étapes et les différentes armes de Coulibaly et se demande s'il a changé d'arme entre temps. CD répond que c'est dur à dire car on ne voit que le canon de l'arme et la go pro ne filme que le début de la scène mais ce n'est pas exclu.

Quand il est à hyper cacher les munitions de AC se comptent par dizaine. Il est approvisionné de manière conséquente. Il n'a d'ailleurs pas tout l'attirail sur lui par rapport à ce qui a été retrouvé dans le logement à Gentilly.

- **Intervention de la défense**

- Intervention de Maître Chevais

Il revient sur les différentes empreintes retrouvées sur les armes pour demander confirmation. Il parle de l'emprunte qui n'a pas été identifiée. Il demande si les services de police ont cherché qui c'était. Christian D rit (il y a des rires dans la salle également) en disant que oui bien sûr ils ont cherché mais qu'elle est toujours inconnue.

- Intervention de Maître Coutant PEYRE :

Elle parle des photos des tapis avec les armes. Elle parle des fournisseurs des armes et parle du fait que les armes ont été livrées à monsieur Hermant. Elle a demandé un supplément d'information pour savoir pourquoi les fournisseurs des armes n'étaient pas présents dans le box des accusés.

Elle parle du fait que les services de police avaient de nombreuses informations depuis 2010. Christian D ne peut pas lui répondre précisément. Elle dit attendre les personnes qui pourront enfin répondre à ces questions.

Elle parle ensuite des condamnations de Coulibaly en disant qu'il faisait des braquages et savait donc trouver des armes tout seul, sans aucune autre aide. Christian D répond « *C'est toujours une équipe qui fournit des armes, il y a besoin d'une équipe* ».

- Intervention d'un avocat de la défense

S'agissant des armes, elle dit qu'elles sont passées par Claude Hermant et qu'elles ont donc tué. Elle se demande pourquoi il n'est pas là. Des munitions ont été trouvées chez lui et qu'elle correspondait avec des armes retrouvées sur Coulibaly.

Christian D répond que c'est délicat car il y a une instruction supplémentaire sur la question d'un trafic d'arme entre la France et la Belgique et où Claude Hermant est soupçonné.

- Autre intervention d'un avocat de la défense

Il demande de confirmer qu'aucun des téléphones retrouvés n'a croisé avec les téléphones de ceux qui sont dans le box ? Christian D confirme.

Il parle ensuite de la législation sur l'achat de gilet tactique. Il demande de confirmer que c'est bien en vente libre. Christian D confirme.

- Autre intervention d'un avocat de la défense

Elle parle de l'achat des couteaux. 4 personnes étaient présentes et deux seulement sont présents dans le box. Quel a été le traitement judiciaire de ses deux autres personnes ? il répond que les 4 avaient été en GAV mais que très vite on comprend que c'est Willy Prévost qui a fait un nombre d'acte important et également l'achat du Renault et des traqueurs pour la moto qui se trouvent à Montrouge.

Pour lui il n'y a pas la même pertinence pour les 4 personnes.

Sur le fait de savoir si Coulibaly était fiché S, il répond qu'il ne l'était pas.

II. Audition de Mme HIDALGO, Maire de Paris.

Tous les avocats de la défense sortent de la salle. En effet, La majorité des avocats de la défense au procès des attentats de janvier 2015 s'est opposée lundi par écrit à l'audition de la maire de Paris Anne Hidalgo, prévue dans l'après-midi, estimant qu'elle était inutile "à la manifestation de la vérité".

Le président commence en justifiant sa venue. Il dit quelle a été en contact permanent avec des victimes et associations de victimes. Qu'elle a été sur les lieux de l'Hyper Casher, sur les lieux de Charlie. Il dit bien que c'est uniquement sur le point de savoir comment elle a vécu les choses que nous l'entendons.

Anne Hidalgo déclare : « *Si je suis ici aujourd'hui c'est parce que je suis maire de paris et j'ai vécu ces événements au plus près, au plus près des victimes* », elle énonce ensuite les noms des 17 victimes.

Elle raconte que le 7 janvier, elle présentait les vœux depuis l'hôtel de ville. Son directeur de cabinet lui a dit ce qu'il se passait et elle s'est rendue directement sur les lieux du 10 rue Nicolas Appert. Les lieux n'étaient même pas encore sécurisés. Elle a retrouvé François Hollande et Bernard Cazeneuve sur place. Elle dit que c'était la sidération. Elle a vu le procureur de la République, François Molins et a vu son regard livide. Elle a aussi vu Patrick P, qui est un ami. C'est la sidération et la peur à ce moment-là. Très vite, elle improvise son rôle de maire car elle n'a jamais connu d'attentat de cette ampleur. Elle dit avoir eu la chance de rencontrer Françoise Rudetzki (SOS Attentat) lors des attentats en 1995 et qui l'a aidé à savoir ce qu'il fallait faire dans ce moment-là. Elle s'est dit qu'il fallait surtout faciliter l'accueil des victimes, des rescapés. Un petit théâtre a été ouvert et prêté pour accueillir les survivants et les témoins... les familles ont commencé à arriver.

Dans beaucoup de confusion elle a vu Véronique C, femme de Cabu. Elle était avec elle quand elle a appris pour la mort de son mari. Elle était avec les victimes et les associations.

Ensuite, ils ont organisé un conseil de Paris exceptionnel le 9 janvier pour donner le titre de citoyen d'honneur à Charlie Hebdo.

Le 8 janvier au matin, elle a appris avec stupeur l'assassinat de Clarissa Jean-Philippe et a été en contact avec le maire de Montrouge. Elle a aussi été en contact avec plusieurs policiers.

Le 9 janvier, lors du conseil de Paris exceptionnel, ils remettent le titre de citoyen d'honneur à Charlie Hebdo. Lorsqu'ils sont en train de procéder à ce vote, ils sont alertés de la prise d'otage qui a lieu à l'Hyper casher. Elle se rend alors sur les lieux et demandent comment elle peut être utile. Les forces du raid demandent les plans de l'hyper casher. Pour permettre de mieux connaître la configuration des lieux. Elle déclare « *mon rôle en tant que maire c'est aussi de faire le point de toutes les institutions qui sont à proximité* », « *C'est mon rôle de maire d'établir le contact, de rassurer, de savoir qu'on s'occupe d'eux et de leur dire de ne pas bouger* ». Assez vite arrive les familles des otages et elle se souvient des échanges de regard avec eux.

Elle revient sur la raison de sa venue. Elle dit être alertée par la montée de l'antisémitisme et préoccupée pour ce qui est de la liberté d'expression. Elle dit « *être Charlie* » et l'avoir toujours été. Elle a baigné dans l'esprit Charlie, surtout quand elle était étudiante. Quand il y a eu les caricatures en 2006, elle s'est sentie des leurs. Quand il y a eu en 2011 l'incendie, elle était là pour participer aux manifestations.

Elle parle d'un trajet en train avec Charb qu'elle aimait beaucoup et qu'il lui avait proposé de participer à un bouclage quand il était dans les locaux de Libération. Elle dit les avoir aidés à se reloger au 10 rue Nicolas Appert.

Pour elle, la ville de Paris a basculé ce jour-là (7 janvier 2015), et la ville a perdu de son insouciance.

- **Intervention de son avocat, Me Klugman**

Il parle de la présence des médias devant l'hyper casher avec les forces de l'ordre.

Elle raconte que l'assaut a été compliqué vu que les téléfilms filmaient en direct. Le préfet a demandé à ce qu'elle agisse auprès des médias. Elle les a donc appelés et a insisté fortement, a fait pression sur eux, pour qu'elles retirent leur caméra. Ce qu'ils ont fait. L'assaut a donc pu avoir lieu après cela.

Son avocat dit ensuite qu'il a entendu des propos comme « *récupération politique* » en lien avec sa présence ce jour, et lui demande ce qu'il en est. Elle déclara alors : « *Je suis venue parce que ces journées des 7, 8 et 9 janvier 2015 ont bouleversé nos vies et qu'il s'agit de rappeler ce que sont les valeurs de la république. Avec ces attentats, avec ces journées terribles, notre ville a basculé, nos comportements ont changé* ».

- **Interventions des avocats des Parties civiles**

- Intervention de Avocat sans frontières, PC :

Elle parle des deux motivations évoquées par Mme Hidalgo sur sa venue à la cour. Elle dit qu'elle a entendu lutte contre l'antisémitisme mais qu'elle n'a pas entendu la lutte contre l'islamisme radical. Est-ce qu'elle s'associe contre l'islamisme radical ?

Elle répond que oui et qu'elle défend la république avec ses valeurs universelles. Bien sûr que tout ce qui vient fracturer cette république, elle est contre et elle le contre, « *l'islamisme radical a modifié nos sociétés. Ce combat pour les valeurs républicaines et la liberté d'expression va à l'encontre de cet islamisme radical.* »

- Avocat d'une personne qui se trouvait Rue Appert

Il parle de Charb et de ses carnets qu'il avait fait 3 jours avant l'attentat et qui devait être publié au sujet de l'islamophobie. Il dit que certains politiques pensaient que la publication n'étaient pas responsables. Il veut donc avoir son avis objectif sur cette question.

Elle répond qu'en 2006, elle était responsable politique en charge de la culture et de la communication au sein du parti socialiste et qu'elle a, à ce titre, défendu les dessinateurs. Elle déclare « *Je viens d'une famille de républicains espagnols pour qui la république française était un idéal à atteindre et c'est dans cette culture là que j'ai été élevé et c'est pour cela que j'ai été attentive à ce que la liberté d'expression soit défendue, je savais que c'était parce qu'il y avait cette liberté d'expression, cette laïcité, que je pouvais avoir la liberté ici en tant que femme et fille d'immigrée de parler et que c'est pour cela que dès que je peux m'exprimer, je m'exprime car nous avons un joyaux entre les mains, je ne mettrais jamais de « mais » aux caricatures même si quelques images peuvent être choquantes* ».

L'avocat de la partie civile parle des propos de la dessinatrice Coco qui avait dit qu'ils s'étaient défroqués devant l'idéologie islamiste. Il demande son avis sur ce propos.

Elle dit qu'elle ne peut reprendre les propos d'une victime et ne dirait pas que l'on s'est défroqué mais qu'il faut plutôt que l'on se ressaisisse.

- Avocat de Mme W, veuve de Monsieur Georges Wolinski

Elle demande si elle avait été informée des menaces qui pesaient sur Charlie Hebdo. Elle répond que oui et qu'ils avaient d'ailleurs relogé Charlie Hebdo après l'incendie.

L'avocate demande pourquoi il y a eu la suppression de la police devant les locaux. Elle dit qu'elle ne pourra pas répondre à cette question.

- Autre avocat, PC

Elle demande si elle connaît le nom des 11 accusés dans le box. Mme Hidalgo répond qu'elle ne les connaît pas et qu'elle ne veut pas les connaître. Nous entendons les accusés marmonner : « *Qu'est-ce -qu'elle fait là alors ?* »

- **Intervention de la défense**

L'avocat demande pourquoi elle ne veut pas connaître le nom des accusés dont c'est le procès. Elle répond qu'elle veut simplement s'accrocher à la mémoire des victimes. Elle s'honore d'être dans un pays droit. L'avocat lui répond en disant que ceci n'est pas compatible avec une enceinte judiciaire.

Audience suspendue pour 15 minutes

III. Dépôt de conclusions de la Défense

L'audience reprend avec des dépôts de conclusion.

A) Dépôt de conclusion relative au départ de certains avocats de la défense pendant le témoignage d'Anne Hidalgo

Des conclusions ont été déposées par presque l'ensemble des avocats de la défense du fait de leur absence pendant le témoignage de Anne Hidalgo.

Le président dit qu'il a été avisé d'un courrier ce matin par des signataires de la défense pour dire qu'ils quitteraient la salle d'audience car certains témoignages faisaient perdre un temps précieux à ce procès.

Un avocat s'exprime en disant que la cour est saisie d'une seule question qui est la culpabilité des accusés et qu'après 3 semaines, il ne comprend pas pourquoi la déposition de la maire de Paris permettrait d'éclairer la cour sur la manifestation de la vérité.

Une autre avocate dit qu'elle ne veut pas créer un vice de procédure mais acter ce qu'il s'est passé.

B) Conclusions de Maître Coutant-Peyre

Elle veut la recherche de la vérité c'est-à-dire qui a fait quoi. Depuis le 20 janvier 2015 les services d'enquête ont dit qui étaient les fournisseurs d'armes alors qu'ils ne sont pas poursuivis aujourd'hui. Malgré cela, avec un bricolage de recherche en tous sens, on n'a pas cherché volontairement et on a cessé toute recherche, pour ne pas engager les procédures... « *on a bricolé un procès artificiel* ». Elle parle d'une justice qui ne veut pas établir la vérité. Elle parle d'un PV qui dit qu'en 2016, la police aurait entendu un témoin et que cette audition concernait les armes et les auteurs des attentats. Or le PV d'audition ne figure nulle part. Elle estime que malgré les milliers et milliers de pages de procédure de ce dossier, c'est une des pièces les plus importantes. Si on ne lui communique pas cela, elle enclenchera une procédure de nullité. Ce document est inconnu de toutes les parties et il y a aussi une procédure pour sortir de l'anonymat. Elle demande que les AG fassent le nécessaire, ainsi que la cour, dès demain. A défaut elle poursuivra ces conclusions jusqu'à demander la nullité de ce procès.

Il y a aussi une demande concernant une photo. Elle dit que POLAT a été suivi et qu'elle a constaté que dans le dossier il y a des repérages des lieux etc, mais aucune photo de ce suivi. Ce qui n'est pas possible à son sens.

- **Intervention de l'avocat Général**

Pour lui, Me Coutant-Peyre ne fait que des hypothèses car à aucun moment on ne parle de photos mais de surveillance physique. Elle fait une hypothèse qui n'est pas démontrée et cela ne relève pas du ministère public mais de la Cour.

Pour le premier point et la demande de PV, il demande de sursoir à statuer car le DGSJ doit être entendu le 24 septembre. Il semble que cela soit important que ce responsable de service puisse s'exprimer avant d'envisager autre chose.

Me Coutant Peyre dit qu'il a déjà communiqué des documents pendant les débats donc pourquoi ne pas le faire ici ?

L'avocat Général répond qu'il s'agit d'une question de règle de procédure. S'il souhaite communiquer spontanément il n'y a pas de problème mais la demande est différente ici puisque c'est une demande sollicitée par la défense.

- **Intervention d'un accusé, Monsieur POLAT**

Il commence par dire qu'il ne va pas s'énerver et ne pas parler mal.

Il revient sur l'individu qui a assassiné le « *petit en bas de chez lui* ». Il dit que cette personne est un indic. Il déclare : « *C'est pas des fanfaronnades. Il a tué le petit. Je l'ai balancé, on va sortir la vérité* ». L'accusé semble avoir des choses à dire mais est toujours aussi confus dans son propos.

Il continue : "*La prison je vais la faire vas-y je suis en prison pour rien, je vais la faire. Je vais faire tomber tout le monde. Je vous demande de déclassifier des photos. Un indic comme Hermant encore on peut le couvrir, mais un assassin non. Je vous demande juste, sortez-moi ces deux documents et après je vais aller au JIRS et tout expliqué. Cette personne-là se présente à la DGSJ parce que c'est leur indic et dit qu'elle a des choses sur moi* »

Le président essaie de le stopper mais impossible. Il dit ensuite qu'il faut voir si cela a un lien avec ce dossier, et lui dit qu'un enquêteur de la DGSJ va venir. Pour lui ce que dit Monsieur POLAT est en lien avec une autre affaire.

L'accusé répond que ça concerne ce dossier et qu'il est baigné dans les deux affaires. Il dit qu'un indic est venu « *raconter des salades* » sur lui pour couvrir un assassinat.

Le président lui coupe son micro.

L'audience est suspendue à 18h et reprendre le lendemain à 9h30.

JOUR 15 - MARDI 22 SEPTEMBRE 2020

I. Audition des parties civiles en lien avec les faits commis à l'Hypercacher

A. Audition d'un premier témoin anonymisé, parent de Y. COHEN.

NdlR : Yohan Cohen est l'une des quatre victimes décédées de l'Hyper Cacher d'A. Coulibaly. Employé du magasin et âgé de 20 ans, il la première victime de la prise d'otages.

• Questions du Président

Le Président l'invite à se présenter, et à témoigner de ce qu'il a vécu.

Il témoigne avec beaucoup d'émotions. Il décrit son fils, comment il était.

Puis il aborde le 9 janvier, sur le déroulé des faits. Il a appris que son fils était à l'Hyper Cacher. Il s'est rendu sur place. Il n'a eu que peu d'informations de la part des forces de l'ordre. Il a attendu un temps considérable avant d'avoir des informations. Des policiers ont appelé des noms après la prise d'otage, leur demandant de les suivre. Il a appris que son fils était mort, et son beau-frère l'a identifié, car il ne s'en sentait pas capable.

Il pense beaucoup à sa fille, la sœur de Yohan, ainsi qu'à sa mère. Il a d'abord voulu les protéger, ne pas leur révéler dans quelles circonstances son fils est décédé (*NdlR : il a souffert longtemps après avoir été touché par balle par A. Coulibaly*).

Sa sœur a fini par apprendre récemment les circonstances du décès ... Elle était partie au Lina, et est revenue en France pour des raisons professionnelles. Il s'inquiète beaucoup pour elle, pour sa sécurité. La semaine précédente, il s'est fait voler une sacoche dans la rue, à l'arrachée. Il s'est assis longtemps, choqué par l'événement, et il a tout de suite pensé à sa fille, inquiet pour sa sécurité.

Concernant la mère de Yohan, elle ne connaît pas les circonstances du décès.

Il parle souvent avec son beau-frère. Il l'a appelé après l'agression. La famille est très importante pour eux.

Il s'interroge sur les raisons d'A. Coulibaly, relativement à ce passage à l'acte. « Pourquoi cette haine du juif ? » se questionne-t-il. Il ne préfère pas regarder les complices, il ne comprend pas comment ils ont pu aider quelqu'un à enlever la vie de personnes. Il considère qu'ils ont aidé une personne à tuer d'autres personnes.

Lui et ses proches n'arrivent plus à vivre normalement « on nous a volé notre chaire ». Ils se couchent et se lèvent, c'est tout.

Il aborde l'affaire Ilan HALIMI, et ses conséquences dans la communauté juive. Le choc fut énorme pour lui. Il répète qu'il n'arrive pas à comprendre pourquoi on en veut autant à la communauté juive.

Le Président lui demande si c'est le premier jour qu'il vient au procès. Il répond qu'il est là très régulièrement depuis le premier jour. Sur la vidéo diffusée la veille, il répond qu'il est sorti de la salle, pour éviter d'avoir à visionner des images qui le hanteraient.

Son avocat le questionne sur sa vie dorénavant, sur les conséquences de cet événement. Il n'arrive pas à retravailler toute sa vie est bouleversée. Il pense énormément à la sécurité de ses proches.

Pas de questions des parties civiles, de l'avocat général, et de la défense.

Le Président lui demande s'il a des observations à rajouter. Il souhaite faire part à la Cour de son indignation la veille, de voir les avocats de la défense (NdIR : il mentionne d'abord « les avocats de partie civile », mais corrige ses mots ultérieurement, visant la défense) rire avec les accusés pendant une suspension d'audience. « J'ai perdu mon fils de 20 ans et eux, accoudés à un bar, ils rigolent. ».

Une avocate de la défense souhaite réagir suite à ses propos. Le conseil du témoin l'interrompt pour lui dire qu'il se dout de ce qu'elle veut dire face à ces propos, mais que ce n'est ni le moment ni le lieu. Il ne partage pas nécessairement ces propos, mais il a perdu son jeune fils, et souhaite aujourd'hui s'exprimer.

L'avocate de la défense insiste, mais tant le Président que le Conseil du témoin lui demandent de pas prendre la parole, de laisser s'exprimer, et de ne pas créer un débat inutile.

B. Audition du deuxième témoin anonymisé, frère de la mère de Y. COHEN

- **Questions du Président :**

Le Président l'invite à se présenter, et à apporter son témoignage sur le 9 janvier.

Ce jour là, il a appris la fusillade par la presse. Il ne savait pas que Yohan était là bas au début. Les informations de la presse les ont d'abord rassuré, puisqu'il était d'abord dit qu'il n'y avait pas de mort. Mais les informations étaient mauvaises. « Malgré la prise d'otages à l'hyper cacher, on était rassuré ». Ils ont fini par savoir qu'il y était présent.

Ils se sont rendus sur les lieux. Une femme a réussi à parler à sa fille au téléphone. Ils lui ont demandé si Yohan COHEN allait bien. Il n'y a d'abord pas eu de réponses, puis l'interlocutrice a répondu qu'elle ne savait pas de qui il s'agissait. Ils ont compris que leur fils était décédé...

C'est lui qui a procédé à l'identification du corps, et cette image a tout balayé, elle reste la seule qu'il conserve de lui.

Il revient sur la réaction de ses proches. Il ne comprend pas celle de sa sœur, qui a levé les yeux au ciel, considérant que c'était la volonté de Dieu.

Il ne comprend pas cette violence en France contre les juifs. Il considère que la France est un « pays de sûreté, un pays d'épanouissement » où l'on peut être heureux. C'est son pays de naissance, et il ne le quittera pas.

Il revient sur sa relation avec le père de Yohan, sur leurs échanges très réguliers, quotidiens. Il essaye d'être là pour lui.

Il revient sur le fait que ce n'est pas qu'un enfant qui est mort, c'est toute une famille qui est morte ce 9 janvier 2015. Depuis ce drame, les parents de Yohan sont l'ombre d'eux-mêmes. « Il est difficile d'être juif en France ». Aujourd'hui il faut déterminer qui sont les responsables, qui a aidé les auteurs des attentats.

Pas de questions des parties civiles, de l'avocat général, et de la défense.

C. Audition du 3^e témoin anonymisé, épouse de P. BRAHAM

- **Questions du Président :**

Le Président l'invite témoigner.

Quand son époux est décédé, ils avaient trois enfants. L'aîné était âgé de 8 ans, la deuxième de 3 ans, et la petite dernière de 20 mois.

Elle est arrivée à l'école pour déposer ses enfants lorsque sa petite sœur l'a appelé pour lui dire qu'il y avait une prise d'Otage Hypercasher. Au début elle ne pensait que son époux y était. Mais la veille, elle lui avait fait une liste de course, et il manquait des aliments pour le shabbat. Elle lui a dit que ce n'était pas grave, qu'elle ferait sans. Mais elle s'est dit qu'il y était certainement quand même allé.

Anxieuse par nature, son époux savait qu'il fallait lui répondre vite sinon elle s'inquiétait. Elle l'a appelé plusieurs fois, et elle a fait un malaise en allant à la crèche, car elle a su que son époux était sur place. Elle est allée avec ses enfants chez son beau-frère. Elle a d'abord appelé la police sur le 17, mais ils ne l'ont pas cru. Vers 15h, elle a appelé le commissariat, ils n'ont rien pu lui dire, ils n'avaient pas plus d'information.

Après l'assaut, elle l'a cherché partout, elle a appelé des hôpitaux. Elle a attendu longtemps. Finalement, le président de sa communauté a réussi à avoir la réponse, sans qu'elle ne sache comment. Elle a appris son décès, et son monde s'est écroulé. Son mari était son pilier, elle est « morte avec lui ». Elle n'est plus là aujourd'hui que pour ses enfants. Elle ne se sent pas capable de les élever seule, mais elle fait tout pour. C'est très difficile devant eux, mais il faut qu'elle soit forte pour ses enfants.

Elle a beaucoup de mal à trouver le sommeil, elle s'est habituée, ne dort que très peu, parfois pas du tout ou se contente de somnoler. Elle essaye tant bien que mal de faire perdurer le souvenir de son époux pour ses enfants, sa dernière enfant ne se souvenant plus de lui. Plusieurs fois par jours, elle a besoin de vérifier qu'ils vont bien. Elle a peur de l'avenir, de ce qu'elle va leur raconter. Ils savent juste qu'un homme méchant a tué leur père, ils sont trop jeunes pour en savoir plus pour le moment. Ils ne comprennent pas pourquoi leur père a été assassiné.

Plusieurs fois elle a tenté de reprendre le travail, mais elle n'y arrive pas. Cela fait 5 ans que ses enfants n'ont pas été dans un parc, elle se sent incapable de les emmener. Idem pour des anniversaires, des fêtes.

Son époux lui manque sur cette terre. Il avait beaucoup de valeurs, c'était quelqu'un de très droit, de respectueux avec un sens fort sens familial. Il n'aimait pas les conflits. Elle revient sur le 9 janvier, considère que c'est de sa faute si son époux est décédé, car c'est pour elle que son mari est retourné faire ses courses.

Même si cela fait 6 ans elle a l'impression de l'avoir perdu la veille. Elle lui parle tous les jours. Son fils lui ressemble beaucoup, elle peut le voir à travers son visage.

Chaque anniversaire, chaque date, chaque fête est difficile pour elle. Son rôle auparavant était de s'occuper de ses enfants, de travailler à la crèche, d'entretenir la maison. Il s'occupait de tout le reste : des papiers, des impôts, etc. c'était le gendre idéal, le médiateur dans la famille et dans la communauté. Il était très croyant, alors qu'elle ne pratiquait pas beaucoup auparavant. Il était très drôle et apprécié.

Les fêtes juives sont compliquées. C'est normalement à l'homme de faire les prières, elle a du s'adapter, en attendant sur son fils soit en âge de les faire, à 13 ans. Pendant la fête, pendant le confinement, elle a essayé de raconter les histoires, comme le faisait son époux. Elle a déposé la photo de son époux à table, pour qu'il soit avec eux. Elle essaye de l'imiter, de lui rendre hommage.

Interrogé sur ce qu'elle attend de ce procès, elle souhaite parler de son mari, que les gens sachent à quel point il était un mari exceptionnel, un père exceptionnel. Ses enfants sont orphelins, elle n'a pas le droit de tomber malade. Elle a essayé de faire juger à sa petite sœur de prendre ses 3 enfants s'il lui arrivait malheur, de ne pas les séparer. Elle est devenue veuve à 39 ans, et sa vie a été bouleversée.

Son avocat la remercie pour son témoignage, et revient sur les épreuves difficiles qu'elle a traversé pour parvenir à témoigner. Il souhaite, en accord avec elle, que des photos de son époux soient projetées dans la salle, ce qui est fait. Le couple et la famille apparaissent ainsi dans la salle d'audience. La témoin les décrit, explique leur contexte.

Pas de questions des parties civiles, de l'avocat général, ou de la défense.

D. Audition du quatrième témoin, anonymisée, employée de l'Hypercacher

- Questions du Président :**

Le Président la présente comme l'une des interlocutrices principales d'A. Coulibaly lors de la prise d'otage, caissière le 9 janvier. Le Président l'informe qu'un enquêteur la veille est revenu sur le déroulement de la prise d'otage, mais que son témoignage permettra de comprendre ce qui s'est passé à l'intérieur, de manière moins froide.

Sa collègue n'a pas pu venir pour témoigner.

Il l'invite à revenir sur les faits telles qu'elle les a vécus, son ressenti.

Elle tient d'abord à s'excuser auprès des familles de victimes présentes dans la salle. Elle témoigne au nom de ses collègues qui n'ont pas pu venir, au nom des victimes. Elle va essayer de raconter au mieux ce qui s'est passé ce jour-là.

Le vendredi 9 janvier 2015, vers 13h, elle était à sa caisse. Elle se souvient avoir fait passer un paquet de poulet surgelé, lorsqu'elle a entendu une première détonation. Elle s'est déconnectée, et a laissé tomber le paquet qu'elle tenait dans la main. Elle a vu son collègue Yohan tomber, tenant sa joue de sa main, en criant, alors qu'il rangeait un cadi. Il a appelé le directeur du magasin en criant « ca fait mal ». Elle était en face de l'entrée. Elle a vu le terroriste lui tirer dessus à nouveau.

Le directeur est sorti la main ensanglanté, blessé par le terroriste.

Elle s'est cachée sous sa caisse. Elle l'a entendu dire « comment tu t'appelles ? », puis tirer. Elle saura plus tard qu'il s'agit de Monsieur BRAHAM. Il est ensuite venu vers elle, elle a vu ses armes, son gilet pare balles, et a dit « ah t'es pas encore morte toi », avant de tirer juste à côté d'elle. Sa collègue Andrea a entendu le tir, et lui a demandé si tout allait bien. Elle a répondu oui, elle a fait le tour de sa caisse, elle vu les corps.

Elle a cru qu'il voulait de l'argent. Elle lui a dit qu'elle pouvait tout lui donner. Il a rigolé, répondant qu'il n'était pas là pour l'argent. Il a dit qu'il était avec les frères KOUACHI, qu'eux s'occupent de Charlie Hebdo, pendant que lui s'occupe des juifs et des flics. « Les juifs vous aimez trop la vie, vous pensez que c'est la vie le plus important, alors que la mort qui est importante. Moi je veux mourir en

martyr. » Plus tard il lui dira « vous êtes les deux choses que je déteste le plus au monde, vous êtes juifs et français ».

Il a braqué sa collègue, et a demandé à la témoin d'aller chercher les personnes cachées en bas, sinon il tuerait sa collègue. Elle est descendue, mais personne en bas n'a voulu la suivre. Elle est remontée en se disant qu'il allait la tuer, mais il ne l'a pas fait.

Il leur a demandé d'appeler la police. Ils ont composé le 17, mais pour une urgence il fallait attendre. Ils ont attendu longtemps, et A. Coulibaly les a raillé en disant « qu'ils n'étaient pas assez important pour que la police décroche ». Elle les a finalement eu, et leur a passé le preneur d'otages.

Après, Coulibaly a remarqué qu'une porte au fond était toujours ouverte. Il a demandé qu'elle était le bruit qu'il entendait, il s'agissait du monte charge. Il a déplacé un rideau, et a vu le monte charge et la porte de secours ouverte. Il a demandé si des personnes étaient parties par là, la témoin a dit que ce n'était pas possible.

Il lui a demandé de barricader cette porte, puis d'aller fermer la porte d'entrée. Lorsqu'elle a voulu abaisser le rideau métallique de la porte d'entrée, un homme au téléphone a essayé d'entrer. Elle a essayé de l'en empêcher, lui disant de ne pas rentrer, mais comme c'était l'heure de la fermeture, il a insisté, disant qu'il ne serait pas long pour la rassurer. Il est entré, a vu A. Coulibaly puis a essayé de s'enfuir, mais il s'est fait tirer dessus dans le dos. Coulibaly a tiré son corps pour pouvoir fermer le rideau métallique. Lorsqu'elle a fermé le rideau, elle s'est dit qu'elle était en train de les enterrer vivant.

Finalement, ils ont réussi à faire monter des personnes réfugiées en bas, sauf une mère avec son enfant, qu'ils ont caché. Une personne, Yoav, a vu le terroriste et son arme posée à côté de lui lorsqu'il est monté. Au bout d'un moment, il a tenté de prendre l'arme, a essayé de tirer mais sans résultat. Le terroriste lui a tiré dessus, dans la tête, il y avait du sang partout... il les a réunis autour du corps, pour leur dire que s'ils tentaient quelque chose, ils finiraient pareil. Il leur a montré son sac, et toutes les armes qu'il y avait dedans, les munitions, les bâtons de dynamite, etc.

Il a demandé à la témoin et à une autre personne de lui montrer les caméras. Il a chargé un client de les détruire. Puis il les a réunis, et a parlé de sa vie, de ses sœurs, qu'il revenait de Syrie. Il considérait qu'en payant les impôts, les français soutenaient les tueries commises au moyen orient, que les français aidaient à commettre des crimes de guerre en Syrie.

Il a demandé à un employé d'ouvrir le bureau. Il n'a pas réagi, la témoin lui a donc pris, et l'a ouvert. Le téléphone n'arrêtait pas de sonner. Coulibaly lui a demandé de décrocher le téléphone, et de répéter ce qui lui était dit. Les deux premiers appels étaient des journalistes, un autre était celui d'un homme musulman qui insultait A. Coulibaly, elle ne lui a donc pas répété.

Elle s'est mise à pleurer. Pendant ce temps, elle se souvient des paroles d'A. Coulibaly : « mais tu pleures mais pourquoi ? », « allez y manger c'est gratuit profitez ». La témoin a voulu prendre soin d'un enfant qui était malade, elle lui a demandé si elle pouvait et il a répondu : « Bien sûr, je ne veux pas qu'on dise que je fais du mal aux enfants ». Elle n'a pas compris l'irrationalité de cette réponse. Elle faisait tout pour survivre. Pour se déplacer, elle devait enjamber des corps, elle entendait des gémissements.

Elle souhaite dire que les 4 personnes décédées ce jour-là sont des héros. Il souhaitait juste montrer que c'était lui qui gérait la situation. Il a demandé s'ils voulaient qu'il achève Yohan qui gémissait, tout le monde s'est écrié non, laissez le tranquille.

Elle pense à aux familles des victimes tous les jours, elle avait des liens avec certaines victimes.

Coulibaly est parti prier au fond de la salle, leur demandant de ne rien tenter. Ils ont entendu la porte de secours être secouée, les forces de police tentant d'entrer. Il avait dit aux forces de l'ordre que s'ils essayaient d'entrer, il tuerait tout le monde. Elle a eu peur. Depuis 4h, elle priait pour cela ne finisse pas mal. Le rideau de fer s'est ouvert, lentement. Il ne les a pas tués, puis des coups de feu ont retenti, les personnes se sont couchées sur le sol. Elle a entendu « ils l'ont tué », mais elle n'arrivait pas y croire. Tant qu'elle ne voyait pas son corps, elle ne pouvait pas le croire.

Interrogée sur sa vie aujourd'hui, elle répond qu'elle essaye d'extérioriser, et que cela l'aide beaucoup. Elle souffre d'une grande tristesse depuis le 9 janvier. Pour tout le monde, c'est important d'être soutenu. La pression des journalistes est très difficile à vivre.

Elle regrette que les gens oublient, les laissent seuls avec ce qu'ils ont vécu. Pour elle, pour sa collègue, le soutien est primordial.

Le lendemain, elle a voulu partir en Israël. Elle est revenue en France juste pour témoigner au procès.

Elle insiste sur le fait qu'elle désire en parler, elle refuse que les gens oublient ce qui s'est passé. Elle connaissait une des victimes, elle a eu le temps de parler à d'autres. Elle ne comprend pas la sauvagerie de leur assassinat, seulement parce qu'ils étaient juifs. Elle veut aller mieux, refuse de vivre en dépressive.

Le Président l'interroge sur ce qu'elle fait en Israël. Elle a suivi une formation d'infirmière, qui lui a beaucoup plu car elle a pu faire preuve d'empathie avec les autres. Elle a obtenu le diplôme. Elle ne peut cependant toujours pas exercer, à cause de la vue du sang.

Pas de questions des parties civiles, de l'Avocat général, ni de la défense.

La témoin tient à remercier les forces de l'ordre, le RAID, la BRI qui ont fait ce qu'il fallait faire pour les sortir vivant là. Ils devaient agir en simultané avec les KOUACHI, ils ont agi avec brio, « ils nous ont sauvé, c'est grâce à eux ».

E. Audition d'un cinquième témoin, anonymisé, beau-frère de M. SAADA

Le Président l'invite à se rendre à la barre pour témoigner.

Le témoin commence par évoquer le fait que son beau-frère lui manque depuis 5 ans. Il a été assassiné au moment il a été acheté le pain de Shabbat.

A chaque Shabbat, ils pensent à lui. C'était quelqu'un de droit, qui avait un sens de la famille très important. Il accordait de l'importance à ses amis. Il leur manque par son humour, par sa droiture, en tant qu'ami, frère, mari et père.

Sa femme, la sœur du témoin, a quitté la France pour s'installer en Israël. On lui a demandé s'il souhaitait récupérer une partie des organes de la victime. Il a accepté, et a essayé de les ramener pour les enterrer avec le reste du corps. C'était très long.

Il souhaite s'adresser aux personnes inculpées : il considère que dans la vie, on choisit les gens avec qui on est, on doit assumer ses amitiés. Dans un acte de terrorisme, de banditisme, si l'on vend une arme, un gilet pare balle, l'objectif est forcément grave. Il faut assumer ce but, aussi grave soit-il.

M. Saada était fier d'être Républicain, d'être français, heureux de vivre en France. En réaction aux attentats de Charlie le 7 janvier, Michel avait déclaré qu'il fallait continuer à vivre.

Il souhaite lire la lettre de sa femme, qu'elle a écrite pour l'occasion. Il en fait lecture, dont le passage suivant :

« Voilà 287 Chabat que mon mari a été assassiné. Les mots me manquent pour me décrire les 4 heures d'attentes jusqu'à l'assaut. Michel a été tué en allant chercher le pain de Chabat. Cette culpabilité me ronge, vous m'avez enlevé mon mari, vous avez enlevé un père, un grand père. Michel était la colonne vertébrale de notre famille, sans lui nous n'arrivons plus à tenir debout. »

Pas de questions des parties civiles, de l'Avocat général, ni de la défense.

F. Audition d'une sixième témoin anonymisée, sœur de M. Saada

- **Questions du Président :**

Ce dernier l'invite à témoigner.

Michel était l'aîné d'une fratrie de 4 enfants. Malgré leur différence d'âge, 16 ans d'écart, c'était une fratrie très soudée.

Il a quitté la Tunisie à 11 ans. C'était un garçon très intelligent, il a fait sa scolarité dans une école publique, laïque. Elle reste marquée par le fait que c'était un élève brillant : BAC C, classe prépa, ESSEC, il était boursier et a brillamment réussi ses études. Il était passionné de photos, et directeur d'un club de vacances. Il s'est marié, a fait son service national, puis a enseigné l'économie. Il a démarré une carrière internationale, fait plusieurs tours du monde, vécu à l'étranger. Il parlait couramment italien anglais, il ne rencontrait aucune barrière pour échanger avec les gens.

Il était directeur commercial. Il aimait le contact humain, et était reconnu dans son métier, apprécié pour ses compétences.

Il a eu deux enfants qui ont réussi leurs études, diplômés. Il a été marié 39 ans avec la même femme. Il était fidèle en amour et en amitié. C'était un éclaireur pour toute sa fratrie. Il avait la valeur du travail, de l'effort, éprouvait le besoin de se surpasser constamment. Il était dévoué, bienveillant, attentif et rendait les gens heureux. Il s'occupait de ses neveux, aussi bien que ses enfants, aussi bien en France ou en Israël. C'était le pilier de la famille, il savait fédérer, réconcilier, conseiller, avec beaucoup de sagesse. Michel avait suffisamment d'empathie pour savoir comment agir, quoi faire, à quel moment, sans être intrusif. Il était présent pour tout le monde à tout moment.

Il aidait la témoin à gérer son quotidien, il accompagnait son fils à l'orthophoniste, chez le psychomotricien, toutes les semaines. Ils allaient très souvent chez lui. Il n'y avait pas une seule fête juive qu'ils ne passaient pas ensemble. Il était inconcevable de n'être pas à ses côtés.

Michel a organisé toute la bar Mitzvah de sa fille. Ça lui faisait plaisir, il était fier de sa nièce.

Michel était aussi quelqu'un de très simple, de très humble. Il aimait prendre le petit café, les moments simples de la vie.

Il avait une grande lucidité sur ce qui se passait en France, sur la menace antisémite. Il se préparait à partir en Israël et rejoindre ses enfants, pourtant il aimait la France. En 2014, on discutait tous les deux et il lui a dit, « tu sais on va bientôt partir, j'attends la retraite de *anonymisé*, on ne peut plus rester en France en tant que juif. Tu devrais faire pareil ». La témoin y repense sans cesse.

Ses enfants étaient très proches de leur oncle. Elle a constaté que sa fille la plus jeune ne dormait plus, des problèmes scolaires sont apparus pour les deux. Pendant les récréations, elle restait seule dans la cour, elle était très triste, tout le temps, partout. C'était la double peine, on assassine son frère, maintenant c'était ses enfants qu'on faisait souffrir.

Cet attentat a été une épreuve qui les détruit, fracassé en mille morceaux. Elle voulait, dans un premier temps, se tenir à l'écart de l'instruction, du procès. Elle n'avait pas le courage de faire les démarches, trouver un avocat, elle a attendu le plus longtemps possible, trop affaiblie, trop concentrée sur ses enfants. Elle a essayé de survivre, de continuer à travailler, de retrouver une force, une capacité de concentration, d'assimilation, retrouver le goût de quelque chose. Finalement elle a considéré qu'il était naturel de prendre part au procès.

Pas de questions des parties civiles, de l'avocat général, de la défense.

G. Audition de témoin anonymisée, père de Y. HATTAV, victime de l'Hypercacher

- Questions du président :

Le Président l'invite à se présenter et à témoigner.

Le 9 janvier, il a travaillé à l'école. Il est rentré chez lui, il a trouvé sa femme, elle ne cuisinait pas elle avait entendue qu'il y avait une prise d'otage. Il raconte le parcours de son fils, il a eu son bac, il a fait des études, et commençait à travailler. Son fils a voulu habiter une bouteille de vin pour son patron pour le shabbat. Il a essayé de lui téléphoner.

Il considère que ce sont les gens qui ont donné une arme à son fils qui l'ont tué. Son fils ne sait pas servir d'une arme, sinon il aurait réussi à échapper à Coulibaly.

Depuis ce jour, leur vie a changé complètement : sa femme, ses enfants, etc. cela ne va pas. Sa fille termine ses études à Paris mais elle ne va pas bien. Cette affaire les a touchés, elle a touché toute la famille, et il ne peut pas oublier. Il considère que son fils n'a rien fait, il a été tué seulement parce qu'il était juif. Il ne comprend pas la haine, il voulait seulement acheter une bouteille de vin.

Il souhaite répéter : sans arme, Coulibaly n'aurait pas pu tuer son fils.

Interrogé sur la manière dont il a vécu son retour en Israël, il a proposé que son fils soit enterré à Jérusalem. Il regrette que son fils n'ait pas pu se marier. En 2016, il a eu une crise cardiaque, il a beaucoup souffert. Il a dû être fort, pour ses enfants.

Actuellement il habite à *inaudible* ... Il dirige une école à Tunis.

Pour le président, certaines personnes n'ont pas eu la force de venir, d'autre ont pu, ont voulu témoigner pour la mémoire de leur fils, de leur membre proche de la famille. Sur sa présence devant la cour, c'est pour la mémoire, dire quelque chose à la cour, à toute personne présente ici. Son témoignage vise à dire qu'il est fier de son fils.

- **Questions de son avocat :**

A Tunis, la communauté musulmane a pleuré avec lui. L'avenue de la liberté a été fermée, etc. Pour lui, les musulmans, ce sont ses frères. Interrogé sur d'éventuelles difficultés entre la communauté musulmane et juive, il considère que se sont plus que des frères.

Sur le tempérament de son fils, il dit qu'il était un homme extraordinaire. Son geste le surprend, il l'a ému. Il était cher pour lui.

Le témoin est pratiquant, pieux. Son avocate l'interroge sur ce jour particulier du jour shabbat. Le jour est sacré, le bon dieu a créé le monde, et le repos et le shabbat. C'est un jour joyeux. Pour le témoin, cela continue.

Il a été reçu par des officiels, par M. Hollande aux Champs Elysées. Ils ont promis beaucoup, comme la nationalité française, etc. Ils ne l'ont pas fait. Il est venu en France pour sa femme, parce qu'il a eu une crise cardiaque.

Sur les choses qu'il a à dire aux personnes aujourd'hui jugées, il demande la justice. Ils l'ont déchiré, qu'ils reçoivent tout ce qu'ils méritent.

Pas de questions des parties civiles, de l'Avocat général, ni de la défense.

H. Audition de témoin anonymisée, sœur de Y. HATTAV, victime de l'Hypercacher.

- **Questions du président :**

Elle souhaite apporter son témoignage. La joie de vivre de son frère lui manque. *Elle s'interrompt émue.* Son frère voulait créer son affaire, son patron était fier de lui, il le considérait comme un petit frère. Le 9 janvier, il s'inquiétait pour sa sœur suite aux attentats de Charlie.

Sur la peine, elle considère que 20, 30 ans n'est rien par rapport à la perte d'une vie.

En 2015, elle a reproché à F. Hollande la non-assistance à personne en danger. Elle demande au président de la cour de se substituer à la place des victimes, en imaginant que la victime est l'un des siens.

Elle n'était pas sûr que son frère y était au début. « On dit toujours que cela n'arrive qu'aux autres ». Son frère se cachait en fait dans la chambre froide en bas, dans l'attente. Il essayait de rassurer les nombreuses personnes. Il ne savait pas s'il devait répondre aux appels que lui passait sa sœur, il avait peur que les bruits n'attirent le terroriste. Il a eu le temps de lui écrire « je t'aime », mais ne lui a pas envoyé, ce dont elle s'apercevra lorsque la famille récupérera ses affaires.

Une caissière est venue les voir deux fois pour leur dire de monter, il a décidé de monter en haut, il a fait face au terroriste. Il a saisi l'une des armes, a tiré, mais elle était enrayée...

Il était allé au front selon elle. Cela faisait partie de sa nature. Devant une situation pareille, elle reste sans voix, le considère comme un héros. Son acte doit être salué et honoré, il s'est sacrifié, ce qui n'est pas normal. Il doit être connu dans la mémoire.

Elle appelle la justice à venger la mort de son frère chéri.

Pas de questions des parties civiles, de l'Avocat général et de la défense. .

L'avocate de la famille HATTAV intervient pour lire une lettre du frère de Yoav, ce que le Président accepte.

Elle lit la lettre. Il souhaite lui rendre hommage. Il prie pour que justice soit faite, et que toute personne impliquée, présente ou non soit jugée. Il ne peut pas pardonner. Il adresse une pensée à toutes les victimes de l'islamisme radical. C'est une absurdité, la haine ne vaincra jamais.

Suspension d'audience jusqu'à 15h50.

I. Audition de témoin, L. Bathily, employé de l'Hyper Cacher.

Le Président l'invite à décliner son identité et à présenter son rôle lors de l'attentat.

Il revient sur son parcours personnel, son histoire. D'origine malienne, il a contacté plusieurs associations pour s'intégrer dans la société française. Il a passé un diplôme.

En 2011, il a obtenu sa carte de séjour. Il souhaite éclaircir ce point car beaucoup de choses ont été dites par les médias, souvent fausses.

En 2011-2012, il travaille dans la restauration. Un de ses ami travaillait dans un hyper cacher. Il n'avait pas les compétences requises, mais il a quand même essayé de déposer son CV. Ils lui ont répondu et l'ont mis à l'essai à la superette de porte de la Villette. Après un mois et demi ils l'ont lui ont proposé un CDI. Il était motivé. Il a travaillé deux mois. Sa directrice a été mutée porte de Vincennes et elle a demandé à ce qu'il le suive.

A porte de Vincennes, cela se passe très bien. Tout le monde se respecte. Il était musulman pratiquant, et il n'y avait aucun problème. La direction l'a même autorisé à pratiquer sa religion. Il y avait une bonne entente dans l'équipe.

Fin 2013, il est parti en vacances au Mali. Il connaît bien Yohan, un employé victime d'A. Coulibaly. Ils s'entendaient très bien tous les deux, ils aimaient les mêmes sports, les mêmes musiques. Souvent, ils faisaient des courses et sortaient ensemble. Il a remarqué que Yohan mettait la marque du magasin hyper cacher apparente sur les sacs de cours à l'envers, parce qu'il avait peur d'être agressé dans les transports, dans la rue, « parce que les juifs sont mal vus ». Il a aussi remarqué que dans les magasins il portait des capuches ou des casquettes, pour éviter de mettre une kippa.

Le jour de l'attentat, le matin il est arrivé un peu plus en avance. Mais lui et Yohan n'ont pas les clés du magasin. Ils ont ouvert le magasin après l'arrivée de la direction. Ils ont passé des commandes, ont mis les produits dans les rayons. Le témoin finissait à 13h, Yohan lui a demandé d'aller stocker quelque chose en bas dans les congélateurs. Vers 12h45 il a entendu un fort bruit, qui s'est répété. Il s'est demandé ce que c'était, des personnes se sont bousculées dans l'escalier pour descendre.

Il leur a demandé de se calmer, pour éviter que les personnes se fassent du mal. Il a vu une autre personne de l'hyper cacher descendre. Des personnes sont allées dans la salle du congélateur, d'autres dans la chambre froide. Il a donné ses clés au sous-directeur. Le témoin lui a demandé ce qu'il se passait. Il pensait à un braquage, mais on lui a répondu que des personnes sont tombées, il ne savait pas s'ils étaient morts. Il a appelé une amie qui travaille porte de la villette pour la prévenir qu'il y a des terroristes, mais il n'a pas été pris au sérieux. Il a appelé son parrain républicain, la personne qui l'a aidé à son arrivée en France, pour le prévenir de la prise d'otage. Il l'a prévenu de la prise d'otage, il lui a donné l'adresse, et son parrain a prévenu l'école à proximité.

Son directeur adjoint et une dame ont décidé de monter. Le témoin a proposé de prendre le monte-charge pour atteindre la porte de secours. On lui a dit que ce n'était pas une bonne idée à cause du bruit que cela provoquerait. Des personnes ont préféré rester en bas. Il a dit « si vous voulez », les a fait rentrer dans la chambre du congélateur et a coupé le moteur. Lui préférait prendre le monte-charge.

Il a appuyé sur le bouton du monte-charge, qui est descendu. Il n'a vu personne, et il est monté dessus. Il se disait « ça passe ou ça casse ». Une fois monté, une porte donne accès au magasin. Son idée était de prendre la sortie de secours pour sortir vers le périphérique, ce qu'il a fait. Avant d'arriver à l'escalier extérieur, il a vu les policiers qui l'ont arrêté, ils lui ont dit de ne plus bouger.

Il a été menotté brutalement, fouillé. Ils l'ont confondu avec le terroriste. Ils l'ont gardé pendant une heure trente dans une voiture, il n'a pas arrêté de répéter que ce n'est pas un terroriste, mais il n'a pas été écouté.

Au bout d'un moment, il a vu ses collègues un peu plus loin. Il a prévenu les policiers à proximité que ces collègues étaient là-bas, et après vérification, il a été pris au sérieux.

On lui a demandé s'il connaissait le magasin, ce qui était le cas. Ils lui ont demandé de dessiner le plan du magasin, les rayons, et un dessinateur professionnel est arrivé.

Il a vu un de ses collègues blessés, qui est parti à l'hôpital. Il avait donné ses clés à la police. Les policiers lui ont demandé à quelles portes elles correspondaient.

Il est resté avec eux jusqu'à ce que l'assaut soit donné. Ils ont eu une cliente dans le magasin par message pour les informer de la position du terroriste. Selon ces indications, le témoin a indiqué les positions des personnes et du terroriste.

Il a demandé des nouvelles de tout le monde. Il a compris de la réaction de ses collègues Yohan était décédé...

Le président le réinterroge sur sa position initiale, dans la réserve. Ce qui attire son attention est le nombre de personnes qui arrivent par l'escalier. Il a entendu les coups de feu, et même les voix des personnes. Il se rend compte de ce qui se passe au-dessus.

En bas, il y a la chambre froide et une chambre congélateur. Les températures n'y sont pas les mêmes. Les personnes, lorsqu'elles descendent, se sont partagées. Des personnes sont aussi cachées derrière des palettes.

Parmi ces personnes, l'une d'elle a un enfant en bas âge.

Il a vu une caissière qui a essayé de persuader les personnes de remonter, mais personne ne voulait le faire, à part son directeur adjoint. Il connaissait bien les lieux, et savait qu'avec le monte-charge il pouvait atteindre la porte de derrière. Il a proposé à des personnes de le suivre, mais elles ont refusé, craignant que le terroriste ne les attende à la sortie du monte-charge à cause du bruit.

Il ne sait pas combien il y a de terroriste. Il pensait aux frères Kouachi.

Son directeur était déjà sorti, mais il n'avait pas pu donner des indications car il était blessé, et avait été amené à l'hôpital.

Sur son parcours personnel, il était d'origine malienne. Il a d'abord eu une carte de séjour. Désormais il a la nationalité française. Il avait fait une demande au mois de juin 2014. Grâce à l'évènement, la procédure s'est accélérée et il a pu être nationalisé. Mais il se voyait déjà avant français, « la France m'a tout donné ». Il a pu s'engager avec les associations, pour lui c'est important de parler de son parcours, c'est une chance d'avoir pu s'intégrer.

Le Président l'interroge sur ses origines. A. COULIBALY venait aussi du Mali, il était musulman, et il a tué les personnes dans le magasin parce qu'elles étaient juives. Qu'est-ce que cela lui a-t-il inspiré ? A l'Hyper Cacher, sur les 10 magasins d'Ile de France, la majorité sont tenus par des musulmans. Pour lui il n'y a pas de problèmes pour ça. Les musulmans, les juifs, sont des frères. Chacun doit se respecter, les magasins sont ouverts à tout le monde. Quand il a su qu'un franco malien a attaqué l'Hyper Cacher, cela lui a fait énormément de mal, il a été bouleversé. Coulibaly est né en France, il n'a pas eu la même éducation que le témoin. Il aborde les différences de culture, au Mali, le respect se manifeste lorsque l'on baisse la tête en parlant à ses parents ; en France il faut regarder en face. Il y a certainement aussi l'entourage mais il ne comprend toujours pas son attitude.

Interrogé sur l'après, il l'a très mal vécu. Le président au Mali lui a proposé de l'accueillir. Il y a eu un attentat là-bas... Puis il y a eu les attentats de Paris, alors qu'il habitait dans le 11^e arrondissement. Seul son entourage lui a permis de surmonter l'évènement. Il a pris une fonction à la ville, il préférerait s'occuper plutôt que de réfléchir.

Le Président revient sur un certificat médical d'avril 2015. Il était alors en congé maladie, dans l'incapacité de reprendre une activité professionnelle. Les discussions se poursuivent sur le suivi médical du témoin. Il a repris le travail à la mairie de paris, pour travailler dans le sport au contact avec la jeunesse. Il a passé un concours pour être titulaire.

Témoigner aujourd'hui est important pour lui, cela fait 5 ans qu'il attend.

- **Questions de son avocat**

Elle souhaite remettre dans son contexte le préambule de son client. Il a souhaité aborder son parcours pour expliquer, remettre dans son contexte ce qu'il a vécu à l'Hyper Cacher, cad de l'humanité et du respect.

Il considère que les terroristes ne sont pas gagnants, et qu'il ne faut pas faire des amalgames avec les musulmans.

- **Questions des parties civiles :**

L'avocate de LICRA le remercie pour son témoignage. Plusieurs sondages indiquent qu'un jeune sur deux ne connaît pas la shoah, et connaît peu l'antisémitisme. Est-ce que le témoin lorsqu'il est au contact avec la jeunesse fait le même constat ?

Avant de parler des attentats, il parle toujours de son parcours, puis de l'Hyper Cacher. Même les jeunes ne comprennent pas pourquoi des personnes tuent pour la religion. Les terroristes sont là pour diviser, c'est « *à nous de montrer que nous sommes les plus forts* ». Pour lui la religion est quelque chose de privée, il ne montre jamais qu'il est pratiquant au travail. L'humanité est plus importante que la religion.

L'avocate insiste sur sa question : comment la jeunesse prend et recueille son propos ?

Il n'a pas de difficultés dans les écoles. Il est toujours bien accueilli et respecté. Même à Montpellier, Lyon, aussi en Italie, il est beaucoup intervenu et il n'y a jamais eu de soucis. Certains jeunes ne comprennent pas non plus ce qui s'est passé : s'agit-il d'un complot, est-ce réel ? Il y a des victimes, c'est ce qu'il cherche à faire comprendre.

Autre avocate de partie civile :

Sur l'aide apportée aux forces de police avant l'assaut, les policiers avaient-ils déjà les plans ? Il ne pense pas qu'ils les avaient.

Hier Anne Hidalgo a dit qu'elle avait fourni les plans...

« A. Coulibaly est de la même ethnie que vous, vous le savez ? oui j'ai appris ça après. » Ils viennent de la même région, mais avant tout A. COULIBALY est un français, ils ont des parcours différents.

« Apparemment, l'ancien Président du Mali aurait dit que vous avez ramassé le drapeau du Mali que Coulibaly aurait laissé par terre ? » Le témoin confirme ces propos. A. Coulibaly est un enfant qui a fait du mal à la république du Mali.

Pas de questions de l'avocat général.

- **Questions de la défense**

Elle revient sur le fait que le témoin a été traité comme un suspect. Il a dit que c'était pendant une heure et demie. « Pendant cette heure et demie vous avez été considéré comme un suspect, et dès lors que vous êtes innocenté, on vous demande de faire le plan, utile pour l'intervention. Est-ce que ce n'est pas une heure et demie de perdu ? »

« Je peux comprendre. Avant de voir les informations sur moi, cela peut prendre du temps, ils ne me connaissent pas, un noir est entré dans le magasin, un autre est sorti ». Il comprend la mésentente et ils se sont excusés pour lui, pour la maltraitance qu'il a subi. Pendant quelques jours il a eu mal au poignet. « Même-moi si j'avais été à leur place j'aurais pu confondre. Ca m'a fait mal, mais je comprends pourquoi ils ont fait ça.

« Vous êtes un homme tolérant ».

Fin des questions.

Le président demande si des parties civiles présentent dans salle, qui doivent être entendues demain, souhaiteraient être entendues aujourd'hui. Pas de réponses. L'audience est donc suspendue.

Les expertises prévues cet après-midi sont reportées à une date ultérieure pour cause de Covid-19.

JOUR 16 – MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2020

Matin

L'avocate de Monsieur POLAT, Me Coutant-Peyre, demande à parler. Elle prévient la Cour de la perte d'un carnet d'audience qui doit lui être retournée. Elle indique que les conditions dans cette salle d'audience ne sont pas correctes car la défense ne peut pas écrire ou poser leur affaire correctement.

Nous continuons ensuite avec les témoignages des parties civiles qui étaient présentes dans l'hyper casher.

I. Témoignage de Madame Noémie S

Elle a été otage de l'hyper casher. Elle est restée 4h dans une chambre froide.

Le président lui demande de relater les faits dont elle a été témoin puis d'évoquer les retentissements de cet événement sur la vie personnelle et professionnelle.

Noémie S raconte qu'elle était dans le sous-sol du magasin lorsqu'elle a entendu une détonation. Elle est remontée dans le magasin, et a vite compris qu'elle ne pourrait pas sortir. Elle s'est retrouvée dans les réserves sans trouver d'issue de secours. Elle était donc au sous-sol. La caissière est descendue en disant qu'il fallait que tout le monde remonte car sinon le terroriste allait tuer tout le monde. Elle n'est pas montée. Elle n'est pas non plus remontée quand la caissière est venue une deuxième fois avec la même demande. Elle s'est enfermée dans la chambre froide avec 6 personnes pendant 4h. Elle a vécu 4h dans cette chambre froide en pensant qu'à chaque instant, elle pouvait mourir. Elle a communiqué avec l'extérieur avec son portable notamment avec son mari. Ce dernier est vite arrivé sur les lieux et il a pu la tenir au courant de ce qu'il se passait. Elle raconte qu'il y avait un bébé avec eux dans la chambre froide et que c'était très dur. Il fallait s'occuper de lui, il avait une dizaine de mois. Elle dit aussi qu'ils étaient dans le noir et qu'ils faisaient tout pour ne faire aucun bruit.

Vers 17h, son mari lui a dit que quelque chose se préparait en parlant de l'assaut. Elle a ensuite entendu beaucoup de tirs, de nombreuses déflagrations. La porte de la chambre s'est ensuite ouverte et la police est apparue. La police leur a dit qu'ils allaient les faire sortir, qu'il fallait les suivre sans regarder autour. Elle n'a rien regardé mais a vu des flaques de sang. Dehors, ensuite, elle dit n'avoir jamais vu la porte de Vincennes comme ça. Elle est ensuite allée au quai des orfèvres pour la déposition et a retrouvé sa famille.

- **Questions du Président**

Le Président lui demande à quel moment elle a su qu'il y avait eu des personnes tuées dans l'hyper casher.

Elle dit que quand elle remonte du sous-sol, elle se dit que tout le monde est mort. Plus tard, à sa sortie, elle va dans la banque avec les autres victimes et se rend compte que tout le monde n'est pas mort. Elle apprend ensuite qu'il y a eu 4 morts par l'intermédiaire d'un proche.

Il demande si elle a communiqué avec l'extérieur. Elle dit que oui car elle avait du réseau et de la batterie et c'était d'ailleurs une des seules.

Concernant l'impact sur sa vie personnelle et professionnelle : Noémie S était infirmière, elle adorait plus que tout son travail, c'était sa passion. Elle s'est rendu compte que ce n'était plus possible d'exercer son métier car elle n'arrivait plus à prendre les transports en commun. La vue du sang devenait également très compliquée pour elle alors que nous savons que la vue du sang est le plus important pour exercer le métier d'infirmière. Elle a donc arrêté de travailler pendant de longues années et a essayé de reprendre une activité pas loin de chez elle, mais elle était très fatiguée. Elle a par la suite été diagnostiquée d'un fibromyalgie causé par un stress post traumatique. Elle aimerait reprendre une activité aujourd'hui car ça lui tient beaucoup à cœur mais elle n'a toujours pas repris d'activité. Elle a toujours peur d'être tuée du fait de son nom juif qui est associé et montré dans le cadre d'une activité professionnelle. Elle dit être suivie psychologiquement mais que cela est très dur.

Noémie S tenait à être présente à ce procès pour témoigner de ce que les gens de la chambre froide ont vécu car il s'agissait d'un moment très dur même s'ils n'ont pas vu les mêmes horreurs que les otages qui se trouvaient en haut. Elle voulait également dire que ce n'est pas seulement l'attentat de Charlie Hebdo mais aussi de l'hyper casher, de Montrouge et que cela ne doit pas être oublié.

- **Intervention de son avocat**

Elle indique à la cour que l'expertise psychiatrique de Madame Noémie S va être versée au dossier et transférée aux greffes.

Elle indique également que la mère de Noémie S ainsi que son mari se sont constitués PC. En effet, Noémie S a appelé sa mère lorsqu'elle était dans l'hyper casher. Elle l'a appelé pour lui dire qu'elle allait mourir et qu'ils allaient tous mourir. Après cet appel, sa mère va directement sur place, son mari aussi. Il est d'ailleurs au plus proche des forces de l'ordre et lui donne des informations précieuses. Elle imagine l'horreur que cela a dû être pour sa famille, ses proches.

L'avocate lui demande ensuite si Noémie S savait qu'il y avait des morts lorsqu'elle était dans la chambre froide. Elle répond qu'elle a entendu des coups de feu donc elle pensait vraiment qu'il y avait beaucoup de morts.

Elle lui demande aussi comment elle prend la décision de rester en bas et de se cacher ? Elle répond qu'en bas il y avait peu de cachettes. Avec les personnes avec lesquelles elle est présente, ils cherchent une sortie de secours et n'en trouve pas. Elle voit devant elle une chambre froide ouverte et se trouve sans autre choix que de rentrer à l'intérieur et d'y rester.

Sur sa vie personnelle : c'était une personne qui aimait sortir, qui sortait souvent avec ses amis, qui fréquentait de nombreux endroits juifs, restaurants, supermarchés casher... elle n'a pas pu y retourner ensuite. Elle ne pouvait même plus se rendre à la synagogue. Elle vient d'un milieu très pratiquant et cela a été très dur pour elle. Cela faisait partit de son quotidien auparavant. Elle conclue « *Il n'y a plus rien à faire à part rester chez soi après ça* ».

Pas d'autres interventions.

II. Témoignage de Madame Claire N

Madame Claire N a 66 ans et était présente dans l'hyper casher.

Elle déclare qu'elle a une grande chance d'être en vie aujourd'hui. La journée du 9 janvier, elle faisait ses courses et était à la caisse en deuxième position. Un homme a surgi, un homme « *grand, noir, musclé* ». Elle a entendu « *c'est un attentat* ».

Elle a tout lâché de ses mains, elle s'est jetée à terre, et elle a rampé. Elle s'est dit « *je ne meurs pas aujourd'hui* ». Elle a vu une porte au fond du magasin qui était une réserve. Elle a vu deux personnes qui étaient blotties l'une contre l'autre et elle s'est précipitée contre eux. Une fille était là et disait « *ma mère ne m'a pas suivi, ma mère ne m'a pas suivi* ». Elle pleurait silencieusement et Madame Claire N a essayé de la réconforter.

Ils se sont ensuite rendu compte qu'ils étaient adossés à une porte et l'ont ouverte. Ils se sont retrouvés sur un parking qui était fermé, sans issue. A ce moment, elle s'est sentie très seule, elle s'est dit que personne ne savait ce qu'il se passait ici.

Ils ont vu la circulation bloquée sur le périphérique, ils ont entendu des hélicoptères. Ils étaient en contact avec des policiers qui leur ont dit de se cacher derrière des matériaux de construction. Il fallait qu'ils attendent avant que la grille du parking soit ouverte avec une pince. Ils ont été ensuite amenés au quai des orfèvres. Elle a appelé ses enfants pour les prévenir. Ils n'étaient au courant de rien, elle a hurlé : « *Je suis vivante, je suis vivante. Mes enfants m'ont pris pour une folle* ».

• Questions du Président

Il veut savoir si, quand elle s'est jetée au sol, elle est tombée sur une personne au sol également et si cette personne était une des victimes. Elle raconte qu'elle a vu quelqu'un au sol qui n'était pas une victime, simplement une personne allongée, pétrifiée. Elle ne sait pas ce qu'est devenue cette personne car elle a fui.

Elle se retrouve dans une réserve au rez-de-chaussée. Elle ne se trouve donc pas au sous-sol. Elle indique qu'ils étaient 3 dans cette réserve. Ils ont donc réussi à s'enfuir en soulevant une barre de fer qui était contre une porte et se sont retrouvés dehors sur un parking clos. Elle était donc dehors bien avant l'intervention des forces de l'ordre.

Le Président la questionne sur la suite de sa vie, les conséquences sur sa vie personnelle de cet événement.

Quand elle est sortie et les jours qui ont suivi, elle indique avoir été extrêmement heureuse et soulagée d'être en vie. Elle est veuve depuis longtemps et est donc le seul parent qui reste à ses

enfants, elle a donc le sentiment d'avoir encore des choses à faire pour eux. Elle a également des petits enfants et a envie de profiter d'eux. Elle a repris le dessus mais vit dans une vigilance « *supérieure à la moyenne* ». Elle pense toujours, lorsqu'elle est dans un endroit, s'il peut se passer quelque chose et ce qu'elle devrait faire. Elle fait également toujours un repérage des lieux. Elle aimerait retrouver un sentiment de sécurité comme elle avait auparavant.

Elle n'a pas eu de suivi médical et s'est fait suivre légèrement au niveau psychologique. Elle dit être très entourée.

Elle parle de sa mère et du fait qu'elle ne lui a jamais dit qu'elle avait failli mourir. C'était une femme de 85 ans, elle ne voulait pas lui dire. Sa mère est décédée sans le savoir.

- **Intervention des avocats des Parties civiles**

Un avocat lui demande quelle était la place de la religion dans sa vie et s'il y a eu un changement après cette épreuve ?

Claire N dit qu'elle est ashkénaze de tradition mais pas forcément de manière religieuse. Elle est observante des fêtes juives importantes et les valeurs de la religions juives sont importantes dans sa vie. Pour autant, pour elle ces valeurs ne se pratiquent pas que par la religion. Elle garde une identité juive très forte au fond d'elle. Elle dit encore ne pas manger forcément casher mais a beaucoup de sensibilité sur tout ce qui s'en rapporte.

Elle conclue en disant qu'elle continue à aller faire ses courses dans des magasins casher mais elle n'est jamais retournée dans l'hyper casher.

III. Témoignage de Elie.O

C'est un autre otage de l'hyper cacher. Il est né en 1944. Il raconte avoir fait « *ami-ami* » avec Coulibaly.

Il dit que ce jour il était accompagné par une personnalité religieuse du milieu juif. Il l'accompagnait faire ses courses, il était 13h15. Il était à la caisse et dans la confusion, à l'arrivée du terroriste, il s'est retrouvé en bas. Il n'a pas voulu aller dans le frigo et il s'est caché derrière des palettes.

Il raconte qu'il est monté dans le monte-charge et s'est retrouvé au rez-de-chaussée, avec le terroriste. Il s'est fait passer pour un arabe en disant qu'il s'appelait Ali. Il parle très bien l'arabe ce qui aurait facilité les choses. Il a joué un rôle, a rusé pour le charmer, pour le fatiguer. Il dit que Coulibaly lui a fait confiance, qu'il avait même mis une arme à ses pieds à un moment « *pour le tester* ».

Il raconte une version inédite des faits. Il déclare : « *Il voulait manger, j'ai dit aux autres de lui amener à manger. Il m'a dit : "c'est sec", j'ai dit aux autres : « Apportez-lui de la mayonnaise ! ».*

Il est ensuite allé vers Coulibaly et lui a dit qu'ils allaient tous mourir et qu'il fallait faire les prières. Il dit aussi être en contact depuis le début avec le raid et les forces de police. Il a donné des ordres à Coulibaly, il le prenait pour son commandant. Il l'appelait « *mon fils* ». Il a joué ce jeu tout le long.

Elie.O était dans l'armée israélienne et dit toujours faire partie de l'armée française qu'il ne quittera pas « *je suis fier d'être français* » rétorque-t-il.

Il raconte comment il a pris ensuite le tunnel de l'Hôtel Dieu à la BRI : « *On m'a ramené chez moi à 1 heure du matin. Ça a duré des heures. Le destin a voulu que je sois là-bas pour les sauver* ». Des gens rient dans la salle. Son témoignage ne convainc pas tout le monde.

- **Questions du Président**

Le président lui demande pourquoi Zarie S n'a pas parlé de ce Monsieur et n'a pas mentionné ses actions. Il répond qu'il donne une version sécuritaire des faits de par son expérience. Qu'il a vu la « femme hier qui pleurait » en parlant de Zarie S et qu'il ne la connaît pas.

Le président dit que personne n'avait jamais donné ces éléments. Il parle par exemple du fait que monsieur Elie.O aurait fermé les yeux de la victime, Monsieur SAADA.

- **Intervention de son avocat**

Il dit que les gens ne voient pas forcément les choses de la même façon. Il n'y a pas de confrontation entre les différents témoignages. Il s'agit tout de même d'un témoignage à prendre comme tel et à respecter.

Monsieur Elie.O raconte qu'il a fait 4 crises cardiaques depuis l'attentat et a de gros problèmes cardiaques. Il ne dort jamais la nuit, il a également des problèmes à la main. Il a des séquelles « *terribles* ».

- **Interventions des avocats des Parties civiles**

Un des avocats des parties civiles lui demande si c'est grâce à lui que Coulibaly a fait ses prières et si cela a facilité l'assaut. Elie.O répond qu'il a fait ses premières prières et lui a ensuite dit de faire la dernière 15 fois. Il était donc en train de faire sa prière tout seul au moment de l'assaut.

Elie Korchia, avocat de Zarie S intervient ensuite, il fait remarquer que personne ne s'est approché des corps. Il souligne par ailleurs que le corps de Monsieur Saada a été retrouvé avec les yeux ouverts.

Il parle ensuite du corps de Coulibaly. Pour lui, il avait 37 balles dans le corps. La police lui aurait dit. « *Il s'est levé comme un tigre, il est sorti* ». Elie O. explique que depuis, il est resté très proche des policiers, « *J'ai des entrées à la BRI quand je veux !* ». Il y a des rires dans la salle.

IV. Témoignage de Jean-Luc

Il a été pris en otage dans l'Hyper Cacher. Il se trouvait dans la chambre froide. Il dit que chacun a son parcours dans la chambre froide, il a le sien et qu'il est là pour en témoigner.

Il raconte que ce jour-là, il faisait ses courses rapidement avant de reprendre le travail. Il raconte qu'il arrive à la caisse et qu'il était pressé. Il va donc à la caisse de droite qui semblait plus rapide. Il change ensuite de caisse, et c'est là qu'il voit entré le terroriste. Il le voit face à lui, d'une froideur et d'un calme exemplaire.

Sa chance a sûrement été de se trouver à la caisse de gauche ce jour-là. A droite, il aurait sûrement pris une balle. Il a dévalé les escaliers en colimaçon et est descendu au sous-sol. Il y régnait une terreur totale. Plus les gens descendaient en bas et plus c'était terrible. Des cris, des pleurs... Il cherche une sortie de secours mais il se rend vite compte qu'il n'y en a aucune. Il raconte : « *à ce moment-là, on essaye de calmer quelque chose en soit qu'on ne peut pas calmer* ».

Ils commencent à s'engouffrer dans la chambre froide et c'est là qu'arrive Zarie S qui leur demande de remonter car Coulibaly promet de tuer des otages dans le cas contraire. A ce moment-là, poursuit-il, personne ne veut remonter, mais en même temps cela veut dire que l'on va à l'encontre des ordres, car « on n'est que des moutons ». Ils sont tous tétanisés. Mais Jean-Luc se dit qu'il préfère être tétanisé en bas plutôt qu'en haut. Il avait vu les yeux du terroriste et savait pourquoi il était là.

Ensuite il attend, une deuxième vague de monde remonte. Il décide de ne pas remonter. Il croise un Monsieur qui est en train d'arracher les fils du réfrigérateur et il voit les clés de la chambre froide. Il entend de nouveaux deux coups de feu. Il s'enferme vite dans la chambre froide avec quelques personnes et claque la porte. Il sait que Zarie ainsi que Sophie G ont vu qu'il y avait encore du monde en bas et ne sait pas si elle va pouvoir mentir ou non. Il se dit que c'est très dur d'être menacée par un terroriste et d'oser mentir.

Il dévisse l'ampoule de la chambre froide et ils se retrouvent dans le noir. Il se dit qu'ils vont devoir rester ici jusqu'à minuit, que l'attente va être interminable. Il pense aussi que personne, à l'extérieur, ne sait ce qu'il peut bien se passer car le magasin devait fermer un peu près à cette heure-ci comme c'était shabbat.

Ils essayent tous de s'occuper du bébé. Il lui donne des objets pour l'occuper en essayant de ne faire aucun bruit. La chambre froide commence à décongeler et ils se retrouvent les pieds dans l'eau. Le raid a ensuite pris contact avec eux et leur a dit de ne pas bouger. « *On attend notre mort* » dit-il.

Ils reçoivent de nouveau un message du raid qui leur dit que l'assaut va commencer. Dix minutes après, la porte de la chambre froide est ouverte par le Raid, ils sont pointés avec les lasers rouges. Le Raid lui a demandé d'ouvrir son manteau, l'a tenu en joue. Il dit qu'à ce moment personne ne savait si le terroriste était vraiment tout seul. Le Raid les a fait monter en leur disant de ne pas regarder autour. Mais lorsqu'il est monté il a tout de même vu une scène de guerre et il a vu les corps, il dit avoir « *vu quelque chose que je ne devais pas voir* ».

Il sort de l'Hyper Cacher et se dit qu'il veut rentrer chez lui, qu'il veut prendre son scooter et rentrer vers sa famille, « *comme si c'était un mauvais souvenir* ». On ne le laisse pas partir. Mme Hidalgo est là, elle le prend par le bras et lui dit de venir avec elle pour aller dans les locaux du crédit mutuel, où d'autres victimes sont présentes. Dans le crédit mutuel, il y avait un sentiment d'euphorie et d'horreur en même temps. Ils partent ensuite à l'hôtel Dieu puis rentrent chez lui pour un shabbat tardif comme il dit.

Le lendemain il est allé faire sa déposition au quai des orfèvres mais à ce moment-là, la peur s'installe, les angoisses, apparaissent. Il raconte que la veille, à la sortie, il était très entouré, avec 40 psychologues à ses côtés et qu'ensuite il se retrouve seul, d'un coup. Il est resté chez lui pendant presque deux mois.

La semaine suivante, il a reçu un coup de téléphone d'une psychologue de la police judiciaire. Il est allé voir et elle l'a suivi pendant 4 ans. Elle lui a apporté beaucoup mais il dit qu'il est très difficile d'enlever ces images qui arrivent dans la tête de temps à autre. On voit la vie en noir et blanc après

un tel événement. Les proches ne comprennent pas toujours et personne ne comprend. Des images reviennent constamment.

Pour lui, il y a l'ancien Jean-Luc et le nouveau Jean-Luc. L'ancien ne connaît pas le nouveau.

Son avocat rappelle que ce matin encore, Jean-Luc n'était pas sûr de témoigner et qu'il faut savoir que c'est très dur et donc très courageux.

V. Témoignage de Madame Brigitte C-S

Elle était otage avec son fiancé à l'époque (devenu son mari) au sein de l'Hyper Cacher.

Brigitte C-S raconte qu'elle était en voiture avec son fiancé ce jour-là. Ils voulaient manger quelque chose et ce sont donc arrêtés dans le magasin. Au début, elle décide d'y aller seule et lui dit qu'elle en a pour 5 minutes. Elle va vite dans les rayons en direction des rayons frais. Elle voit alors son fiancé arrivé et le dispute en lui disant « *mais qu'est-ce que tu fais là ? je t'avais dit de rester dans la voiture !* ». Il se départagent donc les courses pour aller plus vite. C'est alors qu'ils entendent comme des pétards, mais avec un bruit très lourd. Ils se disent que ce n'est pas des pétards d'enfants. Des gens commencent à crier et c'est là qu'elle voit apparaître le début d'une kalachnikov.

Elle se dit que quelque chose de grave est en train de se passer mais elle ne peut pas bouger, elle est « *ancrée dans le sol* ». Son fiancé l'attrape par la doudoune et ils descendent tous deux en bas. Tout le monde crie, tout le monde a peur, dans l'escalier des gens tombent. Elle tombe d'ailleurs dans des bouteilles de vin et se blesse en dessous du pied. Elle ne remarquera la blessure que plus tard. Ils se réfugient alors dans la chambre froide de droite. Ils se demandent ce qu'ils peuvent faire. Ils prennent quand même quelques bouteilles de vin en se disant, bêtement, qu'ils pourraient s'en servir contre le terroriste.

Dans la chambre froide il y a un enfant avec son père. Elle prend le bébé dans ses bras et s'en occupe. Elle dit à Serge, son mari, d'appeler un proche pour qu'il envoie des hélicoptères, pour qu'ils fassent quelque chose. A ce moment-là, ils sont dans un « *délire* ».

Zarie S arrive pour les faire monter. Elle dit à son mari qu'elle ne peut pas. Plus tard, une femme qu'elle décrit comme très élégante et en pleurs descend et leur dit « *Montez je vous en supplie, je vous en supplie* » (il s'agira en fait de Sophie G). Elle dit à son mari qu'ils doivent monter, qu'ils ne peuvent pas laisser cette femme seule. Ils montent suivis du père et de l'enfant de trois ans. Ils ont du mal à pousser la porte car il y a le corps de Yohav qui bloque le passage...Il y a du sang partout et sont obligés de marcher dedans.

Coulibaly se poste devant eux et leur dit : « *un des otages a essayé de me tuer mais il n'a pas réussi et voilà ce qui est arrivé. Si vous essayer de faire pareil on vous tuera et on en tuera d'autres* ». Dans une autre allée, il y a les deux autres personnes décédées. Ils sont tétanisés. A. Coulibaly les fait assoir sur les caddys. Commence alors une longue attente. Coulibaly leur parle, explique pourquoi il est là. Il dit vouloir tuer des juifs et qu'il a bien choisi son jour (shabbat).

Ils entendent Yohan Cohen de l'autre côté des caddys où ils sont posés. Il a été touché mais n'est pas mort sur le coup. Elle parle d'un son « *qu'on ne peut pas imaginer, un gémissement inimaginable* ». Elle poursuit, avec émotion, en disant qu'ils espèrent tous qu'il parte vite car c'était malheureusement insupportable et qu'ils voulaient qu'il souffre le moins possible. Elle avait ses

maines sur les oreilles pour ne pas entendre. Ils lui ont proposé un médicament. Ils essayaient de faire quelque chose. Elle dit qu'elle a honte d'avoir mis ses mains sur ses oreilles. Qu'elle en est malade.

Coulibaly propose de l'achever. Ils ont tous dit non.

Il s'est ensuite assis sur une caisse, tranquille. Il leur a demandé s'ils savaient qui il était. Il a dit « *je suis venu pour vous tuer, je vais mourir en héros* ». Il commence à parler avec les otages en demandant leur Age, leur profession. Il était à la fois énervé, agacé, car la police n'arrivait pas à le contacter. Il posait des questions et n'attendait pas les réponses, parlait d'autre chose directement, impatient.

L'heure passait et il leur a proposé de manger puisqu'ils étaient dans un magasin alimentaire. Ils ont même mis une espèce de table et ont mangé. Il disait : « *vous allez rester longtemps ici et on va mourir ensemble* ». Il se déplaçait souvent dans le bureau car il voulait envoyer la vidéo de ses horreurs (avec la GO Pro).

Il est aussi allé dans le bureau faire sa prière et pendant ce temps, elle a repris son portable pour dire au revoir à sa mère, à sa famille. Elle a aussi appelé son ex-mari pour lui dire de s'occuper de leurs 3 enfants. Elle était sûre de mourir et de ne pas pouvoir sortir.

Lorsque Coulibaly est revenu, il lui a demandé pourquoi elle saignait. Il s'agissait de sa blessure au pied. Il lui a dit « *si tu t'en sors faudra pas dire que c'est moi qui t'ai blessé* ». Elle a répondu « *non je ne dirais rien* » puis il a rétorqué « *pourquoi tu dis ça de toute façon tu vas mourir !* ».

A un moment son mari lui a dit qu'il sentait qu'il allait se passer quelque chose. Il l'a informé avoir réussi à pousser la caisse pour qu'ils se mettent en dessous. Ils se sont cachés en dessous avec une autre personne. Le rideau s'est levé, Coulibaly s'est aussitôt levé, il a avancé et les forces de l'ordre ont directement tiré sur lui.

Son mari lui a dit qu'il avait poussé la caisse et ils ont réussi à se mettre en dessous. Le rideau s'est levé et lui il s'est levé très vite, il a avancé et les forces de l'ordre ont commencé à lui tirer dessus. Elle parle d'une scène « *encourageante et terrifiante* ». C'était une scène irréaliste avec un bruit de balles assourdissant. Elle était sous la caisse mais très près, elle a alors senti une brûlure, l'impact d'une balle. Elle s'est dit qu'elle allait mourir, que s'en était finis. Elle dit à son mari « *va-t'en je vais mourir, elle n'est pas sortie la balle, part, refais ta vie, part pour moi* ». Un policier lui a pris le bras et elle a dit de la laisser là car elle allait mourir et que ça ne servait à rien. Il lui a dit qu'elle était encore consciente et qu'il devait la sortir de là. Elle délirait en disant que Coulibaly n'était pas mort, qu'il allait revenir.

Elle s'est retrouvée au Samu et s'est rendu compte qu'elle n'avait pas été touchée par une balle mais avait une énorme égratignure. Elle a ensuite été hospitalisée.

- **Intervention de son avocat**

Il dit que durant la prise d'otage Coulibaly a beaucoup parlé et semblait serein, déterminé. Il a évoqué ses motivations. Il dit que dans l'audition de Mme Brigitte C-S elle parle des terroristes au pluriel et demande de dire de qui il s'agit.

Elle relate ce que Coulibaly a dit : « *Nous on est très organisé, on est beaucoup derrière, un jour il y aura le drapeau islamique à l'Élysée. Vous n'avez pas conscience que ce n'est que le début. Vous allez*

comprendre à quel point on est organisé et déterminé ». Il avait un rire narquois et riait de la France. Ils les narguaient toujours.

Son avocate lui demande aussi quelle a été sa vie d'après.

Brigitte C-S répond qu'elle est consciente de s'en être sortie mais que pour elle, une Brigitte est restée là-bas, à l'hyper cacher. Elle n'est plus la même et ne vit plus pareil. Pendant 2 ans elle n'est pas sortie sauf pour aller chez le médecin. Elle a été licenciée de son travail qu'elle aimait. Avant, elle était forte et déterminée, elle plantait toujours son drapeau sur ce qu'elle avait accompli. Elle était dans cet état d'esprit combatif au moment de l'attentat. Une semaine après elle dégringole. Brigitte C-S était aussi avec son mari ce jour-là et c'est très dur car ils ont tous les deux vécu ce moment. Elle déclare avoir de la haine en elle. Sur le plan médical, elle fait des crises, et dans ce moment-là elle se dit qu'elle aurait préféré mourir. Elle a d'ailleurs honte d'avoir ce sentiment. Elle tourne en rond à la maison et dit que son fils a été très affecté également.

Elle finit par dire qu'elle ne souhaite à personne, pas même à son pire ennemi de vivre ce qu'ils ont vécu.

- **Interventions des avocats des parties civiles**

Un avocat de la partie civile rappelle que Brigitte C-S a échangé avec Coulibaly. Il évoque ses propos.

Elle répond que Coulibaly a dit qu'"ils (lui et ses camarades) ne s'arrêteraient pas là. Qu'ils arriveraient à prendre le contrôle, qu'on subirait ce qu'eux subissent dans leur pays ». L'avocat demande si elle a senti si ça allait bien au-delà des Frères Kouachi. Elle confirme.

Suspension de l'audience, reprise à 14h.

VI. Audition de Monsieur Rudy H., client de l'Hypercascher au moment des faits

Monsieur est arrivé au magasin Hyper casher vers 13h00. Il était accompagné d'un ami, Yohann. Il était sur le coté droit du magasin prêt des congélateurs, quand il entendu une rafale, deux ou trois coups de feu. Il a tout de suite compris que les coups de feu étaient dans le magasin. Il s'est tout de suite rendu au fond du magasin où il y a un escalier qui descend au sous sol. Il a pris son ami avec lui car il connaissait le magasin. Il y avait travaillé il y a 20 ans. Des gens les ont suivi et chacun a cherché où se cacher. Il y avait deux grands frigos, ils se sont cachés dans l'un d'eux. Ils étaient 6 à l'intérieur. Ils sont restés entre 10 et 15 minutes cachés à l'intérieur. Monsieur a appelé son frère pour lui dire qu'il y avait un braquage mais n'a pas réussi à l'avoir.

Après ce délai, une femme est venue au frigo, c'était la caissière, elle leur a dit : « si vous ne montez pas, il va venir tous nous tirer dessus », que deux personnes avaient déjà été tuées. Monsieur a demandé à la caissière de lui décrire le tueur. Elle lui a répondu qu'il était noir. L'homme n'a pas posé plus de question, il a juste dit que je ne qu'il ne montrait pas, personne de son groupe n'est monté.

En même temps, un homme d'un certain âge est venu prendre un transpalette, il a dit que c'était pour barricader la porte d'entrée du magasin, il est remonté aussitôt par l'ascenseur de service avec. Avec les autres, ils sont rentrés dans le frigo. Il ont fermé la porte à clef de l'intérieur, l'ont barricadé avec des cartons et tout ce qu'on a trouvé dans le frigo.

Depuis l'intérieur du Frigo, ils ont eu des contacts avec l'extérieur, principalement par SMS. Ils le faisaient tour à tour pour rester discret. Ils ont pu joindre leur famille, leurs amis, la police.

Ils sont restés à l'intérieur pendant 4 ou 5 heures.

A un moment, ils ont été prévenus par téléphone qu'il y allait avoir un assaut, dans 15 minutes. Ils ont attendu, attendu. Puis, une heure après, les policiers leur ont dit que c'était pour bientôt.

Soudain, ils ont entendu des coups de feu, c'était comme une guerre. Ils se sont collés contre le mur, loin de la porte.

Un homme a ouvert la porte, un jeune, il a dit aux otages qu'il y avait l'assaut, dans le stress il avait réussi à arracher la serrure et a ouvrir. Juste derrière lui il y avait des policiers en cagoule. Ils ont fait sortir les otages un à un.

Monsieur Rudy H conclut en ces mots : « BFM a passé un bandeau à la télévision indiquant qu'il y avait des otages cachés en bas, or, COULIBALY regardait la télé. BFM a failli nous tuer. Depuis, j'essaye de reprendre le cours de ma vie, je repense à ceux qui sont morts, ceux qui ont perdu des proches, j'habite encore juste à côté de l'Hypercascher, je suis là pour porter la mémoire des gens qui sont morts ce jour là ».

VII. Audition de Madame Sophie G., cliente de l'Hypercascher au moment des faits

En rentrant du travail, Madame Sophie G. avait l'habitude de faire ses courses à l'Hypercascher. Quand elle est arrivée dans le magasin, elle a tout de suite vu la première victime au sol, Yohan COHEN. Son visage était déformé, ensanglanté, l'image était horrible. Elle n'a pas de suite compris. En face d'elle, se dressait Amedy COULIBALY. Il lui a ordonné de rentrer dans le magasin. Il était très énervé. Il était porteur de deux fusils d'assaut. Il détenait par ailleurs un couteau type poignard maintenu dans un étui de ceinture. Il avait aussi une arme de poing dans la poche côté gauche de son pantalon.

COULIBALY lui a dit de rejoindre les autres personnes présentes. Madame a alors remarqué que cinq ou six personnes se trouvaient déjà sur place. COULIBALY a ordonné aux personnes de lui remettre leur carte d'identité.

Parmi ces cinq ou six personnes, se trouvait un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années, auquel il a ordonné d'aller chercher les autres personnes en attente dans la réserve. Ce jeune homme s'est exécuté mais il en est aussitôt revenu, expliquant ne pas pouvoir les convaincre de venir.

COULIBALY s'est de nouveau énervé, menaçant de se révéler plus agressif encore, montrant en exemple ce dont il était capable, désignant l'homme agonisant à l'entrée de la boutique. L'un des otages a tenté de fuir. COULIBALY l'a tout de suite abattu d'une rafale dans le dos. Il s'énervait encore. Il menaçait de tuer tout le monde. Il a ensuite demandé à une caissière d'aller verrouiller la porte d'entrée et de baisser le store métallique du magasin.

Entre temps, d'autres personnes restées jusqu'ici dans la réserve les ont rejoints. COULIBALY les menaçaient à leur tour avec ses armes. Il était très agité. Il avait néanmoins posé l'un de ses fusils sur un carton à mi-hauteur. A ce moment, ce jeune homme à qui il avait demandé d'aller chercher les personnes restées dans la réserve s'emparait de cette arme et le visait. L'agresseur était plus prompt à réagir. Il tirait une rafale en direction de ce malheureux qui à mon sens mourait sur le coup. COULIBALY a alors déclaré : « vous avez vu ce que je suis capable de faire ? ».

Il se lançait dès lors dans un discours d'endoctrinement au terme duquel les juifs étaient responsables du devenir de la Palestine et autres propos de propagande.

Il insistait pour que les personnes restées dans la réserve le rejoignent. Madame Sophie G s'est alors désignée pour aller les trouver. Elle fut obligée d'enjamber un corps pour se rendre à la réserve. Se dirigeant vers le sous-sol, elle s'est trouvée en la présence de plusieurs personnes qu'elle a réussi à

convaincre. Un père de famille est monté avec son enfant. « Je me suis senti tellement coupable de ça » a déclaré Madame Sophie G.

COULIBALY lui a ensuite demandé s'il y avait d'autres personnes en bas. Elle lui a juré que « non ». Retrouvant un semblant de calme, COULIBALY s'est assis par terre. Tout en regarnissant ses différents chargeurs, il demandait à chacun de nous présenter, en l'espèce nom, prénom, âge, profession et religion.

Il demandait aussi que chacun se décharge de son téléphone portable. Il revenait sur les faits survenus porte de Chatillon, il se présentait à son tour. Il indiquait ses nom et prénom. Je me rappelle son nom comme

étant **COULIBALY**. Il se disait malien. A cet instant, Madame a remarqué que cet objet qu'il arborait fixé sur sa poitrine était une caméra de type GoPro. -

Non seulement il faisait référence à la tuerie porte de Chatillon, il évoquait également la cavale de ces deux frères soupçonnés d'avoir assassiné les douze personnes en journée du mercredi 7 janvier courant. --- Il se disait agir au nom de l'organisation DAESH et pour les frères.

On lui a demandé de libérer l'enfant, il était malade, il vomissait, COULIBALY a refusé en disant que ça pouvait être une monnaie d'échange.

Il y a des moments de fraternité entre les otages. COULIBALY faisait des allers retour entre le bureau et l'emplacement des otages. Certain faisait le guet, les autres appelaient leurs proches, faisaient leurs adieux.

COULIBALY s'est à plusieurs reprises adressé à ses otages. « Vous les juifs, vous aimez trop la vie ». Il savait qu'il mourrait. C'était son objectif. Il répétait vouloir mourir en martyr. Il avait une attitude guerrière. Il disait que la France n'avait rien à faire au Mali, qu'Israël semait le mal, que ses frères de DAESH tôt ou tard prendraient le pouvoir. Il demandait à chacun de nous si nous disposions d'internet sur nos téléphones portables. Il s'impatiait. Son but était d'attendre l'arrivée des forces de police et surtout d'un négociateur. Il souhaitait par-dessus tout visionner la chaîne d'infos BFMTV pour mesurer ses exploits et évaluer le rassemblement extérieur.

A un moment, COULIBALY a demandé aux otages s'il fallait qu'il achève YOHAN dont les rôles morbides le dérangaient.

L'attente de l'assaut des forces de l'ordre était devenue interminable. Une explosion a retenti, des rafales, des explosions, des échanges de tirs, pendant 5 min, il y avait des rafales de partout, et d'un coup le silence. Madame Sophie G se souviendra toute sa vie de ce rideau de fer qui se lève. Elle s'est ensuite précipitée vers la sortie.

Madame Sophie G conclut par ces mots : « après c'est un long chemin vers la reconstruction, la première année c'est des cauchemars, une impossibilité d'aller travailler, des angoisses, des inquiétudes, des anxiétés, de la tristesse, une grande tristesse, tous ces morts, une culpabilité du survivant, on se demande pourquoi ? Ça ronge ? Il devient impossible de vivre comme avant, la vie devient insignifiante. J'ai décidé de quitter la France un temps, partir pour se reconstruire, je me sentais plus en sécurité, il fallait que je mette mes enfants à l'abris, j'ai quitté mon pays, mon travail, ma famille, mes amis, ma langue, ça été très difficile, mais aujourd'hui je me sens mieux. C'est important pour moi ce procès, si je témoigne aujourd'hui c'est pour qu'on se souvienne de ces 4 victimes innocentes. Cet attentat était clairement antisémite, perpétré par des terroristes islamistes français. Il y a dans la société française une haine du juif. Pour finir, COULIBALY nous avait dit : « ça ne fait que commencer ».

VIII. Audition de Monsieur le Président du CRIF

Les victimes de COULIBALY, Ces victimes de l'antisémitisme ne sont pas les seules : **Sébastien SELAM**, Ilan HALIMI, Jonathan SANDLER, ses enfants Gabriel, 3 ans, et Arié, 6 ans, Myriam MONSENEGO, Yaakov MONSENEGO, Yohan COHEN, Yoav HATTAB, Philippe BRAHAM, François-Michel SAADA, **Sarah HALIMI**, Mireille KNOLL.

Voilà le nom de ces 12 français juifs assassinés depuis le début des années 2000 seulement parce qu'ils étaient juifs. Ces noms et ces visages habitent son esprit tous les jours. Le président du CRIF souligne un aveuglement volontaire d'une société sourde aux cris de douleur des victimes juives. Depuis les attentats, aucun juif ne peut faire ses courses, aller à la synagogue, déposer ses enfants à l'école, sans se dire qu'il est une cible potentielle. « Si l'antisémitisme commence avec les juifs, il ne s'arrête jamais avec les juifs » conclut-il.

IX. Audition de Monsieur le Président de SOS RACISME

Si ce procès est particulier c'est parce les premières victimes furent la rédaction de Charlie Hebdo. Ces personnes ont été tué pour de fausses accusations de racisme. Fausses accusations car la rédaction Charlie Hebdo avait agi contre le racisme, contre la haine des étrangers. Le président de SOS RACISME avait témoigné en faveurs de Charlie Hebdo lors du procès pour islamophobie après la publication des caricatures.

Avec Charlie Hebdo, SOS RACISME avait monté une opération scolaire #jedessine sur la liberté d'expression et l'antisémitisme. Ce qui s'est déroulé à l'hypercashier, c'est de l'antisémitisme. Il faut rappeler ce que l'antisémitisme à de consécutif de l'islamisme.

Or, l'antisémitisme est une démonstration de grande faiblesse, le bouc émissaire est choisi parce qu'on le sait faible, le client d'une boutique est faible, désarmé. Lorsqu'on s'en prend à des gens désarmés dans un magasin avec une kalash, on est un faible, on est un lâche.

X. Audition de Monsieur le Président du MRAP

Le MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, est une association nationale d'éducation populaire, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès des Nations Unies.

Le MRPA fut Fondé par des survivants de la SHOAH.

Il y a une résonance entre la terreur islamiste et la terreur nazie. Le MRAP a eu l'occasion de collaborer avec CHARB pour dénoncer le racisme. CHARB a dessiné gratuitement pour le MRAP.

En tant que son représentant, Monsieur a une pensée émue pour toutes les victimes et les familles des victimes.

XI. Audition de Madame le Président de l'union des étudiants juifs de France.

Fondée en 1944, l'UNION était destinée à redonner l'amour de la France aux étudiants déportés.

Le samedi 10 janvier 2015, les juifs se sont réveillés avec la sensation d'être des cibles potentielles.

Les élèves dans les écoles juives ont pris l'habitude des sentinelles, d'ouvrir leur sac, de vidéo de surveillance, des vitres tentées. De leur 3 à 18 ans, ces élèves sont protégés par des armes, et ce uniquement pour la seule raison d'être juifs. Pour certains, la seule solution était de quitter la France et de partir pour aller vivre en Israël, il était devenu impossible de construire un avenir serein en France.

A l'école Juive de Montrouge, on rend hommage à Clarissa JEAN PHILIPPE. Une photo d'elle est affichée.

Entre janvier et juin 2015, l'antisémitisme a augmenté de 85%. L'antisémitisme est le socle de l'islamisme.

XII. Audition de Monsieur le Président de la LICRA

La LICRA est une association universaliste, dès 1937, la lutte contre le racisme était déjà dans les statuts de l'association.

De tous ces procès, une évidence, chaque maillon est indispensable à la commission du crime antisémite. Ça part de la parole exprimée, proférée, sur une radio, un clip, sur les réseaux sociaux, jusqu'à la complicité par instigation.

« Ce que je déteste le plus vous l'êtes : juif et français. » Voici les mots de COULIBALY. Tous les citoyens de la République française devraient l'être, juifs et français lorsqu'un crime antisémite est commis.

Ce procès doit être un moment de réveil, l'antisionisme est un antisémitisme, l'islamisme se nourrit de l'antisémitisme.

JOUR 17 – JEUDI 24 SEPTEMBRE 2020

Matin

I. Audition d'un chef de service de la DGSI

C'est un témoin entendu de façon anonyme, par visioconférence. Il était de chef de la division en charge du terrorisme islamique à la DGSI.

Il expose le contexte dans lequel les attentats de janvier 2015 ont eu lieu : la situation en Syrie avec al-Nosra, l'Etat islamique. Il dit : « *En Juin 2014, Mossoul tombe, en juillet 2014 Kobane. Fin juin 2014, les djihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), qui combattent en Irak et en Syrie, annoncent un "califat islamique". L'EIL devient Etat islamique (EI).* ». Son chef est désigné, il s'agit d'Abou Bakr Al-Baghdadi. L'EI opère une conquête rapide des territoires jusqu'en juin 2014. Il développe le projet de Califat qui est fondé sur la charia et appelle à faire le chemin vers la Syrie pour rejoindre le Califat.

En 2017, l'EI s'affaiblit. En octobre 2017, il y a la reprise de Raqqa puis l'Irak reprend complètement le contrôle.

Parallèlement, l'EI demande que les personnes signifient leur allégeance à l'EI. Pour cela il faut commettre des attentats. Souvent des égorgements ou encore des explosions comme l'explosion de l'airbus en 2015, l'attentat du Bardo. L'EI a profité de ce climat favorable pour recruter du monde.

L'EI avait quelques « points forts » comme l'accessibilité de la zone pour gagner la Syrie, les réseaux sociaux ainsi qu'une propagande efficace pour diffuser des informations. Cela constituait une caisse de résonance, un carnet d'adresse pour ceux qui voulaient agir en étant isolés. On a l'exemple des frères Nicolas qui vont mourir dans un attentat suicide. Cette propagande participe à l'auto-radicalisation de certains. L'EI a eu une action de propagande importante jamais dépassé à ce jour tant en qualité qu'en quantité. Cette propagande s'est faite en plusieurs langues. Elle constituait en l'apologie de l'ultra-violente.

L'EI utilise aussi des outils de propagande ultra structurés. Ils utilisent des outils médiatiques comme la radio, les journaux, les magazines afin de justifier leurs actes, les attentats. Ils incitent, par ce biais, les sympathisants dans l'impossibilité de rejoindre l'EI de commettre des attentats en occidents. Ils ont un langage adapté à tous publics.

A côté, ils glorifient les attentats pour ainsi les encourager. Ils souhaitent fasciner et terrifier en même temps. On a des mises en scène terribles et des plus barbares sur les journalistes, sur des personnes qui sont pendues dans un abattoir et égorgés comme des animaux. Il y a aussi l'exécution du père Hamel en France. Ce n'est pas basé sur la religion mais sur la glorification des actes. La torture fait aussi partie du quotidien et pas que dans le cadre de la propagande. Il raconte qu'ils ont connu des départs sans précédent pour la Syrie dans le service de la DGSi. Il y a eu une accélération des départs jusqu'en 2015 début 2016.

Les départs en Syrie seraient au nombre de 40 000 à cette période dont environ 6000 européens et 1 500 français (qui est un chiffre très haut). Les femmes représentent 1/3 des effectifs. 300 femmes sont revenues en France. 400 personnes sont présumées mortes.

Il parle ensuite de la vie sur place. La DGSi a réussi à avoir des données et à trouver des traces dans les papiers de l'administration de l'EI.

A l'arrivée, les personnes se font enregistrer, ils passent un contrôle de sécurité avec le nom de leurs recommandations. Ensuite les femmes doivent trouver un mari pour celles qui n'en ont pas, puis commence l'endoctrinement. Ils sont également entraînés en pratiquant le sport. Ensuite ils partent au combat. Certains restent toujours sur place car ils ont d'autres rôles : logistiques, administrations.

Il dit que la famille joue un rôle primordial dans l'EI, elle constitue un point cardinal. Les familles ont un logement qui est pris à la population syrienne. 450 enfants seraient nés sur place. Les enfants sont endoctrinés dès le plus jeune âge. Les familles reçoivent des émoluments. 450 enfants seraient nés sur place (Français ?).

En conclusion, le chef de service de la DGSi parle de l'EI comme « *un Projet théologique, totalitaire et génocidaire* ».

Les femmes doivent s'habiller d'une certaine façon et on leur apprend à s'habiller comme il faut. Il est avéré que les homosexuels sont jetés des toits. De plus, la torture est utilisée fréquemment avec de nombreuses exécutions en public. Il conseille de regarder un reportage de « *Vice-News* » datant de 2014.

C'est une société qui nie autrui et qui nie toute contestation. C'est un état qui veut détruire toute autre religion sur place (destruction de Palmyre). Ils détruisent et exterminent les autres minorités en particulier les yézédis et les chiïtes. Ils exhibent les génocides. Ils pratiquent également l'esclavagisme. Il parle du fait que des français en Syrie ont profité et que la DGSi ouvre aujourd'hui de nombreuses enquêtes pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Il raconte qu'il y a un appel à frapper l'occident dès septembre 2014. En particulier le sol américain et français et cela même si on n'agit pas avec des armes ou des moyens sophistiqués.

Beaucoup d'attentats ont pu être démantelés par la DGSi. Certains échouent également. Beaucoup d'attentats ont également été déjoués en Allemagne et en Australie.

En 2016, il y a de nouveau une grande propagande sur le modèle d'AQPA avec la volonté d'utiliser des « *modèles d'attentats simples* ».

Aujourd'hui, les actions perdurent malheureusement. On peut citer Carcassonne, Strasbourg... mais il y a eu d'autres projets entravés comme à Marseille où deux individus ont été interpellés avec de la dynamite.

Concernant AQPA : il s'agit d'un groupe très ancien, qui précède le conflit en Syrie. Il s'installe au Yémen en 2000. Il vise surtout l'Arabie Saoudite et USA. Ils effectuent des opérations audacieuses avec des explosifs dissimulés. Il y a eu une tentative d'attentat par un individu qui porte explosif sur un vol Amsterdam Detroit. Des colis ont aussi été envoyés via UPS en direction de Chicago. Ils arrivent à faire des choses astucieuses et très complexes. Il parle d'un chef de AQPA (nom manquant) qui fait une énorme propagande en anglais. Il est à l'origine du magazine INSPIRE. Il incitait beaucoup d'actions individuelles. Il a été tué le 30 septembre 2011 par un drone. Le magazine inspire est le magazine de la propagande du djihad individuel.

En 2012 ce journal fait un appel à candidatures. Ils sont à la recherche de « *loups solitaires* ». Une femme a répondu à l'annonce en proposant de faire un attentat contre Eurodisney et contre la finance. AQPA a refusé sa proposition d'attentat car c'était une femme.

Parmi les cibles d'AQPA, il y a Charlie Hebdo. Cela commence avec les caricatures danoises en 2005. Ces caricatures sont beaucoup de bruit.

En 2009, le groupe AQPA offre de l'argent à celui qui tuera le dessinateur des caricatures, puis au rédacteur en chef du journal. En 2010, Inspire appelle à l'attentat contre Charlie Hebdo. En 2011, le journal apparaît dans une liste de cible puis il y a la tentative d'incendie du journal la même année. En 2013, le journal AQPA publie la photo de Charb avec la mention « *Dead or alive* ».

En décembre 2014, AQPA apporte le soutien de son groupe à l'EI et propose de jouer les intermédiaires.

Le chef de la DGSJ propose de diffuser la vidéo de la revendication de l'attentat de CH (en arabe et sous-titrée anglais, diffusée sur YouTube le 14 janvier 2015). La personne qui parle dans la vidéo est un membre d'al qaida au Yemen. C'est une personne qui était en lien avec Ben Laden.

Au bout d'environ 10 minutes de visionnage, le Président prévient qu'un des détenus, Nezar Mickaël Pastor Alwatik, est en train de faire un malaise. Il semblerait qu'il ait également vomi dans le box. L'audience est suspendue.

Nous revenons 10 minutes plus tard. L'accusé est de nouveau dans le box. Le Président annonce que l'audience va être suspendu pendant 2h le temps de savoir ce qu'il en est. Les avocats de la défense évoquent son état préoccupant, il aurait de la fièvre.

L'audience est suspendue à 11h.

Reprise d'audience : 13h05

Le Président prend la parole et explique que le détenu PASTOR ALWATIK a été renvoyé à la maison d'arrêt pour être examiné sur le plan médical, l'audience ne pourra pas se poursuivre, elle est pour le moment renvoyée à demain matin, 9H30.

Le programme de demain sera celui qui était prévu à l'origine pour demain.

S'agissant de l'expertise diligentée dans le cadre de copie de CD, elle a été versée et communiquée à l'ensemble des parties.

- **Intervention de la défense**

PASTOR ALWATIK est reparti à Fleury pour subir des tests, l'avocate demande si les résultats du test covid-19 seront communiqués avant demain car si ce n'est pas le cas, son client ne peut prendre le risque de revenir sans savoir si il a le virus.

L'avocate dit qu'elle ne représentera pas son client s'il n'est pas en état de comparaître.

Le président répond que l'on verra selon les éléments médicaux et des qu'ils les auront, ils les communiqueront.

Sur la nécessité d'effectuer les tests sur les autres accusés, le président répond qu'il sera avisé en fonction des résultats de PASTOR.

JOUR 18 – VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2020

L'audience du 24 septembre n'a pu durer qu'une heure, en raison du malaise d'un accusé, Mickael Nezar Pastor Alwatik, le tout sur une suspicion de contamination au COVID – 19.

L'audience peut reprendre aujourd'hui, dicit Régis de Jorna, « dans les exigences de sécurité sanitaire »

La journée reprend donc avec l'audition interrompue hier du témoin, chef de service en charge du terrorisme islamique à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), qui témoigne anonymement et via visio-conférence.

- **Visionnage de la vidéo de revendication**

Avant cela, la Cour reprend le visionnage commencé hier de la revendication faite par AQPA, Al-Qaïda pour la péninsule arabique, et qui avait été publiée le 14 janvier 2015 :

“There is no stronger evidence than the issue of the holocaust in which there is no room for freedom of expression or of ideas”

Le témoin explique que cette vidéo a été publiée le 14 janvier par la société Al-Mahem, affiliée à AQPA, qui produit des vidéos de cette organisation terroriste. Il précise que la personne revendiquant l'attaque sur la vidéo est un porte-parole d'Al-Qaïda au Yémen.

Dans cette vidéo, AQPA, via son porte-parole, endosse la responsabilité de l'action, le choix de la cible, et son financement.

Elle place cette action sous l'égide d'Al-Qaïda et de son chef actuel ainsi que de son prédécesseur, Oussama Ben Laden.

L'organisation terroriste menace aussi des occidentaux et appelle les musulmans à venger les offenses faites à l'Islam.

Le témoin va citer quelques passages de la vidéo pour expliciter ce qui est dit en arabe et traduit en anglais :

En introduction, le porte-parole parle des « *infidèles (qui) ont calomnié le prophète* », et on voit une vidéo où apparaît Charb.

Des photos des Kouachi sont ensuite diffusées ainsi que vidéos reprises des médias sur les actions qu'ils ont commis. Le porte-parole dit d'eux qu'« *ils ont promis et ont été fidèles à leur promesses* », « *Félicitation a toi pour cette vengeance, (...)* »

Ensuite, il désigne les ennemis : les États-Unis et la France, notamment pour ses actions au Mali, au Centrafrique et rappelle que « *tous ses ennemis sont le parti de Satan (Sheitan)* », notamment en faisant référence à la foule de Paris après Charlie.

Il cible les juifs, le monde de la finance, etc.

Il se moque de la liberté d'expression.

La vidéo porte ensuite davantage sur l'aspect revendication avec Ben Laden qui avait mis en garde : « *si votre liberté d'expression n'a pas de restriction, alors que vos cœurs acceptent la liberté de nos actions* ».

Il explicite davantage la revendication, en mentionnant les expéditions bénites.

Il explique ensuite les détails de la planification des attentats

Puis le porte-parole évoque les faits par Amedy Coulibaly sans les revendiquer « avec l'appui d'Allah », menée par le « Moudjahidin Coulibaly ».

Il cite ensuite le résultat qu'il espérait, à savoir l'assassinat de journalistes.

Il fait ensuite référence à la revue « Inspire », magazine de propagande en ligne d'Al-Qaida.

Concernant l'aspect technique : cette vidéo a été publiée sur YouTube et Dailymotion

Le témoin explique que le service de la police judiciaire avait essayé de remonter la source mais ça n'a pas été possible, « comme souvent dans ces cas », et confirme que l'authenticité de cette vidéo ne fait pas de doute.

Le témoin revient sur la date du 9 septembre 2015, où un article qui complète la revendication sous forme de vidéo avait été publié dans Inspire, et proposait une liste de personnalités américaines à abattre. Cet article confirmait la revendication de l'attaque ; citait Said Kouachi comme ayant été préparé par Al-Qaida ; et ciblait Luz nommément.

C'est cohérent car Cherif Kouachi avait dit à BFM qu'il avait été entraîné par Al-Qaida

Al-Qaida avait repris la revendication de janvier 2015 en août 2015 avec un homme qui loue spécifiquement les frères Kouachi pour leurs actions.

Le témoin précise que la dernière vidéo date de septembre 2020, faite par AQPA, à l'occasion de la republication des dessins par Charlie Hebdo dans le cadre du procès, et qui revendique à nouveau l'attaque de 2015.

Cette vidéo rappelle que l'attentat de janvier a été fait en raison de la publication des caricatures, en rappelant le bilan qu'il qualifie de « succès opérationnel » et menace de nouveau Charlie Hebdo.

Le témoin précise par ailleurs que de nombreux cadres d'AQPA ont été éliminés par les américains et qu'AQPA a constaté beaucoup de meurtres en interne, qu'ils qualifient de « traîtres ».

- **Le témoin revient désormais sur l'environnement des frères Kouachi :**

Le témoin explique que les frères Kouachi ont été observés dès 2004 lors d'une affaire qui s'inscrit dans les conflits de la guerre en Irak, à savoir une filière d'envoi de djihadistes vers l'Irak, qui se constitue à Paris, à laquelle ont participé les Kouachi, notamment Cherif.

La guerre en Irak commence en 2003, justifiée par l'existence d'armes de destruction massive, qui se passe dans le contexte post-2001.

S'est développée rapidement une insurrection contre les américains en Irak, et Al-Qaida en Irak, dont le chef opéra pour des attaques suicides, ont été rejoints par des combattants étrangers, environ 2000.

L'Irak est scindée en communautés religieuses, où se sont développées des milices chiites, ce qui aboutit à une guerre civile entre sunnites et chiites.

En janvier 2004, la bataille de Falloujah fera beaucoup de morts civils.

En juin 2004, il y a la seconde bataille de Faloujah qui oppose la coalition internationale aux djihadistes qui revendiquent leur appartenance à Al-Qaida. Cette période verra les premiers otages avec la diffusion de vidéos de décapitation.

Sur Boubaker El Hakim :

C'est dans ce contexte qu'une filière a été créée : Boubaker El Hakim part en Irak et avait séjourné en Syrie pour étudier un certain Islam dans les écoles coraniques de Damas. Il arrive à Bagdad, appelle au Djihad et appelle à combattre les forces américaines *« je suis de Paris 19^{ème}, tous ceux qui veulent tuer l'Islam, on va les tuer », « venez pour défendre l'Islam »*.

A Paris, il organise une filière avec Farid Benyettou, qui recrutait des disciples préparés physiquement et mentalement, en utilisant des méthodes de gourou, avec des arguments

convaincants. Cherif Kouachi disait que Farid Benyettou évoquait le fait qu'en mourant, l'âme se tenait dans un oiseau et qu'il y aurait 72 vierges au Paradis.

7 personnes joindront cette filière à l'étranger : trois seront tués et quatre reviendront, dont Peter Cherif.

Boubaker El Hakim admettra avoir participé au combat et avoir posé des mines

Peter Cherif est interpellé en Irak en 2004.

Boubaker El Hakim est interpellé en Syrie et jugé en France en 2005.

En 2005, Cherif Kouachi est interpellé avant qu'il ne prenne le départ. Il suivait les cours avec son frère Said.

Cherif Kouachi est condamné à 3 ans de prison. Il ne sera retenu aucune charge contre Said.

C'est au cours de son séjour en prison que Cherif Kouachi développera son réseau et qu'il rencontrera Amedy Coulibaly ainsi que Smaïn Aït Ali Belkacem, artificier des attentats de 1995 RER C au nom du djihad, a été condamné en 2002 à perpétuité.

En 2010, il y a la mise en cause de Coulibaly dans l'affaire AWH : avec deux autres personnes, il projetait de faire évader Bel-Kacem avec l'aide et soutien de Kouachi.

Boubaker El Hakim était le meneur dans l'affaire des filières irakiennes, et sera une figure importante de l'État islamique.

Il passe par la Syrie, l'Irak, puis est interpellé en Syrie et est extradé en France en 2005 pour 7 ans de prison.

En 2012, il repart en Tunisie où il entre dans les réseaux terroristes tunisiens pour les aider à prendre des armes, c'est là qu'il assassinera des opposants laïcs tunisiens.

Il « tourne » à cette époque entre la Tunisie et la Lybie.

Plus tard, il fera partie du groupe des opérations extérieures de l'État islamique à l'envoi d'individus formés en Irak vers la France pour commettre des attentats.

30 mars 2015 : revue de propagande d'ISIS, dont le numéro, sont rappelés les assassinats des laïcs tunisiens

2016 : il décède suite à une frappe de la coalition.

Autre figure de cette filière irakienne : Peter Cherif, qui doit témoigner dans ce procès.

Il a une grande importance, il rejoint AQPA en 2011, a été converti en 2011. Son mentor est Farid Benyettou. Peter Cherif rejoint l'Irak en 2004, est capturé par les américains et emprisonné, il y reste pendant 2 ans jusqu'à son évasion. Arrêté en Syrie, il est extradé vers la France, où il est interpellé.

En 2011, il comparait libre à son procès et s'enfuit. Il est condamné à 5 ans de prison.

Il rallie ensuite le Yémen en passant par un pays étranger.

Fin 2011, la DCRI a été saisie d'une enquête pour enlèvement et séquestration, qui concernait trois membres de l'ONG « Triangle » enlevés par AQPA.

Dans la période où Peter Cherif est au Yémen, le renseignement travaille beaucoup sur son cas, et constate que Peter Cherif maintient des liens avec les frères Kouachi.

Les Kouachi réapparaissent à l'occasion de la détection fin 2011 de liens entre un Kouachi et Peter Cherif. En septembre 2011, dans le contexte de l'anniversaire du 11 septembre, les renseignements obtiennent des infos sur une boîte emails en commun, qui révélera un point de rencontre au domicile des Kouachi.

En parallèle, il y aura un voyage de Salim Benghalem accompagné de Said Kouachi à Oman en juillet 2011.

Sur Salim Benghalem : c'est un proche des Kouachi. Ceux-ci ont assisté en 2010 à son mariage.

Salim Benghalem est né à Bourg-la-Reine en 1980. Il est parti à Oman puis en Syrie en mars 2013 en passant par la Tunisie, il a reçu une formation paramilitaire.

Dans le cadre des enquêtes de départ en Syrie, c'est un des membres liés à la prise d'otages de français.

Le 9 février 2015, une vidéo appelée « Inside Alep » est publiée dans laquelle il menace la France. Il y est interviewé par un homme fait prisonnier. Salim Benghalem est réputé décédé dans une frappe aérienne en 2017.

Suite à cela, ainsi que suite au voyage de Salim Benghalem et Said Kouachi à Oman, des fiches S sont émises sur les deux, puis ils seront mis sous interception téléphonique.

Concernant Peter Cherif, il y a eu tout un travail d'identification et d'attribution de boitiers menés à l'époque, qui a permis de remonter des boitiers attribués à Cherif Kouachi, localisés proche du domicile des Kouachi : Cherif ou Said étaient le point de contact.

Les surveillances quant à elles n'ont pas donné grand-chose : Said consulte des sites pro-djihadistes, mais rien de concret n'en ressort. L'écoute de février à octobre 2012 n'est pas renouvelée.

Sur Cherif Kouachi :

En février 2012, Cherif Kouachi cherche à joindre Peter Cherif au Yemen et joint un Mohamed en Tunisie.

En mars 2012, Cherif Kouachi continue de suivre des sites pro-djihadistes et fait des recherches sur AQMI et des djihadistes yéménites.

Recherches sur un aéroport au Yémen avec des combats concernant Al-Qaida

Il fera des recherches pour une maison au Yémen : les renseignements pensent alors soit il veut s'y rendre soit pour aider Peter Cherif.

Ces écoutes téléphoniques demeureront jusqu'en 2013.

Cherif Kouachi a des relations avec des djihadistes. Il fréquente un garage de (inaudible) à Aubervilliers, où il côtoie des gens ayant les mêmes accointances.

En août 2013, de nouvelles menaces d'AQPA visent les intérêts américains et français.

Dans les documents déclassifiés, on se rend compte qu'il y a des menaces qui se font dans les dates anniversaires du 11 septembre.

Le service de renseignement décide de « resonder » les contacts de Peter Cherif en mettant une nouvelle écoute sur Said Kouachi pour deux mois, de début août à début octobre 2013.

Cherif Kouachi était déjà sous interception téléphonique mais elle ne sera pas renouvelée après une période de deux ans, faute d'éléments pouvant le justifier car il n'y aura pas de confirmation d'une implication personnelle dans une action terroriste.

La femme de Salim Benghalem revient de Syrie et dans une audition, déclare que son mari a refusé un projet terroriste. Elle précise les activités de son mari : à son retour d'Oman, il lui a proposé qu'elle se rende en Tunisie et lui en Libye. Une fois en Syrie, Salim Benghalem lui dit d'aller au Yemen.

Sur la préparation d'un attentat contre des américains en France, sa femme dit qu'il a refusé, son contact au Yemen l'a alors envoyé en Syrie pour qu'il puisse intégrer l'organisation terroriste.

Le témoin précise que Said Kouachi avait pris un vol en 2011 avec Salim Benghalem pour aller à Oman.

En 2018, à son retour en France, après avoir été interpellé à Djibouti, Peter Cherif lève le voile sur ses activités au Yemen et le séjour de Kouachi au Yemen en 2011. Arrivé le 23 décembre en France, et confronté à sa présence au Yemen au sein d'AQPA, il admet avoir intégré AQPA et avoir été formé au maniement des armes et impliqué dans la préparation d'attentats.

Il dit avoir été rejoint par Cherif Kouachi et Salim Benghalem au Yémen, qui lui auraient dit qu'ils ne resteraient pas au Yémen car chargés d'opérations extérieures.

Nouvelle détention provisoire dans le cadre des attentats de Charlie Hebdo pour Peter Cherif.

- **Le témoin souhaite maintenant mentionner les soutiens de Coulibaly**

Sur Mohamed Belhoucine :

Mohamed Belhoucine apparaît dès 2008 comme un très proche de Coulibaly. Dans les attaques menées par Coulibaly, il amènera Hayat Boumeddiene en Syrie. C'est quelqu'un qui a eu une grosse influence sur Coulibaly.

Il convient de rappeler que Mohamed Belhoucine a un rôle important dans une filière d'acheminement pour la zone pakistano-afghane.

C'est en prison qu'il rencontre Coulibaly, d'avril 2010 à avril 2011.

En décembre 2008, c'est la DCRI qui mène une enquête de filière depuis le Maroc, qui permet de mettre à jour une filière de combattants vers la Turquie et l'Iran. Cette filière va être active entre septembre 2008 et la mi-2009.

Parmi les combattants de cette filière, 3 décèdent en Afghanistan par les combats.

Mohamed Belhoucine a aidé les autres à récupérer de l'argent, a communiqué entre eux et a encouragé certains à partir.

Mohamed Belhoucine mettait en œuvre le système de communication et gérait la propagande

C'est un ancien étudiant de l'école des mines d'Albi.

Il administrait un site internet djihadiste

Il recevait des demandes d'argent par ses condisciples et faisait passer les commandes et animait le réseau.

Il a fortement incité une certaine personne à partir ainsi qu'une Sophia (?) de l'école des mines d'Albi, sans succès.

Plusieurs individus sont allés sur place mais n'ont pas réussi car ils ont été expulsés, 3 d'entre eux à leur retour en France étaient dans une perspective offensive.

C'est Mohamed Belhoucine, qui dans le cas de cette filière de Paris en Syrie, a emmené Hayat Boumeddiene sur place.

L'enquête a également établi que Mohamed Belhoucine, considéré comme un «sachant religieux», est l'auteur de la prestation d'allégeance à l'émir de l'État islamique retrouvée dans le logement de Coulibaly.

Une autre personne importante : Abdelnasser Benyoucef

Récemment apparu dans le dossier, qui pourrait être le commanditaire de l'attaque de l'Hyper Cacher. C'est ce qu'affirme l'ex-épouse de ce dernier, Sonia M., qui devait être entendue hier par la cour d'assises spéciale.

Abdelnasser Benyoucef serait également le commanditaire présumé de l'opération menée par Sid Ahmed Ghlam, dont le projet d'attentat a été un échec (il visait une église) mais qui est accusé d'avoir tué Mme Châtelain.

Abdelnasser Benyoucef ne faisait pas partie de l'environnement de Coulibaly.

Il était parti depuis très longtemps de France mais sa femme, Sonia M., a déclaré qu'il pourrait être en lien avec la tuerie de l'Hypercacher.

Abdelnasser Benyoucef est franco-algérien.

Il apparaît dans les années 90. C'est un vétéran algérien des filières tchéchènes vers l'Afghanistan.

En 2004, il est impliqué en Algérie dans un faux braquage dont les butins devaient alimenter le Groupe islamique combattant marocain (GICM). Il se fait interpellé et est condamné pour financement du terrorisme. Il quitte l'Algérie en mai 2013 pour la Syrie.

Il apparaît, lors de l'enquête sur Sid Ahmed Ghlam comme étant le commanditaire.

Dans les perquisitions, seront retrouvées des conversations entre Ghlam et d'autres, dont Benyoucef, qui est identifié.

Sonia M., revenue de Syrie, où elle a vécu avec lui, est interrogée en mars 2020 par le juge d'instruction. Elle déclare qu'à la mi-2015, Abdelnasser Benyoucef lui dit qu'il a été en charge d'opérations extérieures et d'avoir eu une responsabilité sur les opérations de l'Hypercacher et de l'affaire Sid Ahmed Ghlam.

Son mari est décédé dans des combats. Elle affirme avoir vu son corps.

La version de Sonia M est confirmée par deux autres témoignages, dont une autre épouse de Benyoucef. Elle identifie Ben Youssef comme tant un proche de Boubaker El Hakim.

Sonia M, déclarera, concernant Hayat Boumeddiene, qu'elle est partie en Syrie à la demande de Coulibaly. Elle a survécu à son séjour sur zone.

La téléphonie permettra de constater que Boumeddiene part le 2 janvier 2015 de France avec Mehdi Belhoucine.

Les renseignements ont assez peu d'informations sur sa vie sur place

Des interceptions téléphoniques sont mises dans son entourage proche pour voir ce qu'elle devient.

En 2015, éléments à travers des conversations avec des amis à de Boumeddiene, notamment avec une certaine Moussa T., où Boumediene lui dit aller bien, avoir repris ses études, que « *c'est magnifique Alhamdulillah* ». Elle appelle sa sœur le même jour, elle lui dit qu'elle est heureuse là où elle est, qu'elle n'est pas remariée et qu'elle n'est pas enceinte.

Elle explique qu'elle a une grande maison, qu'elle a internet, la TV, l'eau chaude etc. A ce moment elle est en Syrie.

Le témoin fait état de conversations où elle est dans une zone de combat et où elle prend part à des combats

Elle est interviewée dans des revues djihadistes, où elle déclare « qu'Allah maudisse la France », elle appelle ses sœurs musulmanes à étudier le Coran et d'être des bases arrières sûres pour leurs maris.

Sonia M. donne également des informations sur Hayat Boumeddiene. Sonia M. dit qu'elle l'a vu début 2018 en Syrie et indique qu'elle fuira de ville en ville suite à l'avancée de la coalition.

En janvier 2019, elle part à Babouse, la dernière ville de l'État islamique.

Elle se rend ensuite aux forces démocratiques syriennes, et sera placée au camp d'Al-Hol qui contenait 50 000 personnes, et réussira à s'enfuir.

Sonia M. dit avoir vu Hayat Boumeddiene avec un nouveau mari tunisien.

Hayat Boumeddiene était toujours radicalisée et se cachait des kurdes qui gardaient le camp.

Selon Sonia M, Hayat Boumeddiene se serait échappée du camp, ce qui vaut l'ouverture d'une enquête en avril 2020 pour localiser Boumeddiene suite aux déclarations de Sonia M.

Le président revient sur la vidéo de revendication d'AQPA, qui revendique essentiellement la tuerie de Charlie Hebdo et de l'Hypercacher avec Coulibaly. Dans sa propre revendication, Coulibaly dira qu'il a agi pour l'État islamique. Or, AQPA et État islamique n'ont pas toujours été alliés. Pourquoi AQPA ne revendique pas l'Hypercacher tout en faisant allusion à Coulibaly ?

Le témoin explique que l'État islamique et AQPA ne sont pas des ennemis. AQPA a même proposé d'être un lien entre Al-Qaida central et l'État islamique, alors qu'il y avait eu des combats entre les deux. AQPA se pose en médiateur. Ensuite, vu les actions, ils (AQPA) ne peuvent que s'en féliciter, que ce soit eux qui en soient à l'origine ou pas. Le porte-parole se félicite de l'assaut qui tue des policiers, des juifs, qui font partie des ennemis d'Al-Qaida et cités plusieurs fois en revendiquant Charlie. C'est un hommage qui correspond à « leur ADN », qui est le même, que ce soit AQPA ou l'État islamique.

Le président revient sur le fait que Farid Benyettou et (?) ont été les mentors religieux de nombreuses personnes, notamment avec la filière des Buttes-Chaumont, avec notamment des disciples tels que les frères Kouachiet Peter Cherif. Le président demande si Amedy Coulibaly était aussi un élève de Farid Benyettou et Djamel Beghal.

Pour le témoin, il ne lui semble pas Farid Benyettou avait évoqué que Cherif lui aurait parlé d'un copain, qui serait Coulibaly.

Quant à Djamel Beghal, oui ils se connaissaient avec Coulibaly, puisque Coulibaly a été partie prenante du groupe que Beghal a monté pour faire évader Belkacem. Et Coulibaly venait visiter Beghal lorsqu'il était assigné à résidence.

Le président souhaite revenir sur le suivi par la DGSJ de ces personnes, Coulibaly et les Kouachi, qui étaient fichés S. Il demande si Coulibaly était fiché S et si pour leurs services, il était dans leur « collimateur », de la même façon que les Kouachi.

Le témoin explique que Coulibaly a été sur écoute jusqu'en 2014 dans le cadre d'un renseignement sur le suivi des personnes en prison, pour savoir comment il évoluait en prison.

Quand Coulibaly sort de prison, il n'a pas de suivi particulier car il n'y a pas éléments justifiant de se focaliser sur lui, à la différence des Kouachi, pour lesquels le suivi a été beaucoup plus important. Coulibaly était connu comme petit délinquant, comme « potentiellement radicalisé » avec en étant en contact avec Djamel Beghal.

L'assesseur souhaite clarifier le voyage au Yémen des frères Kouachi et demande si les deux Kouachi sont partis au Yémen en été 2011.

Le témoin répond qu'ils ne sont pas partis tous les deux

L'assesseur fait pourtant référence au fait que dans le dossier, il y a une trace laissant penser que Said Kouachi serait parti, ses doc d'identité ayant été utilisés.

Le témoin pense qu'il est possible que si Cherif est parti, qu'il ait utilisé les documents identité de son frère.

Le témoin précise qu'il ne pense pas qu'il y ait des éléments pour prouver cela. Aujourd'hui, les documents de voyage ne sont pas scannés, qu'il s'agit d'une trace d'enregistrement de vol.

L'assesseur fait référence à un témoignage, expliquant que Said Kouachi est parti en été 2011, revenu très différent à la rentrée dans son aspect physique.

Le témoin se souvient de ce témoignage.

L'assesseur demande si on peut exclure le fait que Said Kouachi soit parti l'été 2011.

Le témoin explique qu'il n'y a pas de certitude, c'est plus l'aspect des handicaps physiques (très mauvaise vue de Said) qui pose question qu'il ait pu se rendre là-bas.

L'assesseur souhaite revenir sur la surveillance Kouachi et de Coulibaly. Il explique qu'un certain nombre de documents ont été déclassifiés : des notes du service du témoin, l'assesseur explique qu'on a des choses partielles, la lecture de certaines de ces notes est rapide, le secret n'est que partiellement levé sur un certain nombre de ces documents. Et il y a des dates pour remonter cette surveillance dans le temps. L'assesseur veut comprendre comment les choses se sont organisées sur ces années de suivi.

L'assesseur reprend alors un certain nombre de notes :

- Note du mois de décembre 2014 : Cote D11790-62 : situation récente à l'époque de Merouane B., interpellé en décembre 2014 pour une procédure distincte, il est rappelé qu'il a fréquenté la même mosquée que les frères Kouachi.
- Août 2014 : note sur une surveillance concernant Coulibaly
- Février 2014 : surveillance de Said Kouachi de manière assez courte
- Août 2014 : note relative à Mourad Hamyd
- Juillet 2014 : note qui rappelle des infos anciennes de 2006 et 2007
- Mars 2014 : note sur des liens entre Said Kouachi et Salim Benghalem, présenté comme combattant de Al-Nosra, susceptible de revenir en France pour un attentat terroriste
- Août 2013 : note sur des contacts téléphoniques de Cherif Kouachi avec Rachid S., présenté comme membre d'une cellule française d'Al-Qaida et présent en France

L'assesseur souhaite que le témoin indique si les éléments déclassifiés permettent d'être complets ou s'il y a des choses qui n'ont pas été déclassifiées.

Le témoin explique que la lecture des notes déclassifiées est peu aisée, et comprend la frustration de la Cour de ne pas bien comprendre la raison pour laquelle il y a autant de « caviardage ».

Les notes sont particulièrement caviardées sur plusieurs points techniques, tels qu'une source, ou une technique ou une unité qui doit faire un travail. Les acronymes sont également enlevés.

Ensuite, certaines notes sont caviardées sur plusieurs pages, où apparaîtront uniquement le titre de ces notes, concernant AQPA, mais pas les Kouachi.

Le témoin explique que son service a fait un travail sur l'ensemble de l'environnement de Coulibaly : ce qui a été déclassifié concerne uniquement le dossier. La déclassification est faite en fonction de la demande, si des choses n'ont rien à voir avec l'affaire, le service de la DSGI ne déclassifie pas. Cela n'a pas vocation à cacher quoi que ce soit.

Il explique que la note sur Coulibaly est à moitié caviardée car c'est le travail de renseignement en prison, où tous les individus faisant l'objet de l'écoute sont mentionnés dans la prison. Pour l'affaire concernant les attentats, tous ces individus n'étaient pas concernés.

Il évoque un autre exemple, tel qu'un pique-nique organisé par une organisation d'aide pour les frères et sœurs incarcérés pour motifs terroristes. Il précise que cette structure a eu ses avoirs gelés en 2016 et qu'elle a été dissoute. C'était une couverture mentionnant Coulibaly et d'autres. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu de suite car beaucoup de personnes participant à ce pique-nique n'étaient pas concernées par du terrorisme.

Sur le suivi des Kouachi :

Sur le début de l'affaire, le témoin souhaite expliquer pourquoi la déclassification s'épuise sur 2014. Il explique qu'à chaque fois qu'il y a un élément justifiant de suivre les Kouachi, une action est entreprise, que ce soit en 2004 dans l'interpellation des filières, ou en 2010 ou il a été finalement blanchi, que ce soit en septembre, novembre 2011 où on voit apparaître un lien avec le Yémen.

Les notes de téléphonie étant complètes, on mène des hypothèses que ce soit un des Kouachi était en le point de contact email dans un cyber avec des moyens qui ne sont pas ceux d'aujourd'hui. Il précise que le travail est considérable pour voir si c'est l'un ou l'autre des frères.

Ce suivi est relancé en 2012, dans le cadre d'une menace pas précise et qui ne visait pas du tout les Kouachi.

Des actions sont menées pour surveiller les Kouachi en fonction des renseignements qu'ils ont et lors des anniversaires événements (type 11 septembre).

Des dizaines et des dizaines de personnes sont criblées tout simplement car le service de renseignement essaye de trouver un lien : qui ? quoi ? comment ? à travers ces analyses, des questions nécessaires pour « environner un individu ».

C'est un suivi au long cours.

2014 : Kouachi surveillance car déclarations de Sonia M. sur Salim Benghalem et sa proximité avec Kouachi sur des mois. Rien n'en ressortira.

Les surveillances n'apparaissent pas car la doctrine du service de renseignement est qu'elles ne doivent que figurer si elles apportent quelque chose. C'est pour ça que des surveillances physiques apparaissent, notamment Cherif Kouachi, au garage d'Aubervilliers où il se livre à un trafic de biens contrefaits. Cela ne fait que confirmer son activité « pour vivre » mais n'apporte rien au côté terrorisme. Le service ne mentionne que les éléments tangibles.

Quant au travail global qui a été fait, le témoin explique que le suivi des frères Kouachi a été un suivi au long cours et relativement atypique dans sa durée. Plusieurs choses sont à comprendre :

- Les surveillances d'un individu dont les techniques n'étaient pas très importantes. Le témoin explique que depuis 2015 et la survenance des attentats de janvier, les techniques de surveillances sont beaucoup plus intrusives. Avant ça, il y avait l'écoute, la filature, et les sources humaines mais quand c'est un cercle fermé comme les Kouachi, c'est plus difficile.
- La surveillance doit toujours être justifiée
- Les informations sont « contingentées » si elles ne donnent rien
- Les surveillances relèvent d'un système exceptionnel avec de nombreux points de contrôle qui rend le système lourd et compliqué, car les écoutes doivent toujours être justifiées : en interne, il y a l'autorité administrative de contrôle puis le 1^{er} ministre signe. Bien souvent, plusieurs semaines sont nécessaires pour avoir l'accord.
- Les écoutes doivent toujours être motivées
- Le témoin explique que son service a fait le plus possible sur les frères Kouachi en téléphonie
- Le témoin évoque également les limites des surveillances physiques : oui, elles sont nécessaires mais « il faut tomber au bon moment ». Il souhaite revenir à titre d'exemple sur l'affaire Moussa (?), frustré de ne pas avoir pu aller en Syrie. Il était à Nice, il y avait une surveillance physique sur lui. Il est suivi toute une matinée. Les équipes lèvent la surveillance car ne notent rien de particulier. Une heure ou deux heures après la levée de cette surveillance, il se précipite sur des soldats gardant un centre juif à Nice et les poignarde. Pour le témoin, cet exemple illustre que les surveillances physiques ne permettent pas d'arriver toujours au bon moment.

Pour le témoin, cela fait plus de 5 ans que l'affaire s'est déroulée (attentats de janvier), et déplore qu'il y a encore « beaucoup de zones d'ombres » dans la façon dont les Kouachi ont opéré. Il demande à la Cour de comprendre qu'avec les moyens de l'époque, son service n'ait pas pu faire plus. Il a le regret de pas avoir pu faire plus, et que ce n'est pas faute d'avoir voulu réussir à les entraver.

Avec une voix émue le témoin explique qu'« on parle beaucoup des services comme des institutions froides ». Il continue, la voix tremblante qu'il « *travaille depuis 7 ans dans l'anti-terrorisme avec des hommes et des femmes qui sont là par conviction. Chaque attentat était ressenti comme un échec comme nous tous* ». Il réitère son regret de ne pas avoir pu empêcher les Kouachi et Coulibaly de commettre ces attentats.

Un assesseur mentionne une note déclassifiée de la DGSi intitulée « *Implication de Coulibaly dans la fusillade de Montrouge* » datée du 9 janvier : il est dit notamment qu'il avait été écroué le 23 mai 2012 à Villepinte, qu'il s'était inscrit au culte musulman en 2010 mais qu'il n'attirait pas l'attention

dans sa pratique de l'Islam. Coulibaly n'a jamais fait l'objet d'une fiche S mais fiche PJ02. Il était aussi mentionné qu'il était susceptible de faire partie de la mouvance radicale.

La cour souhaite connaître la différence entre la fiche S et la fiche PJ02 et veut savoir si elles sont exclusives ou si c'est possible au contraire qu'un individu puisse avoir les deux ou s'il s'agit d'une « gradation dans le niveau d'inquiétude ».

Le témoin explique que la fiche S est émise par un service de renseignement et que la PJ02 est émise par un service de police judiciaire. Le service de renseignement avait émis cette fiche dans le cadre de son enquête pour obtenir des renseignements de Coulibaly.

Il explique qu'à chaque fiche, correspond une conduite à tenir, explicitée pour les personnels qui viennent à contrôler l'individu qui fait l'objet de la fiche : ex. pour une fiche F13, la conduite à tenir sera : contrôle de la situation de l'individu et si possible des bagages, utile lors d'un passage en douanes.

Concernant La PJ02, il ne sait pas quelle conduite il s'agit de tenir mais précise qu'elle date de l'époque de l'enquête sur l'affaire AWH.

Il confirme que les fiches ne sont pas exclusives : un individu peut avoir les deux.

La cour demande donc si la fiche PJ02 est donc le résultat du placement de Coulibaly en détention provisoire dans l'affaire AWH, où il a été mis en examen pour une infraction à caractère terroriste qui expliquerait la mouvance radicale.

C'est ce que le témoin pense aussi oui. Il précise que ce n'est pas lui qui a émis cette fiche, il ne peut donc pas en dire plus.

- **Questions avocats de parties civiles :**

Une avocate de parties civiles : elle explique que les parties civiles se posent beaucoup de questions et pour eux, difficiles de ne pas avoir de réponse. Elle voudrait des précisions sur les notes de la DGSI, lorsqu'on en fait une synthèse, qui amène beaucoup d'éléments. Elle voudrait savoir la raison pour laquelle ces surveillances n'ont pas été poursuivies. A partir de 2010, l'avocate affirme que la DGSI dispose de beaucoup d'informations sur les frères Kouachi, avec l'utilisation de puces avec des lignes dédiées, la DGSI sait que ce ne sont pas des délinquants de droit commun. Les renseignements évoquent des contacts avec des salafistes, qui évoluent en 2013 avec un soutien financier à la mouvance terroriste notamment avec le garage ATC, et constate que Cherif Kouachi a une attitude très méfiante.

Pour elle, il est difficile de comprendre pourquoi la surveillance s'est arrêtée courant 2014.

Le témoin explique qu'il y a beaucoup d'éléments au début qui confirment le fait que Cherif est resté le même qu'avant.

Pour autant, le service observe de lui en 2013 qu'il y a moins d'éléments et de liens avec cette mouvance malgré les visites au garage, mais qu'il n'est pas possible d'en tirer une décision de passage à l'action.

Il explique que le renseignement doit évaluer en permanence des menaces.

Cherif a envisagé de partir sur un terrain de djihad de par sa recherche d'une maison au Yémen : les conclusions du service sont les suivantes : c'est peut-être pour lui ou Peter Cherif, le service pensait qu'il voulait partir sur une terre de djihad. En 2014, au regard du travail fait pendant deux ans, et de par les informations que Benghalem revenu en 2011, dit à sa femme qu'il refuse la mission mais part en Syrie. De ce point de vue, la menace Benghalem s'est éloignée vers la Syrie. Il sera en effet un geôlier terrorisant les populations en Syrie.

Donc en 2014, le service refait une « passe » de surveillance, d'analyse sur eux mais rien n'en émerge.

Le témoin rappelle qu'il faut justifier un travail de surveillance : *« ce qu'on met sur les uns, on ne les met pas sur les autres »*, privilégiant la surveillance sur ceux qui ont des éléments plus tangibles.

Le témoin explique que parmi toutes les menaces qu'il voit, des menaces comme celles-là, il y en a plus d'une dizaine par jour. Il y a un tri, certaines menaces ont des éléments tangibles qui demandent la mobilisation de moyens. Après deux ans de surveillance sur cette fratrie, vu qu'il n'y avait rien de tangible après l'été 2014, on n'a rien vu qui justifiait une décision de passage à l'acte ou même un groupement qui commencerait à s'entraîner par exemple. Le service constate que les Kouachi mènent leur vie de pro-djihadiste qui s'intéressent au djihad mais le service ne détecte pas une volonté de passage à l'acte.

Questions d'une autre avocate demande combien de personnes sont suivies à cette époque par le service des fichés S.

Le témoin explique que c'est difficile à dire car il y a quelques années, il y a eu la création d'un outil pour recenser les personnes radicalisées en France, qui s'élève maintenant à 8000 personnes.

En 2014, ils étaient environ 1500, dont plusieurs centaines d'individus qui intéressent le service.

En 2014, plus de 400 personnes sont parties pour la Syrie. Plusieurs dizaines sont considérées comme des « objectifs » par le service.

Il ne peut pas vraiment donner un chiffre exact mais à l'époque, il y en avait plusieurs dizaines avec une potentialité violente. En 2014, les filières djihadistes « ont explosé ». Il précise qu'on ne peut pas suivre beaucoup de personnes en même temps de manière physique.

L'avocate demande qu'il parle de la Taqiya et comment son service prend ça en compte dans le cadre du suivi des personnes radicalisées.

Le témoin répond que c'est compliqué, que c'est une attitude promue par ces organisations, consistant « à se fondre dans le paysage ». Le premier apparu comme tel était Mohamed Merah : il allait en boîte de nuit, il buvait de l'alcool et faisait en sorte que sa personnalité ne soit pas la même. C'est compliqué de déceler, on ne sait pas ce qu'il se passe dans la tête des gens. On est obligé de s'appuyer sur des communications de supports numériques, ou les messages sont cryptés et disparaissent deux mêmes.

Il cite un exemple récent : une jeune femme en 2018, environ 20 ans, a dans l'idée de commettre un attentat contre des bars à Rennes. Le service l'a eu en contact sur internet avec des policiers formés sur ce travail et elle déclarait vouloir obtenir une kalachnikov à l'infiltré dans la police. Elle pratiquait tellement bien la Taqiya qu'on se demandait si ce n'était pas une jeune femme qui voulait se faire une réalité autre. Elle dit qu'elle va faire un repérage. Avec surveillance physique, ils la prennent en photo. Elle est interpellée à l'issue afin d'entraver son action, alors qu'elle buvait avait des copains, sortait en boîte de nuit.

Alors qu'une perquisition est faite chez elle, il y a une bouteille de vodka par terre et répond en rigolant qu'elle fait la Taqiya.

Conclusions : c'est compliqué de connaître les personnes radicalisées.

Me Maktouf, avocate de partie civile, mentionne le fait que le témoin ait parlé de l'organisation « Sanabil » et le fameux pique-nique, et le fait que le témoin ait que si Coulibaly avait participé à ce pique-nique, cela ne faisait pas de lui un terroriste.

Le témoin dit que oui c'est intéressant de savoir que Coulibaly fréquente cette association car c'est un ancien condamné pour terrorisme, et cette association vise à regrouper des gens de cette même obédience. De facto, les gens qui sont dans cette organisation sont connus pour terrorisme, mais ça ne veut pas dire qu'il va commettre un attentat.

Le témoin précise cette association a été dissoute car les autorités voient le mal d'une telle organisation.

Me Maktouf lui demande de revenir sur le terme « Amni ».

Le témoin répond que ça veut dire « sécurité », « sécurité d'état ». Ils interviennent souvent sur la sécurité interne. Ce groupe Amni a été formé initialement par les premiers individus qui ont rejoint l'EI en 2013 du côté d'Alep, le creuset de cette organisation s'est fait à l'hôpital ophtalmologique où

les journalistes et réfugiés syriens étaient torturés. Ce groupe s'est constitué pour éliminer les espions, les opposants. Ce groupe deviendra le comité des opérations extérieures.

Le témoin précise que ce comité des opérations extérieures était structuré et envoyait des combattants en France, et que Sonia M, avait fait le lien sur l'affaire de Coulibaly avec Benyoucef qui dit avoir fait partie des opérations, mais il dit ne pas avoir plus de détails.

C'est donc le plus haut grande de structure au sein de Daech.

Me Maktouf demande si Peter Cherif aurait été service de traducteur entre les Kouachi et AQPA.

Le témoin répond que c'est possible mais qu'il ne sait pas. Peter Cherif avait combattu en Irak, avait fréquenté des prisons en Irak mais n'a pas plus d'éléments là-dessus.

Me Maktouf revient sur la vidéo de revendication, où il est parlé de la pratique française de l'épuration ethnique en Afrique. Elle demande si ce n'est pas un moyen pour diriger les populations africaines pour un recrutement massif la bas.

Le témoin pense qu'AQPA utilise toutes les accusations qu'il peut : le terrorisme, c'est avant tout de la propagande et de la communication. On frappe les esprits. De manière caricaturale, c'est le même discours de victimisation fait avec force. En Afrique, ils ont désigné la France et les USA auxquels ils prêtent des crimes de génocide en Afrique, ce qui encourage les gens à se rebeller et se révolter.

Autre avocat partie civile : revient sur la procédure des Buttes-Chaumont, souhaite y revenir pour essayer d'illustrer l'enjeu des débats. Il parle d'une pièce qui parle de Chérif Kouachi souhaitant casser des américains, des juifs et de les attraper dans la rue pour les frapper.

Cherif Kouachi, dans ce passage, demandait à Farid Benyettou si c'était permis de faire une telle action, s'il avait son consentement pour le faire.

L'avocat dit au témoin que cette illustration évoque l'antisémitisme, et que Cherif Kouachi parle de consentement, que ça évoque un contrat, une allégeance à celui qui lui a instruit la doctrine. C'est quelque chose de frappant : un terroriste demande l'autorisation de passer à l'acte.

Le témoin explique que ça illustre parfaitement la relation de Cherif avec Farid Benyettou, d'un gourou et de son disciple. Il considère que Benyettou lui a appris le bien et le mal, ce qui relevait du juste et du non juste. Farid Benyettou ne lui donne pas ce consentement car il considère que ce n'est pas en France à l'époque qu'il faut commettre des attentats.

L'avocat évoque une lettre écrite par Cherif Kouachi, remise par Farid Benyettou après les attentats de 2015. L'avocat demande au témoin si son service a pu l'a dater car elle n'a pas de date.

Le témoin pense que de mémoire, la lettre a été écrite par Kouachi lorsqu'il était en prison. Farid Benyettou la présente lorsqu'il sera entendu sur le contenu de cette lettre. Cette lettre fait aussi mention que Cherif l'aime, que c'est son frère.

Pour l'avocat, elle date de 2014. La lettre commence par une lettre en arabe, où Cherif Kouachi dit à Farid Benyettou : *« merci pour la réponse que j'attendais avec impatience qui m'a fait beaucoup plaisir »*, s'ensuivent des éloges. Ce remerciement, cette réponse qu'il attendait, l'avocat demande au témoin s'il ne s'agit pas de l'autorisation au consentement qu'il cherchait.

Pour le témoin, cette lettre ne suffit pas en France à mettre quelqu'un en garde à vue.

L'avocat demande au témoin ce que lui inspire l'acquittement de Djamel Beghal par la justice algérienne et sur le fait qu'il soit désormais en liberté.

Le témoin répond qu'il n'a pas vraiment d'éléments à sur une décision de justice algérienne. Il pourrait lui dire ce qu'il en pense mais ça n'apporterait rien.

Autre avocat partie civile aimerait savoir si la cible Charlie Hebdo était une surprise pour le service de renseignement.

Le témoin répond que Charlie Hebdo faisait l'objet de menaces réitérées depuis de nombreuses années au regard des caricatures effectivement. Et qu'à l'époque les craintes de survenance d'attentats se porteraient plus sur des cibles symboliques types ambassades et aussi Charlie Hebdo.

L'avocate demande si on peut considérer qu'une fatwa est le maximum de la menace.

Le témoin répond que le maximum de la menace, c'est lorsqu'il y quelqu'un qui porte cet ordre pour l'accomplir.

L'avocate demande si le fait qu'à l'époque l'État islamique était très puissant ne renforçait pas aussi cette menace.

Le témoin lui répond qu'il ne pourrait pas vraiment lui répondre, que les attaques menées par l'EI étaient des cibles faciles, plus faciles à atteindre que Charlie Hebdo qui n'était pas forcément facile à trouver.

L'avocate lui demande s'il peut dire pourquoi la protection de Charlie Hebdo a été diminuée à l'époque.

Le témoin répond ne pas avoir d'éléments là-dessus, qu'il n'est pas le service en charge de la protection pour les personnalités, la DRPP étant compétente pour les institutions. Je ne suis pas spécialiste de ça. Il précise que Charlie Hebdo n'avait pas fait l'objet de nouvelles menaces explicites.

Il prend l'exemple des américains, qui viennent toujours avec une énorme protection car ils considèrent qu'ils sont en eux-mêmes une cible potentielle.

Mais concernant les éléments factuels ou objectifs de menaces sur Charlie Hebdo, il n'y en n'avait pas.

Autre avocate partie civile : une avocate revient sur les frères Kouachi, et sur le fait que la surveillance téléphonique n'ait pas été maintenue, et qu'en juin 2014, elle s'est arrêtée.

Le témoin répond qu'il faut justifier la surveillance ; que les écoutes téléphoniques sont les exceptions, et que la liberté et la non-surveillance sont la règle. Il n'y avait pas élément pouvant motiver une nouvelle écoute, sinon, le service aurait été dans l'illégalité.

L'avocate revient sur le fait que le service ait enregistré une conversation dans laquelle un proche de Kouachi lui propose de rejoindre la guerre sainte, à laquelle il répond : « non vous êtes trop light, nous on prépare un gros truc en France ». Est-ce que ça a été analysé ?

Le témoin répond que ça ne lui dit rien.

L'assesseur demande la cote de ce document. L'avocate lui fera passer.

Un avocat revient sur la sincérité de la reconversion et le repentir de Farid Benyettou

Le témoin dit ne pas avoir d'éléments là-dessus. Il ne semble pas avoir été impliqué dans l'attentat. Et semble s'impliquer dans un centre de déradicalisation mais il n'a pas d'autres éléments à ajouter.

Autre avocat de partie civile : souhaite revenir sur Farid Benyettou : note le travail approfondi fait, et comprend que les écoutes et la surveillance sont l'exception. Il revient sur une expression de l'assesseur un peu plus tôt : « le trou dans la raquette ». pour lui, sachant que Farid Benyettou a été le formateur de Chérif Kouachi et de Peter Cherif, qu'il était celui à qui on demandait si on pouvait passer à l'action, comment expliquer qu'il n'y a pas eu d'enquêtes plus développées alors qu'on sait que les Kouachi étaient en contact avec lui jusqu'en octobre 2014.

Le témoin répond que son service n'avait pas d'éléments particulier sur Benyettou, hormis le fait qu'ils se contactent. Il ne s'illustre pas pour commettre un attentat. Il n'y avait pas de signal particulier.

L'avocat rétorque que Farid Benyettou était juste le personnage le plus central de la filière des Buttes Chaumont : d'autres ont été suivis, dont les Kouachi, mais pas Farid Benyettou. Il demande si on peut alors parler de trou dans la raquette.

Le témoin répond qu'il ne lui semble pas que l'enquête judiciaire ait démontré l'implication de Farid Benyettou au préalable.

Avocat : « c'est tout le problème »

Autre avocat partie civile : souhaite revenir sur le pique-nique de l'association Sanabil du 23 août 2014 et demande s'il y a des accusés qui étaient présents à ce pique-nique.

Le témoin évoque Ramdani

Avocat partie civile : rétorque que oui effectivement, il s'avère que Ramdani était présent à ce pique-nique, et que Ramdani était aussi présent au procès AWH.

Le témoin ne se souvient pas de la présence d'autres accusés, qu'il n'a pas mémorisé la liste des participants au pique-nique.

L'avocate demande au témoin si on peut considérer que Sanabil est un signal faible d'une participation à une idéologie.

Le témoin répond que oui.

Un autre avocat partie civile souhaite revenir sur l'absence de fiche S de Coulibaly. Coulibaly et Cherif Kouachi avaient rencontré Beghal en 2005, et étaient ensuite impliqués dans la procédure AWH. Coulibaly et Belhoucine détenus ensemble, Belhoucine détenu pour son rôle dans la filière pakistano afghane.

Malgré ça, il n'est pas considéré comme un « objectif » de la DGSJ.

« Qu'aurait-il fallu faire pour qu'il soit fiché S ? »

« Je ne sais pas, je ne sais pas la doctrine des fiches S à l'époque ».

- **Questions Avocat Général :**

L'avocate générale explique qu'en début de semaine, l'avocat d'un des accusés a pointé une note rédigée en 2016 par le service qui signalait au juge d'instruction qu'avait été entendu en juin 2016 un témoin, qui voulait faire des déclarations sur les attentats de Paris de 2015 et qui souhaite que son nom n'apparaisse pas en procédure car il craint pour son intégrité physique. L'avocat général lui demande ce qui a été fait là-dessus.

Le témoin répond que ce qui est dommage, c'est qu'on n'ait pas « fermé la porte par un PV » concernant cette note. Il explique que cet individu était détenu et qu'en janvier 2016, à l'occasion d'un incident en prison, il a fait des déclarations concernant une menace, dont lui-même aurait été l'un des porteurs. Il dit avoir fait partie d'un groupe constitué en prison, qu'il avait récupéré de l'argent pour acheter des armes. Dès le départ, son discours semble confus et peu crédible. Mais au regard du fait qu'il mentionne des éléments qui font référence à Montrouge, une enquête préliminaire distincte est ouverte pour analyser la menace. Lorsqu'il est réinterrogé, il dit qu'il était lui-même était missionné pour commettre une menace en décembre 2015 et reprend des éléments des autres affaires pour constituer son récit. Il devait faire repérage à la Défense à partir de fin 2015. Après l'audition, il a fait une lettre pour dire qu'il avait inventé tout ça et a demandé à changer de cellule. Ce que le témoin regrette, c'est de ne pas avoir fait de PV pour « purger » cette « porte ouverte ».

PR a vérifié : été enregistré au registre des témoins anonymes sur lequel, a refusé d'être entendu par le juge d'instruction. Avocat général confirme qu'il aurait mieux valu faire un PV.

Ali Rizat Polat s'insurge et veut parler

L'Avocat Général lui dit qu'il parlera plus tard.

Avocat Général mentionne que Ali Riza Polat pense que cette personne est une personne qui le met en cause dans le cadre de ce procès et qu'il y avait une relation commerciale liée à des escroqueries dans lesquelles seraient impliquées des juges et des banquiers véreux. Polat considère que ce témoin anonyme est un certain M. I. ou l'un de ses frères.

L'avocat général demande au témoin s'il peut indiquer à la cour si cette personne était ou non l'un des frères I, s'il souhaitait s'exprimer sur des faits mettant en cause Polat ou les relations de Polat.

Le témoin répond que M. I n'a rien à voir avec cette histoire car c'est par vidéo surveillance qu'on a pu les enfermer en 2014. Le témoin déclare le connaître plutôt dans le trafic d'armes que l'immobilier.

- **Questions des avocats de la défense :**

Me Pugliesi, avocate de Ramdani revient sur le fait qu'un de ses confrères a interrogé le témoin sur l'éventuelle présence au pique-nique de Sanabil. Elle demande au témoin s'il se souvient du compte-rendu de surveillance, et si le nom de Ramdani y figure.

Le témoin répond que non, qu'il n'a pas tout mémorisé.

L'avocate répond qu'effectivement, ce n'est pas un document de son service et confirme que le nom de son client n'apparaît nulle part.

L'avocate évoque une note (PV) du 9 janvier 2015 qui indique la présence de Coulibaly au pique-nique, accompagné d'un individu susceptible d'être Amar Ramdani.

Sur cette note du 9 janvier, il est mis une photo d'un individu pris de loin avec une casquette et habillé en djellaba. Elle a essayé de chercher cet individu et si pouvait correspondre à la description de cette note. Coulibaly apparaît au côté d'un homme. Elle lui demande s'il se souvient de la description de cet individu.

L'avocate qu'il s'agit d'un individu âgé de 20 ans de corpulence fine. *Elle demande à son client de se lever pour montrer qu'il n'est pas de corpulence fine.*

L'avocate demande ce qu'elle doit penser de ce PV qui fait état d'un individu alors même que le nom de son client n'est jamais indiqué dans le PV.

Le témoin explique c'est une note DRPP, qu'il ne l'a pas rédigé. Il explique que la DRPP a surement fait un raccourci dans l'urgence. Il explique que l'enjeu est de recenser tous les individus les plus proches qu'on peut connaître pour orienter les recherches des enquêteurs. Il explique que son service a fait beaucoup d'investigations judiciaires sur des personnes qui étaient réputées proches des Kouachi et qui n'ont rien donné derrière. Alors on jette des noms pour orienter une investigation.

L'avocate répond que oui c'est le problème : on jette un nom comme ça. Pour elle, ce PV, cette note déclassifiée, est un faux.

Le témoin demande si son client est la cause de cette note.

L'avocate rétorque qu'on verra au fur et à mesure de ce procès c'est ce qu'on verra

Suspension d'audience

Reprise d'audience 12h44

Me Coutant-Peyre, avocate de Ali Riza Polat s'adresse au témoin et estime que c'est très désagréable de ne pas le voir. Elle lui demande sa fonction au sein du service.

Le témoin répond qu'il était chef de la Division judiciaire en charge du terrorisme islamique a la DGSJ et que ça fait 7 ans qu'il suit ces affaires.

L'avocate revient sur le fait qu'à un moment donné plus tôt dans la matinée, le témoin ait évoqué les déclarations à la barre de Christian Deau.

Elle lui dit donc qu'il est informé de ce qu'il se passe à l'audience car il a mentionné ce collègue.

Le témoin répond qu'il lit la presse.

Me Coutant-Peyre rétorque « Oui, comme quand vous faites des rapports aussi »

Brouahaha d'indignation dans la salle d'audience

Me Coutant-Peyre mentionne le fait qu'il ait eu plusieurs questions des parties civiles, mettant en cause son service, auxquels il a parfois répondu avec des sanglots dans la voix.

Elle évoque que l'objectif du témoin est de protéger avant les drames. A ce niveau-là, une excellente question lui a été posée, et revient sur janvier 2015, les risques. Elle évoque le fait que le témoin ait déclaré qu'il n'y avait pas eu de renouvellement d'alertes. Elle demande pourquoi sur les années antérieures à 2015, son service n'a pas continué les recherches de gens qui étaient poursuivis et que la coopération entre les services leur a permis d'apprendre le déplacement dans un camp d'entraînement au Yémen d'un des frères Kouachi.

Durant cette procédure dite ATWH, leur service en a été informé en temps réel par les américains.

Elle lui demande pourquoi il n'a pas maintenu cette surveillance permanente.

Le témoin répond être déjà revenu sur tous ces éléments tout à l'heure

Me Coutant-Peyre rétorque : « *Tout le monde a compris que vos services ont failli dans leur mission* »

Elle mentionne le fait que sur le volet du trafic d'armes, les auteurs ne sont pas poursuivis ; que l'identification de l'origine des armes juste après les fusillades en janvier 2015, a eu lieu le 20 janvier 2015, avec la découverte d'un réseau d'approvisionnement d'armes assez important fourni à un dénommé Armand. Elle lui demande si son service n'a jamais eu à suivre ce trafic d'armes ?

Le témoin répond que Non, que la question du trafic d'armes est plutôt géré par les services centraux de la Police judiciaire et que la société « Outdoor » de cet Armand n'était pas dans leur spectre de compétence

Me Coutant-Peyre déplore que « oui c'est la même phrase utilisée par les autres services ».

Me Coutant-Peyre souhaite revenir sur le PV dont l'avocat général a fait état un peu plus tôt (et où le témoin disait regretter ne pas avoir fait de PV). Vous dites que ça n'apparaît pas puisqu'une enquête préliminaire différente a été ouverte. Et que la personne anonymisée n'a pas voulu être entendue. C'est juste comme réponse, ce n'est pas conforme aux règles de procédure. L'article 80 du Code de Procédure Pénale prévoit que toutes les pièces doivent figurer dans le dossier. Donc son service a l'obligation de transmettre les documents au juge d'instruction. Donc Me Coutant-Peyre demande pourquoi la suite de cette procédure, y compris cette soi-disant enquête ouverte distinctement, n'a pas été versée. Cela pourrait dire que le dossier est en partie fabriqué ou qu'il manque des pièces essentielles.

Le témoin rétorque que Me Coutant-Peyre extrapole. Cette affaire a été purgée dans une affaire séparée et ne concerne en rien son client, et que cela ne change rien à l'enquête car elle ne concerne pas les faits.

Me Coutant-Peyre rétorque qu'elle ne va pas le croire sur parole et que s'il y a une procédure écrite, le témoin en justifier. La seule fiabilité, c'est quand même le dossier. L'avocate dit avoir besoin de la preuve de ce que le témoin dit.

Le témoin lui rétorque qu'elle peut demander les pièces au Parquet General.

Me Coutant-Peyre lui répond qu'elle a déposé des conclusions a la Cour en ce sens pour avoir ces pièces.

Autre avocate de la défense : Concernant Coulibaly, un membre de cette cour a évoqué la note du 9 janvier 2015, déclassifiée par la DGSi où il est dit que Coulibaly n'a jamais été un objectif du service. Cet avocat souhaite revenir sur un autre PV concernant Coulibaly qui date du 29 juillet 2010, quelques mois après son incarcération dans l'affaire ATWH. La SDAT interroge son service sur ce qu'ils connaissent de Coulibaly.

L'avocat demande que concernant cette note de juillet 2010, si le témoin peut confirmer que la DGSi répond à la SDAT que l'intéressé (Coulibaly) est essentiellement connu dans leur service dans le domaine des violences urbaines. Il demande de quoi il s'agit, en précisant que ça date de 2000.

Le témoin répond qu'il s'agit d'une histoire de course poursuite avec un comparse de Coulibaly qui avait été renversé par la police, et qui avait créé des violences par la suite.

Le témoin précise que Coulibaly, complice, en avait profité pour commettre des violences par la suite.

L'avocate explique le fait que « Coulibaly n'a jamais attiré l'attention par une quelconque orientation islamiste » : ce sont les informations que la DGSi a en 2010. Ensuite, Coulibaly n'apparaît pas dans les milieux islamistes radicaux ni le réseau Beghal.

Est-ce exact ?

« Si vous les lisez c'est qu'elles sont exactes Monsieur »

L'avocate revient sur les antécédents de Coulibaly. Après 4 semaines de débats, il est clair que Coulibaly n'était pas fiché S et que son comportement n'était pas dangereux en prison. Après l'explication du témoin sur la différence de fiche S et de fiche PJ, sur la question d'une avocate du

pique-nique Sanabil un peu plus tôt, le témoin a indiqué plus tôt dans la matinée que « c'est intéressant pour nous de savoir que Coulibaly avait participé (à ce pique-nique) car il avait été condamné pour terrorisme ». L'avocate se dit être surprise.

Le témoin dit qu'il ne se souvient plus avoir dit ça.

L'avocat lui demande si Coulibaly a oui ou non été condamné pour terrorisme.

Le témoin répond que de mémoire, Coulibaly a travaillé au profit de cette évasion (Belkacem) mais qu'il n'a pas été condamné pour terrorisme.

L'avocate répond qu'effectivement, dans le cadre le jugement AWH, Coulibaly n'a pas été condamné pour association de malfaiteurs terroristes. Elle voulait justement clarifier cela.

L'assesseur intervient en disant que dans le dossier, on voit comment le raccourci peut être fait : Coulibaly a été mis en examen et en détention provisoire avec cette qualification du terrorisme mais c'est ensuite l'ordonnance de mise en accusation du JI qui a requalifié.

Reprise de l'audience à 14h.

II. Audition de témoins

Un avocat de la défense intervient avant les auditions pour prévenir les parties qu'il souhaite verser au dossier un nouvelle pièce. La Cour en prend note.

A. Audition de l'épouse de Chérif Kouachi, anonymisée

L'assesseur invite la témoin à prêter serment devant la cour.

- **Questions du Président :**

L'assesseur lui demande de témoigner quant aux faits qui l'amènent à témoigner aujourd'hui. Elle s'attendait à être questionnée seulement, et est un peu surprise par la procédure.

Elle se présente comme l'épouse de Chéri Kouachi. Ils se sont mariés en mars 2008, un mariage comme les autres selon elle. « Chérif je lui fais confiance ». *Elle a beaucoup d'émotions dans la voix, et a du mal à s'exprimer. Elle demande un peu d'eau.* Depuis le 7 janvier, elle s'est refait le fil de l'histoire, pour essayer de comprendre ce qu'elle n'a pas vu. . Ils avaient des projets : ils voulaient fonder une famille, déménager. Le matin du 7 janvier, il est sorti sur Paris. Le jour où les enquêteurs sont venus chez elle, elle pensait que c'était pour une simple vérification, elle n'a pas cru que possible que son époux soit lié aux faits sur lesquels elle a été interrogé. Chérif était très famille, c'était un homme joyeux, respectueux, plain de joie de vivre selon elle. Elle s'est refait le fil du mariage, elle « ne sais pas » comment cela a pu se produire Elle ne comprend pas.

Ayant terminée son témoignage, l'assesseur reprend les questions. Ils se sont rencontrés en 2007, par le biais d'une amie qui faisait une formation, avec Chérif. L'assesseur revient sur les auditions de la témoin, sa garde à vue. Interrogée sur l'état d'esprit de son mari, sa détermination par rapport aux actes commis, elle ne sait pas quoi dire. Lors de la publication des caricatures, elle avait vu qu'il y était sensible, que cela le touchait, mais il n'a jamais émis de menaces. Longtemps après avoir vu les images des tueries, elle n'a pas reconnu Chérif, cette détermination. Lorsqu'elle a été interrogée, elle a d'abord dit que ces actes « étaient monstrueux ». Elle n'a pas cru qu'il avait pu faire ça, même si la suite lui a révélé le contraire.

Sur les jours qui ont précédé les attentats, elle se souvient qu'il disait qu'il avait mal au ventre. Il était un peu distant, et parlait pas. Il avait l'air un peu aux aguets le matin même, mais elle n'a rien décelé d'inquiétant. Elle n'a jamais entendu quoi que se soit relatif aux attentats dans ses discussions avec ses frères.

L'assesseur revient sur le voyage de Chérif Kouachi à l'étranger. En 2011, il lui a dit vouloir partir en Tunisie. Il a été interdit de rentrer sur ce territoire, il est donc revenu en France. Il a évoqué des tensions, et vouloir partir en Turquie. Il souhaitait changer d'air. Ils s'étaient un peu disputés, cela ne l'a pas étonné plus que cela. A l'époque, ils habitaient dans un studio, c'était petit et difficile à vivre. Il souhaitait aller à Oman, il est parti pour une semaine, puis finalement il y est resté deux semaines. Elle espérait qu'à son retour ça aille mieux, elle ne s'est pas posée plus de questions que ça. Quand il est revenu, les tensions étaient apaisées. Elle a été rassurée.

Le mois précédant les attentats, elle n'a rien remarqué de particulier. Au début du mois de janvier, son frère est passé plusieurs fois, notamment le 1^{er} janvier. (...).

Le soir du 6 janvier, il a été indiqué qu'il voulait sortir prendre l'air. Elle considère que cela lui arrivait parfois, lorsqu'il faisait très chaud. Interrogée sur le cas ce jour-là, elle indique qu'il ne faisait pas très chaud, ce qui était normal vu la période... Il n'a pas non plus manger à midi, ni le soir, elle considère que ce n'était pas habituel non plus. Elle n'a pas insisté car il lui avait dit qu'il avait mal au ventre. Elle n'a rien vu d'alarmant.

L'assesseur revient sur le fait qu'il ressort à 23h15, sort prendre l'air car il a trop chaud, et s'est recouché vers minuit. Elle pense que ce soir l'interphone avait sonné, la voisine n'avait pas son « bip ». Il serait donc sorti 10 - 15 min après. L'assesseur indique que ce n'est pas dans ces termes qu'elle l'a indiqué dans sa GAV (garde à vue). Elle disait « il avait trop chaud » à l'époque. Ce jour, elle considère que c'est à cause de l'interphone.

Il lui demande si c'était dans ses habitudes, elle répond rarement, puis a fini par dire que non ce n'est pas une habitude. Sur les 7 ans, il est sorti une ou deux fois.

L'assesseur ouvre une parenthèse. Non loin du domicile, il y a une caméra de vidéosurveillance d'une station-service. Dans ce créneau horaire, elle voit apparaître deux individus. La témoin a reconnu son mari, en compagnie d'un individu, que l'on ne parvient pas à identifier. D'autres éléments indiquent qu'il pourrait s'agir d'Amedy Coulibaly. Il lui demande si elle l'a déjà vu. Elle répond qu'elle l'a déjà vu en voiture. Sur l'époque, c'était en 2009, quand son mari fréquentait Amedy Coulibaly. L'assesseur note que ses réponses ont évolué : lorsqu'ils lui ont posé la question, elle avait dit « non je ne l'ai jamais vu ». Le balisage permettait de toute façon de savoir qu'A. Coulibaly se trouvait dans le quartier.

Le matin même ils se sont éveillés en même temps. Il n'a pas voulu prendre de petit déjeuner. Il est allé souvent à la fenêtre, elle lui a demandé s'il attendait quelqu'un. 1h après, son frère est arrivé, et

il est descendu. Il est remonté avec son frère, elle n'a pas vu Said. Il lui a dit qu'ils devaient faire les soldes. Ils lui ont laissé la voiture, et il a dit « nous on va aller sur Paris ». Cela l'a surpris qu'il dise qu'il allait faire les soldes. En général il l'a prévient, surtout que son frère vient de loin, c'était bizarre qu'il vienne pour une heure.

Elle précise qu'être dans la même pièce que son frère n'est pas possible. Ils avaient un islam assez rigoriste selon ses termes, et il n'y avait pas de mixité à l'époque. Elle ne devait pas être dans la même pièce que le frère de Chérif.

Elle connaît Hayat Boumeddiene. Lorsqu'elles sont dans la même pièce, il n'y a pas de mixité non plus.

Ses règles rigoristes ont été suivies petit à petit par le couple. Cela n'a pas toujours été ainsi, même si elle pense que pour lui c'était établi dès le début. L'effet de groupe fait que pour elle c'est devenu une pratique normale.

Dans son entourage amical, c'était une pratique normale. Mais dans sa famille, il n'y jamais eu d'islam radical.

L'assesseur revient sur le frère Mourad de Chérif et Said Kouachi. Elle considère qu'il ne s'est pas interrogé sur ces règles, il était jeune. L'assesseur lui rappelle que des documents évoquent le fait qu'il pouvait partager ces centres d'intérêts. Elle a toujours vu son petit frère dans un cadre familial, elle ne pensait pas qu'il se comportait comme ça.

Sur H. Boumeddiene : son mari Chérif lui a parlé de Coulibaly qu'il a rencontré en prison. Elle ne sait pas comment ils ont fait pour se mettre en contact. Chérif voulait aller le voir, il voulait lui présenter la femme de son mari. Ils ont été invités chez eux, et se sont rencontrées pour la première fois en 2009. Elles étaient dans les chambres, et Chérif et Amedy étaient dans le salon. Interrogée sur ses relations avec elle, à l'époque elle avait 22-23 ans. Elle avait un désir d'avoir un enfant, cela les a rapproché, et elles se sont vues plusieurs fois sur l'année 2009. Amedy et Chérif ont été condamnés en 2010, et cela les a rapproché encore plus. L'assesseur corrige, il s'agissait de l'interpellation pour la procédure ATWH. Chérif est sorti 5 mois après, et à partir de là ils se voyaient avec Hayat très rarement. A. Coulibaly est sorti en 2014.

Elles pratiquaient toutes les 2 le taekwondo, la témoin a arrêté en 2014.

Sur Amedy Coulibaly, Chérif lui a présenté sa femme. Il voulait conserver de bonnes relations avec lui, et si elles s'entendaient bien, c'était bien pour lui. Sur les raisons de l'entente entre Amedy et Chérif, elle pense que c'est parce qu'ils sont passés par la « case prison » jeunes, et que cela les a rapproché. Il lui a dit qu'il était tombé pour braquage, que c'était quelqu'un qu'il estimait beaucoup, qu'il aimait beaucoup.

L'assesseur revient sur cette curiosité, les braquages ne sont pas dans les centres d'intérêts de son époux. Elle pense que toutes les deux ont muri, ils avaient une femme chacun, et voulaient fonder une famille.

Dans le dossier ATWH, la décision n'est pas la même pour Amedy et pour Chérif. *Pas de réponse.* Coulibaly sort en 2014. La témoin ne l'a pas su, ils n'avaient plus de contact, jusqu'à un soir où ils sont passés tous les deux apporter de petits cadeaux, d'un retour de pèlerinage. Ils ne se fréquentaient plus, Chérif était devenu casanier. Interrogée sur la date exacte, elle ne se souvient plus. Cela faisait longtemps, ils ne savaient même pas qu'ils allaient passer. Elle était contente de la

voir. Cela faisait... longtemps qu'elle ne les avait pas vu. L'assesseur précise que c'était fin novembre 2014. Elle confirme sans mot. Elle a trouvé l'attention gentille.

Elle pense qu'elle a du voir Hayat courant 2013. Quand son époux est sorti de prison, elle s'y est consacré. Elle ne se souvient plus. « On s'appelait moins souvent » est écrit dans sa déposition à l'époque...

L'assesseur lui demande de lui parler de son beau-frère, Said. Il était l'inverse de Chérif. Chérif aimait bien parler, Said était introverti, il était au petit soin. Elle n'a pas eu l'occasion de réellement le connaître, en dehors des bonjours et au revoir. Il était père d'un garçon, c'était le grand frère.

Sur la pratique de Said, y a-t-il une distinction avec son frère ? Pour elle, il était comme Chérif, un peu rigoriste ; après elle n'a jamais été curieuse sur leur vie.

Concrètement, par rapport à la non présence dans la même pièce, réellement elle n'a jamais discuté avec lui.

L'assesseur la prévient que l'on va entendre l'épouse de Said, *anonymisée*. Elle sait qu'elle a beaucoup souffert, c'est une personne qu'elle apprécie. Elle sait que c'est n'est pas facile pour elle. La témoin a réussi un petit peu à avancer, à déménager aussi cela l'a beaucoup aidé. Elle considère que la colère la tristesse, toutes ces émotions sont difficiles à gérer.

Il y a 11 accusés, dans la salle, l'assesseur lui demande si elle connaît des noms. Elle ne connaît aucun nom, ni n'a rencontré personne des accusés. Il lui rappelle qu'elle a prêté serment parce qu'elle n'a aucun lien avec les accusés aujourd'hui. Elle confirme qu'elle connaît aucun nom.

- **Questions des parties civiles**

Avocat 1 :

Elle est interrogée sur le fait qu'en GAV, elle appelle A. Coulibaly par son surnom, « Dolly ». Elle le connaît car Chérif et Hayat l'appelaient ainsi. Plus tard elle a appris qu'il s'appelait Amedy.

Elle ne voit plus beaucoup Hayat à partir de 2010. L'avocate revient sur une question, sur ses explications qu'en novembre 2014, alors qu'elle n'a pas son numéro de téléphone, Hayat revient d'un voyage en pèlerinage, et elle a pensé à celle. Elle ne l'explique pas, ils ont certainement voulu partager leur joie en leur donnant des cadeaux.

L'avocate a le sentiment qu'elle ne se pose pas trop de questions. Quand on revient de voyage, on pense à son entourage le plus proche. « Peut-être que l'on ne se voyait plus, mais peut-être qu'elle a pensé à nous en faisant ce geste-là ». L'avocate lui demande si elle ne pense pas que son compagnon était encore en contact avec Amedy Coulibaly. Elle répond que non, et que rien ne l'a surpris. L'avocate ne comprend pas qu'ils prennent le risque de venir dans un appartement où ils auraient pu partir.

L'avocate lui demande la définition de rigoriste. « Strict sur la pratique religieuse ». Elle considère que ce n'est rien de plus. Elle lui demande un exemple : la mixité entre homme et femme, serrer la main du sexe opposé, ... rien de plus ? Non.

Comment qualifier les faits commis par son compagnon. Elle a directement condamné ces actes, « je condamne son acte dans ce lieu, sans distinction que se soit moi ou ma famille ».

« En ce qui concerne Coulibaly et Hayat, vous aviez discuté de leur pratique de l'islam ? oui. » Ils étaient sur la même longueur d'onde, mais elle ne sait pas quoi dire de plus. Sur le degré de rigorisme de Coulibaly, elle ne se souvient plus.

Avocat 2 :

Sur la pratique rigoriste de l'islam, elle lui demande si elle connaît les principes du salafisme. La témoin ne porte pas le hijab. Dans son interrogatoire de GAV, elle a répondu que c'est depuis la loi qui l'en empêche de la porter qu'elle ne fait plus. Mais aujourd'hui, elle répond qu'elle ne fait plus une pratique rigoriste de l'islam.

Sur la pratique religieuse et médicale, lorsque son beau-frère Said était souffrant, elle a pris RDV pour lui. C'est une médecine qui se pratiquait à l'époque, en utilisant des ventouses qui enlèvent le mauvais sang. L'avocate lui demande si c'est une pratique salafiste ; la témoin répond que cela a été interdit depuis.

L'avocate revient sur le fait que son beau frère ne devait pas monter à l'appartement le 7 janvier, mais contre toute attente il le fait, il se rend aux toilettes et se lave les mains. Elle lui demande s'il s'est lavé les mains, ou s'agissait-il d'une pratique religieuse pour se purifier avant la prière. Elle a juste entendu l'eau couler dans la cuisine, elle ne sait pas. Elle ne se rappelle plus du tout.

Elle revient sur son mariage. Elle s'est marié religieusement et à la mairie. Elle a dit qu'il n'avait rien mangé la veille. Elle lui demande s'il s'agissait d'un jeûne. Elle répond que lorsqu'il jeûnait, il lui disait. Elle ne peut pas confirmer qu'il s'agissait d'un jeûne.

« Dans le cadre de votre vie intime, la veille, avez-vous constaté que votre époux s'est rasé les parties intimes ? ». Non il se rasait toujours, cela faisait plusieurs jours qu'elle n'avait pas vu cette zone.

L'avocate revient sur le fait qu'il s'agit d'une pratique pour se purifier. Elle ne sait pas.

Elle ne considère pas que son époux est un martyr.

Avocat 3 :

Elle lui demande si elle parlait d'Israël avec son mari. Elle répond que non. Simplement, quand il était jeune, il vivait dans le 19^e, et il y avait beaucoup de juifs, et cela se passait bien.

Interrogée sur ce point leur appartement faisait 20 m². Il n'y avait qu'une pièce principale. Le 7 janvier, Said est passé par le couloir et la cuisine, fermée, pas par la pièce principale. Elle n'entendait pas quand il téléphonait.

Sur sa pratique du sport de combat, elle a testé la boxe, et pratiquait le taekwondo. Elle a pratiqué les 2 sports avec Hayat, jusqu'à ne date dont elle ne se souvient plus. La témoin a arrêté avant elle.

Lorsqu'elle a été interrogée le 16 avril 2015, elle a dit « J'ai eu l'impression que Chérif et Said se voyaient plus souvent ces derniers temps, pour se soutenir mutuellement, se donner du courage ». Avec du recul, elle se dit que c'était pour se soutenir, ils se sont vus souvent en 2014.

Sur la pratique religieuse qu'elle qualifie de « normale », à l'époque c'était un islam rigoriste, aujourd'hui elle est loin de ça, elle est revenue à la mixité. Maintenant elle pense que c'est faire sa prière à la maison pour elle.

Avocat 4 :

Il cite une phrase de Chérif Kouachi à Farid Benyettou. Sur Farid Benyettou, à l'époque quand elle s'est mariée, il était en prison à Fresnes. Son époux lui écrivait des lettres, il disait que c'était une personne qu'il aimait beaucoup. Il est venu voir Chérif pour lui dire qu'il est sorti de prison.

Il cite une autre phrase, pour laquelle Chérif rigole avec Farid. Il lui demande quand elle l'a vu pour la dernière fois. Elle ne se souvient pas. Il est venu chez eux quand il est sorti de prison, elle ne sait plus quand. Son premier jour de sorti. C'était une personne qu'il appréciait énormément. Il demande plus de précisions. Quand il avait des questions religieuses, il allait voir F. Benyettou.

Sur les sources de revenus du couple en 2014, elle n'a pas vu de changement. Personne ne travaillait. Ils vivaient dans un petit appartement, les dépenses étaient moindres. Ils vivaient du RSA. A part les aides, il l'interroge sur ses revenus. Elle répond que Chérif arrivait à acheter des vêtements qu'il revendait sur le bon coin. En 2014, il faisait des ventes sur le bon coin.

Sur Djamel Beghal : ils n'en ont pas beaucoup parlé. Elle sait qu'ils se sont rencontrés en prison, dans le Cantal. Il lui a dit que c'était beau dans le Cantal.

Avocate 3 qui repose une question :

Dans la procédure des Buttes Chaumont, Chérif Kouachi a indiqué qu'il avait la haine contre les juifs. En la présence du témoin, il n'a jamais dit ça.

Avocate 5 :

La témoin ne s'est pas remariée depuis. Elle veut refaire sa vie mais c'est très difficile maintenant.

Des pièces de la procédure, monsieur *anonymisé* lui aurait été présenté. Il lui a été présenté par le frère de la femme de Said, Tarek.

Elle ne savait pas qu'il était connu par les services de renseignement.

Avocat 6 :

Ce matin, l'agent de la DCSI a parlé de *disciple*. Il lui demande s'ils avaient un système de fonctionnement sectaire. Elle répond par l'affirmative, dans leur groupe, ils se sentaient plus ou moins protégés.

Avocate 7

Elle lui demande de définir le groupe et d'être précis : en cas de difficulté, quelqu'un pouvait les aider. Elle répond par exemple Hayat. Elle ne dit pas de noms particuliers.

« en groupe à quel moment ? » « à l'époque » en 2009 » en 2010. En 2011, il n'y a plus de groupe. Elle n'a pas changé sa pratique à ce moment là. Elle a changé à partir de 2015.

Un avocat revient sur ces questions :

Sur les voyages de Chérif Kouachi, pour les financer : il avait travaillé pour les financer. Elle regardait les comptes bancaires, il a travaillé avant et après les voyages.

Elle pensait qu'ils étaient fusionnels avec son mari. Fusionnel c'est « savoir tout de l'autre ».

A comparer avec le couple d'Hayat et d'A. Coulibaly, elle sait seulement qu'ils s'aimaient beaucoup.

Avocate 8 :

On lui demande la différence entre l'islam radical et rigoriste : elle pense que rigoriste est plus strict, radical, elle le mettrait dans un côté politique, que certaines personnes vont utiliser la force pour utiliser le pouvoir.

Avec le recul, elle considère que Chérif pratiquait l'islam radical.

- **Questions de l'avocate générale :**

En GAV, elle avait indiqué qu'il avait fait un pèlerinage à la Mecque en 2008. Elle confirme.

Lors de la procédure ATWH, la témoin a été mise en GAV. Quels effets sur sa confiance ? Elle répond en confondant avec les attentats de Janvier. Pour ATWH, elle lui avait fait confiance, elle l'a cru quand il lui a dit que c'est faux.

Lors de sa GAV, elle a dit qu'il est apparu « cassé » par la détention pour la procédure ATWH. Pour elle, la séparation avec elle, avec sa famille, il a dit qu'il ferait attention à ses fréquentations. « Y avait-il une forme d'amertume ? » A l'époque, il disait que c'était à cause de son entourage qu'il avait été dans cette procédure, et qu'il ferait attention.

La témoin a assisté au mariage de *anonymisé*, un ami de Chérif l'a convié. A l'époque elle indiquait un nom, elle confirme que c'est possible.

Sur le contrôle judiciaire de son époux, son interdiction de sortie de territoire a été levée bien après ses voyages. Elle ne savait pas.

Elle lui demande si Chérif avait des nouvelles d'Amedy Coulibaly après qu'il soit sorti de prison. Elle ne se souvient pas qu'ils aient été en contact.

Dans sa GAV, elle indiquait que Chérif s'est rendu au domicile d'Hayat en mars 2014. Cela revient à la témoin. Hayat l'avait appelé, non par message finalement, elle ne se souvient plus...

En 2014, elle a évoqué les visites de Said Kouachi à son domicile. Pas beaucoup de fois, une fois pour acheter des livres sur Paris, et une fois pour son problème de vue. Elle ne se souvient donc que deux fois. C'était plus eux qui allaient chez eux. A l'époque, la témoin parlait d'une « dizaine de fois courant 2014 ». Elle ne se souvient d'aucune date évoquée dans sa GAV.

- **Questions de la défense :**

Avocat 1 :

« Comment vous vivez ce procès ? Très mal ». Elle ne s'imagine pas la souffrance des victimes. Elle n'est pas encore en phase de pouvoir écouter le procès du début jusqu'à la fin. Tout ce mois, elle a travaillé une semaine pour payer ses factures.

Avocate 2 :

Elle lui demande si elle est traumatisée. Elle répond par l'affirmative, elle a perdu une partie de son identité, elle était la « veuve de ».

Avocat 3 :

Elle est interrogée sur la pratique de la femme de Said. Elle ne sait pas s'ils avaient la même pratique religieuse qu'eux. L'avocat précise que par le passé, elle ne souhaitait pas s'exprimer sur sa pratique religieuse, notant l'évolution.

Fin de l'audition.

Une avocate de partie civile intervient pour avertir le Président de 4 constitutions de partie civile, les neveux de la famille SAADA. Pas d'observations. Ils demandent l'aide juridictionnelle provisoire.

B. Audition la femme de Said Kouachi, anonymisée

L'assesseur précise qu'il parle, elle le confond avec le président.

Sa voix est très assurée. Elle précise son identité et prête serment. Il l'invite à témoigner dans le cadre de ce procès.

Elle a rencontré Said en formation sur Paris en 2007. Ils se sont mariés religieusement quelques mois après. Ils ont habité sur Paris, puis sur Reims, ils ont eu un petit garçon.

Son témoignage s'arrête là, rapidement.

L'assesseur l'invite à poursuivre. Ils vivaient comme un couple normal, il n'a jamais montré qu'il était spécial, qu'il était extrémiste, ou bizarre, elle ne sait pas trop quoi dire.

- **Questions du Président :**

Elle connaissait le frère et la sœur de Said. Personne d'autre. Elle est très proche de sa sœur.

Il lui demande ce qu'elle peut dire de la famille Kouachi. C'était une famille normale ; avec elle il n'y a jamais eu de soucis. L'assesseur trouve que c'est un peu trop général, et demande plus de détails.

Avec sa sœur elles sont très proches, elles ont plein de points communs. C'est tout.

Sur leur sœur, il lui précise qu'elle a été entendue. Elle a indiqué qu'il y avait une différence entre les 2 frères, qu'il y avait un ascendant. Chérif respectait beaucoup son grand frère. Elle n'a jamais eu de débat avec son frère. La témoin ne confirme pas, elle n'a pas remarqué un ascendant de Chérif sur Said.

Il l'interroge sur ses réunions de famille. Ils faisaient à manger, ils étaient souvent séparés. Il la coupe et lui demande des précisions : les femmes étaient dans les chambres et dans le salon, les hommes restaient jouer à des jeux vidéos. Respectait elle habituellement la non mixité ? Said n'avait pas d'amis spécialement, il n'y avait que son frère qui venait. Quand sa famille vient, avec ses frères, ce n'est pas séparé. C'est donc quand c'est Chérif qui venait qu'il y avait non mixité. Quand c'est le frère de la témoin, son père, c'est mixe.

Sa sœur a indiqué que la religion était importante pour eux. Elle trouvait son frère normal. Ils regardaient la télé, il n'était pas spécialement strict. Sa sœur a indiqué que c'était d'abord Chérif qui c'était montré plus strict. Said est rentré en religion plus jeune précisera sa sœur. Depuis 2 ans, elle mentionnera une pratique plus radicale. La témoin ne l'a pas vu.

Selon sa sœur, elle trouve le mot « radical » péjoratif. Mais pas la témoin. Pour elle il n'était pas du tout radical ni sectaire.

Sa sœur a dit qu'ils « ont basculé dans une vision sectaire de l'islam ». « Je ne dois pas vivre avec les mêmes personnes qu'elle a décrit » répond-elle. Le couple a toujours hébergé sa sœur à la maison, elle ne sait pas d'où elle a sorti ça.

Lorsque la témoin est entendue le 8 janvier 2015, elle est placée en GAV. Elle ne disait pas grand-chose, ce qu'elle confirme. Pour les questions qui lui sont posées, elle indiquait qu'elle ne voulait pas répondre, ce qui était son droit. Les enquêteurs ont noté son refus de répondre. Il est aussi noté qu'on lui a dit le 8 janvier que les frères sont vraisemblablement impliqués dans les tueries, et elle ne « témoigne d'aucune émotion ». Il y aura par contre de l'émotion lorsqu'il apprendra le décès des Kouachi. Interrogé sur le pourquoi, elle explique qu'elle était déconnectée, qu'elle considérait que ce n'était pas possible. L'assesseur lui dit que la femme de Chérif a répondu la même chose, mais dès le 7 janvier, et pas la témoin. Elle répond qu'elle était choquée « je sais pas, je sais que j'étais pas bien tout simplement ».

Il lui demande ce dont elle se souvient sur les jours qui ont précédé la GAV. Quelques jours avant, ils avaient tous la gastro. La veille, il avait dormi dans la chambre de son fils. Elle n'a rien noté de spécial. En reprenant ses souvenirs, tout était comme d'habitude. Elle dit qu'il lui a dit qu'ils allaient faire les soldes le 7 janvier. Ce n'était pas spécialement une habitude. (...).

Elle n'a rien vu d'une éventuelle radicalisation. Il était comme elle l'a toujours connu.

Ce jour là il n'est pas allé faire les soldes, l'assesseur lui demande si elle avait entendu parler de Charlie Hebdo. Elle répond qu'elle en avait entendu parler vaguement aux infos, mais elle n'en a jamais parlé avec lui. Elle ne connaissait pas plus que ça le journal.

Interrogée sur le troisième frère Kouachi, il lit son témoignage : « plus il (Said) trainait avec Chérif, plus je le trouvais con ». Il compare Chérif à un gourou. La témoin ne comprend pas, elle l'a vu une

fois en 8 ans de mariage. Elle ne voit pas ça comme ça en tout cas. Son frère a dit qu'il y était allé deux fois à Reims, il a noté que Said était plus strict quand Chérif était là. Elle ne partage pas cette opinion.

Il lui demande si elle a refait sa vie. Elle a « rencontré quelqu'un il y a quelques années ». Il demande des détails : pour l'instant ça va, il vit chez soi. Il lui demande si dans ses conditions de vie il y a des changements. Elle considère n'avoir jamais eu de pratique rigoriste. Le VP revient sur la non mixité dans une même pièce qui n'est pas une pratique habituelle. Pour elle, rien n'a changé pour la religion.

Sur les faits commis par Said et Chérif, elle considère que c'est grave, qu'elle n'est pas d'accord avec ce qu'ils ont fait. C'est malheureux d'en arriver là.

- **Questions des parties civiles :**

Avocate 1 :

Elle la questionne sur une bague de fiançailles et une alliance qu'elle porte. Il ne s'agit pas de l'alliance de S. Kouachi. Elle a refait sa vie, mais ne s'est pas mariée civilement.

L'avocate revient sur les problèmes de vue de Said. Elle confirme, il devait faire une greffe de la cornée il lui semble. Sur les images, on voit Said Kouachi ramasser sur le toit de la voiture une arme, et à un autre moment une casquette qui tombe par terre.. Elle lui demande si ce problème de vue l'handicapait. Elle répond qu'il ne pouvait pas passer le permis. Mais dans la vie courante, cela ne le gênait pas.

Avocat 2 :

Il lui demande si Said l'a appelé pendant a cavale. Elle répond négativement. Elle n'a pas cherché à le rejoindre car elle a vu qu'il l'avait oublié.

Il l'interroge sur ses revenus. Elle touche l'AAH, elle est reconnue handicapée. Il lui pose la question car elle en chaise roulante, elle répond que parfois elle est en béquille, parfois en chaise roulante, etc.

Il lui demande pourquoi elle a refusé de parler aux questions le 7 janvier. Elle dit qu'elle était sous le choc.

Elle est interrogée sur F. Benyettou. Said lui en a déjà parlé, c'était quelqu'un de gentil selon lui, et il avait une grande connaissance en islam. Il lui demande s'il l'a déjà rencontré. Elle répond qu'elle l'a vu une fois, il y a longtemps, sur Paris, au début de leur relation.

Sur ses revenus, Said ne travaillait pas en 2015. Ils vivaient convenablement. Il n'y avait pas de manque spécial, ils n'étaient pas sous le seuil de pauvreté. Il lui demande comment il a pu acheter des armes avec les allocations handicapées. Elle répond qu'elle gérait l'argent. Il ne lui semble pas qu'elle avait des revenus extérieurs.

Cela faisait 8 ans qu'elle était mariée avec lui.

Elle n'a rien à dire sur Djamel Beghal.

Avocate 3 :

Le 7 janvier 2015, elle a indiqué qu'elle a confié son enfant à sa mère, alors qu'elle ne le fait jamais. Elle est partie avec sa mère au course, et l'a pris avec lui.

Avocat 4 :

Il revient sur son islam normal, sur la normalité de son époux, et de leur couple. Il considère que c'est elle qui a été aveugle sur toute cette période de n'avoir rien vu de son radicalisme.

Elle considère qu'elle est très lucide, pas naïve. La personne qu'elle a connu n'a rien à voir avec la personne qui a commis ces actes, elle est loin d'être aveugle.

Il la questionne sur le fait que sa belle sœur a commis des monstruosité. Comment la témoin le ferait ? Elle reprendrait aussi le terme, c'est terrible et trop grave.

Avocat 5 :

Il revient sur la famille ordinaire qu'elle a décrit. Il lui demande la réaction de son mari sur la parution des caricatures. Elle ne se souvient même plus qu'ils en aient parlé. Elle n'en a aucun souvenir.

Avocate 6 :

Depuis l'évènement, elle lui demande si elle s'est intéressée à la question des caricatures. C'est seulement à partir de 2015 qu'elle a commencé à connaître Charlie Hebdo.

Avocate 7 :

Sur la suite des questions posées, elle lui demande ce qu'elle pense de ces caricatures aujourd'hui.

Elle pense qu'on peut faire rire autrement. De son point de vue, lorsque cela touche une religion, l'islam, les chrétiens, c'est un manque de respect envers une communauté. On ne rie pas d'une personne qui a marqué. Toute religion ne devrait pas être caricaturée, mais tout le monde est libre de faire ce qu'il veut.

- **Questions de l'avocate générale :**

Elle revient sur la GAV dont elle a fait l'objet. Elle a dit que le matin du 7 janvier, elle n'était pas étonnée par le fait qu'il aille voir son frère. Toute la famille à ce moment-là souffrait de la gastro. Elle lui demande si cela ne l'interpelle pas alors qu'il est malade de prendre un TGV tôt le matin pour aller voir son frère. Cela ne l'a pas interpellé, et elle n'aurait imaginé cela.

Sa belle sœur rapporte que dans la journée du 6, Chérif est en contact régulier avec Said. Ils sont très souvent au téléphone ensemble, ils se parlaient souvent à propos de la play station. Elle ne se souvient rien d'autre, elle était malade et s'occupait de son fils qui vomissait.

- **Questions de la défense :**

Elle lui demande quand elle a quitté Charleville Mézière. *Inaudible*.

Elle est restée sur Paris de 2007 à 2010, puis est allée sur Reims, mais revenait parfois sur Paris pour avoir des enfants.

Said ne connaissait personne à Charleville, à part son beau-frère Tarek. A l'époque il tenait un taxi phone, mais il ne connaissait à sa connaissance personne. Tout son mariage, elle n'a jamais vu son frère Said avoir des amis.

En GAV, elle disait pourtant que Tarek et Said n'étaient pas plus amis que ça. Elle répond qu'ils se voyaient à Charleville, mais sans plus.

Elle l'interroge sur une personne du collège de Charleville qui y était à la même époque qu'elle. Elle ne se souvient plus, et n'ont plus jamais eu de contacts avec lui.

C. Audition de Tarek B., frère de la femme de Said Kouachi

- **Questions du Président :**

Le Président l'invite à se présenter et à prêter serment. Il l'invite à témoigner concernant les personnes qu'il a connu relativement à ce procès.

Pendant sa GAV, on lui a parlé de plusieurs personnes, dont deux qu'il connaissait. Ce ne sont pas des amis, des personnes qu'il connaît « et pis voilà ». C'est tout ce qu'il a à dire pour son témoignage.

Le Président aborde la tuerie de Charlie Hebdo et ses auteurs. Il lui demande s'il les connaît. Il connaît Said Kouachi, son beau-frère.

Il lui demande de détailler. Said est le mari de Soumia, c'est son beau-frère.

Sur ses relations avec son frère, il s'entendait très bien avec lui. Il ne s'entendait pas bien du tout avec Chérif.

Ils ont le même âge avec Said. Il l'a connu le jour du mariage de sa sœur.

Il habite à Charleville à l'époque. Sa famille habitait Charleville. Said a d'abord habité sur Paris, puis sur Reims. Le noyau familial était à Charleville, et il venait souvent voir la belle famille.

Sur son lien avec Said, c'est « comme un ami ». Le témoin travaillait dans une boutique de téléphone, dans un taxi phone. Le soir, Said venait le voir au magasin, et après ils rentraient à la maison. Il se voyaient aussi à la maison, ils mangeaient ensemble.

Pendant sa GAV, le témoin avait dit qu'ils discutait bien, de jeux vidéos, parfois de la télévision, du voile, de sujets courants. Ils parlaient parfois de religion. Said parlait très normalement de sa religion. Ca n'allait pas plus loin.

Sur une conception rigoriste de la religion, il le voyait comme tout sauf rigoriste. Il ne pense pas qu'une personne aussi rigoriste jouerait aux jeux vidéos. La religion n'était pas préoccupation principale. Le témoin confirme.

Avec Chérif, ils s'entendaient mal. En décembre 2014, le témoin a fait un séjour en Algérie. Au retour de l'aéroport, Said et Chérif sont venus le chercher. Cela ne lui a pas plus. Ils se parlaient très peu. La seule personne qui avait le permis était son frère Chérif, ce pourquoi il était venu.

En dehors de Chérif et Said Kouachi, en GAV, on lui a demandé d'autres personnes mises en GAV ; Miguel Martinez, et Monsieur Abdellaziz Abbad. Ils les connaissaient, il connaît le surnom d'Abbad. Il connaissait bien Aziz, surtout ses frères. Miguel, il l'a connu beaucoup plus tard, ils se croisaient de temps en temps.

Sur Abbad, ils se parlaient parfois dans le quartier. Au début il n'avait pas de commerce, sur la fin il avait un garage.

Sur Martinez, il l'a connu comme ça, en trainant avec des personnes en commun, mais pas en lien avec Monsieur Abbad.

Un jour il a acheté des pneus, et venu au garage de Martinez, et il lui a déconseillé d'ouvrir un garage avec M. Abbad.

Le Président reprend sa déposition : en dehors du taxi phone, il n'a pas fréquenté Abbad. Il lit la déposition. Lorsqu'il s'est rendu au garage de *inaudible*, il était avec Said. Dans le box, se trouvaient Miguel et Abdellaziz (*deux des accusés*). Damien voulait vendre son garage, et ...

Un avocat de la défense intervient. Il souhaiterait que le président lui pose des questions plutôt que de lire la déposition.

Le témoin revient sur le fait qu'entre amis, ce n'est pas bon d'être associé. Il leur a déconseillé d'ouvrir un garage à 2. On lui demandait conseil car il avait ouvert beaucoup de magasins, il a gagné un concours de commerçant.

Said ne connaissait pas bien Miguel et Abdellaziz. Il ne l'a jamais vu parler avec l'une des personnes du quartier. Said ne parlait pas beaucoup aux autres.

Il lui demande si Chérif venait, et a pu rencontrer Miguel et Abdellaziz. Il ne saurait pas dire. Il ne pense pas. Au quartier, ce magasin est au centre du quartier, il voyait beaucoup de choses.

Il ne connaît pas bien Miguel Martinez, un peu plus Aziz.

(...)

Miguel est connu comme celui qu'on peut appeler si on a un problème a-t-il déclaré, ce qu'il confirme, il est de bons conseils.

(...)

La dernière fois qu'il a vu Said Kouachi, cela remonte soit le jour où ils sont venus le chercher, soit le jour où ils ont été cherchés un *inaudible* pour la naissance de son fils. En décembre 2014.

Sur les actes commis par Chérif et Said, il se dit sur le moment que c'est impossible. Il sait que c'est vrai, mais il a encore du mal à le croire, il est encore étonné.

Il lui demande si Said était quelqu'un qui pouvait exprimer son désaccord de façon violente. Il ne pense pas, c'était plus quelqu'un qui disait « je m'en fous », il n'aurait jamais cru qu'il avait un tel tempérament.

Sur Charlie Hebdo, le sujet avait-il été évoqué ? Le témoin réfléchit, et répond oui. Lorsqu'il y a eu publication des caricatures, ils ont du en parler. En suivant l'actualité.

Il aborde son problème de vision. Cela a toujours été compliqué pour lui, il lui demandait de décrire à sa place, il n'arrivait pas à bien voir. Il avait des réels problèmes de vision. Il plissait des yeux, demandait ce qui était écrit.

S'intéressait-il à la théologie ? Ils s'y intéressaient tous les deux, ils essayaient de chercher dans des livres, cela l'intéressait comme tout musulman.

(...)

Sur ses relations avec son frère, Said était soudé à son frère. Ils se sont retrouvés à la rue. Ils ont essayé de récupérer la famille.

Sur ce qu'il pense des attentats, il a beau essayer de retourner en arrière, il ne comprend pas leur geste, ni comment ils ont fait pour le cacher. Il est encore étonné aujourd'hui.

L'assesseur pose des questions sur la garde à vue du témoin. Il a été entendu en janvier 2015. En juillet 2018, le témoin est de nouveau interrogé. On lui parle alors d'autres personnes, dont Martinez et Abdellaziz. Il lui demande son surnom, pour savoir s'il y a quelque chose de caché. Le témoin ne veut pas le dire, car son surnom est déshonorant. L'assesseur qui dit que son surnom est « Merguez », parce qu'il s'est brûlé sur un barbecue quand il était plus jeune. Le témoin savait qu'il s'était brûlé, mais ne voulait pas le dire car c'est dégradant.

Un jour, le témoin se rend au garage, il lui demande s'il y a monsieur Abbad. Il confirme. Ce jour-là, il est accompagné de Said.

En juillet 2018, on lui parle de Mourad Hamyd. Pour le témoin, c'est le frère de la témoin précédente, c'est un étudiant gentil, calme. Ils se parlaient parfois, ils jouaient aussi beaucoup aux jeux vidéos. Dans son audition, il mentionne le fait que depuis les attentats ils se sont rapprochés. Il répond que ce qu'ils ont subi n'est pas banal, ils habitent à une dizaine de mètres l'un en face de l'autre, ils cherchaient peut être un peu de réconfort. Dans le quartier, ils étaient un peu des personnes à éviter.

Il revient sur M. Hamyd. Il lit une déposition à son sujet. Il mentionne notamment les renseignements évoqués faisant état des antécédents de M. Hamyd. Le témoin n'est pas au courant. Il disait qu'il était beaucoup suivi par la police. Il voulait changer d'air, il est parti au Maroc, où il a subi des pressions. Pour la Turquie, il n'est pas au courant.

Sur *inaudible*, c'est un très bon ami selon le témoin. Il l'a présenté à la femme de Chérif. Elle n'a pas voulu refaire sa vie. Le témoin répond qu'ils ne se sont pas entendus, il ne sait pas pourquoi. Il a été évoqué qu'il a été condamné pour terrorisme, et qu'elle savait. Le témoin n'en sait rien, il ne sait pas ce qui s'est passé.

Pas de questions des parties civiles.

- **Questions de l'avocate générale :**

Elle lui demande quand il est allé au garage avec Said. Il ne souvient plus de la date. 2014 ? oui. Il ne sait plus du tout. Il faisait beau.

Il y est allé une unique fois.

Sur les conversations tenues, elles n'ont portées que sur le conseil donné, le commerce.

Sur la téléphonie, l'Avocate générale lui mentionne un SMS du 7 janvier, et un appel à 12h43. Il ne s'en souvient plus. Il n'a pas souvenir.

Sur son appréciation des faits commis, il répond que « c'est très regrettable ».

L'avocate générale souhaite obtenir son avis sur une audition : elle lui demande s'il connaît *inaudible*. C'est le secrétaire général de la mosquée de Charleville. Cela lui dit quelque chose. Cette personne mentionne qu'elle a condamnée publiquement les actes commis, et que depuis cet acte Tarek Bouarfa (le témoin) ne lui dit plus bonjour. Pourquoi ? Parce que c'est un menteur selon le témoin, il aurait affirmé qu'il ne connaît pas son beau-frère, alors qu'il le connaissait. Selon ce secrétaire général, il considère que c'est à cause de sa condamnation publique des attentats. Il n'a pas la même lecture.

- **Questions de la défense :**

Avocat d'Abdellaziz ABBAD :

Sur le quartier de la (*inaudible*), il lui demande le nombre d'habitants. Environ 7 000. L'avocat répond 7500 aujourd'hui, il n'y a plus personne selon le témoin.

Il connaissait beaucoup de personnes dans le quartier de vue. Il était plus connu qu'il ne connaissait les gens.

Il revient sur le terme d'ami qu'il a employé pour M. Martinez. Il précise que c'est une connaissance. Il n'avait pas son numéro de téléphone, ils se voyaient seulement dans le magasin, dans le taxi phone. Ils se croisaient seulement.

Sur Abdellaziz, l'avocat revient sur le fait « qu'il croit que l'ami d'Abbad ». Pendant la GAV, on lui a parlé de lui, on lui a parlé du surnom, et il a dit qu'il le connaissait.

Il est interrogé sur sa 2^e garde à vue. Le témoin répond que c'était une surprise. Il montait dans son véhicule, et s'est retrouvé d'un coup par terre pieds et poings liés. A la fin de l'audition, l'avocat mentionne qu'il s'est mis à pleurer. Il répond qu'il avait peur pour sa famille, il n'avait pas peur d'aller en prison.

Sur la visite au garage, il a dit avoir vu voir Abdellaziz Abbad. L'avocat lit une partie de la déposition. Il ne l'a pas dit au début de sa GAV car on ne lui a pas demandé. L'avocat revient sur le fait que lors de sa deuxième audition, il a évoqué Abbad sans l'évoquer pour le garage.

L'avocat revient sur le « je crois ». Il répond « je n'ai pas le souvenir ». « Si je crois qu'il y était ».

Il est en revanche sûr que Said Kouachi n'a pas parlé avec Martinez et Abdel Aziz Abbad ce soir là.

Autre avocat de la défense pour M. Martinez:

Elle lui demande le temps de discussion. Il répond une demi heure, il avait répondu 5 min avant. Cela ne change rien selon lui.

Il n'a pas présenté Martinez à Kouachi. Said était resté dans la voiture, il n'avait pas voulu.

Sur la réputation de Martinez, il était réputé gentil. Il n'était pas connu pour autre chose. Il est intimidant, mais lorsque l'on parle avec la personne il est gentil.

Le téléphone du témoin a sonné à Revin plusieurs fois, au même moment que Martinez en 2014 et 2015. Il répond que cela ne fait pas de lui une personne qui le connaît.

Autre avocat :

Sur d'éventuelles discussions religieuses avec Chérif, il n'en a pas eu.

Fin de l'audition.

D. Audition de M. L., M. anonymisé, connaissance d'Amedy Coulibaly :

- **Questions du Président :**

Il l'invite à se présenter, et à prêter serment.

Il lui demande ce qu'il peut dire sur les frères Kouachi et sur Coulibaly.

Il n'a connu qu'A. Coulibaly. Il ne peut parler que du Amedy qu'il a connu, pas celui qui commis les faits. Il l'a connu en prison à Fleury. Il connaissait des gens de sa ville. Ils se voyaient comme des détenus normaux. Coulibaly faisait partie des « taiseux ». On ne le voyait pas plus que ça. Il était sportif comme tout le monde.

Le président lui demande depuis combien de temps ils se connaissent. A priori, la dernière fois où il l'a vu c'est dans la nuit du 6 au 7 janvier 2015. Le témoin confirme. Il le connaît depuis 15 ans.

Il l'a revu après son incarcération au parc des princes. Il l'a vu plusieurs fois vers les années 2009, il habitait dans le 92. Ils se voyaient à l'époque où ils avaient réussi à filmer des images de Fleury Merogis, Coulibaly voulait les vendre, et être mis en contact avec des journalistes. Il voulait faire un documentaire. Cela parlait au témoin qui est dans le milieu de la musique.

Sur le surnom de Coulibaly, c'est « nous qui lui avons donné, Dolly, car c'était comme la brebis qui a été clonée ».

Sur son évolution vis-à-vis de la musique, il s'intéressait à la musique, ce qui le rapprochait du témoin. Mais à partir d'un moment, la musique de Coulibaly a changé de style, ce n'était plus du rap. Lorsqu'il était en semi liberté, le témoin lui empruntait parfois sa voiture. Le témoin l'a connu en tant que fan de rap. Lorsqu'il a mis le poste de radio, c'était un CD du Coran. Il l'a remarqué car il cherchait les CD de rap qu'il avait auparavant. Le témoin lui a fait la remarque, et il lui a répondu que le rap c'était fini. Ça l'a un peu étonné.

Sur la pratique religieuse de Coulibaly, il ne se souvient plus de sa réponse. Il n'a jamais échangé avec lui à ce propos. C'est avant son incarcération qu'il vu le changement de musique, il a fait le lien.

Sur une conversation que le témoin aurait relaté, le Président revient dessus et la lit. Coulibaly lui a dit qu'il n'avait peur que de Dieu. Le témoin considère qu'A. Coulibaly était quand même assez intelligent, il avait une vision de la façon de faire du « business » plus évoluée que d'autres.

(...)

Le témoin devait une somme à A. Coulibaly, il y aura toujours ce problème jusque deux jours avant la mort. Le Président l'invite à préciser. Le témoin faisait un peu de stupéfiant. Ils avaient trouver un moyen de se « dépanner », mais Coulibaly a été incarcéré. Quand il est sorti, vers 2013-2014, à un moment donné, il était plus pressant que d'habitude. Etant donné l'affaire pour laquelle il était sorti, de ce qu'il avait compris c'était parce qu'il voulait faire évader quelqu'un condamner pour terrorisme, le témoin voulait prendre un peu ses distances. Ils prenaient rdv dans des endroits où il y avait des sorties.

Au mois de décembre 2014, il lui a dit « bientôt je vais m'en aller, là va falloir bientôt un peu speeder ».

Sur un épisode de violence, le ton est monté une ou deux fois, mais c'était en 2009, 2010.

Le président lit sa déposition. Il devait 30 000 euros à Coulibaly. Ce dernier lui aurait fait un sale coup, il l'avait frappé avec une batte de base ball avec d'autre « types ». Le témoin confirme. Mais déjà par exemple sur la somme qu'il lui devait, ils n'étaient pas d'accord. Le Président revient sur sa déposition dans laquelle il disait vouloir s'éloigner de Coulibaly. Pour le témoin, il y aura toujours quelqu'un pour apaiser les relations. Mais par la suite ils sont retrouvés, après son incarcération.

A sa sortie, en 2014, il a toujours cette idée de dette. Le témoin répond que des gestes ont été faits. Coulibaly lui a proposé un plan de magouilles, d'escroqueries aux voitures. Il lui propose d'aller plus vite, il lui présente quelqu'un qui lui semble avoir déjà vu, un « rebeu ». Il lui propose de trouver quelqu'un prêt à contracter un crédit pour acheter une voiture, de faire une escroquerie pour l'acheter, ce qui serait venu en déduction de sa dette.

Il était dans l'histoire, de l'argent est sorti, mais pas de voiture. Le témoin savait que ça il le maîtrisait.

Lorsqu'il rencontre Coulibaly, il le voit circuler avec un véhicule assez banal. Il pense que c'est plus une voiture de location plutôt qu'issue de crédit. Il sait qu'il faisait de la moto, il l'a déjà vu avec. Une grosse moto bleue, vers la fin de l'année.

A la fin de l'année 2014, le témoin a indiqué qu'il était toujours pressant pour obtenir le remboursement. Le témoin aurait raté son réveillon de 2015. Le témoin dit qu'il était plus pressant pour se voir que d'habitude.

Dans les 2 derniers jours, il lui donné rdv presque selon un jeu de piste, par SMS. Dans la nuit du 6 au 7, il lui a donné rdv, vers 20h avec un numéro, puis un autre message plus tard avec un autre numéro. D'abord à porte d'Orléans, puis au garage Audi.

Le soir du 6 janvier, le témoin avait réussi à avoir la moitié de la somme d'argent. Il lui a dit « laisse tomber les affaires avec les gens comme toi , « moi t'façon tu me reverras plus ». Il était avec l'un de ses frères et 2 autres personnes.

Le Président revient sur le fait qu'A. Coulibaly revenait souvent vers lui en novembre décembre 2014 pour avoir du liquide. Le témoin a pensé aux fêtes de fins d'années, mais il a trouvé ça bizarre.

Sur les messages sur le téléphone du témoin le soir du 6 janvier « renvoie le phone du rebeu et donne le mien à ta « reusse » : le témoin parle du « rebeu » qui sortait les voitures, et voulait donner le reste de l'argent à l'une de ses sœurs.

Sur ce qu'il comprend lorsqu'il lui dit tu me reverras plus, il pensait qu'il partait en voyage. L'idée lui a traversé l'esprit qu'il voulait partir en Syrie, à cause de sa peine en 2009.

Sur son état d'esprit dans les derniers instants, il savait d'autres personnes qu'il avait radicalement changé dans son comportement. Ce qui frappait le témoin, c'était le changement dans son regard. « l'autre gars après 2008-2009 avait un regard un peu plus déterminé ».

Il lui a donné le 31 décembre au moins 3 – 4 000 euros. Pas dans la nuit du 6 au 7, parce qu'il était parti sur cette histoire de voiture, et il avait le dossier d'une personne prête à faire le crédit. Sans l'aide du « rebeu ».

Le 7 janvier, la moitié de sa dette était réglée.

Le Président lui demande s'ils avaient d'autres sujets de conversations que le business. En 2009, ils se voyaient souvent par rapport aux documentaires, il l'aidait beaucoup, dans un état d'esprit de retrouvailles. « Amedy c'est pas la personne dont je me suis dit quand on sera dehors on se reverra ». C'était dans l'état d'esprit de se retrouver pour s'entraider, faire des affaires. Une fois il lui a dit qu'il s'est marié.

Le Président lui demande si lorsqu'il a appris les faits, il a fait la relation avec ses dernières phrases. Il ne savait pas pour la policière, il a su lors de la prise d'otages lorsque la photo a été diffusée. Lorsqu'il a vu ça il n'y croyait pas. Mais dans sa réflexion, pleins de choses se sont liées. Il en a parlé à des amis qui le connaissaient aussi, il en a aussi parlé à son avocat.

L'assesseur lui demande un complément : sur ses contacts avec un certain Jean Pierre. C'était un ami de prison, au début des années 2000.

Sur la procédure de 2010 et la secte de la buanderie, il n'en a pas entendu parlé. Le témoin pense qu'il a dû croiser « JP » là-bas en prison.

(...)

Il pensait que Coulibaly avait été condamné pour avoir aidé à trouver les armes pour libérer le condamné pour terrorisme, il pense qu'il avait beaucoup de contacts, assez pour tromper dans chaque domaine de la criminalité.

- **Questions des parties civiles :**

Avocate 1 :

Une avocate lui demande s'il est difficile d'avoir les informations sur les motifs pour savoir pourquoi telle personne est allée en prison. Il considère qu'on peut le savoir si on le veut. Tout le monde se connaît en tant que compagnon d'incarcération.

Sur le « on se connaît tous », parce qu'on est de la même cité, ou parce qu'on a tous été incarcéré au même endroit, ou entre copains, cela rassemble. Il considère qu'à partir du moment où l'on passe une partie de notre vie avec quelqu'un on le sait, on se connaît.

Dans une pièce, le témoin fait mention de la femme d'A. Coulibaly, l'avocate lui demande de modifier une erreur de compréhension dans un PV. La première fois que le témoin l'a vu, il est venu avec elle. Il ne l'a vu qu'une fois. Parfois ils ont eu des rdv mais elle restait dans la voiture.

Avocat 2 :

Il revient sur la dernière fois qu'il l'a vu : pour quelqu'un de taiseux, l'avocat trouve que la veille des faits il parle beaucoup. Après coup, le témoin confirme.

Les épouses ont dit qu'elles n'avaient rien vu. Si le témoin avait compris avant ce qu'il allait faire, c'était très imprudent de la part d'A. Coulibaly d'en parler. Le témoin considère que s'il avait vraiment voulu en parler, il fallait plus d'indications. Ce n'est pas une question de balancer. Ce n'est pas parce qu'il a connu cette personne qu'il aurait pu imaginer ça, c'est après coup qu'il a compris le fait qu'il voulait passer un message.

Pour le témoin, dans ses violences avec lui, il ne sentait pas qu'il serait allé au-delà de l'intimidation.

Avocat 3

Sur la dette qu'il devait il demande des précisions. (...).

Le 3 janvier, place de la Bastille, le témoin aurait identifié M. Polat pour discuter de la dette. Il n'a plus beaucoup de souvenirs, mais c'est la seule fois qu'il est venu avec quelqu'un. Il lui demande d'identifier Polat. Polat intervient pour confirmer. Pour le témoin c'était un noir un peu gros. Il ne reconnaît pas M. Polat. Pourtant dans l'ordonnance de mise en accusation il est écrit que le témoin a reconnu M. Polat.

Le Président intervient pour dire que ce prix sera repris.

- **Questions de l'Avocate Générale :**

Elle revient sur leur début de leur relation. Ils avaient en commun la musique. Mais ils ont commencé à se parler parce qu'il connaissait des gens de chez lui.

Elle revient sur le fait qu'il était étonné par le chant coranique dans son véhicule. Vous aviez dit « j'avais compris qu'il s'était plongé à fond dans la religion », le témoin confirme. C'était en 2009.

Ayant connaissance de sa condamnation, elle lui demande si finalement il est peu surpris en apprenant les faits de janvier 2015. Il considère qu'il n'est pas surpris, mais il n'était pas sûr non plus que c'était lui etc.

(...) Elle revient sur l'incident avec la batte de base ball. Il a eu une réaction violente, et le temps passant, ils ont eu la possibilité de renouer entre eux. Il y avait quand même du respect entre eux, lorsqu'ils se sont connus ils étaient jeunes, ils étaient tous dans la « galère de l'incarcération ».

Sur le rdv du 3 janvier 2015, il reconnaissait la photographie de M. Polat à place de la Bastille. C'était un homme grand d'un mètre 90. « Il avait l'air un peu bête, j'ai pensé que c'était quelqu'un qui lui devait de l'argent ». Coulibaly aurait dit le 3 janvier « il n'allait pas niquer ses plans à cause de moi ». Il confirme.

Le témoin revient sur les photos présentés par les policiers : les photos sont en noirs et blancs. Il pensait avoir vu un noir lors du rdv avec Coulibaly, même si Polat confirme l'avoir vu ce jour-là. Le témoin est étonné.

- **Questions de la défense :**

Un avocat de la défense revient sur la batte de base ball. Il revient sur leur taille entre Coulibaly et le témoin, ce dernier étant plus grand. Il ne comprend pas comment quelqu'un de 4 ans de moins que lui, d'une vingtaine de cm en moins, le couche au sol. Le témoin relève qu'il n'était pas tout seul. Il lui a mis un coup de batte. L'avocat lui demande d'enlever la question d'ego. Pourquoi il venait en équipe le soir du 6 janvier alors qu'il disait n'avoir plus rien à craindre ? Le témoin lui répond qu'il l'a vu plusieurs fois seul avant. Le témoin a amené son frère pour essayer de détendre les échanges.

(...)

Il revient sur sa réaction après avoir appris la tentative d'évasion.

Il revient aussi sur sa condamnation. Il a prétendu que tous ses chefs de sa condamnation étaient tombés. Le témoin ne pense pas qu'il essayait de minimiser. Il a fait 4 ans, il savait que ce n'était pas rien.

Autre avocate de la défense :

Elle évoque ce que le témoin a indiqué dans une audition sur la religion. Le témoin aurait vu le passage à une pratique religieuse plus fervente d'un bon oeil. Il n'a pas estimé qu'il y avait un danger, il s'est dit « il s'est remis dans le bon chemin ». Il n'a jamais pensé avant les faits qu'il allait trop loin.

Le dernier soir où il l'a vu, il a dit qu'il pensait avoir du répit pour payer sa dette, après qu'il lui dit qu'il ne le reverrait plus.

A. Coulibaly insistait sur le besoin de liquidités à la fin du mois de décembre.

Sur le « rebeu » qu'il a croisé, ils étaient en business avec A. Coulibaly. Le témoin ne considère pas qu'il s'agit d'un duo, mais cette personne était plus aguerrie que lui. Il a indiqué que grâce à lui, il a réussi à avoir plusieurs véhicule dont une Mercedes. Le témoin ne se souvient plus, seulement d'une Audi. Il indique que cette Mercedes classe A, il l'avait obtenu grâce au « rebeu ».

Le témoin a décrit ce « rebeu », indiquant qu'il changeait de numéro souvent. Le témoin dit que c'est possible. Pourquoi changer de numéro ? Probablement il en faisait beaucoup.

Il ne connaît pas le nom du « rebeu ». L'avocate dit que c'est monsieur Ramzi *inaudible*.

Autre avocate de la défense :

Elle lui demande si avant les faits, il n'imaginait pas que de tels actes puissent se produire. Il confirme, il a compris tout cela rétrospectivement.

Son client, M. Polat, qu'il a pris pour un noir, souhaiterait poser des questions.

Polat intervient pour confirmer qu'il l'a vu le 3 janvier. Il souhaite préciser le contexte. Il est arrivé avec Amedy, il a vu le témoin, le témoin a discuté avec A. Coulibaly, sans qu'il n'entende.

Le témoin note qu'il n'aurait pas reconnu Polat. Polat intervient pour dire qu'au moins il ne nie pas les faits, qu'il a toujours été honnête.

Autre avocate de la défense :

Lorsque le témoin apprend que Coulibaly est de nouveau incarcéré, le témoin est libre, il n'est pas en détention.

Autre avocat de la défense ;

Sur la dette réclamée, il y a un moment où il pouvait lui donner du matériel, mais pas du liquide, ce qu'il a refusé. Il n'a aucune idée de ce qu'il voulait en faire.

Sur ses compagnons de détention, existe-t-il un lien indicible entre détenus. Lorsque l'on passe des années ensemble oui, pas pour des mois ensemble.

Suspension de l'audience à 20h10.

JOUR 19 - LUNDI 28 SEPTEMBRE 2020

Début d'audience 9H45

Intervention de Maître COUTANT PEYRE, avocate de POLAT

L'avocat dit qu'elle sait qu'il y a une pression qui est mise sur le Président pour que ce jour soit férié. (...) Evoque ensuite un risque élevé de contagion. (...) Parle du respect des réunions religieuses mais il lui semble qu'il serait normal que ceux qui ont participé à ces réunions de Yom Kippour fassent l'objet d'un test.

Le deuxième point, évoque l'intervention d'Anne Hidalgo qui est venue au nom de la République laïque (...)

Le troisième point : son cahier de note depuis le 2 septembre a disparu or le responsable de l'escorte aujourd'hui a dit qu'il avait trouvé son cahier et a dit qu'elle n'avait pas qu'à l'oublier, elle demande à ce qu'il soit retrouvé, ce responsable d'escorte est sorti mais il va revenir, « ce n'est pas tolérable, c'est du matériel de la défense, ça doit être protégé » cahier de notes plein.

Le Président répond à l'avocat de la défense que les démarches ont été effectuées pour le retrouver. Il donnera les indications utiles pour savoir ce qu'il en est.

Verra avec les services compétents directement, il faut que ce soit retrouvé dit il, ce n'est pas pris à la légère. Mais aujourd'hui ce cahier n'a pas été retrouvé. Toutes les personnes en lien avec cette salle ont été informées.

La défense Maître Coutant-Peyre précise que c'était le mardi soir. Et le chef d'escorte a confirmé que c'était lui qui l'avait trouvé.

Le Président dit qu'ils verront cela en dehors du procès.

Le Président indique que nous allons poursuivre avec le premier témoin.

I. Audition enquêteur SAT (téléphonie COULIBALY / KOUACHI)

Citée en qualité de témoin, a un numéro d'immatriculation.

Prête serment.

Sur les actes d'enquête effectués et les thèmes qu'elle va aborder : en 2015, elle appartenait à la brigade criminelle, au moment de la saisine suite à l'attaque de Charlie Hebdo, elle faisait partie de l'équipe pour enquêter dans le cadre de cet acte. Dès le 7 janvier, il y a eu des investigations sur les numéros des frères KOUACHI. La première intention était de déterminer si les numéros étaient toujours utilisés au moment de leur cavale, ce qui n'était pas le cas.

Elle a fait des investigations sur les lignes utilisées par A. COULIBALY de septembre 2014 au 7 janvier 2015.

Ils ont cherché à identifier ses correspondants habituels, puis ceux à partir du 1 janvier, au moment où il accompagnait sa femme en Espagne pour qu'elle puisse s'enfuir en Turquie.

Il y a eu une reconstitution de son emploi du temps à partir du 1 janvier notamment pour comprendre comment il a coordonné ces attaques avec les KOUACHI.

L'enquêtrice parle de fadette : c'est le détail d'appels fourni par l'opérateur, en fonction d'un numéro de téléphone associé à une carte Sim, il y a un détail d'appel. Il faut une carte Sim dans un boîtier téléphonique pour qu'elle se raccroche à un relais pour effectuer la communication et si le boîtier téléphonique est éteint, ne peut se rattacher à un relais (...)

Le travail du téléphoniste consiste à étudier, analyser et savoir ce que l'utilisateur a fait sur une période choisie. Et comme ça on arrive à reconstituer les emplois du temps.

7 janvier : étude des lignes connues des frères KOUACHI, il y a les lignes officielles et officieuses (téléphone utilisé de manière limitée).

Les KOUACHI: lignes officielles, chacun une ligne mobile

Saïd a cessé de l'utiliser le 4 vers 17 h.

Cherif a cessé à Reims, le matin où il a rejoint son frère à Gennevilliers.

L'étude de leur détail d'appels a permis de constater une grande proximité entre les deux frères.

Sur les deux lignes mobiles des frères : ont pu voir comment ils échangeaient entre eux, depuis 2014 ils s'appelaient quotidiennement, même nombre de communications sur les fixes. Grande proximité confortée par la géolocalisation de leurs déplacements.

6 séjours ont été localisés chez Cherif à Gennevilliers, et l'autre 15 fois chez Saïd.

Proximité confirmée par les témoins et corroborée par les éléments de téléphonie.

Sur les relations entre les 2 lignes officielles et les numéros de Coulibaly, il n'y a rien. L'enquêtrice note néanmoins des communications possibles au travers des téléphones de leurs épouses, à 6 mois des faits, échange entre l'épouse de Coulibaly et de Kouachi au premier semestre 2014. C'est tout ce qu'il y a sur les communications officielles.

Une fois, les enquêteurs ont vu que Coulibaly avait été localisé une soirée au domicile de Chérif à Gennevilliers vers le 11 décembre 2014. Cela pourrait correspondre à la femme KOUACHI. La téléphonie rend possible qu'ils se soient vus une fois. C'est tout ce qu'il y a concernant les relations entre Coulibaly et les Kouachi en 2014 sur leurs lignes officielles.

Sur les lignes officieuses, parmi les nombreuses lignes de Coulibaly, la dernière est la 17 31, communiquée par un témoin « Landry » qui dit avoir été en ligne le 7 janvier pour la dernière fois avec cette ligne. C'était une ligne qui avait été dédiée outre les appels avec Landry, elle a fonctionné que le 6 et 7 janvier 2015 et a été dédiée à deux communications avec deux numéros : 01 et 02, deux numéros qui appartiennent à une même flotte car les deux numéros se suivent.

Les enquêteurs ont demandé les factures détaillées. Sur les géolocalisations de ces deux lignes, peu de données, car ont fonctionné peu de temps pour peu de communications, mais toutes les communications émises par le 01 activaient un relais à Gennevilliers, qui couvre le domicile de Chérif K. donc postulat que le 01 ne pouvait être utilisé que par Chérif K.

La dernière communication, le 7 janvier à destination de Coulibaly a été localisée au domicile de Chérif K. ils sont en train de partir pour le siège de Charlie hebdo.

Il restait la 58 02 qui n'était pas attribué et finalement l'a été à POLAT. Il borne sur une borne unique, située à Savigny sur Orge qui échange que avec Coulibaly entre le 6 et le 7 janvier, numéro de téléphone donné à POLAT le 5 au soir et a commencé à l'utiliser le 6. Le relais étant à proximité immédiate du domicile de POLAT, il couvrait bien le domicile de Polat, de plus POLAT a dit que Coulibaly lui a donné une puce le 5 au soir.

Sur l'étude de la téléphonie de Coulibaly, c'est plus compliqué que les Kouachi car il y a beaucoup de lignes, beaucoup de téléphones de manière éphémère. A partir de septembre 2014 : 17 lignes mobiles françaises, il y a aussi celle fixe de son domicile.

Entre le 1 et 7 janvier 2015, il utilise 5 numéros : 47 25 renseigne sur la présence de Coulibaly le 2 en Espagne.

La 26 50 : a été communiqué par la propriétaire de l'appartement qui se situait à Gentilly et loué par Coulibaly à partir du 4 janvier, elle a répondu à un appel à témoin, ligne utilisée uniquement pour les démarches pour la location de l'appartement.

La 83 82 : a été découverte au pavillon de Gentilly, n'a servi qu'à l'émission DATA (consultation de sites internet ou de messageries autre que téléphonique (whatsapp, Skype etc.)

Puis deux autres lignes qui renseignent plus précisément sur son activité.

Tous les moyens téléphoniques sont confondus : les dernières utilisations de lignes sont au 7 janvier à 10h19 avec Kouachi et 14h22, SMS reçu par Coulibaly qui provient de Landry dont le contenu est approximativement : « Doivent dans un temps prendre attache soit avec le rebeu soit avec la sœur pr la faire ? »

Entre septembre et janvier, les correspondants les plus fréquents sont : RAMDANI, POLAT, PASTOR, (...)

Ces personnes sont les correspondants habituels de Coulibaly et seront aussi les correspondants uniques entre le 1 janvier et le 7 janvier 2015. Ils sont ses correspondants exclusifs.

Sur la reconstitution de son emploi du temps : même schéma le 1 et le 2 janvier, la journée est pauvre en téléphonie.

Le 1 au soir, il est localisé à l'occasion des échanges de SMS avec PREVOST, RAUMEL et POLAT entre 18 et 19h.

Selon le témoignage de PREVOST, il aurait rencontré H. Boumeddiene et Coulibaly qui ont donné des consignes pour l'achat d'un Scénic et ont donné de l'argent.

Le Scénic avec lequel Coulibaly va à l'hypercacher.

Le 1 janvier, il n'y a plus rien sur Coulibaly, la ligne de H. Boumeddiene est localisée à Bondi sous un relais qui correspond à celui de Belhoucine. (...)

Le 2 janvier 2015, Coulibaly active un relais en Espagne.

Le 3 janvier : la nuit du 2 au 3 Coulibaly a rejoint la France et à 1h du matin il est dans le 91, il y a des SMS échangés avec POLAT et PREVOST et Landry. Cela permet de dire qu'il est revenu en France.

Plus tard dans la matinée du 3 : sont activés les relais de celui de son domicile, avenue Boucicaut, il est chez lui et échange des SMS avec PREVOST et POLAT, puis FAMARA qui se trouve sous le même relais, donc celui du domicile de Coulibaly, donc on peut déduire qu'il est venu lui rendre visite, les témoignages de PRVOST et FAMARA renseignent d'ailleurs la dessus et confirment qu'ils y sont bien allés, c'était un rendez-vous concernant la moto. Coulibaly avait demandé à PREVOST de doter la moto d'un tracker, mais finalement il ne récupérera pas la moto ce jour là.

Par la suite, Coulibaly quitte le domicile puis est localisé à Athis Mons où il parle avec Pastor. On peut penser qu'il est allé récupérer Polat car il est à bastille et rencontre « Maocou ». Coulibaly était selon l'enquêteur avec POLAT, il y a donc une activation du relais dans l'Essonne et ça serait le moment où il a récupéré POLAT.

Après le rendez-vous à bastille, il n'y a plus de localisation de la ligne de Coulibaly jusqu'au soir où il active un relais dans le 95, cela correspond à un trajet de retour de Belgique. Polat et Coulibaly se sont rendus en Belgique et en sont revenus dans la soirée et sont passés par Epinay sur seine.

Intervention de Polat.

Puis Coulibaly échange avec Pastor, cela active des relais, un en particulier à Epinay, c'est le relais qui couvre le relais de Pastor. La localisation de Coulibaly cumulée au fait des échanges de SMS avec Pastor, on pense qu'il y a eu un rendez-vous à Epinay entre les deux.

Après Coulibaly est localisé dans le 10^{ème}, rue Saint Maur, il y a un échange de SMS avec Prevost, à 19h la ligne de Prevost s'est déplacée au domicile de Coulibaly, Prevost a expliqué qu'il est venu avec Raumel dans la nuit pour raccompagner Polat dans l'Essonne.

S'agissant de la journée du 4 : Coulibaly est rentré de Belgique dans la nuit, il était avec Polat, qui a été raccompagné par Prevost et Raumel. A 10h29, La ligne de Coulibaly active le relais de boucicaut, COULIBALY est à son domicile probablement, puis à 10h58 échange avec Prevost, à nouveau au domicile de Coulibaly. La vidéo surveillance le montre ensuite sortant avec ses valises.

Prevost dit qu'il est venu avec une clio et l'a suivi en voiture jusqu'à Epinay et Coulibaly était en seat. Ils se sont dirigés vers Epinay sur Seine.

(...) Coulibaly est sur le secteur du domicile d'Alwatik, avec Prevost.

Puis Coulibaly redescend vers le sud à 13h54, appelle Mme D, la propriétaire de l'appartement de Gentilly donc on déduit qu'ils se mettent d'accord pour prendre possession des lieux car il a ses valises.

A 16h40, il est de nouveau dans le 91 et il échange avec Polat puis son téléphone est éteint jusqu'au lendemain.

Le 5 janvier, Coulibaly est dans le 15^{ème} et va vers le centre commercial de Rosny 2, où il a rencontré RAMDANI à Rosny 2 et avant il y a eu des échanges de plusieurs SMS, montre que sa ligne téléphonique est aussi à Rosny 2. A 15h11, Coulibaly était à Champigny sur Marne quand il reçoit des SMS de ALWATIK puis vers 16h il est localisé chez Alwatik. Alwatik dit qu'il a passé une partie de l'après midi du 5 avec Coulibaly.

Coulibaly va activer pendant l'après midi et jusqu'à 18h30 va activer plusieurs relais du 92. A un moment, 2 SMS sont échangés avec Alwatik, circonstance qui fait penser que les 2 n'étaient plus ensemble. Possibilité qu'ils aient été séparés. Puis il y a un sms avec Prevost après puis il y a un rendez-vous possible dans le 92 entre Coulibaly et Prevost.

Il y a ensuite un déplacement de Coulibaly vers Chilly-Mazarin, avec un échange pendant ce temps avec Polat, possiblement Coulibaly a pu remettre la puce du 58 02 à Polat.

Plus tard dans la soirée, Coulibaly a quitté le 91 et il est localisé dans le 92 à Gennevilliers. Il attire l'attention car c'est la commune de C.KOUACHI mais ce n'est pas la borne qui couvre son domicile.
(...)

Il y a une interrogation sur la présence d'Alwatik ou pas au domicile de C.KOUACHI le soir du 5.

Le 6 janvier : une ligne de Coulibaly est destinée à l'émission de data et de flux internet localisée à l'appartement à Gentilly, il y a une connexion data longue. Entre 14 et 14h31 Coulibaly quitte son appartement et se rend à Clichy dans le 92, il échange avec Polat, Ramdani et Maokou, puis rencontre Ramdani car ils activent le même relais. En revanche, ils ne se voient pas plus de 20 minutes car Ramdani part de son côté. La puce de Coulibaly bouge et passe dans le 77 puis arrive à Viry-Châtillon sur un relais qui couvre le domicile de Polat. Il est localisé entre 16h40 et 17h01. Un peu plus tard, il se dirige de nouveau vers l'appartement qu'il loue depuis le 4 janvier et reçoit un SMS des Kouachi. Il continue d'avoir une relation avec Ramdani et Alwatik. Donc il n'est pas exclu que le rendez-vous du 6 au soir soit en lien avec la récupération de la moto pour enlever le système de géolocalisation du véhicule.

Polat a déclaré être parti en Belgique. Donc possible qu'il y ait eu un rendez-vous.

Le soir Coulibaly est de nouveau localisé au pavillon de la rue Louis Gaillet. Il va rester 15 minutes d'après sa téléphonie à l'appartement de Gentilly, qui est couvert par le relais de la rue des champs, il y a un échange de SMS avec Ramdani et Alwatik puis un déplacement vers le domicile de MAKLOUF où il y a l'activation d'un relais chez lui entre 21h02 et 22h16. La téléphonie de Ramdani est sous le même relais donc possiblement il y a eu une rencontre entre les deux le soir du 6 janvier dans un créneau de 21-22 heures.

Concernant Maklouf rien ne dit qu'il était présent même si ça se passe chez lui, Ramdani essaie de joindre Maklouf et Malklouf n'est pas sur le secteur de son domicile, donc Coulibaly a rencontré Ramdani mais Maklouf n'était peut être pas présent.

S'agissant de la soirée du 6 après 22h15, la puce de Coulibaly arrive vers 22h43 à Garges-Lès-Gonesse qui couvre le domicile de Ramdani, on suppose que Coulibaly après être passé chez Maklouf s'est rendu au domicile de Ramdani .

A 23h43, Coulibaly quitte le secteur et va à Epinay où il active le relais du domicile de Alwatik. Arrivée précédée de message avec Alwatik. Il reste peu de temps et à 00h01 se retrouve sur le relais du domicile de C. KOUACHI. Il échange des SMS avec Chérif Kouachi entre 00h01 et 00h05. Sur la réalité du rendez-vous supposé : il y a des éléments d'enquête car Coulibaly ne va pas faire que passer chez C.Kouachi, il active le relais chez lui pendant une heure environ, et le témoignage de la femme de Chérif Kouachi dit que son mari est sorti ce soir là car avait chaud et la vidéo de surveillance d'une station montre que Chérif Kouachi est accompagné d'un homme, sûrement Coulibaly. Images reconnues par la femme de kouachi, donc il y a eu un rendez-vous entre les deux hommes.

Si Coulibaly est bien localisé chez Chérif K, le rendez-vous n'a pas duré une heure car à 00h40 sur la ligne fixe de Chérif K, il y a deux appels émis et c'est Chérif qui les a passés, à destination de la ligne téléphonique de Saïd son frère, qui dure une minute.

Après son entrevue avec Coulibaly, Chérif K est rentré, a appelé son frère et ils ont échangé surement sur leur action du lendemain, puis Saïd quitte Reims pour rejoindre son frère à Gennevilliers.

Puis le lendemain, à 10H19 Coulibaly reçoit un SMS des kouachi qui annonce le départ vers Charlie Hebdo puis un nouveau message à 14h22 sur la ligne de Coulibaly qui fait référence au remboursement de la dette de Maokou.

S'agissant de l'emploi du temps de Coulibaly, il est en relation avec les personnes citées et la dernière nuit a vu tout le monde, un par un, Prevost, Kouachi, Polat, Ramdani, peut être Maklouf, il a aussi vu Alwatik et Maokou.

Coulibaly s'est transporté Porte d'Orléans, Maokou l'a rejoint, ils se sont mis d'accord sur les modalités du paiement de la dette, et la puce utilisée par Polat part de Savigny et rejoint Porte d'Orléans. Donc l'a rencontré.

- **Questions du président**

Constat d'une activité intense avec plusieurs puces et téléphones dont certains ont un usage dédié, pour des consultations data entre autres ; avec divers interlocuteurs surtout par SMS. Il y a des SMS mais on ne sait pas la teneur car il n'y a pas d'écoute.

Le SMS de Maokou on en a connaissance car il a donné accès à son téléphone d'où la précision de la conversation.

Le Président dit que ce que l'on sait c'est qu'il y a une rencontre entre eux et le dernier message du 7 janvier à 14H22 est relatif au remboursement de la dette.

Ce que l'on sait c'est que par la téléphonie dit le président, il y a une rencontre physique entre Coulibaly et Chérif Kouachi au domicile.

Sur les changements de carte Sim on s'aperçoit qu'il y a des achats de lots car se sont des numéros qui se suivent. En particulier entre un numéro de Chérif Kouachi (01) et A.Polat (02).

Donc cela fait penser que l'achat a été groupé. Ce que l'on sait aussi c'est que Coulibal fournit les puces et à un rythme assez fréquent, en tout cas ce qui concerne la dernière semaine dit l'enquêtrice.

Sur le nombre de puces utilisées par Coulibaly la dernière semaine, il y en a 5.

Donc les correspondants habituels de ses derniers jours sont : Polat, Prevost, Ramdani et Maklouf

(...)

- **Questions des parties civiles**

Avocat 1

Quand les numéros sont masqués, il y a les éléments qui s'inscrivent demande l'avocat. L'enquêtrice répond que oui car sur la facture détaillée le numéro n'est pas masqué, c'est seulement d'un téléphone à un autre téléphone que le numéro se masquera. L'opérateur donne la liste des numéros.

Sur les messages échangés par d'autres applications, whatsapp par exemple, l'application de messagerie par internet, dans l'analyse de facture détaillée, on ne peut pas voir le contenu whatsapp, il y a juste l'existence de la connexion par l'application internet.

Sur whatsapp, on ne peut pas voir à qui ils ont parlé.

Avocat 2

Sur l'utilisation de carte Sim pour le data, certains téléphones sont équipés pour internet et d'autres juste téléphone à carte Sim qui n'ont pas la possibilité d'accéder à internet. En 2015 il a beaucoup de Smartphones, et la puce dédiée à internet, possible que ça ait été avec un smartphone.

- **Questions avocate générale**

Sur Coulibaly et l'utilisation des 17 lignes, aucune n'était à son nom mais la puce qu'il a utilisée en Espagne est celle qui est officielle car c'est les mêmes coordonnées qu'il a donné à sa banque.

Les opérateurs souvent permettent une ouverture de ligne très facilement.

Dans ces 17 lignes, les premières identifiées partent de septembre, et pas avant. Il y a eu le voyage au Mali pendant l'été. Il n'y a pas plus de moyens de remonter les lignes, l'activité téléphonique est telle (...) Il fallait des éléments objectifs et il se sont arrêtés en septembre.

(...)

Sur la période du 1 au 7 janvier et la nette accélération des communications, il y en a environ 20% supplémentaire.

Sur ces 17 lignes, il y a eu des changements de lignes, sur la durée, c'est variable, certaines ont été utilisées deux jours d'autre plus mais jamais très long.

Sur la ligne saoudienne, à l'étranger, sur le focus technique, quand quelqu'un utilise une ligne étrangère, on n'a pas d'accès au relais étranger, quand le numéro de téléphone est à l'étranger ou le numéro étranger à l'étranger, les opérateurs français peuvent donner le détail que ce numéro a entretenu avec des numéros en France. La demande de l'enquêteur consiste à solliciter l'opérateur pour qu'ils nous disent à travers quel relais vous avez pu voir passer le numéro saoudien qui a appelé en France, c'est une fadette à l'envers, on part de tous les relais français. Etant entendu, qu'il s'agit forcément d'une fadette française.

- **Questions de la défense**

Avocat 1

En introduction, l'avocat évoque une explication technique donnée par l'enquêteur, que quand le téléphone est éteint, il ne peut pas accrocher de relais (...)

Le téléphone n'est pas localisable sans aucune connexion internet. Il n'accroche pas de borne mais ne veut pas dire que le téléphone est éteint explique l'enquêteur.

Avocat 2

La ligne 17 31 de Coulibaly a été communiquée par MAOKOU, la ligne 26 50 par la propriétaire du logement de Gentilly et il y a une ligne 19 87 qui a apporté des renseignements précieux. Qui a parlé de cette ligne demande l'avocat.

Cette ligne a été déterminée sur la base d'investigations qui visaient un numéro de téléphone dont ils ont retrouvé la puce, en l'occurrence utilisé à un moment par Prevost et retrouvé dans la Scénic pour se rendre à Charlie Hebdo, donc la puce qui était dans la voiture pouvait avoir été utilisée par Coulibaly ; mais ils se sont rendus compte que ça ne marchait pas.

En revanche, les correspondants du 28 51, il y avait la 19 87 et c'est en étudiant qu'ils ont vu qu'elle bornait chez Coulibaly, qu'elle correspondait au numéro appelé par Prevost etc.

L'enquêteur confirme que ALWATIK a parlé de ces lignes quand il a été entendu.

Toujours concernant la téléphone de Pastor, l'hypothèse selon laquelle PASTOR était au domicile de Chérif K le 5 janvier, c'est la magie des assises dit l'avocate mais il y a une chose qu'elle ne comprend

pas c'est qu'à 21H36 Pastor borde à son domicile et la question se pose de savoir s'il n'est pas 15 min avant chez Chérif K. L'avocate ne comprend pas ce raisonnement.

L'enquêteur répond qu'on ne peut pas affirmer que Coulibaly ne reste que 15 min rue Saint Maur, mais ça veut dire que son téléphone accroche la borne pendant 15 min mais ne sait pas s'il reste plus ou moins, l'enquêteur constate les bornes.

Le téléphone bornant nulle part l'heure qui précède le premier bornage, toute l'heure qui précède il a pu la passer rue saint maur, comme l'inverse répond elle, n'exclue pas que ça a duré plus de 15 min.

Avocat 3

Conseil de Prevost, sur un trajet du 3 janvier qu'il ne conteste pas, il est géolocalisé chez Coulibaly a t elle dit, l'enquêtrice dit que c'est la puce de FAMARA qui est localisée.

Il n'y a pas d'éléments qui dit que Prevost est allé dans le domicile ;

Pas de trace du passage de Prevost avec les vidéos surveillance, ou on voit Prevost, elle dit qu'elle n a pas d'éléments la dessus.

Avocat 4

Conseil de POLAT

En se replaçant à l'époque, ce qui est appelé borne, l'avocate voudrait savoir les surfaces Paris banlieue.

Sur la carte théorique d'un relais, elle n'est pas la même selon la masse de communications, moins de bornes en rural qu'en urbain et quand on est en urbain, on est moins loin du relais qu'en rural après ne sait pas car n'est pas ingénieur, et sur la carte théorique classique d'un relais, elle peut dire que sur la ligne de quelqu'un le matin et le soir, on arrive à déterminer celui qui couvre son domicile.

Donc cela peut varier, l'avocate constate que l'enquêtrice dit souvent « on peut supposer que ». L'enquêtrice répond qu'on est sur un relais qui est sur le domicile de quelqu'un, on est en droit de penser qu'il y a eu une rencontre.

L'avocate s'interroge sur le fait que le relais couvre 30 km carrés et la façon dont on peut tirer les conclusions supposées à partir de numéro. Choses imprécises donc conclusions incertaines dit elle.

L'enquêtrice dit que la personne n'active pas un relais aléatoire mais celui qui couvre le domicile de la personne concernée au regard de la facture détaillée.

L'avocate souligne que c'est donc imprécis et qu'il faut bien conserver le « supposer que ».

Avocate 5

Conseil de RAUMEL

Le nom de son client a été évoqué deux fois, notamment le 1 janvier ou il échange avec Prevost, s'agissant du téléphone de Raumel et le nombre de SMS précisément, l'enquêtrice ne sait plus, l'avocat dit qu'il y en a 4.

(...)

Pour le 1 janvier au soir, l'enquêtrice a dit que le but des échanges était des consignes pour l'achat d'un véhicule, achat avec d'autres personnes, l'enquêtrice pense qu'il y avait Raumel (...) il y avait Batili et Montier, dit l'avocate, l'un a eu un non lieu et l'autre a été relâché.

Dans la nuit du 3 au 4 janvier 2015 : le nom de son client a été évoqué aussi.

A cette occasion, Raumel est sorti de la voiture, le sait-elle ? Elle ne sait pas.

Le président dit que l'enquêtrice n'a que la téléphonie. Elle n'a pas diligenté toute l'enquête.

L'avocate dit que c'est important de savoir si d'autres éléments sont venus corroborer.

Dernière question : l'enquêtrice a évoqué le 3 janvier un trajet lors duquel Famara était là, a-t-il été mis en examen demande l'avocate, l'enquêtrice répond qu'elle ne sait pas.

II. Audition de Nicolas G, téléphonie KOUACHI, auditions famille KOUACHI

Commissaire de police, était auparavant à la sous direction antiterroriste. A déjà déposé et prêté serment.

La déposition aujourd'hui est relative aux PV effectués par ses services.

Inaudible

Concerne le 3^{ème} frère Kouachi et la demi sœur.

Sur les deux témoignages recueillis le 10 janvier 2015, la demie sœur des KOUACHI a fait valoir son souhait d'être entendue suite à l'identification de ses deux frères.

Information qui est remontée au pôle renseignement, a alors été entendue par le service de police judiciaire locale le 8 janvier. Elle a dit que vu ce qu'elle a vu dans la presse, elle prenait les devants. Enfant qui à la différence de ses frères et sœurs avait un père différent, elle ne connaissait pas le père Kouachi. Explique qu'elle a été contrairement aux 3 aînés, placée dans une famille d'accueil. Dit qu'elle avait eu des contacts avec Cherif, Saïd et Aïcha, qui expliquaient qu'ils voulaient qu'elle vienne s'installer à sa majorité. Mais elle a refusé car étaient trop religieux pour elle. Ses frères l'appelaient souvent en lui disant de se mettre dans la voix religieuse en la menaçant de faire sauter la maison de la famille d'accueil. Elle a plus de liens avec Chabane K qui n'était pas rentré comme elle dans la religion. Elle explique aussi qu'Aïcha K vit en 2011 2012 à Chartres, elle lui a rendu visite et a rencontré ses deux frères, (...)

Elle est allée à Gennevilliers en avril 2012 et a rencontré la femme du demi frère. Il lui avait fait part de ses difficultés avec la justice. Le contact qu'elle a gardé c'est avec Chabane et avait coupé les liens avec ses autres frères. A dit avoir coupé les ponts avec sa famille de sang, elle n'est pas du tout dans la religion, elle est en inadéquation.

Sur l'attaque du 7 janvier, ses propos sont contradictoires, car elle a dit ne pas avoir été surprise que ses frères soient mêlés mais qu'elle est quand même tombée des nues.

Elle a fait part aussi de son souhait que son nom n'apparaisse pas dans la presse.

Chabane KOUACHI, s'est également présenté, il a pris attache avec le service, il a expliqué qu'il avait été placé en foyer avec ses deux frères et Aïcha jusqu'en 2000, puis lui a été placé en famille d'accueil jusqu'en 2010 ; puis plus de contact avec ses frères jusqu'en 2009. (...)

Aïcha avait rapporté que Cherif avait une vraie influence sur Saïd, Chabane en avait discuté avec Saïd, surtout qu'il voyait que le comportement n'était pas le même quand Chérif était là. Cherif lui prenait la tête et il respectait les règles quand son frère était là.

Chabane s'est opposé à rentrer dans la religion comme eux donc liens qui se sont éloignés.

Sur l'attaque, c'est en prenant connaissance de ce qui s'est dit dans la presse qu'il a compris, *inaudible* (...)

Sur la téléphonie des frères, le travail a été fait à travers les témoignages et les réquisitions. Des vérifications systématiques ont été faites suite aux informations fournies. La plupart des numéros de téléphone communiqués n'étaient plus contemporains, réattribués ou inactifs depuis longtemps. (...)

Une ligne apparaissait : celle de Cherif pour son commerce de vente de produits qui venaient de Chine, (parfums, vêtements), exploitation de cette ligne pour des contacts exclusifs et peu nombreux. Elle a fonctionné jusqu'en 2014.

Le travail de téléphonie s'est résumé sur les deux lignes portables des deux frères, et leur fixe à Gennevilliers et à Reims.

Celle de Cherif K : 34 84 est la ligne qu'il avait depuis 2012, sur la fadette du 7 janvier 2014 au 4 janvier 2015, cessation de l'utilisation de cette ligne. Le dernier appel de son frère, date où Saïd KOUACHI se rendra sur Paris et va après visiter son frère pendant 1H30.

Sur la localisation de cette ligne : son domicile à Gennevilliers, et dans le 19^{ème} de Paris jusqu'en 2014, puis ce qui représente sa relation avec son frère, de nombreux déplacements entre mars et décembre 2014. Déplacements tous les mois à partir de mars avec des périodes plus ou moins longues, jusqu'à 17 jours au mois d'octobre 2014. Ce sera le séjour le plus long à Reims.

Il y a ensuite 4 déplacements à Charles Ville Mézières, là ou les beaux parents de CK habitaient.

(...)

Aucune localisation dans le nord de la France, ni à Gentilly, pourtant on sait par les témoignages que Chérif s'était rendu chez Coulibaly au mois de mars 2014.

Deux boitiers ont été utilisés sur cette ligne, un à partir du 7 janvier 2014 jusqu'au 9 avril puis un autre du 18 avril jusqu'au 4 janvier 2015. Le deuxième s'était vu insérer une autre carte sim. (...)

Concernant les correspondants de Chérif K, les principaux contacts : son frère (ligne portable ou fixe).

D'autres individus en proximité avec la mouvance islamique radicale : Joachin F. individu avec lequel il y a 350 communications, c'est une relation de quartier du 19^{ème} il a été entendu le 26 mai 2015 et a expliqué que sa relation avec Chérif K était ancienne, ils jouaient au foot ensemble, sa relation s'inscrivait dans l'association de la vente de vêtements illégalement importés de Chine.

Sur l'attaque, il explique que c'est un complot contre l'islam, il est converti depuis ses 16 ans, il a été interpellé à la frontière bulgare quelques jours avant l'attaque, voulant rejoindre la Syrie avec son fils. Il est entendu dans le cadre de sa détention provisoire.

Steeve B, autre correspondant : moins proche dans la religion, impliqué dans les trafics de stupéfiants, s'est associé aussi à Chérif K dans le cadre des vêtements. Ils étaient en contact entre janvier et mars 2014, il l'a vu jusqu'en mai 2014 avant son incarcération pour trafics de stupéfiants.

A chaque fois qu'ils ont été entendus, il y a eu un prélèvement d'ADN.

Steeve a fait l'objet de condamnations multiples, donc prélèvement effectué lors de son audition.

Autre correspondant : Rosh D.: profil décalé, champion du monde de hip hop, ADN prélevé, en contact avec Chérif K pour l'achat d'un vêtement en janvier 2014, il a eu des contacts jusqu'en mai 2014, dit qu'il a toujours été en contact avec lui, venait beaucoup chez lui, au delà de 2014, il a vu un changement d'attitude en septembre 2014, il n'utilisait plus son téléphone, se pointait à l'improviste,

sans appeler avant, il lui avait reproché, et ça lui avait paru anormal car Chérif K lui avait dit que le seul chef qu'il avait c'était Ben Laden, ça avait distendu les liens entre eux.

Autre individu Valentin CARASCO, cette relation est née d'un achat de biens de Chine, il a été entendu, il explique avoir acheté des baskets en mars 2014 puis il y a eu beaucoup d'échanges pour la vente d'un scooter notamment.

Autre correspondant : (?) sur la période d'avril à juin, 9 contacts.

(...)

Il y a une ligne algérienne et une argentine.

Sur sa ligne fixe de Chérif K : cette exploitation de fadette révélait de nombreux contacts entre les deux frères ; il y avait aussi 25 numéros marocains, peuvent correspondre à l'origine de la famille de sa femme dont la sœur est au Maroc notamment.

Autre élément : entre le 5 et le 7 janvier, 13 contacts sont réalisés par Chérif K sur le téléphone de Saïd K sachant que sur les 13, il y a eu deux appels le jour des faits. *(Inaudible)*

Sur la téléphonie de Saïd K : elle est beaucoup plus pauvre. Son relationnel est limité grandement à des relations familiales, avec sa belle famille et ses beaux frères. La fadette le confirme. Ligne exploitée du 7 janvier 2014 jusqu'en 2015. A cessé le 7 janvier avec un appel à Afida. Ces appels ont été fait par sa femme.

Sur les localisations, le téléphone borne principalement sur son domicile ; plusieurs déplacements sur la région parisienne : 6, une le 27 janvier 2014, Saïd K se déplace à Paris, il déclenchera la borne située à Oberkampf, à 1,4 km de la rue Nicolas Appert.

(...)

Deuxième déplacement : le 3 mars. Vont à Roissy pour aller récupérer quelqu'un.

Autre : 10 octobre 2014, aller retour, constat que la ligne de Cherif et Saïd vont à Gennevilliers après avoir quitté Reims puis reviennent à Reims.

(...)

Du 17 au 19 décembre 2014, rendez-vous auprès d'un kiné qui pratique l'ijma, c'est une technique traditionnelle dont l'objectif est de régler ses problèmes de vue.

4 janvier 2015 : déplacement sur Paris, Porte de la Villette. Il redescend vers couronne et déclenche la borne à Oberkampf ce jour ci avant d'aller voir son frère, puis rentre à Reims après.

Autre déplacement : Charles Ville Mézières

(...)

6 boitiers dont 4 correspondent à une utilisation dans le temps : font écho à la déclaration de Bouarfa disant que Saïd K a une passion pour les téléphones, on voit que l'ensemble sont aussi mutualisés au niveau de la famille.

Sur les correspondants de Saïd K : relationnel pauvre, reste lié à des relations familiales, principalement avec son frère (portable et fixe), contacts avec ses beaux frères.

Le nombre de communication est très limité : un radical de Charles Ville qui a été entendu.

Et un autre : Redoine A, secrétaire générale de la mosquée de Reims.

Dans le cadre de la fadette de Saïd K : ligne algérienne qui apparaît aussi dans la ligne fixe du couple. Deux lignes birmanes aussi qu'on peut exclure facilement (...)

L'activité du téléphone mobile concerne des relations familiales, la belle famille exclusivement.

Appelle régulièrement son frère Chérif.

- **Questions du président :**

Sur l'environnement familial, (...)

Chérif K était dans la vente de vêtements contrefaits, dans le commerce, c'était sa source de revenus, Joachin explique qu'il allait vendre souvent dans le 19^{ème}. C'était du parfum/baskets/vêtements ; contrefaçon de pas bonne qualité. Ca leur a permis de financer certaines activités.

Coulibaly lui est plus dans l'escroquerie alors que les Kouachi non. Pas de lien. L'élément qui permet de faire un lien ce sont les fausses factures pour les vêtements qui contrevenaient.

- **Questions des parties civiles**

Avocat 1

Sur le témoignage du 3^{ème} frère KOUACHI, il a dit que chérif mettait Saïd sous domination, très influencé par Cherif or BOUARFA a dit le contraire.

L'avocate interroge sur ce que pense l'enquêteur de cela. L'enquêteur dit que Saïd n'était pas le même quand son frère n'était pas là et Saïd était beaucoup plus érudit dans la religion que Cherif mais pas sur l'application radicale de l'islam, il y a l'aspect de la connaissance de la religion, il est plus érudit alors que Chérif est plus dans l'application stricte des règles.

Quand chérif rend visite à Coulibaly, son téléphone n'en rend pas compte, l'avocate demande pourquoi cela. L'enquêteur répond qu'il ne borne pas sur Fontenay, Chérif K a dit à un journaliste qu'il savait jouer des services de renseignements.

(...)

Avocat 2

Peut-on considérer que le radicalisme des frères était affiché au niveau de la famille demande l'avocat.

Aucun témoin entendu pendant les garde à vue faisait état de propos haineux de la part de Cherif, le seul élément c'est quand il a dit « mon seul chef c'est ben Laden. »

Sur les éléments déclarés par Aicha reprend l'avocat : elle disait qu'il n'aimait pas tout ce qui n'était pas musulman, Cherif, il avait une sorte de haine.

(...)

Sur Aicha, elle avait indiqué qu'il était plus radical que Saïd K mais ne se souvient pas de propos haineux en vers la France.

Avocat 3

Sur les contacts de Chérif K et Said K, en relation avec la mouvance islamiste radicale, la côte D13170/2 où on parle des contacts avec Farid BENYATOU, l'avocat demande si la téléphonie des fadettes de BENYATOU a été exploitée.

Concernant les contacts dans la fadette, les fadettes des frères K révèlent que Cherif est en contact à 9 reprises avec Benyatou, et dans le cadre de l'audition de Farid, ils ont eu des contacts au delà vu qu'ils ont discuté de l'auto proclamation.

Chérif K se rendait dans le 19^{ème} et Farid explique que Cherif venait à l'improviste chez lui (...)

L'avocat poursuit et toujours en relation avec des personnes appartenant à la mouvance islamiste radicale, évoque un certain Mouang Iberaten, voudrait qu'il développe dessus.

Pour l'enquêteur, les contacts de Iberaten c'est un appel et deux SMS sur l'ensemble de l'année sur l'exploitation de la fadette des Kouachi.

- **Questions de l'avocat général**

La demi sœur « ils disaient que le vide ne pouvait être comblé que par la religion »

Les journalistes ont parlé de deux frères de 32 et 34 ça lui a suffi pour savoir.

Quand elle avait 9 ans et qui lui ont dit d'épouser la religion et la pratiquer en la menaçant, elle était jeune car elle est née en 94, donc c'était en 2003.

- **Questions de la défense**

Maitre Coutant PEYRE, il y a 37 millions de lignes téléphoniques dans ce dossier dit elle. Sachant que les auteurs ne sont pas poursuivis, pour arriver à poursuivre d'autres gens, quels ont été les critères demande t elle. Les gens entendus dont vous avez pris l'ADN ne sont pas poursuivis finalement, le but était de trouver l'ADN retrouvé dans une kalachnikov utilisée par les kouachi. Donc cet ADN n'a été retrouvée sur aucune personne des personnes poursuivies. L'enquêteur confirme.

Avocat 2 : Sur la téléphonie des frères Kouachi, laisse apparaître un rôle prépondérant de Cherif, l'enquêteur dit que le relationnel était plus important mais n'oublions pas que Saïd a quitté son quartier. Les contacts de Chérif sont plus nombreux. (..)

Inaudible (...)

L'avocat fait l'observation que le maximum de proximité établi entre Abdelaziz ABBAD et les KOUACHI c'est une connaissance commune, à travers l'exploitation de la téléphonie.

(...)

Un voyage a t il été établi dans les Ardennes entre septembre 2014 et janvier 2015 demande l'avocat, l'enquêteur répond que non.

L'avocat dit que l'enquêteur a exclu dans un PV le « mentionnons analyse ». L'enquêteur dit que même si la téléphonie ne borne pas, on ne peut pas dire pour autant qu'ils ne se sont jamais rendus dans les Ardennes, juste la ligne n'a jamais eu d'activité sur cette zone là. Pas de période d'inactivité particulière pour les Kouachi, mais il y a un moment où il éteint son téléphone, donc il est inactif, on ne peut pas détailler son parcours.

Dans Les fadettes, il y a quand même toujours le moyen de savoir où il est plus ou moins vu qu'il allume son téléphone tous les jours dit l'avocat. L'enquêteur répond que oui mais il peut l'éteindre pendant la nuit et se déplacer pendant la nuit, on ne peut pas savoir dit-il.

Avocat 3

Le fait qu'il n'y ait pas de signal ne veut pas dire que le téléphone est éteint demande l'avocat. Si il n'y a pas de SMS, appel ou autre activité, cela n'apparaîtra pas sur la facture détaillée.

III. Audition de Philippe MEYER

(...)

Lors de l'interrogatoire de Prevost qui a évoqué les faits de l'hyper cacher, a été soulevé le fait qu'une clef de marque Renault a été retrouvée ainsi qu'une clef de moto suzuki, moto à bord de laquelle COULIBALY s'est rendu à Montrouge pour commettre l'assassinat de Clarissa Jean Philippe. On a essayé de trouver une trace de ce véhicule, ce qui a été possible le 11 janvier.

Le véhicule retrouvé avec un gilet tactique, deux gilets par balle légers, un GPS, un gyrophaire, un téléphone portable avec carte Sim.

Certains documents aussi dans une enveloppe adressée à Amedy, dont des documents sur la moto.

Ils ont pu déterminer que ce véhicule avait été acquis le 2 janvier à l'occasion d'un déplacement dans l'Oise. Véhicule acheté à Mme KM et D, mis en vente sur le bon coin. Se sont rendus à bord d'une Clio, PREVOST et RAUMEL qui sont allés récupérer ce véhicule, transaction à 850 euros, ils sont revenus à bord des deux véhicules ; ils ont déposé le véhicule à proximité de chez Coulibaly. Les 4 personnes repartant ensuite dans l'Essonne en Clio.

Dans le véhicule, a été retrouvé en rapport avec Pastor Alwatik (...) des bouchons d'évier. Il a fait le déplacement avec Coulibaly, des bouchons ont été retrouvés dans la Scénic.

Dans le véhicule, ADN qui établissait qu'à bord de ce véhicule avait pris place Prevost, et Raumel.

(...)

S'agissant du logement, c'est une location qu'avait faite A. Coulibaly qu'il avait trouvée sur Abritel ou était proposée la location d'un logement de deux pièces à Gentilly, annonce inscrite par Madame X qui s'est manifestée auprès de la police le lendemain de la neutralisation d'A Coulibaly, elle a fait cette location en décembre pour une semaine, du 3 au 10 janvier, il s'était présenté à elle, ils s'étaient donné rendez-vous le 4 janvier à la station RER de Gentilly, à 14 heures. Il était alors porteur de deux grosses valises. Elle lui a remis les clefs. Lors de la perquisition, ont été retrouvées plusieurs choses :

- Une grande valise qui correspond à celle que la propriétaire a vu : 4 détonateurs, munitions, gyrophares, 4 armes de point (pistolet), un revolver, des chargeurs de pistolet et deux extincteurs.
- Autre valise : gilet tactique, porte couteau et couteau, lunette de vision de nuit, paire de jumelles, lampe frontale et lampe torche + livret écrit en arabe, un livre « la citadelle du musulman », des autocollants noirs avec le drapeau de l'EI et photocopie, ainsi qu'un coran.
- Supports de stockage, clefs usb etc

Certains de ces supports de stockage étaient tous exploités, vidéo tournée dans la prison de Villepinte qui date du 17 janvier 2014 d'une trentaine de secondes où on le voit dans une cellule de maison d'arrêt en train de regarder sur Al Jazeera des combattants islamistes défiler ou se prosterner.

Dans l'appartement, ont été retrouvés aussi des lots de couverture de survie et une somme d'argent dont 1800 euros en billets de 50 euros, 314 euros, au total plus de 3000 euros, des téléphones portables dont l'un avait pour but d'être en contact avec la propriétaire et un autre où il y a eu que des connexions data, pas de communication classique.

Pas possible de savoir en quoi consistait cette utilisation.

3 feuillets également : texte du serment d'allégeance à Abou bakr al-Baghdadi écrit en arabe et en français, texte que Coulibaly lira dans sa vidéo de revendication.

Puis un autre texte sur la religion. L'expertise attribue l'écriture à Mohamed Belhoucine (allégeance et autre texte).

Un ticket de caisse en date du 7 janvier 2015 pour 2 pizzas et boisson. Date qui situe une heure après l'agression de Romain D.

Les expertises ont été faites sur l'ensemble des objets et documents.

Sur les armes, pas d'ADN de COULIBALY, sur ces armes, ADN de Pastor Alwatik, l'ADN d'Amel B et Abdelaziz S.

Examen de ces armes effectuées après les premières constatations. Ce n'est qu'en 2017 que des nouvelles identifications ont donné lieu à d'autres recherches et gardes à vue.

Le rapprochement de traces a aussi été effectué à partir des autocollants de l'EI, emprunte qui correspond à une trace retrouvée sur une vitre de l'appartement de Belhoucine, donc dans la mesure où il n'y pas dans les fichiers l'emprunte de Belhoucine, il n'est pas possible de lui attribuer, mais fortes présomptions que c'est la sienne.

Sur la provenance des armes, on sait qu'elles ont été acquises après qu'elles aient transité par le nord de la France. Elles ont été achetées auprès d'une société slovaque et elles ont été vendues par l'armurier du nord entre le 25 juillet et le 25 novembre 2014.

Armes qui circulaient donc à ces dates là, à l'exception du revolver dont la traçabilité n'a pas été déterminée. Et également un fusil d'assaut qui a transité en 2014 par un belge qui l'a revendu ensuite. On sait qu'au delà de ces armes, ont été retrouvés deux fusils d'assaut à l'Hypercacher, on sait aussi que le pistolet retrouvé à l'Hypercacher est l'arme utilisée lors de la tentative de Romain D, les armes retrouvées dans le pavillon de Gentilly n'ont pas été utilisées par Coulibaly à l'occasion de ces opérations. On peut en déduire aussi vu le nombre d'armes et d'équipements que Coulibaly n'était pas le seul à passer à l'action.

La provenance des gilets tactiques retrouvés à l'Hypercacher ou dans une des voitures ou au pavillon de Gentilly a pu être retracée : ils proviennent de la boutique d'armurerie de Montrouge, de même pour le taser.

En revanche, il n'a pu être déterminé la provenance des gilets par balle, tout comme la traçabilité des détonateurs en perquisition, et explosifs à l'Hypercacher.

A travers la téléphonie, on constate des déplacements de Coulibaly les jours précédents les faits, à partir du moment où il a déposé Hayat Boumeddiene en Espagne, il est revenu en France et s'est

installé à Gentilly et a effectué des déplacements et des rencontres. La dernière utilisation d'un téléphone portable était le 7 janvier à 14h22, où il a reçu un SMS de MAOKOU. Peu d'éléments permettent de savoir ce qui s'est passé à Gentilly pendant son séjour entre le 7 janvier et le 9 janvier quand il se rend à l'Hypercacher.

Si Coulibaly a reçu du monde pendant ce temps là, il y aurait donc la participation d'autres aux actes préparatoires. Car si une personne a pu se transporter dans ce logement et prendre connaissance de l'ensemble de l'arsenal, elle serait très probablement directement impliquée dans les faits.

Ce qui a été possible d'apprendre comme rare élément relatif à son séjour au cours de ses derniers jours, c'est que la Megan a été utilisée le 9 janvier, elle était déjà stationnée à Gentilly le 7 janvier, car a été verbalisée. Dans l'après-midi du 7 janvier, ont lieu des échanges avec un donneur d'ordre. Cela présume d'un déplacement à proximité de là où il y a eu lieu l'agression de Romain D ; on sait aussi qu'il achète deux pizzas ce soir là. Le lendemain matin, à 8 heures il se transporte à Montrouge sur une moto Suzuki, on sait qu'après avoir carjacké la Clio de Monsieur S., il l'abandonnera à Arcueil qui se trouve à 14 minutes à pied de son logement de Gentilly. Il n'y a pas grand chose sur le déroulement de la journée du 8 sauf à évoquer l'explosion d'un véhicule. (Inaudible) Puis le 9 janvier, a lieu à 13 heures l'attaque de l'Hypercacher Porte de Vincennes.

Réflexions sur le séjour de Coulibaly sur place : à travers les éléments téléphoniques et les témoignages, on sait que deux véhicules ont été utilisés. La moto Suzuki a été utilisée le 8 janvier à Montrouge et la Megan a été utilisée le 9 janvier pour le déplacement porte de Vincennes, elle était déjà stationnée dans la rue le 7 janvier.

On sait que le 6 janvier au soir, Coulibaly se rend à Fleury, c'est là que lui est remis la moto Suzuki par Prevost. Il lui avait demandé de faire enlever le tracker qui était sur la moto. Il s'y rend en SEAT et on sait qu'il repart sur cette moto. Sauf que la SEAT a été rendue à l'agence de location SIXT le soir même à 20h59 mais le problème c'est qu'à cette heure là, Coulibaly était à Gentilly donc il y a une interrogation à propos de la personne qui a déposé la voiture. L'employé dit avoir reconnu Coulibaly mais il y a un problème de localisation par rapport à son téléphone, il ne pouvait être en même temps à Gentilly et à l'agence de location Sixt à Orly.

La deuxième chose : la Megan, la question se pose de savoir comment elle s'est retrouvée garée là sachant qu'elle se trouvait encore dans l'Essonne jusqu'au 6 janvier 2015. Donc si on se base sur des déplacements, on se demande comment Coulibaly aurait circulé pendant toutes ces journées et en même temps déposé la Scénic dans sa rue. Le mystère demeure de savoir comment la Megan s'est retrouvée garée dans la rue. C'est important car cela suppose qu'une personne a accompagné, suivi ou obéit aux instructions de Coulibaly quand au déplacement du véhicule.

Sur le séjour de Coulibaly à Gentilly, le surlendemain des faits, on apprenait qu'une vidéo tournait sur le net où il revendique les attentats commis et donne des explications sur le déroulement des événements.

L'ensemble des scènes de cette vidéo ont été tournées à Gentilly.

Des éléments permettent toute fois de les situer dans le temps : la vidéo de revendication de 7 minutes, intitulée « Coulibaly se venge des détenus de l'islam ».

Présentation de la vidéo (...) Pose aussi des explosifs sur une voiture qui explose plus tard dans les rues de Paris. (...)

Petite séquence vidéo où on voit des armes et des munitions retrouvées à Gentilly. Montage sous forme de 4 séquences au cours desquelles on le voit porteur de vêtements différents. Il est supposé répondre à des questions formulées (a quel groupe appartiens-tu et as tu un émir ?) il est porteur d'une tenue traditionnelle, il pose avec le drapeau de l'EI, il récite le serment d'allégeance.

Sur son lien avec les frères Kouachi, il porte un gilet tactique et c'est celui qu'il porte lors de l'attaque à Charlie hebdo. Il dit que ses frères ont fait Charlie Hebdo.

(...)

Il explique la légitimité des attentats. Il a la tenue qu'il portait le jour de l'attaque de Montrouge.

(...)

On se demande qui est à l'origine des montages ? Cette vidéo ne comprend pas non plus la séquence où il fait l'attaque à l'Hypercashier.

La question s'est posée de savoir si quelqu'un est présent pendant le tournage de ces vidéos.

(...)

On sait que Coulibaly avec l'aide de Hayat Boumeddiene a commis un certain nombre d'escroquerie.

(...)

S'agissant de la Volkswagen, elle a été revendue le 14 octobre pour un montant de 22 500 Euros, étant précisé que la somme a été remise en argent liquide et encaissée sur le compte de Hayat Boumeddiene, somme retirée ensuite du compte lors d'un certain nombre de retraits.

Coulibaly se rend pour se livrer à une escroquerie, il achète une Mercedes classe A qu'il revend avec la collaboration de RAMDANI à un garagiste. Somme de 16 mille euros étant versée à Coulibaly.

Estimation à hauteur d'au moins 40 mille euros la somme récoltée par Coulibaly et Hayat B à l'occasion des différentes escroqueries.

Somme qui paraît suffisante pour financer une partie de l'acquisition des armes et accessoires utilisés par lui à l'occasion de ces attentats.

- **Questions du Président**

Sur les escroqueries de véhicule, le véhicule Volkswagen a été vendu au prix habituel, escroquerie de ce montant là ; le Président demande si c'est toujours la même filière sur les faux ou on arrive à déterminer qui fabrique ces faux. On sait que pour fabriquer ces documents, Coulibaly a bénéficié d'expertises (...)

La transaction a porté sur une somme d'argent pour expliquer le différentiel entre le prix de la négociation et le prix.

Intervention de POLAT qui s'énerve.

(...)

Sur la vente d'un véhicule Mercedes, elle a été vendue par un garage à Coulibaly demande le Président.

Le véhicule a été vendu par A. Coulibaly et à l'occasion des déplacements il est accompagné de RAMDANI. Quelques jours plus tard Ramdani est revenu pour négocier la vente d'un autre véhicule, une Volvo acquise aussi frauduleusement. Sans lien avec l'escroquerie à laquelle s'est livré Coulibaly.

(...)

Le président demande combien de véhicules ont été achetés et revendus, l'enquêteur répond 3 environ.

Il y a des montants de 22 mille euros, 16 mille euros, 3500 euros donc s'élève à 40 mille euros environ.

Sur ce qu'on trouve dans la Scénic puis dans le logement de Gentilly, il a été indiqué deux grosses valises, de l'armement et du matériel. Ces deux grosses valises, Coulibaly est vu les transportant par la caméra qui surveille les immeubles le 4 janvier. Cela correspond à son arrivée dans le logement qu'il avait loué. Il quitte le logement le 4 janvier, on le voit transporter ces deux valises.

A 11h24, il quitte le logement, dépose ces sacs dans le coffre de la Seat et il se rend dans un premier temps à Epinay pour ensuite revenir à Gentilly où il a rendez-vous avec Madame D., la propriétaire de l'appartement qu'il loue pendant les attaques. Ensuite, on sait que le 4 janvier quand il quitte le logement avec les valises, il est suivi par Prevost dans la Clio qui a servi à se déplacer dans l'Oise pour acheter la Mégan. Il demande à Prevost de le suivre et de se garer à côté de chez Pastor Alwatik. Il gare la Clio et l'un et l'autre remontent ensuite, Coulibaly dépose Prevost à proximité du domicile de Fontenay et Prevost repart chez lui seul.

De son côté Coulibaly va au rendez-vous avec la propriétaire et prend possession de son logement.

(...)

Sur la Renault Clio, c'est une voiture qui était à JP CATACO, une ancienne connaissance de Coulibaly de prison, il avait une dette de 8 mille euros envers Coulibaly. Il lui a donc proposé de lui donner cette Clio en contre partie de la dette. Transaction qui a lieu entre le 17 et le 20 décembre. A.Coulibaly rentre en possession de la Clio, elle va servir peu de temps car après prend une voiture de location ; essentiellement utilisée par W. PREVOST.

Le Président demande si la Clio était au nom de Coulibaly et quel intérêt avait-il à acheter la Scénic.

L'enquêteur répond qu'il a été difficile de déterminer la traçabilité de la Megan Scénic car elle a été acquise avec une fausse identité car le certificat de cession s'est fait au nom d'Eric Dubois domicilié dans le 10^{ème}, ce qui noyait le poisson. Etant entendu que les acheteurs du véhicule n'avaient pas les noms. Il y avait un souci de dissimulation sur l'identité alors que ce n'est pas le cas pour la Clio (...)

Dans la Clio, deux gilets tactiques, deux gilets par balle ont été retrouvés etc, Coulibaly est seul et a lui même déjà un gilet tactique, par balle et autre, que déduit-on qu'on trouve du matériel qui puisse servir à d'autres personnes demande le Président, pourquoi il y en a deux autres dans la voiture ainsi que des gyrophares poursuit-il.

Compte tenu de ce que l'on trouve dans la Megan et le logement de Gentilly, il y a de fortes présomptions qui laissent penser que Coulibaly n'avait pas vocation à passer seul à l'action. Sur le

nombre de gilets par balle retrouvés, la question se pose de savoir s'il y avait des accessoires qui étaient remisés dans le véhicule pendant une partie du séjour de Coulibaly à Gentilly, également s'il a décidé de séparer l'armement. Ce sont des interrogations qui subsistent.

Il a été indiqué que des bouchons d'évier avaient été retrouvés dans la Scénic, achetés par Pastor Alwatik lors d'un déplacement. On sait que Coulibaly sort du véhicule, mais on ne sait ce qu'il va faire, il s'absente et revient après cet achat.

C'est en voulant mettre les bouchons dans la Seat qu'il découvre plusieurs sacs de sport où il y avait des armes.

Sur le serment d'allégeance : il y a des empruntes et ADN de Belhoucine ainsi que sur les autocollants.

Ce sont des suppositions car n'ont pas l'ADN mais ont retrouvé des traces identiques dans l'appartement de Belhoucine, donc suppose que ce sont celles de Belhoucine.

Le logement de Gentilly a été loué du 4 au 11 janvier.

Coulibaly ne pensait pas forcément qu'il mourrait le 9 janvier demande le président.

Ce qui est intéressant c'est qu'il avait fait une recherche sur Abritel aussi pour une maison avenue Hoche en Seine Saint Denis pour la période du 3 (...) dès le 17 septembre, il s'était fixé sur cette période de temps, le calendrier était relativement précis.

Visionnage de la vidéo de revendication de COULIBALY

Chant - texte des faits qu'il a commis

Il répond à des questions formulées sur la vidéo : « A quel groupe tu appartiens et es tu un émir ? »

Il dit avoir fait allégeance au calife, dès la déclaration du califat, il parle en arabe et lit un texte en arabe.

Sur ces liens avec les Kouachi, Il dit qu'ils ont fait les choses ensemble et séparément, pour que ça ait plus d'impact, quelques milliers d'euros pour qu'ils finissent à boucler (...)

La question est posée de savoir pourquoi ils ont attaqué la France, une épicerie juive.

Il répond que c'est légitime, que c'est mérité depuis le temps, « vous attaquez le califat, on vous attaque, vous pouvez pas attaquez et rien avoir en retour, (...) vous et votre coalition vous bombardez souvent la bas, juste parce qu'on applique la charia dans notre pays, (...) c'est vous qui décidez ce qui se passe sur la planète on va se battre. (...) Vous pleurez pour quelques morts. »

Ses conseils pour les musulmans en France : « que faites vous mes frères (...) » inaudible

« Que faites vous quand il y a des massacres de population entière »

« Les mosquées sont pleine de gens sportifs et en bonne santé, comment y en a t il pas autant pour défendre l'islam ? »

Ces séquences ont été filmées à Gentilly notamment. Sans déterminé si quelqu'un filme ou si c'est filmé tout seul. Il n'y a pas de mouvement de caméra donc on ne sait pas si il y a la présence d'un tiers. La vision de cette vidéo ne permet pas de supposer la présence d'un tiers.

On présume que la séquence où on le voit en tenue de camouflage a été tournée le jour des faits de l'Hypercacher car c'est la tenue qu'il avait quand il se rend là-bas.

Possible d'envisager que c'est ce jour là que cette séquence a été tournée.

Le président demande si on sait où la charge d'explosif a été placée sur la voiture, l'enquêteur répond sur roue arrière du véhicule, à proximité de l'essence (cote 6245).

On voit une photo de l'arrière du véhicule explosé, il y a eu des prélèvements effectués par le laboratoire (...)

Ce qui a été analysé à l'Hypercacher se sont des bâtons de dynamites intacts abandonnés (...)

S'est posée la question de la tentative d'assassinat de Romain D, les raisons pour lesquelles il s'en est pris à cette personne dans les conditions que l'on connaît.

On peut penser dit le Président que c'était pour essayer les armes pour voir si elles fonctionnent.

Est-ce que cela peut être des essais demande le Président, l'enquêteur répond que c'est sûrement le cas car il n'y a pas eu de revendications pour Romain D. Et alors qu'il n'y a pas eu de revendications, on peut imaginer il s'est agit des explosifs dans la perspective de son utilisation en d'autre circonstance de la même manière qu'on peut imaginer la tentative d'homicide de Romain D ait était pour constituer un essaie pour savoir si l'arme fonctionnait bien. Acte gratuit loin d'être à caractère politique car si on se fie à la vidéo de revendication, celle de l'Hypercacher vise une communauté précise faisant partie de la coalition. Romain D est un joggeur qui court à proximité de son ancien domicile.

La vidéo fait état de la revendication de l'assassinat de Clarissa JEAN PHILIPPE. Elle y fait indirectement référence car il dit s'en être pris à la police.

- **Questions de l'assesseur**

Dans l'appartement de Gentilly ont été retrouvées deux boites de pizza avec un ticket de caisse du 7 janvier 21h30, sait-on à quoi correspondent ces deux boites demande l'assesseur. Y a t il eu des investigations pour savoir s'il était avec quelqu'un. L'enquêteur répond qu'il est venu les acheter seul

et en attendant qu'elles soient prêtes, il est resté sur place et a bu une boisson. Il s'est assuré que les pizzas soient Allal et il est reparti seul, pas d'enregistrement. C'est une hypothèse qu'il ait été avec quelqu'un mais il y a rien là dessus donc hypothèse aussi qu'il ait acheté pour la prendre le lendemain aussi.

(...)

- **Questions parties civiles**

Deux empreintes capillaires ont été retrouvées et attribuées, une sur un billet de 50 euros à RAMDANI, somme dans une veste noire retrouvée sur place et un autre billet d'un homme qui n'est jamais apparu dans le dossier, qui est originaire de l'Essonne, dans la zone fréquentée habituellement mais il n'apparaît pas avec les protagonistes de cette affaire.

- **Questions de l'avocat général**

Concernant les objets retrouvés dans le Scénic, plusieurs objets ont été cités dont un casque, parmi les ADN retrouvés dedans : celui de Hayat Boumeddiene et Coulibaly ainsi que de PREVOST et de RAUMEL.

A l'intérieur du véhicule aussi il y avait une enveloppe avec inscrit « Pour Amedy ». Il y avait un acte de cession, il y avait un certificat d'immatriculation de la moto Suzuki, le certificat de cession avec la mère de Prevost, des documents d'identité de Mme PREVOST.

Sur le téléphone retrouvé, c'est un téléphone qui supportait l'ADN de PREVOST. Lors de l'exploitation des échanges pour acquérir un autre véhicule, entre Prevost et quelqu'un d'autre (30 et 31 décembre 2014), il rentre en contact avec quelqu'un qui cherche à vendre un Megan Scénic.

Coulibaly, à compter du 4 janvier s'est installé dans un logement à Gentilly, sur les explications de ce type de logement, c'est une petite maison de ville sur deux niveaux, salon avec cuisine, chambre à l'étage, maison voisine de la propriétaire. Correspond au type de recherche effectuée par Coulibaly le 17.12.2014 pour louer un pavillon.

Quand il loue le pavillon, il le fait sous son identité et paie avec une carte bleue à son nom. Il laisse même un chèque de caution, donc quand il loue le logement, il le fait en toute transparence.

Différents véhicules ont fait l'objet d'escroquerie, le véhicule mini avait fait l'objet de deux contraventions, une à proximité de son ancien domicile en décembre 2014, la première le 1 octobre 2014 à Bondy à coté du domicile de Belhoucine mais là Coulibaly n'est pas sur le territoire à ce moment là donc on peut penser qu'il l'a laissé à Belhoucine pendant ce temps là.

Le vendeur de la Volkswagen reconnaîtra Belhoucine comme celui qui a récupéré le véhicule. Une partie a été payée en cash et l'autre partie en chèque, le compte bancaire sur lequel cet argent a été déposé c'est sur le compte d'Hayat B soit 22 mille euros. (...)

Le 24 octobre, elle sortira la somme de 2000 euros à deux reprises, la même chose le 13 novembre et le 19 décembre la somme de 300 euros etc jusqu'à arriver à la totalité de la somme.

Dernier point : évocation du véhicule Clio, sur les précisions de comment ce véhicule a été récupéré auprès du vendeur, il a été récupéré par Coulibaly accompagné d'un tiers mais on ne sait pas qui. Le vendeur reconnaît POLAT.

Sur ce à quoi a servi le véhicule Clio, il est utilisé lors des déplacements afin d'acheter un certain nombre d'accessoires (gilets tactiques, couteaux) véhicule utilisé le 2 janvier puis déplacé et déposé au domicile le 4 janvier de Monsieur A. il a été utilisé chez ce dernier pour se rendre chez un sophrologue. Interrogé sur l'existence de cette Clio, albatik déclarait ne pas se souvenir d'avoir été en possession de cette Clio ; donc on ne peut pas savoir ce qu'est devenue cette Clio. Elle n'a jamais été retrouvée. Au cours d'une déposition ultérieure PREVOST a dit que le 7 janvier pendant un échange téléphonique, Polat a demandé à Prevost de dire ou était garée la Clio et de l'y emmener. Le véhicule a été acquis sous un faux nom.

Photographies du logement de Coulibaly et des objets retrouvés.

- **Questions de la défense**

Conseil de CATINO Michel

Hypothèse que si le prix de la mini était que de 7000 euros sur 12 mille c'est que la moitié aurait été réglée en marchandise en armes. C'est une hypothèse selon l'enquêteur. (...) L'avocate demande quel est l'intérêt pour un intermédiaire de régler une partie du prix en armes, comment lui se rétribuerait dès lors que le véhicule part en Grèce.

Les billets qu'on retrouve sur Coulibaly ils sont marqués de l'ADN de deux personnes ceux qui paient la voiture qui la revendent en Grèce donc quel intérêt pour une tierce personne de participer à cette opération.

Le fait qu'elle ne soit pas vendable en France, c'est normal que le prix ait baissé dit l'avocate, l'enquêteur répond de poser ces questions précises à ses collègues.

Avocat 2

Monsieur PREVOST a toujours contesté avoir participé à l'acquisition de cette moto et d'avoir fourni la carte d'identité de sa mère ; l'avocat demande de préciser l'identité à qui appartient les traces capillaires trouvées sur le recto et le verso de l'enveloppe, le verso de la déclaration du véhicule et de la photocopie de la pièce d'identité, l'enquêteur répond celle de M. François qui a servi d'intermédiaire pour une transaction car avait une dette en vers Coulibaly.

Concernant l'immatriculation du véhicule, ne sait pas le rôle de François mais se contente des documents retrouvés ; l'avocat dit donc qu'il n'y a pas d'ADN de Prevost, en revanche sur la Scénic oui.

(...)

Prevost est interpellé le 15 janvier avec un téléphone où il y a son ADN dans la Scénic, des traces capillaires sur le certificat de cession, une enveloppe pour Coulibaly avec un certificat de cession où là il n'y a pas de traces.

Avocat Me Saint Palais, avocat de KARASULAR

Sur les armes retrouvées chez Coulibaly, les recherches d'empruntes de chaque arme, aucune empreinte de Karasular n'est retrouvée, l'avocat trouve cela bizarre de faire planer l'hypothèse que Karasular ait vendu ces armes alors qu'il n'y a pas d'emprunte.

L'enquêteur dit qu'il faut demander à ses collègues. Et sur le fait qu'il ait dit que ces armes avaient été achetées par un armurier du nord, il confirme. Armurier qui a pignon sur rue. C'est quelqu'un qui cogère une société qui achète et revend des armes, sa compagne qui est la gérante, les fusils d'assaut ont transité par cette armurerie.

Le président dit que le 1 octobre on entendra tout ce volet. Cet homme a été mis en examen dans une affaire de trafic d'armes traitée par la police judiciaire de Lille.

La mini a été vendue 27 mille euros, c'est auprès de KARASULAR quand il s'est présenté (...)

Il déclare qu'il a été un intermédiaire pour la revente du véhicule, la transaction se faisant ensuite entre XX Coulibaly et Polat.

Avocat de la défense

Conseil de RAMDANI

Une analyse faite par le centre de terrorisme que les juges ont jointe au dossier, centre animé par des personnes qui connaissent le terrorisme, eux évaluent cote d8134, évaluent l'arsenal de Coulibaly à 10 mille euros. Deux fusils d'assaut, 6 pistolets (...) tout ça se vend au marché noir, transaction pas définie. On peut imaginer que la somme de 10 mille euros est un peu basse pour évaluer le coup de cette opération.

Comme le centre semble bien informé, énumère les armes et les sommes et évalue la totalité avec les KOUACHI de 21 mille euros. (...)

Ils concluent que contrairement aux attentats de 2015, ils ont auto financé leurs armes.

Il faut prendre en compte que Hayat B est partie de son côté en Syrie dit l'enquêteur et suppose qu'elle n'est pas partie en Syrie les mains vides. On peut penser qu'une partie de l'argent a été obtenue frauduleusement et a pu être emportée par Hayat B. (...)

Avocat défense

Conseil de PASTOR

Quand la propriétaire voit Coulibaly le 4 janvier, elle dit qu'il est porteur de deux valises une grosse et une petite après elle le revoit les jours suivants et il est porteur d'un ou deux sacs quand elle le voit rentrer dans le logement dans la soirée mais pas celle du dimanche où elle a un doute, mais le lendemain et le surlendemain, le lundi et le mardi. Elle dit avoir vu quelqu'un passer devant sa fenêtre et elle dit que ça peut être que Coulibaly.

Avocat défense

Conseil de POLAT

Coulibaly a utilisé un site internet Abritel et qu'il a loué en son nom. C'est lui qui s'en est occupé directement. C'est pas POLAT qui s'en est chargé.

Les clefs ont-elles été retrouvées demande l'avocat ; celles qui lui ont été remises. Un seul a été retrouvé dit l'enquêteur. L'avocate demande si c'était fermé du coup vu que la clef était à l'intérieure. Demande si des recherches ADN ont été faites. L'enquêteur ne sait pas. Mais dit que l'analyse a été faite mais qu'elle n'a du rien donner. Sur la Mercedes classe A, l'enquêteur a parlé d'un prix de vente de 16 mille euros et elle a été achetée 27 mille euros.

(...)

Deux autres questions ; l'avocat dit que l'enquêteur a parlé de la tenue de camouflage retrouvée sur Coulibaly et d'autres gilets retrouvés à Gentilly, y a t il des tailles dans les gilets par balle demande t-il.

L'enquêteur répond qu'il existe plusieurs tailles. Mais qu'il faut se replonger dans les PV du dossier car n'a pas le souvenir de ça mais ça doit être au dossier.

(...)

Dans la Scénic, est ce que l'ADN de Polat a été retrouvée demande l'avocat. L'enquêteur répond que non.

Suspension- reprise demain à 9h30

JOUR 20 - MARDI 29 SEPTEMBRE 2020

L'audience reprend à 9h40.

Un avocat des parties civiles souhaite d'abord s'exprimer au nom des avocats absents la veille au nom d'une fête religieuse.

Selon le Figaro, l'avocate de M. Polat a demandé la veille que ceux qui ont fêté le yom kippour soient testés au Covid-19, puisqu'ils ont passé des fêtes religieuses en groupe. Un avocat de partie civile s'exprime sur le fait qu'il n'accepte que l'on stigmatise la communauté juive à cette audience.

Un autre avocat reprend ce point. Il ne comprend pas que tels propos aient été tenus dans une cour d'assises. Cet incident n'a donné lieu qu'à des murmures semblent-ils. Il considère que les choses ne peuvent se passer ainsi.

Le président revient sur la libre expression de l'avocat au cours de l'audience, mais il doit respecter la dignité, l'honneur, la délicatesse et la modération.

Un avocat de la défense interpellé souhaite répondre. Il ne souhaite pas entretenir la polémique. Sur les murmures qui ont semblé insuffisants, il le prend pour une accusation envers lui-même. Pour lui il n'y a aucune accusation, il a été mis en cause de manière vexatoire. Il rappelle qu'il est pour une liberté d'expression des avocats. Il s'est lui-même soumis à un test hier car il a participé à une manifestation professionnelle. L'avocate de Me Polat, en demande ces tests, voulait accompagner ce procès jusqu'à son terme. Il suffit qu'un seul avocat soit positif et le dise, et le procès devra être suspendu, or la cour d'assises ne pourra siéger au-delà du 12 novembre. Le point de la veille consistait seulement à évoquer l'auto-discipline des avocats.

L'avocat de la partie civile répond que les questions sanitaires sont évoquées le jour où les avocats ont fêté l'Yom kippour. Il considère cela maladroit.

Le Président met un terme à la discussion.

I. Le déroulement de l'enquête judiciaire en lien avec les accusés

A. Audition enquêteur, téléphonie Pastor Altawik / Makhlouf

Le témoin est en visio conférence, il intervient sans que son identité ne soit révélée.

Le Président lui demande de déposer sous la foi serment.

Le témoin est cité pour relater son enquête en matière de téléphonie, sur les liens entre PASTOR ALTAWIK et MAKHLOUF.

Il est OPJ, et a participé à l'enquête diligentée pour l'enquête suite aux attentats. Il a été en charge de la surveillance des activités téléphoniques de ces deux accusés.

Sur PASTOR ALTAWIK :

Dans le cadre de la flagrance, son profil génétique a été découvert sur deux armes de poing dans le domicile loué par COULIBALY, ainsi que retrouvées sur les armes qu'il avait en sa possession.

Il a rencontré COULIBALY en prison entre 2010 et 2013. L'enquête a fait ressortir une certaine proximité, confirmée par l'activité téléphonique entre PASTOR ALTAWIK. Il a été utilisateur de 2

lignes téléphoniques en 2014. Ces lignes ont fonctionné dans 10 boîtiers téléphoniques différents. Entre septembre 2014 et janvier 2015, 500 échanges ont été comptabilisés. Le premier échange était systématiquement un SMS à l'initiative de COULIBALY, sûrement pour lui communiquer son nouveau numéro de téléphone. Il l'a contacté lorsqu'il était à la Mecque en Pèlerinage en septembre – octobre 2014. L'étude de la téléphonie croisée a permis d'établir des points de rencontre, entre les 3, 4, 5 et 6 janvier 2015. Il détaille ces journées.

Le 3, COULIBALY s'est rendu en Belgique en compagnie de POLAT. Sur le trajet de retour, 9 SMS ont été échangés entre Pastor Altawik et COULIBALY. Un appel de 2 secondes a eu lieu le soir. La ligne de COULIBALY activait alors un relai téléphonique. COULIBALY a donc pu le rencontrer à proximité du domicile de Pastor Altawik. Polat confirmait un arrêt sur le trajet de retour, et avoir attendu COULIBALY dans la voiture.

Le 4 janvier, PASTOR ALTAWIK laisse un message vocal à COULIBALY. Vers midi, la ligne de COULIBALY a déclenché un relai à proximité du domicile de PASTOR ALTAWIK. COULIBALY y aurait récupéré un véhicule clio blanc. PASTOR ALTAWIK ne se souvient pas avoir vu COULIBALY ou récupéré le véhicule clio. Il a prétexté un rendez-vous chez un sophrologue à Montfermeil. Les vérifications ont permis de confirmer cette rencontre, mais elle a eu lieu plus tard dans la journée, vers 14h30. La personne qui l'a accompagné pour ce rendez-vous médical a confirmé que PASTOR ALTAWIK se trouvait dans une clio blanche pour se rendre à ce rendez-vous. Un radar l'a confirmé, le véhicule était conduit par PASTOR ALTAWIK. Juste avant de se rendre à Epinay, vers 11h, COULIBALY était vu sortir de chez lui à moto.

Le 5 janvier, dans la soirée, le témoin demande de visionner un cliché cartographique. Cela permettrait de visualiser les déplacements de cette journée. Après un échange de 2 SMS localisant COULIBALY près du domicile de PATOR ALTAWIK. Le trajet était identique entre les 2. Ils se sont rendus à Argenteuil, puis à l'ouest de la capital. (...) A 17h07, PASTOR ALTAWIK et COULIBALY ont échangé 2 SMS. De 17h07 à 17h44, il y n'a aucune localisation de 2 personnes.

Le Président intervient pour demander de mentionner les points sur la carte.

La ligne utilisée par PREVOST a été localisée dans le même secteur suite à un échange de 2 SMS avec COULIBALY à 16h37. C'était à proximité d'un des anciens domiciles de COULIBALY. A compter de 18h45, la ligne de PASTOR ALTAWIK a décrit un trajet en direction de Grigny. Arrivé à 19h36, il y restera jusqu'à 20h04. C'est dans le secteur de la Grande Borne, un secteur dans lequel il a vécu.

Ils ont ensuite activé un relai à proximité d'un centre commercial. COULIBALY lui a remis un nouveau téléphone portable et une carte Sim.

La ligne ne présente aucune utilisation entre 20h33 et 20h36. A 20h42, ils apparaissent dans une station service sur une caméra de vidéosurveillance.

A partir de 20h57, on peut supposer que COULIBALY a reconduit PASTOR ALTAWIK à son domicile.

L'audience est interrompue par les avocats de la défense qui interrogent le président sur le fait que des policiers déambulent dans la salle. Ils n'ont pas pu se concentrer sur ce qu'a dit le témoin. Le président demande au témoin de reprendre les 5 dernières minutes. Une avocate de la défense demande ce qu'il se passe, la Cour refuse, le Président déclarant qu'il a le droit d'être informé d'événements extérieurs à l'audience, puisqu'il en a charge la police.

(...).

Le 6 janvier, A 23h 22, la ligne de COULIBALY est localisée à Stains, puis à Saint Denis, se dirigeant vers Paris. A 23h 24, la ligne de COULIBALY semble avoir changé de direction, il a activé un autre relai à Saint-Denis, il sera localisé près du domicile de PASTOR ALTAWIK. A l'issue d'un passage à Epinay, il est établi que COULIBALY a rencontré Chérif KOUACHI, puis a appelé POLAT. A 23h24, le SMS envoyé à PASTOR ALTAWIK est le dernier contact téléphonique entre les deux hommes. PASTOR ALTAWIK ne tentera plus de contacter PASTOR ALTAWIK téléphoniquement.

Les 7 et 8 janvier, la ligne de PASTOR ALTAWIK ne fait montre d'aucune d'activité particulière. Il évoque cependant une proximité entre BELHOUCINE Mohammed, et RAMDANI. Des échanges ont été constaté entre PASTOR ALTAWIK et RAMDANI, près de 600 échanges avant le 7 janvier. 10 appels émanent de PASTOR ALTAWIK le 11 vers lui.

Plus généralement, la ligne de PASTOR ALTAWIK ne permettait pas d'établir le passage de PASTOR ALTAWIK près du domicile de COULIBALY. Mais il s'est rendu plusieurs fois à proximité des anciens domiciles de COULIBALY en 2014.

Lors de la perquisition du domicile de PASTOR ALTAWIK, un boîtier Samsung a été retrouvé, mais aucun numéro utilisé par COULIBALY. Ses données ont été supprimées en décembre et janvier 2015, le 8 janvier 2015.

La présentation concernant PASTOR ALTAWIK est terminée, elle poursuit avec MA.

Sur MAHKLOUF :

C'est un codétenu de PASTOR ALTAWIK et de COULIBALY. Il faisait l'objet d'une surveillance policière. Il a été vu au contact d'un individu le 9 décembre en compagnie d'un individu. Les 2 hommes ont arrêté d'utiliser leur téléphone, il est identifié comme MAHKLOUF. Son profil génétique est retrouvé sur la lanière du taser retrouvé sur COULIBALY, acheté par PREVOST.

L'analyse de la téléphonie de RAMDANI permettait de savoir qu'il avait contact MA afin de convenir un rdv le 9 janvier 2015. Le boîtier téléphonique de cette ligne prépayée a fonctionné avec 3 autres lignes. MA a ainsi utilisé 4 lignes téléphoniques depuis le 24 septembre 2014. Sa ligne principale et 3 lignes prépayées enregistrées sous d'autres identités. 2 de ces lignes étaient dédiées de ses contacts avec Amar. Il affirmait qu'il s'agissait de faire des escroqueries.

Aucun contact téléphonique n'était repris entre MAHKLOUF, PASTOR ALTAWIK et COULIBALY ensuite. (...). La ligne de MAHKLOUF a permis d'établir qu'il s'est rendu deux fois dans le département de la Loire Atlantique, en octobre 2014, une fois dans la région lyonnaise le 4 janvier 2015 en compagnie de RAMDANI, aussi fin décembre. Ces déplacements ont été faits en compagnie de RAMDANI. D'autres ont lieu dans le nord de la France, en compagnie de RAMDANI. Au cours de ces déplacements, MAHKLOUF utilisait très peu ses lignes téléphoniques. Certains déplacements s'expliquent par les escroqueries commises avec RAMDANI, mais pas ceux dans le nord. Le 11 octobre 2014 il était localisé vers le domicile de RAMDANI.

Le 19 octobre 2014, la ligne de MAHKLOUF se trouvait à proximité de RAMDANI. La ligne de ce dernier s'est dirigée vers Roubaix, tandis que MAHKLOUF a été localisé à Lille, puis à Roubaix. RAMDANI et MAHKLOUF seront localisés en région parisienne à partir de 20h15.

En novembre 2014, les lignes de MAHKLOUF et RAMDANI sont localisées ensemble, en mouvement dans l'Est parisien. Ils étaient localisés à Lille, puis sont revenus en région parisienne. Le 26

novembre, suite à la réception d'un SMS à RAMDANI, MAHKLOUF a rejoint RAMDANI vers son domicile. Ils ont déclenchés des relais dans le nord de la France.

Le 6 décembre 2014, c'est le dernier déplacement dans le nord en compagnie de RAMDANI. La ligne de MAHKLOUF s'est rendue à proximité du domicile de RAMDANI Ils étaient localisés vers la gare du Nord, avant de se diriger vers Roubaix. Le soir, la ligne a activité un relai dans la Somme, puis vers Paris. (...)

Le 20 décembre 2014, MAHKLOUF se déplace seul, sans RAMDANI. Sa destination semblait être Seclin.

MAHKLOUF justifiait ces déplacements par la volonté de visiter des prostituées, RAMDANI confirmait en tant qu'accompagnateur. Un autre enquêteur de la brigade criminelle a enquêté sur ces déplacements.

Jusqu'au 5 janvier 2015, MAHKLOUF avait une activité téléphonique quasi nulle. Des échanges ont été enregistrés entre MAHKLOUF et RAMDANI. Le 9 janvier 2015, il se déplace vers le domicile de RAMDANI, ils se sont débarrassés de leur carte Sim et de leur ligne téléphonique. Les boîtiers téléphoniques utilisés à partir des cartes prépayées n'ont pu être retrouvés.

Elle termine son témoignage.

Le président l'interroge. Les contacts entre PASTOR ALTAWIK et COULIBALY étaient fréquents. Ils communiquent par messages SMS principalement, même si des messages vocaux ont été relevés. Des SMS ont été échangées, nombreux, sur les 3, 4, 5 et 6 janvier 2015. Mais sur les journées des 7 et 8 janvier, rien. Le dernier échange a lieu le 6 janvier 2015 après 23h.

PASTOR ALTAWIK utilise un abonnement déclaré, mais il est contact avec des lignes de COULIBALY prépayées.

MAHKLOUF a nombreuses relations quasi exclusivement avec RAMDANI. Il a des relations avec FARES, mais elles seront présentées par la suite.

Sur les localisations, le Président lui demande si elle fait des différences entre les géolocalisations et les déplacements dans le nord de la France. 6 déplacements ont eu lieu dans le nord de la France. Un enquêteur de la criminelle reviendra dessus ultérieurement.

Une question d'un assesseur :

Elle demande une précision sur la téléphonie PASTOR ALTAWIK et COULIBALY le 5 janvier. L'étude de la téléphonie montraient qu'ils ont pu être séparés à un moment. Elle lui demande quand les 2 lignes cheminent ensemble entre 16h et 21h21. Ils sont à proches pendant ce créneau, mais vers entre 16h38 et 17h, il est probable qu'ils se soient rejoints, puisque des échanges sms ont eu lieu avant.

- **Questions des parties civiles :**

Avocat 1 :

Sur l'activation d'un relai, cela donne une impression de pistage. Comment est-ce conciliable avec le fait d'effacer les messages ? Les messages ne peuvent-ils être retrouvés ?

Ce sont 2 choses différentes. Ils travaillent avec des données techniques de géolocalisation, fournies par les opérateurs téléphoniques. Les messages et leur contenu ne sont pas conservés par les opérateurs, ils sont enregistrés dans les boîtiers téléphoniques qui peuvent être effacés.

Il demande si des réquisitions ont été faites auprès d'appel, Samsung pour avoir ces informations. Ces messages ne peuvent être retrouvés. Ces marques ne conservent pas les messages personnels.

- **Questions de l'avocat général :**

Elle demande des précisions sur les échanges entre PASTOR ALTAWIK et COULIBALY, avec sa ligne saoudienne. PASTOR ALTAWIK a eu 14 échanges avec COULIBALY du 27 septembre au 21 octobre 2014, 7 par SMS, 7 par téléphones. Les échanges étaient restreints et proches. Sur les correspondants, la ligne était aussi en relation avec PREVOST, *inaudible* et les frères BELHOUCINE.

PASTOR ALTAWIK était en contact le 11 octobre 2014 avec RAMDANI. Elle demande des détails. La témoin ne les a pas en sa possession, il y a 10 appels voix, alors que RAMDANI se trouve au Mans. Le témoin n'a pas les détails.

(...)

- **Questions de la défense :**

Conseil de PASTOR ALTAWIK :

Sur les 500 échanges téléphoniques entre PASTOR ALTAWIK et COULIBALY, ce sont à la fois des SMS et des échanges de voix. Les accusés réceptions des SMS ne sont pas comptés, mais les renvois sur répondeur le sont. Elle ne peut donner le chiffre exacte.

Elle lui demande si PASTOR ALTAWIK utilise beaucoup son téléphone, s'il a beaucoup de correspondants. Sur un an, sa ligne a enregistré 500 000 enregistrements, avec près de 900 correspondants différents.

Elle demande si COULIBALY est son correspondant privilégié. Elle ne sait pas. Il ne faisait pas partie de son cercle restreint. Elle cite une cote : le premier correspondant est « Mourad », puis son épouse, puis sa mère, puis « Momo », puis COULIBALY. La témoin répond que les chiffres qu'elle cite sont ceux sur année, alors qu'il faut prendre en compte le fait que le nombre d'échanges avec COULIBALY n'est compté qu'à partir de septembre 2014. Même s'il n'est que le 5^e dans le répertoire de PASTOR ALTAWIK, cela reste un nombre d'échanges importants. Il reste que PASTOR ALTAWIK fait partie du cercle rapproché de COULIBALY, même si l'inverse n'est pas vrai.

PASTOR ALTAWIK a eu 130 échanges avec M. BELHOUCINE. Elle demande de compléter, que ce ne sont que des échanges entre les lignes.

Au début de l'exposé, les premiers échanges de SMS ont été à l'initiative de COULIBALY, ce que le témoin confirme. Pour le témoin, c'est le moyen qu'il a trouvé pour communiquer son numéro.

Le soir au 3 janvier, est indiqué un arrêt à Epinay sur Seine. En dehors des déclarations de M. POLAT ; *M. POLAT intervient pour prendre la parole, mais le Président lui coupe* ; elle lui demande au regard de la seule téléphonie, comment elle peut affirmer qu'il y a un arrêt de 30 min. La témoin dit que la rencontre a été possible vers 20h30, et POLAT confirmait un arrêt. *POLAT intervient pour dire que*

c'est la juge qui a dit ça, pas lui. La seule chose qu'elle peut dire est qu'à 22h30 il appelle PASTOR ALTAWIK à proximité de son domicile.

Sur la téléphonie du 5 janvier, en fin de journée, elle revient sur les échanges que le témoin confirme. COULIBALY aurait raccompagné PASTOR ALTAWIK chez lui.

Conseil de MAHKLOUF :

Sur les voyages dans le Nord entre MAHKLOUF et RAMDANI, le témoin a écarté les escroqueries. Cet aspect sera repris par sa collègue enquêtrice ultérieurement.

Il y a eu des voyages à Reims, deux escroqueries ont été faites, mais à Lyon apparemment non. Le témoin répond que de mémoire, il y a eu une histoire de voiture à Lyon, mais elle n'a pas aboutie. Dans le Nord, RAMDANI et MAHKLOUF indiquent qu'ils ont fait des repérages dans le nord de la France, le témoin répond que leur déplacement dans le nord seront repris après. Le conseil revient sur le fait que les voyages ont été écartés car aucune escroquerie n'a faite, alors que c'est le cas aussi à Nantes et à Lyon. La témoin dit qu'elle s'est mal exprimée, elle aurait dû préciser » escroquerie commise ou préparée ».

(...).

Fin de l'audition. Suspension d'audience de 15 min.

B. Audition enquêteur, téléphonie de RAMDANI

- **Questions du Président :**

L'enquêteur est présent, il est auditionné sans que son identité ne soit révélée. Il a effectué une enquête de la téléphonie de M. RAMDANI.

L'analyse s'est faite en 2 temps, une générale jusqu'à sa garde à vue (GAV), sur ses relations avec COULIBALY, les mois qui ont précédé l'attentat, et une sur les correspondants. La seconde approche a débuté après la GAV, pour mettre en exergue d'éventuels déplacements dans le nord de la France. Cela s'est souvent fait avec MAHKLOUF, car leurs déplacements se faisaient souvent ensemble.

Son intervention se fait en 5 parties.

Le point de départ a été l'analyse de la téléphonie de COULIBALY. L'exploitation de ses tablettes les a conduit aux relations étroites entretenues avec RAMDANI. Il était utilisateur d'un véhicule, Volvo, qui l'a utilisé pour accompagner COULIBALY en décembre dans un garage, pour vendre le véhicule.

Une ligne a d'abord été attribuée à RAMDANI, point d'ancrage dans les investigations. 15 cartes Sim différentes ont été utilisées par le même boîtier pendant 3 mois. L'exploitation des lignes a révélé un total de 31 lignes téléphoniques utilisées par RAMDANI.

Des analyses ont été faites sur les déplacements en province, notamment dans le nord de la France. Des lignes étaient dévolues à sa famille, ses relations amicales et amoureuses. Une fois avec PASTOR ALTAWIK. L'autre partie des lignes étaient utilisées pour ses activités illicites, notamment avec MA et COULIBALY.

Concernant ces dernières, une flotte de numéro a été constatée (des numéros se suivant), laissant penser à un lot d'achat de carte sim. Une partie de cette flotte était utilisée par MA.

La durée d'utilisation des cartes sim était de 7-8 jours en moyenne. La dernière ligne utilisée l'a été du 2 au 13 janvier 2015, mais le dernier appel effectif date du 9 janvier. L'utilisation de boîtier démontre une utilisation singulière qui ne laisse aucun doute sur la volonté d'anonymat, c'est classique dans la délinquance.

Il a fallu compartimenter ces activités et dédier certaines lignes à des correspondants.

De février 2014 à 2015, ses principaux déplacements ont été relevés. Les relais les plus déclenchés se trouvent près de son domicile.

Des déplacements ont eu lieu sur la commune de Gentilly. Ils couvrent le domicile de MA, mais pas celui de COULIBALY. Aussi à Montreuil sur Bois, pour aller avoir sa relation amoureuse. Il a des relais déclenchés sur la commune de saint Denis, une autre relation amoureuse.

Sur Fontenay-aux-Roses, où vivait COULIBALY, 4 déclenchements de relai ont été comptés, le 28 avril 4 décembre, et deux fois le 7 décembre.

Des déplacements réguliers à Le Mans, Lyon Soisson, Compiègne ont été relevés. Ces villes sont liées à ses escroqueries, ses tentatives, ou ses actes préparatoires.

A certaines dates, son quotidien a été vérifié. Le 38 novembre et le 3 décembre, il a rejoint A. COULIBALY à un garage, confirmé par le gérant du garage. RAMDANI a fait les démarches pour vendre la voiture de COULIBALY.

Le 5 janvier 2015, il est établi une rencontre dans un centre commercial avec COULIBALY.

Le 6 janvier, RAMDANI est un correspondant privilégié de COULIBALY. Ils se rencontrent possiblement deux fois.

Tous les relais excluent la participation directe de RAMDANI sur les scènes de crimes. Le 9 janvier toutefois, vers 20h30, il rencontre MAHKLOUF à Stains. La rencontre a sans doute eu lieu à l'initiative de RAMDANI. Ils mettent fin à leur correspondance, et font disparaître leur boîtier. Ils s'y rendent avec des véhicules qui ne leur appartiennent pas.

Le 9, après avoir reçu un message de RAMDANI, Medhi Boulaya, lié à l'escroquerie, met fin à l'utilisation de sa puce du moment.

Sur les correspondants, on a relevé 605 SMS entre le 2 septembre et le 6 janvier, 18 points de rencontres possibles.

Sur les échanges avec PASTOR ALTAWIK, 590 échanges ont eu lieu entre le 6 mai et 24 décembre. Le 24, la ligne se déplace à proximité du domicile de PASTOR ALTAWIK. Il met fin aux échanges entre les 2 intéressés.

Il précise que les échanges ont surtout lieu entre mai et novembre.

Sur PASTOR ALTAWIK, interrogé sur son répertoire téléphonique, il déclarait sur « ramo » que c'est un mécanicien, alors que l'on sait depuis qu'il s'agissait d'une ligne de RAMDANI, où il y a plus de 400 échanges. Ses réponses étaient ainsi étranges.

Sur les communications avec MAHKLOUF, plus de 1000 ont eu lieu. De nombreux déplacements ont eu lieu chez MAHKLOUF, aussi à Lyon, le Mans et dans le Nord. Leur relation est très forte.

Aucun change n'auront lieu avec les KOUACHI, ou les autres protagonistes de l'enquête.

Sur le détail des voyages réalisés dans le nord, réalisés en duo avec RAMDANI et MAHKLOUF. Il y en a eu 6. Le premier à Charleroi. C'était l'occasion d'une rencontre avec M. FARES. Le deuxième, le 11 octobre, à Roubaix, le soir. Un détour a eu lieu à Lille, au quartier où habitait M. FARES. Le 19 octobre 2014, ils vont à Roubaix, dans l'après-midi. Le 8 novembre, ils vont à Lille, l'après-midi. Le 26 novembre ils vont encore à Lille. Le dernier déplacement tracé est vers Roubaix. Aucune trace de contact auprès de concessionnaire n'ont été trouvés dans ces déplacements dans le nord, au contraire des autres à Lyon par exemple.

605 SMS échanges avec COULIBALY. 482 SMS entre le 25 octobre et le 6 janvier, soit 6 SMS par jour. 9 SMS par jour un mois de décembre. Par comparaison avec un couple lambda, 9 SMS par jour pendant un mois relève d'une relation étroite. La téléphonie d'A. COULIBALY a démontré qu'il a progressivement réduit le nombre de ses correspondants jusqu'au 6 janvier : il a gardé prévost, mahou, polat, RAMDANI et un autre. 24 SMS le 6 janvier, et 2 rdv ont eu lieu avec COULIBALY. Ces rencontres se feront à l'initiative de COULIBALY. Ils déplaceront en commun près du domicile de hérif Kouachi et PASTOR ALTAWIK.

Ils ont relevé 18 relevés commun avec COULIBALY susceptibles de caractériser des rencontres. Concernant celle du 7 décembre, elle est intéressante : elle a lieu à proximité du domicile de COULIBALY à Fontenay, c'est une rare fois où l'on a établi une rencontre possible à proximité du domicile de l'un ou de l'autre ; le lendemain, c'est le dernier déplacement connu du duo MAHKLOUF / RAMDANI dans le nord.

Sur la rencontre du 6 janvier, 2 rencontres ont possiblement eu lieu, une vers porte de Clichy, une autre vers Gentilly. Elles sont à l'initiative de COULIBALY.

La téléphonie de Coulibaly montre qu'il s'est rendu après ce rendez-vous à proximité du domicile de RAMDANI, sans doute en sa compagnie, puis près de PASTOR ALTAWIK, puis près du domicile de Chérif KOUACHI.

Il y a des liens étroits entre RAMDANI et COULIBALY. Il est aussi intéressant de noter que le nombre élevé de leur communication ne faiblira pas alors que COULIBALY restreindra sa téléphonie.

Le Président revient sur le précédent témoignage de MAHKLOUF. Il est logique qu'elles se rejoignent, car ils étaient souvent ensemble. Dans l'étude de la téléphonie, il a constaté qu'il y a des contacts téléphoniques vers des concessions, indépendamment de dossiers de crédit déposés, mais concernant les déplacements dans le nord, il n'y a aucun contact avec les concessions automobiles.

Sur les déplacements de RAMDANI et MAHKLOUF sur Lille, il est mentionné le boulevard de Metz. Cet élément est apparu à partir du moment où FARES a été identifié, et il habitait dans ce quartier. Le crochet vers son domicile est évident, puisque ce n'est pas l'élément le plus simple pour se rendre à Roubaix.

Il n'y a toutefois pas de téléphonie entre RAMDANI et FARES, car ce dernier a été identifié en 2018, et les données ne sont pas conservées plus d'un an par les opérateurs.

(...)

Ils n'ont pas pu retrouver les lieux d'achats des cartes Sim. Il ne sait pas si MAHKLOUF, RAMDANI, etc qui ont acheté les cartes Sim, mais ils les ont utilisé en commun.

(...)

Sur la dernière semaine avant les attentats, dans les quelques contacts restants avec COULIBALY, RAMDANI fait partie de ces personnes. Le lien a donc été conservé les jours qui précèdent.

- **Questions des parties civiles :**

Avocat 1 :

Sur les relations entre COULIBALY et RAMDANI, 605 SMS entre septembre et janvier. Les contacts sont quasiment quotidiens pour les mois de novembre et décembre. Au mois de janvier, le dernier contact SMS a lieu le 6. Aucune trace n'a été trouvée le 7, le 8 et le 9.

Avocat 2 :

Il demande confirmation que les rencontres ont lieu à l'initiative de COULIBALY. Pour les communications, ce n'est pas le cas, c'est seulement avant les rencontres, pour le reste le constat n'est pas le même. (...)

Avocat 3 :

Sur la gendarme avec laquelle RAMDANI entretenait des relations amoureuses, même au regard ses fonctions (gendarmes), elle n'a pu fausser les données de téléphonie. Sur son statut, l'enquêteur ne peut répondre, il lui semble qu'elle est adjudant, mais ne connaît pas son quotidien. Elle avait certainement accès aux différents fichiers en tant que militaire titulaire.

- **Questions de l'avocate général :**

Elle l'interroge sur les déplacements en province, notamment à Lyon, précédés d'un appel à un concessionnaire. Aucun élément ne laisse penser qu'il y avait un autre élément que le duo, si ce n'est la relation amoureuse de RAMDANI qui les a accompagné une fois à Charleroi.

Sur leur déplacement à Roubaix, ils passent par Lille, alors que c'est un détour, surtout par le boulevard de Metz, à proximité du domicile de FARES, du moins du domicile de son ex-compagne.

- **Questions de la défense :**

Avocat de RAMDANI :

Sur une question des parties civiles sur les relations de RAMDANI les 7, 8 et 9 avec COULIBALY, elle demande le nombre d'échanges téléphoniques : 24, il confirme. Le 5, ils se voient aussi à Rosny sous Bois. Le 4, 1 échange de SMS, le 3 aucun échange, le 2, 1 échange, le 1 aucun, le 31, 2 échanges (etc...). Pour l'avocate, la téléphonie ne dit rien avec les pourcentages. On a l'impression d'une

téléphonie quotidienne, ce qui n'est pas le cas pour l'avocate, c'est une moyenne qui ne veut rien dire. Les jours où ils se voient, ils échangent plus.

Le 11 octobre, combien de temps sont ils restés boulevard de Metz ? Il n'a plus le détail en tête. Pour l'avocate, il n'y auraient fait qu'un bref passage.

Sur ses déplacements au Mans, il n'y a pas d'appels à un garage du Mans, ni sur Soisson, ni sur Compiègne. Ils se sont déplacés les 12, 13 juin, en octobre à Nantes, mais il n'y avait pas d'appels attestant d'une tentative d'escroquerie. Pour le témoin non, mais la question est de savoir quelles lignes il utilisait à l'époque. L'avocate revient sur les 4 déplacements en province pour lesquels il n'y a aucun déplacement au garage, ce qui veut dire que l'on ne peut exclure Lille pour autant.

Le 8 novembre, RAMDANI s'est rendu à Lille, ainsi que le 28 novembre, mais elle cite des bornages à Villeneuve-d'Ascq. Elle ne comprend pas pourquoi il n'a indiqué que Roubaix. Le témoin ne peut affirmer ou confirmer. Elle lui demande pourquoi avoir éludé cette ville, c'est sans doute un oubli de sa part, mais il n'a pas dû faire l'erreur dans son procès-verbal.

Elle revient sur les habitudes RAMDANI, il envoie beaucoup de SMS. Sur 7 lignes, elle est à plus de 9000 SMS. Le témoin précise que ce mode de communication était à la demande expresse de COULIBALY. Mais l'avocate revient sur le fait que c'était habituel de M. RAMDANI.

Sur la téléphonie de RAMDANI et de MAHKLOUF, et l'absence de moyens de connaître la téléphonie de FARES, il était possible de comparer. Le témoin répond que c'est ce qui a été fait.

(...)

Il ne peut dire que RAMDANI ait présenté le gérant du garage où COULIBALY a vendu sa voiture. Le nom d'Amerouche ne lui dit rien.

Autre avocat de RAMDANI :

Sur l'interpellation de RAMDANI dans une autre procédure, espagnole, le témoin n'a pas connaissance du contenu. Son conseil est étonné de cette absence de connaissance, il répond qu'en tant que téléphoniste, il ne connaît pas l'ensemble des éléments. L'avocat précise que ces poursuites ont été abandonnées. Le témoin répond que cela n'a pas influencé la manière dont l'enquête a été menée.

Sur le 9 janvier, lors de la rencontre entre RAMDANI et MAHKLOUF: lorsque l'on met fin à l'utilisation de sa carte sim et de son boîtier du moment, c'est la volonté de couper toutes relations, sachant que l'un de ses correspondant est mis en cause dans un attentat. Il ne peut dire si tous les correspondants de COULIBALY ont jeté leur carte sim. Mais le témoin ne souhaite pas interpréter les faits. Il lui demande son avis sur le comportement de RAMDANI : son téléphone pouvait lui permettre de remonter vers COULIBALY, c'est la volonté de mettre fin à toutes relations avec COULIBALY.

Avocate de FARES :

Sur le passage boulevard de Metz à Lille, elle revient sur le fait que le bornage n'a duré que 3 min, un autre ayant été fait 3 min plus tard. Pour le témoin, il s'agissait du domicile familial de FARES, il ne

sait pas si c'était son domicile individuel. Est qu'à ce moment il habite chez son ex compagne, ou à son domicile ? il n'est pas certain.

Avocat de MAHKLOUF:

Sur la rencontre entre RAMDANI et COULIBALY le 6 janvier près du domicile de MAHKLOUF, ce dernier travaillait à ce moment là. Le témoin confirme.

Fin de l'audition.

Suspension de l'audience jusqu'à 14h15.

Reprise d'audience à 14h30

Audition de Philippe M, bridage criminelle,

Il va nous parler de la GAV de PASTOR ALWATIK, RAMDANI et MAKLOUF.

Il commence en disant que dès le 14 janvier 2015, son service recevait les premiers résultats des analyses. L'ADN de PASTOR ALWATIK était retrouvé sur des scellés notamment sur un pistolet tokarev et un revolver nagant. Son ADN est aussi trouvé à l'intérieur d'un gant de la marque Quechua trouvé dans l'hyper casher. Elle est aussi trouvée sur un sac de la Renault Scénic.

Il a été incarcéré de 2010 à 2013 à Villepinte comme A. Coulibaly.

Dans l'entourage de PASTOR ALWATIK, a été interrogé sa sœur, son épouse religieuse (aujourd'hui ex épouse) avec qui il a été pendant 3 mois.

Le couple s'est rencontrée par l'entremise de Coulibaly et Boumedienne. L'enquêteur suppose que cette relation n'a pas fonctionné car il ne voulait pas être dans l'hyper religion imposée par sa femme et parce qu'il entretenait une relation fusionnelle avec sa mère qui n'acceptait pas son épouse. Il l'a ensuite répudiée.

Elle disait son mari souvent absent, elle allait jusqu'à évoquer des comportements et des dénonciations sur la pratique de l'islam qui ne correspondaient pas à la norme. Elle évoque des rencontres qui avaient lieu au domicile de PASTOR avec le couple Coulibaly-Boumedienne ainsi Mohammed Belhoucine et son épouse. Les hommes et les femmes se retrouvaient chez eux mais de manière séparée.

L'enquêteur dit que PASTOR ALWATIK a participé à un pique-nique d'une association qui avait vocation à défendre la cause des détenus musulmans, association dissoute depuis. Sa femme aurait souhaité qu'ils s'y rendent. Ils y seraient allés avec Belhoucine et Coulibaly.

Un de ses amis enfance a été interrogé. Il déclarait qu'il avait basculé dans le takfirisme. Son ami lui avait déconseillé de continuer à fréquenter Coulibaly. Il l'avait mis en garde. Il le décrit aussi comme influençable, un peu déséquilibré mais pas méchant, qui suit les modes.

Il y a eu ensuite l'interrogatoire de son codétenu à Villepinte. Il le décrit comme un clown peu marqué par la religion contrairement à Coulibaly, lui favorable au djihad armé.

Il a passé 4 jours en GAV et a été auditionné durant ces jours.

Pendant ces auditions, il se déclarait musulman pratiquant, qui fumait, qui avait des copines. Il se disait contre le jihad, contre l'EI, sa sœur étant d'ailleurs juive. Il aurait apparemment visionné, en compagnie de Coulibaly, des vidéos sur la situation en syrien en Irak, en Birmanie. Il disait n'avoir jamais incité Coulibaly à partir en Syrie. Il avait dit qu'en prison c'était normal de ne se rapprocher de personnes sans pour autant adhérer à leurs idées. Il ignorait pourquoi Coulibaly avait été incarcéré auparavant.

PASTOR a été remis en liberté en 2013, puis quelques mois plus tard, en mars 2014, à Val-Thorens, il reçoit un appel et c'était un appel de Coulibaly. Il appelait sur le téléphone de son ami avec qui il était au sport d'hiver. Ils ont alors commencé à se rencontrer. Ensuite A. Coulibaly (AC) avait rencontré PASTOR a de nombreuses reprises, il lui avait prêté une voiture pour aller au Mali.

Contact toujours à l'initiative de AC au début depuis des cabines puis depuis les portables.

Ensuite, il y a eu plusieurs dizaines de rencontres, dans des restaurants, des garages... il évoque des déplacements sans dire à quoi il consistait. Il dit que AC devenait de plus en plus radical. AC n'a jamais évoqué devant lui la situation des juifs peut-être à cause du fait qu'il savait que sa sœur était juive.

Jamais il n'aurait pu imaginer qu'il pouvait commettre les attentats qui allait survenir. Il pensait que c'était plausible que AC veuille se rendre en Syrie mais à aucun moment il ne l'a exprimé formellement.

Ils ont saisi son téléphone : aucune trace des sms échangés, ils étaient tous effacés ainsi que toutes les autres données de son téléphone.

Sur son emploi du temps : PASTOR répondait qu'il ne pouvait pas dire à quel moment il aurait pu toucher les armes. Au début, il parle de la mi-décembre puis tout est flou. Au bout de la 5^{ème} audition, il admet qu'il a touché aux armes le 5 janvier 2015. C'est un élément affirmatif et on ne peut pas savoir ce qu'il s'est réellement passé.

Il raconte qu'ils sont allés faire le tour de paris avec AC. Ils sont passés chez la sœur de PASTOR chercher un sac de vêtement qu'il avait laissé, ils sont revenus au véhicule et il dit avoir mis le sac à l'arrière dans le coffre. Quand les policiers lui demandent alors s'il a vu les armes à ce moment il dit qu'il a plutôt mis le sac sur la banquette arrière.

Ils continuent ensuite dans les Hauts-de-Seine et rencontrent W. Prevost.

Ils se rendent ensuite, tous les deux, dans une galerie commerciale dans l'Essonne. Il va acheter du matériel pour évier. Il revient et met le sac dans le coffre, c'est à ce moment-là qu'il voit dans ce coffre, la présence de 4 à 5 sacs de sports. Il ouvre le sac, touche les armes et referme les sacs. Il ne lui pose aucune question. Ils repartent faire un plein d'essence et reprennent la route pour la seine-st-Denis. Le téléphone se trouve éteint à ce moment mais tout indique qu'il serait allé à Epinay-sur-Seine.

L'enquêteur évoque aussi une rencontre le 3 janvier au soir, qui se passe après le tour de AC et POLAT en Belgique. AC aurait fait une halte chez PASTOR. Ce dernier a toujours nié que cette rencontre avait eu lieu. Alors que POLAT l'avait confirmé.

Le 6 janvier AC envoie un message à PASTOR. Il lui répond 10 minutes plus tard. Il avoue que AC est venu mais qu'il a refusé de lui ouvrir. Disant qu'après ce qu'il avait vu la veille, il voulait cesser les relations avec lui.

Le jour suivant : aucun contact téléphonique et aucune rencontre. AC n'a plus contacté PASTOR et lui non plus.

Interrogatoire de PASTOR sur les autres protagonistes :

Sur Mohamed Belhoucine : il dit le connaître furtivement puis des relations se sont nouées par l'intermédiaire de AC et de l'association. Il ne connaissait pas son vrai nom mais seulement son surnom. Il paraîtrait que AC et PASTOR parlaient souvent par l'intermédiaire du portable de MB.

Il reconnaît sa venue au pique-nique et au mariage de AC.

A aucun moment des 4 jours n'est évoquée sa connaissance de RAMDANI alors qu'il le connaissait très bien car ils étaient ensemble à Villepinte. Il a évoqué plusieurs noms mais pas celui-ci. Il était pourtant par exemple présent à son mariage.

Quand il parle de RAMDANI il dit seulement que c'est un garagiste du 95.

Il a déclaré n'avoir aucune dette envers AC. Il a déclaré qu'il n'avait jamais été en possession d'un véhicule ou sinon il avait oublié cette possession. Alors que pourtant il a utilisé le véhicule le jour même. Quand on l'interpelle on ne trouve pas de trace de ce véhicule. Cela interroge car on se demande pourquoi le véhicule est resté entre les mains de PASTOR.

À l'issue de la GAV, il est mis en examen et écroué.

- **Intervention de la Cour**

L'assesseur demande quelles sont les raisons de l'effacement des données du téléphone de PASTOR. L'enquêteur répond que P leur dit le faire régulièrement de manière habituelle. Il a un problème de mémoire sur son téléphone qui explique cela.

L'assesseur demande si PASTOR était équipé d'un ordinateur. Des amies de PASTOR auraient visionné un film sur un ordinateur de PASTOR le 2 janvier. Il dira ensuite qu'il l'a revendu à la sauvette pour 300€. Il aurait été intéressant de connaître le contenu de cet ordinateur selon l'enquêteur. Sa femme avait aussi dit que son mari visionnait des vidéos du djihad via clé USB.

Il parle aussi d'un blouson vert, d'une parka kaki qui n'a jamais été retrouvé et d'une Clio blanche qui n'a pas été retrouvée non plus.

L'assesseur parle du fait que PASTOR avait eu un discours fluctuant sur la journée du 5 janvier. L'enquêteur dit ne pas savoir pourquoi il a fluctué dans son discours de la sorte.

- **Intervention avocats PC**

Question sur le parcours religieux de Pastor : il serait plutôt un pratiquant modéré ? L'enquêteur confirme que oui, selon les éléments.

L'avocate parle pourtant du fait qu'il a utilisé la répudiation pour mettre fin à son mariage. Il y a sûrement une contradiction entre le fait d'être modéré et d'épouser dans le même temps les règles du mariage religieux.

Elle parle ensuite d'une vidéo qui aurait été visionnée par PASTOR, c'est une personne qui traîne des corps derrière une voiture, vidéo assez radicalisée. L'enquêteur pense que c'est possible de confirmer qu'il s'agit bien de cette vidéo.

- **Intervention de l'AG**

Elle dit que PASTOR a été incarcéré de 2010 à 2013 et AC de 2010 à 2014. Ils travaillaient ensemble à la buanderie et cela pendant presque 13 mois. Il dit dans son PV « *on est devenu proche* » en parlant de sa relation avec AC.

Elle dit aussi que sur la vision des armes et l'ouverture du coffre de la voiture par PASTOR, il n'a pas dit les mêmes choses et il y a eu deux temps d'explications.

- **Intervention de la défense**

Intervention de son Conseil :

Elle demande au bout de combien de temps d'audition il parle du fait que c'est AC qui lui a fait rencontrer sa femme ? Elle dit que c'est durant la première audition d'identité. Elle veut dire par là qu'il n'a pas caché les éléments.

S'agissant de la Clio : pendant la GAV il admet avoir conduit plusieurs véhicules appartenant à AC. Il effectuait aussi beaucoup de dépannage sur les véhicules.

Elle continue en demandant au bout de combien de temps il dit avoir touché les armes ? Elle répond en disant qu'il le dit au bout de la deuxième audition. Pour l'avocate cet élément est important.

Elle dit aussi que le 6 janvier il y a eu plusieurs SMS de AC auxquels PASTOR n'a pas tout de suite répondu. Il a même attendu 4h avant de lui répondre. Ce qui veut dire qu'il ne voulait plus avoir affaire à lui après avoir vu les armes.

Elle reparle du fait que c'est important de dire que lors de sa première audition PASTOR dit beaucoup de choses spontanément.

Questions de Me COUTANT PEYRE

Elle se pose une question sur les pratiques religieuses à cette audience, et lui demande, dans quelle catégorie pénale il mettrait la pratique religieuse ? élément intentionnel ou matériel ?

L'enquêteur répond que la pratique religieuse a un intérêt si un acte est commis derrière. Il ne répond pas plus que cela. Il dit qu'il ne sait pas. Il finit « *on va en s'arrêter là alors* ».

Elle demande si du fait de sa fonction de fonctionnaire dans la police criminel, il reçoit des formations sur la religion musulmane et ce qui s'en rattache ? Il dit qu'il n'a pas eu de formation spécifique mais qu'il connaît des notions.

Reprise d'audience à 16h14

Reprise avec la suite de l'audition de Philippe. M.

L'enquêteur dit que si le cas de Pastor peut être pris isolément, celui de MAKLHOUF et RAMDANI ne le peut pas.

Il dit : « *nous avons vu certains points de rencontre notamment dans un garage de Claye-Souilly. Le 27 janvier, nous apprenons que les enquêteurs se sont intéressés à Ramdani dans la mesure où il est connu comme quelqu'un qui avait fréquenté Coulibaly à la maison d'arrêt de Villepinte et qu'il avait aussi assisté au procès de Coulibaly dans le cadre du dossier ATWH". Le 29 janvier 2015, Ramdani rencontre quelqu'un qui sera identifié comme Said Makhoulouf* ».

Le 23 janvier RAMDANI avait été interpellé par un mandat d'arrêt européen par la justice espagnole. Il avait été ensuite écroué.

Le jour même des attentats de L'hyper casher les deux hommes se sont vus et leurs portables ont cessé d'activer à ce moment-même.

Au sujet de RAMDANI dans le cadre de sa GAV : il se disait être un musulman modéré, qui ne fréquentait aucune mosquée, qui ne s'intéressait pas à la situation en Syrie, il se disait opposé à ce qui était arrivé en janvier 2015.

Il disait qu'en prison, AC ne mettait pas la religion en avant, et que ce n'était pas un radical. Il savait que AC était impliqué dans une affaire de terrorisme mais sans plus.

Ils ont interrogé une « compagne », Agnès G : elle prétendait que sa pratique religieuse s'était accentuée pendant son incarcération et qu'il faisait ses prières. Il ne fumait plus et ne buvait plus. Il voulait qu'elle s'intéresse à la religion et elle ne voulait pas. Ils se sont séparés.

Avec AC, ils sont restés en contact téléphonique et à sa sortie de prison ils se sont vu régulièrement. Point de rencontre établi par les téléphonies. Il avait aussi des contacts avec PASTOR.

Il n'était pas présent au mariage d'AC mais était présent au mariage religieux de PASTOR. Il connaissait aussi « Moa » c'est-à-dire Mohammed Belhoucine. Il n'a jamais été présent au pique-nique (alors qu'une des notes de la DGSi dit l'inverse).

Ils n'ont pas pu établir de rencontre physique entre RAMDANI et AC. Ce n'est qu'à partir du 5 janvier qu'il le rencontre. Au début au centre commercial de Rosny 2. AC lui aurait dit vouloir faire la hijra. Il pensait qu'il voulait partir en Malaisie.

Le 6 janvier, ils se voient dans un taxiphone de Clichy-la-Garenne. Il y a une dette de 200 euros suite à une escroquerie de voiture. Le 6 janvier au soir, les deux hommes se sont de nouveau contactés. Le 6 janvier Coulibaly, dans son appartement conspiratif de Gentilly, dit à Ramdani de le rejoindre pour qu'il lui rembourse les 200 euros. Ils se retrouvent vers 21h le 6. Said Makhlouf habite sur le secteur. Ramdani lui envoie un sms mais Makhlouf, ambulancier de profession, n'est pas là à ce moment. C'est la dernière fois qu'ils se voient et qu'ils se contactent.

L'enquêteur explique que la GAV de RAMDANI a été dur. Il a été peu coopératif. Quand ils ont mis en évidence la téléphonie etc, il a reconnu des escroqueries similaires à celles de AC.

Quand ils ont su que les déplacements avaient été fait dans le nord de la France, les enquêteurs se sont intéressés à ceux en lien avec la téléphonie de RAMDANI. RAMDANI finissait pas admettre l'emploi de différentes puces pour les besoins de son business. Il avouait s'être débarrassé de son téléphone le 9 janvier au vu « du massacre » de Coulibaly. Il invitait MAKHLOUF à faire de même.

Interrogatoire sur les autres protagonistes : il disait ne connaître personne d'autres en dehors de PASTOR. Il connaissait Moa mais seulement en photographie. Il ne connaissait pas son nom complet.

Sur les accusations formulées contre lui sur l'assassinat de Romain D : Romain D disait que c'était lui qui lui avait tiré dessus. Les téléphonies permettent de dire que RAMDANI ne se trouvait pas à cet endroit quand ça s'est passé. Il a passé des appels à Agnès G qui a confirmé ces appels. Ce qui incite à présumer que RAMDANI se trouvait chez lui lors de l'agression de Romain D.

Il a été mis en examen et écroué par la suite.

Sur le lien : L'enquêteur de la brigade criminelle dit que son service savait que les armes de Coulibaly venaient du nord de la France. Ramdani a dit qu'il avait fait deux déplacements avec Makhlouf, notamment une fois vers l'aéroport de Charleroi et une autre fois où il aurait accompagné Mr Makhlouf voir des prostituées dans le Nord de la France.

L'ADN de MAKHLOUF a été trouvé sur un taser. RAMDANI n'avait donné aucune explication sur la présence de l'ADN de MAKHLOUF.

Sur son emploi du temps du 7, 8, 9 janvier : Il déclare travailler de 7h à 20h.

Il a vu RAMDANI le 8 janvier puis le 9 janvier où il lui demande de casser sa puce. Il s'est ensuite rendu dans le nord de la France. Il confirme être allé amener Emmanuelle C et RAMDANI à l'aéroport de Charleroi pour un vol en direction de l'Algérie. Il dit avoir été aussi dans le Nord et à Bruxelles pour y voir des prostituées.

Par la suite d'autres éléments arriveront en 2018 qui seront exposées demain par sa collègue car en 2018 il ne travaillait plus.

- **Intervention de l'avocat des PC**

Un avocat veut connaître le chemin fait par le taser : c'est un taser acheté le 27 décembre 2014 par Raumel et Prevost.

- **Intervention de l'AG**

Il parle de Ramdani et sa montée sur Lille : il dit que c'était apparemment pour donner des habits à des détenus, prendre un avion en direction de l'Algérie à l'aéroport de Charleroi et accompagner Saïd Makhlof pour voir des prostituées. L'AG veut savoir si à un moment il parle de faire des escroqueries. L'enquêteur répond que non.

L'avocat général demande aussi pourquoi ils vont à Lille voir des prostituées ? Ça fait un peu loin, il y en a à Paris des prostituées... L'enquêteur de la brigade criminelle à la barre répond qu'il ne croit pas se souvenir qu'ils auraient donné des informations à ce sujet.

- **Intervention de la Défense**

Intervention du Conseil de Ramdani :

Sur le fait que Ramdani n'était pas très coopératif durant l'interrogatoire. Elle précise qu'il a tout simplement fait usage de son droit au silence.

Elle dit également que son client donne beaucoup d'informations de manière spontanée comme par exemple de sa rencontre avec Coulibaly, de Pastor Alwatik. Il le dit alors que les services de polices n'ont pas les résultats ADN et les empreintes de RAMDANI à ce moment-là. Pour l'avocate de RAMDANI c'est important car cela veut dire que ses déclarations corroborent avec les faits. C'est important car ce sont des éléments à charge depuis 5 ans.

L'enquêteur, sur la coopération de RAMDANI répond qu'il y a une différence entre les écrits et ce qu'il se passe réellement pendant des auditions.

Elle demande ensuite à l'enquêteur de la brigade criminelle pourquoi en février 2015 le Canard enchaîné a pu avoir toutes ces infos avant tout le monde au sujet de son client. Le Canard enchaîné titrait un article "Un complice de Coulibaly épris d'une gendarme". Cela a engendré un Sept à Huit sur TF1", note l'avocate. La gendarme a été révoquée quelque mois plus tard.

Intervention de Me Saint-Palais :

Il dit que l'enquêteur a dressé un PV sur Ramdani avant de le placer en garde à vue et de l'interroger. Il demande Quels étaient les éléments transmis par la préfecture de police à ce moment-là ?

L'enquêteur dit qu'il y a la rencontre du 9 janvier, les échanges avec la gendarme (citée dans le Canard)

L'avocat répond qu'ils ont eu les éléments sur Ramdani via des éléments transmis par la préfecture de police et des renseignements transmis après qu'il a été arrêté dans le cadre d'un trafic de stupéfiants et de trafics d'armes.

L'enquêteur répond que oui il y avait un mandat d'arrêt européen à son encontre mais il s'est avéré par la suite qu'il y avait une usurpation d'identité.

Intervention de l'avocat de Makloul : il a dit qu'il avait rencontré AC deux fois. Il demande si au cours de sa GAV il a été constant sur ses déclarations ? sur le dépannage ?

L'enquêteur répond qu'au début il était évident qu'il ait identifié Coulibaly mais qu'après il a émis des doutes. Ensuite il dira qu'il ne l'a vu qu'au restaurant chinois. Il y a une évolution dans ces déclarations. Il n'était plus sûr de l'avoir vu.

L'avocat fait remarquer que dans le dossier, aucune question n'est posée à Makhloul sur la radicalité de Coulibaly alors qu'il est mis en examen sur ce point.

Pour certaines infirmations, l'enquêteur dit qu'il ne se souvient pas de tout car la SDAT a géré la GAV de certains dont Prevost et Raumel. Il dit qu'il donne les informations de souvenirs.

L'avocate de RAMDANI parle d'un PV écrit par l'enquêteur. Il est écrit « *Il est connu pour sa proximité avec AC et bouchnak* ». Il y a ensuite la note déclassifiée. Dans cette note il n'est jamais fait mention d'un rapprochement avec AC et d'ailleurs avec personnes d'autres. Elle se demande comment cela s'est-il passé ? pourquoi un tel changement ?

Il dit qu'il ne peut pas répondre car il n'est pas compétent sur cette interrogation. L'avocate évoque donc une information erronée entre ce premier PV et l'autre.

Elle dit qu'elle a l'impression qu'on a balancé pleins d'informations sur RAMDANI qui a porté peu de sympathie sur ce dernier. L'enquêteur répond « *détrompez-vous !* ». L'avocate renchérit « *ah oui il est sympa finalement c'est ça* ».

JOUR 21 - MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020

L'audience commence par l'audition d'une enquêtrice, qui sera entendue sur le « volet lillois », et parlera donc de l'enquête qu'elle a effectué sur le volet armes et le matériel retrouvé soit à l'Hypercacher ou au le logement de Gentilly, loué par Amedy Coulibaly.

L'enquêtrice est citée en qualité de témoin, et dépose sous son numéro de matricule.

Le président rappelle qu'au niveau des armes utilisées par les frères Kouachi dans les locaux de Charlie Hebdo, ils étaient porteurs de deux fusils d'assaut et de deux pistolets semi-automatiques et d'un lance-roquette. Des investigations ont été faites sur ces armes pour retracer leur parcours. Le président se réfère à l'ordonnance de mise en accusation, qui mentionne que ces armes proviennent d'ex-Yougoslavie et qu'elles ne sont pas traçables ; qu'il n'y avait aucun rapprochement des armes utilisées par les Kouachi avec le fichier cible permettant de comparer les éléments de tirs avec d'autres affaires criminelles. Les Kouachi avaient aussi en leur possession un lance-roquette qui contenait une roquette, non traçable ; ce qui ne permettait pas de déterminer qui l'avait fourni.

Il n'y a donc aucun renseignement précis sur la fourniture des armes.

Pour Amedy Coulibaly, les choses sont différentes, les services d'enquêtes ont pu remonter l'origine et la traçabilité.

C'est cela dont le témoin va nous parler.

A l'Hypercacher, on a retrouvé deux fusils d'assaut, des kalachnikovs d'origine tchécoslovaques et deux pistolets automatiques.

A Gentilly, ont été retrouvés 4 autres PSA Tokarev ainsi qu'un revolver.

Ces armes à l'Hypercacher, notamment les deux fusils d'assaut, ont assassiné 3 des victimes. Le pistolet semi-automatique tuant M. Attab (le même qui a blessé gravement Romain D.)

Grace aux numéros de série et de la coopération internationale, les enquêteurs ont pu remonter une compagnie slovaque qui revendait de armes transformées par une autre firme qui apposait un poinçon sur chaque arme.

(Inaudible)

Une transformation implique qu'on puisse remettre des armes en état.

Le site internet que tenait la société permettait cette vente d'armes facilement : suffisait de se les faire parvenir par voie postale, malgré le caractère illégal de cette transformation et de son importation en France.

Les enquêteurs apprenaient que l'un des fusils d'assaut commandé par un Patrick L. en janvier 2014 avait été livré dans les 2 semaines.

Tout le reste a été vendu à une société française basée dans le nord qui est tenue par Aurore J. implique le 2^{ème} fusil assaut et les 6 PSA. Cette entreprise disposait d'un site internet vendant du matériel paramilitaire et de paintball, qui n'avait rien à voir avec la vente d'arme.

Le compagnon d'Aurore J, Claude Hermant, faisait l'objet d'une enquête de Lille pour trafic d'armes. Cette enquête avait débuté au premier trimestre 2014.

On avait retrouvé son ADN lors d'une perquisition sur une arme commandée par Patrick L. à AFG Security, une société slovaque.

Toute l'enquête aura été versée.

Ces investigations ont été alimentées par deux témoignages en été 2014, deux personnes, nommées Antoine et (?) qui accusaient Claude Hermant de s'adonner à un trafic d'armes qu'il se procurait auprès d'un pourvoyeur belge, qu'il les remettait en état dans son atelier du nord, et avait pour principal client un certain Samir (qui sera identifié comme étant Samir Ladjali).

Éléments pour faciliter la lecture :

Samir Ladjali aurait dû être entendu demain en tant que témoin mais il ne le sera pas, faute d'avoir pu être localisé à ce jour.

Aussi, Samir Ladjali a été mis en examen dans ce dossier. En fin d'instruction, il a bénéficié d'un non-lieu, l'instruction n'ayant pas permis d'établir un lien direct entre lui et Amedy Coulibaly.

Autre information : Claude Hermant, ex-indic des gendarmes et des douanes de Lille, a été condamné à 8 ans de prison en appel (en première instance, sa peine avait été de 7 ans, elle a donc été alourdie) et 30 000 euros d'amende pour trafic d'armes en bande organisée dans le cadre de la procédure relative au « volet lillois ». Il sera entendu comme témoin dans le cadre de ce dossier.

Antoine et Claude Hermant avaient travaillé ensemble pendant quelques mois et après leur collaboration s'est arrêtée brutalement. Claude Hermant lui avait montré des armes dans sa friterie.

Un dispositif de surveillance a été monté au sein de cette friterie et les enquêteurs ont observé une prise de contact entre Samir Ladjali avec Claude Hermant.

En janvier 2015, Claude Hermant est interpellé par les douanes de Lille et Samir Ladjali également.

Des perquisitions suivront dans plusieurs endroits et apporteront des éléments intéressants : beaucoup de munitions compatibles avec les armes utilisées par Coulibaly à l'Hypercacher, la balistique dira que certaines munitions à Lille chez Claude Hermant et à l'Hypercacher ont le même marquage. Également des munitions pour revolver. Ainsi que matériel d'outillage

Antoine D. dira la méthode de Claude Hermant pour mettre les armes en état : sera établi que l'outillage était compatible avec la transformation opérée avec les armes retrouvées sur la scène de crime.

Désignaient que leur seul client était Samir Ladjali

Claude Hermant dira qu'il a acheté ces armes, qu'il ne remilitarisait pas, ils les revendaient en l'état à ce Samir Ladjali, son unique client.

Il tiendra cette version tout au long de l'instruction sur les attentats de janvier 2015 : Samir Ladjali lui a été présenté par un jeune, s'entendaient pour se faire livrer les armes sur un parking décathlon ; et à aucun moment il ne lui a vendu de munitions.

Échanges de mails avaient pu être déclassifiés et il s'avérait que sur toute une année, aucune mention de trafic d'armes ni de Samir Ladjali.

Samir Ladjali et Anthony L, observés à la friterie, étaient placés en GAV.

Était entendu Patrick L., l'acheteur de l'un des fusils d'assaut retrouvé à Hypercacher.

Patrick L. maintient la même version : il s'adonnait au trafic d'armes puis en juillet 2013, il avait monté un catalogue sur un site internet, il achetait à AFG Security et il revendait ces armes avec une plus-value. Il fera la connaissance de Claude Hermant par ce biais.

Il dira que tout finit en janvier 2014 quand Claude Hermant lui demande d'être son seul client et que c'est pour ses activités de survivaliste.

Il y a aura entre 10 et 15 rencontres entre Claude Hermant et Samir Ladjali auxquelles Aurore J, compagne de Claude Hermant avait participé.

Patrick L. ne revendait pas les armes remilitarisées mais qu'il avait le mode d'emploi si les acheteurs voulaient remettre les armes en état de fonctionner.

En mai 2014, Patrick L. fait l'objet d'investigations par les belges et prévient Claude Hermant et cessent tous deux leurs activités. IL admettra avoir revendu entre 80 et 100 armes à Claude Hermant entre fin 2013 et 2014.

Antoine ? constate que le trafic de Claude Hermant s'était élevé avec l'apparition de ce Samir à la friterie.

Selon Samir Ladjali, si Claude Hermant le deocnait c'est parce qu'il avait escroqué 40 000 euros, puisque Claude Hermant lui aurait confié pour l'achat de cocaïne.

Samir Ladjali étant mécontent de négociation, gardait cette somme en voyages et le règlement de ces dettes.

Les deux hommes changent de version dans lesquels des fichiers sont retrouvés dont des BZ58 prises au domicile de Samir Ladjali.

Samir défend son ami et complice en disant que ces photos ont été prises chez lui à sa demande, vu que Claude Hermant lui avait remis ces armes en lui demandant de les revendre. Il aurait accepté de prendre en charge ces armes, les aurait prises en photos pour montrer à Claude Hermant mais il disait à Claude Hermant qu'il n'arrivait pas à le faire.

Claude Hermant disait que ces échanges se passaient sur un parking.

Samir Ladjali ne s'est jamais exprimé sur le fait que Claude Hermant lui trouve 40 000 euros de cocaïne et des acheteurs d'armes.

Il y a un autre témoignage incriminant Samir Ladjali, par un certain Christophe D.

Christophe D. est arrêté en avril 2015 par les douanes tchèques en possession d'armes achetées à AFG : en juin 2016, il sort de prison, il est entendu par la PJ de Lille. Il parle alors de Claude Hermant.

Il dit avoir lui aussi travaillé à la friagerie et que Claude Hermant lui avait indiqué avoir besoin de lui pour rabattre un trafiquant car il (Claude Hermant) agissait en couverture pour les gendarmes.

Christophe D. est un toxicomane et un délinquant notoire et il va faire savoir sur le Boulevard de Metz à Lille qu'on cherche des armes. Il sera présenté à Samir Ladjali qu'il va trouver sérieux, et qu'il va présenter à Claude Hermant.

Selon Christophe D, Samir Ladjali n'avait pas de stocks.

Christophe D. travaillait à la friagerie, et était remonté contre Claude Hermant qui lui faisait croire qu'il avait arrêté le trafic, c'est en rencontrant Antoine qu'il apprend que ce trafic continue et que Claude Hermant se fait beaucoup d'argent. Antoine lui montre les armes dans la chambre froide.

Christophe D. ajoutera que Antoine et Sébastien s'étaient plaint de Claude Hermant car c'est eux qui remilitarisaient les armes et ils considéraient qu'ils n'étaient pas assez payés pour ce qu'ils faisaient. C'est Christophe D. qui incitera les deux hommes à témoigner contre Claude Hermant.

Christophe D. n'assistera pas aux échanges d'armes ni d'argent.

La SDAT va placer en garde à vue beaucoup de personnes en avril 2017 de l'entourage de Claude Hermant, qui aura dénoncé d'autres individus mais écartés de l'enquête et de Samir Ladjali et de Anthony.

Tous les témoignages concordent pour désigner Samir Ladjali comme étant l'unique acheteur de Claude Hermant et que c'est ce dernier qui remilitarisait et qui revendait les armes à Samir Ladjali.

Si le lien entre Claude Hermant et Samir Ladjali est établi, il leur manquait des éléments pour lier Samir Ladjali avec Amedy Coulibaly.

Faute d'éléments, ils avaient juste des soupçons sur des déplacements roubaisiens, Amar Ramdani et Saïd Makhoulf : les deux personnes dont on connaît la proximité respectivement pour leur amitié avec Coulibaly et Samir Ladjali avec Amar Ramdani.

Amar Ramdani et Saïd Makhoulf avaient monté des escroqueries à l'achat de voitures avec des fausses identités et des faux comptes. La SDAT travaille sur cet aspect et la téléphonie met en exergue des déplacements dans le nord, ce qui n'est pas de l'habitude de Amar Ramdani et Saïd Makhoulf dans leurs schémas d'escroquerie.

Leurs déplacements étaient essentiellement sur Lille et Roubaix : il y a eu au moins 6 déplacements à Lille et à Roubaix, d'octobre à décembre 2014. Une journée en particulier, le 20 décembre retient l'attention : Samir Ladjali va couper son tel personnel qu'il ne va rouvrir que le dimanche mais c'est l'amie de sa femme qui déplacera des cellules à Ivry sur seine, à Gentilly.

La ligne de Salah D. (épouse de Samir Ladjali) déclenchera aux mêmes heures et mêmes endroits qu'Amar Ramdani.

Samir Ladjali dira qu'il a laissé son tel chez lui et qu'il est parti avec sa femme et ses enfants à Paris 19^{ème}.

Cette proximité entre Samir Ladjali et Amar Ramdani posait beaucoup de questions.

Ensuite, il y a la découverte d'un ADN à l'intérieur des armes retrouvées sur l'Hypercacher et Gentilly : cet ADN sera retrouvé dans la partie inférieure de la crosse d'un des fusils d'assaut à Gentilly. Ce sera l'ADN d'Amel B., la nièce de Samir Ladjali. La mère de Amel était une certaine Joanne.

Amel B. sera placée en garde à vue. Des enquêtes qui seront menées sur elles, il n'y aura aucun signe de radicalité ni de profil pouvant associer à un trafic d'armes.

Salah D., épouse de Samir Ladjali, sera placée en garde à vue.

Samir Ladjali admettra qu'il utilisait parfois le téléphone de sa femme pour donner des coups de téléphone. Salah D. dira qu'elle n'était pas au courant d'un quelconque trafic et que son mari n'a rien fait.

Amel B. : ses interrogatoires feront avancer le dossier. Elle a été en présence de cette arme pendant l'été 2014, qu'elle a vu au domicile de ses parents. Elle a déclaré que cette arme était amenée par son jeune frère, Souleymane, qui avait manipulé l'arme devant elle, et elle l'avait manipulé à son tour.

Elle dira que son frère connaissait son oncle, qu'ils avaient des relations normales. Elle expliquait que Samir Ladjali ne lui parlait plus depuis 10 ans suite à une brouille entre Samir Ladjali et Joanne, sa mère.

Amel B. déclarait ne pas savoir d'où cette arme venait.

Quand Samir Ladjali sera interrogé sur la présence de sa nièce, il ne l'expliquera pas et dira qu'il ne veut plus entendre parler de cette famille.

Amel B. n'était pas poursuivie.

Pour Souleymane B., il sera délivré un mandat de recherche, qui sera exécuté quand il y aura une arrestation par la police de Roubaix pour une affaire de droit commun. Il sera placé en

garde à vue par la SDAT. C'est compliqué de communiquer avec lui. C'est un jeune roubaisien qui parle beaucoup mais qui met du temps à admettre qu'il avait amené cette arme. Il apportera plusieurs versions, la dernière étant où il dira qu'il a obtenu l'arme de la part d'un certain Gégé, qu'il avait dû la rendre à « Gégé » faute de pouvoir la payer, et qu'il avait assisté à un échange entre ce « Gégé » et deux parisiens de type nord-africain. Il verra « Gégé » remettre les armes à ces parisiens.

Là aussi, le service était interpellé par cette version. Il apportera un élément important sur une Mégane grise immatriculée dans le 94. Saïd Makhoulf avait lui aussi été observé conduisant une Mégane grise du 94.

Souleymane B. est placé en mandat de dépôt.

Une lettre anonyme parviendra au juge d'instruction en décembre 2017 qui contient les mentions suivantes : « *Hypercacher, Mohamed Amin Farès* » : aucune trace ADN ne pouvant être relevé sur ce courrier.

Mohamed Amin Farès est domicilié à Roubaix et purgeait une peine de prison dans le nord pour trafic de stupéfiants dans laquelle son frère était impliqué.

Mohamed Amin Farès était l'ancien compagnon de Saina B, qui est donc la sœur d'Amel B. et de Souleymane B. et donc la nièce de Samir Ladjali.

Mohamed Amin Farès est le fils de Ali Farès, qui est à la tête des ambulances du sud parisien, qui étaient aussi les employeurs de Saïd Makhoulf.

Mohamed Amin Farès et Saina B. avaient été hébergés en 2012 par la sœur de Mohamed Amin Farès, et par son compagnon, Steven Van, qui avait été entendu par la SDAT dès 2015 car Steven était un ami de Saïd Makhoulf.

Steven était écarté du dossier.

La téléphonie montrera que 11 octobre 2014, Saïd Makhoulf donne un coup de fil et joint une ligne au nom de Roxanne. Cette Roxanne est la compagne d'Abderrahmane Farès, frère de Mohamed Amin Farès, frère de l'employeur de Saïd Makhoulf.

Une clio blanche au nom de Sania B., était flashée en novembre 2014 dans le sens Paris-Lille.

La téléphonie de Saïd Makhoulf et d'Amar Ramdani révélera que les deux hommes sont allés Boulevard de Metz à Lille avant d'aller sur Roubaix, mais ce n'est pas le chemin le plus court.

Saïd Makhoulf et Amar Ramdani déclenchaient des cellules à proximité du Boulevard de Metz.

Les cellules déclenchées à Roubaix seront des cellules qui sont à proximité de Sania B. quelle partageait avec Mohamed Amin Farès.

Il était procédé à la garde à vue de Mohamed Amin Farès, de Sania B., d'Aberraman, de Roxanne et de Steven.

Ce sont les déclarations de Steven et Sania B. qui feront avancer le dossier.

Steven était un ami de Saïd Makhoulf, un jeune en difficulté, qui lui avait demandé d'être ambulancier. Steven l'avait coopté dans les ambulances Farès. En 2014, Saïd Makhoulf était venu voir Steven pour savoir s'il connaît quelqu'un qui pouvait amener des vêtements à un détenu. C'est Mohamed Amin Farès qui donnera les vêtements en question.

Steven se marie à Sania B. en septembre 2014, où il invite Mohamed Amin Farès et Saïd Makhoulf.

Steven et Sania iront souvent dans le Nord, et Steven constatera la proximité entre Souleymane et Mohamed Amin Farès. Il dira que lorsqu'il dormait chez Mohamed Amin Farès, Souleymane venait squatter dans l'appartement.

Mohamed Amin Farès connaît bien Saïd Makhoulf et est proche de Souleymane.

Steven dira que Mohamed Amin Farès aura été le voir avec Souleymane lui rendre visite.

Sur les déclarations de Sania B. : elle était très mécontente d'être placée en garde à vue, et confirmera la proximité entre Mohamed Amin Farès et Souleymane et confirmera que

Mohamed Amin Farès avait été en affaire pour des armes avec des parisiens dont un certain Saïd.

Sur le comportement de Mohamed Amin Farès en garde à vue : il feint connaître Souleymane, et nie connaître Saïd Makhlouf.

Mais il finit par dire à la question sur la provenance des armes de Coulibaly : elle est passée de Christophe D. à un gars du 91. Il explique une histoire où il avait un ami dans le cadre d'un trafic de stupéfiants qui vient du 91, qui lui a demandé s'il pouvait avoir un AK 47, que c'est par l'intermédiaire de Christophe D. qui l'aurait eu. Mohamed Amin Farès l'aurait confié à un jeune et ensuite un Alex du 91.

Ces déclarations seront complètement fausses, selon les aveux de Mohamed Fares qui aura avoué mentir à cette occasion.

La SDAT se demande s'il n'a pas peur qu'on retrouve son ADN sur un des fusils d'assaut.

Confronté aux auditions de Sania B. qui évoque sa proximité avec Souleymane, et celles de Steven sur sa proximité avec Saïd Makhlouf, il finira par admettre qu'il connaît Saïd Makhlouf et Amar Ramdani.

Sur Saïd Makhlouf et Amar, il admettra les avoir rencontrés. Admettra les avoir reçus dans son appartement mais il dira qu'il n'a jamais été questions d'armes, qu'il s'agissait de stupéfiants, d'un trafic qui n'a même pas vu le jour.

Dira qu'il ne connaît pas vraiment Samir, qu'il ne connaissait pas Claude Hermant. Il nie avoir vendu une arme à quiconque.

Quand Souleymane apprend que Mohamed Amin Farès est impliqué, il dira qu'il a travaillé en tant que guetteur pour Mohamed Amin Farès et dira qu'il était en business d'armes avec des parisiens qu'il n'aura pas vus.

Silence d'Amar Ramdani et de Saïd Makhlouf pendant les 3 ans d'instruction sur leurs déplacements, ils ne se sont jamais exprimés là-dessus. Ils disaient que c'était dans le cadre de leurs escroqueries. Amar Ramdani ira jusqu'à dire que Saïd Makhlouf allait voir des prostituées. Mais ils ne donneront aucun élément sur ces déplacements.

Quand Mohamed Amin Farès est identifié, Saïd Makhlouf refusera de s'exprimer sur ce sujet.

A ce point des investigations, les enquêteurs émettent l'hypothèse que Claude Hermant, qui a acheté des armes à Patrick L et a AFG, sur les 173 armes entre juillet et décembre 2014, 8 de ces armes vont être retrouvées à l'Hypercacher et à Gentilly. Les enquêteurs pensent que Claude Hermant a revendu ces armes à Samir Ladjali.

Le lien entre Samir Ladjali et Mohamed Amin Farès demandait à être établi. Les enquêteurs s'appuient sur la téléphonie pour émettre l'hypothèse que Samir Ladjali et Mohamed Amin Farès étaient en affaire dans le cadre du trafic d'armes.

Les enquêteurs ne peuvent pas confirmer les liens entre Mohamed Amin Farès et Samir Ladjali.

En partant du postulat que Samir Ladjali ne supportait pas que sa femme ou ses proches aient des liens avec Joanne et ses enfants, les enquêteurs constateront pourtant 4 tentatives d'appels depuis la ligne de Samir vers la ligne de Saina B.

La ligne de Samir Ladjali sera localisée à Vitry-sur-Seine, lieu de domiciliation des ambulances Farès. Il expliquera qu'il est hors de question qu'il ait appelé Saina B. et qu'il voulait simplement aller manger dans un restaurant du 94 pour rencontrer des amis, dont il ne donnera pas le nom.

Ce seront des questions restées sans réponse.

Cette téléphonie du 30 mars peut orienter les enquêteurs sur les liens qui manquent entre Samir Ladjali et Mohamed Amin Farès.

Mohamed Amin Farès donnait Amar et ? c'est sûrement lui qui leur aura vendu les deux fusils d'assaut let les 6 PSA en état de fonctionner, qu'ils seront ensuite en possession de Coulibaly.

Le témoin ajoute « *Quel que soit le rôle et le cheminement de ces armes, on s'expose à ce que les armes soient utilisées.* »

Le président remarque que c'est une affaire complexe avec des noms qui reviennent.

Au départ, les armes qui nous intéressent sur Coulibaly, ce sont 8 armes qui proviennent d'un lot d'armes qui sont d'origine slovaque et qui sont vendues via internet à diverses personnes, dont Patrick Halluent qui va acheter des armes à cette société, des armes qui sont démilitarisées en vente libre en Slovaquie mais pas en France.

En parallèle, on a une société « Seth Outdoor » légalement gérée par Aurore J, et son compagnon Claude Hermant.

Parmi les armes utilisées ou en possession de Coulibaly, excepté le revolver Nagant, les fusils d'assaut et les PSA viennent tous de cette société.

Claude Hermant et Patrick Halluent qui se connaissent tous deux et achètent les armes.

Le président note que ces armes font partie d'un lot beaucoup plus important. Ça fera l'objet d'une instruction à Lille sur ce trafic d'armes. Ils vont être condamnés dans le cadre de ce trafic d'armes dans cette affaire lilloise par un jugement de 2017, avec notamment Anthony L., Aurore J., compagne de Claude Hermant.

Concernant ces armes, ces gens ont été entendus sur 8 armes vendues par eux, on se demande quel est le lien entre eux et Coulibaly. L'enquête détermine que Claude Hermant reconnaît la vente d'armes essentiellement à un acheteur, Samir. Étant précisé que Samir, délinquant connu, achète ces armes et fournit à qui veut, il le dit lui-même, que c'était pour des braquages, etc. Le président demande si Samir Ladjali reconnaît cela.

Le témoin dit que non, Samir Ladjali nie avoir acheté des armes à Claude Hermant et les avoir revendues. Samir Ladjali va dire qu'il les a eus, qu'il en a eu quelques-unes en main que Claude Hermant lui confiait et, et que Claude Hermant les reprenait et lui en reconfiait d'autres.

Le témoin précise qu'il n'y a pas de lien entre Samir Ladjali et Mohamed Amin Farès excepté cette téléphonie du 30 mars.

Samir Ladjali est mis en examen dans ce dossier mais va bénéficier d'un non-lieu.

Le président revient sur le fait que l'ADN d'Amel B. est retrouvé sur le Tokarev (nièce de Samir Ladjali) qui se retrouve dans les mains d'Amel B. et dont on sait que ça a été apporté par Souleymane. Il va être interrogé là-dessus.

Le témoin explique que la position de Souleymane sur la possession de cette arme est compliquée, il change de nombreuses fois de versions. C'est quand Mohamed Amin Farès sera identifié que Souleymane dira que c'est par Mohamed Amin Farès qu'il aura obtenu cette arme. Il met donc en cause Mohamed Amin Farès.

Le président note que Souleymane à l'époque n'est plus mineur quand il est entendu mais il était mineur au moment des faits. Dans ce dossier, il va donc être mis en examen mais compte tenu de la minorité, il fera l'objet d'une ordonnance de disjonction.

Patrick Halluent, Claude Hermant, Christophe D. seront condamnés pour trafic d'armes.

Le témoin précise qu'aucun lien direct n'a été établi entre Patrick Halluent, Claude Hermant, Christophe D. et Coulibaly.

Elle précise, après une remarque du président que le lien entre ces protagonistes ne peut se faire que par des intermédiaires successifs.

Donc ces personnes qui ne connaissaient pas Coulibaly et ayant fait un trafic d'armes sur Lille, peut-on dire si Patrick Halluent ou Claude Hermant ont eu contact direct avec Amar Ramdani ou Saïd Makhlouf ?

Le témoin répond que non, et précise que Claude Hermant et Patrick Halluent n'ont pas eu de lien direct avec Mohamed Amin Farès.

Le témoin précise également ne pas connaître le sort réservé de Souleymane à ce jour, à la suite de la disjonction dont il a fait l'objet.

Il y a eu un appel de la décision de Lille en 2017, certains ont fait appel et la décision est intervenue en février 2019, qui on confirme la culpabilité des 4 appelants.

Assesseur observe : Dans ce jugement, le nom de Fares et de B. n'apparaît pas, ni dans les notes d'audiences.

Le témoin répond que Mohamed Amin Farès sera identifié tard dans les attentats de janvier, à savoir en décembre 2017, et que le procès de première instance sur le volet lillois s'était déjà tenu.

- **Questions des parties civiles**

Avocate partie civile :

Revient sur les 6 déplacements de Ramdani et Saïd Makhoulf dans le Nord de la France et à Roubaix notamment. Elle les énumère :

- 11 octobre,
- 19 octobre,
- 8 novembre,
- 26 novembre,
- 6 décembre : la téléphonie révélera que lors de ce déplacement d'Amar Ramdani et Saïd Makhoulf, la ligne de Ramdani contactera Amedy Coulibaly trois fois.
- le 20 décembre, pour lequel uniquement Saïd Makhoulf a été localisé.

Le témoin précise ne pas avoir souvenir de cette téléphonie et précise que cette information pourra vous être confirmée par sa collègue de la brigade criminelle (qui va être auditionnée après elle), au sujet des liaisons entre Amar Ramdani et Amedy Coulibaly.

Autre avocate partie civile, Me Maktouf :

Me Maktouf souhaite que le témoin explique une affirmation concernant les relations entre Souleymane B., rappelant qu'il s'agit du petit frère de l'ex-compagne de Mohamed Amin Farès et qu'il a été dit que toute relation, lors de l'interrogatoire de sa sœur, Amel B., avait été exclue entre Mohamed Amin Farès et Souleymane. Or, dans ce même PV, D 12022, on n'exclue pas cette proximité : la sœur disait qu'ils leur arrivaient de parler devant la porte. L'ex-compagne de Mohamed Amin Farès parlait de lui en étant quelqu'un de très violent. L'avocate demande s'ils n'auraient pas voulu cacher cette proximité.

Le témoin pense que l'avocate fait une confusion entre Samir et Souleymane et Mohamed, qui est avéré par plusieurs témoins.

L'avocate précise qu'elle parle bien de la relation entre Souleymane et Mohamed Amin Farès

Le témoin explique que plusieurs témoignages montrent qu'ils se connaissent et s'apprécient : ce sera confirmé par Steven et « Guizmo », qui sera aussi entendu et qui confirmera la proximité de Mohamed Amin Farès et Souleymane.

- **Questions Avocat général :**

L'avocat général informe qu'à la p.270 du réquisitoire définitif, un arbre généalogique de la famille B. a été fait.

L'avocat général précise aussi que Patrick Halluent est mis en examen et attrait à une procédure belge concernant ce trafic d'arme et cette procédure est toujours en cours.

Concernant Souleymane B., la procédure devant le tribunal pour enfants de Lille est toujours en cours.

Avocat général souhaite poser une question : c'est intéressant de voir ces armes, qui proviennent de la société slovaque puis à Seth Outdoor, elles ne sont pas arrivées sur le sol français en même temps. Ces armes ont fait objet de plusieurs commandes avec des livraisons différées dans le temps.

Le témoin confirme. Ces dates corroborent avec les dates de collaboration entre Claude Hermant et Patrick L, sachant qu'un des fusils automatiques de l'Hypercacher a été commandé au mois de janvier 2014 et livré fin janvier 2014. Quand Patrick L. est interrogé là-dessus, il dit que c'est probablement à Claude Hermant qu'il aura vendu, sachant que la remise d'armes entre les deux se faisaient de main à main.

Donc ça c'est pour le premier fusil d'assaut.

Leur collaboration s'arrête en mai 2014.

Le second fusil d'assaut est commandé le 5 septembre et livré fin septembre.

Quatre des PSA vont être commandés le 13 novembre et seront remis au transporteur le 25 novembre, donc livrés début décembre 2014.

Pour les deux autres PSA, ils sont sans doute livrés fin juillet /début août 2014.

Ces dates sont cohérentes avec les déclarations et les éléments recueillis à l'époque.

Avocate générale : oui en effet, on s'en doute parce qu'il n'y a pas de date de réception par la société Seth Outdoor. En revanche, on a une estimation de leurs dates de livraison. Et on voit qu'il y a des livraisons successives.

La première estimation (estimation du transporteur GLS) de livraison d'armes est une estimation aux alentours du 28 juillet jusqu'au 4 août 2014, une autre le 23 septembre 2014, et un lot arrivé entre le 1^{er} et le 4 décembre.

- **Questions Avocats de la défense**

Avocate d'Amar Ramdani, avec son confrère St Palais : *« Vous avez indiqué que Claude Hermant avait indiqué qu'il avait livré des armes uniquement à Samir Ladjali »*

Le témoin confirme.

L'avocate demande au témoin de confirmer que Claude Hermant indique n'avoir jamais livré d'armes à d'autres personnes.

Le témoin confirme.

L'avocate revient sur des déclarations de Claude Hermant, qui disent pourtant qu'il a toujours dit qu'il avait donné une trentaine d'armes à Samir Ladjali mais aussi une quarantaine d'armes à Sébastien L.

Le témoin dit que oui c'est vrai, que c'est un raccourci, que c'est une omission, qu'elle ne l'ait pas mentionné. On a compris que Claude Hermant essayait de reporter la responsabilité sur d'autres personnes, dont Antoine d. et Sébastien L, qui a été écarté.

L'avocate demande si l'enquête lilloise a démontré que Claude Hermant aurait pu vendre des armes à d'autres personnes et demande qui sont les « parisiens » dans le volet lillois.

Le témoin dit qu'ils ne sont pas identifiés.

(inaudible)

L'avocate s'offusque et pense que le témoin fausse le débat.

Témoin explique que le service ne s'est pas intéressé au trafic d'armes lillois, qu'elle n'a pas voulu encombrer la cour d'investigations parlant que Sébastien L. pouvait être le revendeur des armes à Coulibaly. Même si Claude Hermant a menti sur le fait que Samir Ladjali était son seul acheteur, on ne peut pas nier que Mohamed Amin Farès apparaît et qu'il connaît son client, Amar Ramdani.

Elle précise que de toute façon les armes qui nous intéressent ont été achetées par Claude Hermant. Donc les investigations se sont uniquement consacrées à ces 8 armes et pas plus en avant sur les armes trafiquées par Claude Hermant précédemment.

Avocate d'Amar Ramdani évoque le fait que Christophe D. indique qu'il a reconnu Samir Ladjali quand on lui a présenté les photos.

Le témoin dit que non, Claude Hermant et Christophe D. sont des délinquants de droit commun, qui connaissent la machine judiciaire. Ce sont des « gros morceaux en matière de droit commun ». Christophe D. finira pas dire qu'il ne se souvient pas avoir vu Samir Ladjali.

L'avocate note que Samir Ladjali a été condamné pour association de malfaiteurs pour acquisition d'armes mais pas pour possession d'armes.

Le témoin dit que ce n'est pas étonnant, aucun des témoins sur Samir n'ont assisté à des transactions. Elle précise qu'elle n'a pas pu établir un lien entre toutes ces armes et Samir Ladjali.

L'avocate revient sur la téléphonie du 20 décembre. M. Amar Ramdani, dans l'après-midi, est à Garges-Lès-Gonesse. Et ensuite il y a un bornage d'Amar Ramdani à 21h37 Boulevard

Macdonald à Paris. Cette borne est située en bordure de périphérie. A 22h16, il est localisé à Aubervilliers, puis a 23h03, il borne à Pantin. Et la, il va border 19 fois à Pantin, dont un a 23h16 ou il borne encore Boulevard Macdonald et a 23h17, il reborne 16 fois d'affilée à Pantin.

L'avocate demande s'il peut s'agir d'un saut de borne.

Réponse du témoin : « *on peut tout supposer* ».

L'avocate dit que ça n'a pas échappé au juge d'instruction que cette téléphonie était insuffisante pour confronter Samir Ladjali à une implication dans le présent dossier.

L'avocate demande au témoin depuis quand Amar Ramdani faisait des escroqueries, ce à quoi le témoin répond qu'il faudra demander à sa collègue qui sera auditionnée après elle.

L'avocate fait référence au fait que le témoin ait dit que les déplacements a Lille « n'étaient pas dans leurs habitudes d'escroquerie ». Elle demande quelles étaient leurs habitudes d'escroquerie, notamment à Compiègne.

Le témoin répond que pour les déplacements dans le nord, c'est qu'il n'y a pas d'explications. Amar Ramdani et Said Maklouf n'ont jamais donné de précision pour qu'on puisse corroborer les déplacements.

L'avocate demande si les raisons des déplacements et escroqueries effectués par eux à Nantes, Reims, Compiègne, sont vérifiables.

Le témoin renvoie la encore à sa collègue pour réponse.

Avocat de M. Said Maklouf demande depuis quand le service d'enquête savait que les armes de l'Hypercacher et au domicile de Gentilly étaient passés par Claude Hermant.

Le témoin dit qu'ils l'ont su très rapidement, en janvier 2015.

L'avocat confirme, et se demande pourquoi le service d'enquête du témoin a attendu si longtemps pour interroger les personnes impliquées, soit deux ans après les faits.

Le témoin affirme qu'il y a une réponse simple : qu'ils sont le service de la SDAT, et qu'entre 2015 et 2017, plusieurs attentats ont mobilisé grand nombre des enquêteurs de la SDAT et chaque attentat les mobilisait tellement que les investigations ont avancé selon les possibilités du service.

L'avocat s'étonne que sur un élément aussi déterminant, la SDAT ait attendu 2 ans parce qu'ils n'avaient pas assez d'effectifs.

Le témoin répond « Ce n'est pas une question d'effectifs, mais c'est actualité meurtrière, sachant que Claude Hermant et les autres étaient déjà mis en détention provisoire dans le cadre du dossier lillois, ce qui permettait un peu plus de recul sur l'urgence de ce dossier »

Avocat : *« Claude Hermant était indic des douanes. Vous n'étiez pas embarrassé ? »*

Témoin : *« Pas du tout, on a la chance de bénéficier du recul de 2014 et 2015 grâce à la PJ lilloise sur ce trafic. En termes de déperdition de preuves, nous avons tous travaillé de concert (avec la PJ lilloise) sur les données versées à l'instruction et qui nous permettait d'avoir un minimum de déperdition »*

L'avocat fait le lien avec un article de Mediapart qui dénonce l'inertie des enquêteurs sur ce point puisque Claude Hermant n'était toujours pas entendu dans le cadre de l'instruction des attentats de janvier.

Le témoin explique que parfois les informations fuient dans la presse et que c'est facile de faire un rapprochement entre la police et les médias. Ces opérations étaient prévues à l'avance. *« Nous n'attendons pas des articles de Mediapart pour faire avancer le dossier. »*

L'avocat confirme être surpris que le témoin ait dit que Claude Hermant vendait des armes uniquement à Samir Ladjali, car il a aussi dit qu'il a vendu des armes à Sébastien L.

Le témoin confirme.

L'avocat s'étonne, concernant Sébastien L. qui a été entendu 2 fois, car il n'a pas été question des éléments qui étaient à charge contre lui. Claude Hermant était l'indic de Sébastien L., qui était douanier. Donc il y a des échanges de SMS, notamment à la cote D163, Sébastien L. est en contact avec des parisiens. Il y a des conversations de type, Sébastien L. dit à Claude Hermant dans un échange du 17 juin : « mon ami mon frère, si je viens mercredi est-ce un problème » etc.

Ou encore le 10 juillet 2014 entre Sébastien L. et Claude Hermant : « *oui nous avons avancé, je me suis organisé pour avoir le transporteur AFG, je te tiens au courant* ».

Le témoin dit que cette conversation ne la pas interpellé.

L'avocat dit que pourtant Claude Hermant évoque la société AFG avec Sébastien L.

L'avocat revient sur le fait Claude Hermant voulait piéger Sébastien L, incriminé lorsque Claude Hermant l'enregistre pour « le tenir » lors d'une remise d'un fusil d'assaut.

Le témoin explique que le « travail » a été fait sur Sébastien L. C'est la seule arme qu'on lui attribue. Il n'avait pas le profil d'un revendeur d'armes.

L'avocat s'étonne, il fait référence au 15 décembre 2013, où Claude Hermant filme cette transaction en cachette à l'insu de Sébastien L., qui dans lors de la remise dit des choses comme « *le calibre tu l'as ?* », « *j'ai des amis qui veulent du neuf, du bon* » etc.

On peut autant en déduire qu'il en est et qu'il n'en est pas un (revendeur d'armes).

Le témoin dit qu'aucun lien avec les armes relatives aux scènes de crimes, aucun lien avec les attentats de janvier 2015 et Sébastien L.

L'huissier d'audience arrive et indique que la témoin qui se trouve dans le SAS des témoins peut malgré tout entendre les débats (sa collègue) et l'huissier demande à y mettre fin.

Le témoin précise qu'à aucun moment Claude Hermant n'a mentionné qu'il achetait des armes et qu'il les revendiquait et à aucun moment le nom de Samir Ladjali n'a été mentionné.

L'avocat demande à la témoin si elle n'est pas étonnée que Claude Hermant évoque la société AFG alors que lui-même achète les armes à cette société.

Le témoin dit ne pas avoir d'avis sur cette question.

Avocate Me Coutant-Peyre dit que ce procès gigantesque, son client n'est pas concerné par les questions de ces armes-là. Mais on s'aperçoit qu'il y a assez peu de certitude. Mais il y en a une : les armes tracées le 16 janvier 2015 sont toutes des armes qui viennent de Claude Hermant. Elle revient sur une remarque du présent témoin, qui disait que quand on vend des armes, on s'expose à ce qu'elles soient utilisées.

Le témoin confirme.

Me Coutant-Peyre demande au témoin si ça lui paraît logique que le trafic d'armes de Lille n'ait pas été joint à cette procédure.

Elle dit qu'elle n'a pas à s'exprimer sur ce sujet.

L'avocat évoque que le témoin ait dit que Claude Hermant était une source. Mais une source de qui ?

Le témoin dit qu'il était dit qu'il était une source de la section de recherche de Lille de la gendarmerie.

Me Coutant-Peyre demande s'il avait été introduit à la gendarmerie en tant que source par quelle personne.

Le témoin dit ne pas avoir cette réponse.

Avocate de M. Fares revient sur le sort judiciaire accordé aux protagonistes du trafic d'armes lillois, et ne comprend pas pourquoi ils ne sont pas impliqués dans les bancs des accusés ici. C'est un choix judiciaire de ne pas intégrer ces personnes dans ce dossier.

Elle lui demande si elle pense que, pour la manifestation judiciaire de ce dossier, s'il serait utile de les entendre ? à savoir Claude Hermant, Christophe D. etc.

Le témoin dit que ce sera le cas

L'avocate dit que le parquet n'a pas cité ces témoins, que c'est à la demande de la défense que 14 personnes du volet lillois seront entendues ici. Elle demande au témoin combien de temps serait nécessaire pour entendre ces 14 personnes.

Le témoin dit qu'elle n'a de réponse à cette question

L'avocate lui demande si elle pense qu'une journée unique suffirait.

Le témoin dit qu'elle n'a d'avis à cette question

L'avocate revient sur le fait que le témoin ait indiqué qu'il n'y a pas de lien établi entre M. Halluent, M. Claude Hermant et M. Farres. Elle lui demande de confirmer.

Le témoin confirme.

L'avocat demande quel est le lien établi en revanche avec M. Christophe D. et M. Fares.

L'avocat souhaite comprendre ce qui relie M. Fares aux armes de M. Claude Hermant, car le témoin sous-entend le lien avec Christophe D.

Le témoin dit ne pas sous-entendre, que Christophe D. est évoqué par M. Fares, dira que ce sera la personne qui achètera les armes à Claude Hermant. Ces éléments peuvent penser que M. Fares peuvent laisser entendre qu'il connaissait Christophe D.

L'avocat revient sur le fait que Christophe D dit faire du rabattage pour Claude Hermant et présente un jeune à Samir. Elle demande si Christophe D. fait une description de la personne de ce jeune.

Le témoin dit que non ce jeune reste l'inconnu du dossier.

L'avocat revient sur le lien entre Souleymane et Samir Ladjali. Vous nous dites au début du dossier, dès qu'on retrouve l'ADN d'Amel, elle dit rapidement que c'était l'arme que son frère a ramené. Amel B. explique que cette arme était chez elle, chez ses parents, et que Souleymane l'a apporté. L'avocate demande ce qu'Amel B. dit dans le cadre de cette garde à vue. Il semble que l'acheteur principal de Claude Hermant était Samir Ladjali, que la nièce de Samir Ladjali a son ADN dans l'arme, et que c'est Souleymane qui l'apporte.

Elle demande quels sont les liens entre Souleymane et Samir Ladjali.

Le témoin dit que c'est Amel B. qui dira qu'ils se côtoient et que si c'est Souleymane qui apporte l'arme, c'est que c'est Samir qui l'a apporté. Le témoin dit qu'il ne faut pas oublier que les relations entre Amel B. et Samir Ladjali sont très compliquées.

L'avocat demande ce que le témoin entend lorsqu'elle dit que Samir Ladjali et Souleymane « se fréquentent ».

Le témoin indique qu'Amel B. dit qu'ils se côtoient, qu'elle les a déjà vus parler dans un coin de la porte.

L'avocate se réfère alors aux déclarations d'Amel B. dans le dossier, qui disait que Souleymane c'est le « choucou de Samir », qu'ils « se voient beaucoup », donc non ce n'est pas ce que le témoin dit.

L'avocate fait référence au fait que le témoin affirme que le seul lien établi entre Samir et Mohamed Amin Farès est une téléphonie du 30 mars.

Le témoin confirme.

L'avocate indique que Saina B. dira qu'elle ne comprend pas pourquoi son oncle aurait essayer de l'appeler. Saina B. dit que Samir aurait peut-être tenté de joindre Souleymane car ils ont une relation normale.

Le témoin confirme.

Avocate : « *il y a beaucoup de trous dans la raquette dans ce dossier* ».

Suspension d'audience

I. AUDITION D'UNE ENQUETRIX EN QUALITE DE TEMOIN

Brigade criminelle

A la barre, l'enquêtrice raconte ces *"six déplacements"* des accusés Saïd Makhlouf et Amar Ramdani dans le Nord de la France. *"Ce qui pose question, c'est leur silence sur ces déplacements pendant les trois ans d'instruction"*, affirme l'enquêtrice.

Puis, ils diront que c'est pour une escroquerie aux concessionnaires automobiles. Mais il y a des déplacements à 21 heures ... Saïd Makhlouf a parlé de voir des prostituées.

« Mais faire Paris-Roubaix pour voir des prostituées, bon ... ».

La brigade criminelle va examiner, longuement, ces déplacements des 11 et 19 octobre, 8 et 26 novembre, 6 et 20 décembre. Via la téléphonie, le service découvre, à la minute près, ces trajets en voiture depuis la région parisienne jusqu'à Lille et souvent Roubaix, "à proximité des domiciles de Samir Ladjali et de la compagne de Mohamed-Amine Fares", décrypte l'enquêtrice.

Voilà qu'apparaît donc un nouvel acteur dans l'échiquier.

Du fait d'un courrier anonyme ou il était écrit : « Hypercascher : Mohammed FARES », les enquêteurs vont s'intéresser à lui.

Alors la brigade criminelle se penche sur la famille Farès, dont le père possède une entreprise d'ambulances. "Il apparaît que le père avait eu 11 enfants, dont 9 avec la même épouse. Et l'on apprend que l'un de ces enfants s'appelle Mohamed-Amine".

Ce jeune homme qui vivait dans le Nord a été incarcéré pour trafic de stupéfiants.

“En novembre 2011, il est libéré et placé sous contrôle judiciaire avec interdiction de résider dans le Nord”.

Mohamed-Amine Farès rejoint alors son père en région parisienne. Et travaille pour sa société d'ambulance qui emploie aussi ... Saïd Makhoulf.

Pour les enquêteurs, la connexion est faite.

Ainsi, résume finalement la première enquêtrice, “il y a un vendeur d'armes dont les armes se sont retrouvées dans les mains d'Amedy Coulibaly et on peut émettre l'hypothèse sérieuse qu'elles ont d'abord transitées par Mohamed Fares, Saïd Makhoulf et Amar Ramdani”.

Avant de se permettre un commentaire plus personnel : “à un moment quand on vend des armes en état de fonctionner, on s'expose à ce qu'elles soient utilisées. Et c'est ce qui s'est finalement passé”.

L'avocat de Mohamed Fares prend alors la parole et demande à l'enquêtrice si un lien a été établi entre Fares et Ladjali. L'enquêtrice répond qu'elle ne sait pas. L'avocat rétorque que la police a réussi à établir un lien avec entre les deux femmes de ces hommes mais pas entre ces deux hommes.

II. AUDITION D'UN ANCIEN ENQUETEUR ANONYME

Sous-direction de l'antiterrorisme

Outre les armes, le terroriste de Montrouge et de l'Hyper Cacher a aussi délégué l'achat de matériel en tout genre : gilets tactiques, taser, couteau, gazeuses.

Pour cela, Amedy Coulibaly fait appel à deux hommes. Deux nouveaux noms qui s'ajoutent à la liste : Willy Prévost et Christophe Raumel, eux aussi accusés.

Prévost et Coulibaly sont originaires du même quartier à Grigny. C'est une relation de quartier, liée surtout à la délinquance. Coulibaly aurait tabassé à la batte Prévost pour une histoire d'argent en 2010. Coulibaly est décrit comme quelqu'un de violent, intimidant dans le quartier.

Prévost est sorti de prison en mars 2014 après une condamnation pour un transport d'arme et refus d'obtempérer. Il fut placé sous le régime de la semi-liberté.

Prévost a évoqué un transport d'armes au cours de l'été 2014 qu'il aurait refusé de faire pour le compte de Coulibaly parce qu'il était sous bracelet électronique. Il va révéler que c'est Ali Riza POLAT (accusé) qui va être chargé par Coulibaly de le faire à sa place.

Amedy Coulibaly appelle Prévost d'abord début décembre 2014, puis devant l'absence de nouvelles, rappelle, "devient insistant", raconte un ancien enquêteur de la sous-direction antiterroriste, "demande de s'activer pour fournir ces éléments matériels". Du 26 décembre au 6 janvier 2015, un rendez-vous quotidien est fixé entre Prévost et Coulibaly.

Tous ces objets sont stockés chez Christophe Raumel. Coulibaly serait venu les récupérer le 4 ou le 5 janvier 2015. Raumel nie avoir eu le taser chez lui.

Une fois satisfait, le terroriste remet 1100 euros en liquide "pour l'achat d'un véhicule". "Coulibaly leur avait dit que c'était pour sa femme. Ça les sortait du quotidien de la cité, ça leur faisait une balade en voiture".

Willy Prévost et Christophe Raumel iront ainsi dans l'Oise, au domicile d'un couple, acheter une Renault Scénic. Celle-là même qui sera retrouvée près de l'Hyper Cacher, le 9 janvier 2015. La tâche suivante consiste à faire retirer le tracker (qui permet la géolocalisation) d'une moto Suzuki. Celle-là même avec laquelle, le 8 janvier 2015, Amedy Coulibaly se rend à Montrouge et assassine la policière Clarissa Jean-Philippe.

Les éléments factuels sont là. D'ailleurs, les deux hommes, rapidement placés en garde-à-vue, ne les nient pas. Ils ont même reconnu "avoir participé à tous ces achats en sachant que la finalité serait une action délictuelle ou criminelle", précise le policier antiterroriste à la barre "tout en ignorant qu'il s'agissait de la préparation des attentats."

Mais alors pourquoi ? “Willy Prévost se faisait un peu d’argent”, explique l’enquêteur. “Il pouvait garder le surplus”. Et Christophe Raumel ? “Il disait que Willy Prévost était comme son frère”. Du moins jusqu’à ce qu’il apprenne durant sa garde à vue que cet ami si proche était aussi, depuis plusieurs mois, l’amant de sa compagne.

L’enquête a également porté sur les pratiques religieuses des deux hommes.

Christophe Raumel est converti à l’islam depuis 2010 mais se dit opposé à toute action violente.

Pour Willy Prévost, la situation est beaucoup moins clair. Il nie s’être converti à l’islam. Or, des témoignages attestent qu’il est bel et bien converti.

Chez Christophe Raumel, un tract intitulé « halte au massacre de la Palestine » est retrouvé. L’enquête révélera que ce document appartient à Willy Prévost.

Au cours de leur audition, Christophe Raumel décrit Willy Prévost comme « l’homme de main » de Coulibaly. « A chaque fois que Willy voyait Dolly, il repartait avec une mission à faire ».

L’avocat de Prévost prend la parole et déclare que son client a été frappé à coups de batte de baseball par Coulibaly. Prévost a subi de nombreux traumatismes.

En réalité, il avait peur de Coulibaly. Ces achats ont été effectués sous la pression, par peur de la violence de Coulibaly.

Sur la question de l’islam : dans le réquisitoire définitif, on lit que Prévost a une vision rigoriste de l’islam. Affirmation qui repose que sur la déclaration de la femme du vendeur de la voiture achetée pour Coulibaly. Cette femme a déclaré que Prévost lui avait une remarque sur tenue qu’il jugeait trop légère aux yeux de sa religion. Or, l’avocat de Prévost précise que le mari de cette femme, également présent ce jour là, ne se souvient absolument pas de cet incident.

Concernant le tract, il s’agit d’un document édité par le parti communiste français. Or, ce parti est loin d’être radical ou islamiste selon l’avocat de Prévost. Il n’y a aucun élément dans ce dossier affirmant la radicalité de mon client conclu-t-il.

L'avocat de Raumel affirme qu'aucun élément indique que son client est rentré en contact verbal ou financier avec Coulibaly. Ces achats ont été réalisés que dans le seul but de rendre service à son ami Prévost.

L'avocat conclut son propos par ces mots : « le 19 janv. 2015, l'intégralité des faits reprochés à Monsieur RAUMEL était connue, à savoir l'achat de matériels. Pourtant mon client a passé 39 mois détention provisoire et 8 mois en surveillance électronique.

JOUR 22 - JEUDI 1 OCTOBRE 2020

Intervention de la défense, Me COUTANT PEYRE

Signale qu'elle a déposé des pièces et qu'elle en a informé par email. L'avocat précise par ailleurs qu'elle n'a pas retrouvé son carnet de notes.

Le Président rappelle qu'il faut respecter les règles procédurales pour le dépôt de conclusions.

Intervention de la défense

Demande collective et unie de la défense : un problème juridique se pose, ils sont 18 avocats de la défense et ils n'ont que deux micros à hauteur, coté accusation, la défense constate qu'il y a 2 avocats généraux, ils ont 2 micros, situation de fait qui les place en violation de deux principes : l'égalité des armes et l'équilibre entre les parties. Ils ont conscience des moyens techniques.

Lundi débute les interrogatoires des accusés, donc chacun d'entre eux vont devoir être à leur place avec un micro bas qui empêche de prendre la parole spontanément.

Deux possibilités : un micro pour chaque avocat de la défense ou s'arranger avec les autres salles dont la sonorité est meilleure (inaudible).

Le Président

Les avocats ont été destinataire de mail sur les problèmes techniques, mais là il est évoqué un problème juridique donc il sera répondu sur le domaine juridique.

Ce matin est prévue l'audition de plusieurs témoins :

M. HALLUENT/ M. HERMANT/ M. DUBROEUCQ

M. HALLUENT a laissé un email le 29.09 à 20 :03, il habite en Belgique, au regard de l'épidémie, il ne peut se déplacer (personne à risque), il ne viendra pas témoigner.

Constat par les huissiers de son absence.

M. HALLUENT est un témoin résident en Belgique sur lequel la Cour n'a pas de moyens juridiques de le forcer à venir et à le convaincre de réviser sa position.

La question est de savoir si on passe outre sa présence et on donne connaissance de sa déposition où il a été entendu dans le cadre de l'enquête.

Observations des Parties Civiles

Pour un trafiquant d'armes, s'enquérir de la morbidité de ses concitoyens dit l'avocate « c'est drôle », l'avocat de partie civile demande au Président de ne pas passer outre.

Président

Sur un témoin à l'étranger, il n'y a pas de moyens de l'amener par la force publique constate le Président.

Avocat général

Demande de passer outre au regard de la situation.

La défense

Conseil de Ramdani, étant donné qu'il y a un intérêt des Parties civiles pour cette audition, demande de ne pas passer outre.

Le Président indique que la Cour ne passera pas outre et va organiser une visioconférence à une date qu'il communiquera.

Sur les témoins Messieurs DUBROEUCQ et HERMANT, le Président informe qu'ils sont à 10 kilomètres de Paris dans les bouchons et vont avoir des difficultés à être à l'heure.

La cour va devoir attendre.

Observations des parties à ce sujet

Pas d'observations.

Suspension d'audience

Reprise 10h40

Avocat général

A versé une pièce au débat ; l'arrêt de Cour d'appel de Douai après la décision de première instance concernant Monsieur DUBROEUCQ et HERMANT.

I. Audition de Monsieur M. Claude HERMANT

Président

Le président constate l'heure : 10h45, il demande au témoin à quelle heure était-il convoqué. Le président constate que le témoin a plus d'une heure de retard, et lui indique qu'il aurait du prendre les dispositions, ce n'est pas normal que la Cour d'assises attende autant déclare t-il.

Il répond qu'il est parti à 5 heures du matin.

Le Président dit qu'il aurait du venir dès hier soir.

Le témoin s'excuse.

Il se présente.

HERMANT Claude, né en 1963, gérant de société.

Prête serment.

Le Président dit qu'il est cité par la défense pour venir témoigner dans le cadre du procès des attentats de Janvier 2015. Assassinats tous commis à l'aide d'armes. Une partie de ces armes ont été retrouvées notamment celles qui ont servi à l'assassinat de 4 personnes à l'Hypercacher et de la policière de Montrouge. Le traçage de ces armes a fait qu'ils sont remontés jusqu'à lui car ces armes (fusils d'assaut etc) sont passées entre ses mains.

Il a été (Hermant) inquiété, pas dans le cadre de ce dossier mais il a été entendu, placé en garde à vue, entendu par le juge d'instruction et dans le cadre d'un autre dossier à Lille, il a été poursuivi pour trafic d'armes et condamnés pour associations de malfaiteurs et diverses infractions relatives aux armes, en 1^{ère} instance il avait pris 7 ans de prison et en appel il a été condamné à 8 ans de prison par un jugement de Lille de 2017 et un arrêt de la Cour d'appel de 2019.

Il ne sera pas jugé une deuxième fois pour ces mêmes faits indique le Président, néanmoins dans le cadre de ce dossier étant donné que les armes qui ont servi à tuer ces personnes qui sont passées entre ses mains, faisaient partie d'un lot d'armes car on sait par la procédure Lilloise qu'il est un trafiquant d'armes et qu'il a été condamné pour ça, c'est un trafiquant d'armes, Hermant s'est expliqué. Le président dit qu'avant de lui donner la parole, il lui demande ce que ça lui fait d'être témoin devant cette cour d'assises sachant que les armes qu'il a eues entre ses mains ont fini entre les mains de terroristes qui ont tué des personnes. Le Président voudrait avoir son sentiment là dessus.

Hermant répond qu'il ne passe pas une nuit sans qu'il y pense. Il tentera de lui montrer, c'est un énorme loupé pour lui, il est gérant de société, il y a une vérité judiciaire mais il y a d'autres vérités aussi. Il n'est pas trafiquant d'armes mais il gère une société dit-il, il n'y a pas une nuit où il n'y pense pas.

Il y avait la possibilité d'arrêter ces attentats par deux sources : la sienne et celle de Dubroeuq. Il dit ne pas comprendre comment les attentats ont pu arriver.

Il vendait des armes et sur le but de la vente d'armes, le président demande les raisons de faire ce type de vente, l'objectif poursuivi.

Hermant dit vendre aussi des duvets, des gamelles.

Le Président demande précisément sur les armes, demande le but et à quoi ça sert, le but final.

Hermant dit que cela dépend de comment elles vont être utilisées.

Le président évoque un fusil d'assaut, il lui demande s'il est conscient qu'avec on peut tuer, des personnes sont mortes par arme à feu dit le Président, ce sont des armes qui tuent.

Hermant dit qu'on peut se servir d'un hachoir, d'un camion, de n'importe quoi dans le terrorisme. Il répond à un million et demi de passionnés, de chasseurs et de tireurs.

Le président dit que ça intéresse des terroristes. Que les chasseurs n'utilisent pas des fusils d'assaut, les terroristes oui, ça atterri dans les mains d'un Coulibaly, le Président reprend le terme de « loupé » employé par Hermant et demande de qui il parle, si c'est de lui, des services de sécurité ou autres.

Hermant dit vouloir faire un point sur les armes, il explique qu'il y a eu un flou en Europe à l'époque, il n'y avait rien dans la loi française qui disait qu'une arme de guerre était classifiée quelque part. Donc plein de gens ont profité et en ont commandé, elles étaient catégorisées en D donc en achat libre sans pièce d'identité.

Le président revient sur le démilitarisé et le flou dont il parle, d'armes démilitarisées qui ne sont plus offensives et qui peuvent être prises par des collectionneurs ; Hermant les a achetées et faisait en sorte qu'elles soient remilitarisées, il les trafiquait pour être remise en service et celles de

l'Hypercacher, c'était des armes remilitarisées sinon elles n'auraient pas pu tuer, et par les perquisitions dans ses domiciles, il y avait tout le matériel pour faire en sorte que ces armes soient à nouveau en service et létales. Et le jugement le dit en ce qui concerne l'action d'Hermant, il les achetées peut être dans des conditions légales etc car légale à l'époque mais ce qu'il a fait pour les rendre létale, c'est illégal constate le Président.

Hermant dit que c'est une vérité judiciaire, sur la perquisition (...)

Le président dit qu'il y avait tout pour rendre une arme offensive quand elle ne l'était pas, il y a une vérité technique en plus d'une judiciaire. Et les armes utilisées, si elles n'avaient pas été trafiquées, les faits n'auraient pas eu lieu.

Hermant dit qu'il veut parler pour les Parties civiles, les victimes, qu'il était sous surveillance dès février 2014, deux hommes ont dénoncé leur propre trafic pour le nuire.

Le président dit qu'il sait qu'il n'est pas seul dans le trafic, qu'il y a eu des agents de douanes, mais là il veut qu'il parle de lui.

Hermant dit qu'il a vendu des armes neutralisées. Que ce n'était pas à son niveau.

Le président dit que dans les trafics d'armes, on est dans le monde des voyous et que les gens dans le même panier de crabes se rejettent la responsabilité, il dit que lui a vendu des armes démilitarisées et remet la faute sur un autre mais l'autre dit l'inverse. Ils se renvoient tous la balle.

Hermant dit que c'est la faute de « M. A » mais lui dit l'inverse. Etant précisé que d'ailleurs, il y a d'autres trafics, de stupéfiants et autre, la vérité si les gens veulent la cacher, ils font tout pour.

Hermant constate que le président a une bonne connaissance du dossier Lillois. Il va diviser en trois parties, on l'a accusé de 580 armes de démilitarisation, il veut parler sans être coupé sinon il ne peut s'exprimer et il veut donner sa vérité.

Sur le dossier belge, avec la Belgique, ceux qui ont le dossier, son avocat a fait tout pour avoir ce dossier, 42 actes de procédures pour avoir accès au dossier, ils n'ont pas de retour, 3 ans plus tard, son avocat écrit à nouveau et la réponse c'est « Je ne comprends pas pourquoi vous écrivez, car votre client ne sera pas poursuivi » pourtant on parlait de 380 armes.

Le président dit qu'ici on parle de huit armes retrouvées à l'HyperCacher et dans l'appartement de Coulibaly, les autres ce n'est pas le dossier d'ici, ce dossier ne sera pas plaidé ici, il a été jugé, mais sur les 8 armes oui.

Hermant dit que ces armes n'ont pas été remilitarisées, même si elles sont passées par eux. Il y a eu un an de surveillance sur lui. C'est dans un local que c'est remilitarisé, un an de surveillance par 4 services, et sur ces un an, il n'y a rien, même sur les croisements de téléphone, il n'y a rien contre lui. Ce sont des faits, un an de surveillance, de géolocalisation etc et c'est le néant, Hermant demande qu'on lui sorte une seule pièce contre lui.

Le président dit que le jugement de Lille lui suffit et que ce n'est pas la même procédure. Le président dit qu'il indique en reprenant un PV dans le dossier des attentats, qu'Hermant a été entendu D7868, le président dit qu'on lui a posé la question de ce qu'il savait des attentats, il a répondu rien à part ce qu'il y a dans la presse et que possiblement les armes sont passées dans les mains de sa concubine.

Hermant dit qu'aujourd'hui il a repris la gérance.

Le président dit que ces armes ont été dans les mains de Coulibaly. Sur les armes utilisées, Hermant dit ce qu'il a vu dans la presse, que ça a transité dans les mains de sa concubine à sa demande.

Le président lit la déposition.

Plus loin, on lui pose la question en disant « ces armes d'où viennent-elles ? » il dit qu'il avait un seul et unique client, Samir LADJALI, sous entendu il ne vend qu'à un homme, pourtant à la question de savoir si toutes les armes lui ont-elles été vendues, Il a répondu que oui la totalité des armes lui ont été vendues.

Plus loin, le président poursuit avec la lecture « connaissez vous les personnes ayant pu être en contact avec les Kouachi » (...) Hermant répond qu'il a parlé avec Ladjali et a posé la question en lui demandant s'il avait à voir avec ça.

Le président demande ce qui fait que 2 ou 3 jours après les attentats alors qu'à un moment ou on a pas encore remonté la filière des armes, il voit Ladjali et il lui demande s'il a à voir avec ça et que Ladjali réponde qu'il n'a rien à voir mais il dit qu'il va se mettre au vert. Pourquoi a-t-il fait la relation avec ce qui s'est passé demande le Président.

Il dit vendre des dizaines d'armes à Ladjali, il est en contact avec lui et lui fournit des armes à d'autres personnes.

HERMANT ne répond pas.

Le président redemande pourquoi quand il voit Ladjali au centre médico social il parle de ça.

Hermant parle de la vidéo posthume, deux choses le frappe : le gilet qu'il avait en possession dans sa boutique, pris dans un cambriolage. Il a apporté les preuves à Lille de ce cambriolage. (...). Et sur les armes de A. Coulibaly, ce sont des armes spécifiques, des armes de 45 cm, c'est quelque chose de particulier, Samir Ladjali en avait quelques unes venant de sa part.

Il a reconnu le modèle spéciale de kalachnikov voilà pourquoi il a posé la question.

Le président dit que dans le dossier certains se sont présentés spontanément au service de police, disant qu'ils avaient appris et n'avaient rien à voir, le président demande s'il a hésité malgré que Ladjali ait dit non, car lui dit qu'en voyant la vidéo il a remarqué l'arme spéciale qu'il reconnaît, qu'il a donné le même type d'arme, d'autres l'ont fait, se présenter spontanément parmi les accusés, quand il a vu la vidéo avec son arme, ne s'est il pas dit qu'il fallait qu'il collabore qu'il avait vendu ça légalement demande le Président.

Il dit qu'il n'a pas eu le temps car a été arrêté dans la foulée.

Le 9 janvier, il ne s'est pas présenté spontanément quand la photo de Coulibaly est passée, le président le constate. Il y a eu un laps de temps, son arrestation a eu lieu en avril 2017. Il s'est passé du temps quand même.

Les services de police l'ont téléphoné.

Le président dit que s'il on l'avait pas téléphoné, il ne serait pas venu.

Hermant dit « qui serait assez bête pour laisser des numéros de série sur des armes, c'est facile de faire partir sur une arme, elles ont été achetées en toute légalité, dans le but d'infiltration de braqueurs, il y a eu un dérapage » il aurait pu effacer les numéros dit il.

Le Président lui demande s'il vend ça pour favoriser l'interpellation de criminel.

Le président demande également si ça lui rapporte de l'argent, fait-il ça en tant que bénévole l'interroge t-il.

Hermant ne répond pas.

Le Président dit qu'il ne dise pas ça dans un but philanthropique, si le but c'est de faire l'infiltration permettant d'arrêter des criminels, quand ils ne sont pas arrêtés, ça fait des Coulibaly. Donc soit ils

sont arrêtés soit c'est ce qu'il appelle un dérapage et ça fait un massacre. Hermant n'est concerné que par les armes de Coulibaly mais la même chose pour les frères Kouachi, on n'a pas pu remonter, peut être qu'il a commis des erreurs mais les armes des frères Kouachi qui sont aussi d'origine des pays de l'est, ont fait 12 morts. Donc les infiltrations pour arrêter les criminels, quand ça marche pas ça fait 17 morts, le président demande qu'il réponde à ça sachant que ça ne la pas arrêté dans son activité, qu'il continue toujours, ça ne la pas effleuré que ce genre d'activité, que l'infiltration a comme but des conséquences catastrophiques.

Hermant répond que son dossier c'est un dossier asymétrique, un dossier où il n'y a pas de règles, c'est pour ça qu'il faut des systèmes. Ce n'est pas de sa faute si on ne donne pas les moyens aux services de fonctionner correctement dit Hermant.

Le président demande s'il fait des vérifications sur les personnes à qui il vend les armes, s'il vérifie si ce n'est pas un radical, ce qui lui permet de s'assurer en remettant ces armes qu'il œuvre pour une meilleure sureté des citoyens pour traquer les criminels. Pour Ladjali, le président demande s'il connaissait son pedigree demande car il est dans les trafics en tout genre.

Hermant dit l'avoir appris après.

Il vend à des gens peu recommandables.

Le président demande à Hermant si c'est au service de police du coup de les suivre. De les mettre hors état de nuire.

Ce n'est pas le but de l'activité dit Hermant, c'est un système vieux comme le monde. La presse en est plein d'exemples. Il a retiré de la rue des tonnes d'armes et de munitions dit il.

Le président répond que ce n'est pas le cas pour les 8 qui étaient dans les mains de Coulibaly.

Hermant dit avoir évité beaucoup de drames quand même.

Sur 17 dossiers finis, il a touché peu d'argent. Une seule rémunération de 2000 euros.

Le président dit qu'il se fait quand même des bénéfices.

Hermant dit qu'il a payé taxes, impôts etc sur ces ventes. C'est une société. Il dit que c'est facile de

dire que c'est scandaleux de vendre des armes, il dit qu'il faut donner les moyens aux forces de l'ordre de faire leur travail correctement (...)

Le président dit qu'il est cité à la demande de la défense, cette même défense demande un supplément d'informations et avec ni plus ni moins sa mise en examen pour complicité dans le cadre de ce dossier.

Il appartiendra à la cour de dire oui ou non. Souhaitable d'avoir ce débat pour voir son implication dans ce dossier, il est témoin aujourd'hui. Il lui demande si c'est un malheureux concours de circonstances.

Il répond que ce sont les OPJ qui ont convaincu son épouse de commander des armes, ils sont rapprochés pour savoir les catégories, son épouse a pas vu à mal le fait d'acheter ces armes, ça a été confirmé par la direction général des armes. Il n'y a eu de malices de personnes (...)

Le président prend le jugement de Lille, évoque le fait divers de départ datant du 13/12/2013, qu'Hermant n'a pas vendu des armes qu'à Coulibaly, une perquisition a fait découvrir un pistolet mitrailleur, il y a eu une expertise balistique sur l'arme qui permettait de conclure que c'était une arme neuve de type mitrailleur tchèque. Le travail était qualifié par l'expert de grossier mais permettait le fonctionnement de l'arme normal, de catégorie A. L'expertise en recherche de traces ADN montrait celle d'HERMANT. Il n'est pas un inconnu des services de police, il était connu et inscrit au fichier des personnes recherchées comme membre d'extrême droite, passionné d'armes à feu et peut se relivrer à remilitarisation, sa concubine fait aussi objet de recherches, travaillent dans une friterie.

(...) Le président dit qu'on voit qu'il est informateur, il travaille avec les douanes, la Section de recherches de Lille, il lit que même un douanier va être condamné dans cette affaire.

Hermant dit que le douanier a été relaxé.

Le président dit que même s'il a été relaxé, il est en lien avec lui pour les armes.

Hermant confirme, dit que ses supérieurs ont poussé l'agent pour qu'il pousse Hermant le plus loin possible, il a été poussé par son supérieur pour pousser Hermant dans les armes.

Le Président dit qu'Antoine DENEVI souligne que le trafic d'armes a pris de l'ampleur depuis l'apparition de Samir LADJALI qui recherchait des armes pour des équipes de braqueurs, le président dit que l'on peut tuer en terroriste et en braqueur, il y a des braquages qui finissent mal, une arme ne tue pas qu'en terrorisme.

(...)

Antoine D. précisait que les kalachnikovs étaient achetées 500 et revendues 1500 (...) Le président dit que quand on sait qu'en ce qui concerne Hermant, sont passées entre ses mains 173 armes achetées, une achetée 800 revendue 1800 donc 1000 euros par arme, multiplié par 173 ça fait une grosse somme, quand il dit qu'il fait aucun bénéfice, c'est difficile de dire ça.

Hermant demande de sortir ses avoirs criminels. Il y a zéro dit-il. Il y a beaucoup de « on dit » dit il.

Le président a fait son calcul, c'est ce que cela donne. La kalachnikov achetée 500 revendue 1500, ça fait 1000 (...) ses avoirs sont peut être de 0 mais il y eu un flux d'argent.

Claude Hermant travaillait pour les douanes et les gendarmes et il y a une vidéo où on le voit vendre des armes aux flics, le Président demande pourquoi il a filmé cette scène.

Hermant dit que c'était dans un cadre particulier, que l'agent sortait de son cadre de fonction, c'est pour ça qu'il s'est méfié, il a trouvé ça bizarre, et en fait c'était à la demande de sa hiérarchie pour savoir jusqu'ou Hermant pouvait aller.

Le président dit qu'il dit qu'il vend des armes démilitarisées et si elles sont remilitarisées, il demande si c'est Samir LADJALI et pas lui.

Hermant dit qu'il ne sait pas si c'est LADJALI.

Le président lit qu'il avait un local (...) il y avait dans ce dossier des cartouches (1458), une perquisition est faite chez Hermant, est trouvé une casquette de police française, si c'est dans l'autre dossier, on sent bien que la légalité fait douter de ses activités, le Président demande pourquoi il a une casquette de policier chez lui.

Il dit que c'est possible d'acheter facilement ce genre de choses sur internet, il est collectionneur d'écussons.

Le président dit qu'un collectionneur, ça achète mais ça ne revend pas ou alors pour sa collection, il constate que pour Hermant c'est un commerce.

Hermant dit que c'est une société légale avec des impôts.

Le Président demande ce que ça veut dire quand Hermant parle de lui même comme un survivaliste.

Il dit que ça veut dire que c'est quelqu'un qui prend les précautions de se prémunir de situations en danger.

Le président répond qu'il vend des armes et qu'il le fait en informateur, il informe les services de police qu'il a vendu à telle personne et qu'à partir de là il faut surveiller.

Hermant dit qu'on lui a donné le rôle d'un OPJ et c'est ce qu'il a fait.

Quand on lui a présenté ça, le président demande s'il a été forcé de faire ça. Il sait que les informateurs ça existe, la police a besoin d'informations mais de ce style là, il y a des limites légales, d'ailleurs certains sont tombés pour les avoir franchi. C'était son rôle de vendre demande le président et en même temps, il fournissait des informations pour lesquelles il était rémunéré.

Il n'a eu que 2000 dit-il. (...) Une kalachnikov, il n'y a jamais eu 1000 euros par arme dit Hermant.

En ce qui concerne son atelier, Hermant dit que ce n'était pas pour remilitariser.

Ca serait pour réparer les lanceurs de paint-ball demande le Président. Hermant répond que oui.

Le président demande s'il conteste pas connaître LADJALI.

Il répond non.

(...) L'expert dit que son matériel sert à réparer le paint-ball mais permet aussi de remilitariser dit le Président.

Le président demande s'il aurait pu le faire mais ne l'a pas fait alors qu'il pouvait.

Ca a fait l'objet de demande d'actes dit Hermant en disant qu'il suffisait de comparer avec les armes. Si on reprend l'expertise, l'expert fait fonctionner une arme en rajoutant trois modes de fonctionnements ; (...)

Le président dit que le jugement date de 2017 et les attentats datent de 2015, Hermant dit qu'il a eu un seul client Samir LADJALI et les armes interceptées des attentats, la commande a été passée avant les attentats de Paris, il s'était interrogé en questionnant LADJALI et LADJALI avait précisé qu'il allait se mettre au vert.

C'est ce qu'on trouve dans son PV du 15 décembre 2015.

Hermant dit que si la réponse de LADJALI avait été oui, que c'était eux qui avaient vendu, il se serait rapproché des agents, mais il a dit n'avoir rien à voir, qu'il allait au vert, ça a fait l'objet de réunions, ils en ont discuté.

Le président dit que dans le dossier de Lille, le répertoire des armes apparaît. La société AFG a coopéré sans difficulté, société qui répertorie tous ses clients et autre.

Le président demande s'il a ce répertoire des armes que Hermant vend.

Son épouse le faisait mais ne l'a pas fait là, elle avait juste les factures.

(...)

Hermant dit qu'il y a trop de souffrances dans cette salle, il s'énerve, il dit que les services ont merdé, ce n'est pas lui qui est coupable dit-il.

Hermant demande de sortir le dossier belge pour dire qu'il n'a rien à voir.

Le président lit : rappelons les commandes passées par les protagonistes (...) HALLUENT 272 armes, Hermant 173, DUBROEUCQ 11 armes, total de 470 armes, ce petit monde qui opère. Sur ces 470, ils sont tous en liens les uns les autres, ils se connaissent tous. Toutes ces personnes ont acheté des armes à AFG, on les répertorie. Sur 470, 43 ont été découvertes, dont celles de Coulibaly. Il est mentionné dans ce PV que 427 armes restent à découvrir, saisies et découvertes : 43. Les autres, on espère qu'elles n'auront pas l'issue fatale de celles de l'Hypercacher ou de Montrouge mais il reste une potentialité dit le Président. Et le Président s'étonne qu'Hermant dise qu'il continue et que ça ne le dérange pas.

Hermant dit qu'il continue la vente de rangers etc mais ne vend plus d'armes neutralisées, peut être quelques couteaux.

Le président demande s'il reconnaît que de cette façon là sans précaution, sans répertorier les personnes à qui il vend, il est susceptible de vendre des armes à des personnes mal attentionnées ;

Hermant prend un contre exemple : un dépressif en plein divorce va acheter une arme chez décathlon et abat sa femme.

Il ne comprend pas l'acharnement sur quelqu'un qui vend des armes, il y a des chasseurs et des tireurs et ce ne sont pas des terroristes, ce sont des gens responsables qui ne font pas n'importe quoi.

Le président demande s'il s'est renseigné sur LADJALI.

Hermant dit qu'il n'avait pas besoin car avait la gendarmerie qui faisait ça, en réunion il rendait compte. C'était lui qui suivait les ordres. Il n'a jamais dirigé quoique ce soit.

LADJALI a été adressé par un vendeur d'héroïne du boulevard de Metz en raison de sa réputation, c'est Dubroeuq qui l'a mis en relation dit il.

Le président dit qu'à ce moment, Hermant vendait des armes à Ladjali pour braquer un centre fort. Il savait qu'il allait faire une action délinquante/criminelle.

Un rapport est parti chez Cazeneuve là dessus dit Hermant.

LADJALI dit qu'il va faire un centre fort, Hermant vend les armes et avise la gendarmerie. Ca peut tourner mal dit le président du côté des forces de l'ordre, des passants etc. On a en mémoire des hold up qui tournent mal.

Hermant réitère son discours, il se couche tous les soirs avec ça en tête. Il se demande comment s'est arrivé. Il en souffre énormément. (...) Il dénonce les infiltrations (...)

Hermant a sous entendu que Polat était coupable.

Polat s'énerve.

(...)

Dans le cadre de ce dossier de Lille, LADJALI a été interpellé et condamné pour trafics d'armes et associations de malfaiteurs.

Intervention de la défense : LADJALI a été relaxé.

Le Président reprend que LADJALI a été condamné sur détention / acquisition d'armes mais relaxé sur l'association de malfaiteurs. N'empêche qu'il a été condamné à 4 ans de prison dit le Président.

Hermant confirme.

LADJALI a des relations avec Hermant pour la friterie, il date ça de 2014.

Hermant ne sait plus les dates.

Le président lit le jugement : Hermant expliquait le système pour livrer les armes à LADJALI. (...) il y a des caméras, cache les armes etc et quand l'acheteur vient, il est filmé et il y a la preuve, c'est ça la méthode d'infiltration et de livraison de ces personnes à la police demande le président.

Oui dit Hermant, il se servait d'un galet rouge et bleu, permettait aux gendarmes de se mettre en place. Marquage sur les boîtes aux lettres etc

Dans l'affaire de Lille, il y a eu une demande de déclassification de certains documents et le juge d'instruction apprenait après cette décision que les armes avaient été utilisées par Coulibaly pour les attentats de janvier 2015.

Le président dit que ces armes qui ont été utilisées ont été livrées par Hermant au mois de novembre et effectivement si on regarde les livraisons, il y en eu 4, commande du 25/11/14, les 4 qui vont se retrouver entre les mains de Coulibaly.

Hermant dit que c'est ce qui montre que c'est bien un lot et pas des armes dispersées dans la nature.

En ce qui concerne Hermant, la Cour d'appel a aggravé la peine.

En enlevant 5 chefs d'inculpation comprendra qui pourra dit hermant.

Le tribunal ne veut pas prononcer la peine maximum mais le fait qu'il ait rendu service en informateur n'est pas un élément à charge supplémentaire, il s'en servait comme impunité, il se

croyait au dessus des lois et s'est engagé dans un trafic d'armes conséquent dit le Président, s'il est responsable personnellement de sa dérive criminelle, le statut d'informateur qu'il impose de fréquenter des criminels favorise ce genre de dérive, à en fréquenter le danger, c'est de le devenir et d'être condamné déduit le président et lit le jugement.

La lourdeur de la peine devant le dissuader et rester à disposition de la justice mais ça ne l'a pas dissuadé sauf dit Hermant que la société ne vend que des gilets et sac de couchage maintenant ;

Ce qui lui vaut d'être entendu comme témoin dit le Président. Il ne sera pas jugé sur le dossier de Lille (...)

Hermant confirme.

Au niveau de la Cour d'appel de Douai, l'Avocat Général demandait la confirmation de la peine. L'aggravation a été faite par le tribunal, il était libre trois semaines après il était dehors dit Hermant.

Une sortie imposée de force dit Hermant, il s'est retrouvé devant la JAP.

Il est sorti sous le régime conditionnel.

Le président demande si on lui a imposé un régime conditionnel ? Le président trouve ça très spécial et s'en étonne.

Il a eu de la chance, c'est dans les annales dit le Président.

Hermant dit qu'il lui restait 45 jours, avec un an de plus sous contrôle jusqu'au 21 juin.

Hermant dit qu'il a un suivi psychologique obligatoire et une interdiction d'aller à l'étranger jusqu'au 21 juin.

- **Questions Partie civiles**

Avocat de la famille de Michel SAADA, qui a été assassiné de trois balles dans le dos par un fusil d'assaut vendu par lui, avocat aussi de la famille ATTAB assassiné par une balle dans la tête par une de ses armes qui l'a vendu aussi, l'avocat demande à Hermant s'il pense que c'était « un loupé ».

Le mot n'est pas adapté dit-il, il n'y a pas de mots. Ce n'était pas vendu pour cela explique Hermant.

L'avocate a entendu qu'il fournissait des armes pour des collectionneurs et des chasseurs.

Hermant dit qu'il fait partie de deux clubs de tirs. Et a pu donner à des chasseurs.

Donc ces armes servent à la chasse, l'avocate cite des armes spécifiques.

Il dit non.

Samir Ladjali est bien son seul client dans l'affaire de la condamnation à Lille demande l'avocate.

Hermant se répète qu'il a été surveillé pendant 14 mois. Monsieur LADJALI était le seul client.

Dans le cadre de sa garde à vue dans ce dossier ; on lui pose la question en ce qui concerne les armes et si elles sont neutralisées ou pas et au sujet de LADJALI, il dit qu'il avait précisé que c'était des armes neutralisées (...) c'était aussi en fonction des disponibilités d'ASG, il a dit qu'elles étaient neutralisées, il a dit qu'il connaissait quelqu'un qui pouvait les mettre en état.

Hermant confirme.

(...)

L'avocat dit à Hermant qu'il a vendu ces armes, on lui dit que c'est possible de les remettre en état il les vend quand même.

Hermant confirme.

Samir Ladjali a aussi demandé des explosifs.

Hermant confirme.

L'avocat demande s'il savait que Coulibaly avait des explosifs aussi.

Hermant dit qu'il a appris ça par la presse récemment.

Il dit qu'il est harcelé par le trésor et les cotisations, et pourtant il maintient son activité constate l'avocat, pourquoi n'avoir jamais dissolu sa société demande-t-il.

Son épouse a toujours pensé qu'elle devait maintenir pour pouvoir avoir une conditionnelle.

Aujourd'hui la société elle est en veille et en vente répond Hermant.

L'avocate dit n'avoir jamais entendu ça.

Si dit-il, il reste 6000 euros de stocks et il cherche quelqu'un qui achètera dans la totalité.

Avocat 2

Sur ses idées politiques, Hermant dit qu'il vomit les extrêmes, de gauche ou de droite.

Sur la mouvance identitaire, il dit qu'il comprend que chacun défende son identité et prend l'exemple de l'indien qui défend sa culture.

Il dit n'avoir jamais été une figure du mouvement identitaire.

Sur son ancienneté dans le service d'ordre du Front national, à l'époque où il était, c'était Bernard Courcelles qui lui a demandé (...) et à sa demande l'a rejoint (...)

Il se dit de gauche et patriote, son père était mineur et communiste.

Ca le dérange l'extrême droite et l'islamisme, sur le fait qu'il puisse concevoir qu'il y ait une union sacrée ou une alliance malsaine qui aboutit aux attentats de l'Hypercacher, et sur le fait qu'il y ait un ennemi commun avec l'islamisme et le mouvement identitaire, Hermant dit que ce n'est pas sa tasse de thé les néo nazis.

Hermant explique que la maison flamande a été demandée par les services pour ficher les anciens nazis. L'identité pour lui c'est de rester dans ce qu'il est.

Les idées d'extrêmes droite et du mouvement identitaire ont peut être une responsabilité dans les débats d'aujourd'hui demande l'avocate.

Il ne les épouse pas donc ne pourra pas répondre à cette question. Il a combattu ça toute sa vie. Il a démantelé des réseaux d'armes au sein des néonazis dit il.

Il a bossé pour Courcelles mais n'était pas au service d'ordre du FN.

Avocat 3

La téléphonie examinée hier a fait apparaître plusieurs déplacements dans le nord, des explications farfelues disaient que c'était des braquages, (...)

Il répond qu'il a été surveillé par les services de police et si il ne l'était pas, il rendait compte lui même, donc le bornage n'a rien à voir avec le bornage dont elle parle dit Hermant.

Avocat 4

Cet énorme « loupé » dit l'avocat l'empêche de dormir mais au delà de ses insomnies, au terme de tout ça reconnaît-il au moins une responsabilité dans ces horreurs demande l'avocat.

Il répond une responsabilité morale oui mais non intentionnelle.

- **Questions de la défense**

Maitre COUTANT PEYRE, avocate de POLAT

La défense est en colère dit elle, si il y a un fait établi dans l'affaire, c'est l'origine de toutes les armes utilisées par Coulibaly, la défense est en colère car le parquet ne pose pas de questions, ne fait citer aucune personne directement liée à ce fait établi, et son client POLAT est en colère également car Hermant a dit « il devrait il y a voir d'autres coupables dans ces box mais pas moi » sous entendu ils sont coupables.

Hermant s'excuse pour le non respect de la présomption d'innocence.

La défense est en colère aussi car ce témoin n'a pas le temps de s'exprimer, la défense se pose des questions sur ce qu'a dit François Molins en disant que l'indépendance de la justice est en danger, pourquoi sur l'origine des armes, c'est le seul à ne pas être poursuivi et qu'il y a d'autres gens qui ont rien à voir qui sont là demande l'avocate.

Hermant a indiqué que c'était une source humaine depuis 1994, quel a été son parcours de source humaine demande la défense.

Il répond la Serbie, Croatie, Afrique (Congo, Angola...), pour ce qu'on appelait à l'époque la DGSE.

En France, son dernier dossier en Afrique a fini en 2001, on l'a laissé un an puis a recommencé pour des ventes d'armes à l'international.

Il dit qu'il ne peut pas dire plus, c'est confidentiel - défense.

La défense s'inquiète que l'organisation du procès est faite pour priver les accusés d'exercer les droits de la défense et deuxièmement il a été disjoint par une procédure séparée, et estime que par rapport à ce qu'a dit l'avocat général près la Cour de cassation, il y a un décalage entre les discours et la pratique judiciaire.

Quand prétend qu'il n'est pas poursuivi dans le dossier : la juge d'instruction a dit que la plupart des armes utilisées par Coulibaly provenait de lui, il s'agit bien de toutes les armes de Coulibaly dans l'Hypercacher, les fusils d'assaut on parle de démilitarisé, remilitarisé, un OPJ a dit non ce sont des armes bloquées avec quelque chose et ça s'appelle ensuite remise en fonctionnement demande l'avocate. Il confirme donc la différence avec remilitarisé et démilitarisé ?

C'est ce qu'un OPJ a dit. Hermant parle de neutralisation, remise en état avant-après.

Donc cela correspond au terme remilitariser qui demande une extrême technicité demande l'avocate.

Hermant répond que malheureusement pas dans ce cadre là, là c'était à la portée de tout le monde dit il.

Il a dit que 4 services étaient informés, l'avocate demande qu'il les rappelle.

Hermant répond la DRND, DGSI, DRZI, *inaudible*.

L'avocate reprend en disant que la douane, la gendarmerie (Section de recherches) et les policiers étaient donc au courant.

Inaudible

Sur le traitement privilégié qu'il a eu à la différence des autres dans le box, pense t-il qu'il n'aurait pas du être poursuivi demande l'avocate.

Il dit que si car c'est « border » donc faut accepter le jeu, il faut assumer, donc il devrait y avoir une condamnation quand quelque chose arrive comme ça. Il dit qu'il ne fait pas ce qu'il fait parce qu'il est un policier raté, il le fait par conviction. Quand il a la possibilité d'arrêter quelque chose, il se lance.

L'avocate demande s'il ne lui vient pas à l'esprit qu'il a eu un traitement de faveur.

Son avocat a demandé à rentrer dans le dossier parisien pour pouvoir s'expliquer pour la vérité, il va y avoir des zones d'ombre répond il.

Donc l'avocat demande si l'objectif est de cacher la vérité.

Hermant dit qu'il ne pense pas qu'il y a un complot, la justice a décidé comme ça mais pense savoir que les trois dossiers belges, Lille et paris sont ici. Il dit avoir réclamé les pièces et que ça lui a toujours été refusé. Eux ont les trois dossiers, pas lui et son avocat.

L'avocate dit qu'avec la défense et les accusés, ils supportent deux mois et demi insupportables pour cette procédure or ces deux mois sont censés permettre d'approcher le plus près de la vérité des faits qui seraient reprochés à certaines personnes, c'est le seul avec sa femme à faire partie des faits établis, comment il explique qu'il n'est pas dans cette procédure demande l'avocate.

Hermant dit qu'il a demandé à y être pour se défendre correctement.

L'avocate dit que c'est la défense qui le fait venir, car pense qu'on déplace la vérité sur des boucs émissaires, qu'est ce qu'il apporte de concret demande elle.

Hermant dit qu'il ne connaît aucune personne dans le box, qu'il doit s'expliquer sur l'origine des armes et c'est normal, il s'est expliqué, mais sur toute la partie parisienne, il ne peut rien apporter.

L'avocate demande s'il a prêté serment.

Il confirme et que ça a de l'importance.

L'avocat dit qu'il a dit toute à l'heure qu'il devrait y avoir d'autres accusés dans ces box mais pas lui ; les autres ca serait qui ? Pas des noms, mais quel type de personne demande elle.

Il va donner des noms et c'est son système de pensée, M. DENEVI et *Inaudible*. Du côté de ces gens, si ils avaient creusé de ce côté, ils auraient eu d'autres réponses dit il.

Donc 4 ans de procédure d'instruction avec des moyens phénoménaux, et selon lui ce ne sont pas les bonnes recherches pour trouver les gens responsables de cette remise d'armes finale à Coulibaly dit l'avocate.

Le Parquet est indépendant, donc quand le parquet de Paris demandait à la Belgique, espère que ça se faisait dans le but de faire avancer les dossiers.

Donc il considère qu'on n'est pas en état de préparer une décision judiciaire car il y a des manquements demande l'avocate.

Il confirme.

Il y a des manquements et manqués dans les mises en cause. Son client, pense à son innocence lui aussi.

Hermant parle d'une procédure belge ou la justice lilloise a refusé qu'il soit entendu. Les enquêteurs belges se sont excusés et ont dit qu'ils s'étaient fait enfler par les services de Lille, ils ont dépouillé sa maison, ils se sont lâchés disant qu'il prendrait pour 20 ans ; c'est rien tout ça à coté des victimes dit il, aujourd'hui il est aussi à la recherche de choses qu'il ne comprend pas.

Il a beaucoup parlé de la procédure de Lille et des demandes de M. Lemaire dont la fonction était agent traitant, enquêteur aux douanes, chef d'équipe, ce n'était pas un petit douanier des douanes de Lille.

L'avocate relève que des quantités importantes d'espèces cachées ont été retrouvées dans les fauteuils, c'est par les services du Havre qu'il s'est retrouvé dans tout ça demande t-elle.

(Inaudible)

L'avocate indique qu'il a demandé l'autorisation sur les armes à la DGA, a-t-il des traces de cette demande.

Hermant dit que non, c'était borderline, le fait que ce soit des armes de guerre neutralisées, il y avait un flou juridique, que la loi a essayé de combler ; la loi a été changée vite et c'est comme ça que les armes ont bougé.

Il qu'il n'a pas eu de réponse à ses emails, la DGA a dit qu'il y avait une faille et que ça reste des armes en catégorie D, et au regard des renseignements, faut vite reprendre les contrôles.

L'avocate demande si ce sont les agents traitants qui ont dit ça. Il dit que c'est monsieur Bricard et son binôme.

Avocat de Ramdani

Une chose est acquise c'est que les armes en possession de A. COULIBALY était d'abord entre ses mains dit l'avocat.

Hermant confirme.

Ensuite dit qu'il les a remise à Samir LADJALI.

Hermant confirme.

Ladjali est condamné définitivement pour détention d'armes, ce que veut savoir l'avocat c'est quels sont les intermédiaires qui ont emmené jusqu'à Coulibaly ces armes.

L'avocat demande de confirmer ce qu'il croit comprendre par l'arrêt : remise d'armes à Ladjali condamné pour la détention de certaines armes, confirme t-il que Ladjali qui ici n'est pas poursuivi pour avoir vendu des armes car il n'y a pas de charges contre lui, retenant l'adjectif « plausible » et ne justifiant donc pas la saisine de la Cour d'assises.

L'avocat demande si à Douai Ladjali n'a pas été condamné pour avoir vendu des armes.

Hermant ne sait pas.

Intervention de l'Avocat général

L'avocat général s'énerve car constate qu'on lui reproche d'avoir communiqué l'arrêt de la cour d'appel.

Il dit qu'il faut remettre les choses dans l'ordre : ils l'ont fait pour rendre service, eux mêmes pouvaient le solliciter (la défense).

La défense dit qu'il craint faire erreur et lit que Ladjali n'a pas été condamné pour avoir vendu les armes.

Hermant dit qu'il ne se souvient pas, il sait juste qu'il a été condamné à 4 ans.

L'avocat dit que Ladjali n'est pas poursuivi ici pour avoir vendu des armes, ni à Douai pour avoir vendu des armes, parmi les gens qu'il connaît, eux défendent Ramdani, l'accusation soupçonne qu'il ait joué un rôle, il pose la question car personne n'a été condamné pour le transport.

L'avocat demande si Hermant peut regarder RAMDANI et dire s'il le reconnaît.

Hermant s'approche et dit qu'il ne le reconnaît pas.

2^{ème} Avocate de RAMDANI

(...)

Dans le volet lillois, il est indiqué par DUBROEUCQ, en écoute téléphonique, que Hermant vend des armes à plein de flics dit l'avocat.

Hermant dit ne pas comprendre ce que ça veut dire, dit qu'il a été intermédiaire, (inaudible), met en contact selon les fonctionnements de clubs de tirs.

Hermant a dit avoir vendu une quarantaine d'armes à M. Lemaire.

Hermant dit que c'était dans un contexte particulier : c'était des armes récupérées du trafic d'armes de monsieur DENEVI.

Il a récupéré ces armes de M. DENEVI qui voulait lui mettre à l'envers.

DENEVI a également été condamné.

L'avocate demande si Hermant a pris des armes sur les 173.

Inaudible (...)

L'avocate parle de deux hommes sur lesquels on a trouvé des armes lors d'une saisine en décembre 2013 ou l'ADN d'Hermant est dessus.

Hermant dit qu'il ne sait pas, il ne prend pas toujours les précautions de mettre des gants.

C'est au dossier lillois. Il dit qu'il faut aller chercher les conversations Whatsapp.

Dans une vidéo du volet lillois, Hermant évoque un trafic d'armes avec des gitants de Lille et une quarantaine de pièces livrées, les policiers ont-ils décidé d'injecter les armes demande l'avocate.

« Ricard a demandé d'injecter des armes », dit Hermant.

(...) Inaudible

(...) Hermant dit qu'il y a des preuves qu'il y avait d'autres sources d'armes auprès de Ladjali.

Sur le fait que Ladjali ait dit qu'il allait se mettre au vert, Hermant dit qu'il a interprété ça dans le sens que vendre des armes actuellement c'est compliqué, même dans le monde des collectionneurs.

Il ne relie pas l'expression aux attentats. Il ne fait pas de lien demande l'avocate.

Non, c'était une pensée générale dit-il.

L'avocate dit avoir lu à plusieurs reprises qu'il indiquait qu'il y aurait un trafic d'armes sur la Belgique de manière générale, peut-il confirmer que la Belgique était une plaque tournante du trafic d'armes demande-t-elle.

C'est connu depuis longtemps que les armes c'est à Charleroi dit il.

Dans un des rapports, en mai 2014, il indique M.HALLUENT comme vendant que de la « neutra », cela le mettant hors de cause demande l'avocate.

Hermant confirme. En mai 2014, HALLUENT à son niveau à lui, il ne fait que de la neutra mais dit qu'il a su après qu'il faisait autre chose mais à ce moment là pour lui c'est de la neutra.

Il indique dit l'avocate pourtant qu'en janvier 2015, « actuellement on travaille sur un belge toujours sur des armes qui viennent d'AFG.»

Hermant dit que c'est un dossier qui est en cours, et qu'il ne peut donc pas en parler, mais n'est plus source humaine.

Il y a une vidéo dit-elle entre lui et M. Lemaire dans laquelle il fait état de ce trafic et dit qu'il ne veut pas aller en garde à vue. *inaudible* (...)

Il y a des méthodes borderlines qui existe depuis longtemps dans la police, ce n'est pas à lui de changer le fonctionnement dit Hermant.

Donc il y a des éléments d'enquête qui ne seraient pas présents car fait de manière borderline demande l'avocate.

Ca arrive souvent dans les stupéfiants et les armes dit-il.

Connaît-il Monsieur Mouhamed AKRACH demande l'avocate.

Il répond que non.

Y a un monsieur Caraba (?) qui explique qu'il sait qui a donné les armes, ce serait ce Mohamed AKRACH et qui aurait fourni les armes à Coulibaly dit l'avocate.

Elle demande si c'est sur lui qu'il travaillait.

Il dit que non et que sur le dossier parisien ne connaît rien, pas quelqu'un, personne, ne peut parler que de Lille.

Questions de la défense, Maître Saint Palais

Sur la vente de munition, il dit ne pas en vendre.

(...)

Monsieur Ladjali, était il un protégé demande l'avocat.

A ce stade, il se pose la question mais n'a pas d'éléments de réponse, mais vu comment il est sorti du dossier, sa baisse de peine, il se pose la question de protection ou d'intérêt quelconque.

Sur ses relations avec les services de police, ne veut plus « d'emmerdes », ne les voit plus, Hermant dit qu'il doit prendre sa retraite. Ils ont tenté de reprendre contact avec lui, mais fini, le monde du renseignement est fini pour lui.

Avocate de CATINO

Sur Karasular et Catino, demande à les identifier.

Il ne les reconnaît pas.

Sur l'enquêteur de la SDAT d'hier, lui a lu un de ses mails avec Ricard, il est écrit le 24 mai 2014, donne une adresse rue Victor Hugo et dit « Adresse ou AFG livre des armes » et suit un circuit de remilitarisation et finit dans les quartiers (...)

L'avocat demande s'il sait qui est Nicolas Sarkozy, c'est Antoine DENEVI répond Hermant.

Hermant dit que l'on tourne en rond, l'information a été donnée, a été traitée, écoutes administratives qui ont été mises en place, un officier s'est mis à déconner et vendre des armes, c'est comme ça que dans les quartiers, il y avait des armes d'habitude pas utilisées par les voyous.

(...)

Hermant déclare : « Il a basculé à cause d'une nana, il appartenait à deux clubs de tirs donc en a informé » inaudible. « Ça part chez Cazeneuve et on s'aperçoit que beaucoup des policiers se

fournissent auprès de Kalinowski » mais on lui a dit « quand on tombe sur des collègues on laisse tomber » donc c'est arrivé dans les quartiers et le dossier n'est pas finalisé déclare t-il.

Avocat de MAKLOUF

Sur les armes qui ont été vendues, l'avocat demande s'il en a bien vendu à LEMAIRE.

Hermant dit que oui et que c'était une demande de ses patrons pour voir les capacités qu'il avait.

L'avocat dit que ça n'apparaît pas dans l'arrêt de Douai, il a lu l'instruction Lilloise et Lemaire n'indique jamais cet élément alors qu'il aurait pu se défendre là dessus en disant que c'était une provocation.

Hermant dit que ça a surgit à Douai. Il essayait de ne pas le dire mais a du.

L'avocat dit que sur les armes AFG, vendues qu'à LADJALI, ce n'est pas ce qui a été dit dans l'instruction lilloise, il a dit au juge d'instruction que les deux dernières livraisons, des commandes anciennes ont été vendues à Ladjali mais a dit à Lemaire aussi. Donc pas que LADJALI, et Lemaire en a livré à sa famille etc.

Autre interrogatoire avec le juge : (...) fait allusion à une rencontre et un contact parisien.

C'est un mélange de choses de livraisons d'AFG et des armes récupérées à M. DENEVI et transmises à Lemaire dit Hermant.

Donc les armes d'AFG ont été notamment vendues à Lemaire demande l'avocat.

Hermant dit qu'il n'a jamais relu ses dépositions, il n'était pas dans l'idée de relire toutes les dépositions, les 40 appartenaient à Denevi.

L'avocat dit que dans le dossier Lillois, il y a de nombreux échanges avec Lemaire qui a des contacts avec des parisiens, Lemaire dit « je vais voir des amis, une bonne nouvelle ? » Il répond « nouvelle mise en place je te dirai quand on se verra ».

10 juillet 2014 : « je me suis organisé pour avoir un transporteur AFG »

Ce qui démontre que AFG était signalé depuis longtemps, dans ce cadre là AFG avait changé de transporteur, Lemaire son but était de stopper les colis à la poste et faire la livraison aux douaniers. Lemaire dit que ce n'était pas destiné à lui.

Hermant répond que non ce n'est pas une erreur.

(...)

Donc M. Lemaire a eu des armes de la société AFG demande l'avocat.

Oui 6-7, (...) répond Hermant.

L'avocat évoque une vidéo prise à l'insu de Lemaire ou on constate un échange d'armes Lemaire sur cette vidéo semble très intéressé par l'acquisition et notamment pour les parisiens.

Herlant répond qu'il y en avait pour la chicha, le Liban, M. QUENANT.

L'avocat constate que Lemaire a l'air excité par les armes.

Hermant rappelle que pour sa défense, Lemaire avait été poussé par sa hiérarchie.

L'avocat évoque aussi un échange ou il dit « on en est où avec les parigos » et Hermant répond qu'il essaie de faire passer par l'Allemagne (...)

Hermant dit que ça parle de tabac-chicha, il s'était fait voler un stock de tabac qu'il avait promis à quelqu'un, donc s'étant fait voler il était dans l'urgence de trouver.

Sur ses contacts à la section de recherches, (...) il y a de nombreux échanges de mails avec Bricard où Hermant alerte sur la société d'AFG dont les armes ont atterri chez Coulibaly, l'avocat demande comment est expliqué le fait que le Maire, Bricard etc alors qu'ils sont alertés pour les armes, elles arrivent malgré tout dans les mains de Coulibaly.

Hermant explique que quand les attentats ont démarré c'était la guerre de la justice, les moyens étaient justes, c'était la guerre pour les meilleurs dossiers et pour « choper » des crédits et AGF si ça n'a pas été plus loin, c'est par manque de moyens, rien d'autre dit-il.

Il y a un problème d'effectifs, de moyens, à la section de recherche de Lille, ils étaient 37 au début et ont fini à 11 à la fin dit Hermant.

Sur un mail qu'Hermant a écrit à Bricard, il dit le 29 septembre 2014 « toujours dehors mdr surbooké comme tu sais ayant mis mon nez... »

Hermant dit que c'est ce qu'il explique depuis le début, ce sont des méthodes border, il était en pleine infiltration, et physiquement il ne l'avait pas vu depuis longtemps.

(...)

Avocat défense

L'avocat de M. FARES demande que HERMANT s'approche pour l'identifier.

Hermant dit qu'ils ne se sont jamais croisés, il ne le connaît pas, ne se sont jamais vus.

Sur le début de son interrogatoire, l'avocat l'interroge sur le déroulement.

Hermant relève qu'on lui a reproché son retard et à juste titre.

L'avocat lui demande s'il a déposé de lui même ou si on lui a tout de suite posé des questions.

Hermant répond qu'on lui a tout de suite posé des questions.

(...)

Avocat de M.MAKLOUF

L'avocat demande à HERMANT de venir identifier MAKLOUF.

Hermant dit qu'il ne le reconnaît pas, il ne connaît personne dans le box déclare t-il.

- **Avocat de parties civiles**

Attendez que les confrères en défense et qu'il puisse s'expliquer

C est un spécialiste des armes, vous les connaissez

Comme chaque tireur dit-il,

L'avocat fait référence à la vidéo de Coulibaly où Hermant a reconnu l'arme en tant qu'arme spéciale et s'est interrogé si ce n'était pas une des armes qu'il avait vendue.

Quand il a vu la kalachnikov, il a téléphoné à LADJALI et lui a posé la question.

Hermant dit que c'est ce qu'il a dit, il lui a demandé si ça venait de lui, car il lui avait donné qu'à lui donc lui a demandé si ça venait de lui.

La défense reprend la parole expliquant que Monsieur Hermant ne s'est pas vu la possibilité de déposer librement avant d'avoir des questions, la jurisprudence a assoupli l'interdiction d'interrompre un témoin, dorénavant c'est possible d'interrompre un témoin quand il est en digression et en l'occurrence à aucun moment ce seul unique premier témoin cité par la défense ne s'est donné la possibilité de déposer librement selon l'article 331 du code de procédure pénale.

Le président s'adresse alors à Hermant lui demandant s'il estime avoir pu s'exprimer librement lors de cette audition.

Hermant dit qu'il ne sait pas comment ça fonctionne mais que oui il lui a laissé le moment de s'exprimer.

Le Président lui demande s'il souhaite dire des choses spontanément.

Hermant dit qu'il souhaite dire encore une chose, une spécificité sur un calibre de cartouche TT33, ce sont des cartouches d'une vraie rareté, il voulait apporter des précisions sur ça et Coulibaly. Il explique avoir fait objet d'un cambriolage dont les auteurs sont Denevi et (?), ils ont volé ces cartouches, ainsi que le gilet qui vient de son conteneur, il dit qu'il y a eu des plaintes et au 4^{ème} dépôt de plainte qu'il a fait, ils s'y sont penchés.

Il insiste sur le fait que ce sont ses gilets et ses cartouches de son conteneur.

Avocat général

L'avocat général demande si c'était un gilet par éclat ou tactique.

Hermant répond que c'était un filet par éclat de l'armée allemande.

La défense

L'avocate interroge sur la liberté de parole du témoin qui dépose non librement et demande si sa déposition initiale a été dirigée.

HERMANT dit qu'elle a été dirigée sur le dossier lillois. Il a eu l'impression de revivre le dossier lillois.

L'avocate interroge sur le fait que s'il avait déposé librement, on peut se demander si le dossier lillois aurait été évoqué.

Hermant dit qu'il a fait le tour de tout ce qu'il avait à dire.

Audience suspendue jusqu'à 15H

Reprise d'audience à 15h

II. Audition de Monsieur Laurent B

Il dépose de manière anonyme. En Visio-conférence.

Il s'agit d'un gendarme de 51 ans, cité en qualité de témoin à la demande de la défense. Il prête serment.

Il dit ne pas avoir participé à l'enquête et ne pas connaître les accusés. Il dit attendre les questions car il ne sait pas ce qu'il fait là. Il dit n'avoir jamais été entendu.

Le président demande s'il connaît Hermant. Il répond que oui car c'était un indic depuis le 7 mars 2013 avec lui. Son dernier contact remonte à novembre 2014.

Il n'a rien à dire de particulier et attend les questions. La gestion des sources est classée confidentielle donc il ne peut rien dire de spécial.

- **Intervention de la Défense**

Intervention de Me COUTANT PEYRE

Elle demande si, en tant qu'informateur, Hermant l'aurait informé sur une affaire de demande d'armes. Est-ce exact ?

Il dit que le dossier a été traité et finalisé. C'est-à-dire qu'ils ont procédé à des arrestations et qu'ils ont neutralisés les armes en question. Il oppose à plusieurs reprises, sur d'autres questions, le « *confidentiel défense* » ce qui ne plaît pas à l'avocat.

Il dit avoir témoigné au procès d'Hermant. Il raconte qu'il avait des informations générales mais aucune information précise pour une piste sur des armes. Hermant donne parfois des infos sur lesquelles les services de police ne peuvent pas aller plus loin.

Maître CP se demande alors s'il n'y a pas une espèce d'immunité des services de l'état ? Il répond que cela n'a rien à voir. Il rendait des comptes à ses supérieurs, à ses chefs. Il répond simplement « *j'ai rendu compte à mes chefs* ».

Il dit que leur informateur a fait ses affaires de son côté. Elle dit pourtant qu'il y avait beaucoup d'échanges entre eux. Il dit « *je dépose sous serment madame donc quand je dis c'est faux, c'est faux* ». L'avocate répond « *vous savez le serment des uns ou des autres...* ».

Elle demande s'il connaît Monsieur D et (inaudible), (témoin qui seront interrogés prochainement). Il dit qu'il ne connaît pas mais qu'il a eu connaissance d'une fausse pièce d'identité au nom de Nicolas SARCOZETTE dans un mail envoyé par Hermant. Il déclare « *Que voulez-vous que je fasse avec une pièce d'identité Nicolas Sarkozette je pense qu'il s'agissait d'un faux* ».

Elle demande ensuite son avis sur Claude Hermant. Il dit qu'il n'a pas à avoir d'avis sur Claude Hermant. Il dit ne pas être responsable, n'être responsable de rien de ce qu'il s'est passé en janvier.

Intervention de l'Avocat de MAKLHOUF :

Il demande s'il connaissait la société AFG. L'enquêteur répond que Hermant lui en avait parlé. Mais pas à de nombreuses reprises.

L'avocat parle d'un mail que H (Hermant) lui a envoyé et qui fait état d'armes qui circulent « dans les quartiers ». L'avocat se demande pourquoi aucune enquête n'a été ouverte sur la société AFG.

L'enquêteur répond que AFG avait pignon sur net avec une vente d'arme au final légale puisque démilitarisée. De plus, elles étaient à destination des collectionneurs uniquement.

L'avocat demande s'il connaît Mr L. Il dit qu'il voit qui c'est mais de manière lointaine.

L'avocat s'interroge sur le fait de dire que tout le monde a l'air de connaître AFG mais que personne ne fait rien. L'enquêteur dit que AFG était dans sa légalité.

L'avocat parle d'une rencontre, un « contact ». Le gendarme dit qu'il était présent pendant ce contact mais ne sait rien de plus.

Intervention de l'Avocat de Mr RAMDANI

Il demande si Hermant a évoqué avec lui le fait d'avoir donné des armes à Mr L, Mr D ? Il répond que pas du tout, il n'en a jamais parlé.

Il demande ensuite : « *Est-ce que vous diriez que Hermant vous a échappé à un moment ?* ». L'enquêteur ne dirait pas ça car il n'était pas h24 sur lui. Il dit qu'il a été condamné et qu'il n'a pas à dire s'il était coupable ou non ou s'il a « dérapé » à un moment. Il agissait de son côté et n'était pas sous son contrôle.

III. Audition de Monsieur Joël A :

Il témoigne en visioconférence, il est flouté. Il témoigne sous serment.

Il est surpris d'être cité ici car il ne connaît ni le fond ni la forme les faits traités actuellement. Il est surpris de témoigner.

Il dit connaître Hermant car c'était une source de mars 2013 à novembre 2014. En novembre 2014 il est parti en opération extérieure. Il n'a rien d'autre à dire de manière spontanée.

• Intervention de la Défense

Intervention Me COUTANT PEYRE

Elle demande le nom de la section où il travaillait. Il s'agit de la section de recherche de Lille. Elle a pour mission la lutte contre la grande délinquance et la criminalité organisée.

Il était un des officiers traitants de Hermant.

Elle demande si ces relations avec Hermant ont fait l'objet d'informations intéressantes. Il dit que grâce à ces infos, ils ont démantelé des réseaux de collectionneurs d'armes.

Elle continue en disant qu'il s'agit du seul trafiquant d'arme connu dans cette affaire et que ces armes sont toutes celles qui ont été trouvées avec Coulibaly. Elle poursuit en demandant s'il avait entendu parler de AFG. Il dit que Hermant citait souvent cette société. C'était une société de vente d'armes démilitarisées pour les collectionneurs.

Il dit à plusieurs reprises ne pas être un professionnel des armes. Me Coutant Peyre Trouve cela plutôt étrange d'être un professionnel de la grande délinquance mais de dire ne pas connaître les armes.

Elle demande aussi si c'est normal pour lui que AFG est pignon sur net ? il dit qu'il s'agit d'armes démilitarisés donc on ne peut pas s'en servir.

Elle reparle du mail que Hermant lui a adressé. Elle demande s'il a relayé ce mail à quelqu'un. Pour Joël A, ce mail n'avait aucun sens et il n'en a pas parlé. Il dit « *non je n'ai rien relayé et je n'ai rien demandé* ». Elle répond « *c'est malheureux, vous avez vu les dégâts d'après ?* ».

Joël A déclare ne pas se sentir responsable. Il ne sait pas ce que Hermant faisait avec les armes qu'il avait. Il n'était pas h24 avec lui. Il doit prendre la responsabilité de ce qu'il a fait seul.

Intervention de l'Avocat de Mr MAKHLOUF

Il demande si des armes démilitarisées peuvent être remilitarisées ?

Il dit qu'il ne sait pas mais que normalement non. L'avocat lui dit qu'enfait il n'y connaît rien en arme. Il dit que ce n'est pas ça mais pour lui démilitariser, cela veut dire qu'on ne peut rien faire avec l'arme ensuite.

L'Avocat lit pourtant une note écrite par ses soins au sujet de la remilitarisation des armes et de la facilité de le faire. Joël A répond qu'il a écrit cette note selon les propos de Hermant et qu'il ne l'engage pas.

Sur l'audition de Monsieur D,

Autre gendarme auditionné. La défense intervient car il apparaîtrait qu'il ne figure pas au planning de ce jour. Ils veulent le report de son témoignage. Report de cette audition.

IV. Audition de Monsieur Philippe P.

Témoigne physiquement à la barre, sous serment.

Il est l'ancien patron du SDIG. Service départemental de l'information générale, ex-Renseignements généraux.

Il dit être revenu d'Afrique centrale pour venir témoigner ici. Il dit savoir qu'il est là par rapport à ce qu'il s'est passé dans le nord. Lors de l'exercice de ses fonctions, il était responsable de l'information générale. Il est arrivé dans un service qui devait être remanié et il s'est mis à la recherche d'informations (notamment sur l'extrême droite, islamisme radical, l'extrême gauche).

Il a donc à ce moment-là, des relations professionnelles avec Hermant qui est responsable de la maison flamande. Il a aussi des liens avec Christophe D. Il « *s'infiltrer* » pour avoir des informations. C'est un travail très large avec des effectifs serrés.

Il dit qu'il pense donc être là par rapport à son lien avec Hermant.

Il raconte qu'il est arrivé à son poste après la réforme de 2008. Il travaillait surtout sur l'extrême droite. Hermant est patron de la maison flamande. C'est là qu'il tombe donc sur lui. Philippe P est allé à la maison flamande au bout de deux ans. Il raconte qu'au sein de cette maison, rien n'était organisé formellement. Il s'agissait surtout d'un groupe de jeunes qui avaient surtout une fascination pour les armes. Hermant faisait souvent du paintball. Pour Philippe P, c'était une vision désespérante et désarmante des jeunes.

Pour Christophe D : il le rencontre à un salon de tatouage et dans une salle de sport.

Le Président demande s'il avait connaissance de ventes d'armes par ce dernier. Philippe P répond que non car Hermant n'a jamais été un indicateur dans son service. C'était des échanges ouverts, généraux. Il n'a jamais abordé la vente d'arme avec Hermant. Il apprend ce trafic bien après sa mission. En effet, c'est Christophe D qui lui parle d'un trafic d'arme avec le lien avec la friterie de Hermant. Il lui parle de ce trafic qui se passe en plein cœur de Lille.

On est alors en mars 2014. Il a cette info mais ne peut pas l'exploiter car il n'est plus en fonction. Il en avise le directeur de la DJ de Lille et apprend qu'une enquête est ouverte pour trafic d'arme. Il apprend que c'est une affaire lilloise.

Philippe P a été entendu en janvier 2015 quand CH est placé en GAV. Il est entendu sur des infos qu'il a.

Question de l'assesseur : Il dit que ce matin, Hermant s'est présenté comme un homme de gauche. Qu'est-ce qu'il en pense ?

Philippe P répond qu'Hermant est intelligent, manipulateur. Il ne sait pas comment il qualifie la gauche parce que pour lui sans aucune ambiguïté, il est d'extrême droite de la manière la plus identitaire qui est.

- **Interventions des Parties civiles**

Avocat PC :

Il demande ce qu'est exactement la maison flamande ? Il s'agit d'une association d'associations qui regroupe des jeunes essentiellement, des « *petits blancs* » perdus et faibles intellectuellement. Ils étaient Manipulés par Hermant sur le côté militaire, sur leurs pensées. Il marque leur imaginaire.

Dans la maison flamande, on est clairement dans une maison d'idée extrême droite classique. Il y a des signes mythologiques, beaucoup d'éléments. Hermant se fait passer pour celui qui « sauve » des jeunes un peu perdus. Alors que ce n'est pas ça du tout. Il dit avoir vu des BD dans la maison mais rien d'écrit et rien d'intellectuel. Ils étaient dans une revendication de « *suprématie blanche* ». On pourrait le qualifier de néo nazis.

Autre avocat de PC :

Il parle du fait que Hermant affirme que la maison flamande a été créé pour surveiller les néo nazi. Philippe P répond qu'on est dans l'imaginaire et l'intimidation de Hermant mais qu'il n'en est rien. Il connaît très bien le maire de cette ville et il est très au courant de ces problèmes avec l'extrême droite.

Philippe P dit qu'il ne sait pas si Hermant a une fonction au sein du FN. Il n'a pas de contact avec le service d'ordre du FN.

Il continue en disant que Hermant joue sur son identité de « *baroudeur* », il est dans une vision sculpturale de lui-même. Il joue sur un côté séducteur, il s'exprime bien, il est manipulateur surtout envers Christophe D. Philippe P déclare que son rôle était d'être au plus près de cet individu. Il ne l'a jamais impressionné même si parfois il l'effrayait un peu. Il reste en tout cas précis sur ses déclarations à son égard.

- **Intervention de la Défense**

Maitre Coutant Peyre demande s'il a sympathisé avec lui. Il dit qu'il n'a pas sympathisé mais son travail était de l'appréhender. Il l'a donc invité chez lui etc., il le « séduisait » mais ne participait pas à sa cause.

Elle demande aussi si Hermant lui faisait des confidences ? il répond que Claude Hermant n'est pas un homme de confiance mais un homme d'intérêt.

Sur l'information concernant les armes : il répète que l'information lui a été donnée par Christophe D. Mais ce dernier ne donne pas l'information comme ça. Le but derrière est de prendre la place de Hermant.

L'affaire est confiée à la PJ mais il dit qu'il n'a pas à connaître de la suite. Il n'a plus de compétences pour en connaître.

Intervention de Maitre Saint-Palais :

Il parle de la société AFG qui avait pignon sur net et qui vendait des armes démilitarisées.

Philippe P répond qu'il a lu dans le canard enchaîné la vente d'arme faites par Hermant. Mais il n'en savait pas plus. Pour le traitement fait des informations reçues par ses collègues de la gendarmerie, il ne peut pas en dire plus.

L'avocat lui dit que le 4 avril 2015 Christophe D l'appelle et lui donne d'autres informations. L'avocat demande s'il redonne les informations à quelqu'un. Il dit que non car l'enquête était déjà lancée donc qu'aurait-il pu faire ?

Des « tensions » sont palpables lors de cet échange de questions avec Me Saint palais.

Intervention d'un autre avocat :

Il dit que quand Philippe P est entendu en janvier 2015, dans le cadre de l'instruction lilloise, il parle de Hermant mais ne parle pas de Christophe D. Il ne le mentionne pas. Pourquoi ?

Il répond qu'il n'a pas à donner sa source. Ils ne veulent pas faire apparaître Christophe D dans la procédure. C'est une sorte de protection des sources.

Reprise d'audience à 17h25

V. Audition de Monsieur Christophe D

Témoigne physiquement et sous serment.

Il a été cité par demande du Parquet. Il dit qu'il n'a rien à dire de façon spontanée. Il préfère répondre aux questions de la Cour. Il a été condamné pour 4 ans pour trafic d'armes. Il ne parle pas de manière très audible.

Le Président demande quelles étaient ses relations avec Hermant. Il dit qu'il travaillait avec lui en discothèque. Ils se voyaient à l'extérieur « *comme tout le monde* » répond-il.

Il dit que ça fait longtemps et qu'il ne peut pas dire la destination des armes.

Le président demande où Hermant achetait ses armes ? il dit que ça venait sûrement de Slovaquie. Il dit connaître AFG et a déjà acheté à AFG.

Il a indiqué être une sorte de « *rabatteur* » pour Hermant, c'est-à-dire qu'il trouvait des personnes qui veulent acheter ensuite des armes après d'Hermant.

Il dit être en bon terme au début avec lui mais qu'à la fin c'était « *compliqué* ».

On lui parle de LADJALI. Il dit ne pas le connaître. Dans ses dépositions il l'aurait pourtant rencardé avec Claude Hermant.

Le président évoque plusieurs noms en demandant s'il connaît tel ou tel personne. Il ne connaît jamais.

Le président parle de son surnom. On avait l'habitude de l'appeler « Tof » apparemment mais il ne confirme pas vraiment. Il dit que des gens peuvent l'appeler comme ça, que ça arrive.

Le Président demande s'il connaît M FARES. Il dit non. Pourtant dans la déposition de FARES, ce dernier le connaît. Il dit que « *le nom ne lui dit rien* ». FARES le décrivait comme un grand costaud, crâne rasé, toxicomane.

Il reconnaît ensuite vendre des armes à des copains, des gens de centre de tirs. Il dit être passionné d'armes.

Le président demande quels types d'armes étaient les armes de Hermant. Il ne sait pas. Il ne sait pas si les armes peuvent être modifiées.

Le président finit par lâcher « *mais finalement vous savez quoi ?* ». Il y a des rires dans la salle. Il dit qu'il ne sait pas ce qu'il fait là et ne se sent pas concerné.

L'assesseur demande s'il a fait le voyage avec Hermant ce matin pour venir au tribunal. Il dit que oui et qu'ils se sont réconciliés depuis. La salle éclate de rire. Il devait être interrogé ce matin mais était en retard aussi.

L'assesseur demande s'il voulait prendre la place de Hermant. Il dit que non. Il dit « *sans rancune* » en parlant de lui.

Question sur son audition en GAV : un policier fait référence à ce qu'il avait dit dans la procédure de Lille. Elle lit le PV. Il disait qu'au-dessus de 4/5 armes ça ne pouvait pas être un braquage.

Il dit que quelques armes ça n'intéressait pas les services de police.

- **Interventions des Avocats de Partie civile**

Elle revient sur des déclarations de 2018. La réponse de Christophe D est inaudible. Elle parle de Samir LADJALI. Elle parle d'une photo que les policiers lui ont montré ou il aurait reconnu LADALI. Il dit que c'est les policiers qui lui ont dit qui il était et que la police ment.

Une avocate lui demande si elle reconnaît quelqu'un dans le box. Elle montre Monsieur ABAD. Il dit qu'il le connaît. Il dit ensuite qu'il a sûrement fait une erreur.

Une avocate lit une déposition de Christophe D ou il dit qu'il aurait amené FARES à Claude HERMANT. Il dit que ça ne lui dit rien. Il nie en bloc.

- **Intervention de l'avocat général**

Christophe D est connu pour se faire passer pour « bête » pour ne pas qu'on l'inquiète. Il demande clairement si c'est ce qu'il est en train de faire en ce moment ? Il répond que non mais qu'il ne sait pas.

L'AG parle du fait qu'il aurait balancé Hermant pour prendre sa place, que c'était par intérêt. Il dit que non et que c'était Philippe P qui lui avait d'ailleurs donné l'idée de « balancer » CH.

Il demande à quel moment il sait que LADJALI achète des armes à Hermant. Il dit ne pas se souvenir. Il pense que c'était l'été. L'AG demande de donner des infos supplémentaires. Il répond « *vous m'en demandez trop* ». Il dit aussi qu'il n'a pas informé la police longtemps donc il ne sait pas. Il savait qu'apparemment LADJALI avait acheté une grande quantité d'arme. Il ne coopère pas du tout.

- **Intervention de la défense**

Intervention de l'Avocat de FARES :

Elle demande d'identifier FARES. Il dit qu'il ne le reconnaît pas.

Intervention de l'Avocat de Monsieur ABAD :

Elle revient sur le fait qu'il connaîtrait ABAD. Il change de version et dit qu'il s'est trompé. Dans une déposition il avait dit que sa tête lui disait pourtant quelque chose.

VI. Audition de Monsieur Olivier M

Témoin cité par la défense, sous serment.

Il a été entendu dans le cadre de l'affaire lilloise. C'est un capitaine de police, ancien de la PJ de Lille.

Il dit qu'il peut simplement relater le volet lillois. Il ne connaît pas le reste.

Le président demande de parler de Monsieur Christophe D.

Il raconte que Christophe D a été présenté au service par Mr Philippe P présenté à la PJ de Lille. Il l'a personnellement rencontré ensuite et a été inscrit comme informateur.

Il confirme les activités de Hermant c'est-à-dire qu'il a des armes démilitarisées, qu'il en revend etc. Ils ont cessé de travailler avec lui en janvier 2015 car il donnait des informations fausses, peu fiables. Il a balancé Hermant car il avait été humilié par de dernier.

Le policier dit qu'il ne donnait plus de renseignements fiables. Pourtant le Président rappelle que c'est lui qui a donné des infos sur les armes. Le policier répond que ces informations démarrent aussi avec une perquisition où on trouve l'ADN de Hermant.

Christophe D aurait dit que son seul client été un certain Samir. Il sera identifié par témoignage de DENEVI et identifié comme LADJALI. Ce dernier n'était pas connu de trafic d'armes mais des stup.

Le président demande des éléments sur la personnalité de Christophe D et HERMANT. Il dit que ce sont deux personnes différentes. Hermant fait toujours le show mais Christophe D fait toujours celui qui ne sait pas, qui n'a pas les informations. Il peut dire tout et son contraire. Cela a été donc très dur de bosser avec lui. Ça partait dans tous les sens.

- **Intervention d'un avocat de Parties civiles**

Il demande pourquoi il est radié du fichier source en janvier 2015. Y a-t-il une vérification des indicateurs sur une question d'armement à ce moment-là ? est-ce que c'est le hasard du calendrier ou c'est au contraire une succession de vérification de hiérarchie ?

Le policier répond que fin d'année 2014, il n'y a presque plus de contact avec Christophe D et il est radié début 2015 par le pur hasard. Il n'y avait déjà plus de contact fin 2014.

- **Intervention de la défense**

Avocat de MAKHLOUF :

Il parle des écoutes téléphoniques de Hermant et sa femme.

Le policier répond qu'ils en tirent, au final, peu d'éléments intéressants. La seule chose qui attire l'attention est un contact avec un douanier de Lille. Il s'agit de Sébastien L. Il semble servir d'intermédiaire entre Hermant et des tierces personnes. Elles ne sont pas identifiées mais se font appelées « *des amis parisiens* ».

L'avocat cite des contacts sms entre Sébastien L et Hermant. Le policier dit que c'est la seule fois où le nom AFG est cité.

L'avocat demande s'ils font des investigations. Il répond qu'ils regardent sur internet la société AFG mais ne vont pas plus loin.

L'avocat rappelle que Hermant avait dit qu'il avait vendu des armes à Sébastien L. Le policier confirme que Sébastien L a acheté une kalachnikov et le confirmera par la suite.

Il demande d'expliquer comment Hermant est interpellé le 20 janvier 2015. Il trouve que c'est un hasard trop gros.

Il dit qu'il ne peut pas répondre et que les douanes seraient plus à même de le faire.

Il dit que tous les éléments pour remilitariser les armes étaient présents dans les ateliers de Hermant. C'est ce qu'ils découvrent pendant la perquisition.

Il demande pourquoi la société AFG n'avait pas été interrogée. Il répond qu'il n'y a pas eu de demande d'entraide sur cette question.

Nous apprenons que Sébastien L ne comparaitra pas aujourd'hui.

Intervention d'un avocat de PC avant la suspension d'audience.

Il soumet une demande sur l'article 310, demande formulée par les parties civiles qu'il représente. Elles pensent que des questions semblent oubliées.

Ils ont deux questions centrales :

- Qu'est-ce qu'on savait éventuellement des prémices de l'attentat de Charlie Hebdo ? Et qu'est-ce qu'on peut dire de la manière de la protection des locaux de Charlie Hebdo a été faite ou défaite au moment de l'attentat ?

Les primo intervenants ignoraient que dans la rue où ils allaient, il y avait les locaux de Charlie. Il ne trouve pas cela normal et voudrait des explications.

Il demande à la juridiction de procéder, aux vues des débats, à l'audition de Mr CAZENEUVE, ancien ministre de l'intérieur.

Il dit que ce n'est pas dans un esprit polémique qu'il demande cela mais de l'intelligence des débats et des situations. Pour lui, Mr CAZENEUVE serait à même de répondre.

- **Intervention de l'Avocat général**

Le parquet Anti-terroriste a une autre proposition. Il demande que soit cité des personnes de services compétents.

L'avocat de partie civile dit que la demande du parquet ne contredit pas la demande des Parties Civiles.

- **Intervention de la défense**

Il ne contredit pas mais il dit que cela ne doit pas altérer la défense des hommes dans le box. Il faut faire attention au planning. Il dit oui, à condition que l'emploi du temps soit convenable.

JOUR 23 – VENDREDI 2 OCTOBRE 2020

L'audience est reprise à 9h40.

Le Président commence par prévenir les parties qu'il n'est pas fait droit à la demande d'audition de Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur à l'époque des faits. En vertu de son pouvoir discrétionnaire, il considère que cette audition n'est pas indispensable à la manifestation de la vérité.

I. Audition d'enquêteur *anonymisé* de la police fédérale de Charleroi (Belgique)

- **Questions de la Cour :**

L'enquêteur est commissaire de police, il travaille à la police judiciaire de Charleroi. Le Président l'invite à prêter serment.

Etant en visio conférence, un avocat de partie civile demande qui sont les personnes qui accompagnent le témoin. Il s'agit d'un magistrat de Belgique, et de techniciens permettant la bonne tenue de la visio conférence.

L'enquêteur est amené à témoigner sur le volet d'enquête belge en lien avec les faits. Il souhaite projet un power point qui est diffusé.

En Belgique, l'enquête comme le 12 janvier 2015. L'un des accusés, Karasular, s'est présenté de lui-même à la police judiciaire belge pour l'informer avoir acheté un véhicule à une personne qu'il a reconnu comme étant Amedy Coulibaly suite aux attentats. Il lui aurait vendu un véhicule Mini pour 12000 euros, et l'aurait reconnu à la télévision. Il déclarera l'avoir vendu via un intermédiaire, qu'il reconnaitra ultérieurement comme étant Ali Riza Polat. Karasular est gérant d'un garage, il affirmera avoir jeté son GSM (boitier téléphonique) après avoir vu que Coulibaly avait commis les attentats.

Karagular était en situation de séjour irrégulier. Il était connu défavorablement des services de police belge, ayant été condamné 6 fois (pour stupéfiants, détention d'armes, dépôts de déchets illégaux, infractions au droit du travail, jeu illégal). Il a des liens avec le PKK (kurde), c'est un profil qualifié de peu fiable, qui a notamment pour ami un homme connu pour être salafiste.

Sa première déclaration étant confuse, les policiers lui ont demandé de l'accompagner à son garage.

L'enquête a aussi été menée envers Michel Catino, proche de Karasular. Celui-ci est connu pour vendre des véhicules d'occasion et la tenue de jeux de hasard. Il a déjà été condamné 5

fois, notamment pour vols avec violence, vols, infractions fiscales. Il a aussi été incarcéré en Allemagne.

Les policiers se sont donc rendus au garage de Karasular. Il a donné son accord pour une perquisition. Le garage n'avait aucune existence légale, c'est un endroit délabré, les véhicules d'occasion y sont en très mauvais états, connus aussi pour lieu de commerce de pneus d'occasion. Un couple y réside, faisant office de concierge, dans des conditions de fortes insularités. Le garage était désordonné, ils n'ont pas trouvé de registre de commerce.

Les enquêteurs ont trouvé deux sacs poubelles remplis de papier dans une arrière salle. Dans l'un, il sera retrouvé une liste de descriptifs d'armes, dont il ressortira qu'il s'agit de l'écriture de Coulibaly. Sur un autre papier, une liste de prix d'armes était dressée, dont l'expertise graphologique permettre d'établir qu'elle a été écrite par Polat. Une liste de prix sera retrouvée, rédigée par Karasular.

Les policiers se sont rendus aux adresses des associés de Karagular, dont il a communiqué les coordonnées. Après saisine d'un juge d'instruction, des perquisitions ont eu lieu, à nouveau au garage, au domicile de Karasular et de Catino, et au domicile de la maîtresse de Karagular.

Chez Karagular, il sera trouvé au-dessus d'une armoire dans une chambre un tas de papiers. Sur l'un d'eux, sera retrouvé l'un des numéros de téléphone utilisé par Polat, et sur un autre à proximité, celui de Catino, ainsi qu'une liste d'armes mentionnant notamment un lance - roquette mais dont l'auteur restera inconnu.

La femme de Karasular affirmera aux enquêteurs que le 9 janvier, un homme est venu chez eux, il souhaitait parler à Karagular. Il s'est présenté comme « un ami de Marseille de Karagular ». Il s'avérera plus tard qu'il s'agissait de Polat. Ce dernier était calme et poli selon elle. Son époux est parti avec lui, puis il est rentré, en ayant l'air d'avoir peur.

Sera aussi retrouvée, la facture d'achat à un garage de Bordeaux du véhicule Mini pour 27 000 euros par Hayat Boumediene (l'épouse de Coulibaly) , ainsi que la carte d'identité de cette dernière. Le véhicule aurait été financé par un prêt à son nom.

Karagular confirmera avoir eu contact avec Polat le 9 janvier. Sur les documents retrouvés, il répondra qu'ils proviennent du commerce d'un ancien établissement qu'il gérait. Il niera avoir eu contact avec Coulibaly lors des attentats, mais confirmera l'avoir rencontré entre le 4 et 6 janvier.

Karagular aurait jeté son téléphone et se serait débarrassé de la carte sim le 8 janvier au soir. La mini est été vendue par Polat à une personne connue par la Karagular, Tsatsis.

Karagular a été entendu par un juge d'instruction. Il affirmera connaître Polat depuis le mois de juin 2014. Polat se serait arrêté par hasard dans son garage alors qu'il se rendait en Belgique pour acheter des dattes, ce qui surprendra les enquêteurs... En septembre, Polat lui

aurait proposé de vendre un véhicule, une mini. L'argent de cette vente était réclamé par Polat en partie le 9 janvier. La voiture a été revendue au neveu de Karagular, Tsatsis.

Les perquisitions permettront d'établir une liste de 16 numéros utilisés par Karagular. Pour Catino, 3 numéros seront retrouvés, dont un à côté de celui retrouvé chez Karagular à côté de celui de Polat.

L'acheteur de la mini, Tsatsis, a été entendu.

Karagular s'est rendu avec l'acheteur à Paris, pour rencontrer Polat et Coulibaly, détenteurs de la voiture. Il ne serait pas posé de question sur l'absence de certificat de non gage. Depuis le véhicule, après avoir été ramenée en Belgique, a été exportée en Grèce.

L'acheteur aurait successivement été mené par Polat et Karagular pour payer la voiture après qu'elle lui ait été remise. Ils avaient convenu de payer le véhicule en 2 fois, pour un montant total de 12 000 euros.

Un intermédiaire a fait le lien entre Tsatsis et Karagular, pour organiser le paiement de la somme. Il estimera que Karagular avait l'air dingue après les attentats de janvier.

Le 27 janvier 2015, a eu lieu une confrontation entre Tsatsis et Karagular. Ils confirmeront les faits évoqués.

Concerant les 16 numéros attribués à Karagular, 8 auront un certain intérêt. L'un révélera beaucoup de contacts avec Michel Catino, 1 contact avec Polat le 3 janvier 2020. Pour un autre numéro, Karagular affirmera avoir jeté son numéro de téléphone lorsqu'il a reconnue Amedy Coulibaly le 8 janvier. L'enquêteur précise que la photo de Coulibaly n'a été diffusée dans la presse que le 9 janvier 2020. Il n'a jamais vu les frères Kouachi. Un autre numéro révélera une quarantaine de contact avec Martinez, une cinquantaine avec Polat, aussi avec Abbad. Il est aussi noté que le numéro de Catino cessera de fonctionner à partir du 8 janvier au soir.

Sur Abbad, il sera révélé 35 communications téléphoniques de sa part lorsqu'il sera sur le territoire belge vers notamment Catino et Karagular. (...).

Pour Martinez, des contacts avec Karagular seront aussi identifiés, de même qu'avec le numéro de téléphone de la maîtresse de Karagular.

Ils ont voyagé pour acheter la minuit le 29 novembre, et ont rencontré Polat et Coulibaly au soir. Ils se sont vus près de la porte d'Orléans, pour voir la mini. Le 2 décembre, Tsatsis et Karagular reviendront sur Paris chercher le véhicule pour l'amener en Belgique.

Les enquêteurs déduiront aussi des déclarations de chacun que le 18 décembre 2014, Polat et Coulibaly sont passés au garage de Karagular. Karagular dira qu'il était surpris que Polat fasse des prières, alors qu'il n'était pas d'une origine pratiquante. Sur la religion, il aurait discuté à ce sujet avec Coulibaly qui serait devenu agressif à son évocation. Karagular notera

que Polat se comportait en présence de Coulibaly comme « un soldat face à son commandant ». Polat reconnaitra ultérieurement ce voyage.

Le 3 janvier 2015, Polat reviendra en Belgique, pour avoir l'argent de la mini. Il recevra 2000 euros, qu'il s'empressera de donner à Amedy Coulibaly. Cela explique peut être que de l'argent avec les empreintes de Karagular ait été retrouvé sur Coulibaly lors de la prise d'otages.

Le 4 janvier 2015, les téléphones de Coulibaly et de Polat déclencheront des antennes relais à proximité du garage de Karagular.

Le 6 janvier, Polat revient en Belgique, et demande le solde de la somme d'argent de la vente. Il recevra 3500 euros. (...)

Le 8 janvier, Tsatsis a été menacé par Karagular pour régler la somme d'argent autrement « les français vont venir tirer sur ta façade ». Lors de la confrontation, il sera établi que Karagular avait été également menacé par Polat pour régler la somme d'argent.

Le 9 janvier, Polat se rendra en Belgique, Karagular lui remettra plus de 2000 euros. Le 10, Polat prendra un train Thalys pour se rendre à Bruxelles, le 11 il prendra un vol pour le Liban. Tentant de passer la frontière syrienne, il sera arrêté.

Sur le volet des armes, un virement a été fait de Polat à Karagular de 1400 euros, en plus de frais d'envoi. C'est la somme dont il était écrit sur un papier dans le garage de Karagular nécessaire pour l'achat d'un Tokalof. Polat dira qu'il s'agira d'une avance pour un véhicule Renault Scenic qui n'a finalement pas abouti, Karagular dira qu'il s'agissait d'une dette que lui devait Polat, et non de l'achat d'un véhicule.

Tsatsis insistera sur le rôle du Catino. Il considère qu'il est le bras droit de Karagular, et effectue pour lui le sale boulot.

Sur le revolver Nagan, il ne vient pas de la filière « Hermant ». A l'époque, il était possible d'acheter ce type d'armes assez facilement en Belgique, sans contrôle, dû à une faille dans la législation belge. L'enquêteur pense qu'éventuellement Catino aurait acheté cette arme.

Un assesseur interroge l'enquêteur sur le cadre juridique de l'enquête en Belgique. Il s'explique dessus (...).

Sur la clôture des investigations, elle se termine le 20 janvier après les dernières demandes effectuées par la France.

Sur la localisation des sacs poubelle dans le garage, ils se trouvaient dans l'arrière salle de la salle d'entrée. 2 sacs seront retrouvés près d'une armoire, dans un état qui ne laissait penser qu'ils étaient là depuis longtemps.

Sur le café que Karagular gérait auparavant, il a été fermé en 2012, alors qu'il est écrit en 2010. C'est une erreur.

Le témoin confirmera que le nom de Polat a été retrouvé chez Karagular, au dessus de l'armoire de la chambre du couple, à proximité de celui Catino.

Concernant Catino, l 8 janvier, celui-ci dira avoir été au casino, et laissé son portable dans la voiture. Lors d'un premier interrogatoire, il affirmera s'être débarrassé de son téléphone sur demande Karagular.

Un autre assesseur l'interroge sur le prix du revolver nagan, vendu au stock américain en 2014. Le témoin ne peut donner un prix exact, mais compte tenu de son anciennement, et de la difficulté à trouver ajd des munitions compatibles. En tout état de cause, cela valait moins que le tokareff.

- **Question des parties civiles :**

Avocat 1 :

Il souhaite se voir confirmer que le téléphone de Catino a cessé d'émettre à partir de 16h01/ Celui de Karagular cessera d'émettre à 16h47, mais aura été remplacé par un autre téléphone activé préalablement à 16h40. Il confirme.

Il ne peut dire s'il y a eu contact entre Catino et Karagular pendant ce laps de temps. Il s'agit seulement des dernières utilisations, mais il est possible que le boîtier téléphonique de Catino ait été jeté après celui de Karagular, en dépit des heures constatées.

Avocat 2 :

Lors de son audition, Karagular aurait été interrogé sur les relations entre Polat et Coulibaly. Il dira que c'est principalement Coulibaly qui prenait la parole. Il confirme la vision de Polat comme un « soldat face à son commandant ». Polat affirmera cependant qu'il avait une dette envers Coulibaly, issue d'un trafic de stupéfiants.

Avocat 3 :

Il lui est demandé de rappeler qui est « Mourad ». Le témoin ne se souvient plus. Après avoir précisé sa question, le témoin se souvient que c'est le nom donné par Karagular pour désigner Amedy Coulibaly lors de sa première audition. Vu qu'ensuite il l'a reconnu comme étant Amedy Coulibaly, ce nom ne sera plus employé dans les interrogatoires successifs.

L'avocat précise que c'est le nom donné par son père spirituel, Djamel Beghal. Aucun autre témoin n'emploiera le nom de Mourad. Karagular trouvera cela d'ailleurs bizarre qu'un noir porte un prénom arabe selon ses termes. Catino non plus n'utilisera pas le nom de Mourad.

Avocat 4 :

Sur la téléphonie, il lui est demandé s'il a eu l'impression d'une reddition de comptes des personnes mises en cause à Coulibaly. Coulibaly n'apparaît pas dans les enquêtes de téléphonie belge, il ne peut donc répondre.

Concernant la destructions des boîtiers téléphonique, son hypothèse est que Karagular et Catino aient été informés d'une manière ou d'une autre le 8 janvier que Coulibaly était en lien avec les attaques. Mais il souhaite se limiter à des constatations.

- **Questions de l'avocat général**

Sur la liste retrouvée chez Karagular, il confirme le fait que le couple était en froid à cette période, mais il continuait d'y vivre, et occupait notamment la chambre où les numéros ont été retrouvés.

L'enquêteur n'a pas non plus d'informations ou d'explications à donner sur le fait que le numéro de Catino ait été retrouvé chez lui sur un bout de papier.

L'avocat général revient sur le fait que sur un ticket de KFC, une écriture sera retrouvée chez lui. Il n'y a pas de KFC en Belgique à cette période, cela venait donc de France. Il est écrit dessus un lien avec un ami de Marseille, or aucun des suspects ne vient de cette ville, seul Polat se présentera comme un ami de Marseille à la femme de Karagular, même s'il n'en vient pas vraiment.

L'avocat général évoque une autre procédure qui s'est clôturée la semaine dernière, et dont les pièces ont été versées au dossier au début de la semaine. Cette procédure met en cause l'un des fournisseurs d'armes de Coulibaly. Un broyeur valant plusieurs centaines d'euros aurait été acheté, puis vendu en faisant l'objet d'une escroquerie. Une plainte aurait été déposée, mais le lien avec les protagonistes est confus. (...).

- **Questions de la défense :**

Avocat de Catino :

Il revient sur la qualité de directeur d'enquête du témoin. Il lui demande sur quoi se fonde la rumeur selon laquelle Catino porterait toujours une arme. Il répond que c'est une information judiciaire évoquée dans une procédure annexe, qui n'a pas abouti contre Catino. La vraisemblance des faits n'est donc pas vérifiable, et lui-même ne l'a jamais vu

avec une arme, excepté lors d'une affaire de vol avec violences. L'information est seulement parvenue aux enquêteurs.

Il revient sur le fait que Catino et Karagular se connaissaient depuis 30 ans, et qu'il est donc normal que son numéro soit retrouvé au domicile de Karagular. L'enquêteur note toutefois qu'il est étrange que ce numéro ne soit pas enregistré depuis le temps qu'ils se connaissent.

Le numéro de Catino a été retrouvé sur un tas à proximité de celui de Polat. Sur ce tas, figurent aussi des numéros de taxi, de coiffeur, etc, et l'avocat lui demande s'il est pertinent de relevé cette proximité entre deux numéros, dans un tas qui a apparemment vocation à rassembler des numéros éparses.

Sur la téléphonie, il lui demande pourquoi un numéro en particulier a été attribué à Catino. Il s'agit en fait d'un numéro que Catino avait en commun avec Karagular. L'enquêteur répond qu'il pouvait savoir quand il s'agissait de Catino et non de Karagular lorsque le numéro appelait un autre numéro de Karagular.

Sur la localisation de Catino, l'enquêteur et l'avocat ne sont pas d'accord. Catino a déménagé en 2016, il ne s'agissait donc pas de Catino selon l'avocat. Ce téléphone n'aurait pas été en sa possession. L'enquêteur conteste cette interprétation.

Il souhaite également corriger la mention faite d'un appel de Polat vers Catino le 8 janvier, alors qu'il s'agissait d'un appel d'Abbad. Le témoin confirme cette erreur dans une pièce de la procédure.

L'avocat revient aussi sur la téléphonie de Catino. A partir de 16h, le 8 janvier, le témoin a indiqué qu'il n'émettra plus d'appels. Pourtant des appels téléphoniques et des sms seront reçus par le téléphone. Le témoin confirme qu'à partir de 16h il n'émettra plus, et vers 22h les appels émis tomberont directement sur la boîte vocale de Catino. Catino a quand même pu se débarrasser de son téléphone avant d'aller au casino.

L'avocat revient sur le fait que le lendemain du 8, Catino aidera son fils à déménager. Son fils entendu, il a indiqué qu'ils découvriront ensemble le visage de Coulibaly à la télévision, et paraîtra surpris. Le témoin confirme, en notant que l'activité du téléphone s'était toutefois arrêtée la veille.

Avocat d'Abbad :

Les enquêteurs n'ayant belges n'ayant pas examiné la téléphonie d'Abbad, l'avocat conserve ses questions sur ce point pour après. Il souhaite toutefois revenir sur le deuxième numéro de téléphone attribué à Abbad, ne contestant pas l'attribution du premier : comment les autorités belges l'ont elle associée à Abbad ? Sur la base des investigations françaises. L'avocat note que ces deux lignes attribuées s'appellent parfois, c'est donc une erreur, que les enquêteurs français ont modifié a posteriori. Ils n'ont toutefois pas mis à jour leurs informations auprès des autorités belges.

Avocate de Polat :

Elle relève d'abord que l'enquête belge se base sur des éléments communiqués par la France où des erreurs apparaissent, et qui n'ont pas été mis à jour. Elles sont donc rétrospectivement erronées.

Elle lui demande s'il a entendu parler de la société AFG ? Il ne pense pas, mais se souvient quand elle évoque une société qui vend des armes en Slovaquie. Il n'y a pas de trace de liens entre cette société et Karagular. Il n'a pas d'informations supplémentaires sur ce point.

Sur les lignes de Karafular, le témoin confirme que l'heure de la dernière communication est 16h47. Il ne sait pas à qui cette téléphonie était adressée, mais cela doit être constaté dans les pièces de la procédure. Elle lui demande s'il y a des traces qu'une personne aurait prévenu Karagular et Catino, les incitant à se débarrasser de leur téléphone. L'enquêteur n'a pas trouvé de traces. Cela le surprend justement que les lignes aient cessé d'émettre à partir du 8, mais il n'a pas réussi à trouver des éléments tangibles permettant de l'expliquer.

Interrogé sur la pratique d'utiliser des cartes sim différentes, l'avocate considère comme une pratique normale lorsque l'on a un faible budget d'utiliser des cartes prépayées. L'enquêteur n'est pas d'accord, l'utilisation de cartes prépayées, à l'époque, n'empêchait pas de conserver le même numéro sur une longue période de temps. L'utilisation de nombreuses lignes est révélateur d'un comportement délinquant, du moins d'une personne qui cherche à se faire discrète.

Avocat de Karagular :

L'avocat revient sur la collaboration de son client à tous les actes de la procédure belge : il a donné son assentiment à la première perquisition, les aurait conduit à son garage, etc. Il aurait même montré aux enquêteurs les sacs de papiers. L'enquêteur ne confirme pas ce dernier point, il ne se souvient plus de ça.

L'avocat demande pour le prouver communication d'une pièce de la procédure belge qui ne pas au dossier, à savoir la première audition de Karagular avant la saisine du procureur du Roi. Mention en est faite dans une pièce, sans qu'il ne soit retranscrit. La cour en prends note, mais considère a priori que les éléments du dossier permettent de l'éclairer suffisamment. L'avocat la versera aux débats ultérieurement, puisqu'au final il semble l'avoir en sa possession.

Sur le contenu des sacs, il lui demande si son client a dit aux enquêteurs quels contenus s'y trouvait. Il répond qu'il n'a d'abord rien dessus. Interrogé dessus après, Karagular aurait dit qu'il n'y avait que des papiers issus de son café qui a fermé depuis longtemps.

Il revient également sur une pièce de la procédure, où Karagular décrit Coulibaly comme nerveux et agressif. Le témoin confirme cette pièce.

Sur Tsatsis, il n'a pas été en contact avec Coulibaly, seulement avec Polat qui lui a réclamé la somme due pour la voiture. Aucun élément de téléphonie n'a été retrouvé permettant

d'établir un contact téléphonique direct entre Coulibaly et les belges impliqués dans la procédure.

Tsatsis mentionnera avoir été menacé par Karagular pour obtenir l'argent issu de l'achat de la voiture. Il demande si Karagular lui-même n'avait pas réagi ainsi à cause des menaces de Polat. Il confirme, lors d'une confrontation, entre les deux, de telles explications ont été données par Tsatsis et Karagular.

(...).

L'audience est suspendue à 13h.

Reprise d'audience 14H

Se présente à la barre un homme qui se dit être un proche de Stéphane Charbonnier et qui souhaite se constituer partie civile. Le président lui indique que pour être partie civile il faut avoir un préjudice direct et personnel. Le président annonce ensuite à l'homme que L'admission ou non de sa constitution de partie civile lui sera communiqué ultérieurement.

II. AUDITION DU DOCTEUR F.

Experte en génétique

Dans le cadre de cette affaire, le laboratoire a été destinataire de 106 réquisitions. Le laboratoire a été missionné dans le cadre de 27 ordonnances délivrées par Mme le juge POUX. Il a procédé à l'analyse de 471 scellés.

Il fallait les comparer avec les profils de 113 personnes. Le Dr F déclare que ces scellés concernaient les attaques de Charlie, de Montrouge, de l'Hypercashier, des véhicules des terroristes, de l'imprimerie de Dammartin-en-Goële notamment.

Le Docteur détaille ensuite les profils identifiés sur chaque site en fonction des scellés traces qui ont été adressés.

"85 scellés traces ont été analysés dans les locaux de Charlie Hebdo et dans la citroën C3 des KOUAHCI".

« Pour L'Hyper Cacher, le profil d'Amedy Coulibaly a été caractérisé sur 48 des scellés".

Ont été caractérisés ceux de Said Makhoulf et Nezar Pastor Alwatik sur d'autres scellés (taser et gants). Celui de Willy Prévost et de Christophe Raugel ont été caractérisés sur un

scellé portière de la voiture Renault Scenic utilisé par Amedy Coulibaly pour se rendre à l'Hyper Cacher.

Le Dr F. indique que « 66 ADN masculins et 23 ADN féminins ont été mis en évidence, parmi lesquels des profils inconnus. » En définitive, "33 ADN masculins et 18 ADN féminins sur les 89 mis en évidence sont restés inconnus. »

En particulier, un profil ADN masculin préoccupant demeure inconnu. Il a été relevé sur la plaque d'immatriculation de la Citroën C3 des Kouachi. Ce profil ADN a également été retrouvé sur un fusil d'assaut à l'imprimerie de Dammartin-en-Goële. Cet ADN masculin inconnu a été baptisé M14. Le profil génétique de COULIBALY a été enregistré sous le nom « MAVC ».

Le président demande à l'experte d'indiquer à la cour la localisation des prélèvements Concernant les armes, l'endroit où était le prélèvement, c'était où?

L'experte en génétique: Tous les prélèvements ont été effectués sur l'extérieur des armes.

Le président s'adresse ensuite à l'experte : "Vous nous dites qu'en matière ADN il n'y a jamais de certitudes absolues, il n'y a que des certitudes plus ou moins grandes".

Sur le jean de Coulibaly on va trouver une trace d'Hayat Boumedienne (partie le 2 janvier 2015 direction la Syrie).

L'ADN de Christophe Raumel sera retrouvé sur 4 des cinq couteaux analysés et sur un casque.

Sur l'ensemble des sites , 33 ADN masculins et 18 ADN féminins restent inconnus répète l'experte répondant à une question de Me Metzker. Elle détaille sur chaque site combien d'ADN inconnu ont été retrouvés (Charlie Hebdo, Montrouge, le site avec la tentative d'assassinat du joggeur, la voiture qui a explosé à Villejuif, l'imprimerie de Dammartin-en-goële, la moto Suzuki et le Renault Scenic de Coulibaly, la C3 des Kouachi et l'Hyper cacher).

L'avocat général s'adresse ensuite à l'experte concernant l'ADN de Mr Said Makhlouf (accusé) identifié sur la lanière d'un taser. Selon l'experte, 7 prélèvements ont été faits sur le taser, et un seul sur la lanière du taser. Il y a la probabilité de 1 sur l'ensemble de la population mondiale que ce soit quelqu'un d'autre.

Une avocate de Said Makhlouf interpelle l'experte en génétique : " Said Makhlouf conteste avoir touché ce taser. Il faut comprendre comment son ADN peut se retrouver là par transfert. C'est peut-être parce que Said Makhlouf a aurait serré la main de Coulibaly ».

Me Coutant-Peyre à l'experte: « vous avez étudié 471 scellés, le profil génétique de mon client Ali Riza Polat (accusé) n'est pas retrouvé ». Le profil génétique d'Ali Riza Polat est différent des profils génétiques retrouvés.

L'experte précise ensuite que l'ADN M14 non identifié est inscrit au FNAEG (Fichier national des empreintes génétiques).

III. AUDITION DU DOCTEUR P.

Expert en génétique

Le Dr P. expert explique qu'il a travaillé sur le taser. Sur la lanière, il a fait 3 prélèvements. Sur le dessous, il a caractérisé une empreinte génétique féminine. Il a trouvé un mélange d'empreinte génétique, inconnue masculine 3. Il a noté la présence d'autres empreintes génériques mais en trop faible quantité pour les caractériser. Il ne s'agit pas d'un mélange d'ADN mais seulement d'ADN en trop faible quantité pour les caractériser. Il y a un ADN très majoritaire sur le taser qui est celui de Mr Makhlouf et en dessous on a d'autres empreintes génétiques dont on ne sait pas à qui elles appartiennent.

L'expert explique que "le problème des mélanges d'ADN est un problème extrêmement complexe, surtout sur un même objet". Il est impossible de savoir d'où viennent les cellules retrouvées en faible quantité sur le taser.

L'avocat général : "L'ADN de Makhlouf est identifié en février 2015 par le Dr F.(expert) sur l'ADN du taser (de Coulibaly). Comment l'ADN de Saïd Makhlouf s'est retrouvé là, il y a plusieurs hypothèses.

Les hypothèses sont :

- Saïd Makhlouf serre la main de Coulibaly qui ensuite serre la lanière du taser
- Coulibaly s'installe sur le canapé lit de Makhlouf, récupère de l'ADN et en met sur le taser. Mais l'ADN de Saïd Makhlouf n'a pas été retrouvé sur les vêtements de Coulibaly.
- L'ADN de Makhlouf aurait été récupéré d'une manière ou d'une autre et aurait fini sur le taser.

Saïd Makhlouf a toujours contesté avoir eu en mains le taser. Pourtant l'expert déclare : "le fait que l'on retrouve l'empreinte génétique de Saïd Makhlouf majoritairement sur le taser nous oriente vers un transfert direct ». Une avocate de Saïd Makhlouf prend la parole pour dire qu'on ne peut pas exclure l'hypothèse d'un transfert secondaire de l'ADN.

IV. AUDITION D'UN ENQUÊTEUR DE LA SDAT ANONYME

Cet enquêteur a travaillé sur le volet armes belgo-ardennais, et sur la téléphonie d'Abdelaziz Abbad et Miguel Martinez (accusés). "6 pistotels Tokarev TT 33, 20 batons d'explosifs, un Nagant, deux kalachnikov... ont été retrouvés dans l'appartement de Coulibaly ou à l'Hyper Cacher côté Kouachi, des fusils d'assaut... La vente de Nagant était autorisé en Belgique jusqu'en mai 2013. Etait établi que les armes des Kouachi venaient d'ex-Yougoslavie". Celles de Coulibaly sont passées par la Slovaquie et le Nord". La Mini Cooper d'Hayat Boumedienne a été achetée en septembre 2014 plus de 27 000 euros et a été vendue avec un écart de plus de 10 000 euros. L'écart avancé comprenait un complément matériel qui pouvait inclure des armes. Metin Karasular était susceptible de fournir des armes. Les perquisitions dès début janvier 2015 à l'appartement et au garage de Karasular ont permis de découvrir un

document relatif à des commandes d'armes, "combien de détonateurs pour un kilo?"... Les études graphologiques ont permis d'établir que ces documents ont été écrits par Ali Riza Polat. Metin Karasular était l'auteur d'un autre document". L'enquêteur a cherché à établir les corrélations entre ces listes et les armes des terroristes. 3 chargeurs de Kalach ont été rapprochés de ceux de Dammartin-en-Goële. L'ADN de Coulibaly a été retrouvé sur une crosse d'une arme des Kouachi à Dammartin-en-Goële. Les interrogatoires de Prevost évoquaient un déplacement d'Ali Riza Polat à Charleroi pour aller chercher des armes. Coulibaly aurait récupéré ses armes en disant que 'c'était de la merde', des 'trucs anciens'.

Les surveillances physiques sur Mr Polat de janvier à mars ont montré que Mr Polat n'utilisait plus de téléphone mais passait par des taxiphones.

Monsieur Ali Riza Polat (accusé) semblait chercher des armes dès début 2014 pour Amedy Coulibaly. Ali Riza Polat a utilisé au moins 7 lignes téléphoniques. Polat dira que Coulibaly lui remettait des téléphones et des puces pour qu'il puisse en changer souvent. Toutes les lignes téléphoniques avaient bien sûr "des identités fantaisistes". Ali Riza Polat (accusé) est en relation avec 61 contacts distincts dont 12 contacts sont des correspondants belges. Parmi les contacts: Metin Karasular, Michel Catino. Il aura aussi contact avec Miguel Martinez (tous les 3 accusés).

Ali Riza Polat est très attentif et fait des commentaires de temps en temps pour contester ce qui est dit par l'enquêteur en visioconférence et dissimulé derrière un rideau.

L'avocate de Michel Catino s'agace parce qu'on entend mal l'enquêteur de la SDAT. Il est question justement de son client. "On entend mal, on entend rien, il marmonne", dit-elle. Le président demande à l'enquêteur de parler plus fort.

Le 3 janvier 2015 entre 1h05 et 12h21, 6 SMS sont échangés entre Coulibaly et Polat.

Les investigations en matière de téléphonie ont démontré qu'entre le 30 décembre 2014 et le 7 janvier 2015, Amedy Coulibaly, Willy Prevost et Ali Riza Polat ont utilisé des lignes de téléphone, exclusivement dédiées aux échanges entre eux trois .

Polat et Coulibaly semblent se rencontrer dans la nuit du 7 janvier 2015, poursuit l'enquêteur.

L'enquêteur détaille toute la téléphonie d'Ali Roza Polat avant les attaques. Il indique à plusieurs reprises: "Polat échange des sms avec Coulibaly". Parfois les deux hommes se rencontrent après. Polat échange aussi avec Abdelazziz Abbad et Metin Karasular.

Me Senyk fait remarquer que plusieurs lignes sont en contact le 5 janvier et que les numéros sont proches, notamment les numéros terminant par "58 01" et "58 02". Elle demande à l'enquêteur s'il s'agit d'une flotte.

L'enquêteur répond que ce serait une flotte de téléphone acquise par Mr Coulibaly. Il évoque de nombreux contacts entre Cherif Kouachi et Amedy Coulibaly notamment. Il y a aussi des contacts entre Coulibaly et Ali Riza Polat.

L'avocat d'Abdelaziz Abbad, David Apelbaum demande à l'enquêteur s'il y a des liens entre Abdelazziz Abbad et les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ; L'enquêteur répond que non. Me David Apelbaum demande à date les contacts entre Ali Riza Polat et Abdelaziz Abbad. L'enquêteur répond les appels entre Polat et Abbad sont canalisés entre le 25 novembre 2014 et le 2 décembre 2014. La rencontre du 25 entre Polat et Abbad n'est pas contestée selon Me Apelbaum. L'enquêteur dit qu'Abbad aurait joué le rôle d'intermédiaire entre Polat et Metin Karasular. En réalité il y a des contacts directs avec Polat et Karasular, relève l'avocat. L'enquêteur acquiesce.

L'avocate de Miguel Martinez demande elle aussi s'il y a des liens entre Miguel Martinez et les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Elle demande aussi pour d'autres personnes mais qui ne sont pas aujourd'hui sur le banc des accusés). L'enquêteur répond que non. L'avocate continue de poser des questions à l'enquêteur, notamment sur les contacts entre Ali Riza Polat et Miguel Martinez.

Me Coutant-Peyre s'insurge que d'après le planning l'enquêteur était censé parler des téléphonies d'Abbad et Martinez. Il n'était pas cessé de parler d'Ali Riza Polat. C'est une atteinte au droit de la défense ! C'est déloyal s'exclame-t-elle !

Selon Me Coutant-Peyre, Mr Amedy Coulibaly a un casier judiciaire assez important, notamment pour des affaires de braquages. Selon elle, il n'avait besoin d'Ali Riza Polat pour trouver des armes.

JOUR 25 - LUNDI 5 OCTOBRE 2020

I. Interrogatoire de PREVOST

Sur les liens avec Coulibaly, il le connaît depuis qu'il est tout petit. Les liens se sont créés quand il est arrivé en prison en 2004, il est arrivé à Fleury, Coulibaly lui a dit que ça allait bien se passer, il l'a rassuré, après Prévost est sorti, Coulibaly aussi, ils se sont revus au quartier. Ils ont commencé ensuite les trafics de drogue ensemble, ça se passait bien, ils avaient une bonne relation.

En 2008-2009, ça a commencé à se dégrader. Coulibaly lui a demandé un service, Prévost a refusé, et de là, il a eu un problème, Coulibaly lui en a voulu de ne pas rendre ce service, qui était d'aller chercher de la drogue. Prévost explique qu'il était en vacances avec sa famille. De là, Coulibaly a trouvé quelqu'un d'autre mais il lui en a voulu.

A partir de là, il lui a réclamé de l'argent. Coulibaly est ensuite venu à son domicile. Ses parents étaient là, ils lui ont répété qu'il était armé, son père l'a appelé pour dire que Coulibaly le cherchait, Coulibaly l'a alors appelé, l'a rejoint où il était, il est venu le prendre en voiture et l'a ramené dans la voiture puis s'est fait tabasser dans la forêt.

• Questions du Président

Le président reprend l'explication de Prévost en disant que c'était donc un conflit relatif à un problème de stupéfiants auquel il n'a pas participé, et comme ça n'a pas marché c'est de là qu'est parti ce problème de dette avec Coulibaly.

Prévost indique que c'était en novembre 2009.

Le Président demande si ça correspond à l'attestation médicale du 15 novembre 2009 où il est fait état de multiples esquimaudes, hématomes.

L'accusé confirme que ça correspond bien à ça.

A la suite de cela le président demande s'il a porté plainte.

Il répond que non. Il sait comment ça se passe si on porte plainte, ça brule les voitures, ça casse les appartements et ça s'en prend aux familles dit il.

Coulibaly lui avait dit que s'il portait plainte, ça serait facile de s'en prendre à lui et en plus quelqu'un de la famille de Prévost était incarcéré à ce moment là, Coulibaly avait également menaçait de faire du mal à cette personne.

Entre le 22 mai 2010 et novembre 2009, ils se sont revus une ou deux fois, c'était toujours pour réclamer de l'argent.

Coulibaly a été incarcéré de mai 2010 à mars 2014. Le président demande si Prévost a toujours eu des ennuies avec Coulibaly en lien avec cette histoire de dette.

L'accusé répond que Coulibaly envoyait des gens pour qu'il paie pour la perte que Coulibaly avait eue sur cette histoire. Et c'est reparti dit-il. Ça a duré longtemps.

Le président dit qu'en 2015 quand il a été interpellé, il n'habitait plus chez sa mère depuis 2013 car il en avait marre d'être au quartier, il en avait marre d'être menacé tout le temps, il préférait partir et s'éloigner du quartier.

Le président demande si c'est à cause de cette histoire qu'il est parti.

Il dit qu'il est parti à Joigny et c'est avec le temps qu'il est parti à Fleury.

Coulibaly va sortir de prison en mars 2014 dit le président, il demande qui reprend contact avec l'autre. Prévost répond que c'est Coulibaly. Ils se sont croisés au centre commercial à Fleury, il lui a dit « quoiqu'il arrive je te retrouve », il lui a demandé son numéro de téléphone, il lui a donné et lui a dit qu'il le recontacterait.

A cette époque là, il y avait toujours cette dette qu'il réclamait. Il lui a dit que quand il appellerait, il devrait répondre car il lui devait de l'argent.

Néanmoins dit le président au départ il y a des liens qui paraissent normaux. Il accepte de vidanger sa Clio, ce qu'il avait fait, une relation s'était installée, il savait que s'il refusait quelque chose il risquait donc il partait du principe qu'il fallait aller dans son sens.

Quand Coulibaly sort de Prison, Coulibaly vient sur Grigny et l'accusé est à Fleury, mais ce n'est qu'à 5 km. Un jour, ils se sont croisés devant un café.

Quand il est interpellé à la suite de l'attentat, ça va vite car il a ses empruntes sont dans le Renault Scénic et il y a l'enveloppe au nom de Nadine PREVOST.

C'est au fur et à mesure que Prévost a reconnu être impliqué, dans tous les achats faits pour Coulibaly.

Il va reconnaître qu'il n'y a pas eu que la Scénic pour sa femme qu'il a achetée, mais des gilets tactiques, couteaux et autre. Il savait que c'était pour une action illégale mais il a paniqué en garde à vue, il a vu des hommes qui étaient là qui ne connaissaient même pas Coulibaly comme Raumel, il était perdu quand les policiers lui ont parlé de religion, de terrorisme, c'est pour ça qu'il n'est pas venu aux faits, après il n'a rien caché, il a dit les choses.

Sur son audition de garde à vue qui date du 16 janvier, une semaine après qu'on sache que Coulibaly était l'auteur de l'assassinat de Clarissa JEAN-PHILIPPE et de l'hyper cacher, Prévost décrit sa réaction selon laquelle il était par terre, et ne comprenait pas ce qui se passait. Il était dans un sale état, ne comprenait pas que c'était Coulibaly. Il se disait qu'il y avait une erreur, il reconnaît que Coulibaly était violent mais ne lui a jamais parlé de trucs terroristes, de Merah etc pour Prévost, ce n'était pas lui.

Quand il a su demande le Président, a-t-il fait un lien avec tous les achats qu'il avait effectué, Prévost répond que oui mais qu'il était paniqué et choqué et ne comprenait pas ce qui se passait.

Le président dit que certains dès qu'ils ont appris ça et qu'ils étaient en lien avec Coulibaly, se sont présentés spontanément. Le président demande si Prevost sachant qu'il y avait un lien s'est posé la question de savoir s'il fallait se présenter spontanément à la police.

Il dit en avoir discuté mais avec les faits commis, il ne se sentait pas concerné avec ses actes. Quand il parlait avec les gens du quartier ils lui disaient de ne rien faire car il avait rien fait, à part les achats, Prévost dit qu'il n'est pas radicalisé, pas religieux, donc les gens lui disaient

« Pourquoi y aller », et que de toute façon, les enquêteurs verront qu'il n'a pas le profil. Prévost explique que du coup après il s'est dit qu'il n'avait rien à voir directement.

Quand fin décembre demande le Président, il allait à plusieurs reprises avec d'autres personnes à l'armurerie de Montrouge, acheter gazeuse et autre, il est contraint par Coulibaly, craignait-il quelque chose, quel genre de pressions lui met Coulibaly pour se sentir obligé demande le Président.

Les achats, Coulibaly les demande début décembre, mais Prévost tarde à faire les achats car il sait déjà que c'est pour un délit.

Le Président lui demande s'il a posé des questions.

Prévost dit que Coulibaly lui a dit de fermer sa gueule et de ne pas poser de questions.

Le Président lui demande donc s'il sait qu'il participe à quelque chose d'illicite et qu'il se rend complice des agissements qu'il va faire.

Prevost répond qu'aujourd'hui peut-être oui mais à l'époque il n'y pensait pas, il pensait à un délit de droit commun, Coulibaly avait parlé d'un arrivage de drogue, et donc peut être qu'il allait les braquer. Pour lui Amédée, c'était un braqueur, que des histoires de braquage quand il était en prison ou de drogue mais jamais de terrorisme.

Prévost dit qu'il ne lui a pas demandé pourquoi il allait pas faire les achats lui même. C'était une relation comme ça, Coulibaly c'était « fais ce que je te dis et pose pas de question. »

Après ce n'était pas tous les jours où il le menaçait, mais il savait qu'il était sous la contrainte.

Sur les papiers dans la voiture, au nom de sa mère, à l'instruction il a reconnu que c'est lui même qui a fait des photocopies concernant la carte d'identité de sa mère. On est en plus sur l'implication de sa mère presque. On comprend qu'il ait dit qu'il était d'accord pour acheter une gazeuse dit le Président mais les papiers d'identité de sa mère, on se demande ce que ça fait là.

Prévost dit qu'il reconnaît avoir fourni les papiers de sa mère mais le président demande pourquoi. Prévost ne sait pas quoi dire.

Sur l'histoire des colis où il va donner l'adresse de l'endroit où habite sa sœur chez une copine pour que des colis soient réceptionnés là bas en aout, Prévost ne lui pose pas de question, Coulibaly veut faire livrer les colis chez sa sœur. Prévost va donner consigne à sa sœur de ne surtout pas ouvrir les colis.

Le Président demande si c'est bien Coulibaly qui lui a donné cette consigne, Prévost confirme, c'est en aout 2014.

Sauf que quand sa sœur reçoit les colis, elle ne se rappelle plus, et les a ouverts, elle voit des jumelles et s'inquiète même et finalement après elle se rappelle. Prévost se dispute avec sa sœur car lui avait dit de ne pas ouvrir.

Mais Prévost ne s'est pas posé plus de questions.

Après les papiers d'identité de sa mère, le président demande qu'il confirme que c'est lui même qui avait déjà ses papiers en photocopie pour faire des démarches administratives et c'est donc la raison pour laquelle il ne demande pas à sa mère, et qu'il a pu les fournir à Coulibaly. Le président demande si tout ça l'a alerté.

Prévost répond que les colis ça ne lui a pas paru suspect, il dit qu'il a grandi dans un quartier où les gens se rendent des services, ça ne lui a pas paru bizarre. C'est comme ça dans les quartiers. Quand sa sœur a ouvert les colis, il savait que Coulibaly allait lui prendre la tête.

Coulibaly a été incarcéré pendant 4 ans et dans les quartiers tout se sait dit le Président, il demande donc à Prévost s'il connaissait la raison de son incarcération. Prévost dit qu'il lui a demandé en sortant et Coulibaly a dit que c'était pour des stupéfiants.

Après dans le quartier peut être qu'ils savaient dit Prévost mais c'est rarement dans les conversations de parler de terrorisme.

Sur sa radicalisation, Prévost dit qu'il ne savait rien. Et dans le quartier demande le Président. Prévost ne savait pas, à aucun moment, il ne s'en est pas aperçu, après ne sait même comment on distingue un radicalisé d'un normal. Ils parlaient de tout, des services, de

réparer sa voiture, mais ils n'ont jamais parlé de religion, jamais eu un discours de religieux avec lui.

Avec la juge d'instruction, il a dit qu'il ne savait pas qu'il était allé faire un pèlerinage à la Mecque et ne savait pas qu'il était revenu. Le juge d'instruction remarque que contrairement à d'autres personnes, il n'y a pas d'appel provenant de l'étranger et en l'occurrence de l'Arabie Saoudite à cette période là.

Il dit que la seule chose c'est quand il venait le voir, il lui disait qu'il allait à la mosquée mais c'est tout.

Prévost dit qu'il n'a jamais ressenti ça de sa part, n'a jamais parlé de religion avec lui ni de daesh.

Sur les liens avec RAUMEL, les achats il les a fait notamment avec lui, ils étaient amis depuis un certain moment. Quand il sortait du quartier, il lui demandait de l'accompagner, mais il dit que Raumel ne connaissait même pas Amedy, qu'il n'a aucun lien, il se servait du téléphone de Raumel pour communiquer avec Coulibaly de temps en temps, mais Raumel ne l'a jamais côtoyé, il n'a rien à voir avec Coulibaly.

Le président demande pourquoi quand Coulibaly lui demande d'acheter, il y va avec d'autres sachant que c'était pour commettre une action illégale sûrement.

Prévost répond que c'est parce qu'ils traînent au quartier, du coup ils proposent, ça les fait sortir du quartier. A aucun moment pour des achats, ils se posent des questions. Il ne s'est pas demandé si c'était légal ou pas. Pour lui, il ne faisait rien d'illégal même s'il a conscience que Coulibaly va faire quelque chose de délinquant. Quand ils demandent qu'il accompagne, il ne se dit pas qu'il met les autres dans une sale affaire, pour lui dit c'était une activité comme une autre ou il s'arrêtait déjeuner après, leur journée c'était « galérer au quartier » donc de faire quelque chose, ça change les idées.

Sur la voiture, il l'achète tout début janvier, postérieurement aux achats, quand Coulibaly dit que c'est pour sa femme, le Président demande si Prévost l'a cru.

Il répond qu'il est parti chercher un Scénic et que pour lui ce n'est pas une grosse voiture, c'est pour la ville, il ne pense pas que ça va servir à ça. Et sur la fausse carte d'identité ne savait pas que c'était un faux nom. 90 % des gens qui ont des voitures dans le quartier n'ont

pas de voiture à leur nom, « peut être que dans le 16^{ème} oui » dit il, mais pas au quartier. Il n'y a pas du tout pensé. Dans sa tête, quand il a réfléchi à ce qu'il allait faire avec un Scénic, il s'est dit qu'il ne pouvait rien faire avec donc il a cru que c'était bien pour sa femme.

Le Président demande si Coulibaly a pensé qu'il (Prévost) était fiable, car il y a une certaine confiance. Coulibaly veut le voir sur certaines opérations, en 2014 il lui a demandé de faire la même chose pour des armes.

Prévost dit oui mais Coulibaly ne lui a pas dit directement.

Coulibaly a insisté pour que ce soit Prévost qui achète ces armes. Il a d'ailleurs été sollicité par Coulibaly, mais Prévost avait une bonne raison de refuser, c'est qu'il était sous bracelet électronique et ce jour là en plus il travaillait, donc il a pu décliner. Mais Prévost a su après qu'il y avait eu une opération avec quelqu'un d'autre mais que ça n'avait pas bien marché, c'est Coulibaly qui lui a dit.

La demande c'était qu'il aille récupérer des affaires.

Le président demande où il devait aller chercher les armes.

Prévost dit que c'était au mois d'août. Il reçoit un appel, on lui dit qu'il y a eu un problème sur la route et on lui demande où est Amedy, il ne savait pas, il rentre et essaie d'appeler Amedy mais n'arrive pas à le joindre et le lendemain Coulibaly est venu voir Prévost et Prévost lui a dit que son ami avait eu un problème sur la route et a donc demandé Coulibaly quel était le problème, Coulibaly a expliqué qu'à un péage, il y a eu des flics ou des douaniers, donc la première voiture a prévenu la deuxième, et ils ont jeté un sac d'armes et ont dû venir le récupérer après, PV du 23 sept 2016.

Prévost a tenu à faire des déclarations spontanées devant le juge d'instruction. Il avait dit que c'était par rapport à Polat, que c'était lui qui avait mis en contact Coulibaly avec la personne qui lui a fourni les armes. (...)

Sur Polat, le président demande comment Prévost sait qu'il est de Grigny 2, Prévost dit que ça se sait.

(...)

Prévost a demandé à Coulibaly ce qu'il faisait avec ces armes et Coulibaly a dit que c'était pour les revendre, il a dit que c'étant ancien et sans intérêt, il a dit que Polat l'avait mis en contact avec un vendeur d'armes.

Prévost dit qu'il a su que le vendeur était un indic et a pensé que le péage et les flics en découlaient.

(...) Lecture du président

Confirme la lecture du président

Prévost a été confronté à Polat sur ça qui n'était pas d'accord.

Quand il fait état de ça, c'est sur des faits de courant aout 2014, relatif à des armes qui doivent être fournies à Coulibaly par l'intermédiaire de quelqu'un dans le nord et que cette livraison acquise, réceptionnée dans le nord n'a pas marché car il y a eu un contrôle au péage donc problème.

Quand on sait maintenant que c'est Hermant qui vend les armes dans le nord de la France, qu'il faisait des livraisons surveillées ; c'est lui qui va indiquer aux gendarmes qu'il y a eu une vente, d'où le contrôle à l'autoroute et c'est ça qui a posé problème. (...)

Sur sa connaissance de Polat et sa relation, le Président dit qu'au départ Prévost n'a pas donné le nom de Polat. Il a dit « le gros. » (...) Inaudible.

Prévost dit que Coulibaly parle de Polat par rapport à des escroqueries. (...) Donc c'est quelqu'un qu'il connaît comme connaissance de Coulibaly.

Par contre, Prévost a su où il habitait car c'est Prévost qui a donné les renseignements à la police permettant de le localiser, Prévost confirme.

Il dit qu'ils étaient très liés, Coulibaly et Polat.

Le Président demande lequel a de l'influence sur l'autre. Prévost répond que c'est Coulibaly qui avait de l'influence sur Polat.

Polat faisait ce que lui disait de faire Coulibaly, Prévost répond que c'était pareil qu'avec lui. Coulibaly, c'est lui qui prend toujours le dessus.

Le Président demande si Polat avait peur de Coulibaly.

Prévost dit pas peur mais qu'il le craignait oui, il savait le personnage que c'était.

Sur la stature imposante de Prévost, il est pourtant décrit par ses proches comme doux et timide, qui ne s'oppose pas, plutôt tendance à ne pas dire non.

Le Président demande si dans les rapports qu'il y avait entre Polat et Coulibaly c'était pareil car le Président relève que Polat ici s'exprime beaucoup. Prévost dit que pour autant il n'aurait jamais pu lever le ton avec Coulibaly, il ne pouvait pas se le permettre sinon il se « faisait casser la bouche. »

Il ne faisait pas le poids dit Prévost et Polat le sait, dit-il.

Quel intérêt pour Polat d'aller dans le sens de Coulibaly demande le Président.

Le président demande s'il s'est fait casser la figure de la même manière que Prévost.

Prévost répond qu'il ne connaissait pas vraiment leur relation mais connaissait le personnage de Coulibaly, et quand le voyait avec Polat, il savait qu'il y avait une crainte de Coulibaly.

Sur la radicalisation de Coulibaly, le président demande s'il a vu chez Polat quelque chose de particulier. Prévost répond qu'il a juste remarqué que Polat n'aimait pas la musique qu'il avait mise dans la voiture.

Prévost raconte qu'un soir Coulibaly a demandé à Prévost alors qu'il était avec Raumel de venir pour ramener Polat. Ce jour là c'était parce qu'il avait été chez Coulibaly le matin, Prévost devait enlever le traqueur de la moto et comme il pleuvait, ce n'était pas possible de prendre la moto donc le soir l'a appelé et s'est rendu à Fontenay pour dire qu'il n'a pas pu enlever le traqueur, de là il a vu qu'il était avec Polat et Coulibaly lui a dit de déposer du coup Polat. A ce moment là il avait la clio, l'a eu pendant deux semaines.

Le président demande pourquoi Coulibaly ne récupère pas la clio plutôt que de louer des voitures. Prévost ne sait pas, ça l'arrangeait d'avoir une voiture. Il ne posait pas de question.

Pour revenir à ce trajet, Coulibaly demande de venir chez lui pour prendre Polat, qui conduit demande le Président, il répond que c'est Polat qui considérait presque que c'était sa voiture, Prévost dit que c'était parce qu'il bombardait.

Polat n'aimait pas la musique, c'était Jul, du rap marseillais.

Fallait il ne pas écouter de la musique demande le Président ? Etait ce parce qu'il n'aimait pas Jul ou pour la religion ? Prévost pense que c'était parce qu'il n'aimait pas juste.

Polat fumait etc

Donc vis à vis de Polat, pas de conversation sur la religion demande le Président. (...) Prévost dit qu'il n'y a jamais eu de débat comme ça devant lui, ça parlait argent mais pas de religion.

En prison, des gens sont venus voir Prévost en disant qu'il fallait faire attention car avait impliqué Polat dans l'affaire et de là des gens lui ont demandé pourquoi il avait fait ça, ils lui ont dit de ne pas se mêler.

Sur les pressions contre lui, elles ont été à l'origine initiées par Polat demande le Président. Prévost ne sait pas, il pense que c'était lié à la mise en cause de Polat.

Le président demande si Prévost a autre chose à ajouter en lien avec ses chefs d'accusation.

Association de malfaiteurs en lien avec entreprise terroriste.

Prévost dit qu'il comprend pas l'association de malfaiteurs terroriste, association de malfaiteurs il veut bien mais le « terroriste », il ne comprend pas, comprend que Coulibaly est atroce et que c'est un monstre, Prévost dit qu'il a de la compassion pour les victimes, il a grandi dans un quartier où tous étaient dans la même galère, pas de distinction de religion, il n'a pas connu ça lui de dire « lui c'est un juif » etc, donc n'est pas du tout anti-juif, antisémite, il ne connaît pas ça. Ils étaient tous solidaires les uns les autres, il n'a pas grandi avec une haine envers d'autres humains, pas de haine, ok il y avait des bagarres dans les histoires de quartier à coups de poing mais pas d'armes, faut pas lui dire qu'il est anti-juif etc.

Sur le papier de massacre à la Palestine, c'était dans sa boîte aux lettres. Ne sait pas ce que ça faisait là, il n'est pas anti juif.

Sur la vie du quartier, Coulibaly faisait partie de cette vie de quartier demande le Président.

Comment expliquer que Coulibaly qui est un jeune des cités comme lui finalement exprime son radicalisme et sa haine d'aller assassiner des personnes pour les convictions que l'on connaît demande le Président.

Prévost répond qu'il se pose toujours la question, Coulibaly était plus grand que lui, il lui demandait de lui faire faire des tours de moto quand il était petit avec ses amis ; il l'a côtoyé longtemps, il n'a jamais eu de débat comme ça avec lui, pas de haine quand il était avec lui. Ils allaient à des mariages où le traiteur était caché et Coulibaly y allait aussi donc il y participait. Lui ne connaît pas le mode de vie de basculer dans la radicalisation. Il a grandi avec des musulmans mais a toujours entendu qu'il n'y avait pas de religion de haine. Donc pense que Coulibaly n'a pas grandi comme ça mais ne peut pas expliquer.

« Sur le témoin de samedi, certaines personnes ont de l'influence sur les autres, des théoriciens... Coulibaly faisait-il référence à des personnes pour qui il avait de l'admiration, des mentors ? Des intellectuels ou religieux ? » Interroge le Président

Prévost répond que non, il n'a jamais parlé de mentor, pour lui c'était lui même le mentor, c'était un personnage, n'a jamais rencontré des gens qui lui donnaient des ordres, ou qu'il le guidait. N'a jamais croisé quelqu'un qui avait du pouvoir sur lui.

Sur la moto et le fait qu'il ait enlevé le traceur, Prévost dit s'être posé la question mais Coulibaly a dit que le traceur ne marchait plus. Prévost dit ne pas connaître bien ce système et ne savait pas qu'il y avait des abonnements etc, il l'a fait pour aller dans son sens car comme ça Coulibaly ne l'embêtait pas, et s'est dit qu'il pourrait profiter de la moto pendant la journée. Il était avec Raumel.

- **Questions de l'assesseur**

Sur ses relations avec Coulibaly, relations teintées de violence, dont il a été victime. Sur la raison pour laquelle il parle de ces violences à la toute fin de la 10 audition de GAV, pourquoi n'en parle t-il pas avant s'interroge le magistrat.

Prévost dit qu'il est en garde à vue avec des amis, on lui parle de meurtre, ça lui vient pas à l'esprit presque, il est dans la peur, n'est pas dans son état normal, il entend 17 morts, qu'il est complice. Il n'est pas bien.

Il en parle à la fin car ne voit pas l'intérêt de leur dire ça dans l'immédiat. Il tenait à leur parler de ça quand les flics leur demande s'il a quelque chose à ajouter.

Les premières gardes à vue pour lui ce n'était pas important de le dire, on lui parle de 17 morts, ne se voyait pas dire qu'il s'était fait taper, il préférait parler des services qu'il avait rendus.

Sur le fait qu'il n'ait pas remarqué une radicalisation de Coulibaly, la cour a entendu Landry MAOKOU notamment qui a dit que Coulibaly n'écoutait plus de rap, et qu'il a une expression « il est tombé dans la religion ». L'assesseur demande si ça a échappé à Prévost.

Sur une écoute téléphonique où il reproche à ses parents des comportements de coufards. Max François dit que tout le monde savait et qu'il était isolé à la suite de son incarcération, tout le monde savait qu'il avait l'étiquette de terroriste et que ça l'avait isolé.

Max François aussi s'est écarté du quartier, il ne venait plus au quartier, il craignait Amedy dit Prévost. C'est un menteur. (...)

Il n'y a pas de mentor mais des menteurs dit l'assesseur (...)

Sur les achats à Montrouge, il se rend pour acheter des gilets tactiques, des couteaux, un tazer, à Clignancourt aussi.

L'assesseur a noté qu'il est relevé dans son comportement, qu'il parle à voix basse, qu'il reste discret. Le magistrat lui demande d'expliquer pourquoi.

Prévost n'a pas le souvenir d'avoir été discret, s'il avait voulu, il se serait dissimuler le visage, n'a pas essayé de dissimuler quoique ce soit.

Il n'a pas le souvenir d'avoir parlé doucement et contredit cette information.

Sur ces achats, il est aussi rapporté en D2451 qu'il s'intéresse au moment de partir, à un lance roquette à usage unique qui est en exposition dans le magasin.

Pourquoi s'en être intéressé demande le magistrat.

Prevost répond que c'était un objet bizarre à l'entrée, ça les a intrigué, donc ont demandé ce que c'était, n'en n'avait jamais vu. Simple curiosité.

Le magistrat demande si Coulibaly avait demandé de s'intéresser à un lance roquette, Prévost répond que non.

Sur la perte de son téléphone le 7 janvier, il explique que finalement c'est POLAT qui lui a demandé son téléphone car Coulibaly lui avait demandé.

Sur Jul, sa réaction n'était pas seulement les goûts et les couleurs, il y avait un complément.

« Gros fils de pute de bombardier » est un message que Prévost a envoyé pour parler de Polat.

Sur ce qui s'est dit dans la voiture ce jour là : ils n'ont rien dit, dit Prévost, il a mis du rap français et là Polat a demandé « pourquoi il écoute cette musique de fils de pute », Prévost a dit qu'il pensait que ce n'était pas son style de musique, (...) il n'a rien dit d'autre et a bombardé.

(...)

Prévost dit que ce n'est pas crime de se convertir à l'islam. Si ça avait le cas, il l'aurait dit.

Le magistrat constate que certains membres de son entourage proche en parlent de cette conversion ce qui permettrait de comprendre cette différence d'appréciation.

Sur la fréquentation de mosquée, aucune difficulté mais certaines on sait qu'elles ont fait des choix.

La question se pose dans certaines circonstances, le magistrat demande s'il fréquente des mosquées, il dit que non et pour Raouel il ne sait pas.

Sainte Geneviève des bois demande l'assesseur ? Prévost dit que c'est parce que c'est celle qui est la plus proche de chez lui (Raumel) sauf que l'assesseur dit qu'elle est connue pour être sectaire.

Prévost dit que ce n'est pas interdit d'être converti. Mais lui ne fait pas la prière etc, oui son frère est converti, lui ne l'est pas et ça ne va pas changer dans sa tête dit Prévost.

Sur les comportements à l'intérieur d'une mosquée, le magistrat a noté qu'il est évoqué par un témoin que Coulibaly fréquentait la mosquée d'Evry.

La défense de Raumel dit que son interrogatoire est demain et que ce n'est pas le moment de parler de sa fréquentation de mosquée et au moins si c'est le cas, donner les dates.

Sur le fait que Coulibaly ait été écarté de la mosquée d'Evry parce qu'il engrainait des jeunes, le président demande s'il était au courant de ça. Le magistrat s'étonne de voir qu'il n'a pas essayé d'engrainer Prévost. Prévost dit que s'il avait su il l'aurait dit ici qu'il allait à la mosquée et essayé d'influencer les jeunes. Au quartier, il y a peut être eu des débats mais lui n'était pas au courant de ce qui s'était dit et qu'il fréquentait la mosquée d'Evry, Prévost ne sait pas pourquoi il ne va pas à la mosquée de Grigny.

Le président souhaite revenir sur un point, sur la période du 30 décembre 2014 au 7 janvier 2015, Prévost a 3 téléphones, un pour lui, un pour ses conversations avec Coulibaly et un pour Polat.

Non dit Prévost, un pr lui – Coulibaly –et Polat, puis le téléphone pour acheter la voiture, et après le sien personnel. C'était les lignes dédiées par Coulibaly.

Sur le lien qu'il y avait entre Polat et Coulibaly, Prévost dit que Polat était tout le temps avec Coulibaly, ils lui parlaient toujours à deux.

Parle des services qu'il rendait car Polat était toujours avec Coulibaly, le supervisait, Polat répétait ce qu'il disait, quand Coulibaly n'était pas là c'est Polat qui me disait quoi faire.

- **Question assesseur 2**

Sur le montant de la dette à Coulibaly, Prévost dit 30 mille euros.

Sur sa semi liberté, à raison de sa condamnation pour transport d'armes en 2013. (inaudible)

Cette condamnation correspondait à un transport d'armes, dans des circonstances similaires avec ce contrôle douanier au péage, ça ne correspond pas aux types d'armes utilisées par Coulibaly mais ça a un rapport avec Coulibaly ?

Prévost répond aucun rapport, Coulibaly était en prison, c'était des fusils de chasse de collection, venait de cambriolage à Fleury. Mais aucun lien avec Coulibaly.

Pourtant Prévost a déclaré faire ça pour un homme envers qui il avait une dette qu'il menaçait dit le magistrat.

Prévost dit qu'il s'est servi de ça pour justifier la situation.

Un petit du quartier qui avait le permis était mêlé donc s'est servi de ses problèmes pour décharger les gens qui étaient avec lui dans le dossier mais on voit bien que c'est faux, aucun rapport avec Coulibaly confirme-t-il.

Le magistrat demande si Prévost pense qu'il y avait des personnes à Grigny au courant de l'incarcération de Coulibaly pour des faits liés au terrorisme.

Il répond qu'à partir du moment où il a eu l'histoire avec Coulibaly, il ne trainait plus à Grigny. Son entourage proche devait savoir ou avoir des échos. En novembre 2009 comme Coulibaly l'a tabassé, il a pris ses distances, donc ils étaient moins proches.

Coulibaly ne parlait pas de ce qu'il allait faire, surprenant le fait que Coulibaly vienne raconter l'échec de la passation d'armes organisée avec Polat constate le magistrat et s'interroge sur le fait qu'il ait donné ce détail.

Prévost dit que c'est parce qu'il est déçu de ce qu'il a reçu.

(...)

- **Questions des Parties civiles**

Avocat 1.

Sur le matériel acheté en décembre, Prévost le stock chez Raumel et pas chez lui car dit qu'il n'a pas de domicile.

Sur l'intervention de sa sœur, ça arrive chez elle et pas chez lui les colis.

Sur le transport des armes, a demandé à être entendu par le juge d'instruction sur un mec de « la haut » ; il dit que c'était quelqu'un qui travaillait avec les flics etc

Quand il est entendu, il n'a jamais orienté l'enquête sur la personne qui aurait pu transporter ces armes. Il n'a jamais donné plus d'informations, Prévost confirme.

Plus tard, il ne parle pas de Hermant mais dit que c'est une ville à la frontière avec la Belgique. (...) Il confirme que ça doit être sa déclaration.

Avocat 2 :

Christopher SAIDOU ? C'était un ami.

L'avocat parle d'une lettre qui a été reçue où SAIDOU dit que Prévost était au courant de tout.

Prévost dit que Saidou avait une double relation, qu'il couchait avec une femme et sa femme couchait avec d'autres hommes, dans la lettre « c'est une histoire de cul » qui est évoquée dit il.

Dans le scellé dit l'avocate, il est fait référence à Coulibaly et sur le fait que Prévost était au courant de tout et cet homme SAIDOU l'a mauvaise car son chien est mort dans la perquisition.

L'avocat de Prévost a communiqué le compte rendu de passage aux urgences, l'avocat de PC demande comment il explique que depuis 5 ans ce dossier n'a jamais été versé à la procédure ?

Prévost répond qu'il a essayé de le récupérer 10 fois, il fallait un chèque à son nom, personne chez lui n'avait de chèque. Prévost fait référence à ce dossier médical, il dit avoir fait le nécessaire pour le récupérer et que ça a été compliqué.

Prévost lui dit de vérifier à combien de reprises il a essayé de récupérer son dossier.

Peut être par une demande d'acte ça aurait pu marcher dit l'avocate, Prévost répond que ça a été le cas.

Sur la condamnation d'octobre 2013, sur ce transport d'armes qui lui a été rappelé par la Cour, la encore, il dit qu'il a été menacé donc lorsqu'on lui pose la question de savoir si c'était Coulibaly qui le menaçait, il dit non qu'il n'était pas en contact avec lui. Donc ce premier transport d'armes, avait-il la pression de Coulibaly redemande l'avocate, il dit que non.

L'avocate dit qu'il est donc toujours sur la pression de quelqu'un.

Prévost demande ou elle a grandi, que dans les quartiers ça se passe comme ça. Ce n'est pas simple, il s'énerve.

L'avocate dit qu'elle ne conteste pas qu'il se soit fait menacer, elle dit qu'il est toujours sous pression dès qu'il se fait prendre, est-ce par habitude demande t-elle.

Il dit que non.

Prévost demande si elle a déjà vu quelqu'un armé devant sa porte.

Ils sont venus armés devant sa porte avec sa mère et son père, il l'a fait ce qu'il fallait

Elle demande qui a menacé sur la première histoire, il dit qu'il ne sait pas.

Il dit qu'il s'est expliqué là dessus. Qu'il fallait écouter.

L'avocate dit qu'elle l'écoute avec beaucoup de silence, elle remarque qu'il se défasse de ses responsabilités.

Elle continue en disant qu'il apprend l'hypercacher et dans le cadre d'un interrogatoire, il dit « on en a parlé en groupe on était choqués, pour moi c'était un coup monté, un complot, on pensait que c'était faux, que c'était politique, l'Etat, quand on en a parlé, j'ai pas parlé de mes histoires avec Coulibaly, je ne me sentais pas concerné par les faits. » lit-elle.

L'avocat demande à Prévost s'il pense que c'est un complot.

Il dit qu'il ne connaît pas tout ça, quand il parlait de complot il parlait pas de coulibaly, il parlait des Kouachi, puis qu'il connaissait même pas charlie Hebdo même « caricature » ne savait pas ce que ça voulait dire. Entre jeunes de quartiers, ils ont pensé que c'était un complot, c'est tout.

Autre question, sur le fait que le juge d'instruction le met en contradiction avec un homme qui a dit qu'il n'a jamais entendu dire qu'il agissait sous la menace de Coulibaly.

Prévost répond qu'il était censé prévenir tout le quartier, c'était un petit jeune du quartier, il ne voit pas l'intérêt de raconter sa vie. Les petits jeunes le connaissent que sous un surnom. Le seul qui le connaît c'est RAUMEL, les autres personnes ne le connaissent pas. Ils le connaissent que sous le surnom de Bourou. Tout le monde a eu peur. Tout le monde a fait à sa façon.

Elle dit qu'il se trouve que beaucoup de personnes l'ont vu agir et eux aussi disent qu'il n'y avait pas de difficulté apparente avec Coulibaly.

Prévost dit que Coulibaly ne venait pas tous les jours à sa porte avec une batte et mais depuis s'était dit qu'il devait aller dans son sens. Il était correct avec lui et s'il n'y allait pas ça dégénérerait. N'était pas sous la menace tous les jours mais savait que s'il faisait pas ça allait mal se passer.

Prévost dit que beaucoup parlent aux infos, quand on voit la télé avec tout ce qu'ils disent avec les quartiers, la réalité elle est pas là elle est dans les quartiers dit-il.

L'avocate dit donc qu'il est menacé qu'il a peur de Coulibaly et pourtant se pose de manière régulière au même endroit aux mêmes heures ou il est sûr de tomber sur Coulibaly : parking/café/centre commercial.

Encore une hypothèse dit-il.

Ou qu'il aille, Coulibaly l'aurait retrouvé dit-il. « Les mecs comme ça on ne les esquivé pas, faut faire ce qu'il dit sinon c'est compliqué. »

La défense dit de venir sur la téléphonie.

Stanislas FONCE c'est qui demande t-elle ?

« C'est mon petit frère » dit Prévost.

L'avocat dit qu'il y a un problème de cohérence, on va entendre les parents et le frère et sa sœur. Elle a cru comprendre qu'il y avait une pyramide des âges ou il y a les grands et les petits. Elle aimerait comprendre comment les gens sont au courant des choses, que le frère sait pour la radicalisation de Coulibaly.

Prévost veut s'expliquer sur ce qui a été dit et demande quand la déclaration de son frère a été faite. On va l'entendre cet après midi dit le président.

L'avocate dit que beaucoup savait que Coulibaly était radical sauf lui alors qu'il était au plus proche de lui.

Prévost dit qu'il faut savoir qu'entre le moment où il se fait interpellé et Coulibaly aussi il y a un délai, ce qui se raconte au quartier entre temps il n'est pas au courant (...)

Comment expliquer qu'on trouve en perquisition chez Max François des photomaton de Prévost demande l'avocate.

Prévost répond qu'il y avait un projet d'escroquerie pour voiture et moto, c'était à la demande de Coulibaly.

Sur l'achat du gilet tactique, Prévost pour lui c'est des gilets tactiques de pêche ou chose comme ça ; n'a jamais nié qu'il était rentré dans une armurerie.

Coulibaly lui a présenté le catalogue début décembre, il ne sait plus les détails.

C'est lui qui lui a dit d'aller à l'armurerie de Montrouge. (...)

Prévost dit qu'il n'est pas un terroriste, il a acheté, a rendu service, était pas informé, ne l'a jamais été et ça ne changera pas, il a acheté les gilets mais faut pas faire de lien avec ce qui s'est passé à Montrouge ;

Il a dit être d'accord pour l'association de malfaiteurs simple.

L'avocate demande s'il se pose la question de savoir ce qu'il va mettre dans les poches.

Il dit qu'il savait qu'il y avait l'intention d'un délit, il s'est dit avec les couteaux, ça va servir à ouvrir les sachets de drogue etc pour lui c'était un braquage un go fast, n'a jamais vu de kalachnikov de sa vie, ni de chargeurs ni rien, pour lui un gilet tactique ce n'est pas pour mettre des munitions ou des chargeurs de kalachnikovs ;

Sur les achats, l'avocate a noté qu'il avait tardé à faire les achats. Il confirme Coulibaly est revenu à la fin du mois.

Une réservation est faite le 26 décembre pour l'appartement conspiratif dit l'avocate, lui va faire les achats le 27 décembre, ça se synchronise, 26 l'appartement, le 27 les achats.

Prévost ne sait plus quand Coulibaly l'a relancé pour les achats, ne savait pas qu'il avait loué un appartement à Gentilly. Il dit qu'y en a marre des « si » etc, faut être dans le réel dit-il.

(...) Prévost dit qu'il veut s'exprimer car c'est son jour aujourd'hui qu'il attend depuis 5 ans et demi.

Il fait les achats le 27 28 et 30.

Ne savait pas pour l'appartement. (...)

L'avocate dit qu'en procédure, la location de l'appartement est le 26 et à compter du 26 il y a son intervention pour l'achat... c'est la synchronicité dit elle.

Prévost dit que Coulibaly vient au début du mois, lui demande de faire les achats, il revient à la fin du mois, en disant de faire les achats avec la clio, mais Prévost n'a pas envie, donc va à reculons. Il a fait les achats et s'est toujours expliqué là dessus.

(...)

Quand ils vont à Clignancourt, Prévost dit qu'il va à Fontenay déposer la voiture mais ne va pas chez Coulibaly, ils vont chez max françois, mais n'est pas rentré dans l'immeuble de Coulibaly.

L'avocate dit que Prévost se faisait payer par Coulibaly quand il lui rendait des services.

Prévost explique que c'est sur la monnaie qu'il reste de ce que lui donne Coulibaly, il garde, il s'en sert, pour qu'il aille dîner avec ses amis en fonction de combien il lui reste, de ce qu'il a, ils allaient au mcdo, achetaient de l'alcool.

Le 7 janvier, sur sa téléphonie, il a changé de téléphone à l'initiative de qui demande l'avocate ?

Faut faire la comparaison des lignes, dit Prévost.

Prévost dit que la ligne 3874 c'est la ligne de Raouel, il n'a jamais nié qu'il utilisait sa ligne. Raouel s'il est là c'est de sa faute répète-t-il, utilisait sa ligne quand il avait pas de crédit et l'emmenait partout.

Il a toujours dit tout ça pour Raouel, qu'il ne connaissait même pas Coulibaly.

Le 7 janvier, il essaie de joindre ses parents pour leur dire qu'il n'avait plus de téléphone.

Ce jour là Coulibaly reçoit un message, l'avocate parle de synchronicité.

Il dit ce jour là c'est Polat qui l'appelle, faut pas lui inventer des lignes dit-il.

Dit qu'il ne reconnaîtra pas des choses ou il n'a rien à voir. Les terroristes c'est « les plus gros fils de pute qu'il déteste », qu'on ne lui colle pas cette étiquette, il essaie de s'en décoller.

Le dernier message qu'il lui envoie c'est le 6 janvier au soir pour dire qu'il a oublié sa carte grise.

Les attentats, il les apprend à 15 heures, il sort du domicile de Ramdam, il avait bu et fumé, premier appel qu'il reçoit c'est Polat (...)

Suspension - Reprise 14h

Reprise de l'audience

Sur la photo qui apparaît à l'écran ; l'avocate demande à Prévost si c'est bien lui, il répond que oui que c'est bien lui.

Avocat 3

Sur la côte D11704 audition de la juge d'instruction du 17/01/2018.

L'avocate reprend les propos de son ex compagne et revient sur le fait qu'il est musulman ; sa compagne disait qu'elle avait demandé à Prévost s'il était de confession musulmane et que ce dernier lui avait répondu que oui, elle aurait aussi demandé à Raumel qui a répondu la même chose. La compagne explique avoir appris sa conversion à l'islam que depuis qu'ils ont ensemble.

Prévost répond qu'elle n'avait jamais demandé ça, qu'ils n'avaient jamais parlé de ça ensemble.

L'avocate demande pourquoi son ex compagne aurait eu intérêt à mentir sur cette question. Il ne sait pas, il dit qu'il faudra lui demander demain car elle vient.

Sur une audition du 11 février 2016 : Prévost parle de la vendeuse qu'il a rencontrée lors de l'achat de la Scénic, il aurait dit à la vendeuse que la religion l'interdisait de la voir dans cette tenue, Prévost avait répondu qu'il n'avait pas dit ça : « franchement c'est n'importe quoi, je ne l'ai pas regardé et en plus elle était dégueulasse ».

L'avocate demande pourquoi la décrire comme dégueulasse s'il l'a si peu regardée.

Il dit que quand il a fait les papiers du véhicule, il la voyait. Ce n'est pas son style de fille et il ne voit pas à quel moment il aurait dit ça. « Elle était éclatée » dit il.

Il répète qu'il ne sait pas pourquoi elle dit ça et que c'est n'importe quoi.

Cela fait deux personnes citées dont une qui était sa compagne, et une deuxième personne qui ne le connaissait pas qui rapportent ces propos, l'avocate demande pourquoi elles mentiraient.

Prévost répond que s'il s'était converti, il l'aurait dit. Il n'enfreint pas la loi à dire qu'il est musulman. Le dire n'aurait pas fait de lui un terroriste. Il dit dire la vérité, qu'elles racontent des mensonges. « A cette vieille crasseuse » ne voit pas pourquoi il aurait dit ça. Il répète que non il n'est pas musulman, et s'il l'avait été, il l'aurait dit avec plaisir. Il est ou le mal d'être musulman dit il. Ce n'est pas parce que kouachi et Couliblay ont fait ça que tous les musulmans le sont.

A chaque fois on lui pose cette question, il ne sait plus quoi dire. Il répète qu'il n'est pas converti et qu'il n'est pas musulman.

Avocat 4

L'avocate confirme que tous les musulmans en France ne sont pas terroristes. Elle voudrait revenir sur une relation qui a priori a beaucoup compté pour lui, une relation de 2004 à 2010 soit 6 ans, avec une femme de confession musulmane malienne, ses parents n'ont pas voulu de cette relation, pourquoi demande l'avocate.

Prévost répond que c'est parce que dans leur tradition, il fallait qu'elle se marie avec un « peulh » dit-il.

L'avocate demande comment ils ont fait, Prévost dit qu'ils sortaient ensemble au quartier, qu'il n'y a pas eu de mariage, ils se sont séparés, elle l'a trompé et il l'a trompé.

L'avocate revient sur sa déclaration qu'entre Coulibaly et lui il n'y avait pas de religion, elle demande à Prévost s'il avait entendu parler Coulibaly de religion.

Prévost dit qu'il a déjà répondu à cette question. L'avocate dit que dans la cote D8528/5, il avait parlé d'une fois alors qu'il était avec Coulibaly, d'une personne qui était venue à Couliblay alors qu'ils faisaient du sport ensemble mais l'avocate dit que pour autant Prévost continue et essaie de donner des indices à la magistrate.

En effet, quand la juge lui demande s'il a entendu la discussion que cette personne a eue avec Coulibaly, il avait répondu que non mais que ça parlait de religion et que Coulibaly pour l'éloigner lui avait dit d'aller faire du sport. Il ne se souvient pas des mots qui ont été employés, c'était comme le mot testament, ce qu'il sait c'est que cette personne était suspecte. *L'avocate lit cette déposition.*

L'avocate demande à Prévost à quel moment écrit on un testament. Elle demande si ce n'est pas à la mort par exemple. Il dit qu'il ne sait pas. Le testament précède la mort dit-elle, lui il dit qu'il a voulu faire des déclarations spontanées, et il ne faut pas dire que testament égal mort ; il dit qu'il a acheté des gilets, des couteaux et des gazeuses et qu'on l'interroge pas la dessus.

L'avocate de la partie civile s'énerve.

Avocat 5

L'avocat dit qu'il le croit quand il dit qu'il n'est pas converti. L'avocat va lui parler politique, d'un tract. Se pose une difficulté d'honnêteté intellectuel dit-il, ce tract aurait été découvert par hasard par la police, il aurait été mis dans une boîte aux lettres et Prévost l'aurait conservé, l'avocat voudrait que Prévost dise sans parler de religion, de quoi il est parlé dans le tract.

Prévost répond qu'il s'est expliqué sur le tract et qu'il pensait avoir été clair. Le tract, il ne savait pas qu'il était dans ses affaires, il dit qu'il ne sait même pas de quelle couleur il est.

L'avocat demande à le diffuser car dans les côtes, il est illisible. Tout le monde a le droit d'avoir ses idées dit l'avocat, un point qui gêne dans ce tract c'est qu'il y a un appel à la libération d'un terroriste qui a tué des israéliens. Prévost dit qu'il n'a jamais entendu parler de lui.

Le tract a été retrouvé dans ses papiers, dans une enveloppe. Prévost a déclaré qu'il ne connaissait pas ce tract, que c'était dans son courrier sans faire de tri, appeler à la libération de ce terroriste c'est lourd de conséquence dit l'avocat. L'avocat dit qu'en août 2014, il a reçu ce tract dans un contexte très clair, d'antisémitisme dans les banlieues parisiennes, il y a beaucoup de jeunes comme lui qui ont reçu ce torchon.

C'est un procès historique dit l'avocat, (...). Il s'est documenté sur Grigny, c'est la ville la plus pauvre de France et ce quartier que Prévost décrit, l'avocat le croit quand il dit que c'est une zone difficile et où il est difficile de s'en sortir. (...) ; Mais pourquoi conserve t-il un tract dans ses archives, l'avocat dit que Prévost a déclaré qu'il avait grandi avec 80% de musulmans ; il y a eu des actes criminels anti juifs, il demande à Prévost s'il peut décrire le climat d'antisémitisme, tous les crimes anti juifs.

Prévost répond qu'il n'y a jamais eu de haine envers telle ou telle religion, tout le monde était solitaire, il n'y avait pas d'antisémitisme à la banlieue, lui était blanc il a grandi avec des noirs/arabes/chinois/blancs.

Avocat 6

Sur la description qu'il fait de Coulibaly, il parle de lui en disant qu'il faisait peur, qu'on le craignait, que Coulibaly aurait pu le retrouver partout, on dirait qu'il décrit quelqu'un de violent, dangereux etc.

Prévost répond que c'est ce qu'il a dit ce matin, à partir du moment où Couliblay vient armé chez lui et qu'il le tabasse, c'est que ce n'est pas un gentil garçon.

L'avocat demande si Prévost a il déjà entendu Coulibaly avoir un propos contre les juifs, Prévost répond que non. Pas une insulte même au moment de l'attentat de Merah.

S'agissant du tel qu'il a remis à Polat, Prévost répond que ce n'est pas un téléphone nouvelle technologie. Donc c'est un téléphone simple. Il n'y avait pas de photographies, c'était un téléphone à 20 euros. Prévost dit qu'il aurait aimé pouvoir le mettre au dossier pour que la Cour puisse voir les messages.

Prévost dit avoir remis le téléphone qu'on lui a donné et après on lui a demandé son téléphone personnel et si il ne veut pas de problème avec Coulibaly, il sait que c'est ce qu'il doit faire.

Dernière question de l'avocat, sur le fait qu'il soit mal rasé, quelque chose peut interroger dit-il, pas le fait qu'il y ait une barbe mais une barbe sans moustache, c'est quand même une caractéristique des salafistes constate l'avocat.

Prévost dit qu'il a une cicatrice et que ses poils ne poussent pas au dessus de la bouche donc il enlève tout.

Il n'y a pas de tentative de faire le salafiste ou quoique ce soit dit Prévost.

Avocate 7

Sur son surnom de « Bourou » au quartier, c'est quand il était petit il aimait le pain et la mayonnaise, bourou mayo, bourou ketchup...explique Prévost.

Sur la confiance que Coulibaly avait envers Prévost, Prévost répond que ce n'était pas vraiment de la confiance, mais c'est plus qu'il savait qu'il avait la main sur lui, Prévost ne voulait pas de problème avec lui donc il aurait tout fait pour pas qu'il y en ait.

Sur le respect des jeunes du quartier envers lui, il dit qu'il y a une différence d'âge qui fait qu'il doit y avoir ce respect. Après il n'y a pas d'obligation de respecter. Il y a toujours eu le respect des plus grands, le plus jeune reste à sa place et respecte le plus âgé. Coulibaly avait 4 ans de plus, pour lui c'était un grand, et Coulibaly le voyait comme le petit du quartier.

Quand Prévost est interrogé le 19 janvier 2015, il dit de POLAT qu'il était proche de Coulibaly et qu'il pensait peut être à ce moment là qu'il savait ce qui allait se passer.

L'avocate demande ce qu'il en est de lui puisqu'il était aussi proche.

Prévost répond qu'il a dit ça parce que c'est le seul qu'il a vu avec Coulibaly.

L'avocate demande que Prévost décrive la femme de Coulibaly, Prévost dit qu'il ne s'en souvient pas, elle était dans une voiture, elle n'était pas intégralement voilée selon son souvenir car il voit son visage.

(...)

Prévost dit que son frère est converti depuis qu'il est en 6^{ème}, son frère est parti de chez lui quand il était en 5^{ème}, lui n'est pas musulman mais son frère oui, Hayat Boumedienne « qu'elle aille nicker sa mère » dit-il.

Sur le bar le Beaulieu, il confirme qu'il y allait tous les jours. Il ne sait pas combien de fois par semaine y allait Coulibaly.

Il a dit toute à l'heure qu'aujourd'hui était son jour, il dit que depuis ce matin on lui a posé des questions, il a répondu, il essaie d'être clair. Il dit qu'il allait tous les matins prendre un café au Beaulieu, et des clopes, il se posait, il fumait après il allait à la boulangerie, après il s'asseyait sur une barrière et il galérait toute la journée dit-il.

Avocat 8

Association France Israël pour la lutte contre l'antisémitisme et l'anti sionisme.

La lutte contre l'antisémitisme est une priorité nationale et dans le cadre de cette lutte, une étude a été réalisée dans les quartiers, trois clichés antisémites :

Le 1^{er} : les juifs ont de l'argent, Prévost confirme qu'il a déjà entendu ce cliché mais pas dans son quartier, il y a des juifs qu'ont pas d'argent.

Le 2^{ème} : les juifs sont puissants et détiennent les plus grosses sociétés etc, Prévost dit qu'il n'a pas entendu ça dans son quartier.

Le 3^{ème} cliché : les juifs sont solidaires entre eux. Ce cliché ne parle pas à Prévost non plus.

Prévost ne comprend pas ces questions. Il dit que « c'est du n'importe quoi. » Il a envie de s'asseoir.

Les achats qu'il a fait ont conduit à la mort de juifs dit l'avocate.

Il demande si c'est lui qui a commis les faits, l'enquête a t elle conduit à ça demande t-il, « un petit peu » dit elle sinon il ne serait pas dans le box.

La défense dit qu'il est déjà 14h30.

Donc l'avocate dit qu'il maintient qu'il n'a jamais entendu dans son quartier fréquenté à 80% de musulmans le moindre propos ou cliché sur les juifs.

Prévost dit qu'il n'a pas envie de répondre.

Avocat 9

Sur sa dette envers Coulibaly, il a dit que Coulibaly avait la main sur lui, qu'il n'avait pas le choix de s'exécuter.

Prévost dit qu'il a déjà répondu ce matin.

L'avocat demande s'il avait des limites par rapport aux demandes de Coulibaly.

Prévost répond qu'il n'a pas envie de répondre à cette question.

« Est-ce que tous ce que demandait Coulibaly » il l'aurait effectué demande l'avocat ;

Prévost dit non pas tout, il a dit non pour un transport par exemple.

Comment s'assurait-il qu'il ne franchissait pas cette limite demande l'avocat. Prévost dit qu'il ne sait pas.

- **Questions de l'avocate générale**

Sur son surnom Bourou, en avait un autre, CRF.

Sur la chronologie de ses problèmes avec Coulibaly, en octobre 2009 ça commencerait (...)

Donc à partir de l'agression, il dort chez sa mère la nuit, et le déménagement à Fleury ce n'est qu'en 2012-2013 et ce déménagement, c'était à cause des gens qui venaient le voir pour récupérer les sous de Coulibaly. L'avocate générale demande qui étaient ces personnes. Prévost ne donne pas de précisions.

Sur les rencontres physiques avec Coulibaly avant son interpellation, la dernière fois qu'il le voit c'est le 31 décembre dit Prévost. (...)

Sur une interpellation de Coulibaly à l'usine coca-cola, Prévost demande où est l'usine coca à Grigny ; à pied de chez lui à l'usine, c'est long.

MAOKOU dit que cette interpellation à Grigny a fait grand bruit dit l'avocate générale. Prévost dit que c'est un menteur.

Sur ses déclarations spontanées, et le fait que Coulibaly en juin ou juillet 2014 rencontre un individu que Prévost a décrit barbu avec une djellabas, et qu'ils ont parlé d'un testament et de la nécessité de laisser un écrit.

Prévost avait dit qu'au cours de cette conversation, Coulibaly a pris la précaution de ne pas rester et d'envoyer Prévost aller faire du sport, il en a déduit que c'était pour pas qu'on voit que ça discute.

Elle demande ce qu'il en a conclu et pourquoi il en a parlé. Prévost dit qu'il s'est dit que ça pourrait aider.

Prévost dit qu'il a voulu aider en faisant ces déclarations.

(...) Sur le fait qu'il ait dit que Polat avait peur de Coulibaly, l'avocate générale demande s'il subit des pressions de Polat, Polat réagit et dit de le laisser tranquille.

Sur sa ligne donnée par Coulibaly, il y a des contacts aussi avec Polat, et c'est sur des moments clefs, le 31 décembre, le 1 janvier ; le 4 janvier aussi sachant que cette ligne a été donnée par Coulibaly. L'avocate demande ce qu'il peut dire sur les contacts avec Polat.

C'était plus pour les escroqueries, ils avaient été mis en contact pour ça dit Prévost.

Et le fait que ce soit concomitant avec les achats etc demande l'avocate générale, Prévost dit que si Polat avait été mêlé aux achats, il l'aurait dit.

Sur l'étude de cette ligne toujours, il y a des SMS concomitants entre Polat et lui, Prévost répond que ne savait pas que Coulibaly envoyait à Polat puis à lui, il ne saurait pas l'expliquer, s'il avait d'autres choses à dire, il les aurait dites.

(...)

Sur l'achat du matériel, Prévost dit qu'il savait que c'était pour un délit mais le véhicule Scénic et l'enlèvement du trackeur, ce n'était rien, il n'y avait rien d'alarmant.

(...)

L'Avocate générale dit que la moto est un gros cylindre, de type sportif, le raisonnement tient moins que le véhicule familial.

Enlever un traqueur n'attire jamais l'œil dans son monde dit Prévost.

(...)

- **Questions de la défense**

Avocat 1

Sur la chronologie des achats : le tazer le 29 décembre 2014.

Sur le moment où il les dépose (gilet/couteau/tazer), Prévost ne sait plus, il croit que c'était le lendemain ou le soir même. *Inaudible*

(...)

L'avocat demande si Prévost peut dire qu'il n'a jamais vu Maklouf. Prévost répond que non.

Avocat 2

Prévost a confirmé que Raumel n'a jamais eu de contact avec Coulibaly et que s'il y en a eu entre la ligne de son client et celle de Coulibaly, c'était de son fait. (...)

Prévost confirme et dit que c'est lui. Il dit qu'il n'a rien à faire là.

La téléphonie c'est lui, le sac d'affaires aussi.

(...)

Avocate 3

Sur les liens avec ceux qui sont dans le box avec lui, il n'y a pas de lien, n'a jamais entendu leur nom, ne les a jamais aperçu, il n'y a rien dit-il.

Avocat 4, Maître Coutant Peyre

L'avocate dit que Prévost veut tellement coopérer, qu'il est prêt à dire n'importe quoi. Sur le tract, il n'y a pas de mal à l'avoir dit elle.

Prévost dit qu'il ne nie pas qu'il était dans ses affaires, mais qu'il ne le savait pas.

(...)

L'avocate dit qu'elle n'est pas pour la guerre entre les accusés.

(...)

L'avocate demande si Coulibaly n'a pas fantasmé l'histoire de la voiture suiveuse sur le transport d'armes etc

Prévost ne sait pas quoi dire, l'avocate dit que ça ne le crédibiliserait pas.

Prévost dit qu'on lui a rien suggéré, il n'a rien inventé.

Après que Coulibaly ait été invité par Sarkozy, il a beaucoup changé il paraît dit l'avocate. Prévost dit qu'il avait eu un CDI mais ce n'est pas parce qu'il a rencontré Sarkozy qu'il n'était plus un caïd.

L'avocate dit qu'il aurait borné le 6 janvier à Montrouge, Prévost demande ou, quelle borne a été déclenchée à Montrouge. C'est l'hôtel Ibis de la porte d'Orléans.

Sur sa disparition de pilosité suite à un accident, c'était en 2014. Sur la moto, l'avocate demande s'il en a toujours fait, Prévost dit que Polat ne l'a pas conduite. La moto, il la prend le lundi et la rend le mardi.

Polat demande comment il est parti à Montrouge, parle de la moto, les deux s'énervent.

(...)

Sur le 6 janvier, il a le droit d'avoir une vie privée dit l'avocate mais elle demande ce qu'il allait faire le 6 janvier à porte d'Orléans, Prévost dit qu'il est parti récupérer un ami, il était avec une voiture des petits des quartiers de Fleury, il n'avait pas la moto, ni la Scénic etc.

Aujourd'hui, Prévost regrette de ne pas être allé voir la police plus tôt.

L'avocate demande pourquoi il met d'autres gens en cause.

Prévost répond que ça sert à dire la vérité, il a vu Polat trainé avec Coulibaly. Il le dit.

(...)

Prévost explique qu'il leur a fait confiance, les papiers de sa mère était dans la voiture, des colis ont été livrés chez sa sœur. Il n'était pas au courant que la moto était au nom de sa mère.

L'avocate demande à quoi ça sert de raconter des choses qui ne sont pas vérifiables dont Coulibaly lui aurait donné des confidences, Prévost dit qu'il ne sait pas quoi répondre.

L'avocate dit qu'il raconte deux fois la même histoire entre 2013 et la suivante, deux voitures des armes balancées dans un sac etc.

Prévost répond que ce n'est pas la même histoire car il n'y avait qu'une voiture en 2013.

- **La défense de Prévost**

Selon certains auteurs, c'était un accusé précieux pour le Ministère Public, l'avocat constate que c'est le cas aussi pour les parties civiles et la défense.

Sur la conversion de Prévost à l'islam, Prévost répond que son grand frère l'est et que les gens pensent qu'il fait pareil. Il a grandi avec des musulmans en plus.

L'avocat revient sur le témoignage d'une femme, Caroline M, témoignage qui explique que Prévost l'aurait vu en petite tenue et qu'il aurait eu des mots à son égard. L'avocat constate cependant que ce témoignage n'a pas été confirmé par son compagnon et n'a pas été considéré comme suffisamment important pour convoquer la jeune femme, mais pourtant il figure au réquisitoire définitif comme l'indice d'une vision rigoriste de l'islam de la part de Prévost

Prévost ne sait pas ce que veut dire une « vision rigoriste de l'islam ».

Inaudible

Prévost dit qu'il n'a jamais dit à une femme de laisser les hommes entre eux.

Sur ses entretiens, dans toutes les prisons ils ont vu que c'était un homme des quartiers qui était là (*Inaudible*)

Ils ont dit qu'il n'y avait rien, qu'il était une personne normale.

Au cours de cette longue session d'évaluation, les auteurs concluent qu'ils n'ont repéré aucun élément contredisant ce positionnement, qu'il ne connaît rien à la religion, qu'il nie fermement avoir été au courant des attentions de Coulibaly.

Les auteurs disent que Prévost n'est pas apparu se situer dans une idéologie radicale.

Prévost a alors été dans la détention classique après. (...)

Sur sa détention classique et une marque de confiance de l'administration particulière, Prévost est d'accord.

Sur ses changements d'établissement, quand il est arrivé au Mans, ils étaient 4 à l'emmener au parloir, puis quand l'avocat est revenu, finalement il y avait qu'une femme qui l'accompagnait, elle a dit qu'il n'y avait pas de soucis et que ça se passait bien.

Sur le discours de Farid BENYETOU (*inaudible*)

Au début du procès, il y a eu un communiqué, ce communiqué d'Al Quaida disait d'être patient aux accusés.

L'avocat dit que Prévost a dit des insultes en réponse à cela, et a dit qu'ils « se fassent bombarder leur mère », il a dit avec le cœur qu'ils me laissent me faire juger. L'avocat demande à son client s'il fait plus confiance à cette cour qu'à Al Quaida qui encourage à la patience. Prévost répond « qu'ils aillent nicker leur mère Al-Qaïda ! »

L'avocat lui demande s'il aime la France. Prévost répond que oui.

L'avocat dit qu'il a vécu dans la ville la plus pauvre, qu'il s'est pris une balle, qu'il a été incarcéré, mais qu'il aime toujours la France.

Prévost dit que ce sont des erreurs de jeunesse. Il est bien en France, il aime son pays.

Pour en terminer sur cette suspicion de conversion, l'avocat lui demande s'il est déjà allé dans une mosquée, Prévost dit que non, on lui a demandé une fois d'accompagner à la mosquée mais n'est jamais rentré dans une mosquée.

Sur les relations avec Coulibaly qui apparaissent étranges, il soutient avoir subi un passage à tabac en 2009, il n'est jamais redevenu un ami de Coulibaly, il n'est pas possible pour une personne de redevenir ami avec quelqu'un qui envoie aux urgences dans ces conditions ; Prévost répond que les gens qui pensent ça c'est qu'ils connaissent pas ce genre de chose, Coulibaly est venu armé chez lui, les gens ne connaissent pas ce mode de vie et tant mieux pour eux dit Prévost.

Sur sa téléphonie et le déroulé des faits qui lui sont reprochés, Coulibaly envoie en 2014 quatre messages à Prévost auquel il ne répond pas, pareil plus tard, puis encore après, Coulibaly lui écrit beaucoup, et Prévost ne répond pas. Il apparaît que du 16 septembre 2014 au 6 novembre 2014, Coulibaly bombarde de SMS auquel il ne répond pas. Ce n'est pas un ami ça dit l'avocat et demande à Prévost si c'est à mettre en lien avec la 6^{ème} audition de garde à vue où il dit que lorsque Coulibaly réapparaît au quartier à Fleury, il lui dit « de toute façon je te trouverai ».

Prévost répond que les raisons pour lesquelles il a répondu c'est parce que Coulibaly est venu au quartier, et lui a dit qu'il repasserait de toute façon, il savait que Coulibaly le retrouverait.

A ce moment Prévost explique qu'il vit à droite à gauche. Il dit que où il est, c'est insalubre, « c'est le bordel. » Quand il est interpellé, il est à 300 mètres du domicile où il était, chez Ramdam Yassim.

Ce n'était pas pour échapper à des poursuites vu que c'était à 300 mètres de son domicile d'origine.

Sa parole est souvent mise en doute dit l'avocat, donc il veut revenir sur des éléments saillants où on a compris que sa parole était précieuse : que Prévost explique au cours de l'instruction a reconnu avoir participé aux achats, il se défend d'avoir eu connaissances des projets de Coulibaly et même qu'il était radicalisé, il fait des déclarations qui le mettent en cause de façon grave puisqu'on pourrait en déduire que Coulibaly était à la recherche d'armes, ce qui l'expose aussi à des représailles.

Sur la motivation de Prévost de faire ses déclarations, il a expliqué que c'était par rapports aux actes, aux victimes pour apporter des réponses à leurs questions.

Tous les souvenirs qu'il a, il a préféré les dire.

L'avocat demande si sa position a été maintenue en dépit des interrogations du juge, Prévost dit que oui.

(...)

Sur son parcours dans le cadre du dossier, Prévost ne révèle pas l'intention de quelqu'un qui cherche à participer à un projet constate son avocat.

Prévost répond que « jamais de la vie » il aurait pensé ça, il pensait que c'était un braquage ; L'avocat demande s'il a été question qu'il soit associé à ce projet.

Prévost répond que non. Il n'avait pas le profil d'un caïd.

Au mois d'aout, il travaillait dans le déménagement. Chez Raumel on retrouve les papiers, des CV, lettre de motivation, il est dans une dynamique où il veut s'en sortir à ce moment là.

Ça explique qu'il ne répondait pas au SMS de Coulibaly à ce moment là, il fallait qu'il se sorte de la galère.

Sur le 29 décembre, il n'est pas à Montrouge et ce n'est pas parce que le téléphone n'a pas d'activité qu'il est éteint, Prévost dit qu'il y est allé trois fois.

L'élément dit l'avocat selon lequel il aurait vu une voiture de la bac (...) L'avocat demande ce qu'il se dit à ce moment là ? (...) Prévost dit qu'il n'a rien essayé de dissimuler.

Sur la carte d'identité de sa mère, elle était dans les mains de Coulibaly, comment expliquer ça demande l'avocat.

Prévost dit que quand il était à la recherche, il était monté avec lui en voiture et a laissé sa pochette de papier dans la voiture, il ne s'en est pas aperçu, ça s'est passé dans son dos, ne savait pas que la moto était au nom de sa mère. Donc ces documents concernant sa mère ont été mis dans l'enveloppe sans sa participation et dans son dos. La facture orange téléphonique était un faux, c'est Max François qui l'a faite dit Prévost.

(...)

Les premières déclarations en garde à vue sont les plus spontanées, est ce que ça fait de lui un bouc émissaire, l'avocat constate qu'il y a le nom de sa mère et le sien, l'avocat demande si Coulibaly aurait eu un intérêt à faire de lui un bouc émissaire et faire en sorte que l'enquête se dirige vers lui ?

Il pense que oui, il pense qu'il a fait ça pour mettre la chose sur lui.

L'avocat dit sur son parcours et la version des faits journée par journée, Prévost a dit que le 4 janvier, il a suivi la voiture de Coulibaly, il part à Epinay sur seine à coté d'un terrain de foot, à ce moment là il l'attend et galère. Il est au téléphone.

Ce terrain de foot c'est une borne éloignée de la borne du domicile, il ne sait pas où il est, il attend la bas, passe un coup de téléphone avec son téléphone personnel, tout au long il se servait de son téléphone normalement.

Coulibaly demande d'arrêter d'utiliser son téléphone mais le 31 décembre il continue à s'en servir.

Sur l'association de malfaiteurs terroriste, l'avocat explique que Prévost serait responsable de cette infraction en faisant les choses suivantes : permettre à Coulibaly d'immatriculer une moto avec le nom de sa mère, utiliser un téléphone pour appeler famille et proche, d'aller acheter une voiture sur le bon coin à visage découvert, d'oublier de mettre l'adresse et mettre celle de sa mère, faire des achats répétés dans un magasin utilisé par des forces de sécurité, devant les caméras et les policiers, et à l'issue de tout ça, il a quitté son domicile pour aller chez Yassim RAMDAM à 300 mètres et en plus dans le cadre de cette hypothèse qui paraît infirmée par la personnalité de Prévost, il donne des éléments à l'instruction qui

l'incriminent, ce qui fait de lui un martyr carcéral, ça serait une nouvelle façon de faire le djihad pour à l'issue encourir la peine la plus grave.

Prévost dit qu'il faut être pire qu'un imbécile pour faire tout ça. Il n'avait pas conscience sinon il n'aurait pas impliqué sa sœur, ses parents.

(...)

Comment voyez vous votre avenir demande son avocat.

Il dit qu'il espère construire une vie comme tout le monde, avoir des enfants, travailler, partir en vacances, construire quelque chose, commencer par quitter Grigny et la région parisienne, il veut se reconstruire doucement autre part. Construire avec une fille, des enfants, un appartement.

Si on lui demande de participer à quelque chose de louche, il dit que « jamais de la vie », il n'était pas aussi réfléchi qu'aujourd'hui. La chose qu'il fera en sortant c'est une fille et des enfants (...)

II. Interrogatoire de Nadine PREVOST

Nadine PREVOST, 60 ans, sans profession.

Le Président la présente en tant que mère de Willy Prévost, il lui demande de donner des éléments objectifs sur son fils. Lui demande de faire une déclaration spontanée.

Avec son fils, il n'y a pas de problème, elle ne sait pas quoi dire, voudrait qu'on lui pose des questions.

Sur sa personnalité, il est doux, il est gentil, avec elle il a toujours été très gentil et en vers ses frères et sœurs aussi.

Sur les faits, le Président lui demande ce qu'elle peut dire. Elle ne sait rien. Elle n'a rien d'autre de spontané à dire.

Elle même a été interrogée dans le cadre de cette affaire, a été en garde à vue à la suite des attentats du mois de janvier 2015, son fils a été interpellé, à ce moment là il n'était pas à son domicile.

Elle entend mal les questions.

Il ne vivait pas à l'époque chez sa mère, il n'y vivait plus depuis 2 ans. Le président demande pourquoi, elle répond que c'est parce qu'il a eu beaucoup de menaces en vers lui. Elle n'en sait pas plus.

Sur les autres membres de la famille, ils ont dit qu'il était recherché pour payer des dettes, elle dit que c'est cela. Mais il ne lui en avait pas parlé. Ces personnes sont venues à sa porte et ils lui ont dit que Prévost devait de l'argent.

Son fils était en relation avec Coulibaly, le président dit qu'il était plus vieux que son fils, il lui demande s'il venait chez eux, elle dit qu'au début oui. Le président demande comment ça se passait, elle dit que ça se passait bien mais après ça s'est mal passé. Il y a eu des problèmes assez graves. Elle dit que Coulibaly le recherchait, il l'a trouvé et l'a ramené à la Sapinière pour le taper, ils l'ont tapé à deux, Prévost a été à l'hôpital, après Coulibaly est repassé deux fois chez les parents armés, avec un autre copain de Coulibaly, et ont été menacés deux fois. Il était très menaçant à son égard, elle explique être même partie chez sa mère par rapport à ses deux autres fils.

Elle dit que son fils, Prévost, est revenu très abimé après que Coulibaly lui ait tapé dessus. Il n'a pas porté plainte parce qu'il était majeur, ils avaient peur des représailles aussi.

Coulibaly après cela, Prevost en a eu peur dit sa mère. Elle dit qu'il est venu et qu'ils n'ont pas ouvert la porte.

Coulibaly a été en prison après de 2010 à 2014. Elle l'a su bien après. Elle ne sait pas si Willy Prévost avait encore des menaces pendant la période de prison de Coulibaly.

Il ne lui parlait pas de ses problèmes avec Coulibaly et autres malgré leur bon contact. Il parlait de beaucoup de choses mais pas de ça. C'est pour cette raison qu'il n'a plus voulu être à Grigny. Il est parti après chez une amie dit la mère, elle allait le voir.

Sur les dettes, il n'avait pas d'argent pour payer. C'est elle qui lui ramenait ce dont il avait besoin.

Au moment des attentats, dans la voiture avec laquelle Coulibaly est venu, il y avait une enveloppe avec des papiers à son nom. Il y avait un certificat de cession d'une moto, une photocopie de sa carte d'identité et une facture de téléphone orange, étant donné que la moto avait été mise à son nom. Elle ne sait pas comment les papiers se sont retrouvés là mais elle sait que Willy avait besoin de ses papiers pour l'administration pour avoir le RSA et l'aide médicale. Elle sait plus si c'est elle qui lui a donné ou pas. Prévost a déclaré qu'il avait la photocopie de sa mère dans un but administratif, ce qu'elle confirme.

Elle n'a jamais voulu acheter une moto et elle ignorait que son nom figurait sur une carte grise de moto, ni pour elle ni pour son fils.

Sur la facture de téléphone orange à son nom à une adresse qu'elle n'avait plus, elle n'a plus habité à cette adresse au mois de juin 2014, elle a été recueillie par sa mère. Elle avait dit de toute façon qu'elle n'avait jamais été abonnée chez orange sauf sa fille quand elle était toute jeune mais autrement pas de facture orange. Pas de facture datant de 2014.

Sur ses autres enfants, Stanislas, Aymeric et Eric, la relation entre les frères est bonne.

Avec Eric, c'était moins bien. Ils avaient du mal.

Avec Stanislas, ça se passait très bien, il n'y a pas de raison que Stanislas en veuille à Willy.

Mais il y avait un problème sur la dette où Stan se faisait menacer. Il était embêté par le problème de dette de Willy où il était menacé.

Coulibaly était un ami de Willy demande le Président, elle répond que non.

Pourtant le président dit qu'il y a quand même eu quelques relations car son mari faisait des travaux chez la mère de Coulibaly. Elle dit que c'était la mère de Coulibaly donc pas le fils.

Sur la politique et la religion, elle dit que Willy ne s'y intéressait pas.

Sur son autre fils converti à la religion musulmane, elle dit que Willy n'était pas intéressé par ça. La religion ne le concernait pas.

Sur l'argent de Willy, elle dit qu'il n'avait pas d'argent. Le président dit que son frère a dit une fois que Willy aurait envoyé de l'argent à Coulibaly quand il était en prison. Les

vérifications ne l'ont pas montré mais la mère dit qu'il n'avait pas l'argent pour faire ça, il vit avec ce qu'elle lui donne. Ses journées elles sont avec ses copains, sa copine.

Elle a connu sa copine qu'après.

Sur les événements début janvier et un changement de comportement chez Willy vu que c'était Coulibaly qui avait commis les assassinats, elle croit qu'il lui en a parlé le lendemain car ils étaient tous choqués. Ils avaient appris que c'était Coulibaly et ont été choqués de voir ce qu'il avait fait.

Sur l'inquiétude de Willy vu qu'il avait des liens avec Coulibaly, elle dit que non, il ne semblait pas inquiet.

Ils sont restés ensemble quand il est venu la voir, mais il n'avait pas l'air d'avoir peur pour lui même.

Sur sa déclaration qu'elle a faite à ce moment là, elle a été placée en garde à vue deux mois après les faits, Willy était déjà en prison.

Le président lit la déclaration : Il est venu la voir le 9 janvier dans l'après midi, il fumait, c'est la première fois qu'elle le voyait fumer devant elle, il lui a dit qu'il avait peur de retourner en prison car avait été en contact avec Coulibaly sans en dire plus. Lui ce qui l'inquiétait c'était de retourner en prison ; ce qu'elle comprend, elle répond que c'est parce qu'il le connaissait.

Donc le Président demande si c'était le simple fait de le connaître, ou si elle a pensé qu'il aurait pu être mêlé, elle dit que non. Elle lui a posé la question de savoir s'il avait quelque chose à se reprocher et il lui a répondu par la négative alors elle lui a dit qu'il n'avait pas besoin d'avoir peur s'il n'avait rien fait.

Elle a parlé de la visite de son fils après disant qu'il n'était pas bien, choqué et anxieux de ce qui pouvait lui arriver, donc avec l'idée qu'on allait lui demander des comptes dit le Président.

En 2010, Coulibaly a agressé Prévost et après a été en prison de 2010 à 2014. Le Président demande si elle savait pourquoi Coulibaly était en prison, elle dit que non.

Elle en a parlé dans ses déclarations : elle a appris l'incarcération de Coulibaly, il lui semble qu'il lui a dit qu'il était tombé pour terrorisme, elle était choquée, son fils aussi et son compagnon aussi.

Donc elle le savait par Willy, donc Willy savait qu'il purgeait une peine pour terrorisme.

Il n'en a pas dit plus. Ca l'a surpris d'apprendre qu'en fait Coulibaly était tombé pour une histoire de terrorisme, elle dit qu'elle n'y croyait pas.

Ca l'étonnait que Coulibaly pouvait être un terroriste mais si elle le savait c'est parce que Willy lui avait dit.

Depuis que son fils est incarcéré, elle a toujours tenté d'aller le voir quand elle le pouvait sauf ces derniers temps quand il était au Mans, sur les faits pour lesquels il était en prison il lui a dit qu'il avait rien à voir là dedans. Mais il n'a rien dit de plus. Juste qu'il n'avait rien à voir là dedans.

Comme elle a été mise elle même en garde à vue elle sait quand même certaines choses, par exemple, comment se fait-il que sa pièce d'identité se retrouve dans la voiture et que la moto soit à son nom dit le Président.

Elle n'a pas pensé pour autant que Willy avait un lien avec ça.

Le Président demande si elle a autre chose à ajouter, elle dit que non.

Sur les visites à la maison d'arrêt, il y a que elle et Aymeric, son père et sa sœur n'ont pas eu le droit.

- **Questions de l'avocat général**

Elle a dit que financièrement c'était elle qui l'aidait, qu'il n'avait pas d'autres revenus. Elle lui apportait de quoi se nourrir. Mais Willy touchait le RSA dit l'Avocate Générale. Elle confirme.

Parce qu'elle dit qu'elle a donné sa pièce d'identité pour ça, pour toucher le RSA.

L'Avocate Générale dit que dans ses déclarations, elle a dit ne pas avoir donné sa carte d'identité à son fils.

L'Avocate Générale demande si elle a donné une copie de sa pièce d'identité à son fils, elle dit que oui elle l'a donné pour faire ses papiers, elle ne se rappelle plus si elle a donné sa pièce ou si c'est elle qui a fait les photocopies.

Le fils Stanislas dit qu'un mois avant les attentats Willy a demandé la carte d'identité pour faire un certificat pour une moto, elle dit que non. Elle n'aurait pas fait ça alors qu'elle n'avait pas les moyens.

Sur la question qu'a posé le président, elle a indiqué avoir appris par Willy que Coulibaly avait été incarcéré dans une affaire de terrorisme. Elle a compris que Willy pour autant plus tard voyait toujours Coulibaly demande l'Avocate Générale, elle dit ne pas savoir.

L'avocat général lui demande si elle a su qu'ils continuaient à se voir, elle ne sait pas. Pourtant elle dit qu'il venait souvent et qu'ils se voyaient souvent, c'était quelqu'un qui rentrait dans leur domicile qu'elle recevait facilement donc quand elle apprend que son fils le voit à nouveau alors qu'il a été impliqué dans des affaires graves, quelle est sa position demande l'avocat général, elle dit qu'elle ne sait pas, qu'elle ne peut pas répondre, elle dit que c'est Coulibaly qui faisait des « conneries. »

Elle dit qu'elle n'aimait pas trop qu'il traîne avec lui, elle a dit à Prévost qu'elle n'aimait pas ses fréquentations.

- **Questions de la défense**

Première fois que l'avocat de Prévost rencontre sa mère.

Il lui demande si elle a eu des problèmes de santé, elle dit qu'elle a failli avoir un AVC mais ne se souvient plus quand c'était.

Est ce qu'elle se souvient de la date où son fils lui a dit que Coulibaly avait été condamné pour terrorisme, elle dit ne plus s'en souvenir.

Il lui demande si elle sait si c'était avant ou après les attentats, elle dit qu'elle ne se souvient plus.

L'avocat demande si c'est possible qu'il ait dit ça après les attentats, elle ne se souvient plus ; elle ne pense pas qu'ils aient parlé de ça, mais elle n'a pas de certitude sur la date de ses propos.

III. Audition de Eric FONCE

Eric FONCE, responsable maintenance, père de W. PREVOST.

Sur la personnalité de son fils, il n'a jamais fait de mal à personne, c'est un gentil déclare t-il.

Il avait très peur de Coulibaly, il est venu deux fois chez eux, armés à chaque fois, une fois pour le passer à tabac pour de l'argent puis un mois et demi après il est revenu mais ne l'a pas trouvé.

Willy avait peur de Coulibaly. Même lui dit avoir eu peur de Coulibaly.

Coulibaly était un méchant et un violent. Son fils trainait avec lui car il était sous la menace car s'il disait non il se faisait taper.

Il décrit Coulibaly comme une personne qui était très violente, qui n'a jamais eu peur de personne.

Son fils c'est un gentil, il n'a jamais été méchant, il a toujours été gentil avec tout le monde, il rend service, il ne sait pas dire non et ça l'a mené là où il est, dit il.

En 2009, il a refait l'appartement des Coulibaly quand il ne le connaît pas encore bien. A ce moment là, ça se passait bien entre les deux.

Sur ces liens qui ont dégénéré en 2010, avec le passage à tabac de Willy, il sait qu'il y a eu une dette d'argent mais n'en sait pas plus. Ne sait pas dire pourquoi. Il pense que c'est une dette liée à la drogue. C'était un drogué, il trainait dans tout Coulibaly. Et son fils n'allait pas lui dire qu'il trainait là dedans.

Quand Willy a été passé à tabac, il l'a su par un ami qu'il l'a amené à l'hôpital. Il n'a pas voulu porter plainte de peur des représailles, dit le père.

Le père dit qu'ils avaient peur de Coulibaly. Le président dit que néanmoins fin 2014, il a accepté de poser une cuisine. Le père dit que c'était pour la mère de Coulibaly.

Le président demande comment ça s'est passé pour cette demande : la demande vient de Coulibaly, ils se sont rencontrés en bas de son ancienne belle mère, il explique qu'il a fait une chute, il savait qu'ils avaient besoin d'argent donc Coulibaly a proposé ça.

Le président demande pourquoi il a accepté alors qu'il avait tabassé son fils. C'est qu'il n'avait pas si peur s'il a accepté, il dit qu'il peut faire peur et pourtant accepter.

Le père dit qu'il n'a pas fait ça sous la contrainte, il dit qu'il avait besoin d'argent pour boire car il était alcoolique. Il était au fond du gouffre. Mais finalement il ne l'a pas payé Coulibaly. Il est mort sans payer.

C'est contraire aux préceptes de l'Islam radical qui dit de ne pas mourir sans payer toutes ses dettes dit le Président.

Le président demande si dans le comportement de Coulibaly qu'il a connu en 2009 et celui de 2014 il a constaté un changement, le père dit que non.

Quand il a refait son appartement en 2009, il était avec une fille, Hayat Boumedienne.

Le père dit qu'à ce moment là, elle ne portait pas le voile.

A ce moment là, il croit qu'il travaillait chez coca. Mais il avait quand même beaucoup d'argent. Il pense que ce n'était pas que grâce à coca.

Le président demande s'il a su une fois que Coulibaly est sorti de prison que Willy avait repris contact avec Coulibaly. Le père dit qu'il ne savait pas.

Le président demande si son fils a pu mettre de côté les problèmes qu'il a eus avec Coulibaly en 2010 et dire qu'ils repartaient sur des relations normales. Le père dit qu'il en avait toujours peur Willy de Coulibaly.

Il dit que Willy est parti vivre à Fleury-Mérogis par rapport aux menaces qu'il avait eues.

Sur les contacts avec son fils, ils se voyaient une fois par semaine.

Willy à un moment utilisait une clio blanche mais le père ne l'a pas vu avec, ne savait pas qu'il avait cette voiture.

Sur les liens qu'il avait de nouveau avec Coulibaly, il n'en a pas parlé à son père.

Sur le caractère influençable de son fils, et qu'il puisse faire des choses qu'il ne veut pas, il peut les faire sous la menace dit le père.

Willy fréquentait un café le Beaulieu, le père ne savait pas.

Si Willy sait que Coulibaly y va, aurait il évité les lieux demande le Président. Le père dit que s'il savait que Coulibaly y allait, il aurait évité le café.

Il dit en parlant de son fils qu'il est grand et costaud mais que c'est un agneau.

Le président dit qu'a été retrouvé dans une Scénic les documents au nom de la mère de Willy, le père dit qu'il a appris.

La question s'est posée de savoir comment Coulibaly les avait. Il y a eu diverses versions dit le Président et quand le père a été entendu à ce sujet, il a dit « comme sa maman ne sait pas dire non, elle lui remet la carte d'identité », il ne pense pas qu'il l'a demandé pour l'achat d'une moto car c'est cher. Sur les déclarations de Stanislas à ce propos qui a dit que Prévost aurait demandé à sa mère de mettre la moto à son nom. Le père dit que non et dit que Stan se monte beaucoup de films.

Le père dit ne pas avoir compris.

Stan dit que sa mère aurait accepté de mettre la moto à son nom après que Willy ait demandé. Le père dit que non c'est sur que non.

De quoi vivait Prévost demande le Président, le père dit du RSA. Le père dit qu'il lui donnait de l'argent quand il en avait. Il a toujours eu de bonnes relations avec son fils.

Sur le 9 janvier, il n'a pas eu de contact avec son fils le jour même.

Sur le secours populaire, il y était avec sa femme. Willy est venu les voir ce jour là. Willy avait dit qu'il avait peur car il côtoyait Coulibaly. Le Président demande pourquoi, le père dit que c'était parce qu'il connaissait Coulibaly.

Le seul fait de connaître quelqu'un fait qu'on craint demande le Président. Le père dit que lui aussi a eu un peu peur d'être embêté.

Le jour où Coulibaly a tué les personnes, son fils est venu le voir, (...) le père a demandé s'il était mêlé et Willy a dit qu'il n'avait rien à voir. Le père a demandé ça car connaissant Coulibaly, il a eu peur que son fils ait participé. Il décrit que son fils était paniqué et choqué.

Il a dit à son fils que la police allait venir le chercher car il le côtoyait. Même lui avait peur car il faisait la cuisine de la mère.

Sur les relations amicales de Willy, il a sa copine et après parle de profiteurs autour de son fils. Mais comme il n'a pas d'argent dit le président, c'est pourquoi demande le Président, le père dit que c'est parce qu'il défendait tout le monde. Il aide tout le monde et après il se retrouve en galère, dit le père.

Sur l'incarcération de Coulibaly en prison de 2010 à 2014, il savait plus ou moins.

Le président demande s'il savait pourquoi Coulibaly était en prison. Il dit que non, sa femme a dit que c'était pour terrorisme et ça l'a beaucoup choquée d'apprendre que Coulibaly puisse être mêlé à une affaire de terrorisme. Le père dit qu'il n'a pas su même s'il vivait avec sa femme, savait que Coulibaly était en prison mais pas une surprise.

Le président demande s'il a remarqué que Coulibaly avait un comportement radical, qu'il était religieux, qu'il se contentait des personnes très radicales sur le plan religieux. Il dit qu'il savait que Coulibaly faisait sa prière et qu'il ne pouvait pas fumer en sa présence.

Ils ne se sont pas revus par la suite avec Coulibaly. Il n'a pas vu d'évolutions.

Le père dit qu'il a été choqué quand il a su ce que Coulibaly avait fait. Inexplicable.

Le président demande si dans son comportement, il avait observé une rigidité ou une obsession particulière, le père dit que non, il n'a rien vu.

Le dernier jour où ils se sont vus, c'était le mercredi, il comptait le revoir d'ailleurs pour qu'il le paie, à l'époque c'était 250 euros.

- **Questions de l'assesseur**

A aucun moment, Coulibaly revient vers lui en disant que son fils lui doit de l'argent et lui demande un geste pour les travaux demande le magistrat, le père dit que jamais. (...)

S'agissant de la différence qu'il y a eu entre 2009 et 2014, il a constaté en 2014 que Hayat B était voilée.

Il avait dit dans sa déposition qu'il était choqué car n'avait vu que ses yeux. Il a indiqué qu'elle était également gantée. Il a dit qu'elle ne lui avait pas dit bonjour mais avait salué la mère de Coulibaly.

- **Questions des parties civiles**

Sur les travaux chez la mère de Coulibaly, quelques jours avant le jour de l'an, le 26 décembre ils ont commencé et ont été terminés.

Le comportement de la mère était normal et très gentille.

Il a terminé les travaux le 5 janvier.

Le 26 décembre, ils sont allés chez Ikea avec Coulibaly pendant que Prévost allait chercher du matériel (armes) constate l'avocat. Curieux que Coulibaly ait pris ce temps là.

Le père dit qu'il manquait des planches pour faire la cuisine.

L'avocat trouve que cela est curieux que ça soit la préoccupation de Coulibaly à ce moment là dit l'avocat.

L'avocat demande s'il a eu un comportement particulier, s'il s'intéressait à d'autres outils, autre chose qui aurait pu dire qu'il ne voulait pas seulement des planches, le père dit que non, Coulibaly le suivait car c'était lui qui connaissait, ils ont payés et sont partis, c'était très simple.

- **Questions avocat général**

Le 28 quand il part avec Coulibaly, il passe aussi au carrefour Villabé.

Donc départ de Grigny, 10-15 min pour aller chez Ikea, ils restent 15-20 min, ils vont prendre les sandwiches chez Carrefour, il passe 1h30 avec Coulibaly le 28, ils ont parlé de la cuisine, de banalités sur les travaux.

Rien ne l'a surpris, ni étonné.

- **Questions de la défense**

Sur la conversion de son fils à l'islam, il dit que son fils ne s'est jamais converti, il mange du port, il fume, même du shit et buvait beaucoup d'alcool.

Sur le respect de son fils dans la cité, pas tellement. Ce n'était pas un caïd. Il était victime des autres.

Prévost était très choqué quand a su pour Coulibaly, décrit le père.

Dans le comportement de son fils, est ce que quelque chose faisait penser qu'il n'aimait pas son pays, les juifs etc le père dit qu'il aimait trop ses parents, sa famille, qu'il ne pouvait pas partir loin.

Le père dit que quand il sortira de prison, il reviendra avec ses parents, il y a une chambre pour lui. Il dit que ça n'a jamais été un assassin, c'est un agneau dit le père. Il n'aurait jamais pu faire ça dit-il.

IV. Audition de Caroline PREVOST

32 ans, agent polyvalent, sœur de Willy Prévost.

Elle décrit son frère comme quelqu'un d'adorable, de protecteur et de gentil.

Sur ses relations avec les faits, elle n'a rien à dire.

Sur les liens familiaux, elle se situe comme la petite sœur et lui le grand frère. Elle habite en Loire Atlantique, elle y habite depuis 5 ans. Elle a été entendue et a dit qu'elle avait quitté en aout 2014 chez elle. Elle a quitté car elle voulait une meilleure vie pour son fils.

Sur Prévost, elle dit qu'il a grandi tout le temps dans la cité. Sur la vie dans la cité, elle ne s'inquiétait pas de ses fréquentations. Elle dit que c'est une cité sensible car on ne s'y sent pas en sécurité car il y a des trafics.

Sur les fréquentations de son frère, elle ne les connaissait pas.

S'agissant de Coulibaly, elle ne le connaissait pas, elle sait juste qu'il avait tabassé son frère.

Elle n'a pas le souvenir de Coulibaly chez eux.

En 2010, quand son frère se fait tabasser par Coulibaly, est ce qu'elle a su les raisons pour lesquelles Coulibaly l'a tapé dessus demande le Président, elle ne sait pas ; sur les dettes qui pourraient en être la raison, elle sait que oui car des personnes étaient venus chez eux.

Elle n'en sait pas plus.

Elle dit que Coulibaly avait une mauvaise réputation, c'était la rumeur qui disait ça, il avait la réputation d'être très méchant avait elle déclaré.

Elle avait vu son frère revenir frappé par Coulibaly.

Elle a résidé à Grigny jusqu'en aout 2014 ; quand elle est partie il n'habitait plus chez eux depuis 3 ans environ car ne se sentait plus en sécurité.

Les autres membres de la famille étaient-ils inquiétés le fait qu'on en veuille à Willy Prévost demande le président. Elle dit qu'elle ne sait pas.

Sur les colis qu'elle a reçus, son frère l'avait appelé pour lui dire qu'elle allait recevoir des colis, elle en a reçu deux, il y avait un sac de couchage notamment.

Prévost avait dit qu'elle allait recevoir des colis pour lui. Il lui avait dit par téléphone.

Elle n'avait rien demandé sur les colis. Elle ne sait plus à quelle époque c'était. Elle habitait chez une amie, c'était vers aout-septembre 2014.

Prévost lui avait dit de ne pas ouvrir les colis. Il y a trois colis qui sont arrivés en même temps. Et elle en a un ouvert un, elle avait oublié qu'il lui avait donné cette consigne, elle découvre des jumelles en ouvrant. Elle n'a pas pensé sur le coup à ce que lui avait dit son frère, et va même téléphoner à l'expéditeur et réalisera après.

Elle a parlé à son frère qu'elle les a reçu.

(...)

Il va falloir attendre décembre pour qu'elle les ramène alors qu'ils sont arrivés fin aout.

Quand elle est revenue en décembre, elle ne se souvient pas qui a donné les colis.

Est ce Prévost qui les a récupéré ou elle même, elle ne se souvient plus.

Le président lit sa déclaration.

Son frère Stanislas dit que c'est elle qui aurait fait la commande, elle dit que non.

Sur les papiers de sa mère retrouvés dans le Scénic, elle ne se souvient pas.

(...)

- **Question de l'assesseur**

Le magistrat est conscient que c'est impressionnant pour elle de venir témoigner devant la Cour d'assises pour son frère. Mais ne comprend pas pourquoi ce soir alors qu'à la lecture de ses déclarations d'avant où elle développait, elle parle si peu aujourd'hui.

Elle dit que ça remonte à trop loin maintenant et qu'elle ne se souvient pas.

Le magistrat dit que ce sont des détails qui ont leur importance car ce sont des points qui concernent son frère avec des enjeux.

Sur les menaces formulées à l'encontre de son frère par Coulibaly, elle l'a su par ses parents.

Sur les relations entre son frère et Coulibaly, ses parents lui ont expliqué qu'il s'était fait tabasser.

L'assesseur lit ses déclarations de l'époque. Elle l'aurait su après les attentats.

Le magistrat demande pourquoi elle n'a pas été informée plus tôt. Elle est partie en 2014 et n'a pas su qu'en 2010 il s'était fait tabasser. Elle pense que c'était pour ne pas l'inquiéter.

(...)

- **Questions des parties civiles**

Avocat 1

Sur l'individu métis qui est venu récupérer les colis, elle ne sait pas qui c'était.

Avocat 2

Sur les colis, elle ne savait pas ce qu'il y avait dans les deux premiers et dans le troisième, elle ne savait pas.

Son frère ne lui a pas dit qui a passé commande. Elle ne sait plus.

- **Questions avocate générale**

Sur les colis, s'ils sont arrivés en septembre 2014, elle pense que oui.

Son amie qu'il l'hébergeait parlait elle de aout 2014. Les vérifications effectuées au niveau de la téléphonie (...) n'ont pas pu démontrer si c'était aout ou septembre 2014. En tout cas pour elle, c'était septembre 2014.

La téléphonie : deux déplacements à Grigny. Concernant ces colis qu'elle réceptionne en septembre 2014 mais qu'elle amènerait qu'en décembre 2014, elle ne sait pas pourquoi elle ne les rapporte pas plus tôt.

Sur une autre commande à son nom du 6 décembre 2014 concernant des couvertures de survies, elle dit ne pas être informée.

Sur les déclarations de son frère, que Willy Prévost lui a demandé de faire les commandes, elle dit que ce n'est pas possible et que la famille doute des déclarations de Stanislas. Mais en étudiant les déclarations de l'autre frère, lui aussi dit que Prévost avait demandé de faire cette commande. Elle a évoqué ce qui lui est venu à l'esprit quand elle a vu les sacs de couchages, elle a pensé au camping et sur les jumelles, elle a pensé à la randonnée aussi ou camping.

Les membres de la famille qui sont venus ont dit que Prévost avait des problèmes d'argent, il touchait uniquement le RSA depuis mars 2014 et l'avocat demande si elle n'a pas été étonnée du prix de 200 euros des jumelles par rapport aux revenus de son frère.

- **Avocat de Prevost**

Elle avait dit lors de sa garde à vue avoir vu son frère quand il a été frappé. Elle confirme que c'est le cas.

Son amie Mégan Renault, elle a été entendue. L'avocat lit sa déposition. Caroline Prevost ne se souvient pas de ses déclarations.

(...)

- **Questions du Président**

Sur la personne qui vient réceptionner le colis, un métis qui passe récupérer le colis chez la sœur, quand il est venu il a dit « c'est pour Bourou qui m'envoie. »

Prévost répond qu'il n'envoie personne, c'est Coulibaly qui a envoyé quelqu'un en disant que c'était pour Bourou mais ce n'était pas lui.

Intervention de la défense de Prévost

L'avocat demande à Prévost qui est ce qui a fait en sorte de faire arriver les colis chez sa sœur, Prévost dit que c'est Coulibaly. (...)

Selon lui, c'est Coulibaly qui après avoir demandé l'adresse de sa sœur, crée une adresse ad hoc pour faire passer les colis ; Prévost dit que toutes les informations qu'il donne à sa sœur, c'est Coulibaly qui lui a donné. Il était stressé quand il a parlé de ça à sa sœur car avait peur que Coulibaly reproche que les colis aient été ouverts.

Quel était l'intérêt d'envoyer un colis à 300 km demande le Président. Prévost répond que même lui ne s'est pas posé la question. Il ne savait pas ce qu'il allait livrer.

Mais si Coulibaly demande une adresse dit le président, si ça avait été des stupéfiants, le fait qu'il ait donné l'adresse ça aurait pu créer des problèmes à sa sœur sans savoir même ce qu'il va faire. Prévost dit que sur le coup, il ne pense pas à ça.

V. Audition de Stanislas FONCE

Né en 1995, frère de Willy.

Il dit que son frère est gentil, n'a rien à voir avec tout ça, il s'est toujours fait menacé par Coulibaly. A toujours été affectueux.

Il l'aime. Pense que c'est impossible qu'il soit mêlé.

Sur les problèmes de son frère, il était menacé par Coulibaly mais ne sait pas pourquoi, son frère ne lui racontait pas ; il semble qu'il avait de bonnes relations avec son frère mais était embêté car avait des répercussions sur lui car les gens en voulaient à son frère mais aussi à lui et aux autres membres de la famille. C'était à cause des dettes. Mais ne sait pas quelles étaient ces dettes. Peut être des vendeurs de stupéfiants mais n'est pas sur.

Pense que c'était 3000 euros.

Sur sa connaissance de Coulibaly, il ne le connaissait pas trop, n'a rien à voir avec lui. Il avait une réputation de mec qui faisait des braquages etc.

(...)

Il dit que Prévost se faisait menacer. Il dit que Coulibaly était armé.

(...)

Il dit que Willy a envoyé 3000 euros à Coulibaly quand il était en prison, il l'a su de quelqu'un, il pense que c'est sur. Sauf qu'après vérifications, il n'y a eu aucun mandat dit le Président.

(...)

Il a dit que sa sœur avait passé les commandes mais aujourd'hui il ne se souvient pas.

Sur la fiabilité de ses dépositions, faut retenir lesquelles dit le Président, celles de sa garde à vue ou celle d'aujourd'hui. Il répond qu'il est énervé car a attendu toute la journée après avoir fait 500 kilomètres.

Ils ont trouvé les photocopies d'identité au nom de sa mère pour l'achat d'une moto. Moto qui a servi pour venir sur un assassinat, donc faut mesurer l'importance de ses déclarations dit le Président.

Il y a un certificat au nom de sa mère, et une photocopie donc tout converge vers sa mère, et la mère dit qu'elle n'a jamais rien acheté. Elle dit qu'il n'a pas demandé et si avait demandé aurait dit non. Prévost va dans ce sens aussi. Mais quand on l'interroge lui le frère lors de la garde à vue, il dit que son frère lui a demandé d'acheter une moto, qu'il a demandé sa carte d'identité pour acheter une moto.

Stanislas Fonce dit que c'est faux qu'il n'a pas dit ça mais le président dit que c'est ce qu'il a déclaré.

En 2010, il a déclaré que Prévost a demandé sa carte d'identité pour mettre une moto à son nom, à la même période qu'il avait demandé à sa mère avait il dit. Il dit qu'il n'a pas dit ça.

Sur la religion et Coulibaly, le président demande s'il a des informations. Il ne l'a jamais vu en djellaba, pour lui la religion « il s'en foutait », « son truc pour lui c'était la drogue ».

Il ne sait rien de plus, il n'était jamais avec lui.

Le président dit que pourtant il a déclaré qu'il sait que Coulibaly était musulman. Une fois on lui aurait dit qu'il s'était fait virer de la mosquée d'Evry car engrainait les jeunes (...)

Stanislas FONCE dit qu'il a répété ce qu'il a entendu à la télé dit il.

C'est important de savoir qu'il l'a su par la télé dit le Président.

- **Questions de l'assesseur**

On ne dirait pas qu'il parle de télé dans sa déposition dit l'assesseur.

Il maintient.

- **Questions parties civiles**

Sur le voisin qui menaçait son frère qui s'appelait Mamadou, c'était un copain de Prévost.

- **Questions de l'avocate générale**

Il revient sur certaines de ses déclarations dit l'Avocat général pourtant ce qu'il dit ça à l'air précis, l'avocat général dit qu'il n'a pas le souvenir que ce genre d'informations circulaient à la télé.

Elle ne comprend pas pourquoi il dit qu'il aime son frère, alors qu'il donne des éléments concrets qui peuvent fragiliser son frère. Comment il explique ces déclarations.

Il avait peur, il a dit des erreurs, ne savait pas quoi dire ; elle relève qu'il dit des choses qui incriminent son frère quand il a peur.

- **Questions de la défense**

La défense lit les dépositions de sa garde à vue ; et à leur lecture, c'est par les médias qu'il a su que Coulibaly était dedans. On a donc compris qu'il avait beaucoup appris par les médias.

JOUR 26 - MARDI 6 OCTOBRE 2020

A venir